SIMON ASKENAZY

NAPOLÉON ET LA POLOGNE

Traduit du polonais par HENRI GRÉGOIRE

Professeur a l'Université de Bruxelles

Avant-Propos d'ARTHUR CHUQUET

membre de l'institut

Lettre-Préface de G. LACOUR-GAYET

membre de l'institut

ÉDITIONS DU " FLAMBEAU "

BRUXELLES
MAURICE LAMERTIN, Éditeur
58-60, RUE COUDENBERG

PARIS
Éditions ERNEST LEROUX,
28, RUE BONAPARTE

1925

NAPOLÉON ET LA POLOGNE

47436

SIMON ASKENAZY

NAPOLÉON ET LA POLOGNE

Traduit du polonais par HENRI GRÉGOIRE

Professeur a l'Université de Bruxelles

Avant-Propos d'ARTHUR CHUQUET

membre de l'institut

Lettre-Préface de G. LACOUR-GAYET

membre de l'institut

ÉDITIONS DU " FLAMBEAU "

BRUXELLES
MAURICE LAMERTIN, Éditeur
58-60, RUE COUDENBERG

PARIS
Editions ERNEST LEROUX,
28, RUE BONAPARTE

1925

BIBLIOTEKA
UNIWERSYTECKA
w TORUNIU

751415

K. 157/99

AVANT-PROPOS

Ce nouvel ouvrage de M. Askenazy, NAPOLÉON ET LA POLOGNE, *traduit du polonais en français par un maître distingué de l'Université de Bruxelles, M. Henri Grégoire, est le fruit de patientes et fort méritoires recherches.*

L'auteur, le professeur Simon Askenazy, a durant nombre d'années consacré ses cours à l'époque napoléonienne. Il a publié sur le premier Empire de remarquables études, entre autres, une biographie du maréchal prince Joseph Poniatowski, livre attrayant et instructif, le plus complet que nous ayons sur le glorieux mort de Leipzig, sur le Bayard de la Pologne.

Dans NAPOLÉON ET LA POLOGNE, *il donne comme la synthèse de ses travaux.*

II

Le volume qui paraît aujourd'hui en traduction française, est le premier tome de l'ouvrage. M. Askenazy raconte les partages de la Pologne, le rôle que la monarchie française, la Révolution et le Directoire jouèrent dans ces événements tragiques, et la création des légions polonaises qui se formèrent en Italie à la voix de Bonaparte ; mais Léoben et Campo-Formio trompent le généreux espoir qu'avaient conçu les patriotes polonais : le traité passe la Pologne sous silence.

Dans ce premier tome se manifeste d'ores et déjà l'idée générale de l'œuvre.

Au cours du XVIIIe siècle la Pologne est divisée, désarmée, asservie par trois voisins, et les puissances occidentales la méprisent ; elles ne voient plus dans la Pologne un facteur sérieux de l'équilibre européen ; elles regardent les partages avec une sorte d'indifférence. C'est pourtant une masse formidable de territoire que la Prusse, la Russie et l'Autriche s'attribuent :

700.000 *kilomètres carrés ; une fois et demie la superficie du* Reich *allemand ! Et les États occidentaux sont restés les témoins passifs de ce démembrement, de ce dépècement, et, comme on a dit justement, de ce grand crime, du plus odieux des nationicides ! Il semblait que ce fût pour elles un fait négligeable. La Pologne ne servait plus qu'à une diversion, à une compensation, et c'est ainsi qu'elle fut considérée et traitée par l'ancienne royauté et par la Révolution. Bonaparte eut d'abord les mêmes vues. Mais ce génie réaliste — au bon sens du mot — sut se raviser. Il comprit dans la campagne d'Italie la puissance militaire que le partage avait value à l'Autriche ; il comprit quel énorme accroissement de force, quelle abondance de matériel humain, ainsi que s'exprime M. Askenazy, le partage avait donnés à la Prusse et à la Russie ; il comprit que le partage avait allié, uni ces deux États qui tendent dorénavant, l'un à l'hégémonie en Allemagne, l'autre à l'hégémonie en Europe. Voilà pourquoi Bonaparte crée les légions polonaises. Il les supprime sans doute par égard pour les trois complices du partage ; mais il ne détruit pas les cadres. Et bientôt, en dépit de lui-même et malgré son propre vouloir, sous la pression des circonstances, le voilà obligé, non seulement comme Français, mais comme Européen, de restaurer graduellement la Pologne, de l'opposer à la Prusse, à la Russie, à l'Autriche. Aussi la question polonaise tient-elle une très grande place dans le règne de Napoléon. Après sa chute, à Sainte-Hélène, l'Empereur reconnaît qu'une conséquence inévitable de sa mission historique et la véritable clef de la voûte européenne, c'est le relèvement de la Pologne.*

III

M. Askenazy montre dans ce premier tome comment Napoléon entre en contact avec la Pologne.

Il suit pas à pas Napoléon et tous les acteurs du drame, Français, Polonais, Européens. Pour la première fois apparaissent en pleine lumière nombre de détails, d'événements, de personnages. Les recherches de M. Askenazy ont été si longues,

si étendues qu'il nous apporte de l'inédit et du nouveau à foison. Il a fouillé les archives particulières de la Pologne (archives des Czartoryski, des Potocki, des Zamoyski et autres) et les archives des gouvernements (Varsovie, Petersbourg, Moscou, Vienne, Berlin, Dresde, Paris, Londres, Rome), et les résultats de cette vaste enquête tiennent dans l'édition polonaise de l'ouvrage trois cent pages en petit texte. (Naturellement, M. Askenazy n'a pu offrir dans l'édition française qu'un spécimen de ces si amples investigations.)

Aussi que de belles trouvailles il a faites ! Il a tiré des archives des Zamoyski des notes de Bonaparte au Comité de salut public et un essai de roman, Clisson et Eugénie; *tiré des papiers confisqués de Dombrowski des lettres inédites de Bonaparte, de Kléber, de Hoche, de Berthier, de Murat, de Masséna, de Moreau ; tiré des archives de Rapperschwyl et de Londres un rapport de Sulkowski sur sa mission en Orient et les bulletins secrétissimes des espions que l'Angleterre avait attachés aux pas du hardi Polonais ; tiré des archives de Petersbourg de précieuses informations sur le recrutement russe en Corse et en Egypte et une relation de la campagne d'Italie par Souvorov ; tiré des archives de Vienne les rapports du chef de la police secrète, Pergen, qui faisait épier Bernadotte par le domestique même de Bernadotte, par le valet de chambre Rost, un vieux soldat qu'il avait acheté ; tiré des archives de Berlin la correspondance interceptée de Caillard et de curieux renseignements sur le cabinet prussien, sur les dessous de son jeu au temps du premier consul et du tsar Paul.*

IV

L'historien polonais sait joindre l'agrément à la solidité, et il anime les scènes qu'il présente.

Nous pénétrons avec lui dans le monde de l'émigration polonaise où se produit une scission et dans ce qu'on appelait alors « le grand chaos », le magnum chaos; *nous pénétrons dans la société des Czartoryski et des magnats galiciens.*

Grâce à lui, nous apprenons à connaître les chefs de la Pologne extérieure, Zajonczek, Sulkowski, Wybicki, Wielhorski, Kniaziewicz et Dombrowski :

Zajonczek, le rude sabreur et qui méritera le surnom de « l'Egyptien » ;

Sulkowski, cet homme si brave, si instruit et, comme on disait alors, si intéressant, ce Sulkowski dont notre envoyé Descorches vantait l'adresse et l'intelligence, ce Sulkowski qui avait épousé la fille de l'interprète Venture et qui alla, au nom de Joséphine Bonaparte, redemander à Rousselin les lettres d'amour que la veuve Beauharnais avait écrites au général Hoche.

Wybicki, l'auteur du Chant des Légions, *ce chant simple et profond qui proclame que la Pologne n'est pas morte tant que vivent ses fils fidèles.*

Wielhorski, vif, spirituel, élégant, aux cheveux qui blanchissent déjà, mais à la tête si fine et si jeune.

Kniaziewicz, le futur combattant de Hohenlinden, qui eut à Passariano avec Bonaparte un mémorable entretien.

Dombrowski, l'obstiné, l'infatigable Dombrowski, le plus avisé des serviteurs de sa nation, celui qui après mille aventures réussit à gagner Paris et de là l'Italie, où il obtient de Bonaparte la formation d'une Légion polonaise, celui qui présente cette belle Légion au général de l'armée française à la parade de Palmanova le 30 avril 1797 — pour la première fois Bonaparte passe en revue des soldats polonais ! — celui qui à Mestre, à Ferrare et ailleurs combat énergiquement l'insubordination des siens, l'indifférence du gouvernement français et le mauvais vouloir du gouvernement cisalpin.

M. Askenazy connaît d'ailleurs l'histoire de la France aussi bien que l'histoire de la Pologne. Il nous explique la politique du Comité du salut public et celle du Directoire. Il nous transporte dans le Paris de 1797 et dans le Vienne de 1798 lorsque Maliszewski est l'homme de confiance du général-ambassadeur Bernadotte. Mais il reste fidèle au titre de son ouvrage : Napoléon et la Pologne. *Il revient toujours à Napoléon ; il le montre plein de bonnes dispositions pour les Polonais et*

tâchant de satisfaire à toutes les demandes de la Légion ; il esquisse avec vigueur, et sans oublier un seul trait, ses difficiles et glorieux commencements ; il fait un vivant récit de la campagne d'Italie, cette campagne des miracles ; il remarque très ingénieusement, après avoir tracé le tableau de la Lombardie et ses partis, que Napoléon pouvait déjà en Lombardie étudier la Pologne.

ARTHUR CHUQUET.

LETTRE-PRÉFACE.

Le nom de l'historien polonais Simon Askenazy était déjà connu dans les pays de langue française par sa précieuse biographie du prince Poniatowski, maréchal d'Empire (1). Voici un autre ouvrage du même auteur qui sera accueilli avec beaucoup de sympathie.

M. Askenazy a entrepris d'écrire l'histoire des relations que Napoléon, général, premier consul, empereur, a entretenues avec les Polonais de l'émigration ou avec les Polonais du duché de Varsovie. Sujet non moins complexe qu'étendu, que l'auteur expose avec une grande abondance de détails. M. Henri Grégoire a eu l'heureuse idée de traduire en français les premiers chapitres de ce grand travail historique. A la reconnaissance que l'on doit à l'auteur s'ajoutera notre reconnaissance pour le traducteur ; peu de lecteurs de l'Europe occidentale sont, en effet, capables de lire un ouvrage écrit en polonais.

La partie traduite par M. Henri Grégoire s'arrête à l'année 1798, au moment du départ de Bonaparte pour l'Égypte. En dehors de sa valeur historique, due au grand nombre de documents employés par l'auteur, le présent volume offre l'avantage de traiter une question qui, pour plus d'un lecteur, pourra avoir l'attrait de la nouveauté. On connaît en général les rapports de Napoléon avec la Pologne à partir de l'année 1806 ; on sait moins peut-être comment ces rapports avaient commencé.

M. Askenazy a pris l'année 1772 pour point de départ de ses études ; il a voulu, eu remontant à cette date, examiner

(1) L'édition polonaise, accompagnée de gravures et de nombreux documents, a paru à Poznan, en 1913. La traduction française, due à B. Kozakiewicz et à Paul Cazin, est de l'année 1921 ; Paris (Plon-Nourrit éditeurs) : *Le Prince Joseph Poniatowski, maréchal de France.*

l'attitude que la France de l'ancienne monarchie et de la Révolution avait eue vis à vis des Trois partages. Le crime était consommé en 1795, quelques mois avant que Bonaparte entreprît la campagne d'Italie.

Au mois de septembre 1796, le vainqueur de Lodi recevait une lettre que lui écrivait un ancien compagnon d'armes de Kosciuszko, Michel Oginski, réfugié alors à Constantinople.

« Quinze millions de Polonais, disait Oginski, jadis indépendants, aujourd'hui victimes de la force des circonstances, lèvent leurs regards vers vous... Hâtez-vous, citoyen général, de faire connaître à l'univers entier que la France fait consister sa gloire à protéger les faibles... Hâtez-vous de combler nos vœux et nos espérances. Rétablissez l'équilibre en Europe, en rendant la liberté et l'indépendance aux nations qui en ont été privées, et faites en sorte que, depuis le centre de l'Italie jusqu'aux sources du Borysthène, les peuples, rentrés dans leurs droits, chérissent en vous l'ami de l'humanité et respectent le guerrier vainqueur. »

Parmi ses aides de camp Bonaparte comptait un Polonais, Joseph Sulkowski, qui, après la bataille de Maciejowice, avait émigré en France, à l'exemple de tant d'autres, et pris du service dans l'armée d'Italie. Il lui dit de répondre à Oginski en ces termes :

« Écrivez à votre compatriote que j'aime les Polonais et que j'en fais grand cas, que le partage de la Pologne est un acte d'iniquité qui ne peut se soutenir, qu'après avoir terminé la guerre en Italie j'irai moi-même, à la tête des Français, pour forcer les Russes à restituer la Pologne; mais dites-lui aussi que les Polonais ne doivent pas se reposer sur des secours étrangers, qu'ils doivent s'armer eux-mêmes... Une nation écrasée par ses voisins ne peut se relever que les armes à la main. »

Patriote, ami de la liberté, Bonaparte aimait la Pologne; il avait à son égard les sentiments de tous les Français. Aux raisons de sentiment s'ajoutaient des raisons d'intérêt;

la tranquillité de la France exigeait qu'il y eût dans les plaines de la Vistule un État fortement constitué et armé. Napoléon le dira plus tard. « Avec un royaume de Pologne indépendant et cent cinquante mille hommes disponibles à l'Orient de la France, je serais toujours maître de la Russie, de la Prusse et de l'Autriche. »

En parlant ainsi, il n'avait que trop raison; mais fut-il toujours libre d'agir sur l'échiquier européen comme son cœur et son intelligence lui disaient de le faire ? Pour ressusciter la Pologne, il fallait abattre à la fois, d'un même coup, la Prusse, la Russie et l'Autriche. Napoléon a bien fait la guerre à chacune de ces puissances, il a bien vaincu chacune d'elles, mais tour à tour et non pas en même temps. Ainsi s'expliquent les hésitations, les contradictions de la politique napoléonienne dans les affaires polonaises. Cela est une question que M. Askenazy aura à traiter dans la suite de son ouvrage.

Revenons au général de l'armée d'Italie. Bonaparte reçut à Milan, au mois de décembre 1796, la visite de Henri Dombrowski. L'ancien compagnon de Kosciuszko avait obtenu du Directoire l'autorisation de lever en Italie un corps polonais au service de la France; il venait en conférer avec le commandant en chef. Le résultat de leurs entretiens fut la convention du 9 janvier 1797, pour la levée de légions polonaises.

Dombrowski lance une proclamation à ses compatriotes : « Combattons pour la cause commune des nations, pour la liberté, sous le vaillant Bonaparte, vainqueur d'Italie. Les trophées de la République Française sont notre unique espérance. C'est par elle, c'est par ses alliés que nous reverrons, peut-être, avec joie ces foyers chéris que nous avons abandonnés avec des larmes. »

Les Polonais accoururent de France, d'Italie, d'Allemagne, de Pologne. Deux bataillons de mille hommes chacun furent prêts dès le mois de mars 1797; ils finirent par former une armée de quinze mille hommes. Un chant de guerre fut

composé pour ces premières légions polonaises; il porte le nom de *Marche de Dombrowski*.

Les soldats le Dombrowski combattent dès lors aux côtés de l'armée française; en juillet 1797, ils pacifient Reggio, qui s'était soulevé. Les Polonais pouvaient espérer que leur cause interviendrait, à un titre quelconque, dans les négociations qui allaient aboutir au traité de Campo-Formio. Il n'en fut rien; ce fut pour eux une déception profonde.

Cependant, ils restent fidèles au drapeau de la France. Le 3 mai 1798, ils entrent à Rome avec les bataillons de Masséna; le général Kniaziewicz installe au Capitole le quartier général polonais. L'expédition d'Égypte va commencer; qui sait si les Polonais, en continuant à combattre sous les yeux de Bonaparte, ne vont pas toucher le prix du sang qu'ils versent pour la cause française?

Tel est, dans ses grandes lignes, le cadre de l'ouvrage de M. Askenazy. Le lecteur pourra voir comment il a été rempli par le savant historien. C'est une moisson de faits et de documents, peu connus en général et souvent inédits, que l'auteur a versée au dossier de l'histoire napoléonienne et de l'histoire polonaise. Outre le mérite scientifique, ce travail a le mérite de l'opportunité. A présent que la Pologne a repris sa place dans les rangs des nations, on aura intérêt à connaître l'essai de restauration qui fut fait par Napoléon il y a plus d'un siècle. Le présent ouvrage est une sorte d'introduction à ce beau sujet, mais c'est une introduction qui a par elle-même sa grande part d'utilité historique et de nouveauté.

G. LACOUR-GAYET.

NOTE DU TRADUCTEUR

Le livre que nous présentons au public français est le début d'un grand ouvrage consacré aux relations de Napoléon avec la Pologne.

Cet ouvrage, Napoléon a Polska, *se divise en deux* parties, *subdivisées chacune en trois* livres.

La première partie *seule a paru jusqu'ici. Ses deux premiers* livres, *qui vont de* 1770 *à* 1798, *forment la matière du présent volume. Le livre troisième*, La Fin des Légions (1799-1805) *raconte la part prise par les Polonais à l'expédition d'Egypte, les défaites subies par les légions, en l'absence de Bonaparte, dans la guerre de la seconde Coalition ; le retour de Bonaparte, la formation de la légion du Danube, la déception des Polonais à la suite des traités de Lunéville et de Paris ; la dissolution des légions, leur envoi à Saint Domingue ; la campagne d'Austerlitz et la nouvelle déception des Polonais à la suite de la paix de Presbourg, déception qui n'empêche pas la Pologne d'espérer en Napoléon.*

La deuxième partie comprend les événements de 1806 *à* 1815. *L'édition polonaise de cette deuxième et dernière partie paraîtra bientôt à Varsovie.*

L'auteur de cette grande histoire, M. Simon Askenazy, est né en 1867 *dans la terre de Sandomir (ci-devant Pologne russe).*

Docteur en histoire de l'Université de Göttingue (sa thèse traitait de l'élection du roi Stanislas-Auguste), il accepta, avec l'autorisation du gouvernement russe, la chaire d'histoire moderne de la Pologne à l'Universite de Lwow (1898). *La protection d'Albert Sorel ouvrit à ses élèves les archives parisiennes. Il fonda une bibliothèque de* Monographies d'histoire moderne, *qui compte vingt volumes publiés sous sa direction. Lui-même*

donna successivement, en polonais. L'alliance prusso-polonaise de 1790 (1900), *une* Biographie du Prince Joseph Poniatowski (1904), *traduite plus tard en allemand et en français,* Lukasinski : la Maçonnerie nationale et les conspirations en Pologne sous Alexandre Ier et Nicolas Ier (1908) ; Dantzig et la Pologne (1919), *livre traduit en français, en anglais et en allemand, enfin* Napoléon et la Pologne (1919). *Il faut ajouter à cette liste quelques volumes de documents, et un recueil d'articles et d'études historiques intitulé* Observations (*Uwagi,* 1924).

M. Simon Askenazy fut, de 1920 *à* 1923, *délégué de la Pologne à la Société des Nations. En cette qualité, il traita notamment les affaires de Dantzig, de Silésie et de Lituanie. Il est membre de l'Académie Polonaise, des Sociétés des Sciences de Varsovie et de Wilno, commandeur des Ordres de* Polonia Restituta *et de la Légion d'Honneur.*

Le traducteur a les plus grandes obligations à l'auteur qui a pris la peine de contrôler minutieusement la fidélité de la version française ; il ne doit pas moins à l'amitié de M. Oscar Grojean, son collaborateur au Flambeau, *qui lui a prêté un concours actif et dévoué pendant toute la durée de son long et difficile travail.*

AVERTISSEMENT DE L'AUTEUR

Les questions nationales et mondiales qui se posaient à l'époque des guerres révolutionnaires et napoléoniennes, présentent beaucoup d'analogie avec les questions du même ordre qui se posent pendant la guerre actuelle. Il ne saurait en être autrement. De crises et de problèmes pareils résultent des leçons semblables.

Il est d'autant plus nécessaire de faire observer que ce livre n'a pas été influencé par le cours des événements que nous traversons. Je n'ai point projeté sur le passé l'ombre du présent. Mon histoire a été faite de la seule manière qui soit admissible scientifiquement, et politiquement utile : elle est purement objective.

Le présent ouvrage était entièrement conçu, et la première partie, celle qui va jusqu'à l'année 1805, en était rédigée avant juillet 1914. La publication en a été retardée par suite de la guerre. Mais il paraît aujourd'hui sans aucune autre modification que des corrections de style faites au cours de l'impression.

De cette observation générale découle une remarque particulière. On lira ici, surtout dans les premiers chapitres, des jugements parfois amers sur la politique polonaise de la France. Ces jugements formulés en temps de paix, en face d'une France heureuse et prospère, ne doivent pas être mal interprétés en face de la France ensanglantée d'aujourd'hui.

La nation polonaise, qui, précisément, pendant cette période révolutionnaire et napoléonienne, a versé son sang avec la France, n'a cessé depuis lors, à travers toutes les crises historiques, de voir en elle, dans la fortune et plus encore dans l'infortune, la grande éducatrice du monde moderne, le

symbole des hautes idées de progrès, d'ordre, de justice et de liberté.

Pendant la guerre actuelle ont paru quelques travaux relatifs à la période napoléonienne. Malgré un séjour dans la Suisse neutre, j'ai eu quelque peine à les atteindre tous, et à les utiliser complètement. Toutefois, j'en ai tenu compte, autant que possible, dans les notes du présent ouvrage.

Varsovie, avril 1918.

INTRODUCTION

La Pologne a gardé son cœur à Napoléon. Quelque jugement que l'on porte là-dessus, c'est un fait qui ne peut être mis en doute. Cela ne veut pas dire que des erreurs et des fautes de Napoléon, la Pologne ne se soit pas rendu compte, ou qu'elle ne les lui ait pas reprochées avec amertume et chagrin. Mais en somme, elle lui a conservé son amour. L'image de Napoléon, aujourd'hui encore, se voit en Pologne dans les résidences seigneuriales, les châteaux de la noblesse, les demeures des bourgeois, parfois même dans la chaumière du paysan et de l'ouvrier. Son souvenir jusqu'aujourd'hui réchauffe, enflamme l'âme polonaise. Pourquoi ? «Pourquoi cet étranger — ces paroles sont celles d'un Polonais de cœur et d'âme, méditant sur les destinées de son peuple dans l'isolement et l'illumination d'une captivité qui ne devait finir qu'avec sa vie (1) — pourquoi cet étranger réussit-il à séduire les Polonais au point qu'aujourd'hui encore, dans le palais du riche comme dans la cabane du pauvre, son nom n'est jamais prononcé sans une bénédiction ? »

Pour deux motifs également simples. D'abord, parce que la Pologne a été maltraitée par toutes les puissances européennes. Et secondement, parce que Napoléon est le seul souverain étranger, le seul grand Européen qui ait jamais fait du bien à la Pologne.

Les voisins de la République, la Russie — la sœur slave, la Prusse — gratifiée jadis d'un fief opulent, l'Autriche — sauvée par la vaillance de Sobieski, avaient renversé l'Etat, partagé la terre, subjugué la nation, attiré dans leurs armées le sang polonais, qui depuis lors coula plus abondamment cent fois au service des trois puissances partageantes, que

dans les rangs napoléoniens, où nos soldats, directement ou indirectement, servaient la cause polonaise.

Quant aux grandes puissances européennes, que leur éloignement empêchait de participer au démembrement, elles n'avaient rien fait pour le rendre impossible; même, elles l'avaient bientôt ratifié, elles avaient contribué à en consolider les résultats; elles avaient essayé d'en tirer parti pour elles-mêmes dans la mesure du possible. L'Angleterre, témoin indifférent des partages, s'allia bientôt étroitement avec leurs auteurs; ensuite, elle s'opposa de toutes ses forces à la création du Royaume du Congrès; enfin, elle se détourna deux fois du spectacle de son agonie, en Novembre (1830) et en Janvier (1863). La France bourbonienne ferma les yeux sur le premier partage ; la France révolutionnaire, sur le second et le troisième; la France de Louis XVIII, d'accord avec l'Angleterre, s'efforça d'empêcher la demi-restauration polonaise de 1815; la France de Louis-Philippe exploita et trahit l'insurrection de Novembre; la France du Second Empire encouragea, pour l'abandonner ensuite, le soulèvement de Janvier. Car, en plus de la violence ouverte et brutale, il y eut aussi les provocations cachées et perfides..... Tour à tour, chacun des co-partageants, pour attirer à soi les Polonais, pour les exciter contre les deux autres, affichait la bienveillance, la douceur, la générosité, affectait de se prêter à la résurrection de la Pologne; les autres puissances, lorsqu'elles avaient besoin d'opérer une diversion contre les premières,ne marchandaient pas aux opprimés les encouragements sympathiques et les promesses de secours.

Toujours le même jeu : paroles creuses et séductrices, et point d'actes lorsqu'il en aurait fallu.

Un jour, parut un grand homme, qui était l'action incarnée.

Il n'était pas tout puissant; il fit pour la Pologne le *maximum* de ce qu'il pouvait, ou de ce qui lui paraissait possible. Il n'était pas Polonais; il fit pour la Pologne ce qui lui paraissait utile au point de vue de *sa* raison d'Etat, de sa nation et de l'Europe. L'accord et l'affinité de la raison d'Etat

polonaise, et de la raison d'Etat européenne, l'importance prédestinée du facteur polonais dans la vie européenne, son droit imprescriptible : ces principes cardinaux de l'histoire et de la politique, méconnus avant lui comme après lui, Napoléon, le premier, les établit aux yeux du monde, expérimentalement, avec une force élémentaire. Il humilia les orgueilleux contempteurs de ces principes, de ces droits. Il releva leurs confesseurs foulés aux pieds par les puissants.

Il entra victorieux à Berlin, à Vienne, à Moscou. Il rendit à leurs maîtres légitimes Poznan, Varsovie, Cracovie, Wilno. Il restaura un gouvernement polonais, il reconstitua une armée polonaise. Il déchira les traités de partage; il interrompit la prescription; il releva une nation qui semblait perdue, ou du moins prouva qu'elle pouvait être sauvée. Il unit indissolublement l'histoire de son triomphe et de sa chute avec l'histoire de la nation polonaise. Et, dans les ruines même de son œuvre, la Pologne a trouvé plus d'une « valeur morale » qui restera telle dans tous les temps.

La Pologne, accablée de maux sans nombre par les étrangers, et qui n'a point accoutumé d'être choyée par la fortune, la Pologne, guidée par son instinct national, noble et droit, par son amour inné de ce qui est vraiment grand, s'est souvenue avec reconnaissance de Napoléon. Et ce souvenir explique l'inclination qu'elle a gardée à cet homme, malgré ses fautes et malgré ses erreurs.

Mais, en histoire comme en politique, il n'est pas permis de se contenter d'un sentiment. Il faut à ce sentiment le contrôle de la froide raison. A un tel contrôle, l'heure est favorable : un siècle a passé depuis la fin de l'épopée et de la Pologne napoléoniennes. Ce contrôle est proprement la tâche qu'on s'est proposée dans le présent ouvrage.

CHAPITRE I

LE PREMIER PARTAGE

I

Le démembrement de la République n'eut point seulement pour la Pologne une signification fatale : ce fut, encore, au point de vue international, une véritable négation de l'Europe, et, en particulier, des deux grandes puissances occidentales, la France et l'Angleterre. De la communauté des Etats se détachait soudain la trinité des Puissances co-partageantes, Russie, Autriche, et Prusse; et celles-ci, sans tenir aucun compte des autres membres de la famille européenne, même des plus considérables, effectuaient d'un commun accord, par la formidable opération du Partage, des modifications profondes dans le statut territorial, et par conséquent dans l'équilibre politique de l'Europe. Cet acte, par la force même des choses, devait tôt ou tard faire sentir ses désastreux effets aux témoins occidentaux qui, de loin, l'avaient regardé s'accomplir avec indifférence. Il devait influencer, par une série de suites lointaines mais nécessaires, les destinées futures de l'Angleterre. Mais avant tout, immédiatement et directement, le Partage de la Pologne devait réagir sur la fortune de la première puissance continentale : la France.

Les trois partages de 1772, de 1793 et de 1795 furent précédés chacun d'une crise intérieure, d'un effort désespéré pour sauver la Nation expirante : ce sont la Confédération de Bar, la Révolution de Mai, l'Insurrection de Kosciuszko. Au regard de la France, la première de ces crises est la plus significative. Elle forma le prélude du drame du Démembrement, dont les deux autres ne furent que le développement et la conséquence inévitable. Elle devait offrir le plus de

difficultés d'exécution aux complices qui venaient de s'associer pour le Partage; et c'est alors aussi que les Puissances intéressées à l'échec de ces criminelles combinaisons virent s'offrir à elles les meilleures occasions de les déjouer. L'heure était relativement favorable pour ces Puissances, et surtout pour la France qui n'était pas encore, comme elle fut durant les deux crises suivantes, entravée par les soucis de la Révolution et de la Guerre. Et pourtant, cette fois déjà, au début même de la tragédie, se manifestèrent, d'une manière saisissante, l'impuissance absolue de la France et le néant de sa politique polonaise.

Cette nullité, cette impuissance dont fit preuve, à l'heure décisive et fatale de la Pologne, la cour de Versailles déjà condamnée elle aussi, sont pour une grande part déterminées et expliquées par toute l'histoire des relations de l'ancienne monarchie française avec la République. La Pologne, depuis des siècles, était considérée, du côté français, comme un facteur secondaire, comme un élément accessoire, dans la vieille querelle des maisons de France et d'Autriche. Elle fut constamment subordonnée aux vicissitudes de cette lutte séculaire. De là vient qu'au lieu d'une saine et féconde union des intérêts français et polonais, nous ne trouvons au cours des siècles, que l'exploitation, par la France de l'ancien régime, de la Pologne contre l'Autriche. De là, encore, ces manœuvres électorales, ces efforts acharnés de la France pour assurer à ses candidats la couronne de Pologne : efforts vains, car ils ne résultaient point de tendances positives, mais toujours du même mobile négatif, la concurrence avec l'Autriche. De là les roueries, subtiles et misérables à la fois, de la diplomatie française en Pologne ; l'empoisonnement, par cette diplomatie, de la vie intérieure de la République polonaise et de sa politique étrangère. De là, surtout, cette exploitation sans pitié, de la Pologne toujours sacrifiée, et non point seulement contre l'Autriche, mais encore en faveur de ces autres instruments, souvent plus commodes, de la politique française : la Suède, la Tur-

quie, et du plus récent comme du plus maniable d'entre eux : le jeune Etat Prussien. En dernière analyse, sous les dehors de la bienveillance et de l'affinité traditionnelles se cachait en réalité la vaine et dangereuse politique polonaise de l'ancienne France : politique toute pénétrée d'un réalisme méprisant et sans scrupules, d'un réalisme, d'ailleurs, aussi factice que stérile, incapable d'aucune construction réelle ; car il bâtissait sur le sable, bâtissant sur l'ignorance ou le mépris systématique des véritables intérêts de la République Polonaise, de la dignité de notre Etat, de l'âme de notre nation. Au sens profond de l'histoire, entre deux faits séparés par un intervalle de deux siècles, Henri de Valois fuyant la Pologne en 1572, et Louis XV en 1772, abandonnant la Pologne dans la détresse du partage, en se lavant les mains, il y a, dans un certaine mesure, un rapport de cause à effet.

Vers le milieu du XVIIIe siècle, à la vérité, se produisit, avec le fameux *Renversement des Alliances*, un revirement complet dans la politique générale de la cour de Versailles. La France enterra, pour toujours semblait-il, son vieux litige avec l'Autriche, et s'unit à elle par d'étroits liens politiques et bientôt même dynastiques. Mais ce ne fut pas au profit des rapports polono-français. Cette nouvelle et paradoxale alliance de la France et de l'Autriche, dans la pensée de ses fondateurs, devait être ouverte à la Russie, et tournée surtout contre l'Angleterre et la Prusse. La suppression de l'antagonisme austro-français devait, d'une part, renforcer la France contre sa vieille ennemie, l'Angleterre ; d'autre part, permettre à l'Autriche de vaincre sa jeune rivale, la Prusse. La France sacrifiait l'alliance qu'elle avait formée avec la Prusse contre l'Autriche ; l'Autriche par compensation sacrifiait celle qui l'unissait à l'Angleterre contre la France. Mais, dès la première épreuve, dès la guerre de Sept ans où la France perdit ses colonies conquises par l'Angleterre, tandis que l'Autriche échouait à reconquérir la Silésie sur la Prusse, ce magnifique calcul fut complètement déjoué. Le coup de grâce fut porté au système, au lendemain de cette guerre,

par la rupture de l'Angleterre avec la Prusse, qui remplaça l'alliance anglaise par l'alliance russe.

Ce dernier *renversement d'alliances*, le traité que Frédéric II fit avec Catherine II, avait pour base et pour objet les affaires de Pologne. Il eut pour conséquence immédiate l'élévation d'une créature russe, Stanislas-Auguste, au trône de Pologne; indirectement, on peut dire qu'il ouvrit la phase suprême de la question polonaise, celle du Partage. Cette alliance nouvelle contredisait le principe même de la savante combinaison franco-autrichienne, et elle devait l'anéantir définitivement. En effet, si l'entente franco-autrichienne était surtout, dans l'esprit des Français, tournée contre l'Angleterre, et dans l'esprit des Autrichiens, dirigée contre la Prusse, ni les uns ni les autres n'avaient pensé à l'orienter contre la Russie. Au contraire, l'Autriche, après la conclusion de son alliance avec la France, n'avait pas cessé, suivant son ancienne habitude, de graviter vers la Russie. Dans la Russie, à l'époque de la guerre de Sept ans, elle avait trouvé contre la Prusse, un instrument plus efficace que l'alliance française. Elle était unie à la Russie, antérieurement déjà, par toute une tradition de politique commune dans les affaires turques et polonaises, quoique, dans ces deux questions et spécialement dans la première, les deux Empires eussent chacun ses intérêts particuliers et même opposés.

L'Autriche, il est vrai, avait été récemment supplantée auprès de la Russie par la Prusse. Mais c'est précisément la crainte qu'avait l'Autriche de la concurrence prussienne, qui la fit, depuis, céder d'autant plus facilement à l'attraction russe. Après un certain flottement, certaines manœuvres menaçantes, après avoir fait mine de s'opposer à l'action russe secondée par le Prusse, en Orient et en Pologne, l'Autriche dut finir par se joindre, elle aussi, à cette double action. Ayant pour son propre compte dépouillé la Turquie, elle dut se prêter à une spoliation de la Pologne, à frais et à bénéfices communs. Son rôle fut, par de fausses manœuvres et en qualité d'alliée de la France, de soutenir et d'en-

tretenir les trompeuses espérances que les Polonais mettaient en elle et dans la France. Son rôle fut encore, par une pression amicale sur son alliée française, de paralyser plus encore celle-ci, d'empêcher qu'elle mît obstacle à la spoliation de la Porte Ottomane comme à l'attentat perpétré contre la République Polonaise.

Ainsi donc, si naguère, au temps de la Pologne indépendante, la lutte contre l'Autriche viciait les relations franco-polonaises, maintenant c'était l'alliance austro-française qui influençait de la manière la plus fatale les rapports de la France et de la Pologne menacée de démembrement.

II

La chose apparut clairement, avec une clarté brutale, dès la première de ces trois crises que nous avons énumérées plus haut. Elle apparut d'autant plus nettement que cette crise dura longtemps, plusieurs années, depuis l'acte même de la Confédération de Bar jusqu'à la consommation du premier partage.

Durant tout ce temps la France de Louis XV, quoiqu'elle eût les mains libres, ne put rien empêcher. Elle aida certes les Confédérés, mais avec tant d'inintelligence, d'incapacité, d'insincérité, que son aide ne fit que précipiter la catastrophe. Sans doute, il s'en fallait bien que la Confédération de Bar, dans sa conception, son organisation, et sa conduite, fût à la hauteur qu'eût exigée l'état de la République, cette hauteur idéale où la légende l'a placée depuis. Au point de vue des idées comme au point de vue des actes, elle était loin d'atteindre le niveau de l'Insurrection de Kosciuszko. Parmi les mobiles et les ressorts du soulèvement de Bar, il ne manquait certes pas de facteurs suspects, de qualité inférieure ou négative. Il ne manquait même pas d'éléments provocateurs. La Prusse, en effet, ne ménageait pas les encouragements aux Confédérés, leur envoyant des officiers déguisés, leur permettant de songer à la candidature du prince Henri de Prusse

au trône polonais. Pareillement, l'Autriche se posait en protectrice du Conseil général de la Confédération, lui donnait asile sur son territoire, secondait ses vues relativement à une candidature saxo-autrichienne. Enfin, la Russie entretenait une foule d'espions et de traîtres dans les rangs de la Confédération. En réalité, dans certains milieux influents de Pétersbourg, milieux politiques et surtout militaires, on avait une sorte de sympathie pour ce mouvement; on ne désirait pas qu'il fût étouffé trop tôt; on souhaitait que cette étincelle devînt un vaste incendie, afin de justifier son extinction par le procédé radical du Partage. Cependant, malgré tout, la Confédération, par la force même des choses, par la violence élémentaire de son explosion, devint le frappant symbole de l'indépendance et de l'intégrité de la République. Ce fut un grand événement national et européen.

Les Confédérés de Bar se soulevèrent, d'accord avec la Turquie, contre la Russie, qui, à cette époque, était visiblement la principale ennemie de la République. Ils comptaient sur l'appui de l'Autriche, nominalement encore l'inséparable alliée de la France, et sur la coopération de la Suède, laquelle se trouvait réellement sous la curatèle de la France. Mais surtout ils comptaient sur la France, tutrice naturelle de la Pologne, et de la Sublime Porte, et en même temps, à ce qu'il semblait alors, ennemie naturelle de la Russie. En effet, Catherine II, tout en réglant son différend avec la Confédération polonaise, tout en commençant sa première guerre turque, poussait jusqu'en Occident la pointe de son ambition et de son influence. Elle avait déployé son pavillon dans la Méditerranée, elle avait fait de son amiral Orlov l'arbitre de l'Italie; et ici, déjà, elle rencontrait la France, elle traversait les entreprises de celle-ci dans le rayon même de l'action française. La France, à cette époque sortie les mains vides, malgré tant d'efforts, de la guerre de Sept ans, s'assurait une modeste conquête : la Corse. Or, voici que les Corses, qui demandaient, comme les Confédérés de Bar, une constitution à Rousseau, et qui se défendaient à outrance sous

leur capitaine général Paoli contre l'expédition française envoyée par Choiseul, recevaient d'une manière absolument inattendue, dans leur lutte pour l'indépendance, les encouragements et l'appui d'Orlov. Lorsque déjà ils avaient cédé à la force, et à leur destinée qui les liait à la France, ils étaient encore excités à la résistance par une lettre extraordinaire, une missive autographe de Catherine, « aux braves Corses, défenseurs de leur patrie et de leur liberté, et en particulier au général Pasquale de Paoli (2) ».

L'Impératrice, au nom de l'Europe, leur exprimait toute son estime pour le patriotisme qu'ils opposaient aux envahisseurs français, et déclarait solennellement: « Il est du devoir du genre humain de secourir quiconque témoigne des sentiments aussi nobles, aussi grands, et aussi naturels ».

En même temps, les Confédérés de Bar, massacrés ou déportés en Sibérie par la patronne de la Corse, l'Impératrice de Russie, pour avoir manifesté des sentiments tout pareils, devaient se réfugier sous l'aile tutélaire de la France. La première émigration en masse des Polonais, qui en annonça et en précéda tant d'autres, se concentra à Paris. Elle y chercha un appui politique et même des plans de réforme auprès du gouvernement et des philosophes français, auprès de Choiseul et de Rousseau. Mais en vain. Certes, quelques têtes politiques, à Versailles, furent passagèrement hantées de velléités, plus ou moins troubles, d'entreprendre, à propos des complications polonaises, une grande action diplomatique et militaire. Mais même ces vastes projets improvisés tendaient finalement vers des buts étrangers, qui n'avaient rien de commun avec la destinée de la Pologne expirante. Le « grand dessein » de Choiseul prévoyait bien une coalition de l'Autriche et si possible de la Suède, avec la Turquie et les Confédérés de Bar contre la Russie : mais le couronnement de ce grand dessein devait être un victorieux règlement de comptes de la France avec l'Angleterre. L'antagonisme franco-anglais, dès l'époque du premier partage, comme plus tard, d'une autre manière, au temps du

second et du troisième, devait, fatalement, faciliter le démembrement de la Pologne.

Dans le même sens agit une autre circonstance, habituellement négligée, mais d'une réelle importance politique : l'ignorance profonde où était la France des choses polonaises. Cette ignorance a toujours existé, plus ou moins, avant comme après cette époque. Mais jamais elle ne fut plus complète ni plus dangereuse qu'à l'heure critique des Partages. Il suffit de comparer aux Archives du Quai d'Orsay les rapports, mémoires et autres sources relatives à la Pologne, de l'époque de Louis XV, Louis XVI et de la Révolution, avec les documents de la période suivante, de l'ère napoléonienne. On sera frappé, si l'on fait cette comparaison, de constater combien ces derniers, malgré toutes les lacunes qu'on y relève, l'emportent sur les premiers — et l'on pourrait ajouter, sur ceux de périodes plus récentes, presque jusqu'aujourd'hui — par le sérieux et l'exactitude de l'information. Il ne faut pas l'oublier, depuis le dernier interrègne et l'élection de Stanislas-Auguste, toutes les relations officielles étaient rompues entre la Pologne et la France. Les agents officieux et secrets, envoyés de France en Pologne, étaient en règle générale de mauvais et de méchants informateurs. Les envoyés militaires français expédiés au secours des Confédérés de Bar, même lorsqu'ils étaient résolus et prompts comme Dumouriez, prudents comme Vioménil, vaillants comme Choisy, restèrent trop peu en Pologne et n'y vécurent que dans des conditions trop exceptionnelles, trop purement militaires, pour pouvoir avec succès éclairer leur gouvernement et l'opinion publique française au sujet de la Pologne. D'autre part, les hommes de confiance de Stanislas-Auguste à Paris, qu'ils y fussent à demeure ou qu'ils y vinssent en mission spéciale, le vénal Français Monet, le sieur Glayre, un Suisse rusé, l'adroit Florentin Mazzei, représentaient non la République, mais le Roi et ses intérêts personnels et financiers ; du reste, ces étrangers pensaient surtout à leurs avantages particuliers, et fort peu à la Pologne. Les Polonais eux-mêmes,

en ce temps-là, se montraient nombreux à Paris, et dans le nombre il y avait des personnalités influentes. Wielhorski, l'ami de Rousseau, y demeura quelque temps comme ambassadeur de la Confédération de Bar. Le comte Branicki, l'ami de Stanislas-Auguste, y vint, chargé d'une mission royale, assez équivoque. Les premiers d'entre les magnats s'y rassemblèrent aussi : les Czartoryski, les Potocki, les Lubomirski, les Sapiéha, les Krasinski et beaucoup d'autres. Mais ces visites improvisées n'avaient, au point de vue de l'information sérieuse, presque aucune portée. Par contre, au point de vue des mœurs et du caractère, plus d'un trait, chez ces grands seigneurs polonais en voyage, pouvait influencer d'une manière plutôt fâcheuse l'opinion de la haute société française. D'ailleurs, ils ne se conduisaient pas mieux, les aristocrates français qui venaient en Pologne, comme cet étourdi de Lauzun, l'ami de la princesse Czartoryska, tantôt à la recherche d'impressions nouvelles, tantôt allant à Pétersbourg, mais toujours avec une absolue indifférence politique à l'égard de la Pologne (3).

Il est vrai que vers cette même époque du Premier Partage, un groupe de Français d'une valeur intellectuelle bien supérieure, soit déterminés par des raisons professionnelles, soit poussés par une curiosité bienveillante, se rendirent en Pologne et eurent l'occasion de connaître *de visu* les affaires et la condition du pays. Ainsi le pénétrant Rulhière, l'historien si fin et si sympathique de l'*Anarchie de Pologne*, parcourait alors la République et visitait Varsovie. La Pologne, et Varsovie même, étaient le théâtre des aventures romantiques du sensible et idyllique Bernardin de Saint-Pierre, l'amant séduisant et malheureux de la princesse Radziwill. Dans les régions de la Podolie et de l'Ukraine se rendait, en qualité de précepteur des Sanguszko, un noble normand, naturalisé polonais, Pyrrhis de Varille, auteur d'un populaire ouvrage sur la *Constitution et les Diètes de Pologne*. A Pulawy résidait, en qualité de gouverneur du prince Adam Czartoryski, l'éminent économiste Dupont de Nemours, qui ensuite,

transféra son activité auprès de Stanislas-Auguste, à Varsovie. Le chef des Physiocrates, l'illustre Quesnay lui-même, invité, puis bientôt rebuté par Massalski, évêque de Wilno, avait fait en Pologne un court voyage pour étudier la situation économique du pays. Un autre économiste français de grand talent, l'abbé Baudeau, se rendit, en compagnie du même évêque, à Varsovie et à Wilno, et publia ses impressions de Pologne qui forment un ouvrage considérable. Sur la recommandation de Turgot, partit également pour la Pologne, avec l'évêque Massalski, en qualité de secrétaire particulier de ce prélat, le futur médecin et psychologue Cabanis, plus tard si célèbre, alors jeune professeur des écoles de Wilno et de Varsovie. L'abbé Mably partait aussi, l'ami du vieux Wielhorski, l'éducateur de ses enfants, le sincère conseiller de la Confédération de Bar. Beaucoup d'autres encore, beaucoup de Français voyageurs et curieux, d'une haute valeur intellectuelle comme ceux que j'ai cités, s'en allaient assez fréquemment, dans cette seconde moitié du XVIIIe siècle, vers la lointaine République de Pologne.

Malheureusement, comme ils ignoraient absolument la langue, l'histoire, l'état réel du pays, ils rapportaient de cette terre « sarmate », qui leur paraisssait si exotique au triple point de vue social, administratif, économique, des informations et des conceptions dénuées de fondement, d'exactitude, et de bon sens. Presque toujours, ils rapportaient des jugements sévères à l'excès, négatifs, condamnant en bloc ce qu'ils avaient vu et même ce qu'ils n'avaient point vu.

Ainsi, Baudeau, d'ailleurs excellent homme, s'exprime d'une manière fort dure au sujet de la condition du peuple — laquelle, certes, était pénible. Mais, à le lire, on dirait vraiment que nulle part dans l'Europe contemporaine, ni dans la Russie voisine, ni dans la France de l'ancien régime la situation des paysans ne laissât rien à désirer. « Les abus français — écrit Cabanis à Roucher — valent encore mieux que les lois de ce malheureux pays ». Chez Bernardin de Saint-Pierre, nous voyons « un vieux paysan polonais », au nom

du peuple des campagnes, adresser à la « respectable souveraine », Catherine la Grande, un emphatique réquisitoire contre la Pologne, et cette prière, pathétique et théâtrale comme la harangue qui la précède : « De la liberté et des terres ! » Telle étant l'opinion des plus éminents connaisseurs français de la Pologne, des observateurs les plus sympathiques de ce pays, il était bien difficile que dans la France de ce temps-là, naquissent des sympathies réelles et raisonnées pour cette nation qui succombait alors sous les coups de ses voisins. On ne comprenait pas bien, on ne voulait pas comprendre ce qui se passait là-bas, dans cette fantastique Sarmatie. Même sur la Confédération de Bar, bien que le gouvernement de Versailles l'appuyât officiellement, bien que des officiers français, des chevaliers de Saint-Louis, répandissent leur sang pour elle, on continuait à avoir les idées les plus étranges. L'opinion publique, en France, ne montrait qu'assez rarement une sympathie platonique, sentimentale, pour les pauvres Confédérés. Tout au plus, dans l'ignorance fabuleuse où l'on était des événements, de l'histoire et de la géographie polonaises, se figurait-on les Confédérés de Bar, d'après les *Amours de Faublas* de Louvet, sous l'aspect de Casimir Pulaski, le père chenu de la belle Lodoiska, entouré de ses sensibles ou rudes magnats, des « Lowczynski », des « Duchinski » et de gentilshommes appelés Mieczislas et Boleslas, combattant quelque part dans un pays mythique, sur les rives de la « Worskla », entre « Novgorod », « Poltawa » et « Czenstochowa », contre les Russes et les Tartares coalisés.

Mais à ces exceptions près, l'opinion française d'alors, dans sa grande majorité, était indifférente, et en partie hostile aux lointains et barbares Sarmates. Son plus illustre représentant, le vieux Voltaire, était au service de Catherine II et de Frédéric II. Il raillait et flétrissait les Confédérés de Bar, dans lesquels il voyait, non des défenseurs de l'indépendance, mais des soldats du fanatisme catholique. Son propre compatriote, le vaillant lieutenant-colonel d'infanterie française, le chevalier Thesby de Belcour, qui s'était battu dans

Les idées de Voltaire.

BIBLIOTEKA UNIWERSYTECKA w TORUNIU

les rangs des Confédérés de Bar, et qui, tombé aux mains des Russes, avait dû expier son courage par un exil de trois années en Sibérie, par un vrai martyre subi à Tobolsk, Thesby de Belcour, dans son *Journal*, dit de Voltaire, avec la franchise brutale du soldat, « que de la Russie, il n'a connu au vrai que les roubles ». Et sans doute, ce jugement est d'une sévérité plutôt excessive. Le grand écrivain avait péché contre la Pologne non par amour du gain, mais par ignorance, par préjugé, par courtisanerie vis-à-vis des trois larrons couronnés. Mais il y avait pis. Il ne manquait pas en effet de plumes vénales comme celles du baron Grimm, le correspondant de Catherine, et d'autres misérables loués par les Puissances Partageantes pour salir la Pologne démembrée dans l'opinion du monde entier, et surtout de la France. De ces sources honteuses, systématiquement, incessamment, le venin antipolonais se répandait dans des journaux, des livres, des pamphlets, infâmes mais habiles, et visant à tuer l'honneur, la réputation de la Pologne asservie.

Ces efforts ne furent pas sans succès. On ignora, on méconnut en France, d'une manière absolue et frappante, les choses polonaises : au point de vue extérieur, comme au point de vue intérieur. Cette inintelligence se trouve même chez le plus haut esprit, malgré ses égarements, qu'ait possédé la France d'alors : chez un véritable ami de la Pologne, le noble Rousseau. Les conseils qu'il se donna la peine de rédiger pour les Confédérés de Bar sont en général détestables, maladroits, malsains — à l'exception de ses belles exhortations sur le relèvement de l'esprit national, sur le ralliement des bourgeois et des paysans à la cause patriotique, sur la résistance morale à la force étrangère. Rousseau encourage les Confédérés dans leurs revendications les plus funestes ; il leur conseille le maintien de la Confédération et du *liberum veto*, ou même le démembrement provincial de la République, c'est-à-dire l'anarchie. Choiseul, malgré sa bienveillance pour la Pologne ne comprenait pas davantage la situation. Vers la même époque il confessait confidentiellement « que l'anarchie polo-

naise était utile aux intérêts français, et que, par conséquent, toute notre politique dans ce pays doit se borner à entretenir cette anarchie ».

Le Gouvernement de Versailles, au fond, ne se rendait nullement compte ni du bouleversement fatal qui s'accomplissait sous ses yeux en Pologne, ni de la portée inouïe de cette révolution pour l'Europe et en particulier pour la France elle-même. A Versailles, la Pologne avait toujours été méconnue dans son importance relativement à la France; on n'y comprenait pas qu'elle était un des facteurs constants et cardinaux de la grande politique française, un de ceux qui conditionnaient et déterminaient la position même de la France en Europe. Au contraire, on avait de tout temps considéré la Pologne comme un pion secondaire de l'échiquier, se prêtant tout au plus quand les circonstances étaient favorables, à des opérations *à côté*, à des coups improvisés, à des diversions. Cette conception traditionnelle du cabinet de Versailles, dont il ne pouvait se défaire, condamnait d'avance toute l'action de la France dans la crise de Bar, et pendant le Premier Partage, à une complète stérilité et à un échec ignominieux. En effet, voici comment les choses se passèrent. On jeta à la Pologne un peu d'argent, on lui envoya quelques centaines d'officiers et de volontaires français, voués à une perte irrémédiable, à la mort ou à l'exil. On ferma les yeux sur l'effusion de tant de sang polonais et français; on ferma les yeux devant un spectacle inouï jusqu'alors, l'envoi en Sibérie, non seulement d'exilés polonais, mais encore des premiers déportés français « dont j'ai besoin, — écrivait avec une atroce raillerie Catherine, en réponse à d'Alembert qui avait intercédé pour eux — pour introduire les belles manières dans mes provinces. » Enfin, bien que la France ne sanctionnât pas officiellement le partage, elle l'accepta tacitement, comme un fait accompli.

Pour la Pologne ce fut une déception fatale et mémorable. Elle subissait, du premier coup, une mutilation effroyable. En vertu de l'*Acte de Partage* signé à Pétersbourg en 1772, des « cessions » extorquées à la Diète de Varsovie (1773), et de la

Délimitation de 1775 et de 1776, la Pologne dut abandonner à l'Autriche plus de 1500 lieues carrées, à la Russie près de 1700, à la Prusse 700, avec une population de 2 millions d'âmes dans la part autrichienne, près d'un million et demi dans la part russe, 600.000 dans la part prussienne. En somme, elle était réduite d'un tiers. Sa superficie était avant le premier partage de 13.500 lieues carrées, sa population de 12 millions d'âmes ; elle ne conservait que 9.500 lieues carrées, et sept millions et demi d'habitants.

CHAPITRE II

LE SECOND PARTAGE

I

Tel était le fait accompli, dont la France se lavait les mains. Bientôt elle s'était réconciliée avec lui, au point de resserrer ses liens avec les deux Puissances Partageantes, qui avaient emporté la plus grosse part du butin, l'Autriche et la Russie. Au lendemain du premier partage, elle installait une archiduchesse, fille de Marie-Thérèse, sur le trône de Saint-Louis, déterminant ainsi, de plus en plus, sa politique étrangère d'après la pression amicale et les fraternelles influences de Vienne. Et bientôt, comme l'Autriche elle-même, la France se préoccupa d'un rapprochement avec la Russie. Elle fit le jeu de Catherine dans les affaires de Crimée, lui livra tour à tour les Tartares et les Turcs, recherchant avec zèle ses faveurs et une récompense convenable, en échange des pertes récentes de la Turquie et de l'injustice commise aux dépens de la Pologne, si vite oubliée.

Une des principales causes de ce changement dans l'attitude de la France vis-à-vis de la Russie, fut l'historique hostilité anglo-française qui renaissait précisément alors. Cette hostilité se manifestait d'une manière particulièrement dangereuse pour l'Angleterre : l'intervention armée de la France dans la grande lutte soutenue par la Métropole britannique contre ses colonies américaines, lutte qui devait se décider en faveur des Etats-Unis, affranchis grâce à l'aide française.

Là-bas, il est vrai, sur les champs de bataille transatlantiques, à côté des renforts français, apparurent aussi des

volontaires polonais. Il ne manquait pas de Polonais dans la vieille armée royale française, où existait le glorieux régiment de *Royal-Pologne*, plus tard le cinquième cuirassiers, illustré alors et depuis par mainte charge brillante. Il y avait des volontaires polonais dans les hussards français, dans la *légion de Conflans*, et dans cette autre Légion, créée par Lauzun au département de la Marine, avec laquelle ces volontaires firent d'abord la campagne du Sénégal pour arriver ensuite jusqu'en Amérique. Là, sous le duc « Lozanski », comme Lauzun était appelé par allusion à ses anciennes amours polonaises, servirent dans un escadron de hussards le capitaine Mieszkowski, les lieutenants Uzdowski, Grabowski et d'autres. Là, à côté de Vioménil, l'ancien instructeur de la Confédération de Bar, s'illustra et mourut son ancien subordonné, le fougueux Pulaski ; à côté de Lafayette et du capitaine Berthier, le futur maréchal, combattait le jeune Kosciuszko. Par contre, en même temps, le cabinet britannique entamait des négociations à Pétersbourg pour obtenir des secours de Catherine. Il s'agissait pour l'Angleterre de prendre à sa solde 20.000 Russes et de les envoyer contre les Insurgés américains. Mais malgré tout, ce n'est pas dans une poignée d'enthousiastes Polonais que la France mettait son espoir : c'était dans la puissance grandissante de la Russie, qu'elle entreprenait de détacher de l'Angleterre et d'utiliser contre celle-ci. Et cette entreprise paraissait d'autant plus séduisante aux hommes d'Etat français, qu'alors déjà se révélait, nouveau en apparence, mais profondément enraciné, l'antagonisme anglo-russe.

Déjà le second Pitt (bien différent en ceci de son propre père, lord Chatham, qui se déclarait jadis « bon Russe », bien différent aussi de son rival Fox, très sensible aux avances de Pétersbourg), avait, dans la Russie moderne, reconnu, d'un coup d'œil prophétique, une grave menace pour l'Angleterre. Il est vrai que Potemkine, époux morganatique de Catherine, animé d'ambitions particulières, songeant à se tailler une souveraineté dans la Tauride et la Petite-Russie,

recherchait personnellement l'appui de l'Angleterre, et recevait de Londres de forts subsides. Mais Catherine, toujours plus nettement, prenait position contre la Grande-Bretagne. Même l'Impératrice, à cette heure critique pour l'Angleterre, n'hésita point, par sa fameuse déclaration de *neutralité armée*, à défier la toute-puissance maritime de la Grande-Bretagne. Bientôt, unie à l'Autriche, installée elle-même en Crimée, elle fit de la Mer Noire un lac russe. Ensuite, brutalement, elle soumit à son allié autrichien le grand projet « de partage de la Turquie ». Enfin, d'accord avec Joseph II qui rompait de nouveau avec la Porte, elle dirigea contre les Turcs une attaque foudroyante. Déjà, elle étendait la main vers la couronne grecque pour son petit-fils mineur, baptisé d'avance du nom de Constantin le Grand, vers Byzance, clé de la domination des mers, de l'Asie, du Monde. Atteignant en même temps le Kouban, la Perse, la Chine, elle concevait le premier projet d'une expédition russe vers les Indes pour y placer le Grand Mogol sous son protectorat et en expulser les Anglais. Or, précisément, dans le cabinet de Versailles, dont les visées offensives, depuis la réconciliation et l'alliance avec l'Autriche, s'étaient concentrées, pour ainsi dire, contre l'Angleterre, reparaissaient des plans qui consistaient à « utiliser » la Russie contre l'Angleterre. Ces projets n'étaient pas nouveaux. Mais on n'avait guère pu jusque-là les mettre en pratique qu'incidemment, comme pendant la guerre de Sept ans. Il s'agissait à présent de substituer en quelque sorte la Russie à l'ancien système suédo-turco-polonais, de lui laisser, plus ou moins, les mains libres du côté de l'Orient, enfin d'assurer en échange, à la France, grâce à l'appui de la Russie et d'accord avec l'Autriche, de justes « compensations ».

C'est dans cette direction qu'alors, sous le règne de Louis XVI, Vergennes orientait la politique française. Ancien ambassadeur à Stamboul pendant la Confédération de Bar, à cette époque ami fervent de la République et de la Porte, il gardait de cette période certains scrupules, certaines inquié-

tudes ; et, devenu ministre des Affaires étrangères, parfois encore, il se révoltait à l'idée d'une complète extermination de ces deux malheureuses pupilles de la France, la Turquie et la Pologne. Mais, de plus en plus, il se faisait à la pensée de leur mutilation graduelle, il glissait de plus en plus sur la pente de la politique russophile, poussé sur cette pente par la main amie de l'alliée viennoise, alléché par l'appât de généreux « *équivalents* » qui endormaient sa conscience et sa raison. Désormais, la correspondance du Cabinet de Versailles avec Vienne et Pétersbourg est pleine de discussions et de marchandages sur ces « équivalents. » Entre autres « compensations » on comptait à Versailles sur le vieil objet des convoitises françaises, les Pays-Bas, cette excellente base d'opérations contre l'Angleterre. Les Pays-Bas Autrichiens devaient revenir à la couronne de France par une voie pacifique et non plus guerrière, en échange des vastes concessions faites à l'Autriche et à la Russie en Orient (4).

En réalité, on était encore bien loin du but. Car, du côté austro-russe, on offrait à la France, au lieu des Pays-Bas, des « compensations » beaucoup plus aléatoires et plus exotiques. On lui offrait l'Egypte. « Une partie des possessions de l'Empire Ottoman, — lit-on dans une proposition détaillée que Joseph II soumettait à son beau-frère Louis XVI et qui devançait de vingt ans les entreprises du Directoire — et notamment l'Egypte, d'après mes observations faites, déjà depuis quelques années, est l'objet des spéculations de la France. Et effectivement, si cette province, riche, fertile et commerçante, devenait une colonie française, dans peu de temps, la France, moyennant le port de Suez, serait la maîtresse de tout le commerce du golfe Persique et des Grandes Indes. L'acquisition projetée de l'Egypte (par la France) porterait le coup le plus sensible au commerce de l'Angleterre ». En effet, on avait dès le règne de Louis XIV, pensé, en France, à la conquête de l'Egypte. Dans les derniers temps, Choiseul y pensait encore. Mais déjà — on le savait moins alors — l'influence russe s'étendait jusqu'à la lointaine Egypte,

et les ambitions sans frein de Catherine II venaient traverser là aussi, comme en Corse, les ambitions françaises. Seulement, le prudent Vergennes ne se laissait point séduire par cette hasardeuse diversion africaine. Par contre, ayant toujours en vue l'appât belge, il s'enlisait de plus en plus dans une servile déférence vis-à-vis de la Russie et de l'Autriche. A la première il offrait la Crimée et le Caucase, à l'autre la Moldavie et la Valachie. Mieux encore: pour emporter le marché, pour supprimer tous les obstacles, même les obstacles secondaires, il consentait à désintéresser jusqu'à la Prusse en lui offrant la Grande-Pologne. De la Pologne violée une fois déjà, de l'intégrité de ses frontières rognées tout récemment par le premier démembrement, de son existence future, on avait cessé de se préoccuper désormais à Versailles; mais en revanche, à la place des anciennes et fragiles sympathies polonaises, florissait toujours plus abondamment l'affection pour la Russie. La Russie, écrivait Vergennes à son ambassadeur sur la Néva, « est un vaste champ, ouvert à l'industrie française. Il doit en naître un rapprochement d'intérêts entre les deux nations ». La Pologne, elle, « n'était plus qu'un malheureux pays, devenu le jouet de ses voisins, démembré en partie, prêt à ne plus exister s'ils pouvaient s'accorder encore pour consommer sa ruine... Toute spéculation sur son sort à venir, devient superflue. Il faut donc s'abstenir de toutes démarches en faveur de la Pologne, vu qu'elles seraient infructueuses et peut-être déplaisantes à l'une des trois puissances ou à toutes les trois ». Prescrivant ainsi à la politique française une abstention totale dans les affaires polonaises, Vergennes, en même temps, conseillait à Stanislas-Auguste, par le confident du roi le général Komarzewski, (subventionné par la France), de s'en tenir strictement à l'alliance russe et au protectorat de Catherine II. Il lui conseilla, entre autres, de se mettre, lui et la République, au service de la Russie dans la seconde guerre turque que l'Impératrice commençait, d'accord avec l'Autriche. Vergennes lui-même, avant de disparaître, à la veille de cette guerre, couronna son

œuvre par l'avantageux traité de commerce franco-russe de 1787, signé sur son ordre par le spirituel ministre plénipotentiaire français à Pétersbourg, de Ségur, partisan déclaré, lui aussi, du « système russe ». C'était au moment du triomphal voyage de l'Impératrice à Kaniów. Moyennant de profitables privilèges commerciaux, moyennant le cuir, les graisses, les minerais russes importés par Marseille, les vins, les savons, les articles de Paris expédiés à Odessa, la France consentait, sans barguigner, à passer l'éponge sur l'injustice turque et l'injustice polonaise.

Vergennes disparu, Montmorin géra les affaires, au milieu d'une inquiétude croissante, des dangereuses complications de la guerre turque, et des premiers signes menaçants de la formidable tourmente révolutionnaire. Pourtant il fit la même politique que son prédécesseur. Il y était encouragé par des conseillers à courte vue. Dans le gouvernement de la France il n'y avait alors plus de place que pour des diplomates uniquement entichés de l'Autriche et de la Russie. On enterra aux archives du ministère le célèbre ouvrage historico-politique de Rulhière sur la Pologne. Les hommes qui avaient quelque sympathie pour la Pologne et pour la Turquie, qui se défiaient de la Russie, et que la carrière diplomatique avait familiarisés avec les questions polonaise, turque et russe, comme Rayneval, Hennin, Hauterive, Maret, Caillard, étaient privés de toute influence, relégués dans des postes de second ordre. Le haut du pavé diplomatique appartenait à des personnages comme Ségur, Choiseul-Gouffier *e tutti quanti*, hypnotisés par la toute-puissance de la nouvelle amie de la France, Catherine II, et en même temps dominés par la pensée d'anéantir complètement l'ennemie héréditaire : la Grande-Bretagne. On discutait avec ardeur l'opportunité de compléter les succès remportés en Amérique sur la Grande-Bretagne, on espérait détruire d'un coup la suprématie maritime et coloniale de l'Angleterre, avec l'aide de la toute-puissante Tsarine ; on rêvait d'une expédition franco-russe vers l'Inde ; on

recevait à Paris les ambassadeurs du Sultan Tippo-Sahib, révolté contre l'Angleterre. En même temps on préparait le partage définitif de la Turquie, on offrait Constantinople à un grand-duc russe, on projetait de développer le traité de commerce, de le transformer en une étroite alliance franco-russe, on tendait à une union complète, intime avec la Russie, à une entière solidarité politique avec elle. Et tout cela à la veille de l'orage formidable dont s'entendaient déjà les premiers grondements.

II

Or, en ce moment la Pologne, qui n'acceptait ni la violence légalisée du premier partage, ni le vasselage de ce qui restait de la République vasselage qui devait conduire fatalement à de nouvelles pertes et à la catastrophe suprême, la Pologne faisait un puissant effort vers la régénération et le salut.

Cette tentative, incarnée depuis 1788 par la *Diète de Quatre Ans*, en dépit de ses affinités morales avec le soulèvement de Bar, prit une direction politique absolument différente, à cause des changements radicaux survenus depuis dans les relations des Etats européens.

Avant tout, la Grande Diète ne pouvait plus, comme la Confédération de Bar, compter sur la France. La Diète de Varsovie, comme la Ligue de Bar, s'insurgea contre l'ennemie naturelle de la Pologne, la Russie, auteur des partages et garante de l'anarchie polonaise. Mais la situation n'était plus la même que vingt ans auparavant, lorsque la Russie était l'alliée intime de la Prusse frédéricienne contre l'Autriche et la France. Au contraire, à présent, la Russie, brouillée à mort avec la Prusse du successeur de Frédéric-le-Grand se jetait avec l'Autriche, dans la guerre turque, et, liée par traité avec la France complaisante, concertait avec elle une action anti-anglaise. De cette conjoncture résultaient pour la Grande Diète des indications fort nettes, une politique

dangereuse, mais inéluctable : il lui fallait chercher l'appui de la Prusse et de l'Angleterre. Et, chose digne de remarque, dès les premiers signes de ce changement d'attitude, la France s'attache à contrarier la nouvelle politique polonaise, d'accord avec la Russie. Sous la devise : « protection de la Pologne contre les desseins du roi de Prusse », devise qui signifiait l'abandon de la Pologne à la merci de l'Impératrice de Russie, fut renouvelée entre Versailles et Pétersbourg, en 1788-1789, par le trop complaisant Ségur et consorts, l'idée d'une alliance franco-russe. Marie-Antoinette finit par y consentir lorsqu'elle se fut affranchie de certains « préjugés relatifs à la personne de l'Impératrice Catherine. » La conclusion de cette alliance, dirigée au fond contre les tendances de la Pologne à l'affranchissement, fut empêchée presque au dernier moment par la prise de la Bastille. La tempête révolutionnaire, qui ébranlait à l'intérieur la monarchie bourbonienne, rompit, à l'extérieur, les liens politiques qui l'attachaient à la vieille Europe et surtout à l'Autriche et à la Russie. Ainsi, l'un des derniers desseins de politique internationale qu'ait conçus la France de l'ancien régime était tourné contre la Pologne. Et seul, l'obstacle imprévu de la Révolution l'empêcha d'y donner suite.

La Pologne avait saisi la chance, hasardeuse, mais unique, qui s'offrait à elle. Elle s'était engagée dans la seule voie qui lui fût ouverte. Elle rechercha l'appui de la Prusse et de l'Angleterre. Et ce fut d'abord l'alliance polono-prussienne de 1790. En même temps s'accomplissait le rapprochement anglo-polonais ; et l'entente polono-turque mûrissait. Tandis que durait toujours la guerre d'Orient, la grande offensive polono-prusso-anglaise contre la Russie se préparait. Pour hâter à la fois et pour devancer ces périlleux événements, la Grande Diète, sous la courageuse direction d'Ignace Potocki, se résolut au coup d'Etat libérateur, qu'il était impossible de différer plus longtemps : la Constitution du Trois Mai 1791, établissant l'hérédité du trône dans la maison de Saxe, supprimant définitivement l'anarchie intestine et la meurtrière

tutelle russe. Alors les déceptions se précipitèrent. La première vint de l'Angleterre. Celle-ci remit au fourreau l'arme que Pitt avait déjà tirée contre la Russie, mais que l'opposition de Fox avait retenue. La Prusse à son tour trahit honteusement les espérances polonaises. Abandonnant la politique anti-russe qu'elle faisait à Varsovie, rompant son traité avec la République, elle s'empressa de chercher une réconciliation avec l'Impératrice, aux frais de la Pologne. La République se vit, tout à coup, complètement isolée, abandonnée à la vengeance de Catherine, et livrée, sans secours, à la force de ses armes. Les troupes russes, dégagées par la paix avec la Turquie, firent, sans déclaration de guerre, irruption dans la République, menant après soi l'aveuglement, pire que la trahison même, de la Confédération russophile de Targowica. La campagne polono-russe de 1792, éclairée à peine d'un reflet de gloire et d'une lueur de résistance, grâce aux vains efforts de la jeune armée polonaise sans instruction ni expérience, que commandaient le prince Joseph Poniatowski et Kosciuszko eut bientôt une fin lamentable. Les Russes entrèrent dans Varsovie humiliée. La Confédération de Targowica victorieuse prit le pouvoir. La Grande Diète se dispersa; ses chefs partirent pour l'exil, ainsi que ceux de l'armée, abandonnée, et vouée à la destruction. La diète de Targowica, mutilée, violentée, fut réunie de force à Grodno pour y entendre l'arrêt fatal du Second Partage.

Tout se passait cette fois encore, sans aucune participation de la France, alors impuissante à l'extérieur, déchirée intérieurement par sa propre crise révolutionnaire. Pis encore: ces complications polonaises, si graves, aussi bien le coup d'État de Mai que la catastrophe de Targowica, se produisaient sans que la France s'en rendît un compte exact. Du reste, il eût été difficile à la France de discerner la signification et la portée de ces événements de Pologne. En cette minute, où une époque succédait à une époque, un monde à un monde, les affaires polonaise et française, qui se développaient parallèlement, d'un mouvement vertigineux, en

dépit de profondes et essentielles analogies présentaient dans leur apparence visible trop de contrastes frappants, pour que les deux peuples pussent se comprendre mutuellement, pour qu'ils évitassent les plus graves malentendus.

D'abord, nous l'avons dit, le Gouvernement français, depuis sa rupture avec le gouvernement de Stanislas-Auguste, et surtout depuis la Confédération de Bar, n'entretenait plus de représentant officiel en Pologne. En 1791 enfin, après une éclipse d'un quart de siècle, on envoya à Varsovie le généreux Normand Descorches de Ste-Croix, homme de progrès et sincèrement ami de la Pologne. Mais les instructions qu'il reçut de Montmorin étaient purement passives. Il était invité non seulement à s'abstenir de toute aide aux patriotes polonais, mais même « à éviter soigneusement de ne rien prononcer qui puisse annoncer que S. M. (Louis XVI) veuille prendre une part directe aux affaires ni intérieures ni extérieures de la Pologne ». Les informateurs officieux que la France entretenait avant lui à Varsovie étaient, ou bien privés d'influence, comme l'honnête, mais borné Bonneau, ramené de France par le primat Podoski, comme le brave et actif Parandier, ramené par Ignace Potocki, ou vendus à la Russie, comme Aubert, orné du titre d'agent de la France en Pologne, mais en réalité simple espion de l'ambassade russe à Varsovie, ou ce coquin de Mehée de Latouche, véritable Figaro de l'espionnage, qui semble échappé d'une comédie de son ami Beaumarchais.

D'autre part, l'impression faite en France par les Polonais qui y séjournaient, n'était guère meilleure. De nombreux voyageurs, on l'a dit, se rendaient de Varsovie à Paris sous Stanislas-Auguste. Mais assez rarement c'étaient des travailleurs sérieux qui venaient à la Sorbonne, à l'Hôtel-Dieu, à l'Ecole militaire ou à l'Ecole de peinture, comme Kosciuszko ou Sniadecki, et personne alors ne faisait attention à eux. Le plus souvent c'était, sous un prétexte politique, en réalité pour leur plaisir, que de grands seigneurs et de grandes dames polonaises arrivaient sur les bords de la Seine. Ils y

faisaient beaucoup de bruit, y laissaient beaucoup d'argent et de dettes, une opinion fâcheuse d'eux-mêmes et de leur pays; ils y apportaient des échos de leurs querelles intérieures, étalaient, par une vilaine habitude, toutes leurs turpitudes domestiques devant le tribunal d'une opinion publique étrangère, multipliant et renforçant encore les anciens préjugés français si méprisants pour les choses et les hommes de Pologne. En ce qui concerne les Polonais établis en France, ceux qui étaient venus du temps de Stanislas Leszczynski, dès la seconde génération, étaient francisés; et tout pénétrés de l'idéologie surannée et de la nostalgie de la cour de Lunéville, ils avaient perdu tout contact avec le pays natal et les nouvelles idées qui y régnaient. Quant aux survivants irréconciliables des exilés de Bar, dont les rangs s'étaient fortement éclaircis, ils conservaient d'anachroniques répugnances et d'anachroniques sympathies, Parmi eux, d'ailleurs, à côté de personnalités énergiques et probes, se rencontraient des éléments plus que douteux, nombre d'aventuriers qui souillaient le nom polonais par une basse mendicité, ou même étaient capables de le rendre odieux par des trahisons perpétrées contre la France. Les efforts que l'on fit à Varsovie, surtout à l'époque de la Diète de Quatre ans, pour éclairer le gouvernement et l'opinion françaises et les disposer en faveur de la Pologne, furent trop improvisés pour atteindre leur but. D'ailleurs ils provenaient surtout de Stanislas-Auguste, qui cherchait plutôt pour lui une subvention pécuniaire à Versailles qu'un appui pour la cause nationale, et qui agissait par des individus mal choisis, par des moyens mal appropriés au but, et qui ne s'adressaient point là où il aurait fallu. Ces efforts stériles témoignèrent de la part de leurs auteurs, d'une absence complète d'orientation dans le monde politique parisien, lequel par surcroît se compliquait et se modifiait de fond en comble sous l'influence du cataclysme révolutionnaire.

III

Dès le commencement de ce cataclysme, la Pologne ne pouvait compter sur le gouvernement moribond de Louis XVI. Comment se serait-elle préoccupée de la Pologne, cette cour de Versailles depuis longtemps liée, par l'Autriche, à la Russie, et maintenant absorbée par la pensée de son propre salut, qu'elle voyait dans l'invasion de la France par les trois spoliateurs de la Pologne ? C'est là que Versailles tendait par tous les moyens. En pensée, le roi Louis et la reine Autrichienne trahissaient l'Etat. Ils attendaient avec impatience la coalition, contre la France, de l'Autriche et de la Russie réconciliées avec la Prusse ; ils voulaient cette coalition à n'importe quel prix, c'est à dire avant tout aux dépens de la Pologne. Le coup manqué de Paris (juin 1791), la fuite de la famille royale dans les bras de la coalition naissante, au lendemain du coup d'Etat de Varsovie (mai 1791) révéla brutalement toute l'opposition des intérêts de la République de Pologne et de la monarchie française. Les ministres royaux des affaires étrangères, Montmorin, puis Delessert, devaient agir dans le sens de la coalition, donc dans un sens antipolonais, car tel était l'esprit de la cour de France ; ils cachaient, bien entendu, cette politique à leur propre représentant à Varsovie, Descorches, ainsi qu'à Bonneau et Parandier, et à leur insu, s'entendaient avec des espions de l'espèce d'Aubert et de Mehée. D'autre part, l'opinion française, dans ses chefs, ses organisations politiques, la presse, et les trois corps représentatifs qui se succédèrent de 1789 à 1795 : Constituante, Législative, Convention, fut complètement égarée en ce qui concerne les affaires de Pologne (5).

La Constitution varsovienne de Mai, à la vérité, portée aux nues par les Anglais, par Burke et Fox, au moment même où grâce à la défection de l'Angleterre et de la Prusse, elle était vouée à la disparition, fut immédiatement répandue à

Paris dans une traduction française — que vingt ans après, fera rechercher curieusement l'empereur Alexandre, prétendu admirateur de cette Constitution, mais qui n'en avait pas la moindre idée. Elle recueillit, sans doute, les compliments des orateurs et des écrivains modérés. Au sein même de la Constituante, le rapporteur, Menou, plus tard commandant en chef de l'armée d'Egypte, la vanta comme « un événement glorieux qui donne une grande leçon aux princes de l'Europe ». Cette Constitution fut d'abord louée également par des orateurs et des publicistes royalistes et républicains : Mallet du Pan, Garran de Coulon, Condorcet et autres, que Stanislas-Auguste réussit à atteindre par ses agents plus ou moins sûrs et adroits, polonais ou surtout étrangers. Mais c'étaient là des moyens trop artificiels et hasardeux, qui devaient à la longue se révéler impuissants devant une habile et perfide campagne antipolonaise. Bientôt, ayant découvert dans la Constitution de Mai un esprit rétrograde, l'esprit de l'aristocratie et du pouvoir absolu, la grande majorité de l'opinion révolutionnaire française la condamna. C'est que par des voies souterraines, des influences hostiles, polonaises et autres, parvenaient jusqu'en ces milieux. Le plus impitoyable dans sa réprobation fut le club des Jacobins, alors tout-puissant, où brillait, parmi les membres affiliés, Félix Potocki, le futur maréchal de la Confédération de Targowica, instrument docile de Catherine, et qui à la veille de ses honteux exploits, se montra à Paris dans le rôle d'un ardent républicain, et d'un défenseur de la liberté polonaise contre le tyran Poniatowski. Il y fraternisait avec un plus grand seigneur que lui, avec le défenseur de la liberté française contre le despotisme des Bourbons, avec le duc Philippe d'Orléans, et c'est à l'intervention de celui-ci, et sur la présentation de son fils, le duc de Chartres, plus tard Louis-Philippe, qu'il fut inscrit au registre du club des Jacobins. Comme adversaire radical de la Constitution rétrograde, et comme expert professionnel pour les questions polonaises, parut à côté de Potocki, et non sans encouragement de sa part, l'incompa-

rable Mehée. Cet homme fut tour à tour agent de la police secrète de Louis XVI, employé du Gouvernement général de Mohylew, confident du prince de Nassau, amiral de Catherine, et de Zoritch, favori de l'Impératrice ; espion aux gages de Bulgakov, ambassadeur de Russie à Varsovie ; rédacteur de la *Gazette de Varsovie*, où malheureusement l'avait placé la confiance de l'abbé Piatoli, conseiller de Stanislas-Auguste ; panégyriste payé de Félix Potocki, membre influent du club des Jacobins ; secrétaire de la Commune de Paris, créature de Danton, Tallien, Fouché ; secrétaire au ministère de la guerre ; sous-chef au ministère des affaires étrangères ; conspirateur révolutionnaire contre l'Empire ; mouchard de la police secrète de l'Empire ; enfin, sous la Restauration, dévoué légitimiste et serviteur du régime. Alors, cet homme universel, dans son *Histoire de la prétendue Révolution de Pologne*, payée par la Russie, inspirée par Targowica et publiée à Paris au moment de l'invasion russo-targowicienne dans la République, dévoilait l'esprit réactionnaire de la Constitution de Mai, et toute l'ignominie de la noblesse polonaise. Mehée y protestait avec indignation, « parce qu'on fait accroire aux Français que les Polonais sont nos amis et approuvent notre révolution. » Au contraire, dit-il, « il est peu de pays où la sottise et l'orgueil sèment contre nous plus de haine ».

Mais l'important, c'était que, si l'on fait abstraction de ces influences hostiles et de ces éloges platoniques, la Pologne, dans les calculs réels de la nouvelle politique française, comme dans les plans de la vieille monarchie, n'était plus qu'un facteur misérable et méprisé, qu'un pays bon tout au plus à être le cas échéant, exploité sans pitié, et qui pis est, sans raison. Cela se manifesta de façons très diverses, mais qui témoignaient toutes du même esprit chez tous ceux qui successivement imprimèrent une direction aux idées et aux événements, Orléanistes, Girondins, Dantonistes, Robespierristes, dès le début de la guerre qui venait d'éclater entre la France et la Coalition.

La faction orléaniste, dont l'influence dominait la Constituante avant la déclaration de guerre était sur bien des points d'accord avec la Gironde naissante, puisqu'elle voulait également la rupture avec l'Autriche, et se flattait de gagner l'Angleterre et la Prusse. C'est pourquoi cette faction possédait une certaine affinité politique avec la Pologne. Il y avait aussi un contact personnel établi par Lauzun-Biron, jadis habitué des salons de Varsovie, ami d'Isabelle Czartoryska, et par ses amis, les Polonais au service de la France, tels que le vaillant Mieszkowski, chevalier de Saint-Louis, ou Mionczynski, ex-confédéré de Bar, homme de talent, mais non de confiance. Ce parti orléaniste voulut quelque temps utiliser l'affaire polonaise en guise de diversion anglo-prusso-polonaise contre l'Autriche. Telle était la pensée d'un débutant de la diplomatie, le jeune Talleyrand ; et ce projet, en d'autres temps, n'aurait pas manqué d'intérêt. Mais alors, il était absolument intempestif. Il ne pouvait plus être question de sa réalisation ; et l'on n'avait pu y songer à cette heure que par une ridicule ignorance de la situation, désormais modifiée sans retour. En outre, ce projet fut envisagé d'un point de vue complètement faux, si l'on songe à la Pologne, sans tenir aucun compte de la menace mortelle qui planait sur la République, et qui venait actuellement non point de l'Autriche, mais de la Russie et de la Prusse.

A leur tour, les Girondins, qui dominaient à la Législative, dirigèrent la politique extérieure, dans la personne de Brissot, rapporteur du Comité diplomatique, des ministres Dumouriez, ensuite Lebrun. Malgré l'opposition résolue de Robespierre, ils poussaient de toutes leurs forces à la guerre, assumant ainsi la terrible responsabilité du succès de cette guerre, et courant le risque de périr eux-mêmes par la trahison de la cour. Dans l'esprit des Girondins, la position critique de la Pologne était une circonstance très favorable, car les fatales complications qui précédèrent le second partage apportaient à la France le

salut en brouillant, en divisant la coalition anti-française.

En effet, pendant ce même printemps de l'année 1792, on eut la déclaration de guerre de la Gironde à l'Autriche, et la déclaration de guerre de Catherine à la Pologne. L'été vit la suppression de la Constitution de Mai dans Varsovie occupée par les Russes, et la chute du trône des Bourbons dans Paris soulevé. L'automne vit, à la fois, le début et la conclusion de la négociation de partage prusso-moscovite, et la malheureuse invasion prusso-autrichienne en France, suivie d'une honteuse retraite. Entre tous ces phénomènes il y avait non seulement un lien chronologique, mais un lien de causalité. La France révolutionnaire, dans ce premier et redoutable péril, fut sauvée non pas uniquement par sa propre force, mais par la faiblesse de ses adversaires, lesquels étaient en désaccord principalement au sujet de la Pologne. Elle fut sauvée par l'absence de la Russie, retenue par son action militaire et politique sur la Vistule ; par l'embarras de l'Autriche, vinculée par cette opération russe qui s'effectuait sur ses derrières ; et surtout par la duplicité de la Prusse, qui laissa à l'Autriche tout le poids de la guerre contre la France, pour imposer à la Russie sa complicité dans la spoliation polonaise.

Si les événements prirent cette tournure, l'action parfaitement consciente de la France, y contribua dans une certaine mesure. Non seulement s'abstenir d'empêcher, mais au contraire favoriser le nouveau partage de la Pologne entrepris par la Russie; écarter l'Autriche de la curée, y pousser la Prusse ; par la rivalité ainsi créée préparer les voies à la paix et même à une alliance de la France avec la Prusse contre l'Autriche sans froisser la Russie : telle fut à cette époque, la politique générale des hommes d'Etat révolutionnaires. Tous s'y rallièrent, aussi bien les hommes au pouvoir, les Girondins, que Marat, qui recommandait qu'on « diplomatisât » avec la Prusse, ou que Danton, lequel sans ambages pressait le gouvernement d'entamer des négociations avec les généraux prussiens.

Les vieux militaires placés à la tête des armées françaises, le fin Provençal Dumouriez, jadis commandant en chef et organisateur de l'infanterie de Bar, le circonspect Alsacien Kellermann, ex-instructeur de la cavalerie des Confédérés, et l'un de ceux qui prirent alors le château de Cracovie, maintenant « le premier des généraux sans-culottes », menèrent en personne des pourparlers secrets avec le quartier général de l'armée prussienne d'invasion, avec les généraux Kalckreuth et Manstein, trop connus en Pologne, avec Lucchesini, ex-ministre à Varsovie, accouru sur ces entrefaites. Fort amicalement, ces Français exposaient à ces Prussiens — ce sont les propres paroles de Kellermann à Kalckreuth — « qu'on sait en France que la Prusse vise à un second partage de la Pologne ; et que la France verrait avec plaisir augmenter par là les forces d'une puissance qui tôt ou tard doit être son alliée ». C'est sous le voile pudique de ces négociations qui se menaient après la déchéance de Louis XVI et la proclamation de la République, au su et de l'aveu du nouveau gouvernement et de la représentation nationale, le Comité exécutif et la Convention, que s'effectua la retraite des Prussiens. On les laissa sortir de France, quoiqu'on eût pu les exterminer complètement; on les lançait ainsi, littéralement, contre la Pologne. L'affaire polonaise désorganisait dès le principe la première coalition ; elle devait, quelques années plus tard, la dissoudre entièrement ; en attendant elle délivrait de l'ennemi extérieur la Révolution française, à laquelle elle permettait de frapper de grands coups à l'intérieur. Le traité prusso-moscovite, duquel, conformément aux intentions françaises, l'Autriche était écartée, le traité qui décrétait le Second Partage, fut signé deux jours après l'exécution de Louis XVI. Sa ratification fut arrachée à la Diète polonaise, réduite au silence, dans la semaine qui suivit la mort de Marie-Antoinette.

Si le second traité de partage fut, à ce moment précis, la rançon de la France, il devait constituer pour elle, à l'avenir un terrible avertissement. Le partage de la Pologne devait

être, et aurait pu devenir le prélude du démembrement de la France. Dans la correspondance de Catherine, où s'exprime autant de haine et de mépris pour les « insurgés » de Paris que pour ceux de Varsovie, il est question, en même temps, du partage de la Pologne consommé par les cours de Pétersbourg et de Berlin, et d'un futur partage de la France (6). On y trouve dans une lettre de Catherine à son favori Zoubov le projet « de faire revivre les grands fiefs de la France, de traiter pour cela avec les généraux d'armée français, d'ériger ces fiefs en électorats et de les soumettre au Chef de l'Empire allemand, en rayant la France de la carte ». De plus dans le traité même qui règle le Second Partage, il était expressément spécifié que les nouvelles portions du territoire polonais que les Alliés s'annexaient, constituaient « un dédommagement aux frais » passés et futurs de la lutte armée contre la Révolution française. En tous cas l'indemnité était largement mesurée. En vertu de l'acte de partage signé à Pétersbourg en janvier et des cessions consenties sous la force des baïonnettes, par la Diète de Grodno en juillet et septembre 1793, la Pologne abandonnait à la Russie environ 4500 lieues carrées, à la Prusse plus de 1000 lieues carrées, avec une population de plus de trois millions d'âmes dans la part russe, de plus d'un million dans la portion prussienne.

CHAPITRE III

LE TROISIÈME PARTAGE

I

La Pologne, jadis déçue par la France monarchique, et qui venait d'éprouver la fatale amitié de sa voisine la Prusse, la Pologne de nouveau mutilée se retourna vers la France républicaine. Elle se retourna vers cette République victorieuse, plus heureuse qu'elle même, vers cette France qui ayant repoussé l'assaut de la Coalition, se préparait à prendre l'offensive, à porter le flambeau de la liberté jusqu'au cœur de la vieille Europe, jusqu'aux plus lointains des peuples opprimés. C'est ainsi, tout au moins, qu'avec simplicité on comprenait les choses dans la malheureuse Varsovie, depuis peu occupée par les Russes. Avec un enthousiasme fraternel on y saluait l'expulsion des envahisseurs des plaines de la Champagne; dans les rues « on s'embrassait, on se félicitait des triomphes » français ; dans la Vieille Ville, le faubourg Saint-Antoine de Varsovie, on attendait à tout moment l'apparition des Français. Les chefs russes de Varsovie, des provinces polonaises, même de Courlande rapportaient avec une vive inquiétude à Pétersbourg que les échos de la victoire française provoquaient une forte agitation des esprits dans toute la Pologne et que même le petit peuple des bourgs et des villages manifestait clairement sa joie à propos de la marche en avant des armées françaises. Du reste la solidarité franco-polonaise était attestée à tous les yeux par la persécution commune qui atteignait les citoyens des deux nations. Témoins de la répression russe contre les patriotes de la Grande Diète violemment dispersée, les

Polonais virent le représentant officiel de la France, Genet, ignominieusement chassé de Pétersbourg, Descorches expulsé de Varsovie, son successeur Bonneau jeté dans une prison russe, et les Français résidant à Varsovie contraints de répudier par serment, la Constitution de leur patrie.

En même temps, avec des battements de cœur, les Polonais contemplaient les beaux gestes de la représentation nationale française qui paraissait affirmer cette solidarité franco-polonaise d'une manière non équivoque, significative et propre à entretenir de grandes espérances. L'un des derniers actes de la Législative fut un décret d'août 1792, nommant citoyen d'honneur de la République française le plus brave des officiers polonais qui avaient récemment lutté contre l'invasion russe, Kosciuszko. Un des premiers actes de la Convention fut un décret de novembre 1792 déclarant au nom de la nation française « qu'elle accordera fraternité et secours à tous les peuples qui voudront recouvrer leur liberté, et chargeant le pouvoir exécutif de donner aux généraux les ordres nécessaires pour porter secours à ces peuples et défendre les citoyens qui auraient été vexés ou qui pourraient l'être pour la cause de la liberté ». A la suite de cette résolution la Convention prescrivait d'avance à tous ces peuples qu'elle se promettait d'affranchir, une constitution républicaine, l'abolition des ordres et des privilèges, de la noblesse, du servage, des droits féodaux. Du même coup, et pour sa part, elle déclarait dès lors solennellement par décret de décembre 1792 « qu'elle s'engageait de ne souscrire aucun traité et de ne poser les armes qu'après l'affermissement de l'indépendance du peuple sur le territoire duquel les troupes de la République seront entrées et qui aura adopté les principes de l'égalité et établi un gouvernement libre et populaire ».

Déclaration d'une haute portée, puisqu'elle devint un Evangile pour une partie considérable de l'opinion patriotique polonaise, qui désormais crut fermement qu'il suffisait de se tenir de près aux pures maximes révolutionnaires, pour s'as-

surer le puissant secours de la France. En effet, lorsque, dans l'esprit de cette alléchante déclaration, après les « pétitions » anglaises et irlandaises, se présenta à la barre de la Convention, fin décembre 1792, le pétitionnaire polonais, « Albert le Sarmate » de son vrai nom Adalbert Turski, pour y lire une adresse « demandant l'aide et l'appui de la République pour la cause de la liberté polonaise », une scène édifiante se joua. Le fougueux Girondin Barbaroux expliqua tout au long que si seulement l'échec de la campagne italienne n'avait pas empêché les Français de s'approcher de l'Adriatique et de la Mer Noire, la liberté de la Pologne n'aurait pas été aussi compromise. Cette affirmation, d'ailleurs, est remarquable à plus d'un égard. Pour la première fois, elle attirait l'attention des Polonais sur les lointaines opérations de guerre qui se déroulaient en Italie. Sur la motion de Barbaroux, la pétition de Turski fut renvoyée à la commission diplomatique de l'Assemblée. Le président de la Convention, Treilhard, ayant honoré d'un « baiser fraternel » le vaillant Sarmate, prophétisa avec confiance que « le jour n'était peut-être pas loin où les républiques polonaise et française resserreraient les liens d'une heureuse fraternité ».

Les patriotes exilés de la Diète de Quatre ans, qui, de leur quartier général établi en Saxe, à Dresde et à Leipzig, préparaient une insurrection nationale dans le pays étranglé et partagé, et qui, les yeux fixés sur Paris, écoutaient les magnifiques promesses qui venaient de France, se fortifiaient dans la conviction qu'ils ne pouvaient attendre que de la grande République sœur une aide infaillible pour leur entreprise désespérée. Bientôt, au début de 1793, ils envoyèrent à Paris le futur chef de l'insurrection, Kosciuszko. Ils lui confièrent, pour être placé sous les yeux des chefs révolutionnaires de la Seine, le plan d'un projet d'insurrection, textuellement copié sur les plus récentes déclarations de la Convention. En effet, conformément à l'esprit de cet Évangile, ils s'obligeaient à abolir en

Pologne le pouvoir royal, le Sénat, l'épiscopat, l'aristocratie, le servage, les droits féodaux, à organiser l'armement du peuple, à fonder la liberté individuelle, le droit égal pour tous d'acquérir la terre. En revanche, un corps expéditionnaire français, installé en Crimée, devait donner la main aux insurgés polonais. On réclamait cette armée républicaine qui, mettant le pied sur la terre polonaise, aurait ainsi assuré à la Pologne cet appui français que les décrets précités de la Convention avaient sanctionné. On montrait dans la libre Pologne ainsi délivrée, un futur soutien de la France libre, « un peuple ami et allié, en dehors du cercle formé par la Coalition menaçante. » On ouvrait aussi la perspective d'un soulèvement de la Turquie et de la Suède, qui devaient unir leurs forces à celles de la France et de la Pologne pour assaillir la triade partageante et despotique austro-russo-prussienne, l'ennemi commun de l'Evangile cosmopolite et révolutionnaire.

Or, tout cela était fondé sur une pure fiction. Les Polonais ne savaient pas que toute cette bruyante « brissotiade » parisienne, qui lançait de tonitruants appels aux peuples opprimés, que cette propagande cosmopolite de fraternité d'armes révolutionnaire, n'était, au fond, qu'une comédie politique. Ils ne savaient pas que ces mêmes gens qui, de la tribune publique, proclamaient des idéals si sublimes et si absolus, en même temps, dans le mystère du cabinet et des camps, se laissaient déterminer par les intérêts les plus réalistes. Ils ne savaient rien des rencontres amicales et des conciliabules aux avant-postes, des généraux français et prussiens, à propos d'un nouveau partage de la Pologne. Au moment même où Kosciuszko se présentait à Paris, dans le ministère des affaires étrangères de Lebrun, où, à la tête du département des affaires russo-polonaises se trouvaient un ancien boutiquier et un ancien tailleur, on s'apprêtait à reconnaître le second partage de la Pologne, pour faciliter la paix prochaine. Dans le projet de paix qu'on y élaborait précisément en ces jours-là, il était exposé sans nul ambage que « la politique française trouverait son avantage » dans un nouveau

partage de la Pologne. On inférait de là que la France pourrait donner son « consentement » à ce partage pour autant qu'il fût exigé comme « une condition de la paix » ; non pas certes un consentement formel, écrit, « car la République signerait son déshonneur, en se montrant en quelque façon complice d'un pareil brigandage, mais un consentement tacite, une simple annonce verbale de non-opposition » car « il convient de nous faire un mérite de notre silence ». Naguère, déjà, à l'époque du premier partage, les hommes d'Etat de l'ancien régime avaient fait la même chose avec une certain discrétion pudique, mais à présent, au moment du second, les révolutionnaires, avec un cynisme brutal, avaient trouvé cette belle formule.

C'est avec le ministre qui justement préparait de tels projets de paix, avec le malveillant et borné Lebrun, que devait s'entendre Kosciuszko arrivé à Paris. Il y trouva un douteux appui chez des compatriotes égarés là-bas, zélés, mais étourdis, comme Thadée Mostowski, la comtesse Julie Potocka, la princesse Rosalie Lubomirska, ou bien, très zélés toujours, mais fort suspects, comme Turski ou Maliszewski. Il y connut personnellement des Français éminents de tous les partis, comme Brissot, Vergniaud, Condorcet, Lacroix, Barère, le rapporteur du Comité diplomatique de la Convention, Hérault, comme Robespierre, encore à l'écart, mais déjà puissant. En vain il s'efforça de les intéresser sérieusement à la cause polonaise. Nulle part il ne trouva un appui sincère ; partout il ne rencontra que phrases, indifférence, ou même hostilité. Il arrivait au lendemain de l'exécution du roi, au milieu d'une grave crise intérieure, immédiatement liée à une crise plus grave, une crise militaire. Il arrivait au moment d'une déclaration de guerre de l'Angleterre, au moment d'une recrudescence de l'offensive austro-prussienne, au moment où les troupes françaises étaient chassées de Belgique et des bords du Rhin. Il arrivait au moment de la trahison de Dumouriez, dans laquelle s'était laissé impliquer, pour comble de malheur, un Polonais,

l'infortuné Mionczynski. Il arrivait enfin, au moment où se préparait la perte de ceux qui, en apparence du moins, soutenaient la cause polonaise : les Girondins.

Ces derniers, partisans de la guerre offensive, et metteurs en scène de la propagande libératrice, sur lesquels s'appuyaient principalement les illusions polonaises, étaient maintenant écrasés sous la sanglante responsabilité des insuccès des armées françaises ; ils étaient voués à la guillotine. Robespierre, adversaire convaincu de la guerre qu'il considérait comme un facteur dissolvant, propre à affaiblir l'élan intérieur de la révolution, les mettait en accusation comme les provocateurs machiavéliques de cette guerre désastreuse, liés secrètement avec la cour qui conspirait contre la nation. Aussi, dans l'état actuel des choses, refusait-il toute importance à la propagande révolutionnaire chez les peuples étrangers. Au contraire, et le fait est curieux à noter, Robespierre avait une certaine complaisance pour la Russie lointaine et, pensait-il, peu redoutable à la France. Il n'était pas jusqu'à Marat (dont le frère exerçait alors la paisible fonction de professeur de littérature française au Lycée noble de Tsarskoïe Siélo), qui n'entremêlât à ses pamphlets sanguinaires, sans la moindre hésitation, des mentions élogieuses de Catherine II. Il la portait aux nues, comme une souveraine incomparable, induite en erreur, seulement, par des « charlatans » français comme Diderot ou Condorcet. Danton, enfin, partisan de la guerre, mais adversaire de la propagande, voulut se dégager le plus tôt possible de la folle brissotiade, de cette politique insensée qui continuait à inquiéter toute l'Europe monarchique par toutes sortes de menaces insurrectionnelles, et à l'unir plutôt ainsi au lieu de la diviser. Réaliste de cœur et d'âme, impatient de se retrouver sur le terrain solide de l'intérêt français, il demandait purement et simplement la révocation de ces décrets de propagande adressés à l'humanité toute entière, « singulièrement vagues », « et qui nous engagent à soutenir quelques patriotes qui voudraient faire une révolution en Chine ». En effet, disait

Danton, « il faut avant tout songer à la conservation de notre corps politique et fonder la grandeur française » ; il fallait par conséquent « décréter que la France ne s'immiscera point dans ce qui se passe chez ses voisins ». Dans les débats qui s'élevèrent à cette occasion, l'un des orateurs de la Convention, Robert, démontra, dans le même esprit, que la France devait oublier tous les autres peuples, ne penser qu'à soi et prendre comme principe directeur « cette espèce d'égoïsme national sans lequel nous trahissons nos devoirs ». Enfin, sur une motion de Danton, on vota le principe de « ne pas s'immiscer d'aucune manière » dans les affaires des autres États, révoquant ainsi sans broncher ces magnifiques décrets qui, si récemment, annonçaient l'Evangile de la liberté à tous les peuples frères gémissant sous l'oppression. Toute la propagande destinée à sauver ces frères s'évapora ; il ne resta que la provocation révolutionnaire destinée à les exploiter.

Dans ces conditions, après avoir, durant quelques mois, frappé à toutes les portes au nom des frères Polonais, Kosciuszko quitta Paris les mains vides. La chute des Girondins fit, en même temps, disparaître les derniers amis platoniques de la Pologne. Par contre elle accrut le nombre de ses ennemis ; elle envoya devant le tribunal révolutionnaire et à la guillotine Mionczynski, Ubielski, la princesse Lubomirska et d'autres Polonais. L'affaire qui fit le plus de tort à la Pologne fut celle du général Joseph Mionczynski. Ce malheureux n'était pas sans de grandes qualités. Jadis l'un des plus vaillants et l'un des plus dévoués parmi les confédérés de Bar, marié ensuite à une Française et lui-même naturalisé Français, mal traité par Vergennes, ami de Mirabeau, membre du club des Jacobins, il travailla activement à la création de l'armée révolutionnaire française, et spécialement de la cavalerie. En ce moment, chose digne d'attention, il créa le premier une légion forte de plusieurs milliers d'hommes, appelée la légion de Mionczynski et plus tard la légion des Ardennes. D'ailleurs, il était en rapports continuels, et entre-

tenait une correspondance secrète, avec d'éminents concitoyens, avec Ignace Potocki, Stanislas Soltyk, le général Madalinski. Il fut aussi, à ce qu'il paraît, initié aux préparatifs de l'Insurrection de Kosciuszko. Comme général français, il se distingua dès l'abord dans la campagne de 1792, mais bientôt, entraîné dans la trahison de Dumouriez, il dut aller en prison et à la guillotine. Les arrêts de mort contre les « aristocrates polonais », et spécialement contre un officier aussi en vue que Mionczynski, firent naturellement à Paris l'impression la plus funeste. Le résultat fut que même des hommes sans tache comme Mieszkowski furent éloignés du service de la France, par application du décret qui en retranchait les étrangers.

Un seul Polonais, récemment arrivé de son pays, possédant la qualité de citoyen français, réussit en ce temps-là à gagner quelque crédit, crédit employé du reste à une mission secrète qui n'avait rien de commun avec la Pologne. C'était un jeune homme peu ordinaire, plein d'ardeur, qui à ce moment précis, quittant la Pologne esclave, se jeta dans le Paris révolutionnaire. Il s'appelait Joseph Sulkowski. Il avait été d'abord, au milieu de l'année 1793, désigné pour une mission française à Constantinople, mission dénoncée et trahie, dès avant son départ, par les espions russes de Paris. Peu après, il fut chargé, par le gouvernement français, d'une mission incomparablement plus difficile et plus dangereuse dans l'Inde. Il s'agissait de provoquer parmi les indigènes, avec l'aide de la France, un soulèvement général contre les Anglais. Sulkowski quitta immédiatement Paris, et par la Suisse et l'Italie, se rendit en Orient. La route était longue et semée de difficultés. Il écrivit une sorte de journal de ce périlleux voyage. Dans les curieux fragments qui en subsistent il donne carrière à un radicalisme excessif, quoique noble au fond. En même temps, dans l'appréciation des pays parcourus et notamment de la Suisse et de l'Italie, il témoigne d'une étonnante richesse d'idées et de sentiments. Vers la fin de 1793, par Chypre et Alexandrette, il parvint à Alep, en route

pour Bassorah. Cependant, malgré sa grande habileté et la précaution subtile qu'il avait prise de choisir comme hôtes des agents anglais, il se heurta partout à la vigilance britannique, avertie du reste par des traîtres de Paris. Il ne put dépasser Alep. Sans pouvoir atteindre l'Inde, sans avoir rien accompli, il dut reprendre le chemin de la France. En tout cas, même cette infructueuse exception faite par le gouvernement français d'alors en faveur de Sulkowski, ne fit que confirmer la règle désormais établie, que ce gouvernement ne pouvait accorder aucune confiance ni aux Polonais ni à la Pologne, et qu'il ne voulait rien avoir de commun avec l'affaire polonaise.

Le changement d'attitude ainsi accompli, la proclamation du fait que l'intérêt français dominerait tout, se manifesta très nettement à l'occasion des débats de la Convention sur la nouvelle constitution républicaine. Un idéaliste, l'abbé Grégoire, sincèrement dévoué à la Pologne, introduisit une motion, la Déclaration des Droits des Peuples, portant que « les peuples sont respectivement indépendants et souverains », et que « les entreprises contre la liberté d'un peuple sont un attentat contre la famille humaine ». Mais immédiatement, le représentant du Comité de Salut public, Barère, protesta contre une pareille « philanthropie » et demanda le passage à l'ordre du jour. Le projet de constitution adopté par l'assemblée, sous l'influence prépondérante de Danton, assurait expressément « que le peuple français quoiqu'il fût l'ami et l'allié naturel des peuples libres », et « qu'il donnât asile aux étrangers chassés de leur patrie pour la cause de la liberté », néanmoins « ne s'immisçait point dans le gouvernement des autres nations ». Le Comité de salut public devint le gardien vigilant de ce principe. Il eut, à la tête de sa section des affaires étrangères (dont le chef de bureau était alors un certain Maudru, chevalier d'industrie récemment arrivé de Russie, auteur d'une pièce de vers en l'honneur de Catherine II, imprimée par l'imprimerie impériale de Pétersbourg), successivement Danton, Hérault, Barère, jusqu'à ce qu'il tombât entièrement sous l'autorité de Robespierre. Mais,

sans tenir compte de ces changements de personne, le Comité, qui de fait, détenait à l'intérieur comme à l'extérieur le pouvoir suprême, observa constamment, en politique étrangère, le principe du réalisme absolu. Ce réalisme s'accentua davantage encore lorsque la jeune République, au début de l'automne 1793, se trouva plongée dans des embarras pires que jamais, prise entre deux feux, entre la terrible insurrection qui éclata à l'Ouest et au midi, et les graves défaites militaires subies au Nord et à l'Est, lesquelles ouvraient à l'ennemi la route de Paris.

Par bonheur pour la France, au même moment, la lointaine affaire polonaise reprenait de l'acuité, la Diète de Grodno, après avoir ratifié la spoliation russe, opposait une résistance désespérée à la sanction de la spoliation prussienne. Le roi de Prusse, dans la crainte fondée que cette résistance de la Diète fût secrètement instiguée par la Russie, d'accord avec l'Autriche, pour le priver à la dernière heure de sa part de butin, se retira pour la seconde fois de l'expédition contre la France. Il rappela son armée et se tourna contre la Pologne. Les hommes d'Etat et les militaires français en profitèrent aussitôt. Ils entamèrent de nouveau des négociations secrètes avec la diplomatie et les généraux prussiens. Comme, une année auparavant, ils les avaient encouragés à prendre l'initiative du partage, cette fois ils les poussaient à en réaliser l'exécution, espérant que cette diversion soulagerait leur front. Le soulagement, en effet, ne se fit pas attendre. La pression prussienne, détournée sur la Vistule contre la Pologne, faiblit sur le Rhin contre la France. « Les affaires de Pologne, comme l'avoue un historien français, particulièrement qualifié, ont ainsi préservé d'une catastrophe certaine les armées françaises ». La France, profitant sur le terrain militaire de la complète passivité des Prussiens, et même des services perfides qu'ils lui rendaient secrètement contre les Autrichiens, la France qui avait gagné quelques mois pour organiser sa levée en masse et compléter son armement, était, pour la seconde fois, sauvée aux dépens de la Pologne (7).

II

Cependant, la France ne put tirer immédiatement tous les profits possibles de cette situation, pas plus qu'elle ne se trouva désormais à l'abri du danger. Les négociations amicales commencées avec le quartier général prussien de l'armée du Rhin devaient continuer ailleurs, à Bâle, jusqu'à la rupture complète de la Prusse avec la Coalition. C'est pourquoi il fallait garder à sa disposition, le plus longtemps possible, le précieux *réactif* polonais. Aussi, lorsque bientôt, trop tôt, fut brisée la résistance de la Diète de Grodno, on chercha dans la pharmacopée diplomatique, un nouveau spécifique. Ce fut le spécifique révolutionnaire. Alors on se souvint des propositions, faites par Kosciuszko six mois auparavant, et qui avaient été repoussées avec indifférence. Cette fois, on alla jusqu'à la provocation. Le successeur de Lebrun, le nouveau ministre des affaires étrangères, le dantoniste Deforgues, fit à Parandier, délégué auprès des émigrés polonais à Leipzig, une communication confidentielle. Il lui déclara « qu'on ne pouvait que désirer... le succès du plan révolutionnaire qui se prépare en Pologne », et qu'il fallait « soutenir les espérances » polonaises, « quoique la situation des affaires de la République ne lui permette pas de donner à une nation digne de la liberté, des preuves plus réelles d'intérêt ». La suggestion était si ignominieuse que le ministre reçut de son propre agent la réponse méritée. « L'honneur de la République, lui écrivit Parandier indigné du rôle de provocateur qu'on lui destinait, l'honneur de la République ne pourrait s'accommoder de promesses que les circonstances nous empêcheraient de tenir ».

A la même époque d'ailleurs, en novembre 1793, lorsque le ministère parisien tendait aux Polonais cette amorce équivoque, le véritable chef du gouvernement, Robespierre adressait à la Convention son fameux et pompeux rapport sur l'état de la République. Prenant devant l'Europe l'attitude

d'un grand homme d'Etat, proclamant ses sentiments affectueux pour les républicains de Suisse et d'Amérique, Robespierre, avec une indifférence calculée, « expédiait » en quelques mots le second partage de la Pologne. Ce fut pis que de l'indifférence, ce fut de l'hostilité qui accueillit bientôt après les efforts, tentés depuis janvier 1794 par quelques officiers polonais, réunis à Paris. Parmi eux était le général Joseph Wielhorski, travaillant pour le compte de Kosciuszko, avec la participation assez suspecte de Turski. Il s'agissait surtout de l'organisation, sous le drapeau républicain français, de nombreux prisonniers et transfuges du camp des Coalisés. C'était, la chose doit être notée, le premier germe de l'idée de la Légion polonaise, que Deforgues repoussa sous divers prétextes. Ce n'était pas en France, mais c'était en Pologne même que l'intérêt français réclamait la nouvelle diversion polonaise. On n'avait que faire en France d'une légion polonaise compromettante et coûteuse. Mais on avait besoin, là-bas, d'une diversion révolutionnaire entreprise pour leur compte, à leurs risques et périls, par les Polonais eux-mêmes, aux frais exclusifs de la Pologne, non aux frais de la France. Parandier qui demandait pour les préparatifs de la révolution en Pologne une subvention de 12 millions de francs, fut appelé à Paris au début de 1794. Là, avec l'envoyé polonais, l'actif Barss, il frappa vainement à la porte du ministère des affaires étrangères et du Comité de salut public. Il fut par surcroît dénoncé par un homme influent, Mehée, en apparence meneur révolutionnaire, en réalité espion russe, « comme une créature des magnats polonais, surtout d'Ignace Potocki, » que Mehée affirmait être secrètement d'accord avec la Prusse et la Russie. Le malheureux Parandier allait même être arrêté, lorsqu'arriva à Paris la nouvelle que l'Insurrection avait éclaté à Cracovie et à Varsovie.

L'Insurrection de Kosciuszko éclata au printemps de 1794 avec une force spontanée, comme une fatalité élémentaire qu'il était impossible de contenir plus longtemps ;

avec les encouragements provocateurs de la France, mais sans aucune aide réelle de la part de ce pays. En même temps, ses promoteurs recevaient les machiavéliques encouragements de certains personnages de Pétersbourg et de Vienne, qui, n'appréciant pas à sa juste valeur sa force éruptive, cherchaient en elle le prétexte souhaité d'une nouvelle combinaison austro-russe de partage de la Pologne, conclue par-dessus la tête de la Prusse. Mais pareillement, à l'autre bout de l'Europe, pour les politiciens révolutionnaires de Paris, l'Insurrection polonais ne fut qu'un moyen d'éloigner la Prusse du Rhin et de l'orienter définitivement vers la Vistule. Ce résultat, on espérait l'obtenir non point par l'épouvantail de l'insurrection elle-même, qu'à Paris, comme à Pétersbourg, à Vienne et à Berlin, on ne prenait guère au sérieux, mais par la menace de la machination austro-russe, liée à cette Insurrection et dirigée contre la Prusse. Toute l'affaire était là. Les vrais sentiments des révolutionnaires français pour l'Insurrection polonaise, froide indifférence à l'égard de son but, mépris pour ses moyens, manque absolu de confiance dans la possibilité de son succès, s'accordaient parfaitement avec les égards tout à fait exceptionnels qu'ils avaient pour la Prusse. Ces égards, qu'on retrouvait successivement au fond de la politique des Orléanistes, des Girondins, des Dantonistes,obligeaient fatalement le gouvernement français à éviter jusqu'à l'ombre d'une connivence avec les insurgés polonais. Cette politique de ménagement vis-à-vis de la Prusse prenait actuellement une forme de plus en plus tangible, à mesure que se précisaient les négociations franco-prussiennes. Engagées dans l'automne de l'année précédente sur le Rhin, renouvelées à partir du milieu de février 1794 par l'ambassadeur français en Suisse, Barthélemy, continuées sans interruption après la chute de Danton et de ses partisans, (qui coïncida avec le déclanchement de l'Insurrection polonaise, en mars-avril), ces négociations furent approuvées pleinement par Robespierre, alors tout-puissant. En même temps elles étaient énergiquement appuyées

du côté prussien, par les épigones du règne de Frédéric. Le prince Henri, oncle du monarque régnant, était poussé vers la France par la vieille haine que la famille portait à l'Autriche, par la vieille crainte qu'elle avait de la Russie, et les vieux appétits qu'elle entretenait à l'égard de la Pologne. Et Lucchesini, le disciple de Frédéric, était pressé de conclure un accord avec Robespierre, « comme Mazarin en avait conclu un avec Cromwell. » Aussi, ces négociations menèrent rapidement à la conclusion du premier accord écrit, du « cartel » franco-prussien (juillet 1794), en attendant la signature d'un traité formel de paix.

Au regard de cette importante et précieuse négociation prussienne, les importunes sollicitations polonaises, évidemment, étaient fort gênantes pour les hommes d'Etat parisiens. C'est en vain que le malheureux Barss, informé de l'insurrection cracovienne, réclama avec insistance depuis le mois d'avril 1794, avec l'appui de Parandier et même de l'aimable chef du département des affaires étrangères, Reinhard, un secours qui était indispensable aux insurgés polonais. En vain, investi de pleins pouvoirs en blanc par Kosciuszko, il soumit personnellement, et coup sur coup, ses requêtes dans des audiences obtenues avec peine du Comité de Salut public. En vain, après réception des bonnes nouvelles de la victoire de Raclawice et de la Révolution de Varsovie, il renouvela ses instances avec d'autant plus d'énergie. Le Comité, sur un rapport de Reinhard (fin d'avril 1794) qui proposait l'envoi aux Polonais d'un million ou au moins d'un demi million de francs, prit un décret lapidaire : « N'envoyer aucuns fonds, ne traiter sur rien... on peut entendre l'agent polonais, mais ne rien promettre... observer les événements et donner des conseils aux insurgés polonais ». Dans une séance du début de mai, le comité renvoya Barss les mains vides. Sur un rapport de Reinhard (fin de mai), qui, en présence des premiers succès polonais, demandait l'envoi de trois agents français en Pologne avec une somme de 300.000 fr. et l'octroi à Kosciuszko, pour quatre

mois, d'un subside de 140.000 francs, le Comité fit une réponse absolument négative. Et dans la séance du 13 juillet, immédiatement après les pendaisons de juin, qui devaient plaire au goût terroriste de Paris, Barss, consterné, dut entendre cette sentence péremptoire, prononcée au nom du Comité par la bouche de Saint-Just : « La République française ne fournira pas la moindre parcelle d'or, n'exposera pas un seul homme, pour soutenir une révolution... qui, sous le titre de révolution, ne serait qu'un changement dans la forme du gouvernement », une révolution faite par la noblesse. Le Comité de Salut public, qui, d'abord, girondin et dantoniste, provoquait l'insurrection polonaise tout en lui refusant tout secours, maintenant, robespierriste, exploitait l'insurrection déchaînée au profit de sa politique prussienne, et pour la même raison, privait d'appui cette révolution, sous prétexte de l'insuffisante pureté des principes révolutionnaires polonais.

Ce serait une très grave erreur de ne voir en ceci, comme on le fait aujourd'hui encore, qu'une sorte de cécité doctrinaire propre à la Révolution française. Un aveuglement tout pareil s'empara de quelques cerveaux polonais, exaltés mais tout à fait sincères, et croyant vraiment à un idéal inaccessible. Un pur enthousiaste, un fanatique de cette sorte était Sulkowski, qui précisément, en 1794, à peine rentré d'Alep à Stamboul, électrisé par la nouvelle de l'insurrection, envoyait de là-bas au gouvernement français des notes, fiévreusement rédigées, qui témoignaient de sa connaissance de la Pologne insurrectionnelle et des courants et des hommes qui s'y combattaient. Il emploie dans ces mémoires le style acéré et sans ménagement qui lui est propre. Il attaquait également, et la noblesse polonaise, et les juifs, « exploiteurs de la malheureuse population paysanne. » Il attaquait la Constitution de Mai, « ce code ridicule, l'avorton qu'après trois années de débats enfanta notre assemblée législative ». Reconnaissant la vaillance et la vertu de Kosciuszko, il lui refusait toute intelligence, toute importance politique.

Par contre, prisant très haut les capacités d'Ignace Potocki, en qui il voyait le vrai chef politique de l'Insurrection, Sulkowski aurait voulu qu'on contrôlât de très près sa sincérité révolutionnaire et démocratique. Tout cela, ces jugements, ces exigences, ces soupçons, chez ce fougueux patriote polonais, qui tremblait pour le sort de sa patrie, c'était au moins une forte foi doctrinaire, sincère et profonde.

Mais chez les terroristes français, dont le langage, en apparence était semblable, les sentiments étaient en réalité tout à fait différents. Dans leurs discours menaçants sur l'Insurrection polonaise, il n'y avait aucune doctrine aveugle ; il y avait quelque chose d'infiniment pire : une évidente hypocrisie. Au même moment, Robespierre, dans ses discours, montrait la plus tendre prévenance aux Suisses, malgré leur esprit rétrograde, oligarchique, déjà condamné par Rousseau ; il flattait les Américains, malgré leurs invincibles tendances monarchiques, leur Présidence, leur système des deux Chambres, et l'esclavage des noirs. Il témoignait aux uns et aux autres une tendresse pleine d'ostentation pour cette seule raison qu'ils pouvaient lui être utiles, les uns contre l'Autriche, les autres contre l'Angleterre. Ainsi, pour le tribun français, telles ou telles hérésies polonaises contre le catéchisme révolutionnaire, relevées dans la Constitution de mai ou dans les principes de l'Insurrection de Kosciuszko, ne jouaient réellement aucun rôle ; il n'en était point sérieusement tenu compte. L'accusation d'aristocratisme, portée contre les insurgés polonais par Robespierre, valait exactement ce qui valait l'accusation de jacobinisme que Catherine, au même moment, élevait contre eux. Si toute la Pologne à ce moment, avait été composée des plus purs Jacobins, si Varsovie insurgée avait promulgué avec une fidélité littérale, le texte de la dernière constitution parisienne, dans toute son orthodoxie révolutionnaire, si, sur la Place du Château, avait fonctionné la plus parfaite des guillotines, cela n'aurait pas changé un *iôta* à l'indifférente et négative po-

litique polonaise de Robespierre et du Comité de salut public. La France terroriste, jusqu'à la fin, n'accorda aucun secours réel à l'Insurrection polonaise, à part quelques subsides envoyés, pour son propre compte, de Stamboul par le noble Descorches, à part quelques sommes que l'initiative privée adressa pareillement à Copenhague, et qui furent en grande partie volées en route. Bien plus, elle contribua à l'écraser. Elle la trompait, elle l'induisait en erreur au sujet de la Prusse avec laquelle elle se réconciliait, et que, pour la faire sortir de la coalition antifrançaise, elle poussait elle-même dans la coalition anti-polonaise, la lançant pour ainsi dire contre l'Insurrection.

Aussi la Prusse, admirablement informée, grâce à la complaisance française, de tous les efforts et de toutes les requêtes des Polonais, saisissait, interceptait la correspondance secrète de l'Insurrection entre Varsovie et Paris, et tandis qu'elle tendait une main amicale à la Révolution française, frappait de l'autre, à l'improviste, l'Insurrection polonaise, battait à Szczekociny Kosciuszko surpris, s'emparait de Cracovie, assiégeait Varsovie.

La chute de Robespierre à la fin de juillet 1794, la révolution thermidorienne, ne produisit à cet égard aucune amélioration. Au contraire, les nouveaux maîtres de la France persistèrent dans la même attitude hypocrite et impitoyable vis à vis de la Pologne. Les Thermidoriens n'étaient qu'un ramassis d'hommes de tous les partis, que la haine et la terreur avaient momentanément réunis. Les plus remuants furent d'abord des terroristes extrêmes, qui accusaient Robespierre de modérantisme. De ce milieu s'élevèrent graduellement et se maintinrent au pouvoir des hommes plus forts, plus habiles, surtout des légistes, des juristes de profession. Ces hommes d'affaires, au tempérament froid et dur, ces réalistes qui voulaient exploiter et consolider leur pouvoir à l'intérieur, et qui voulaient, à l'extérieur, la prospérité et la sécurité de la République, personnifiaient d'une manière mi-égoïste, mi-nationale la pure *raison d'Etat* française en face de l'Europe.

D'une part, ils reliaient à la vieille tradition de Richelieu la moderne politique révolutionnaire. D'autre part, leur situation intérieure, toujours difficile et périlleuse, en fit, autant par nécessité que par instinct, les continuateurs de la politique impitoyable et réaliste de leurs prédécesseurs immédiats, renversés par eux-mêmes. Ils visaient pareillement, mais avec plus de logique, à débloquer la France et à consolider ses conquêtes dans le cadre des « frontières naturelles » de l'ancienne Gaule. A côté de la guerre victorieuse contre les ennemis traditionnels de la nation française, l'Angleterre et l'Autriche, leur but était la paix et l'alliance avec l'amie traditionnelle de la France, la Prusse. Résolument et sciemment, ils s'engagèrent dans cette voie, et marchèrent droit devant eux, sans se préoccuper d'aucune autre considération, et surtout sans se soucier du fait qu'il leur fallait, pour arriver au but, passer sur le cadavre de la Pologne.

Au Comité de Salut public, dominé et réorganisé par eux, les Thermidoriens régnaient particulièrement dans le département des affaires étrangères, à présent le plus important, tandis que la Commission des affaires étrangères, avec son nouveau chef Miot, et Reinhard, demeuré dans la section polono-prusso-russe, n'était comme par le passé, qu'un simple bureau du Comité. Les hommes au pouvoir étaient tous des cyniques, libres de tous préjugés sentimentaux, des réalistes et des opportunistes brutaux, comme Merlin de Douai, le prince des jurisconsultes, plus tard comte de l'Empire ; comme l'avocat Cambacérès, plus tard prince de Parme et archi-chancelier de l'Empire, comme le procureur Boissy d'Anglas, comme le profond et ambitieux Siéyès, lesquels devaient être, eux aussi, de futurs dignitaires de l'Empire. Tous, sans exception, étaient des partisans déclarés de la Prusse, sans compter les gens de l'espèce du savant Guyton, agent personnel et biographe du prince Henri de Prusse. Tous étaient, ou bien indifférents à la cause polonaise, ou mal disposés pour elle. En somme, sur la cinquantaine de Conventionnels

qui, dans cette période transitoire si décisive pour les affaires polonaises, de juillet 1794 à octobre 1795, depuis le coup d'Etat de Thermidor, jusqu'à l'établissement du gouvernement directorial, se succédèrent au Comité de salut public, s'il se rencontra quelques amis platoniques de la Pologne comme Treilhard, (celui qui naguère embrassait Turski), comme Carnot, qui plus tard se réfugia à Varsovie, comme Tallien, sensible aux pauvres subsides de l'émigration polonaise, il n'y avait néanmoins personne qui voulût ou qui pût faire quelque chose pour la Pologne.

Pis encore : non seulement on abandonnait, on sacrifiait la Pologne, mais par surcroît, selon la recette employée jusqu'alors, on continuait à la nourrir, à la leurrer de vaines et fausses espérances. La délégation polonaise à Paris, ayant obtenu à grand'peine du nouveau comité de Salut public, au lendemain de la chute de Robespierre, l'autorisation de se présenter en août 1794, devant la Convention épurée, dut, dans la personne de son orateur Barss, s'exprimer en paroles revues et censurées en séance du Comité. L'infortuné Barss dut discrètement refouler la plainte désespérée qui se pressait sur ses lèvres, réciter le faux officiel qu'on lui imposait, déclarer à propos du roi de Prusse (qui précisément bombardait Varsovie) qu'il « abandonnait le pacte criminel qui le liait à la conspiration des rois ». Il dut glorifier « les sacrés liens qui unissent les destinées présentes et futures des Français et des Polonais ». En revanche, la délégation polonaise dut entendre « les applaudissements répétés » de l'assemblée et les phrases hypocrites du président de la Convention et du membre le plus influent du Comité, Merlin, affirmant que la Pologne avait dans les Français des « frères fidèles », et que la nation française apprenait « avec un doux attendrissement » la nouvelle des succès polonais... (!) Merlin couronna sa harangue d'une bizarre leçon fraternelle, doublement étrange dans la bouche d'un politicien qui débattait alors un marché avec le roi de Prusse, et d'un futur comte de l'Empire. « Un roi, dit-il, même dans les fers, menace toujours

la liberté ; les tigres et les léopards ne s'apprivoisent jamais et quiconque leur pardonne est l'ennemi du genre humain. » Ces applaudissements, et ce conseil d'assassiner Stanislas-Auguste, c'était tout ce qu'avaient imaginé les Thermidoriens pour se débarrasser des gémissements suppliants de l'Insurrection polonaise expirante, des appels désespérés que Barss leur transmettait au nom de Kosciuszko et de Kollontay : « Pour l'amour de Dieu, des secours, quels qu'ils soient ! Nous ne pouvons comprendre à quoi l'on pense en France... Il vaudrait mieux savoir que nous ne recevrons aucun appui de la République française que de nous leurrer d'une vaine espérance ».

Enfin, lorsqu'on apprit la défaite de Maciejowice et la capture de Kosciuszko, après la prise de Prague par Souvorov, au moment de la capitulation de Radoszyce, vers le milieu de novembre 1794, le Comité de Salut public eut un geste magnifique. Il se résolut à reconnaître l'insurrection qui n'existait plus, « comme n'étant ni aristocratique, ni bourgeoise, mais populaire », et à confirmer les pleins pouvoirs — désormais fictifs — de Barss. Le Comité alla même jusqu'à envoyer dans ce pays, auquel on donnait maintenant le coup de grâce, Parandier avec une « somme modique », soit 20.000 livres par an, pour secourir les insurgés assassinés, jetés en prison ou forcés de partir pour l'exil. Cependant, — et pour comble, — il était expressément stipulé que ces tardifs bienfaits dépendraient de la situation particulière de la France, et du point de savoir s'il serait possible de « combiner avec cette situation les intérêts de la nation polonaise ».

III

Cette « combinaison » à l'instant même où finissait l'Insurrection, où se préparait le nouveau partage, ne pouvait guère consister que dans une intelligente exploitation de ces fatales circonstances, aux fins de conclure, le plus vite possible, le marché qui se traitait à Bâle. Dans les instructions destinées à

ses négociateurs, Barthélemy et Bacher, (début de Janvier 1795), le Comité de Salut public affirme catégoriquement que l'affaire du salut de la Pologne condamnée à l'extermination est une affaire « lointaine » qui n'entre pas actuellement en ligne de compte (8). Il stipulait aussi qu'il était nécessaire d' « ajourner » à des temps meilleurs toutes les démarches dans ce sens... Ajourner ! Cet euphémisme officiel, signifiant l'exclusion complète de la Pologne des délibérations, fut dès lors employé avec ce sens précis, dans les manifestations du Comité. De son côté le gouvernement prussien, dans les instructions destinées à ses représentants à Bâle, Goltz et Hardenberg, liait étroitement la question de la paix avec la France, et la nouvelle conquête polonaise. Le prince Henri, dans des mémoires confidentiels du début de Janvier 1795, exposait que la paix séparée franco-prussienne excluait d'avance, en cas de paix générale, l'exigence française, toujours possible, d'une restitution de la partie de la Pologne conquise par la Prusse ; qu'elle empêchait d'avance toute reconstitution de la Pologne et en particulier son unification par la Russie ; et qu'enfin, cette paix équivalait à une précieuse sanction morale tant pour les anciennes conquêtes que pour les inévitables acquisitions nouvelles de la Prusse en Pologne. Le ministère berlinois considérait les transactions de Bâle comme une garantie de droit public accordée par la France aux possessions de la Prusse en Pologne, à l'exclusion de l'Autriche et contre la Russie.

Le Comité de Paris, se rendant parfaitement compte des intentions des Prussiens, en tirait naturellement parti, et entrait dans les vues de l'ennemi. Dans le rapport général sur l'état de la République, rapport présenté par le Comité à la Convention vers la fin de janvier 1795, et souligné par des débats provoqués à cet effet au sein de la Convention, le rapporteur Boissy fit une violente sortie contre l'Angleterre, l'Autriche et la Russie. Il rappela avec regret l'occupation de Berlin, au temps de la guerre de Sept ans; il tendit la main, avec ostentation, aux Prussiens, les engagea à s'enten-

dre avec la France, leur offrit la paix sur la ligne du Rhin, y établissant « les colonnes de l'Hercule français ». En même temps il affirmait avec insistance le principe déjà proclamé par la Convention « de la non-intervention de la France dans les affaires des pays voisins », ce qui, à ce moment, signifiait surtout que la France s'interdisait toute intervention dans les affaires polonaises. Sur ce point capital il y eut une discussion assez animée. Lorsque, un peu plus tard, l'honnête, le candide abbé Grégoire, peu versé dans les arcanes de la politique du Comité, « ressortit » sa motion de l'année précédente, la Convention non seulement passa de nouveau à l'ordre du jour, mais même, après une sévère réprimande de Merlin au nom du Comité, repoussa la simple réimpression de cette motion, comme étant contraire au principe d'absolue non-intervention.

Aussi, après diverses consolations purement verbales, divers compliments de la part du Comité à l'adresse de la Pologne, après quelques soupirs et remontrances du vieux Barthélemy, le fossoyeur des « pauvres Polonais », remontrances poliment déclinées par Hardenberg, fut heureusement signé à Bâle le mémorable traité franco-prussien d'avril 1795, complété par le traité de « démarcation » de mai 1795. Ce traité célèbre constituait un acquiescement général aux conquêtes de la France, en Hollande et sur la rive gauche du Rhin. Par contre, il ne contenait pas la moindre mention de la Pologne, bien qu'il eût été conclu au prix de l'asservissement de celle-ci et qu'il en constituât l'affreuse rançon.

Le premier grand acte international qui consolidait la France révolutionnaire, fut acheté au prix du dernier acte international qui ensevelissait définitivement l'Etat polonais.

Entre ces deux phénomènes, il y avait une étroite relation causale, pudiquement dissimulée, il est vrai, par les parties contractantes de Bâle. La réalisation des marchés de Bâle, relatifs au Rhin, fut hâtée par les négociations parallèles de Pétersbourg au sujet de la Pologne.

Inversement, la pacification de Bâle facilita la réalisation du

troisième partage de la Pologne. Déjà précédemment, les tragiques complications polonaises, à la veille du second partage, à l'automne de 1792, puis au temps de la Diète de Grodno, dans l'été de 1793, enfin lors de l'explosion de l'insurrection de Kosciuszko, au printemps de 1794, avaient été non sans succès exploitées par la France qui avait réussi, de la sorte, à écarter d'elle la menace des armes prussiennes. Actuellement, et de même, pour la quatrième fois, en vue de la laborieuse conclusion d'un traité avec la Prusse, on avait exploité avec succès les spasmes de l'agonie et la spoliation des derniers restes de la République entre les années 1794 et 1795. Le dernier acte de partage, désormais inévitable, arrivait d'un pas rapide.

Les deux associées de la Russie ne purent empêcher que celle-ci s'attribuât la part du lion pour avoir vaincu l'Insurrection. D'autant plus acharnées furent les querelles qui éclatèrent entre la Prusse et l'Autriche à propos des restes laissés par la Russie : vraies querelles de rapaces commencées bruyamment en décembre 1794, à Pétersbourg, ces discussions furent bientôt terminées sans bruit par le traité secret austro-russe de janvier 1795. Ce traité fixait d'avance les limites du troisième partage de la Pologne et reconnaissait à l'Autriche le principal objet des convoitises prussiennes, Cracovie. Il contenait en même temps le renouvellement des anciens pactes joséphins, vieux de dix années, et l'annonce de conquêtes turques à faire par la Russie, éventuellement aussi par l'Autriche, indépendamment du butin des dépouilles de Venise qu'on lui promettait. En même temps, ce qui est plus grave, il annonçait la menaçante *alliance des deux Empereurs*, dirigée contre la Prusse, et qui avait pour but de maintenir celle-ci, au besoin par la force des armes, dans les limites qui lui étaient tracées. Il se créa de la sorte un état de crise latente entre l'alliance austro-russe renouvelée et la Prusse isolée. En même temps, il est vrai, la Prusse assurait ses derrières par la paix avec la France, qui devenait libre d'exercer sur l'Autriche une pression militaire d'autant plus

forte. C'étaient là les deux facteurs, étroitements liés entre eux, sous l'influence desquels put s'accomplir, d'un rythme précipité, la liquidation suprême.

Les deux cours impériales découvrirent leur jeu, et communiquèrent à la Prusse, surprise, le traité de partage. La Prusse dut se résigner. Elle commença à se quereller avec l'Autriche à propos « d'âmes » et de « milles », sous le super-arbitrage de l'Impératrice, qui mettait aux enchères et faisait hausser les deux concurrents. Vinrent ensuite « l'accession » forcée de la Prusse, le démembrement de toute la Pologne, l'abdication de Stanislas-Auguste, les opérations finales : remise des territoires et tracé des frontières. En vertu des « actes de partage » de janvier et d'octobre 1795, « des actes d'occupation » de janvier, des actes d'arbitrage d'août, décembre 1796 et janvier 1797, fut accompli le troisième partage. La Russie prit 2000 lieues carrées avec Wilno et deux millions et demi d'habitants ; l'Autriche environ mille lieues, avec Cracovie et un million d'âmes ; la Prusse le reste avec Varsovie et 900 mille habitants. La Russie avait reçu en tout 8.500 lieues carrées, la Prusse et l'Autriche environ 2.500, avec une population respectivement de 7, 3 et 4.000.000. Au moment où la jeune République française atteignait heureusement ses « frontières naturelles » tant désirées, sur le Rhin, les Alpes, les Pyrénées, à l'autre extrémité de l'Europe disparaissaient l'antique République polonaise et ses frontières historiques

CHAPITRE IV

AU LENDEMAIN DES PARTAGES

Non seulement un Etat séculaire disparaissait ; mais son nom même, le nom immortel de la Pologne devait être, lui aussi, effacé. On créait sur ses territoires une Russie blanche, rouge ou lituanienne, une vieille et nouvelle Galicie et Lodomérie, une Prusse occidentale, méridionale, une nouvelle Prusse orientale. Par un article secret, additionnel au dernier traité de partage, était expressément consacrée « la nécessité de supprimer tout ce qui aurait pu rappeler l'existence du Royaume de Pologne ». Par le même texte, les trois puissances partageantes s'obligeaient solidairement à ce qu'aucune d'elles n'employât jamais, sous aucun prétexte, dans ses titres de droit public l'expression de Pologne, car « cette expression demeure à tout jamais supprimée ». Cette interdiction solennelle qui supprimait ainsi, jusqu'au nom même, toute trace de la couronne et de la nationalité polonaise, n'était point dictée par la crainte de la Pologne désarmée, brisée, enterrée. Les trois États copartageants se l'étaient imposée avant tout par la crainte mutuelle qu'ils s'inspiraient. Ils voulaient de la sorte éviter que l'un d'eux ne tentât de faire revivre la Pologne à son profit et au détriment des deux autres, de reprendre la part de ceux-ci et de reconstituer l'ensemble sous sa propre autorité. Cette crainte n'était pas vaine. Elle était très fondée au contraire, fondée sur les rapports des co-partageants entre eux et avec la question polonaise, et justifiée par l'histoire des complications qui avaient précédé et accompagné l'acte final du partage (9).

Ainsi en Russie, bien que cet Etat se fût enrichi le plus aux

dépens de la Pologne, augmentant sa population d'un quart, l'opinion était loin d'être unanime en ce qui concerne le partage de la Pologne. Lors du dernier démembrement, la Cour de Vienne avait employé temporairement la clique du favori Zoubov, véritable cheville ouvrière des deux derniers partages où ces courtisans voyaient surtout une alléchante occasion de gagner des centaines de milliers « d'âmes », sans qu'il leur en coûtât rien, et plusieurs millions de « biens confisqués » et de « biens des starosties » polonaises. Par contre, certains hommes politiques importants comme les Vorontzov, les Bezborodko, les Panine et beaucoup d'autres, et principalement les militaires comme le vieux Roumiantzev, Repnine, le vainqueur de Kosciuszko, Fersen, le conquérant de Varsovie, Souvorov, condamnaient hautement le démembrement de la Pologne, comme étant contraire à la raison d'Etat supérieure de la Russie, contraire aux vastes plans de Pierre le Grand, qui comportaient l'annexion de la République toute entière. Du côté polonais, non seulement Stanislas-Auguste descendu du trône, mais même le leader politique de la Grande Diète et de l'Insurrection, Ignace Potocki, *in extremis*, après l'assaut de Praga n'hésita pas, dans cet esprit, à soumettre à Souvorov une importante proposition. Il exprimait le vœu que la Russie conservât la couronne polonaise, et la remît au petit-fils mineur de l'Impératrice, le grand-duc Constantin. Souvorov, au début, appuya ces projets. Il voulait absolument conserver Varsovie. Il s'y était installé à demeure ; dans le mois qui suivit le massacre de Praga, il y célébra la fête onomastique de Catherine, il reçut en présent de la ville un précieux écrin avec une inscription en brillants « Au Sauveur de Varsovie ». Il rassurait et cajolait — du moins quand il n'était pas en état d'ivresse — les populations de toutes les classes. Il fraternisait avec les frères Polonais ; il participait personnellement aux jeux populaires organisés par lui pour les habitants de Varsovie ; il payait généreusement, en espèces, toutes les emplettes de son armée, il invitait à sa table des généraux polonais et disait pis que pendre des

Prussiens. En même temps, à l'étranger, le vieux délateur aux gages de Catherine, sa créature, son homme de confiance parmi les « philosophes » français, le baron Grimm, lui conseillait de ne point effacer complètement le nom polonais de la liste des nations, mais de se proclamer Reine de Pologne. Il lui offrait dans ce but les services d'un certain Gliszczynski, un émigré polonais retiré à Dresde, prêt à organiser immédiatement, pour le compte de la Russie, une nouvelle insurrection contre la Prusse dans les territoires qui lui avaient été attribués. « Tout ce qui vit en Pologne, affirmait Grimm, serait au comble de ses vœux... La Prusse méridionale, peut-être même la Galicie, voudrait appartenir de nouveau à ce royaume de Pologne sous le sceptre russe ».

L'Impératrice modérait cet enthousiasme et retardait cet élan. Elle blâmait la courtoisie de Souvorov à l'endroit de la Pologne; elle lui ordonna d'envoyer les chefs de l'Insurrection, avec Kosciuszko et Ignace Potocki à leur tête, dans les prisons de Pétersbourg. Elle ordonna, à la suite de l'Insurrection, une répression pénale qui aujourd'hui encore n'est pas assez connue dans ses horribles détails : des centaines de condamnations à mort, des fusillades, des pendaisons, des exécutions par la roue, l'envoi en Sibérie des insurgés, par dizaines de mille, des confiscations, des violences sans nombre, une persécution religieuse inouïe, l'extirpation violente de l'*Union* dans les territoires lituano-russes. Catherine nourrissait une haine instinctive pour la Pologne, une haine que rien n'assouvissait. Du reste, alors déjà, à la fin de son long règne, moins maîtresse de soi et de sa politique, elle semblait parfois retomber presque en enfance, fauchée par les abus, l'âge, la maladie. Et elle était sous l'influence toute-puissante de Zoubov, acharné à son œuvre de spoliation. Elle considérait la question polonaise comme définitivement liquidée pour elle par le troisième partage. Par contre, elle eût été heureuse d'entreprendre maintenant la liquidation de la formidable affaire turque, et de couronner son règne par la réalisation de son cher projet grec si longtemps caressé. Ayant

étouffé la révolution française à sa manière et à son profit sur la Vistule, elle comptait maintenant, et pareillement, l'écraser sur le Bosphore, réservant à l'Autriche et à la Prusse son écrasement immédiat sur le Rhin. Mais précisément pour cette raison, elle brûlait d'un courroux d'autant plus grand vis-à-vis de la cour de Berlin, qui depuis longtemps lui était odieuse, et qui, par la paix de Bâle, conclue avec la France, contrariait ses plans, et regagnait sa liberté d'action. Aussi, pendant tout un temps, dans l'été de 1795, lorsque devint aiguë la crise du partage, à Berlin, Catherine très sérieusement, pensait à frapper la Prusse. L'attaque principale, c'était Souvorov qui en était chargé. Il devait marcher sur Berlin ; Repnine, par une marche de flanc, devait s'avancer de la frontière lituano-courlandaise vers Königsberg. L'Impératrice fomenta alors, secrètement, des mouvements populaires en Silésie, à Gdansk (Dantzig) et dans la Pologne prussienne. Elle se préparait même, en cas de besoin, à lâcher contre la « le gros roi » Kosciuszko prisonnier. Finalement, grâce aux concessions de la Prusse, à l'heureux aboutissement des marchandages de Pétersbourg, cette menace de guerre fut écartée. Souvorov, contraint, à son grand regret, de rendre Varsovie aux Prussiens, s'efforça au moins de la leur laisser dans l'état le plus mauvais et le moins sûr, vidée à fond et soulevée contre les nouveaux maîtres prussiens.

A cette époque Catherine, fidèle à son rôle qui était en apparence, celui de l'ennemie la plus acharnée de la Révolution française, donna l'hospitalité, chez elle, à Pétersbourg, aux princes de Bourbon exilés. Elle permit aux émigrés français de s'organiser militairement dans la zone polonaise. Elle conclut avec l'Angleterre et l'Autriche de nouveaux et étroits pactes d'alliance, leur faisant espérer de jour en jour, l'envoi de forts contingents russes sous les drapeaux de la Coalition. Mais en réalité, elle ne perdait pas de vue la liquidation turque, beaucoup plus importante pour elle. Depuis longtemps elle préparait en secret un prétexte pour son changement subit de front; elle s'apprêtait à remplacer l'intervention promise,

l'imaginaire expédition contre la France, au profit de son alliée, par une expédition réelle, mais à ses fins particulières. Comme elle avait marché contre l'Insurrection, elle s'apprêtait à marcher contre la Porte. Or ce prétexte d'agir pour son compte, dans l'intérêt exclusif de la Russie, dans les Balkans et non point sur le Rhin, la Pologne devait de nouveau le fournir, la Pologne, l'éternel bouc émissaire. Comme, à l'époque de Bar, une incursion armée des Polonais en Podolie avait provoqué la première guerre turque de Catherine, maintenant, les troubles révolutionnaires polonais, en éclatant en Valachie, sur la frontière turque, devaient provoquer, au moment voulu, la troisième guerre de Turquie. De plus, la Russie faisait, comme on dit, d'une pierre deux coups. Indépendamment des conquêtes qu'elle se promettait de faire sur la Porte, elle avait en vue une autre conquête, celle-là peu lointaine. Il s'agissait de réaliser à l'amiable, pour le bien de l'Autriche alliée, une occupation conservatoire des cercles galiciens menacés par les troubles polonais. Déjà, sous ce prétexte, elle s'était installée dans la Vieille Galicie, c'est-à-dire à l'extrémité orientale du pays où vivait une population surtout ruthène — objet, depuis longtemps, de la cupidité du Cabinet et de l'Etat major russes. L'idée même, grande et séduisante, d'un rattachement de toute la Pologne à la Russie, sous un sceptre commun, cette idée fut provisoirement écartée. Mais on la mit de côté comme une arme offensive non négligeable en de certaines circonstances.

En ce qui concerne l'Autriche, poussée par la Prusse au premier partage, écartée du second, et désavantagée dans le troisième, elle était au fond la moins satisfaite de l'opération. Agrandie quant au territoire et à la population d'un dixième à peine, elle gagnait deux fois moins que la Russie, et relativement, infiniment moins que la Prusse. Dans l'associée russe, elle avait, il est vrai, une alliée temporaire, mais peu sûre et menaçante pour l'avenir. Dans l'associée prussienne elle conservait une ennemie irréconciliable, immensément

renforcée. Le plus mauvais côté de la situation de l'Autriche était cette circonstance qu'en présence de la Russie occupant la plus grande partie de la République, en présence de la Prusse qui tenait le cœur de la Pologne, la capitale, Varsovie, le gouvernement autrichien ne se sentait pas en sécurité dans ses possessions galiciennes. Il se considérait comme un détenteur provisoire plutôt que comme un propriétaire définitif. Il envisageait la possibilité de les perdre sous une pression à laquelle il ne pourrait résister. Et même il comptait sur des compensations éventuelles : la Vénétie, la Lombardie, la Bavière ou la Serbie — fort douteuses il est vrai, étant donnée la tournure malheureuse que prenait la guerre contre la France.

Sous l'influence de ces inquiétudes, en Autriche comme en Russie — avec quelques différences de point de vue — certains cercles de militaires et de courtisans considéraient le partage de la faible Pologne et la substitution à cette Pologne d'un puissant voisinage russo-prussien comme une lourde faute politique. De là, certaines tentatives viennoises, d'ailleurs fort improvisées et parfois très ambiguës, qui se produisirent vers la fin de la Diète de Quatre ans et ensuite au début de l'insurrection, et qui visaient à trouver pour l'Autriche, un appui en Pologne même. On caressait à Vienne des projets vagues et hasardeux de résurrection de la Pologne par l'Autriche. Tantôt l'on songeait à réunir sur la tête de l'empereur, d'après le modèle hongrois, les couronnes d'Autriche et de Pologne, tantôt l'on voulait octroyer la couronne polonaise à l'un des archiducs, en première ligne au frère cadet de l'Empereur, l'archiduc Charles. Dans cet esprit, au temps de l'insurrection, des efforts considérables furent faits, que Kosciuszko n'ignora point; et les influents princes Czartoryski, qui avaient des relations secrètes avec l'insurrection, jouèrent un certain rôle dans cette affaire. Y participa surtout le chef de cette maison, le vieux prince Adam Casimir, lié d'amitié depuis longtemps avec la cour de Vienne, jadis général des terres podoliennes, ensuite

feld-maréchal autrichien et magnat hongrois. Y participèrent aussi des nobles polonais possessionnés dans la partie annexée à l'Autriche, et qui étaient en contact avec les cercles de la cour et du gouvernement de Vienne, l'ardent Valérien Dzieduszycki, le circonspect Joseph Maximilien Ossolinski, le noble Stanislas Soltyk. Ce dernier avait été envoyé à Vienne, avec une mission secrète de cette nature, par le gouvernement insurrectionnel, et l'on négociait confidentiellement avec lui. Aussi, lorsque vint la défaite de l'insurrection, se couvrit-on vis à vis de la Prusse et de la Russie en infligeant au négociateur des arrêts peu rigoureux. A ce jeu, l'Autriche du moins gagna ceci, qu'ayant attiré amicalement, et mis à l'abri du « cordon » qui sauvegardait sa neutralité, plusieurs milliers d'hommes de l'armée révolutionnaire battue, elle les fit entrer par séduction ou pression, dans les rangs de sa propre armée. Ensuite, fort discrètement, elle sortit de ce jeu extrêmement *risqué* à tous égards, — sans l'abandonner tout à fait : elle mit simplement de côté en cas de besoin, comme une arme défensive qui pouvait encore servir, cette politique à double tranchant.

Quant à la Prusse, bien que les partages lui eussent apporté le plus sérieux des avantages politiques, en lui donnant enfin la cohésion territoriale qui lui manquait, en doublant, et au delà, sa superficie, bien que ces partages eussent été pour elle une question vitale, une « question de puissance », cependant le démembrement présentait également pour elle, si l'on y regardait de près, de graves inconvénients. La Prusse, avec Varsovie, avait englobé la masse la plus compacte de population purement polonaise, la source la plus généreuse de traditions vivantes et d'esprit national polonais. Elle était devenue un Etat aussi polonais qu'allemand. A ce point de vue, sa situation était moins bonne que celle de l'Autriche, qui avait pris une part notable, ou celle de la Russie, qui avait absorbé la grande majorité des populations ruthènes et lithuaniennes. Cette infériorité devait paraître encore plus grande, si l'on tenait compte de la

puissance et de l'étendue bien supérieures des Etats russe et autrichien avant les partages. La petite Prusse d'hier, maintenant saturée par l'incorporation de l'élément polonais le plus dense et le plus vivant, ne pouvait penser à le dominer automatiquement, pas plus qu'à l'absorber tout à fait. En même temps elle avait en face d'elle un plus récent ennui, l'alliance des Deux Empires. Elle voyait, d'un côté, une Autriche qui la surveillait jalousement, installée dans Cracovie arrachée aux Prussiens, tout près de Varsovie qui leur avait été livrée. De l'autre côté, se dressait la Russie hostile, la vieille impératrice Catherine, pleine d'une haine inflexible, vindicative et méprisante, qui ne pardonnait à la Prusse ni l'ancienne alliance polonaise, ni la récente paix avec la France, et qui maintenant maîtresse des trois quarts de l'ancienne République polonaise, entourait, minait, menaçait les conquêtes de sa voisine. De ce côté, du côté russe, Berlin avait à redouter un danger terrible, le danger de perdre ses acquisitions polonaises, qui avaient coûté tant de peine, et non seulement la Prusse occidentale, la Prusse méridionale et la partie de la Prusse orientale récemment annexée, mais encore la vieille Prusse orientale, sa possession héréditaire. Car on ne pouvait oublier à Berlin que les armées russes, qui venaient de faire place dans Varsovie aux troupes prussiennes, avaient jadis pendant la guerre de Sept ans, pénétré jusqu'à Gdansk, Königsberg et Berlin même. Dans cette situation difficile et dangereuse, la nécessité s'imposait aux Prussiens de compter avec le facteur polonais dans une mesure jusque là imprévue.

On commença tout d'abord à recruter de force, à racoler par persuasion les débris de l'armée polonaise pour les faire entrer dans les rangs prussiens. Berlin rivalisait ainsi, sans trop de succès du reste, avec l'Autriche plus ingénieuse, et surtout avec la Russie qui, elle aussi, incorporait dans ses cadres ce navrant « butin de guerre », les principaux débris des armées polonaises. En même temps, contre Kosciuszko, ôtage dangereux que gardait Pétersbourg, la Prusse entre-

tenait à Magdebourg, Madalinski, qui, traité avec de grands honneurs, recevait une pension sur le trésor prussien.

On essaya de gagner à la cause prussienne d'autres généraux polonais encore, Grabowski, Gielgud, pour s'en servir à l'occasion : telle fut la contre-partie des séductions analogues entreprises par Souvorov pour le compte de la Russie. On essayait aussi de gagner l'épiscopat polonais ; on y réussit avec le nouveau primat octroyé par la Prusse, le trop docile Krasicki; avec l'évêque de Poznan, le futur primat par la grâce prussienne, qui se hâtait de servir les nouveaux maîtres, l'ex-Targowiczien Raczynski. Enfin, on profita d'une idée dont l'origine était bien suspecte puisqu'elle fut « lancée » par un aventurier, Walicki, mais après tout hardie et significative. Il s'agissait d'une nouvelle alliance des Hohenzollern avec une grande famille polonaise. On alla chercher au printemps de 1795, à Dresde, au milieu de l'émigration polonaise, le peu intéressant voiévode de Wilno, Michel Radziwill, son ambitieuse épouse, et leur fils, Antoine Radziwill, bien supérieur à ses parents, noble et cultivé.

En mai 1798 furent célébrées les fiançailles du jeune Antoine Radziwill avec la sympathique Louise, plus âgée que lui, fille du prince et de la princesse Ferdinand de Prusse. La fiancée, malgré certaines doutes très graves qui planaient sur sa légitimité, était une princesse prussienne de sang royal, nièce du monarque régnant Frédéric-Guillaume II. Ces fiançailles, après des hésitations qui durèrent près d'une année, furent couronnées par le mariage du jeune couple, célébré à Berlin en mars de l'année suivante (1796). Ce sensationnel mariage polono-prussien, mal vu à Pétersbourg, fut par contre admirablement accueilli par l'opinion berlinoise. Ce fut, en grande partie, l'œuvre de l'oncle de la fiancée, le prince Henri, qui s'était remis sur le tard à la politique active, qui avait efficacement contribué à la paix de Bâle, et qui témoignait maintenant le plus grand intérêt à la question polonaise.

Cette question, dans la conjoncture d'alors, qui était celle de l'insurrection de Kosciuszko, de la marche prussienne sur

Varsovie, des complications aiguës du troisième partage — cette question provoquait en Prusse un intérêt universel. On s'en occupait non seulement parmi les politiciens de carrière, mais encore dans le public en général, et cela avec une nuance de bienveillance à l'égard de la Pologne ; cette demi-sympathie se marquait surtout parmi la jeunesse, chez les intellectuels et les écrivains. Parfois cette tendance prenait une forme plus sérieuse, comme dans l'écrit célèbre de Kant publié précisément alors, à l'occasion de la paix de Bâle, « *Sur la Paix Perpétuelle* », où le vieux philosophe de Königsberg témoignait, *sub rosa*, à la fois de ses sympathies pour la France révolutionnaire, et de son aversion pour la violence du Partage. A un tel mouvement d'opinion correspondait un sentiment de vive inquiétude, provoqué, il est vrai, par des considérations réalistes autant qu'idéales, et qui naissait dans l'esprit de beaucoup de politiques prussiens, lorsqu'ils examinaient froidement le bilan des Partages et la situation périlleuse que ceux-ci avait créée pour la Prusse, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur : difficulté de « digérer » les nouveaux territoires polonais, danger du voisinage des co-partageants.

A Berlin, les anciens partisans du traité avec la Pologne, que la Prusse avait violé, les partisans de ce règlement de comptes, par les armes, avec la Russie et l'Autriche, qui n'avait jamais eu lieu, commençaient à s'agiter et à faire entendre de graves avertissements. On insistait surtout sur les résultats négatifs du partage, sur les intolérables menaces des deux associées, surtout sur la menace russe. On faisait entendre que pour écarter cette menace, le mieux serait de réparer, dans une certaine mesure, l'erreur du partage, en plaçant la Pologne, d'une manière ou de l'autre, sous l'égide prussienne, grâce à l'appui, récemment acquis, de l'amitié française.

Le vieux prince Henri se faisait ostensiblement l'avocat de ce projet. Il qualifiait de brigandage le démembrement de la Pologne, qui était pourtant son œuvre. Il disait ouvertement que la Prusse devait, dans son propre intérêt, « ranimer

le cadavre de la Pologne, tant qu'il était encore chaud ». Il considérait « la reconstitution de la Pologne comme indispensable pour la monarchie prussienne » ; il assurait à Antoine Radziwill qu'il « espérait que la Pologne serait reconstituée, et reconstituée par la Prusse ». La cour, les salons, les généraux tenaient des propos pareils et plus énergiques encore. Bientôt, on commença même à proposer des candidatures prussiennes au futur trône polonais. On nommait particulièrement le second fils du roi, le prince Louis-Ferdinand, frère d'Antoine Radziwill. En réalité, tous ces projets téméraires n'avaient rien de commun avec la véritable politique du Cabinet prussien. Ils résultaient d'une conjoncture passagère : l'inimitié déclarée de Catherine. La mort de l'Impératrice, arrivée enfin au terme de sa carrière, l'avènement de son successeur, l'ami de la Prusse, Paul Petrovitch, firent perdre à ces desseins toute importance actuelle. On les mit en réserve pour un avenir imprévu, comme une arme à deux tranchants, offensive et défensive.

II

La Pologne, physiquement coupée en trois tronçons, subit un démembrement moral correspondant à celui-là. Il provenait d'une contrainte sociale et politique qui s'exerçait d'une manière particulière dans chacune des régions annexées, mais qui pesait sur toutes trois. Cette situation fut exploitée à la fois par chacune des puissances partageantes, usant de l'appât d'une restauration sous ses auspices. Et chaque puissance, à cet effet, recourut aux mêmes séductions. L'aristocratie polonaise fut la victime et l'instrument de ce déchirement moral. Elle était partout en contact personnel avec la cour, avec le gouvernement. Elle était au plus haut degré dépendante de la faveur du Souverain et de l'Etat. La masse même de ses possessions la vinculait, l'exposait à tomber en tutelle. Elle était prisonnière de la clause du dernier partage qui supprimait l'indigénat mixte et qui rendait obligatoire l'option

immédiate de nationalité ainsi que la vente, dans un délai de cinq ans, des biens situés au-delà de la frontière. Voilà pourquoi l'aristocratie polonaise resta presque entière dans la coulisse pendant le dernier acte de la tragédie nationale. A part d'honorables exceptions, relativement peu nombreuses, elle fut presque absente de l'insurrection de Kosciuszko. A présent, dans cette période si sombre et si difficile, au lendemain de la disparition de la République, elle devenait la principale complice des co-partageants, et secondait leurs efforts contre l'unité et l'indépendance de l'esprit national. Ce serait d'ailleurs une grave injustice que d'attribuer partout à cette attitude la même mesure de responsabilité et de faute. Trop différentes sont les influences qui étaient à l'œuvre. Le plus souvent, c'était l'égoïsme pur, la maxime vulgaire *ubi latifundia, ibi patria*. Parfois c'était le souci plus grave de sauver de grandes fortunes immobilières, constituant de véritables richesses nationales. Mais le plus souvent, il y avait bonne volonté foncière, manque de résistance individuelle, manque de foi dans l'avenir de la nation, crédulité, illusion, aveuglement.

En tous cas, pareille attitude de la part des grands propriétaires, toute de soumission opportuniste vis-à-vis des nouveaux pouvoirs, devait réagir sur l'orientation politique de la masse dans chacune des « parts » russe, prussienne et autrichienne, et contribuer à différencier, à asservir les populations.

C'est dans la zone russe que les hautes sphères de la société servirent le plus efficacement le nouveau gouvernement. Là, spécialement en terre ruthène, étaient demeurées très vivantes les forces oligarchiques de Targowica qui recevaient le mot d'ordre de Pétersbourg. Elles s'unissaient avec certaines tendances particularistes, centrifuges, qui avaient toujours existé en Lituanie. Cette inclination russophile était très prononcée dans la noblesse rurale et par un réseau très développé d'alliances de famille, elle dépassait les deux autres frontières. Dans la partie autri-

chienne étaient à l'œuvre d'autres éléments aristocratiques moins puissants peut être, mais importants tout de même, surtout à l'Est, et gravitant vers Vienne. Ils renforçaient les courants joséphino-révolutionnaires qui régnaient parmi les patriotes de là-bas. Dans la « partie prussienne », la grande noblesse était beaucoup moins représentée que dans les deux autres, parce que c'est là qu'elle avait le moins de propriétés. Rattachée elle-même artificiellement à Berlin, elle s'appliquait de son côté, dans la mesure du possible, à influencer dans ce sens la petite noblesse et la bourgeoisie, relativement plus nombreuses ici qu'ailleurs.

Mais, qui plus est, l'aristocratie, toute-puissante, récemment encore, dans la vie publique polonaise, jouait maintenant un rôle moins visible, mais toujours éminent, en dehors du pays. Dans cette posthume vie de parti transplantée dans l'émigration, le phénomène prenait parfois des aspects étonnants. Ainsi par exemple, Félix Potocki, qui habita Hambourg quelque temps après la ruine de sa patrie, correspondait de là, sur le ton de la plus grande soumission, avec Catherine et Zoubov, et en même temps donnait des banquets en l'honneur des victoires de la Révolution française ; il entretenait des relations intimes avec des émigrés de l'espèce de Turski le Sarmate et de Xavier Dombrowski. Simultanément, dans ce même Hambourg, comme à Dresde, à Paris, en Turquie, en Italie, bref dans les divers centres de l'émigration, circulaient, furetaient partout des agents de divers autres Targowiciens notoires, et de l'ex-roi Stanislas Auguste, prisonnier à Grodno. Mais le plus souvent cette influence politique de la noblesse s'affirmait d'une manière moins équivoque, d'une manière plus normale et plus simple. Elle était inévitable d'ailleurs, étant données, d'une part, les relations personnelles très étendues des Magnats, d'autre part, la composition hétérogène et la misère désespérée de l'Emigration. Dans quelques cas, ce fut avec un profit positif pour la cause. Mais cette action de la noblesse à l'étranger eut en général des résultats fâcheux, parce qu'elle manqua d'unité comme d'in-

dépendance. Les oppositions personnelles et les conflits d'idées se compliquèrent et s'envenimèrent d'une façon inouïe. Ces querelles sont le malheur de toute émigration. Elles affligèrent surtout cette infortunée et grouillante émigration de 1795, que la disparition de l'Etat lui-même privait de ressources, de boussole et de gouvernail.

Cette émigration d'après la ruine de l'Insurrection et le Troisième Partage, tout au rebours de ce qui s'était passé après l'abolition de la Constitution de Mai et le Second Partage, avait été une émigration non des chefs, mais de la masse. Beaucoup de personnalités distinguées de la Diète de Quatre ans, du type conservateur modéré, comme l'ancien président de la Diète, Malachowski, considérant la Constitution de Mai comme leur dernier mot, leur chef-d'œuvre, ne s'étaient pas mêlées, par principe, de la direction de l'Insurrection et après sa chute, restèrent au pays. Les chefs de l'Insurrection, comme Kosciuszko, Ignace Potocki et tant d'autres, étaient maintenant en captivité, surtout dans les prisons russes. Dans l'exil se précipitait une masse de personnages de second ordre, civils, et nombreux militaires, acteurs et victimes de la dernière lutte insurrectionnelle. Les moins compromis restaient à proximité du pays, à Dresde et Leipzig. Un groupe formé des plus audacieux arriva jusqu'à Paris. Là, l'agent de l'ancien gouvernement insurrectionnel, et plénipotentiaire de Kosciuszko, Barss, formait avec quelques amis l'Agence polonaise. Cette Agence avait été reconnue par le gouvernement français, trop tard, c'est à dire après la défaite de l'Insurrection ; c'est pourquoi nombre de Polonais mettaient eux-mêmes en doute son autorité. Les plus remuants, ceux qui s'obstinaient dans les illusions d'un soulèvement et d'une intervention de la Suède et de la Turquie contre la Russie, se rendaient pour la plupart aux points d'observation et d'action les plus commodes : dans les républiques de Hambourg et de Venise.

A Venise, notamment, s'établit bientôt le foyer principal de ce dernier groupe d'émigrés, qui n'était ni le moins ardent ni

le moins dévoué, mais qui était sans doute le moins réfléchi et le moins discipliné. Là se rassemblèrent tout d'abord les chefs les plus distingués par le nom et la fortune, Pierre Potocki, le maladroit ex-ambassadeur de la République auprès de la Porte, patriote zélé, mais tête faible ; passagèrement, le frère d'Ignace, Stanislas Potocki, qui se rendait à Rome ; Michel Oginski, Charles Prozor et d'autres, originaires surtout de la nouvelle Pologne russe. Livrés dans leurs foyers, sous la domination de la Tsarine, à la persécution, à une perte certaine, ils étaient naturellement animés des sentiments anti-russes les plus intransigeants. D'autre part, personnellement, par l'intermédiaire de Stanislas Soltyk originaire de la Pologne autrichienne, ils étaient en rapports étroits avec les hommes de leur sphère qui résidaient en ces parages, et ils en recevaient une forte influence anti-prussienne. Autour d'eux s'étaient groupés de nombreux émigrés d'un rang social moins élevé. On y rencontrait un des radicaux de l'Insurrection, l'abbé François Dmochowski, le néophyte suspect Lewkowicz et d'autres. On y vit aussi tout un groupe de vaillants militaires, dont quelques-uns, comme le capitaine Lipczynski, se rendirent à pied de Pologne à Venise et finirent par rejoindre l'armée d'Italie. Plus d'un, dans un rang modeste, manifestait déjà de brillantes qualités de l'esprit et du cœur, comme le major Liberadzki, adoré de ses compagnons d'armes. Arrivèrent aussi à Venise quelques généraux polonais, Kolysko, Wyszkowski, Lazninski, les deux premiers très méritants, le troisième plutôt louche.

C'était là une sorte de gauche insurrectionnelle *in partibus* qui dépassait non seulement le libéralisme de la Constitution de Mai, mais aussi le modérantisme social du chef de l'Insurrection. C'était une réunion d'hommes aux idées très avancées, et de caractères très divers. Il ne manquait point parmi eux d'âmes brûlant du feu sublime du désespoir, et qui sincèrement attendaient le salut des masses populaires qu'elles voulaient révolutionner. Mais il ne manquait pas non

plus d'hommes faibles, sans valeur, et d'autant plus ambitieux et acharnés, ni même de brouillons très suspects, gâtant et troublant tout, querelleurs et simples chevaliers d'industrie qui abusaient de la bonne volonté et de l'ignorance de ces grands seigneurs, épaves de l'émigration.

Ce groupe, ou plutôt ce ramassis chaotique, était travaillé par d'obscures et incessantes influences autrichiennes, qui émanaient des milieux galiciens, loyalistes à la fois et radicaux, en contact avec lui. Là, l'écrivain des *Soirées Galiciennes*, un abbé radical, par la bouche du sage Polonais Evandre, annonçait à l'imbécile Ariste la nouvelle félicité que les Polonais avaient trouvée sous le sceptre des Habsbourg, « depuis que le manant n'était plus une bête de somme chez le seigneur, mais un homme égal à lui ». Là aussi, un savant latiniste, au nom du Sénat et du peuple de Cracovie, vantait la joie du Sarmate, du paysan polonais, « toujours malheureux », qui avait maintenant trouvé un abri sous l'aile habsbourgeoise. En même temps, là-bas, en Galicie, les premiers citoyens du pays, les meilleurs patriotes, s'étaient laissés prendre comme à la glu aux faveurs de la cour de François 1er et aux séductions de son premier ministre, le vénal Thugut, jadis ambassadeur et organisateur du parti autrichien à Varsovie, parfait connaisseur de la crédulité polonaise. Ces austrophiles galiciens imaginaient toutes sortes de plans pour relever la Pologne à l'aide de la maison de Habsbourg. Leurs desseins et leurs écrits touchaient parfois à l'absurdité, comme ce projet de médiation polonaise qui visait à conclure la paix entre l'Autriche et la France, à faire déclarer la guerre à la Russie par l'Autriche d'accord avec la Suède et la Turquie, pour restaurer la Pologne sous la couronne d'un cadet autrichien !

Les chefs de l'émigration vénitienne, sous l'inspiration de leurs frères de Galicie, et par là, sans s'en rendre bien compte, sous l'inspiration de la cour de Vienne, choisirent comme lieu de rassemblement la maison d'un faux Polonais, d'un étranger ayant reçu l'indigénat polonais, l'époux de la

princesse Sanguszko, un ancien amiral russe, qui, renvoyé par Catherine, s'était mis au service de l'Autriche, le fameux prince de Nassau, établi à Venise. Là ils installèrent le Comité polonais de Venise, sans se préoccuper de l'Agence parisienne de Barss qui n'avait pas leur confiance. Mais ensuite, émus par les nouvelles venant de l'Est, de Pétersbourg, et relatives aux négociations de partage, et par les bruits venus de l'Ouest, de Bâle, et relatifs aux négociations de paix, au début de 1795, « au nom des principes purement démocratiques », que toutefois ils devaient cacher, leur seul espoir de salut étant dans la protection des « cours du Nord », ils s'adressèrent à la France par l'intermédiaire de son ambassadeur auprès de la république de Venise, Lallement. Ils obtinrent réellement le plus bienveillant appui de sa part, comme aussi de la part du zélé Cacault, agent français à Florence, qui déjà annonçait une nouvelle révolution, « de nouvelles vêpres siciliennes » en Pologne. Enfin, au mois de février 1795, ils envoyèrent à Paris Prozor, pour y commencer une grande action politique. Entre autres, Prozor devait appuyer à Paris une idée importante qui à plusieurs reprises déjà, avait été agitée là-bas par des officiers polonais. Il s'agissait de la création d'une légion polonaise au service de la France, au moyen « d'environ 4000 Galiciens prisonniers de guerre,... ce qui aurait entraîné la désertion de tous les Polonais des armées ennemies », aussi bien de l'autrichienne que de la prussienne (10).

A Prozor, arrivé à Paris muni de pouvoirs et de fonds, vint aussitôt se joindre le secrétaire de l'Agence polonaise, le jeune Laroche. C'était un Polonais sincère quoique demi-sang, zélé, actif, mais peu sûr et étourdi. Eliminant son chef, Barss, qui était en butte à la suspicion et à la méfiance, il élabora immédiatement, à l'adresse du Comité de Salut Public, une note officielle. Il lui notifiait l'érection d'un Comité polonais à Venise, la prochaine création d'un autre à Altona. Il demandait pour tous deux l'appui de la diplomatie française à Venise et à Copenhague; il demandait en même temps « l'organisation

de plusieurs milliers de déserteurs polonais qui se trouvaient en France». Le Comité de Salut Public mit dédaigneusement en doute le titre même de la « note », comme impropre, puisqu'il n'existait plus aucun gouvernement polonais. Il refusa de recommander les Polonais à la république de Venise « que les affaires polonaises ne concernaient point », et consentit à peine à une recommandation confidentielle pour le gouvernement Danois. Sur le point capital de l'organisation des légions, le Comité constatait avec dédain que les Polonais parlent un peu « hyperboliquement » de milliers de légionnaires polonais; que, du reste, pour des raisons de principe, « le Comité de Salut Public, ayant ajourné la question de la Pologne dans ses négociations avec la Prusse, ne pourra ni ne voudra prendre aucun parti définitif dans les circonstances actuelles. Une organisation militaire des déserteurs polonais en France serait sûrement une démarche très décisive. » En attendant, des émigrants toujours plus nombreux arrivaient à Paris au printemps de 1795. Les uns venaient directement de la Pologne, les autres avaient passé par Venise; mais la plupart reconnaissaient la prépondérance du Comité vénitien. On vit arriver, entre autres, le chef des brouillons, le tortueux abbé Dmochowski, l'exalté et borné général Giedroyc, le très suspect Xavier Dombrowski et beaucoup d'autres. Mais on vit arriver aussi un plus grand nombre encore de gens simples, prêts à tous les sacrifices pour le pays, errant à tâtons dans les ténèbres de la déroute nationale et de l'exil, se soumettant aveuglément au commandement qui leur était imposé. L'état-major vénitien à Paris se mit en tête de faire de grandes choses. Il acheta un palais, dont le dernier locataire avait été le Vendéen Lescure, palais appartenant au comte Diesbach, lieutenant de la garde suisse du Roi, et qui depuis l'assassinat de cet officier, survenu trois ans auparavant, était resté vide : il était situé Faubourg St Honoré, dans l'ancienne rue des Saussaies. C'est là que fut installé le quartier général polonais. On y organisa des réceptions splendides pour gagner la

faveur des hommes politiques français. Mais, ne pouvant s'accorder avec le gouvernement, c'est-à-dire avec le Comité de Salut Public, on se tourna vers l'opposition.

Le gouvernement de Thermidor se composait surtout d'hommes d'une médiocre valeur morale, épris du pouvoir ou du profit, durs, ambitieux. S'étant débarrassé à la fois des réactionnaires les plus compromettants et des plus violents épigones de la Terreur, ce gouvernement suivait maintenant une voie moyenne, de plus en plus réaliste, qui tendait à assurer les conquêtes intérieures et extérieures de la Révolution. Il avait donc derrière soi la grande masse de la nation française, qui ne voulait ni terreur ni restauration. Il avait surtout le paysan, qui s'était défait de la noblesse et qui, des biens confisqués de l'Eglise et des émigrés, dont la valeur se montait à six milliards, avait acquis la plus grosse part. Par contre, les masses urbaines, surtout à Paris, où, à côté du luxe et de la jouissance qui s'étalaient de nouveau avec toute l'insolence de l'ancien régime, une misère épouvantable s'était répandue, offraient un terrain favorable à la fois aux complots des Jacobins qui voulaient la revanche de Thermidor, et à l'incessante conspiration monarchiste contre la République. Le Comité de Salut Public, presque invisible pendant le jour, travaillant aux Tuileries pendant la nuit, inaccessible, soupçonneux, était sur ses gardes des deux côtés. Et des deux côtés il avait l'œil sur les nouveaux chefs de l'émigration polonaise.

Ceux-ci, partie radicaux, partie austrophiles, joignaient les rangs des opposants parisiens, très mêlés comme eux-mêmes, puisqu'ils comprenaient des jacobins déclarés et des royalistes cachés. Ils se liaient de préférence avec des « girouettes », comme le vénal Tallien, qui passait alors pour le « chef du parti autrichien », le souple phraseur Garat, le faux idéaliste Garran de Coulon et *tutti quanti* Avec ce dernier se lia surtout Pierre Maliszewski, élève et probablement fils naturel du primat Poniatowski, frère du roi Stanislas-Auguste. Maliszewski vivait en France depuis une quinzaine d'an-

nées. Il avait épousé la fille de l'orientaliste Venture. Avec Garran, il publia tout de suite un pamphlet tendancieux sur « l'état ancien et moderne de la Pologne ». Il y dénonçait à la fois les péchés de la Constitution de Mai et de l'Insurrection ; il accusait surtout Ignace Potocki. Il réclamait l'établissement d'une Convention nationale polonaise, les moyens d'assurer des propriétés aux paysans par la vente des starosties et la confiscation des grandes propriétés privées, la fusion de la classe paysanne avec la noblesse, « le partage des biens trop étendus de quelques grandes familles » etc. En même temps on mit en circulation des libelles retentissants contre la politique prussienne du gouvernement français. On fit paraître sans nom d'auteur des « *Considérations* » sur « les rapports des questions polonaises et européennes », sans doute écrites, en tout cas directement inspirées par Dzieduszycki et ses amis galiciens, et une curieuse « *Epître* » du « vieux cosmopolite Syrach à la Convention française ». Ces écrits furent publiés en langue française, allemande et polonaise. On s'y élevait avec violence contre le récent rapport de Boissy d'Anglas, lu à la Convention en janvier 1795, la première annonce publique de la paix à l'opinion française, le prélude de la pacification franco-prussienne de Bâle. Par contre, on y recommandait chaleureusement la paix franco-autrichienne, on s'y déclarait énergiquement contre la Prusse et la Russie, on y sacrifiait à la fiction d'une Pologne restaurée et dressée contre ces deux Etats, par la France et l'Autriche alliées (11).

Bientôt, à la nouvelle de la conclusion de la paix de Bâle, le pauvre Barss fut poussé par des compatriotes plus influents et trop *exaltés*, à remettre au Comité de Salut Public, dès le mois d'avril 1795, un mémoire très violent au nom de la Pologne. On y exposait avec d'amers reproches que « l'Insurrection des Polonais a accéléré la paix de la République avec le roi de Prusse, en forçant celui-ci à quitter les bords du Rhin. Le résultat de cette Insurrection a été la ruine de la Pologne. Elle avait pour but de reconquérir l'indépendance

mais elle n'a été entreprise que d'après l'espérance de recevoir des secours de la part de la République française. Malgré la neutralité à laquelle les Polonais ont été forcés envers l'Autriche — un désaveu bien caractéristique des tendances austrophiles — ils n'ont jamais reçu des secours de sa part... Après tous ses sacrifices le peuple polonais se vit oublié dans le traité (de Bâle) qu'il a accéléré. » Le Comité, en réponse à ces plaintes certainement justifiées, mais vaines, décida de n'entreprendre aucune démarche au profit des Polonais, de leur donner seulement « de bonnes paroles », afin de ne pas les pousser « au désespoir », puisqu'ils pouvaient encore être employés dans les affaires de l'Autriche, de la Turquie et de la Suède. A la fin de mai, au milieu du violent conflit provoqué par le troisième partage entre la Prusse d'une part, et la Russie et l'Autriche de l'autre, le gouvernement français se borna à envoyer Parandier à Altona, avec la moitié d'un maigre subside, réservant l'autre moitié pour la correspondance secrète avec la Pologne.

Le Comité de Salut Public lui-même était alors dans une situation très difficile. Menacé pendant ce printemps par les dangereux troubles ouvriers et les mouvements jacobins de germinal et de prairial, tandis que la conspiration royaliste attendait son heure, il avait la plus grande peine à s'en tirer sain et sauf. En même temps, il entreprenait — œuvre importante, délicate et pleine de risque — de clore définitivement l'ère révolutionnaire par l'établissement de la nouvelle constitution directoriale. Cette Constitution fut discutée dans la Convention au cours des mois d'été 1795. Elle fut immédiatement en butte aux attaques de tous les éléments de l'opposition, radicaux et monarchistes, qui voulaient ainsi abattre le gouvernement. Sur ces entrefaites Barss, qui seul, en sa qualité d'agent polonais officiellement reconnu, avait accès au Comité, lui soumit à la fin de juillet un nouveau mémoire. Il y notifiait l'unification, accomplie au sein de l'émigration polonaise, de ses fractions de Venise et de Paris. Il annonçait la résolution qui avait été prise

d'envoyer un représentant à Constantinople, poste auquel avait été désigné Oginski, comme aussi à Stockholm et à Copenhague. Il demandait enfin, pour les envoyés polonais dans ces capitales, l'aide et la collaboration des ministres français qui y étaient accrédités. Le lendemain, premier anniversaire du coup d'Etat de Thermidor, il y eut un banquet chez Tallien, banquet organisé par l'opposition anti-gouvernementale, avec laquelle se compromettaient chaque jour davantage las têtes les plus chaudes de l'Emigration polonaise. Des toasts chaleureux furent portés à tous les martyrs de la liberté et notamment au général Kosciuszko. Le Comité de Salut public, qui venait précisément d'exclure Tallien de son sein, et qui se trouvait renforcé par la rentrée de Sieyès, Merlin, et Reubell, répondit à Barss, au début d'août 1795: réponse très vague et prudente, où il exprima cette idée qu'on était prêt à recevoir des informations des envoyés polonais, mais sans pour cela donner des instructions détaillées, ni faire les recommandations désirées aux ministres français.

A la fin d'août, le jour même où la Convention adoptait la nouvelle Constitution directoriale, une cérémonie importante s'accomplit au sein de l'émigration polonaise de Paris. Sous l'impulsion de quelques ingénieux metteurs en scène, et avec la participation moins consciente des plus nobles éléments de l'Emigration, on procéda à un pompeux acte de fondation. Une vingtaine de personnes se rassemblèrent à l'hôtel Diesbach. Il y avait dans ce nombre,comme je l'ai dit,quelques régisseurs entreprenants, quelques vrais patriotes menés par eux, mais à courte vue, et quelques traîtres fieffés. En l'absence d'un «centre de gouvernement national», cette assemblée choisit dans son sein une Députation polonaise de cinq membres, composée de Mniewski, Prozor, Giedroyc, Taszycki et du régisseur en chef, Dmochowski, naturellement à l'exclusion complète de Barss que ces hommes n'aimaient pas. La Députation devait travailler « au rétablissement de l'existence de notre nation par l'intermédiaire du Gouvernement de la

République française ». Ainsi, en même temps qu'elle s'emparait de la direction des affaires publiques, cette Députation devait entretenir des rapports directs avec le gouvernement français. Or ces rapports, privilège de l'Agence de Barss, que l'on entendait renverser, avaient été interdits jusqu'alors aux personnes qui composaient la nouvelle Députation. L'acte même de la création par la Députation reposait sur un mensonge flagrant. Il se réclamait de la « protection » des ambassadeurs français, soi-disant accordée aux envoyés polonais, dans la dernière réponse du Comité de Salut Public, alors qu'il n'y était pas dit un seul mot d'une telle protection. De plus, le document proclamait : « La République française nous donne des preuves évidentes de l'intérêt qu'elle porte à la cause polonaise ; elle se montre sensible à nos représentations ; par un accueil amical elle adoucit nos souffrances et dans les consolations qu'elle nous prodigue, elle nous indique le fortifiant espoir de la reconquête de la patrie ».

Ce faux évident devait immédiatement recevoir une réponse péremptoire. Le lendemain, quelques heures après l'acte solennel de la Députation polonaise, le Comité de Salut Public donna cette réponse. Le Comité, qui venait de voir avec surprise la Russie et l'Autriche découvrir leur jeu, annoncer le troisième partage, était forcé d'autant plus de compter avec la Russie comme avec une alliée étroite de la cour de Vienne, et désirait exercer par là une pression sur la Prusse. Il jugea donc à propos, dans son nouveau rapport sur la situation générale de la République, soumis à la Convention par le rapporteur Boissy, d'entonner un dithyrambe vraiment fabuleux en l'honneur de Catherine II. « Elle a presque réalisé l'idée d'une représentation nationale;... elle a pris dans Montesquieu toutes les bases de son code, elle a disposé des biens de son clergé et réprimé sa superstition, elle a appelé Diderot et voulu confier l'éducation de son fils à d'Alembert ; elle a tenté de détruire l'esclavage des paysans et n'a pu remporter cette

victoire sur les grands de son empire. Catherine, avec de pareils principes, ne saurait avoir une véritable haine pour une nation courageuse, qui a versé son sang afin d'établir en pratique ces préceptes d'une philosophie, qu'elle a elle-même professée. Notre révolution ne peut lui donner aucune inquiétude... Nous sommes placés, elle à un bout de l'Europe, nous à l'autre; nous n'avons directement aucun sujet de difficulté et de discorde; nous devions donc être amis... »

Le Comité de Salut Public, qui tendait avec une amicale précipitation, avec un salut très bas, sans qu'il en fût sollicité, la main à Catherine II en train de liquider définitivement l'œuvre du partage de la Pologne, était occupé lui-même à liquider définitivement la Révolution française. La Convention terminait le vote de la nouvelle charte constitutionnelle. Cette charte, complétée par les décrets électoraux, établissait comme gouvernement un Directoire de cinq membres, c'est-à-dire l'ancien Comité de Salut Public, seulement plus condensé, et comme représentation nationale les Conseils des Cinq Cents et des Anciens, c'est-à-dire l'ancienne Convention, puisque les deux tiers de leurs membres étaient pris dans son sein. La constitution avait évidemment pour but de perpétuer le pouvoir au profit de la poignée d'hommes qui l'avaient gardé jusqu'alors. Aussi pour l'opposition, qui voulait leur arracher enfin ce pouvoir, l'heure décisive allait sonner : par le plébiscite de septembre, qui serait inévitablement faussé par la pression gouvernementale, la Constitution devait trouver une ratification irrévocable. Paris était alors en pleine fermentation. Un nouveau coup de main contre le gouvernement se préparait. Cette fois, après les vaines tentatives jacobines du printemps, s'apprêtait l'émeute d'automne, l'émeute des modérés, poussés sous main par des royalistes déguisés, agissant sous l'inspiration et pour le compte du prétendant Louis XVIII.

Ce moment critique, où, au milieu des complications et des intrigues les plus ténébreuses, se jouait le sort de la France, ce moment, les hommes d'Etat de la Députation polonaise

crurent pouvoir l'exploiter pour entreprendre une attaque contre le gouvernement menacé. Ils invitèrent à un copieux festin à l'hôtel Diesbach « quelques ventrus de la Convention ». Ils invitèrent notamment Tallien, qui joua dans cette crise un rôle extrêmement équivoque, et des malcontents qui ne se déclaraient point publiquement, de l'espèce de Garran de Coulon et de Berlier ; et ils s'assurèrent leur appui, en profitant, notamment, de la présidence temporaire de ce dernier à la Convention. Ainsi armés, ces finauds de la Députation polonaise organisèrent à la fin de septembre 1795, une offensive brusquée contre la Convention. Ils le firent sous la forme jusqu'alors inusitée d'un complot, dans un secret strictement gardé envers le Comité de Salut Public, et sous le signe des troubles qui se préparaient dans la ville.

A la barre de la Convention s'avança Dmochowski, entouré, d'une troupe nombreuse de patriotes, comme il les appelait, et porteur d'une pétition, très âpre de ton, véritable réquisitoire, plein de reproches. Ces reproches, sans doute, étaient infiniment plus vrais que les louanges menteuses tracées tout récemment par la même plume dans l'acte de la Députation, mais ils étaient intempestifs ; surtout, dans cette forme agressive, au lieu d'ébranler le gouvernement, ils ne pouvaient que l'exaspérer.

« Les Polonais, disait la pétition, désirent reconquérir leur patrie, recouvrer la liberté ; ils n'ont pris les armes que dans l'espérance d'être secourus par les Français qui se sont déclarés solennellement les amis des peuples libres ; s'ils ont succombé, parce qu'ils étaient abandonnés à leurs propres forces, leurs efforts n'en ont pas moins été utiles à la France, en formant une diversion qui a occupé les puissances coalisées et favorisé les progrès des armées françaises. Le despotisme leur a tout enlevé ; il ne leur reste que le cœur ; ils attendent que la République française, obéissant à ses intérêts autant qu'à sa générosité, emploiera son intervention puissante et celle de ses nombreux alliés,

pour rendre à la malheureuse Pologne son indépendance ». « Ces étrangers, poursuit le procès-verbal de la séance, présentent la liste des citoyens qu'ils ont choisis pour traiter avec le gouvernement français. » Et cette présentation de la Députation était certainement l'un des buts principaux de toute l'affaire.

L'apparition inattendue des pétitionnaires polonais fut très mal accueillie par la Convention. A peine Dmochowski avait-il commencé, « qu'un cri général s'éleva, demandant qu'il se tût ou qu'il quittât la barre». Aussitôt, au nom du gouvernement, dans un discours violent, qui s'adressait autant aux pétitionnaires qu'à leurs fauteurs secrets dans le sein de l'Assemblée, Merlin déclara « qu'une pétition de cette nature n'aurait pas dû être admise à la barre avant d'avoir été communiquée au Comité de Salut Public ». Il demanda alors catégoriquement que l'on passât là-dessus à l'ordre du jour, ce qui fut voté par acclamation. Tallien, qui s'était engagé précédemment à soutenir les pétitionnaires, mais qu'intimidait l'attitude énergique du gouvernement et de la Convention, du coup battit en retraite. « Je ne demande pas, balbutia-t-il seulement à la tribune, que l'on discute sur l'objet politique de la pétition », mais « que le président réponde au moins par un mot de consolation à ces hommes. Ne préjugeons rien sur le sort de la Pologne ; mais au moins recevons avec fraternité ces malheureux Polonais». Mais Cambacérès s'éleva durement, au nom du Comité, même contre ces sentimentalités à bon marché. Il dit aigrement qu'il n'était pas permis à la Convention, « par une fausse énergie ou une pitié fallacieuse, de compromettre le sort de la République française», et au milieu de « vifs applaudissements » il insista pour qu'on passât à l'ordre du jour. Lorsque Garran demanda la parole contre cette motion, de « violents murmures » l'interrompirent ; et comme il insistait, il se vit retirer la parole. L'on vota immédiatement le passage à l'ordre du jour. Suivit « une retraite pénible des Polonais » de l'Assemblée. L'attaque intempestive de la Députation polonaise, contre le Gouver-

nement français, comme il était facile de le prévoir, se termina par une honteuse défaite.

Deux semaines ne s'étaient pas écoulées que se déclanchait une attaque infiniment plus sérieuse : l'insurrection réactionnaire de Vendémiaire, dont le succès non seulement eût amené la chute du gouvernement et de la nouvelle Constitution, mais encore, ce qui est plus grave, eût hâté de vingt ans la restauration monarchique. Le danger était grand, une supériorité numérique écrasante était du côté de l'insurrection qui poussait en masse contre les Tuileries les sections de la Garde nationale. Mais soudain, balayant à coups de canon les insurgés, un jeune officier d'artillerie fit pencher la victoire du côté du gouvernement. C'était un officier inconnu du public, qu'on avait au dernier moment, presque par hasard, adjoint à Barras, alors commandant de la force armée gouvernementale, un « petit officier corse ». C'est sur cette victoire d'octobre que le Comité et la Convention terminèrent leur œuvre et leur existence. En même temps ils se métamorphosaient dans les nouveaux Conseils et dans le gouvernement tiré de leur sein, qui siégea au palais de Luxembourg à partir de novembre 1795 : le Directoire Exécutif !

III

Ces événements eurent pour première conséquence de miner complètement la situation de la Députation polonaise honteusement compromise. Par contre la situation du prudent Barss, si combattu par elle, s'en trouva renforcée, aussi bien devant le gouvernement français qu'aux yeux de ses propres compatriotes. Parmi ces derniers, un grand nombre des plus éminents, avec Wybicki et Prozor à leur tête, se rangèrent à ses côtés dès novembre 1795. Ceci entraîna une scission dans le sein de toute l'émigration polonaise et bientôt dans le pays lui-même. La Députation, perdant du terrain à Paris, s'efforça d'en regagner en Pologne, en s'emparant des organi-

sations patriotiques qui étaient restées au pays après la défaite de l'Insurrection de Kosciuszko, ou qui s'y étaient reformées à nouveau. C'est sous son inspiration que fut rédigé à Cracovie, après l'évacuation de la ville par les Prussiens, l'acte de la « Confédération », de janvier 1796. On y avait mis, en tête, « au nom de la nation polonaise », une attestation ardente « de confiance absolue dans la loyauté et... la générosité du peuple français », et en même temps, ce qui était l'essentiel, une reconnaissance solennelle de la Députation comme « pouvoir légalement établi. » Sur le champ, en février, Barss et ses partisans répondirent par une répudiation formelle de la Députation, qu'ils déclaraient « nulle et non avenue ».

On attribuait à cette époque la plus grande importance à la mission d'Oginski à Constantinople. On comptait, d'après les vieilles traditions de la Confédération de Bar, que la France pousserait la Turquie à la guerre, à la guerre contre la Russie, tout en mettant hors de cause l'Autriche, ce qui était significatif pour la politique de la Députation, dont le facteur préféré était la cour de Vienne. Des deux côtés on essaya de s'annexer la mission turque. La Députation, d'une part, interdisait à Oginski de se commettre avec l'Agence. Elle l'éperonnait, l'endoctrinait, lui faisait accroire que la diplomatie polonaise à Paris avait été absolument nulle jusqu'alors ; que, seule, la Députation récemment élue avait pu se faire entendre du gouvernement français... « Nous avons eu déjà des conférences avec les ministres, nous voyons que la France veut sincèrement nous aider. Le ministre nous a assuré que la Turquie va déclarer la guerre à Moscou. Le gouvernement français a promis de négocier pour nous auprès de la Porte pour la somme de 50 millions de livres... » La soi-disant Confédération envoya de son côté à Constantinople le général Rymkiewicz, qui avait servi avec distinction dans l'Insurrection de Kosciuszko, et l'ambitieux Jablonowski. D'autre part, et simultanément, Barss et les dissidents y envoyaient pour leur compte Jean Dembowski, pour veiller sur Oginski

auquel ils envoyaient des injonctions tout-à-fait contraires, des avertissements et des conseils de modération.

Et en effet, la modération était très nécessaire. La Députation et les milieux qui se rattachaient à elle poussaient de toutes leurs forces à une action révolutionnaire en Pologne même, ou tout au moins, à l'apparence d'une telle action. Bientôt, la Députation noua des relations avec la foule des émigrés militaires, qui avaient trouvé refuge en Valachie, comme étant l'instrument naturel d'un pareil soulèvement. Ce soulèvement, comme de juste, était dirigé en premier lieu, non contre l'Autriche, mais, toujours selon le vieil exemple de la Confédération de Bar, contre la Russie. On s'efforçait en général par l'éclat d'un tel coup ou du moins par la démonstration de velléités patriotiques de cette envergure, de battre les adversaires parisiens, au pays même. C'est à cela évidemment, que l'on tenait par-dessus tout. Le contact avec la patrie était le nerf moral et matériel de l'émigration. Les émigrés les plus jeunes et les plus actifs, excellents patriotes, mais politiciens irresponsables, entrèrent ainsi dans une voie purement conspiratrice, plus sentimentale que raisonnable, sans aucun but bien net en dehors de celui-ci : une nouvelle insurrection, n'importe où, n'importe quand, n'importe comment. Ce fut la *Centralisation de Lwow* qui, remplaçant bientôt la fictive Confédération de Cracovie, adopta cette tendance aux complots. Ce nouveau pouvoir, la première *Centralisation polonaise*, poursuivant le mythe d'une insaisissable insurrection, pénétra en effet jusqu'à la Pologne prussienne, jusqu'à Varsovie, et jusqu'à la Pologne russe, jusqu'à Wilno et Luck. Mais la Centralisation ne put rien faire d'efficace. Partout elle était livrée à la trahison et à la provocation qui réussissaient à s'introduire dans tous ses complots. Tout le travail de la Députation et de l'organisation galicienne, qui dès le début fut très trouble et parfois même assez louche, entra bientôt, pour comble de disgrâce, dans le plus fatal des cercles vicieux, dès que la publication de l'alliance austro-russe, dans l'affaire du

Troisième Partage, dissipa jusqu'aux espérances des austrophiles. Cependant, en présence du suprême désastre qui s'accomplissait, continuaient à Paris les efforts désespérés des deux factions émigrées, qui, chacune de son côté, venaient s'asseoir en suppliantes à l'autel du Dieu nouveau, le tout-puissant Directoire.

Le Directoire, à l'intérieur, avait hérité d'une lourde succession. Il devait louvoyer entre la menace radicale et la menace royaliste, lutter contre les deux courants qui existaient toujours dans les nouveaux corps législatifs, surtout contre le courant royaliste qui augmentait rapidement au Conseil des Cinq-Cents. Le Directoire devait combattre aussi la sourde opposition de ses prédécesseurs du Comité de Salut Public, privés du pouvoir suprême. Du reste, lui-même était désuni et paralysé par la secrète tendance de quelques-uns de ses membres à une restauration monarchiste. Dans ces conditions, il ne réussissait à se maintenir que par une sorte d'équilibrisme administratif et parlementaire, improvisant tous les jours de nouveaux expédients, sans avenir, sans considération, sans crédit et même sans parti pour le soutenir. Et pourtant, il n'était pas sans force. Il était fort de la faiblesse de ses adversaires, fort de l'indifférence et de la lassitude de l'opinion publique; il était fort, surtout, de la solidarité qui unissait la grande majorité de la nation avec les résultats de la Révolution, avec les profondes et bienfaisantes transformations politiques et sociales que la Révolution avait produites. Si misérable et si nul qu'il fût, le Directoire n'en était pas moins un dernier avatar de la Révolution elle-même; il était le gardien naturel de ses conquêtes intérieures et extérieures. Ainsi, dans sa politique extérieure, autant par raison d'Etat que par instinct de conservation, il devait maintenir la ligne des grandes conquêtes révolutionnaires, les « frontières naturelles ». Assurer ces frontières était devenu un postulat de la volonté nationale. Mais ce résultat, qui ne pouvait être obtenu que par la paix générale tant désirée, était encore fort lointain. Il réclamait

encore de grands efforts militaires, de nombreuses démarches diplomatiques, qui actuellement étaient à la charge de la pentarchie directoriale. Les hommes qui la composaient, loin de former un bloc, présentaient une grande variété de tendances et de caractères. D'un côté, Carnot, l'« organisateur de la victoire », né pour la conduite des affaires militaires plein de mérite, infatigable, mais point exempt de l'esprit d'intrigue, attiré par les secrètes manœuvres des partisans d'une Restauration. Letourneur, nullité complète, le suivait aveuglément. Au centre, le théophilanthrope Lareveillère, esprit étroit et inconstant, honnête, chagrin et ridicule. De l'autre côté, deux hommes énergiques et impitoyables, le vrai chef de Directoire, l'ex-aristocrate Barras, cynique, vénal, adroit, audacieux ; et son allié habituel mais non constant, l'ex-juriste Reubell, brutal et perspicace, grand travailleur, infiniment plus honnête que Barras auquel il ne ménageait pas son mépris. Reubell dirigeait la politique extérieure; le département des affaires étrangères, qui venait d'être réorganisé en ministère, comme naguère sous le Comité, n'était qu'un simple instrument. Son chef, le faible et incapable Delacroix, qui devait faire ses rapports à Reubell, malgré les apparences contraires, recevait secrètement l'inspiration de Carnot et de son groupe.

La situation extérieure de la République au moment de la constitution du pouvoir directorial était aussi fâcheuse au point de vue militaire qu'au point de vue politique. L'offensive française, pourtant, avait heureusement commencé à l'automne de 1795; Jourdan et Pichegru, l'allié secret des royalistes, avaient passé le Rhin; mais ils s'étaient heurtés à l'offensive des Autrichiens sous Clairfayt, et les Français avaient été rejetés sur la rive gauche du Rhin. En même temps, après les traités anglo-russe et anglo-autrichien du début et du printemps de cette année, par la déclaration de Pétersbourg (automne 1795), la Russie, alliée de l'Autriche, avait en principe accédé à la Coalition générale formée par l'Angleterre contre la France. De plus, à mesure que s'apai-

sait la querelle du dernier partage polonais, la Prusse se refroidissait à l'égard de la récente pacification de Bâle, et différait la ratification expresse, promise conditionnellement par elle, de la cession rhénane.

Telle était la situation lorsque le Directoire entreprit des négociations secrètes de paix avec l'Autriche. Il avait surtout en vue de compromettre, par ce moyen, l'Autriche vis à vis de la Russie, et d'intimider la Prusse. D'ailleurs, il y avait des nuances très significatives dans la manière d'envisager ces négociations par les différents membres du Directoire Pour Barras et Reubell il s'agissait encore, avant tout, d'une simple manœuvre vis-à-vis de l'Autriche; ils comptaient ne point abandonner l'entente que la Révolution avait nouée avec la Prusse. Par contre, Carnot, entraîné par les éléments « modérés » et crypto-royalistes, très puissants au sein des Conseils, et qu'animaient naturellement les sentiments austrophiles et anti-prussiens de l'ancien régime, Carnot, et le ministre Delacroix, dont la tendance au fond était pareille, saisissaient cette occasion d'arriver à un véritable arrangement pacifique avec l'Autriche. A la fin de l'année 1795, fut envoyé de Paris à Vienne, avec cette mission délicate, un aventurier vulgaire, que le Comité de Salut Public avait déjà employé, notamment dans l'affaire polonaise, un certain Poterat. Il devait amorcer l'Autriche en lui offrant la Bavière en échange des Pays-Bas, et gagner Thugut, vendu naguère à la France, par la menace de la révélation de cette ancienne trahison et par la perspective des bénéfices d'une nouvelle. En ce qui concerne la Pologne, il devait, tout simplement représenter les conquêtes belges et rhénanes de la France, comme une juste compensation pour les acquisitions polonaises de l'Autriche. Il devait donc « éviter de se prononcer sur la spoliation qui vient d'être faite de la malheureuse Pologne, l'intérêt de la République exigeant qu'elle commence par assurer sa nouvelle frontière avant de s'occuper des moyens d'arrêter la Russie ». Il devait tout au plus, en promettant de reconnaître l'annexion de la

Galicie, pousser l'Autriche à enlever à Catherine II la Pologne russe. Le jeu était par trop transparent. Aussi, l'équivoque négociateur, rebuté dès l'abord, fut rappelé de Vienne en janvier 1796.

Après cette tentative, commença une analogue manœuvre orientale. Il s'agissait toujours, pour la France, de se donner de l'air par une diversion et d'enfoncer un coin entre Vienne et Pétersbourg. A cette action furent associés les agents diplomatiques du Comité, Descorches et son successeur Verninac. En février 1796, partit pour Constantinople une grande ambassade militaire française, composée des généraux Aubert Dubayet, et, en sous-ordre, Carra Saint-Cyr, qui devait pousser la Porte à faire la guerre à la Russie, et provoquer de cette manière une diversion turque, à l'image et à la ressemblance de la diversion polonaise. En effet, comme la guerre de la Russie avec la Pologne de Mai et de Kosciuszko avait écarté la Prusse du Rhin et facilité la paix de Bâle, de même la guerre de la Russie avec la Porte Ottomane devait détourner l'Autriche de la Coalition et l'incliner à faire la paix à l'Occident. Cette guerre, il est vrai, dont on pensait hâter l'explosion en utilisant les partisans polonais massés en Valachie, serait, selon toute vraisemblance, victorieuse pour la Russie. Mais peu importait, puisque le but principal de la diversion n'en serait que mieux atteint. Simultanément, par l'intermédiaire de Caillard, ministre français accrédité à Berlin depuis la fin de 1795, de Parandier qui, d'Altona, était venu le rejoindre, et de l'ambassadeur prussien à Paris, Sandoz-Rollin, on continuait, mais sans succès, des négociations avec la Prusse. Le gouvernement prussien, en effet, absorbé par l'occupation et la délimitation de sa conquête polonaise, préférait attendre l'issue du conflit franco-autrichien.

Ce conflit prenait tout à coup une tournure extraordinairement favorable à la France. La campagne d'Italie, au printemps de 1796, amena des victoires inouïes, remportées sur le vieux général autrichien Beaulieu par le jeune chef

inconnu, qu'hier encore Barras avait employé à combattre l'insurrection de vendémiaire dans les rues de Paris. La campagne d'été, sur le Rhin, fut marquée elle aussi par d'importants succès que l'armée de la Sambre, sous Jourdan, et celle du Rhin, sous Moreau, remportèrent sur l'archiduc Charles. Aussitôt la Prusse céda. Les négociations avec elle, qui traînaient depuis longtemps, furent couronnées par les conventions de Berlin en août 1796: la Prusse confirmait la cession de la rive gauche du Rhin, et la France garantissait la neutralité de l'Allemagne du Nord. Ces importantes conventions qui complétaient l'accord de Bâle, furent pendant dix ans la base de relations amicales entre la France et la Prusse. Mais bientôt, la chance tourna. L'archiduc Charles, par un soudain retour offensif, prit une brillante revanche et faillit anéantir Moreau. Ainsi donc, au début de l'automne 1796, les Français se trouvaient de nouveau sur le Rhin dans une situation très difficile, tandis qu'ils étaient menacés en Italie d'un pareil retour offensif des Autrichiens. En même temps se préparait l'intervention puissante, effective, de la Russie. Catherine, jusqu'alors acquise nominalement et sur le papier à la Coalition, s'engageait expressément à fournir à l'Autriche et à l'Angleterre pour le printemps suivant, un corps russe de 60.000 hommes sous le commandement de Souvorov, qui annonçait déjà son entrée à Paris au bruit du canon. Il est vrai que la rusée Impératrice projetait bien plutôt — après s'être assuré les subsides de l'Angleterre, après avoir endormi les soupçons de l'Autriche — de provoquer au dernier moment une guerre avec la Turquie et d'envoyer ses renforts, non à Paris, mais à Constantinople, Or, ici le Directoire français travaillait pour l'Impératrice de Russie, par ses envoyés qui venaient d'arriver sur les rives du Bosphore. Dubayet tâchait d'inciter Selim III, ou tout au moins le pacha rebelle Pasvan Oglou, à marcher le plus tôt possible contre les Moscovites, tandis que Carra allait se rendre en Valachie, pour y inspecter les volontaires prêts à pénétrer dans la Podolie russe. Les deux envoyés,

personnellement dévoués à la Porte et à la Pologne, préparaient en réalité une terrible défaite à l'empire ottoman, et, aux partisans polonais, un massacre dont Souvorov devait se faire l'instrument, le tout pour assurer à la France une nouvelle « diversion ». Heureusement, dans ce même temps, en novembre 1796, se produisit un événement qui troubla tous ces calculs, qui amena un changement complet dans la constellation européenne, qui modifia la direction de la politique russe, et du même coup, les calculs du Directoire : la mort subite de Catherine II.

La Députation polonaise de Paris, par sa dernière et malencontreuse démarche, s'était attiré la profonde animadversion du Comité de Salut Public. Depuis lors elle passait, non sans raison, pour une sorte d'agence anti-gouvernementale et autrichienne. Aussi ses membres n'avaient-ils guère d'accès auprès du Directoire et de ses chefs Barras et Reubell. En revanche, louvoyant toujours entre les deux oppositions, radicale et réactionnaire, dont la dernière surtout relevait la tête dans les Conseils au moment des échecs militaires de la République, elle s'efforçait maintenant d'atteindre Carnot et son entourage ; et par eux, le général Clarke, chef du département historique et topographique du Directoire, ainsi que le ministre des affaires étrangères, Delacroix. Elle s'efforçait même d'employer l'inévitable ex-jacobin Mehée, agent russe, et sans doute autrichien et royaliste, ancien secrétaire de Tallien, nommé grâce à lui chef du deuxième bureau des affaires étrangères, où se traitaient justement les affaires polonaises, turques, prussiennes et russes. En même temps la Députation essayait d'agir sur l'opinion publique française par de nouveaux pamphlets dus à la plume mordante de Dmochowski. Habilement, dans ces écrits, Dmochowski mêlait le vrai et le faux, se défendait du reproche de « jacobinisme », célébrait et blâmait en même temps l'œuvre de la Grande Diète, attaquant surtout la Prusse parjure, infidèle au traité conclu avec cette Diète, et calculant faussement que la Prusse

avait pris à la Pologne trois fois plus de territoires que l'Autriche. La Députation prenait pour argent comptant toutes les manœuvres du gouvernement français en vue d'un rapprochement avec l'Autriche, et notamment l'équivoque mission viennoise de Poterat. Surtout, elle fondait de chimériques espérances sur la mission de Dubayet à Constantinople. Elle enflammait le zèle des partisans polonais de Valachie, promettait de se rendre elle-même auprès d'eux, et leur donnait en attendant un chef dans la personne de l'aventurier Xavier Dombrowski. Celui-ci, toutefois, y faisait son jeu à lui, inspiré, semble-t-il, par des magnats de la Pologne russe ; il dirigeait les partisans moins contre la Russie que contre l'Autriche, contrairement aux intentions des magnats galiciens, ce qui entraîna pour la Députation d'inextricables difficultés avec ceux-ci, ses premiers protecteurs. Elle perdit bientôt leur confiance à Paris, à Venise, à Constantinople, en Galicie. Elle perdit tout son prestige qu'elle essaya en vain de ressusciter par de nouvelles « autorisations », reçues des divers groupes avec lesquels elle était en relation dans les différentes parties de la Pologne. Elle fut tout à fait désorientée lorsque l'Autriche se déclara pour la Russie, à l'époque du Troisième Partage. Elle conservait cependant la ferme volonté de se maintenir au pouvoir et d'abattre ses rivaux détestés, Barss et consorts. La Députation ne cessa point de satisfaire ses rancunes contre ceux-ci; elle y employa Mehée, depuis longtemps le dénonciateur professionnel de ces « agents prussiens », et par son intermédiaire inonda le Directoire d'innombrables notes et mémoires toujours absurdes, souvent infâmes.

Par contre l'Agence de Paris s'efforçait d'atteindre les vrais chefs du gouvernement au palais du Luxembourg. Elle se mettait en concordance avec la politique prussienne, qui, en dépit de toutes les dérivations passagères, était la politique du Directoire. Joseph Wybicki, arrivé à Paris après la défaite de l'Insurrection, appuyait énergiquement Barss. Jouissant d'un grand crédit au pays, et surtout dans la Grande Pologne,

d'où il était originaire, Wybicki, depuis trente ans, avait rendu de grands services à la patrie. Il s'était illustré naguère à la Diète de Varsovie brutalisée par le proconsul russe Repnin ; il était le seul député qui, dans cette assemblée, eût eu le courage de protester contre la violence moscovite. Peu après, il avait été envoyé par la Confédération de Bar à Berlin, en mission secrète, pour réclamer d'accord avec la France, l'appui de Frédéric II en faveur des Confédérés, et pour offrir la couronne polonaise au prince Henri. Récemment encore, au temps de l'Insurrection, comme membre du Gouvernement National, il avait énergiquement et utilement servi son pays. C'était un vrai patriote, un esprit éclairé et cultivé ; il écrivait facilement en prose et en vers; malgré ses cinquante ans, il était encore plein de sève ; il avait une bonté joviale, aimable et conciliante ; homme de cœur, aimé de tous, il était un peu vain, prompt à s'illusionner, et assez borné. Dès son arrivée à Paris, Wybicki, en fidèle serviteur des Muses, se mit à travailler assidûment à la Bibliothèque Nationale. Là fonctionnait en qualité de conservateur au département des livres et des manuscrits orientaux, un juif polonais, l'orientaliste Hurwic, de Lublin, bien connu dans les milieux scientifiques comme aussi parmi les journalistes et les politiques parisiens. Wybicki fit, par lui, la connaissance du bibliothécaire en chef et secrétaire de l'Institut de France, le savant Van Praet, et par lui celle des influents membres de l'Institut, Garat et Sélis, sincèrement favorables à la Pologne. Enfin, par ces Français importants et connus, il entra en contact personnel avec le gouvernement, avec les Directeurs eux-mêmes. Il fut employé d'abord à l'examen des lettres et documents interceptés en langue russe, mais ensuite il fut sollicité d'exposer ses vues sur la question polonaise dans des mémoires confidentiels et des écrits publics. Wybicki tenait de toutes ses forces pour Barss contre la Députation, entraînant avec lui Prozor, Wielhorski et les autres émigrés les plus éminents. D'ailleurs, plein du souvenir du traité prusso-polonais et des démarches berli-

noises de sa jeunesse, il voyait avec d'autant plus de conviction, dans l'alliance de la France avec la Prusse le seul espoir de la Pologne naufragée.

De telles illusions, nourries dès le printemps de 1795 par la conclusion de la paix de Bâle, les fiançailles Radziwill, la menace d'une guerre à propos du troisième partage, continuèrent d'être alimentées à la fin de cette année par les rapports optimistes du nouveau ministre français à Berlin. Ce ministre, Caillard, deux semaines après son arrivée sur la Sprée, constatait que la conviction générale à Berlin était que la Pologne serait ressuscitée par la Prusse. Dans ses rapports ultérieurs, ainsi que dans les dépêches de Parandier, la même idée revenait sans cesse sous la forme la plus précise, ce qui à son tour provoquait des projets et des mémoires de plus en plus exaltés de Barss et de Wybicki, rédigés dans le même sens, et adressés au Directoire. En été 1796, après la célébration du mariage Radziwill à Berlin et les grandes victoires françaises, Wybicki fit publier un écrit sous le titre « Kosciuszko au peuple français », où, s'adressant à la France victorieuse, au nom de Kosciuszko prisonnier, il l'invitait à s'allier à la Prusse pour restaurer la Pologne. Il se montrait, dans cet écrit, particulièrement dur pour la Russie, et surtout pour l'Autriche, réclamant son expulsion de la Galicie. Il indiquait avec insistance combien la part de l'Autriche avait dépassé celle de la Prusse. « De la Galicie seule, affirmait-il, l'Autriche tirait 40 millions de florins de Pologne par les impôts; elle en a tiré au moins 100.000 recrues pour la Coalition, outre une immense quantité de grains et de fourrages. Il faut donc vous prémunir contre l'Autriche... forcez-la à restituer à la Pologne ce qu'elle nous a injustement ravi ». Cette affirmation et ce raisonnement contredisaient d'une manière frappante les fausses déductions de Dmochowski, duquel Wybicki reçut immédiatement une réplique tranchante sous forme d'une brochure polémique, pleine de violentes sorties contre la Prusse et ses créatures, « les agents des magnats de Pologne ». Sur ces entrefaites, les nouveaux

succès des armes françaises et le resserrement des liens avec la Prusse avaient donné un aliment nouveau aux illusions prussophiles. Le jour même de la signature de la convention franco-prussienne du mois d'août, Caillard envoyait de Berlin au Directoire, un rapport circonstancié, concernant un plan de reconstruction de la Pologne par la Prusse, impliquant l'abandon à celle-là de Dantzig et de Thorn, la convocation d'une diète générale à Varsovie, l'octroi par elle de la couronne polonaise au prince Louis ou bien au prince Louis-Ferdinand, et la résurrection de la République avec la Constitution de Mai sous une branche cadette de la dynastie prussienne. Simultanément Sandoz, ministre de Prusse à Paris, appelait à lui Wybicki et l'encourageait à travailler dans le sens de son dernier écrit, en faveur du « plan général franco-prussien sur la Pologne ».

Toute cette agitation fut brusquement calmée par la nouvelle des défaites de la France, en automne 1796. Mais l'essentiel c'est que ces projets séduisants n'eurent dès le début aucun fondement dans les tendances réelles, ni de la Prusse, ni de la France. Pour la Prusse, comme on l'a dit, la Prusse inquiète de l'accord austro-russe, lors du Troisième Partage, la Prusse qui boudait Catherine en attendant sa mort, toute cette histoire de restauration polonaise n'était qu'un accès passager de mauvaise humeur, tout au plus un caprice platonique des courtisans de l'entourage de Frédéric-Guillaume II, désavoués par le cabinet du roi, par le gouvernement prussien lui-même. Pour la France c'était comme toujours, en théorie, un expédient diplomatique éprouvé, un bon stratagème pour compromettre la Prusse vis à vis de la Russie, un bon épouvantail à terrifier l'Autriche; mais pratiquement, c'était chose non seulement inexécutable, mais indésirable, contraire aux garanties données à la Prusse par le traité de Bâle, contraire avant tout au but principal de la France : consolider, dans la paix générale, les conquêtes françaises sur le Rhin, à titre de compensation pour les acquisitions des co-partageants sur la Vistule. Précisément à la fin

d'août 1796, sur un rapport présenté dans ce sens par Delacroix, le Directoire reconnut qu'il fallait « éliminer la Pologne de notre système politique ». On résolut par conséquent de ne s'engager point dans des aventures prusso-polonaises, qui auraient poussé la France à de nouvelles guerres sur le lointain et dangereux théâtre russe, qui l'auraient fait dépendre de la bonne foi des Prussiens et qui auraient compromis la paix avec l'Autriche. « Il ne nous convient pas d'entreprendre en Prusse des démarches dans l'intérêt de la Pologne ; on peut toutefois permettre aux Polonais eux-mêmes de continuer leurs efforts à Berlin, à leurs risques et périls », mais au profit de la diplomatie française.

Au milieu de tous ces projets et combinaisons de l'émigration polonaise, flottants et fragiles comme une toile d'araignée, il n'y avait qu'une seule affaire réellement importante : l'affaire de la Légion. Elle reposait en effet, sur deux bases sérieuses. C'était d'abord la présence, dans les armées autrichiennes en campagne contre la France, de nombreuses recrues polono-ruthènes, tirées de la Vieille Galicie depuis le Premier partage, ainsi que de nombreux soldats polonais fraîchement incorporés, provenant des débris de l'armée de Kosciuszko. C'était, ensuite, l'esprit patriotique de la grande majorité des officiers de cette ancienne armée insurrectionnelle, qui se trouvaient actuellement, soit à l'étranger, soit au pays sans service, soit même au service des co-partageants.

L'emploi de ces éléments, sous forme de légions polono-françaises, dans l'intérêt militaire immédiat de la France, lui avait été offert, comme nous l'avons dit, pour la première fois à la veille de l'Insurrection. Cette offre fut faite par une poignée d'officiers exilés de l'armée de la Grande Diète que la Confédération de Targowica avait considérablement réduite. Ils avait surtout en vue les déserteurs et prisonniers originaires de la Pologne prussienne et autrichienne. Parmi ces officiers, se faisait remarquer le général Joseph Wielhorski, fortement teinté de culture française, rimeur français à ses

heures, élève des écoles de Caen et de Paris, disciple du philosophe Mably, chef d'escadron au régiment royal de Chevaux-légers. En dépit de sa famille, en dépit de son père aveuglé par la vieille idéologie de la Confédération de Bar, en dépit de son frère dévoué à la nouvelle Confédération de Targowica et à la Russie, il partit pour l'exil avec ses compagnons d'armes et se rendit en France. Revenu bientôt, au premier signal de l'Insurrection, il mérita sous les drapeaux de celle-ci le grade de général-major, et fut renvoyé à Paris par Kosciuszko dans l'automne de 1794. Il était chargé de proposer pour la seconde fois, avec quelques changements, cette même idée de la Légion « dans le but d'armer les Polonais qui se trouvaient parmi les prisonniers de guerre » en France, — ce qui n'eut pas lieu par suite du manque d'argent, mais surtout par suite de l'opposition du Comité de Salut Public d'alors, qui se lavait les mains de la cause perdue de l'Insurrection. Pour la troisième fois, au début de 1795, l'idée fut reprise par des émigrés du groupe vénéto-parisien, avec la participation des généraux Lazninski, Wyszkowski, Kolysko. Ils réclamaient des officiers et l'uniforme polonais; pour le surplus, ils « abandonnaient complètement au gouvernement français le soin d'organiser les légions », et avec une obstination étrange, en passant sous silence l'Autriche, ils destinaient toujours ces légions à la lutte contre la Russie, absente pourtant de la coalition. De nouveau le Comité repoussa leurs propositions. Il faut constater d'ailleurs que dans la personne de Lazninski ils s'étaient choisi un fort singulier collaborateur. Le général Lazninski, comme chef de la brigade wolhynienne, avait joué un rôle lamentable après le Second partage. C'était au printemps de l'an 1793, quand les officiers du corps ukrainien de l'armée polonaise, lequel, d'après ce partage, tombait avec toute l'Ukraine polonaise sous la domination moscovite, furent réunis à Labun pour y prêter, sous les baïonnettes russes, le serment de fidélité à Catherine II. Cependant deux brigades de ce corps, celle de la cavalerie nationale sous Suchorzewski, et la brigade wolhy-

nienne sous Lazninski, parvinrent alors à s'évader de vive force, passèrent le Dniester, et se refugièrent en territoire turc, où ces soldats errants et misérables devinrent les acteurs de la triste tragédie valaque. Or Lazninski, qui lui-même avait personnellement prêté serment à Labun, dénonça cette évasion au général russe Kretchetnikov, rejetant la faute sur Suchorzewski, et s'offrant à ramener les fugitifs contre l'octroi du pardon. En effet, il réussit à en ramener plus de mille, à qui il fit prêter serment à Mohylew. Il est vrai que depuis, après l'Insurrection, ayant suivi l'émigration, il y représentait les choses tout autrement, se donnant comme une victime de la Russie ; en tous cas, il est clair qu'il était peu qualifié pour prendre part à la création des légions nationales.

Dans l'été de 1795, Wielhorski et Wyszkowski firent une nouvelle tentative, la quatrième, avec le même résultat négatif. Ils présentèrent au gouvernement français un projet de création d'un corps polonais, formé de déserteurs autrichiens qu'on attirerait aux avant-postes en offrant d'acheter à bon prix les armes et les chevaux fournis par les transfuges. Ce corps, assimilé aux troupes polonaises pour l'uniforme et la solde, devait, par les soins d'officiers supérieurs polonais, attachés « provisoirement » aux armées françaises, être organisé derrière la ligne de combat. Il devait constituer tout d'abord une sorte de formation non-active, ne prenant aucune part à la guerre contre l'Autriche, et destinée surtout, comme dans le projet précédent, à un emploi éventuel contre la Russie. Par la suite la Députation revint plus d'une fois à cet objet dans ses mémoires au Directoire. Mais toujours elle le faisait dans sa manière superficielle, peu sérieuse, imprécise, laissant dans le vague les principes de l'organisation aussi bien que la destination réelle du corps à former, qu'elle voulait lancer surtout contre les Russes, de préférence quelque part en Valachie. De son côté l'Agence, toujours en conflit avec la Députation, soumettait ce grave objet au Directoire, sans plus de succès

au début, mais avec un sens plus aigu de l'actualité, car elle pensait à employer les légions directement contre l'Autriche. En attendant, Wybicki, — qui était en communication secrète avec le général polonais le plus éminent, parmi ceux qui étaient restés au pays, Dombrowski, — remit au Directoire un autre projet de légion, qu'il avait élaboré de concert avec Barss et avec Wielhorski, ce dernier étant recommandé pour le poste de commandant en chef. Mais Wybicki non plus ne put obtenir du gouvernement français aucune résolution touchant ce projet.

Sur ces entrefaites, arriva à Paris le lieutenant-général Joseph Zajonczek, échappé de sa prison autrichienne. Zajonczek, plus ancien que Wielhorski et plus élevé en grade, avait un passé orageux, plein d'aventures et de vicissitudes. Dans sa jeunesse il avait été Confédéré de Bar, avait combattu sous Pulaski et Vioménil, avec les Turcs, contre Souvorov et Branicki. Ensuite, il avait été au service de la France, brave et brillant officier des hussards de Sa Majesté Très Chrétienne. Il fut renvoyé au pays et chaudement recommandé par le jeune Sapiéha, comme adjudant-général et protégé de son oncle maternel le hetman Branicki. Dans la suite de ce dernier, il se battit comme volontaire, sous Souvorov, contre les Turcs, pendant l'assaut d'Otchakov. Plus tard, général de l'armée de la Grande Diète, il marcha contre la Confédération de Targowica, contre Branicki et contre Souvorov. Enfin, en qualité de général dans l'armée de Kosciuszko, un des fervents du parti rouge, de l'entourage radical de l'abbé Kollontay, défenseur malheureux de Varsovie, il lutta jusqu'à la fin contre Souvorov. C'était un rude sabreur, plutôt qu'un chef ; un ardent Polonais à sa manière, prodigue de son sang; une tête chaude, un tempérament sans frein de petit noble anarchique, de partisan de province, de bretteur de *Diétine* de l'ancien régime polonais. Et tout son passé où se mêlaient les instincts du Confédéré de Bar et du serviteur du vieux hetman, l'avait rempli d'une haine mortelle pour la famille des Ponia-

towski. Mais, par toute sa nature qui était celle de la vieille noblesse polonaise, turbulente et querelleuse, il était poussé actuellement — devenu par surcroît quasi-jacobin — vers les éléments extrémistes de la Députation parisienne, qui de leur côté l'appuyaient et tâchaient de le mettre en avant. Du reste, quoique parfait au feu à la tête d'un escadron, il avait peu de science militaire ; changeant et confus dans ses idées politiques, rude et violent, trop préoccupé de sa carrière personnelle, il était peu populaire dans l'armée polonaise. Moins encore que le mondain Wielhorski, officier intelligent et plein d'honneur, très versé dans tous les détails de l'administration militaire, mais qui certes n'était pas de taille à entreprendre une grande œuvre nationale et politique, moins encore Zajonczek convenait pour créer et commander les légions. Cependant Wybicki devait compter avec un général de son rang, un ancien camarade du temps de la Confédération de Bar, ancien officier français par-dessus le marché, et marié à une Française. Aussi, dès son arrivée, en étroit accord avec lui, il renouvela auprès du gouvernement français ses insistances relatives à la Légion, en proposant cette fois comme commandant en chef Zajonczek ; mais de nouveau, il se heurta à un refus catégorique.

Il y avait dans tout cela la mauvaise volonté, la politique évasive du Directoire, qui reculait en principe, comme naguère le Comité de Salut Public, devant l'ombre même d'une action pour la cause polonaise, et bien plus encore devant une entreprise sérieuse comme celle des Légions. Il y avait aussi la manière maladroite, inintelligente ou même fausse et contradictoire dont l'émigration présentait le projet. Mais il y avait surtout, un défaut tout à fait essentiel, tenant à la nature même des choses, et qui jusqu'alors, forçait les partisans de la Légion de compter avec un facteur bien incertain, la désertion pure et simple, la désertion payée, qui a toujours répugné — même à Gravelotte ou à Moukden — à la loyauté militaire du Polonais. Ce défaut, c'était le manque de prisonniers faits en masse. Jusqu'alors, en

effet, on n'avait point compté de grandes victoires françaises, de victoires éclatantes remportées sur la Coalition. Il fallait enfin un grand homme de guerre, qui foudroyât la Coalition, qui écrasât l'Autriche, qui au lieu d'attirer par le salaire du transfuge, le soldat polonais incorporé malgré lui dans les rangs autrichiens, allât le conquérir, dans ces mêmes rangs, par la force de ses armes victorieuses, qui eût vraiment à sa disposition des masses de captifs délivrés, qui pût et qui voulût les appeler sous ses étendards. Et il fallait aussi au soldat polonais un vrai chef de sa race, d'une haute valeur nationale et militaire, un chef qui fût une tête et un cœur, qui fût capable de mettre en mouvement, de réaliser et de mener toute l'affaire. Le Destin voulut qu'à l'heure même où un tel vainqueur paraissait sur les champs de bataille de la Lombardie, y arrivât, des plaines de Mazurie, le chef prédestiné des légions polonaises, Jean-Henri Dombrowski.

IV

D'une famille noble, mais pauvre, accoutumée depuis des siècles au service militaire de la République, assez germanisée vers la fin des deux règnes saxons, Dombrowski tenait de son père la tradition guerrière du soldat polonais, et de sa mère un peu du caractère allemand. Après une première enfance passée sur son vieux domaine cracovien, tout le quart de siècle qui suivit les premiers malheurs de la Pologne, s'écoula pour lui en Saxe. Là il apprit à fond le métier militaire, dont il s'était épris très tôt, et, au service de l'Electeur, sous le commandement de l'allié prussien, le prince Henri, il fit la guerre de succession de Bavière contre les Autrichiens. Réclamé enfin par la Grande Diète pour son pays, le chef d'escadron de la garde saxonne fut, en qualité de vice-brigadier, appelé dans l'armée polonaise. Il arriva trop tard, après le funeste triomphe des confédérés de Targowica. Perdu, égaré dans les ténèbres de ce triomphe, le premier appel à l'In-

surrection de Kosciuszko le surprit et l'effraya. Mais, entraîné enfin par le soulèvement de Varsovie, Dombrowski, de toute son âme, se donna à la cause nationale. Bientôt, grâce à la fermeté intelligente qui lui était propre, il fut appelé à figurer au tout premier rang ; il reçut des mains de Kosciuszko le grade vite et bien mérité de lieutenant-général; surtout, il s'illustra par une audacieuse expédition en Grande-Pologne, prit Bromberg, menaça Dantzig, battit les Prussiens, et sema parmi eux la panique. Ainsi donc, de la débâcle de l'Insurrection, il sortit exalté dans l'opinion de l'armée et de la Nation, et par cela même admirablement préparé au rôle dirigeant, national et militaire, qui l'attendait. Il ne manquait pas pourtant, dès le début, d'ennemis intimes à la rancune tenace. Déjà pendant l'Insurrection, on l'accusait d'être vendu au roi, à Targowica, à la Russie. C'est à peine s'il fut sauvé alors par la noble intervention de Wybicki, témoin de son expédition en Grande Pologne, et plus tard son lieutenant et son *alter ego*. Plus tard encore, en Pologne, ainsi que dans l'exil, les mêmes ennemis acharnés ne cessèrent de le flétrir comme mercenaire, traître, Saxon, et Allemand.

Sans doute, Dombrowski dut beaucoup à la culture et à l'école allemandes, mais en général ces emprunts profitèrent à sa mission purement polonaise. Il avait appris à cette école l'habileté professionnelle, il lui devait l'apprentissage pratique de toutes les armes, une science militaire étendue, puisée dans les écrits de Montecuculi, de Maurice de Saxe et de Frédéric le Grand. C'est là également qu'il avait trouvé de généreuses impulsions morales qu'il devait au noble génie de Schiller, son poète favori, lequel peut-être le réveilla tout d'abord de sa torpeur saxonne. Dans son admirable *Révolution des Pays-Bas*, publiée en Saxe au moment même de l'ouverture de la Grande Diète, le grand poète allemand lui montrait comment « quand l'homme combat pour ses droits les plus sacrés, le courage du désespoir, dans une lutte inégale, l'emporte sur les forces supérieures de la

tyrannie ». De même, dans la *Guerre de Trente ans*, publiée précisément au temps des troubles de Mai et de Targowica, petit livre que le chef des légions portait plus tard sur sa poitrine, et qui était destiné un jour à le préserver d'une balle ennemie, Schiller lui montra les hommes d'airain de jadis les grands chefs, Gustave-Adolphe, Bernard de Saxe Weimar, abattant de concert avec la France, la puissance impériale de l'Autriche. Certes, le général Dombrowski n'était pas exempt non plus de certains défauts provenant de l'influence germanique. Il avait trop tôt subi cette influence, il était resté trop longtemps isolé des siens. Il parlait, il écrivait difficilement le polonais ; sa langue très corrompue au début, resta toujours incorrecte. Plus d'une fois, aussi, il agit vis-à-vis de ses rivaux militaires avec un esprit d'intrigue professionnel et sournois ; parfois, il fit preuve d'une certaine ambition soldatesque, laquelle rappelait plutôt les mœurs des hommes de guerre suédois et allemands du XVIIe siècle, que celles des grands capitaines polonais, des Czarniecki et des Sobieski. Cependant, toujours il fut séparé du condottiérisme que lui reprochaient ses adversaires, par le mur de granit d'un patriotisme solide et sincère. Grâce à l'alliance de traits innés de caractère sainement polonais, et des meilleures qualités germaniques qu'il avait acquises, il réunissait en lui, assemblage rare, à l'élan polonais vers l'action et à la foi patriotique une intelligence ordonnée et nette, l'exactitude et la méthode dans l'exécution, le sérieux, le recueillement, la pondération, *mens aequa in arduis* ; et c'est cet assemblage même qui faisait de lui, sinon le plus sublime ou le plus illustre, du moins le plus ferme, le plus droit, le plus persévérant, et de beaucoup le plus avisé parmi les serviteurs de la nation dans les temps difficiles qu'elle traversait. Dombrowski était alors dans la force de l'âge ; il avait quarante ans, était de grande taille, avec une tendance à l'obésité. D'ailleurs, souple, habile à tous les exercices du corps, il maniait à merveille, suivant les règles, encore que sans

fantaisie, son cheval et son sabre. D'ordinaire assez négligé dans sa tenue, son costume, ses manières, il s'éloignait beaucoup du type d'un noble polonais de race. Il avait la tête forte, pesante, chauve, le visage gras, plissé, les joues pendants, le nez épais, la mâchoire lourde, la bouche large. Mais sur le front puissant et haut, dans l'œil beau et profond, dans l'expression et le regard, il portait la marque d'une cordiale bonté, d'une raison peu commune, d'une résolution infrangible.

Après la défaite de l'Insurrection Dombrowski, frappé dans sa personne par le malheur public, sans aucun avenir professionnel, sans fortune, sans moyens d'existence, et pourtant marié, ayant des enfants à nourrir, accablé de soucis de famille, resta dans Varsovie conquise par les Russes. Cependant son nom était bien connu, même dans le monde militaire étranger, surtout depuis l'arrêt retentissant du Conseil de guerre de Berlin, qui au printemps de 1795, condamna à la perte de son rang et à la prison le vieux général frédéricien Schwerin, son adversaire malheureux lors de son opération en Grande Pologne. Ce jugement mettait singulièrement en relief la valeur de Dombrowski. A la dernière heure de l'Insurrection agonisante, quoique ce fût lui qui donnât le plus de fil à retordre aux Prussiens, ceux-ci lui avaient offert à maintes reprises de prendre du service dans leur armée. Ayant évité cette tentation, il en rencontra bientôt une nouvelle dans Varsovie conquise par les Russes. Obligé de promettre « qu'il ne porterait jamais les armes contre la Russie ou contre ses alliés », il reçut de Souvorov « l'accueil le plus amical » et de « grandes marques de faveur ». Souvorov, le boucher de Varsovie, s'efforçait à cette époque de gagner l'opinion de la capitale polonaise. Lui aussi voulut enrôler Dombrowski au service de sa souveraine, l'impératrice Catherine II, mais le patriote s'y refusa avec constance. Ainsi il vécut pendant plus d'une année à Varsovie, dans la misère, gardant secrètement les yeux tournés vers la France. Antérieurement déjà, au début de 1793, sous la menace du Second

Projets attribués à Dombrowski

Partage, il conçut dans le plus grand secret un plan d'une audace extrême. Il voulut alors avec sa division, en liaison avec la garnison de Varsovie, se frayer un chemin à travers les Prussiens, s'emparer de Dantzig et y « attendre l'aide de la France, dont on disait des choses extraordinaires ». Ensuite, à la fin de 1794, aussitôt après la défaite de Kosciuzko à la bataille de Maciejowice, il forma un projet plus audacieux encore, sinon inexécutable, étant données les circonstances, et surtout la saison avancée, mais en tous cas peu commun, digne de Gustave-Adolphe et de Torstenson. Lui seul, resté debout au milieu de la catastrophe, osait alors concevoir un tel plan, élaboré avec autant de promptitude que de connaissance de cause, avec des cartes à l'appui, avec l'indication des étapes à travers les terres habsbourgeoises dégarnies de troupes, en tenant compte de tous les obstacles, mais aussi de ce « que peuvent le désespoir, l'audace et la résolution ». Il voulait, en effet, après avoir prévenu secrètement la Convention française, avec les restes de l'armée polonaise, 20.000 hommes environ, avec une artillerie importante et une caisse de guerre, « entre Cracovie et Czenstochowa, pénétrer jusqu'à la Silésie, et de là à travers la Moravie, la Bohême, la Bavière, la Souabe, pousser jusqu'à Landau ou bien par la Suisse jusqu'au Rhin » pour opérer sa jonction avec les Français.

Après l'échec de ces projets, qui contenaient déjà, sous la forme la plus immédiate, l'idée première de la Légion, Dombrowski resta inactif à Varsovie. Il y voyait de près les louches tentatives de séduction, les manœuvres perfides, l'administration brutale de Souvorov: Il voyait la situation désespérée du pays. En même temps, il prêtait une oreille attentive aux bruits, qui lui arrivaient de loin, des nouveaux succès des armées françaises. Du reste, il ne crut pas tout de suite à la solidité des triomphes militaires de la France isolée. Il n'eut vraiment confiance qu'après la conclusion de la paix de Bâle. Dès lors, il étudia plus sérieusement le plan d'une résurrection de la Pologne, dont l'alliance franco-prus-

sienne devait être l'instrument. Il semble qu'alors, vers le milieu de 1795, sous l'action de cette paix, non seulement Dombrowski, mais encore certains milieux varsoviens, avec lesquels il était en contact, commençaient à être influencés dans un pareil esprit franco-prussien. Aussitôt Dombrowski entreprit de nouer des relations directes avec ses compatriotes établis à Paris. Il avait, il est vrai, sur les rives de la Seine, parmi les émigrés, des ennemis à la rancune tenace, qui d'avance le dénigraient devant l'opinion française. Mais il y avait aussi un appui d'autant plus sûr dans l'excellent Wybicki. Celui-ci, à la veille même de son départ pour la France, au début de 1795, lui avait écrit de Galicie à Varsovie, pour le mettre loyalement en garde contre toute acceptation de service soit dans les rangs prussiens, soit dans l'armée russe. Or donc, en juin 1795, Dombrowski envoya de Varsovie un certain Mekler auprès de Wybicki, à Paris, avec quelques centaines de ducats, recueillis pour l'émigration; il lui demandait par le même courrier des directions politiques. Mekler, cependant, trompa la confiance qu'on avait placée en lui et ne se rendit pas à Paris. Alors, Dombrowski adressa à Wybicki de nouveaux émissaires. Deux d'entre eux furent en route arrêtés par les Prussiens; l'un échappa et arriva jusqu'à Paris. C'était l'époque où se constituait sur la Seine, la Députation hostile à Wybicki, où arrivait Zajonczek, hostile lui aussi, où l'on agitait à Paris, si stérilement, la question de la Légion. Wybicki immédiatement, en septembre 1795, envoya à Varsovie le major Forestier avec des nouvelles détaillées au sujet de la situation à Paris. En même temps, d'une manière tout à fait confidentielle, il conseillait à Dombrowski de traiter directement de Varsovie l'importante affaire des Légions, par l'intermédiaire du ministre français à Berlin, Caillard, ami sincère de la Pologne qui commençait à exercer ses fonctions auprès du gouvernement prussien. Aussitôt Dombrowski, par ce même Forestier, fit tenir secrètement de Varsovie à Caillard une « note »

concise, rédigée suivant les indications de ses amis parisiens. Il y recommandait la convocation de la Grande Diète prorogée, sous le patronage de la France, et la création « sous l'autorité de cette Diète et les auspices de la République française », de corps polonais composés de déserteurs russes et autrichiens, ou tout au moins, l'entrée de légions polonaises au service de la France, en leur assurant, même dans le cas le plus défavorable, le droit de cité français. Il déclarait de plus qu'il était prêt à se rendre personnellement à Paris, afin d'y réaliser une organisation semblable. Naturellement, étant donnée l'attitude du Directoire, hostile au principe même de la Légion, il n'eut aucun succès. Cependant, au début de 1795, les Russes commençaient à se préparer à l'évacuation de Varsovie et à la remise de la ville entre les mains de la Prusse. Souvorov et le général Derfelden, qui après son départ prit le commandement à Varsovie, s'efforcèrent de persuader Dombrowski de se mettre au service de la Russie. En même temps, le marquis Du Chasteler, éminent officier d'état-major autrichien, qui séjournait alors à Varsovie, insistait pour le faire entrer au service de l'Autriche. Dombrowski courtoisement refusa toutes ces offres. Cependant, il se considérait comme peu en sûreté, devant l'occupation imminente de Varsovie par les Prussiens. Il ne pouvait savoir si la rancune prussienne ne le poursuivrait point à raison de son expédition en Grande-Pologne. Enfin les Russes évacuèrent Varsovie et les Prussiens en prirent possession. Dès le lendemain de l'entrée des troupes prussiennes, en janvier 1796, Favrat, le général prussien qui commandait en chef, accabla Dombrowski de politesses tentatrices. Malgré cela, Dombrowski s'adressa pour la seconde fois, par l'intermédiaire bienveillant de Parandier qui résidait à Berlin, au Directoire de Paris, demandant une place dans l'armée française. Il était d'ailleurs resté en contact avec des associations secrètes qui se formaient à Varsovie et même en Galicie. Au début de février, un nouvel émissaire secret, Elie Trémeau, qu'on lui envoyait de Paris,

arriva auprès de lui. Trémeau était un exemple frappant de la force d'assimilation polonaise. Fils du cuisinier favori de Stanislas-Auguste, et plein d'ardeur pour la cause de la libération de la Pologne, à l'époque du soulèvement de Varsovie, il s'était particulièrement employé à entraîner à l'Insurrection la garde royale. Il appartenait, comme le cordonnier Kilinski, Konopka et d'autres, à la « Ligue des Frères, » club extrémiste de citoyens de Varsovie. Il entra dans l'armée révolutionnaire, se battit bravement, et tomba finalement aux mains des Prussiens, d'où il s'échappa à grand'peine ; puis il gagna Paris après diverses aventures. Homme brave, tête chaude, excellent officier de troupes insurrectionnelles, Polonais de cœur malgré son origine française, il fut depuis lors le plus fidèle compagnon et l'infatigable, le dévoué auxiliaire de Dombrowski. Alors, il lui apportait de Paris des nouvelles confidentielles de la part de Wybicki sur la rupture de l'Agence avec la Députation, sur les efforts faits à Paris par les deux groupes, et sur la nécessité de sa présence et de sa collaboration active. Trémeau apportait aussi de Berlin les dernières nouvelles, fort encourageantes qu'il avait reçues en route, de Parandier.

Bientôt, vers la mi-février 1796, Dombrowski quitta Varsovie. Il se rendit à Berlin et soumit personnellement à Caillard la note qu'il lui avait récemment envoyée. De plus, le prince Antoine Radziwill lui procura l'accès de la cour prussienne. Il entra en contact, non seulement avec les ministres dirigeants, Haugwitz, Finckenstein, Alvensleben, mais encore avec l'entourage du roi, hostile à ses ministres, et qu'appuyaient les princes Henri, Ferdinand et les jeunes princes, avec la *camarilla* aulique et militaire des Bischoffswerder, Moellendorf, Massenbach. Encouragé de ce côté, Dombrowski exposa au « cabinet de Berlin » un « projet » extrêmement curieux de restauration polonaise (12).

Les idées développées dans ce projet étaient en partie l'écho, mais aussi la mise au point des futiles et vagues travaux de la conspiration galicienne et des récentes illusions de la

Confédération de Cracovie. Selon le projet de Dombrowski, une nouvelle « révolution polonaise » devait éclater dans toute la Pologne autrichienne, à la fois à Lwow, Jaroslaw, Lublin, Sandomierz et Cracovie. Devançant les troupes russes, « qui avaient déjà l'ordre » de pénétrer dans la Galicie évacuée par les garnisons autrichiennes pour y écraser l'insurrection, les Prussiens y seraient entrés à l'improviste et se seraient emparés des voïvodies de Cracovie, de Lublin, de Belz, jusqu'aux Carpathes. Aussitôt Frédéric-Guillaume II se serait proclamé lui-même, ou bien aurait proclamé l'un des princes de sa maison, roi constitutionnel de Pologne, sous les auspices de la Constitution de Mai ; en même temps on eût convoqué à Poznan la Grande Diète. Dans cette Diète, Caillard, « le ministre de la République française comme représentant d'une nation qui possède la plus grande confiance des Polonais, aurait pris la direction des affaires politiques ». Simultanément, avec un corps de cavalerie légère et 30.000 fantassins, recrutés en Grande-Pologne, « où il ne doit pas y avoir d'insurrection », la Prusse aurait équipé une armée polonaise, placée sous le commandement d'un général français, illustré par la dernière campagne. Sur ces entrefaites, la Prusse, gardant vis à vis de l'Autriche une forte défensive, aurait dirigé l'offensive principale de ses trois corps d'armée de 80.000 hommes contre la Russie, « la plus grande et la plus vieille ennemie de la Pologne et de la Prusse ». Vers la mi-mars, le jour même du mariage du prince Radziwill avec la jeune princesse Louise de Prusse, Dombrowski, en uniforme de général polonais, fut présenté au roi Frédéric-Guillaume, causa avec lui pendant une heure et lui exposa les idées ci-dessus. Il fut reçu et écouté avec intérêt et bienveillance.

Mais de la réalisation de tels plans, comme on l'a dit, il ne pouvait être sérieusement question de la part du gouvernement prussien. La faveur royale n'avait pour but que de capter Dombrowski lui-même pour l'armée prussienne qui s'occupait précisément d'absorber le plus complètement

possible l'abondant « matériel humain » récemment acquis grâce aux partages de la Pologne. Jadis le Grand Electeur recrutait déjà dans la République des compagnies de *lanciers* pour ses «gardes du corps polonais». Plus tard Frédéric le Grand, dans la guerre silésienne, forma un régiment polonais d'uhlans. A l'époque de la guerre de Sept ans, les chevaux-légers polonais, rattachés à l'armée saxonne, donnèrent beaucoup de fil à retordre aux Prussiens. A Kolin, ce furent eux qui chargeant impétueusement et renversant du premier choc l'infanterie et les cavaliers frédériciens, contribuèrent le plus à la complète défaite des Prussiens. Mais Frédéric, après avoir éprouvé à ses dépens la valeur militaire du soldat polonais, n'en eut qu'un plus vif désir de le gagner pour son armée. S'adressant, dans ses proclamations de recrutement, à la « noble nation polonaise » et « à l'antique valeur des gentilshommes polonais », il remplissait d'éléments polonais les rangs de son armée, et spécialement les régiments de cavalerie des hussards noirs et des Bosniaques. A son tour, Frédéric-Guillaume II, surtout après le Second Partage, s'éprit d'un grand amour pour les recrues polonaises. Il se mit à rivaliser avec la « garde noble galicienne » et les divisions d'uhlans polonais formées là-bas, ainsi qu'avec les régiments polono-russes, nouvellement formés par Catherine II. Ayant accordé une organisation tout-à-fait privilégiée au célèbre régiment « bosniaque », composé de lanciers polonais, en brillant uniforme national, et récemment employé, au temps de l'Insurrection, contre ses propres compatriotes, le roi de Prusse lui faisait prendre maintenant ses quartiers à la frontière des voïvodies de Troki et de Podlasie, comme une première avant-garde contre la Russie. En même temps, on créa à la fin de 1795 un régiment prussien de Tartares lithuaniens; dès le début de 1796, à l'initiative du ministre Hoym et de l'*Oberkriegskollegium* de Berlin, on commença, sur une grande échelle, dans les nouveaux territoires le recrutement de la petite noblesse polonaise, pour les régiments de hussards prussiens.

Il est clair qu'un excellent organisateur comme Dombrowski aurait pu rendre à cet égard plus d'un service. Mais il ne voulut pas s'abaisser à de telles besognes. En attendant, il était inopinément compromis de la façon la plus grave par les « associations » patriotiques secrètes de Varsovie. Celles-ci, ayant eu vent de ses démarches à Berlin, commencèrent à l'assaillir de lettres intempestives qui naturellement étaient interceptées par la police prussienne. Ce fut là une maladresse si grossière que l'on ne saurait dire, s'il y avait simplement bêtise de la part de ses auteurs, ou bien machiavélisme chez les agents de la Députation qui essayaient de contre-carrer les efforts de Wybicki et de Dombrowski, ou (peut-être) une ingénieuse machination du ministère prussien pour gêner les velléités de politique secrète anti-russe et pro-polonaise qui s'accentuaient à la cour. Pour cette raison ou pour une autre, au printemps de 1796, eut lieu l'arrestation d'un grand nombre de patriotes polonais à Varsovie, et à Berlin, la divulgation des projets polono-prussiens et leur répudiation, par Berlin, à Pétersbourg et à Vienne. Dans ces conditions Dombrowski jugea bon de se retirer en Saxe. Il se présenta, à Dresde, à l'électeur Frédéric-Auguste et fut reçu avec une grande faveur par celui-ci ainsi que par toute la cour saxonne. Par contre, les partisans acharnés de la Députation parisienne qui se trouvaient en Saxe lui cherchèrent querelle. De Leipzig, par écrit, il renouvela à Caillard sa proposition d'organiser des légions polonaises sous les auspices de la France, quoique d'abord ces légions dussent être attachées au service du gouvernement hollandais. De même, il renouvela sa demande personnelle d'entrée dans l'armée française. Mais cette fois encore, il reçut du Directoire une réponse négative; il fut informé que comme étranger, il ne pouvait être admis au service militaire français, sinon « en qualité de volontaire et sans grade. » Repoussé par la France, sollicité par la Russie et guetté par la misère, désespérant de son sort et de celui de sa famille, il était mis à une cruelle épreuve.

C'est alors que commencèrent à lui parvenir de plus en plus retentissantes les rumeurs de la puissante offensive rhénane de Jourdan, et de Moreau, et surtout le bruit des fabuleux progrès du nouvel astre militaire qui se levait sur l'Italie. Dombrowski prit feu. Il décida de se donner tout entier à la France, et résolut d'entrer dans l'armée française en qualité de simple volontaire, « non pour obtenir un grade ou de l'argent, mais seulement afin de combattre pour la République, pour apprendre, pour voir, et mieux se préparer ainsi au service de sa patrie et de l'humanité ». Il parvint rapidement à obtenir de Caillard une chaleureuse recommandation pour le général Jourdan, et de Parandier une recommandation analogue pour le ministre Delacroix. Il emprunta au vieux prince Czartoryski, pour la route, la somme de cent ducats qui lui fut remise en grand secret par son ami l'abbé Koscialkowski. Ainsi équipé, au début de septembre 1796, il quitta Leipzig, en compagnie de son tout jeune fils et du fidèle Trémeau, pour se rendre par le plus court chemin à l'armée française. Vers le milieu de septembre il parvint à Dusseldorf, où il trouva déjà une garnison française. Il franchit à grand'peine les lignes ; au moment même, l'armée de la Sambre battait en retraite, refoulée par l'archiduc Charles. Près de Giessen, il tomba entre les mains de paysans armés, soulevés contre les Français en retraite, et c'est à grand'peine que, grâce à son excellent allemand, il put échapper à la mort. De Bonn, il écrivit à Jourdan, lui annonçant son arrivée, se recommandant de Caillard et demandant des ordres. Par un aide-de-camp que Jourdan, immédiatement, dépêcha à Bonn, Dombrowski fut conduit par Cologne, au quartier général de Düth. Là, il rencontra pour la première fois la vraie France, forte, juste, il rencontra le soldat français qui versait son sang pour sa patrie et qui était capable d'estimer le Polonais exilé et souffrant pour la sienne. Il fut fraternellement salué par Jourdan et les brillants généraux qui l'entouraient: Championnet, Lefebvre, Bernadotte, et surtout le plus illustre des généraux de l'armée

de la Sambre, le chef de l'aile gauche, le fougueux Kleber. Avec ce glorieux Alsacien, Dombrowski put s'expliquer, en langue allemande, plus facilement qu'avec les autres; car il s'exprimait encore péniblement en français. D'ailleurs, c'étaient, tous les deux, de vieilles connaissances du temps de la guerre bavaroise, lorsque le jeune Dombrowski servait sous les Prussiens et Kleber sous les Autrichiens. Malgré ce bon accueil, le général polonais, péniblement impressionné du reste par la récente défaite des Français, ne pouvait sans autorisation du gouvernement être placé dans leur état-major. Mais il fut par eux vivement encouragé à poursuivre l'idée de la Légion, qui le préoccupait, et qui était irréalisable sans l'assentiment du Directoire. Ainsi donc, après quelques jours de cordiale fraternité et de vie militaire commune, muni de chaleureuses lettres de recommandation, adressées par Kleber au général Clarke, au ministre de la guerre Petiet, à Roussé, membre du Conseil des Anciens, Dombrowski continua sa route vers Paris, où il arriva le dernier jour de septembre 1796 (13).

La situation qu'il y trouva, était extraordinairement difficile et compliquée. L'année précédente, la France s'était débarrassée de la Prusse; elle avait fait ensuite sa paix avec différents princes allemands, notamment avec la maison de Saxe; elle avait ensuite séparé de la Coalition, et même gagné, la Suède et l'Espagne. Elle avait étouffé la chouannerie vendéenne, malgré l'appui que l'Angleterre prêtait à cette dernière. Désormais, en cette année 1796, la France était libre de concentrer toutes ses forces contre l'Autriche. Et, qui plus est, elle pouvait songer aussi à un retour offensif contre l'Angleterre. En effet, elle commençait une action énergique sur les deux principaux théâtres de la guerre autrichienne, en Italie et sur le Rhin. En même temps, elle concevait très sérieusement l'idée d'une expédition armée en Irlande. Car, chose digne de considération, le gouvernement de Paris, indifférent aux malheurs polonais, se montrait d'autant plus sensible aux griefs irlandais. Lui-même encourageait, excitait, aidait les

patriotes et les conspirateurs de là-bas. Il s'engageait à fond vis à vis de l'émigration irlandaise à Paris, si semblable à l'émigration polonaise, mais traitée d'une façon toute différente, et bien plus sérieusement. Le gouvernement français se liait volontiers avec les malheureux chefs de cette émigration, avec le noble lord Edward Fitzgerald, avec Wolf Tone, que le Directoire faisait tout exprès revenir d'Amérique, et qui, finalement, devaient tomber victimes de la trahison et de la provocation, tomber sous les balles, périr par la corde ou s'immoler de leur propre main, mais pour qui l'on préparait en attendant une flotte et une armée française, commandée par le glorieux dompteur de la Vendée, le général Hoche, qui allait débarquer dans la Verte-Erin. Toutefois, ces projets anglais ne venaient qu'en second lieu après les affaires d'Autriche, toujours peu rassurantes. Celles-ci, à un moment donné, dans l'automne de 1796, s'étaient trouvées soudain dans une conjoncture critique, par suite du revers de fortune que les Français avaient subi sur le Rhin. Cette situation devait avoir une répercussion immédiate sur l'orientation politique si hésitante du Directoire. Dans le gouvernement, partagé entre deux tendances, — celle, de plus en plus ouvertement royaliste et réactionnaire des directeurs Carnot et Letourneur, et celle de Barras et de Reubell, républicains et militaristes, avec au centre, l'hésitant Lareveillère, — c'était la première tendance qui commençait à prendre le dessus. On en ressentait les influences aussi bien dans le domaine de la politique intérieure, que dans celui de la politique étrangère dirigée généralement par les représentants du second groupe. Le Directoire, surtout dans la personne de Barras et de Reubell, craignait la paix, parce qu'elle devait faire tarir les ressources pécuniaires qui naissaient abondamment des conquêtes, rendre impossible de payer l'armée et d'occuper les généraux, et augmenter les chances d'une restauration monarchique. Pourtant le Directoire craignait aussi la guerre, fardeau écrasant pour le pays; il redoutait une dictature militaire, toujours possible

en cas de grandes victoires, et l'explosion inévitable d'une révolution qui emporterait le gouvernement. en cas de graves insuccès.

Cette dernière éventualité, à l'heure présente, devenait de plus en plus menaçante à mesure que se multipliaient les signes de crise intérieure et extérieure. Après le complot socialiste de Babeuf, découvert et réprimé au printemps de 1796, il fallut étouffer dans le sang le coup révolutionnaire du camp de Grenelle, provoqué par la police pour motiver une nouvelle recrudescence de répression, au moment où l'on venait de recevoir les premières nouvelles des défaites essuyées sur le Rhin. Ces nouvelles eurent une répercussion fatale et déprimante sur l'état des esprits dans la capitale et dans les Conseils. En outre, des informations menaçantes arrivaient à Paris au sujet des renforts russes promis à l'Autriche, du refroidissement subit de la Prusse à l'égard de la République, et même de son retour à la Coalition sous la pression de l'Angleterre. Tout cela contribuait notablement à renforcer, dans le sein même du Directoire, les tendances pacifiques appuyées, auparavant déjà, par Carnot, à l'adresse de la cour de Vienne. Pour seconder de nouveaux et sérieux efforts diplomatiques dans ce but, plus efficaces que les précédentes manœuvres interlopes, on entreprit, suivant une recette bien connue, des négociations accessoires et fictives à l'adresse du cabinet de Londres. L'Angleterre elle-même y montrait quelque inclination. On avait profondément ressenti à Londres la honteuse faiblesse de la Coalition, la retraite de la Prusse, l'attitude équivoque de la Russie, l'échec de l'insurrection vendéenne. On y gémissait des énormes subsides anglais accordés aux Coalisés, et des graves embarras financiers qui en résultaient pour l'Angleterre. Et surtout on y souffrait d'une véritable famine, d'une extrême cherté du pain, résultat de la cessation des arrivages de blé du « grenier » de la Grande-Bretagne : de la Pologne démembrée. Tout cela faisait naître en Angleterre, un fort mouvement d'hostilité à la guerre Il y eut des

manifestations populaires menaçantes en faveur de la paix, dirigées contre Georges III lui-même. Sans aucun doute il y avait alors quelques hommes d'Etat anglais, avec Pitt, le chef du gouvernement, à leur tête, qui, ainsi que quelques Français modérés, eussent désiré de véritables et sincères négociations de paix. Tout autre pourtant était l'opinion de la majorité des ministres, du roi Georges, qui venait d'être sifflé par la populace de Londres, ce qui l'exaspéra encore plus contre le jacobinisme français, enfin de son favori, l'irréconciliable Grenville, ministre des affaires étrangères. Ceux-ci n'acceptaient une telle négociation que dans l'intention insidieuse, en rejetant l'échec définitif sur le gouvernement français, de se couvrir par contre devant leur parlement, leur propre nation désireuse de la paix, et du même coup, par l'épouvantail de cette négociation, de pousser la Russie et peut-être la Prusse, à entrer dans la Coalition. A cela répondait exactement un jeu analogue du Directoire. Celui-ci, de son côté, désirait par des négociations apparentes, de pure forme, avec l'Angleterre, pousser l'Autriche à la paix, tout en préparant en même temps, dans le plus grand secret, une expédition armée en Irlande. C'est dans ces conditions qu'en septembre 1796, on arriva à une sorte d'arrangement mutuel, mais également équivoque des deux côtés, pour l'envoi, à Paris, d'un négociateur anglais officiel. Un diplomate renommé pour son esprit, ancien ministre à Pétersbourg, le fameux chevelier Harris, plus tard lord Malmesbury, qui en octobre était arrivé sur la Seine, s'y installa pour des négociations de paix destinées à faire du bruit, mais condamnées d'avance à la stérilité.

En même temps, dans le Directoire, et surtout au ministère des affaires étrangères, on conçut l'idée bien plus équivoque encore de jouer à Berlin un autre jeu, sans finesse, et qui sentait le chantage et la farce. Bien entendu, on comptait se servir à cette fin, de cet instrument si maniable, l'émigration polonaise. Pendant le mois de septembre 1796, et tout

à fait indépendamment de la proposition officielle de paix et de garantie des possessions prussiennes, dont Caillard avait été chargé, on avait décidé l'envoi à Berlin d'un agent spécial, officieux et secret, pour offrir à la Prusse ni plus ni moins que le rétablissement de la Pologne et de la couronne polonaise. Cette proposition peu discrète fut faite précisément au moment où l'on savait très bien qu'il ne pouvait être question de sa réalisation. On choisit l'instant le plus défavorable qu'on pût imaginer, l'automne de 1796, le moment même où Dombrowski devait s'en aller de Berlin sans avoir rien obtenu, où le cabinet prussien venait de décliner les offres d'alliance de Caillard, où se succédaient les nouvelles des récentes défaites françaises sur le Rhin, la minute où la délimitation des territoires polonais du troisième Partage s'effectuait définitivement, à l'amiable, entre la Prusse, la Russie et l'Autriche. Par surcroît, cette audacieuse proposition n'était pas adressée aux milieux de la cour berlinoise favorables à ces plans, et où Dombrowski avait développé des idées semblables, discrètement appuyé par Caillard et Parandier. Au contraire, évitant délibérément ces cercles et même l'ambassade de Berlin, on fit la faute d'adresser cette étrange proposition, d'une manière brusquée, pressante, et directe, aux ministres du Cabinet prussien qui en étaient les adversaires les plus déterminés. Evidemment toute cette manœuvre ne visait qu'à compromettre la Prusse, et ce qui était l'essentiel, à inquiéter l'Autriche, à la déterminer à traiter avec la France. Le coup était trop maladroit pour ne pas être immédiatement paré. Il devait finir par un ignominieux fiasco. On y employa un certain Daudibert-Caille, qui autrefois, sous Frédéric le Grand, avait été consul prussien au Maroc, puis créature de Dumouriez, puis agent subalterne et vagabond du département des affaires étrangères en Espagne et en Italie, moitié espion, moitié chevalier d'industrie, misérable, famélique, stupide. Et comme on n'osait pas associer à un tel aventurier et à une telle aventure les éléments les plus sages de l'émigration

polonaise, les Barss, les Wybicki, qui étaient en contact avec l'honnête Caillard et avec Parandier, on s'adressa aux têtes vides et rusées de la Députation.

Ces hommes se hâtèrent de répondre au premier appel. Il est vrai que de leur point de vue austrophile, ils avaient stigmatisé bien souvent leurs rivaux de l'Agence à propos de leur politique prussienne. Mais, dès que le gouvernement français les eut invités à s'associer à cette politique, ils l'épousèrent avec ardeur, soit par simple esprit de concurrence, soit par un calcul machiavélique. Bref, ils s'entendirent avec Daudibert, que le ministère avait désigné de sa propre initiative, en passant par-dessus la tête de Caillard et de Parandier, comme agent temporaire et secret à Berlin. En même temps, on le mettait en rapport avec la Députation, afin de dissimuler ses relations avec le gouvernement par une mission particulière et plénipotentiaire qu'elle lui confierait. Effectivement les serviables hommes d'Etat de la Députation s'empressèrent de nommer le sieur Daudibert, d'après les ordres reçus, leur représentant et leur émissaire *ex officio*. Ils le prirent même à leur charge, indépendamment des subsides gouvernementaux qui lui avaient été accordés. De plus, ils lui remirent, avec un peu d'argent pour la route, trois documents inestimables, destinés à l'accréditer. C'était d'abord une lettre fort extraordinaire sur « la restauration de la Pologne » destinée à l'ennemi déclaré des Polonais et de tous les projets polonais, le comte Haugwitz, ministre prussien des affaires étrangères. Il y avait encore « des pleins pouvoirs » non moins singuliers, autorisant « le citoyen Daudibert, personne très prudente », à « traiter dans cette affaire avec le ministère prussien », en garantissant d'avance aux accords qu'il conclurait, l'approbation des mandants et de la nation polonaise C'était enfin une très curieuse « *instruction* » qui au «prudent » négociateur donnait entre autres pouvoirs celui « d'engager la nation polonaise à reconnaître pour roi de Pologne un prince de la famille régnante de Prusse, sous la Constitution de Mai », cette

même Constitution que la Députation avait toujours attaquée avec tant d'âpreté. Daudibert muni de ces pièces, quitta Paris en octobre 1796, accompagné d'un « secrétaire » digne de lui, un certain Maraboulle. Au début de novembre il était à Berlin. Cachant le but véritable de sa présence aux représentants de la France dans cette capitale, il écrivit de but en blanc à Haugwitz, lui transmit les trois documents et sollicita une audience particulière. Haugwitz, averti dès lors de la présence à Paris de Malmesbury et des tentatives françaises de paix à Vienne, éventa aussitôt toute l'affaire. D'accord avec les autres ministres du cabinet, Finckenstein et Alvensleben, il résolut de se débarrasser le plus tôt possible du compromettant émissaire qu'on lui envoyait. Il remit au roi les papiers qu'il avait reçus de lui et demanda un châtiment approprié à une telle « hardiesse ». Frédéric-Guilllaume II, qui avait conscience que lui-même, à l'insu de ses propres ministres, avait permis qu'on l'amusât de pareils projets, les désavoua avec d'autant plus d'énergie, en traitant l'agent suspect de « fou » qu'il fallait « chasser » au plus tôt. Immédiatement le citoyen Daudibert, par le directeur de la police berlinoise, Eisenberg, fut expédié de Berlin et sous la protection de la police expulsé du territoire prussien.

Par-dessus le marché, pour se couvrir complètement, le ministère royal mit au courant de l'affaire tous les ministres étrangers présents à Berlin, l'Autrichien, prince Reuss, et le Russe, comte Roumiantzev. Mieux encore, par ses ministres à Pétersbourg, Tauentzien, et à Vienne, Lucchesini, le gouvernement prussien envoya les documents Daudibert en copie textuelle aux deux gouvernements impériaux, avec cette observation « qu'un tel projet ne pouvait qu'avoir été inventé par une tête dérangée et ne devait être traité qu'avec un profond mépris ».

Cependant, sous le couvert de ces intrigues diplomatiques secondaires menées de Paris : l'anglaise, la prussienne, d'autres encore, parallèles, dans le genre de la négociation

turque mentionnée plus haut, mûrissait la négociation la plus importante, la plus essentielle dans la situation actuelle, celle qui visait à la pacification autrichienne. Cette grande affaire était combinée, amalgamée, des deux côtés, en France et en Autriche, avec une série de problèmes des plus complexes. Elle était appuyée à Paris par Carnot et les partisans d'une restauration bourbonienne, ou même par les éléments orléanistes en contact personnel avec l'intrigant Clarke et le grand maître de l'intrigue, Talleyrand, qui commençait peu à peu à sortir de la coulisse. Elle était conduite par plus d'un canal souterrain. Après l'échec de Poterat, la négociation entre Paris et Vienne fut reprise, consécutivement par quelques nouveaux agents secrets, ainsi que par l'intermédiaire des quelques cours italiennes intéressées à son succès parce que menacées directement par les armées françaises, les cours de Turin, de Florence, de Naples, apparentées à celle de Vienne.

D'autre part, la tendance pacifique de la France et de l'Autriche avait également à Vienne des soutiens cachés et influents dans certains éléments auliques, gouvernementaux et aristocratiques, ennemis du « baron de la guerre », le parvenu Thugut, le ministre détesté, et de son intransigeante politique belliqueuse. Thugut, par son énergie et son habileté personnelle, se maintenait toujours dans la confiance de l'empereur François. Il jouit pour un temps de l'appui de son épouse, la princesse napolitaine Marie-Thérèse, et de son favori, le comte Colloredo. Il avait à sa disposition l'ambassadeur de Russie à Vienne qui lui était absolument dévoué, le comte Razoumovski, ancien amant de la belle-mère de l'empereur, la reine de Naples Marie-Caroline. Par Razoumovski il touchait le favori de Catherine, Zoubov, qui récemment avait reçu le titre de prince de l'empire germanique, avec la devise scandaleuse en l'occurrence: *Meritis crescunt honores*. Comptant donc, grâce à l'appui de Zoubov, obtenir enfin le concours armé de la Russie, Thugut, avec une inflexible constance s'obstinait à prolonger la lutte

contre la France. Mais ce n'est pas en vain qu'il se plaignait de « devoir craindre plus l'humeur de Vienne que la rage de l'ennemi ». A Vienne, en effet, se dressait contre lui « une ligue puissante, formée de tout ce qu'il y a de grand et de considérable à la cour, qui accable l'empereur, pour le forcer à faire la paix », et en même temps pour renverser un ministre haï. A cette « ligue » appartenaient les premiers dignitaires de l'Etat, que Thugut avait privés de leur influence, les ministres d'Etat, les chanceliers auliques, et les chefs de la plus haute noblesse, les Rosenberg-Orsini, les Starhemberg, les Trauttmansdorf et autres. Des sept frères de l'empereur, les trois aînés, les trois archiducs les plus en vue, étaient entrés dans cette ligue. C'étaient: Ferdinand de Toscane, forcé par les événements militaires à s'accorder avec la France, et mené par son vieux ministre, l'ancien conseiller de feu Léopold II, le profond politique Manfredini, dont l'autorité était grande dans la maison de Habsbourg; l'archiduc Charles, commandant en chef de l'armée du Rhin; l'archiduc Joseph, palatin de Hongrie. On trouvait encore dans cette ligue — et c'en était même le chef — l'oncle de l'empereur, le mari de l'archiduchesse Marie-Christine, le vieux prince Albert de Saxe-Teschen, feld-maréchal autrichien et impérial, et prince royal de Pologne, étant fils d'Auguste III. C'était l'un des hommes les plus influents d'alors, à Vienne comme dans toute l'Europe monarchique. Il était apparenté à tout l'univers. Il était l'oncle du beau-père de l'empereur, le roi de Naples Ferdinand IV, qui commençait à plier devant la France. Il était l'oncle du roi de Sardaigne, Charles-Emmanuel IV, qui avait dû, déjà, céder à ses armes. En même temps, à cette même cour de Turin, il était l'oncle paternel des princes de Savoie-Carignan, possesseurs de grandes propriétés en France, issus de Charles, prince royal de Pologne, et de Françoise Krasinska, futurs héritiers de la couronne de Sardaigne et de l'Italie unifiée d'aujourd'hui. Il était encore l'oncle maternel du grand-duc de Toscane, Fer-

dinand Ier, qui traitait avec la France, et l'oncle du roi d'Espagne, Charles IV, qui tout récemment avait aussi fait sa paix avec les Français. Mais il était encore le frère de feu la Dauphine, et par conséquent l'oncle de Louis XVI et des prétendants au trône de France, le comte de Provence, le futur Louis XVIII, et le comte d'Artois, le futur Charles X. Il était le père adoptif de l'archiduc Charles, qui commandait en chef contre la France. Il était le frère des princes royaux de Pologne, Xavier, qui s'efforçait d'obtenir sa radiation de la liste de l'émigration sur laquelle il avait été porté comme prince de la famille de Bourbon, et Clément, évêque de Trêves, expulsé de son électorat par la France. Il était enfin l'oncle paternel de l'électeur de Saxe, le futur grand-duc de Varsovie, Frédéric-Auguste, qui, précisément dans l'automne de 1796, après le retrait de son contingent sur le Rhin, avait accédé avec toute la maison de Saxe, au traité de neutralisation conclu avec la France. Le prince Albert devait non seulement à ses parentés, mais surtout à son mariage et à ses dignités, une situation tout à fait éminente dans Vienne et dans la maison de Habsbourg. En même temps, il nourrissait une certaine prédilection pour la Pologne. Cette prédilection s'expliquait par son origine, par la tradition dynastique saxo-polonaise et la part que tout jeune encore il avait prise à la guerre de Sept Ans, le séjour qu'il avait fait jadis à Varsovie, à la cour de son père, ses liens avec la Confédération de Bar, ses relations de famille avec les Krasinski, ses rapports étroits et ininterrompus avec les Lubomirski, les Ossolinski, les Dzieduszycki, les Lanckoronski, les Moszynski, et beaucoup d'autres nobles Polonais, domiciliés ou séjournant à Vienne. Effectivement, ami de la France, anti-prussien et anti-russe, il était pénétré d'un certain intérêt et d'une sympathie assez marquée pour les choses polonaises. Le palais du prince Albert sur l'*Augustinerbastei*, palais voisin du *Burg* impérial, où se recontraient, venus de partout, et surtout de Dresde, les fils secrets de plus d'une trame

politique, était l'un des principaux centres de l'émigration polonaise, et en même temps le point de départ des efforts des seigneurs galiciens et des politiques de la Députation de Paris, qui mettaient tous leurs espoirs dans l'Autriche et dans sa réconciliation avec la France. De là aussi partaient les encouragements au parti même de la paix autrichienne en France, que soutenaient Carnot et ses amis officiels et officieux.

Les efforts que faisait dans ce sens le gouvernement français, jusqu'alors équivoques, hasardeux, incohérents entraient à présent dans une voie plus sérieuse. Il s'agissait avant tout de découvrir une récompense et une compensation appropriées pour l'Autriche, en échange de la cession à la France de la rive gauche du Rhin et des Pays-Bas. Dans ce but, à côté de l'ancien projet qui consistait à indemniser l'Autriche en lui livrant la Bavière, ce qui eût entraîné de graves complications pour la politique française dans l'Empire, et notamment avec la Prusse, on examinait des solutions et des formules d'indemnisation nouvelles, devenues possibles grâce aux dernières victoires et conquêtes françaises en Italie. Déjà, pendant l'été de 1796, le Directoire avait résolu dans ses traits généraux le problème qui venait de se poser tout à coup, le problème absolument nouveau et fort important, de la destinée politique des terres italiennes, conquises et en apparence délivrées du joug des Habsbourg et de petites dynasties locales, par les armées victorieuses de la France. Or, au conseil des Directeurs, sous la pression du parti de la paix, on décida que ces territoires ne reviendraient jamais à la nation italienne opprimée, comme l'eût voulu le principe désintéressé de la liberté des peuples. Il ne fallait pas que ces territoires servissent à fonder « une ou plusieurs républiques démocratiques en Italie ». Au contraire, il fallait les utiliser dans un intérêt pratique et purement français, il fallait les employer avant tout comme un objet d'échange, comme un « gage de paix » territorial, lequel pourrait servir à la « com-

pensation » recherchée pour l'Autriche. Cette conception des choses italiennes fut désormais celle du Directoire avec, il est vrai, de légères variantes qui résultaient du changement de la situation militaire. Ainsi, pendant l'été de 1796, grâce aux circonstances alors très favorables, il y était question de l'Italie, comme d'un « gage » indirect; c'est à dire qu'il s'agissait d'en chasser les Autrichiens, de leur offrir seulement la Bavière en échange des Pays-Bas, en indemnisant à son tour l'électeur palatin sur la Toscane et la Lombardie. Mais depuis l'automne de cette même année, après les insuccès rhénans, l'Italie devenait un « gage » immédiat ; c'est-à-dire qu'il était déjà question de rendre aux Autrichiens, contre les Pays-Bas, leurs possessions italiennes perdues, indépendamment d'une compensation à prendre dans l'Empire. De toutes façons, du principe essentiel, qui restait celui de l'utilisation des conquêtes italiennes au profit de la paix autrichienne, il résultait que dans les milieux gouvernementaux de Paris, et surtout parmi les partisans d'une telle paix, on désirait, dans les rapports avec l'Italie et les Italiens, éviter absolument tout ce qui eût pu préjuger du sort futur de ces pays et de leurs habitants, tout ce qui aurait mis obstacle à leur aliénation définitive à titre compensatoire. C'est pourquoi l'on y voyait sans faveur toutes les démarches, tous les actes administratifs trop encourageants et trop spontanés du commandant en chef de l'armée française d'Italie, qui s'efforçait d'exciter le patriotisme italien, de créer des gouvernements provisoires, des liens fédératifs, des congrès constitutionnels, et qui même annonçait continuellement la formation de nouvelles légions italiennes. Une telle propagande révolutionnaire et anti-autrichienne dans la péninsule ne pouvait plaire à Paris, au moment où l'on s'y préparait officiellement à conclure le marché de paix avec l'Autriche.

En effet, dès la fin d'octobre 1796, entre Moreau et l'archiduc Charles, et parallèlement, dès le début de novembre, entre Kleber, chef de l'armée de la Sambre, et le feld-

maréchal Kray, commencèrent des pourparlers confidentiels en vue d'une suspension d'armes. Ces négociations furent vivement poussées par l'archiduc, en plein accord avec le prince Albert et le *Hofkriegsrath* de Vienne. Les propositions de paix, il est vrai, furent finalement écartées, grâce à l'opposition désespérée de Thugut, par l'empereur François. Mais elles étaient caractéristiques des tendances à la paix qui existaient des deux côtés. Cette initiative d'armistice était partie de l'armée française et ne concernait qu'une suspension d'armes sur la ligne du Rhin. A son tour, une action analogue mais d'une portée plus grande, fut entreprise par le gouvernement de Paris. Dans une séance du Directoire, au commencement de novembre, avec la connivence secrète de Delacroix qui en apparence ignorait tout, Carnot, après une entente préalable avec Letourneur et Lareveillère, surprit Barras et Reubell par la proposition catégorique d'envoyer son dévoué Clarke à Vienne, en mission officielle. Clarke était chargé, non seulement de continuer les pourparlers d'armistice, mais encore de conclure une paix définitive avec l'Autriche. Cette brusque motion, avec certaines réserves de la part de la minorité directoriale, fut immédiatement adoptée.

Clarke recevait une double mission. Il devait se rendre d'abord à Milan, afin d'y voir le général en chef de l'armée d'Italie, de le mettre en quelque sorte en tutelle, de le gagner pour la grande affaire de la paix avec l'Autriche, dans l'esprit des intentions secrètes des promoteurs officiels et cachés de cette politique à Paris. Après quoi, il devait aller à Vienne, et tâcher d'y marchander rapidement et rondement les meilleures conditions de paix. Les instructions dont il était porteur, en prévision de ce marché, contenaient jusqu'à quatre espèces de « compensations » pour l'Autriche. Entre autres, vers la fin du document, il était question, en échange de la cession de la Bavière aux Autrichiens, de faire céder à l'électeur palatin la part de la maison d'Autriche dans la Pologne et de la faire servir de point de

ralliement pour la restauration de cet Etat, tout en « conservant au roi de Prusse la plus grande partie de ce qu'il en a acquis ». On ajoutait cependant : « Il est bien douteux que la maison d'Autriche veuille se prêter à ce projet; son alliance avec la Russie, son antipathie pour la Prusse, paraissent des obstacles insurmontables ». C'était donc là, tout simplement une feinte assez vulgaire, qui n'avait d'autre but que de donner plus de prix aux concessions auxquelles on était prêt, au complet désintéressement du gouvernement français dans la question polonaise. En effet, les mêmes instructions indiquaient d'autres « compensations, » beaucoup plus sérieuses celles-là, et propres à séduire réellement l'Autriche. On lui offrait à la fois des acquisitions dans l'Empire, et des restitutions en Italie; et sans se préoccuper du sort de la Pologne, on faisait même entrer dans le calcul des « compensations » « les plus riches provinces polonaises », heureusement annexées à la couronne des Habsbourg. On y joignait des avis archi-confidentiels, concernant surtout l'accord à établir à Milan avec le commandant en chef de l'armée d'Italie. C'était le point capital de toute cette mission diplomatique : « car l'Italie en premier lieu représente un gage de paix ». Muni de ces instructions, Clarke quitta Paris sans autre délai, dans la seconde moitié de novembre 1796.

V

Au milieu de cet immense *imbroglio* où se machinaient tant d'entreprises politiques, réelles ou fallacieuses, mais surtout contradictoires; où, à la confusion interne s'ajoutaient de multiples complications extérieures; où se croisaient la stratégie des armées, celle de la diplomatie, et celle des partis; parmi les querelles parlementaires, les intrigues parisiennes, les complots vendéens, les changeantes péripéties de la campagne du Rhin, de la campagne d'Italie, de l'expédition d'Irlande; tandis que Malmesbury arrivait à

Paris, que Daudibert partait pour Berlin, Dubayet pour Constantinople, Clarke pour Vienne; au moment des pourparlers d'alliance avec la Hollande, la Suède, l'Espagne, d'entente avec la Prusse, la Saxe, la Suisse, de protectorat avec la Sardaigne, la Toscane, Venise, Naples, des transactions séductrices avec l'Angleterre, provocatrices avec la Porte; à l'heure des négociations de paix, de jour en jour plus évidentes et plus importantes, avec l'Autriche; au moment où tout le monde se désintéressait de la cause polonaise, discréditée au surplus par la faute d'une émigration maladroite, besogneuse et désunie; bref, au milieu de ce chaos, de cette confusion déplorable et inextricable, se trouva Dombrowski, arrivé enfin sur la terre promise de Paris (14),

Dombrowski arrive à Paris. Il s'adresse à Wybicki, à Barss etc.

Il n'avait aucun moyen de se reconnaître dans ce labyrinthe. Il ne pouvait tirer beaucoup de lumière de ses compatriotes trompés, égarés eux-mêmes. Il ne pouvait donc compter que sur sa propre prudence, son flair, son intuition de soldat patriote. Il se rapprocha aussitôt de Wybicki, de Barss et du groupe de leurs amis. Par contre, il fut tout de suite honni par les hommes de la Députation, qui précisément, préparaient en secret leur mission berlinoise. Le lendemain de son arrivée, il alla trouver, au ministère des affaires étrangères, Delacroix. Il lui présenta les recommandations dont il était porteur, et demanda une dispense gouvernementale pour servir dans l'état-major de l'armée de la Sambre. Muni également d'une lettre de Kleber pour le ministre de la guerre, il alla voir aussi ce ministre, Petiet, excellent homme, fontionnaire zélé, mais sans influence ni volonté, ancien commissaire des guerres, protégé par Carnot et dans une complète dépendance de ce dernier. Il profita aussi de l'appui et du concours de l'excellent Rossée; il fit la connaissance de l'influent chef de la chancellerie militaire du Directoire, le rusé Clarke. Il s'efforça, de son mieux, de s'orienter au milieu d'hommes et de choses qu'il ne connaissait pas. Il rencontra aussi sur le pavé parisien l'ancien député à la Grande Diète, Stanislas Woyczynski,

Visite à Delacroix

général-major de l'armée de Kosciuszko, qui était arrivé de Berlin peu de temps avant lui, agissant d'accord avec Antoine Radziwill et Caillard. Woyczynski nourrissait encore de grandes illusions au sujet d'une restauration de la Pologne par la Prusse, avec l'aide de la France. Il avait, dans ce but, de fréquentes conférences avec Wybicki et l'ambassadeur prussien Sandoz.

Payant encore un certain tribut à ces illusions que d'ailleurs, comme on sait, partageait alors, avec la maladresse d'une concurrence effrénée, la Députation elle-même, et se référant à des mémoires antérieurement adressés par lui de Varsovie et de Berlin, Dombrowski, pendant la semaine suivante, en octobre 1796, tout en renouvelant ses propres offres de service, remit entre les mains de Delacroix et de Petiet une note concise, à la fois politique et militaire. Il y développait, dans un aperçu de politique générale, les idées usées et chimériques des Prussophiles. Mais, dans des conclusions purement militaires, il démontrait le fondement de la seule idée qui fût vraiment efficace et vivante, et dont pourtant on avait jusqu'alors vainement tenté la réalisation : l'idée de la Légion polonaise. Il rappelait tout d'abord que la malheureuse Insurrection de Kosciuszko, elle-même, « quoique précipitée, quoique laissée sans secours par les Puissances intéressées à l'indépendance de la Pologne, a cependant constitué une diversion utile à la cause de la liberté ». Il en concluait à l'efficacité « d'un nouveau plan d'insurrection, judicieusement combiné pour pousser la Prusse contre l'Autriche et la Russie ». Ces paroles étaient le sacrifice obligé aux rêveries favorites des figurants de l'émigration. Pour leur plaire, il faisait allusion, en passant, à une explosion révolutionnaire en Galicie, à une conjuration armée des Polonais en Valachie, à la mise en branle d'une insurrection de la Hongrie, de la Transylvanie et « des provinces au-delà du Dniepr », c'est-à-dire des Cosaques, à des renforts turcs et suédois, etc. Mais, sans s'aventurer plus avant dans ces régions nébuleuses, Dombrowski n'en formulait que plus

précisément une idée tangible en quelque sorte, et susceptible de réalisation immédiate : « la formation de quelques corps volontaires, de légions polonaises à employer par les armées de la République sur le Rhin et en Italie. » Ces légions devaient être à l'avenir « le noyau et la pépinière » de l'armée polonaise, que, le moment venu, on pourrait « employer en Pologne pour des opérations offensives, selon un plan convenu entre la France et ses alliés ». Provisoirement, elles devaient être des formations de volontaires « à la suite » de l'armée de la République, sous un commandement supérieur français. Elles se composeraient de quelques généraux polonais, qui s'étaient distingués dans les campagnes de 1792 et de 1794 pour l'indépendance ; d'officiers réformés des grades inférieurs, ayant appartenu à l'armée de la Grande Diète et à l'armée insurrectionnelle ; et enfin de soldats provenant des troupes galiciennes, levées de force par les Autrichiens. Ces légions auraient pu et dû être créées immédiatement, étant donné la disponibilité de tous ces éléments, généraux, officiers et soldats, et surtout de ces derniers, des prisonniers galiciens, dont on pouvait disposer en nombre considérable, grâce aux victoires françaises en Italie. Là, en Lombardie, « dans un mois déjà », on pourrait agir en ce sens, et désorganiser d'un seul coup les armées autrichiennes, formées surtout de recrues galiciennes. S'orientant ainsi vers l'Italie, modifiant sans avoir l'air d'y toucher, mais d'une manière très significative, le projet de la Légion, tel qu'on l'avait présenté jusque là, Dombrowski faisait le pas décisif. Sans tenter de deviner un avenir insondable, sa claire intelligence, aidée seulement par l'instinct de l'action, par le sens des réalités, avait touché au point juste. Il avait saisi le moment favorable à la réalisation de son œuvre, et décisif pour la cause polonaise, le moment historique, l'aube qui se levait enfin au-delà des Alpes.

L'affaire, renvoyée par les ministres au Directoire, restait en suspens. En attendant, au bout de quinze jours, Dombrowski reçut une réponse à sa première requête personnelle,

qui avait été soumise à Reubell. C'était une décision du Gouvernement qui lui permettait d'entrer dans l'Etat-major de l'armée de Sambre-et-Meuse. Il pourrait, sans perdre de temps, rejoindre Kleber. Mais il ne se pressait pas de le faire. Il ne parla même pas de cette autorisation officielle dans les lettres qu'il adressa par la suite à Caillard et à Kleber. Il attendait avec impatience la réponse à son projet de légions polonaises, qui, comme Petiet l'en informa, avait été transmis aux Directeurs, et notamment à Carnot et à Reubell. Or, ce projet paraissait avoir été rejeté, puisqu'on permettait à son auteur d'aller sur le Rhin, en qualité de simple volontaire. Il était très possible que, finalement, malgré toutes les recommandations personnelles, l'affaire fût enterrée, s'enlisât dans les bureaux ministériels, comme tant de projets semblables, moins bien étudiés, il est vrai, que les émigrés avaient antérieurement présentés au gouvernement français. Heureusement, en dernière heure, le projet de Dombrowski, le plus intéressant et le plus précis de tous, fut agréé et réalisé, grâce à une circonstance inattendue qui venait de surgir juste à ce moment. Le salut vint d'un fait capital, qui n'avait rien de commun ni avec Dombrowski, ni avec son plan, ni avec les destinées de la Pologne, mais qui touchait d'autant plus le Directoire.

En effet, à cette heure même, les Directeurs recevaient une série de rapports tout récents, envoyés par le général en chef de l'armée d'Italie (15). Il rendait compte de ses derniers succès et des dispositions qu'il prenait pour la conduite de la guerre. Il réclamait instamment d'importants renforts. Il déclarait que bientôt « Rome et toutes les provinces papales, Trieste et le Frioul, et même une partie du royaume de Naples, seraient la proie » des Français. Il annonçait en même temps qu'il était entré à Modène et qu'il y avait réuni une centaine de députés de cette ville, de Bologne, de Reggio, de Ferrare, en congrès de la République Cispadane formée des Légations papales, sur le modèle de la République cisalpine, taillée dans le Milanais et la Lombardie. Il rapportait que

ces députés « étaient animés du plus vif enthousiasme et du patriotisme le plus pur; déjà ils voient revivre l'ancienne Italie; leur imagination s'enflamme, leur patriotisme se remue, et les citoyens de toutes les classes se serrent. Je ne serais pas étonné que ce pays-ci et la Lombardie qui forment une population de deux à trois millions d'hommes, ne produisissent une grande secousse dans toute l'Italie ». Par surcroît, il annonçait la création d'une deuxième légion cispadane, de 2500 hommes, qui avec la première légion lombarde, organisée peu auparavant, et comptant 3500 hommes « fournira une troupe de 6.000 hommes environ, composée de jeunes gens qui ont le désir de la liberté », sous la cocarde nationale italienne, vert-rouge-blanc. Ce sera là « un commencement de force militaire », « qui sans doute aura pour l'empereur (François) comme pour l'Italie, des suites très importantes ».

Les relations ci-dessus du chef victorieux de l'armée d'Italie arrivèrent à Paris dans la seconde moitié d'octobre 1796. Elles inquiétèrent singulièrement et mirent dans un véritable désarroi les membres du gouvernement, ceux-là surtout, qui à cette heure étaient passionnément absorbés par l'affaire de la pacification autrichienne, qui la poussaient par toutes sortes de moyens secrets, qui se préparaient à la surprise de la mission de Clarke, à l'envoi à Vienne de ce pacificateur officiel, et qui faisaient reposer ces combinaisons de paix, en premier lieu sur le « gage italien », et sur les « compensations » directes ou indirectes que ce « gage » permettrait d'offrir à l'Autriche. Et voilà que tout à coup, maladroitement, brutalement, se dressait un général vainqueur, trop ambitieux et trop entreprenant qui gâtait toute cette belle affaire. Il éveillait en Italie l'esprit de liberté et d'indépendance, l'idée de l'unité nationale, il créait des républiques, il équipait des troupes italiennes, il courait sans cesse à de nouvelles conquêtes, il mettait tout sens dessus dessous dans la péninsule.

Or, à Paris, on ne voulait pas de cela. On n'entendait point

porter plus loin en Italie ses armes victorieuses. Au contraire, on comptait s'en retirer le plus tôt possible, grâce à une paix convenable ; et c'est pourquoi l'on ne se hâtait point d'y envoyer des renforts. On frémissait de toute cette « propagande » faite outre-monts, et diamétralement opposée aux combinaisons pacifiques du gouvernement. On frémissait de ces proclamations, de ces gouvernements provisoires, de ces municipalités, de ces congrès, de ces républiques improvisées. Mais c'est avec un suprême dégoût, avec la plus vive inquiétude, qu'on apprenait l'organisation des légions italiennes, de milliers d'ardents patriotes italiens, armés aujourd'hui sous la devise nationale et émancipatrice, et avec lesquels on aurait évidemment, demain, les plus graves ennuis, lorsqu'il s'agirait de les replacer sous le joug étranger, sous le joug des Habsbourg ou sous toute autre domination, selon le résultat du marché de paix. On considéra donc comme une chose nécessaire et urgente de réprimer ces élans intempestifs. Mais ceci devenait extrêmement difficile, en présence de ce général vainqueur, le seul chef français auquel sourît alors la fortune, et avec lequel il ne fallait pas se brouiller, mais qu'on devait au contraire amadouer, gagner à la cause de la paix. Or, il était très délicat de se quereller avec lui au sujet des légions italiennes, qu'il avait appelées à la vie, objet non seulement politique mais par excellence militaire, qui était de sa compétence directe. D'ailleurs, vouloir le priver de ces légions, devenait chose d'autant plus délicate qu'on lésinait précisément sur les renforts demandés par lui. La situation était bien embarrassante.

Le projet de Dombrowski sauva le Directoire de cet embarras.

Aux rapports reçus de Milan, le Directoire répondit aussitôt par une série de lettres, adressées au général en chef de l'armée d'Italie et qui avaient pour but de l'exhorter à la prudence.

« Quelque ardent que soit le désir — écrivait au nom collectif du gouvernement Lareveillère qui le présidait alors,

— que nous éprouvons nous-mêmes de seconder l'élan des Italiens vers la République, la prudence et la politique réunies nous commandent de modérer autant qu'il est en nous, à l'époque actuelle, le feu qui les anime et les démarches qu'un premier mouvement pourrait les porter à faire... Il serait imprudent d'allumer trop fortement en Italie, un incendie révolutionnaire, qui pourrait par la suite devenir funeste aux peuples que nous voulons encourager à se rendre libres... Aujourd'hui que la lassitude de la guerre se manifeste avec force dans l'intérieur de la République française... il convient de penser sérieusement à cette paix, l'objet des vœux de tous, et peut-être ne pourra-t-elle avoir lieu qu'en disposant en faveur de quelques princes d'Allemagne, d'une partie des conquêtes que l'armée d'Italie a faites.... Ces différentes bases qu'il peut devenir nécessaire d'adopter pour arriver à la paix continentale, nous avertissent de songer aux intérêts futurs des patriotes italiens; et ce serait peut-être les compromettre que de trop encourager l'ardeur qu'ils témoignent. Nous pensons donc que les intérêts de la République exigent que nous maintenions les peuples du Milanais, du Modénois, etc., dans ses sentiments qui nous soient favorables, sans nous engager à garantir leur indépendance future, et surtout sans les exposer d'une manière qui serait aussi odieuse qu'immorale, à devenir par la suite victimes de leur imprudence ou de nos conseils ».

Cette belle prosopopée où l'on peut reconnaître à la fois les figures de style mêlées de jongleries logiques de l'élégant sophiste Delacroix, et l'onction théophilanthropique et pédante du bossu Lareveillère, ce chef-d'œuvre d'hypocrisie opportuniste, aboutissait à une conclusion bien digne de l'exorde, où la délicate matière de la légion italienne était touchée. « Nous avons vu avec plaisir, continuait la missive directoriale, l'organisation de différentes légions italiennes, et nous espérons que leur courage contre nos ennemis communs sera digne de l'armée qui vous obéit. » « Mais, ajoutait-on immédiatement, nous vous engageons à composer, autant

qu'il se pourra, ces troupes (légions italo-lombardes), d'étrangers, et principalement de Polonais déserteurs du service de l'Autriche.... Si vous jugez convenable qu'il vous soit envoyé quelques officiers polonais qui pourraient stimuler la désertion chez les patriotes de leur pays qui sont forcément dans les rangs des Impériaux, nous ordonnerons au ministre de la guerre de vous adresser ceux qui se trouvent dans l'intérieur. » Simultanément, dans une autre dépêche datée du même jour, le président du Directoire, empruntant le style fleuri de Delacroix, découvrait le sens véritable des suggestions précédentes. Il déclarait entre autres que « les patriotes polonais, jaloux de préparer les moyens de régénérer leur patrie, désireraient prendre rang dans les phalanges glorieuses de la République française. » Il communiquait « la proposition faite par le général Dombrowski, de prendre à la solde de la Républiqu » des déserteurs polonais de l'armée autrichienne, proposition qui pourtant, étant contraire à la Constitution, « devient inexécutable ». C'est pourquoi le Directoire engageait le général en chef « à voir s'il ne serait pas possible de déterminer le gouvernement provisoire du Milanais, du Modénois, etc..., de les prendre à leur solde ».

Le projet de Dombrowski, en effet, soumis immédiatement par le ministère de la guerre à l'approbation du Directoire, fut aussitôt adopté. Petiet se hâta d'en informer officiellement Dombrowski, dans un langage qui trahissait la manière hypocrite de Delacroix ou de Clarke, et destiné à endormir les soupçons, à échauffer le zèle du général polonais. Il lui affirmait que le Directoire trouvait dans son mémoire relatif aux Légions « des idées qui peuvent, en effet, faciliter aux patriotes polonais des moyens indirects de travailler à la régénération de leur patrie ». Il est vrai qu'à cause de l'obstacle constitutionnel, les légions polonaises ne peuvent entrer au service de la France. Mais elles pourraient, par contre, « être créées chez des peuples amis de la République française, et qui luttent de toutes leurs forces pour la liberté », comme c'est le cas sur les territoires

« de Bologne, de Ferrare et du Milanais ». C'est vers ces terres italiennes, que sans attendre l'avis du général en chef, on avait résolu de diriger Dombrowski ; et l'on pressait maintenant son départ avec une amicale insistance.

La véritable intention du Directoire, c'est à dire des hommes qui alors y dominaient, ne peut être un seul instant douteuse. Il s'agissait en général d'endiguer le courant national et révolutionnaire dans l'Italie du Nord, que l'on avait décidé de sacrifier à la paix autrichienne, et particulièrement d'entraver le développement ultérieur, national et militaire, des légions italiennes. Tel était le service qu'à leur insu les légions polonaises étaient appelées à rendre au gouvernement français. Ainsi, cette légion de volontaires polonais, accordée si gracieusement, adornée de l'appât « des moyens indirects » de servir la Pologne, mais en réalité conçue par les Directeurs philantrophes comme un misérable ramassis de condottières, était condamnée, en vertu de cette paix prochaine qui devait sacrifier en bloc toute la cause polonaise, à périr, à disparaître sans bruit et sans traces. Tout simplement, aux troupes indigènes, dont l'existence, après la rétrocession de l'Italie à l'Autriche, au lendemain de la paix, aurait créé à la France les pires embarras, on voulait substituer des transfuges polonais que l'on pourrait, demain, disperser aux quatre vents du ciel. La faveur gouvernementale n'était qu'un leurre.

Dombrowski ne pouvait approfondir tous ces mystères. Mais son esprit perspicace et méfiant devina des dessous inquiétants et des arrière-pensées suspectes. Les légions polonaises exclues du service de la France, lui-même envoyé avec elles auprès des gouvernements embryonnaires de quelques villes italiennes, et cela dans un moment où circulaient déjà à Paris les bruits d'une paix prochaine, lui donnaient évidemment à penser et provoquaient sa méfiance. D'ailleurs il était toujours hanté des éternelles rêveries polono-franco-prussiennes de l'émigration. La veille du jour où il reçut la dernière lettre de Petiet, qui l'envoyait en Italie,

il remettait une nouvelle « note » au Prussien Sandoz. Il y était question, une fois de plus, de restaurer la Pologne, de convoquer à nouveau la Grande Diète avec ses maréchaux Malachowski et Sapieha, de réorganiser la force armée de la Pologne sous l'égide de la Prusse, dans la partie prussienne, qu'il était possible à la rigueur d'atteindre en partant des camps français établis sur le Rhin. Mais regagner sa patrie à la tête d'une armée libératrice partie d'au-delà des Alpes et des Apennins, c'était une entreprise tout à fait nouvelle et incomparablement plus difficile à imaginer. Si cette idée commençait à se faire jour dans l'esprit si prompt de Dombrowski, elle était obscurcie par l'apparence équivoque de la proposition du Directoire. Aussi le premier mouvement de Dombrowski paraît avoir été un mouvement de recul et de refus. Il songea plutôt à profiter de l'autorisation qu'il avait reçue, une semaine auparavant, de se rendre sur le Rhin en qualité de volontaire. Passant cette fois sous silence la lettre ministérielle la plus récente, celle qui concernait l'affaire des légions, il informa enfin Kleber de la réponse favorable qu'on avait faite à sa première requête. Il l'avisait en même temps qu'il serait, dans quelques jours, rendu à l'armée de Sambre-et-Meuse sous ses ordres.

Mais le même jour, il eut un entretien avec Petiet et Clarke. Il entendit leurs pressantes objurgations. Peut-être entendit-il parler de la mission de Clarke à Milan et à Vienne, des négociations d'armistice que Kleber entamait avec l'archiduc, de la scandaleuse expédition berlinoise du sieur Daudibert. Sans doute fut-il encouragé par un optimiste incorrigible, l'honnête Wybicki, par Prozor, par Barss et par d'autres, qui désiraient avant tout en finir avec la vaine paperasserie parisienne. Lui-même avait le même désir, il tendait de toutes ses forces à l'action. Pendant une nuit encore il dut sans doute lutter avec ses pensées, il dut peser le pour et le contre. Le lendemain sa résolution était prise. Il s'adressa à Clarke qui évidemment avait mission de le rassurer et de le faire partir, et il lui remit par écrit « la résolution qu'il avait prise de se

rendre à l'armée de l'Italie. Il eut quelque peine à s'équiper pour le voyage, car ses ressources personnelles étaient complètement épuisées. Heureusement, Potocki et Soltyk envoyèrent en même temps de Venise quelques centaines de ducats, dont la plus grande partie fut consacrée aux dépenses de la route. On établit au plus vite une sorte d'instruction pour le voyageur; on lui donna des lettres de recommandation pour les émigrés de Venise. Ensuite, en compagnie de Woyczynski, de Trémeau, de son jeune fils, après un séjour d'un mois et demi à Paris, sans autre délai, dans la première moitié de novembre, Dombrowski quitta la capitale de la France. Par Troyes et Langres il se rendit en Suisse, avec une halte à Bâle, où il vit Barthélemy, ami de la Pologne, à Genève et à Chambéry, où il rencontra le vieux général Kellermann, favorable, lui aussi, à la cause polonaise, ancien officier de la Confédération de Bar. De là, par les défilés des Alpes, noyés par les pluies d'automne, ou couverts déjà du verglas hivernal, à peu de frais, et par conséquent avec lenteur, en trois semaines, il gagna le Midi ensoleillé, et inconnu.

Dans les premiers jours de décembre 1796, pauvre, obscur, plein d'inquiétude, Dombrowski fit son entrée dans Milan, la cité ardente, où il devait se présenter au chef suprême de l'armée d'Italie, le général Bonaparte (16).

CHAPITRE V

LE GÉNÉRAL BONAPARTE

I

Napoléon Bonaparte venait d'avoir vingt-sept ans. Né à Ajaccio en Corse, le jour de l'Assomption de la Vierge Marie, « reine du pays corse », comme elle est « reine de Pologne », il commença son existence dans un milieu absolument italien par la nature, le sang, les mœurs, et qui formait comme un petit monde à part. Cette île sauvage et pauvre, que conquirent tour à tour, mais pour la dédaigner, les Carthaginois, les Romains, les Vandales, les Lombards, les Sarrasins, les Pisans, finit par devenir la propriété de la république de Gênes, fut cédée par elle à la France de Louis XV, et, après une vaine résistance dirigée par Paoli, elle dut capituler devant les armes françaises, dans cette même année 1769 où elle mettait au monde le plus grand de ses fils. « Je naquis — telles sont ses paroles lapidaires — je naquis lorsque ma patrie périssait. »

Cette patrie, ce fut d'abord la Corse. Il était Corse de corps et d'âme ineffaçablement. La Corse imprima en lui les traits typiques de la race d'insulaires montagnards qu'elle abrite : hommes de petite taille, solidement bâtis, au teint olivâtre, aux cheveux lisses et sombres, aux grands yeux, au regard perçant, sobres, dormant peu, doués d'une mémoire extraordinaire, ayant un vif sentiment de l'honneur, de l'équité, de la reconnaissance, et en même temps vindicatifs, fiers, dissimulés, taciturnes, concentrés, au besoin diserts et actifs, superstitieux, emportés et querelleurs, et pourtant calculateurs, industrieux, prudents. Mais il serait vain et déplacé de chercher dans le milieu corse le secret de cette

âme immense, à laquelle nulle autre âme corse ne ressembla, dont une racine à peine plongeait dans le sol insulaire, tandis que les autres puisaient leur nourriture dans la terre d'Italie, la culture latine, la grande histoire européenne.

Par son père Charles, élégant, cultivé, docteur en droit de l'Université de Pise, qui avait d'abord combattu aux côtés de Paoli, mais qui s'était bientôt réconcilié avec le nouveau gouvernement français, faible de caractère et de santé, mort prématurément du cancer, il se rattachait à une vieille famille gibeline de Florence, qui paraît dans les chartes du XIIIe siècle, qui émigra au XVIe en Corse, où elle occupa une place éminente dans le patriciat local, tout en s'appauvrissant complètement. Il descendait d'une autre vieille famille toscane par sa mère Lætitia Ramolino, femme d'une trempe virile, qui accompagnait son époux dans les expéditions contre les Français, la nuit, au milieu des balles, lorsqu'elle portait déjà dans son sein le futur empereur des Français; femme simple, du reste, rustique, ardente, Italienne de pure race, résistante et vivace.

Il avait quatre frères et trois sœurs, beaux spécimens physiques de la race, mais moralement vulgaires, médiocres ou nuls, et dont l'acharnement à exploiter sa fortune fut pour lui, jusqu'à la fin, un fardeau et une malédiction.

A l'âge de neuf ans, le jeune Napoléon fut par son père emmené en France pour y recevoir aux frais du roi, une éducation militaire. Il fut d'abord placé dans l'ancien collège des Jésuites, à Autun, dirigé à cette époque par des prêtres sécularisés, pour y apprendre le français, langue qui jusqu'alors lui était restée étrangère. Au bout de trois mois déjà il se tirait d'affaire tant bien que mal. Et pourtant, jamais, lui qui plus tard mania si puissamment, dans ses discours et dans ses écrits, la langue française, ne put se garder des fautes les plus grossières, des italianismes les plus évidents. Ensuite, il passa à l'Ecole militaire de Brienne, sorte d'internat primaire destiné aux cadets de noblesse pauvre élevés aux frais du Roi, assez médiocre au point de vue de l'en-

seignement et même de la surveillance des mœurs. Là, il rencontra des collègues assez peu intéressants, comme ce vénal Bourrienne qui fut plus tard son secrétaire; et des maîtres médiocres aussi, comme son futur rival, le traître Pichegru. Là, comme un jeune otage dans un camp ennemi, il se tenait farouchement à l'écart. Mais il travaillait avec ardeur, lisait assidument Plutarque, étudiait l'histoire, la géographie, les mathémathiques. Après un séjour de cinq ans à Brienne, il fut heureusement admis à l'Ecole Militaire de Paris, modèle des établissements semblables de l'étranger et notamment du corps des Cadets de Varsovie, organisée militairement, comme un régiment, mais dotée généreusement et même avec un certain excès dont ne se plaignaient pas les élèves ; et ce qui valait mieux, pourvue d'un programme vaste et choisi. D'abord, il évita, suivant son habitude, ses condisciples. Parmi eux se trouvait le premier Polonais qu'il ait connu, un Polonais de sang mêlé d'ailleurs, Wladislas Jablonowski.

Il fut, par ses collègues, raillé sans pitié pour son accent et son patriotisme corses. On fit de lui d'amusantes caricatures : on le représenta, s'arrachant aux mains des professeurs qui le retenaient par la perruque, pour courir « au secours de Paoli ». Souvent, lorsqu'il traversait silencieusement la salle d'armes, les mains derrière le dos, exaspéré par des plaisanteries de ce goût, il saisissait un fleuret, et, furieusement, fonçait sur la foule des railleurs. Toutefois, dans ce milieu favorable de la capitale, parmi cette jeunesse noble, vive et bien trempée, il commença à se faire peu à peu aux conditions, nouvelles pour lui, de la vie française. Et il s'appliquait avec acharnement, bien résolu dès lors à servir dans l'artillerie, aux sciences exactes dont cette arme impose l'étude. Aussi, une année ne s'était pas écoulée, qu'il put se présenter devant le savant Laplace, à l'école d'artillerie de Metz, pour affronter l'examen ou plutôt le concours qui donnait droit à la charge d'officier dans l'armée française.

Il réussit. Il fut désigné pour le régiment d'artillerie de

la Fère, qui tenait garnison en pleine province, à Valence, l'un des meilleurs et des plus actifs parmi les régiments de l'ancienne France. Il dut, suivant les règlements, servir quelques mois en qualité de simple canonnier; puis il passa sous-officier, caporal et sergent. Alors seulement, il commença sa carrière d'officier, comme sous-lieutenant, avec une solde de moins de cent livres par mois, qui suffisait à peine à une existence des plus modestes. Elevé très religieusement dans sa famille, Napoléon, plus tard encore, Premier Consul ou Empereur, surpris à l'improviste par une mauvaise nouvelle, se signera avec un « Jésus! » involontaire. Pourtant, il avait bien vite perdu la foi au contact de ses camarades de Brienne et de Paris. A Valence, il fut admis dans une loge maçonnique. Indépendamment des obligations du service régimentaire, il continua pour son propre compte, à se perfectionner dans la science militaire en général et dans la pratique de l'artillerie en particulier. Il s'initiait en même temps à la littérature française contemporaine, surtout à l'œuvre de Rousseau, à ses créations littéraires et politiques. Il lisait les *Confessions* récemment publiées. Il se pénétrait profondément de sa sévère doctrine et de son impitoyable analyse sentimentale. Ayant perdu de bonne heure son père, se sentant pauvre, abandonné, sur une terre étrangère, mais pur, sans aucune tache, il était rempli de cette mélancolique fierté de la jeunesse que la vie n'a pas encore domptée. Surtout, il éprouvait au fond du cœur une douleur patriotique et la nostalgie de sa terre natale. Il connut des périodes de désespoir et de torture morale, et fut tout près du suicide. « Toujours solitaire au milieu des hommes — telles sont les réflexions qu'écrivait pour soi-même le jeune officier de dix-sept ans — je songe à la mort... Depuis six à sept ans, je suis absent de ma patrie. Que les hommes sont lâches, vils et rampants ! Quel spectacle ! Mes compatriotes chargés de chaînes, baisent en tremblant la main qui les opprime... Quand la patrie n'est plus, un bon patriote doit mourir... La vie m'est à charge. » Laissons les esprits subtils, qui connaissent son

extraordinaire destinée, en tirer — à bon marché — de profondes conclusions rétrospectives sur le sang des Borgia ou la mission d'Attila : une seule chose est sûre, c'est que c'était un noble et génial jeune homme, produit de la civilisation européenne occidentale, tel qu'aurait pu être seulement le meilleur de ses jeunes contemporains, qu'il fût Français, Anglais, Allemand ou Polonais.

Après une séparation de huit années, il put enfin, en 1786, revoir Ajaccio au cours d'un congé, se retremper dans l'atmosphère familiale, auprès de sa mère. De là, il fit à Paris, à propos de questions matérielles qui intéressaient sa famille, un court séjour, pendant lequel il écrit à la manière des *Confessions* de Jean-Jacques le récit de sa première aventure avec une pâle et insignifiante Bretonne, rencontrée un soir au Palais-Royal. Il y montre, à l'égard de la femme, une sensibilité timide, mêlée de mépris. De même, il écrira une sorte d'autobiographie amoureuse, beaucoup plus curieuse, restée inconnue jusqu'à ce jour, et conservée par hasard en Pologne. C'est un fragment de nouvelle, *Clisson et Eugénie*, tracé d'une plume sentimentale, juvénile, presque enfantine. Non sans une vue assez pénétrante de son propre état d'âme, il s'y décrivait lui-même, sous le nom du guerrier et du rêveur « Clisson », épris d' « Eugénie », jeune fille de seize ans, qu'il abandonnait pour la gloire des batailles et pour la mort (17).

Au début de 1788 il se rendit de nouveau en Corse. Cette fois encore, il faillit être infidèle à sa destinée, en offrant ses services à la Russie, à Catherine II. L'impératrice qui continuait alors sa seconde guerre turque, et qui voulait à tout prix effacer son échec de l'année précédente, projetait une grande diversion contre la Porte, par la Méditerranée. Comme elle avait envoyé le prince Orlov dans la Méditerranée en 1768, lors de la première guerre turque, elle envoya au printemps de 1788, en Italie, avec une mission secrète, le lieutenant des provinces de Wladimir et de Kostroma, le lieutenant-général Ivan Zaborovski. Cet émissaire devait d'abord entrer en contact, à Trieste, avec le chef des « peuples

albanais, slaves et grecs », et avec Mahmoud, pacha de Scutari. Ensuite, il devait se rendre en Toscane. Avec l'aide de Mocenigo, ministre de Russie à Florence et à Pise, de l'abbé Del Turco, ami de la Russie, de l'agent russe à Livourne, général-major Vassili Tamara, du consul-général Calamaj, il devait « rassembler tous les Corses qui avaient été au service de l'Angleterre, » les envoyer à Syracuse, et de là, comme corps auxiliaire, dans l'Archipel et en Morée. Au témoignage de Zaborovski, le sous-lieutenant Napoléon Bonaparte, qui se trouvait pour lors en Corse, se disposait, sans doute par l'intermédiaire de son frère aîné Joseph (qui au printemps de cette année prenait le grade de docteur à l'Université de Pise), à prier l'émissaire de lui faire une place dans l'expédition. Mais les recruteurs russes refusèrent de lui accorder le grade d'officier qu'il réclamait. D'ailleurs, toute la mission de Zaborovski apparut bientôt un coup manqué. Napoléon Bonaparte renonça à ce singulier projet, et retourna en France (18).

A son retour il trouva son régiment transféré dans une nouvelle garnison, à Auxonne. Là, il se remit avec ardeur au travail, à preuve les notes consciencieuses qu'il tirait de ses lectures, très variées, mais surtout historiques et politiques. Il lisait la *République* de Platon, l'*Histoire ancienne* de Rollin, l'*Histoire florentine* de Machiavel, l'*Histoire de France* de Mably, etc... Il lisait aussi, avec attention, la vie de Fréderic le Grand, mort récemment; il en extrayait quelques détails précis sur le premier partage de la Pologne. En même temps il travaillait avec fougue au polygone d'artillerie. Apprécié au régiment par ses supérieurs et ses collègues, il noua avec eux des relations plus familières. Il se rapprocha notamment du lieutenant Rulhière, neveu du meilleur connaisseur de la Pologne, l'historien éclairé et sympathique de l'*Anarchie polonaise*; c'est grâce à ce jeune homme et à son frère qu'après la mort soudaine de son oncle, cette œuvre fameuse encore manuscrite fut sauvée (1). D'Auxonne, il écrivit à l'adresse de

(1) Pour être publiée, après Iéna, sur l'ordre exprès de Napoléon.

l'illustre proscrit, Paoli, des *Lettres de Corse* enflammées contre le joug français. Il apprenait en même temps les grands événements de 1789, la prise de la Bastille, les progrès rapides de la Révolution. Il suivait ces affaires fiévreusement, avec des sentiments corses, c'est-à-dire dans l'état d'esprit d'un Konrad Wallenrod. Il y voyait surtout des perspectives d'indépendance pour sa petite patrie insulaire. Il se hâta, à l'automne de 1789, d'y retourner pour la troisième fois. Il y régnait une agitation générale, surtout depuis que les décisions libérales de la Constituante avaient fait de cette colonie administrée militairement, une partie intégrante de la France, jouissant des mêmes droits que les autres provinces et avaient permis le retour des patriotes bannis, Paoli à leur tête. Il salua avec enthousiasme le héros national et, paoliste déclaré, il se jeta dans le tourbillon d'une agitation assez trouble, secrètement hostile à la France. « Mes intimes liaisons avec les familles principales et les députés de la Corse — rapportait alors à Pétersbourg l'intelligent Mocenigo, envoyé de Catherine, depuis longtemps la patronne de la Corse, — me permettent d'affirmer que les Corses profitent de la révolution et du rappel de leurs exilés, fermes dans le système d'une liberté complète, pour s'armer sous le général Paoli dans cette intention. Il n'y a point à douter qu'au premier vent favorable ils ne secouent le joug du protectorat français pour se rendre entièrement libres... C'est ce que j'ai découvert et tiré du fond du cœur des députés de cette nation ». Le jeune officier, s'étant égaré pendant plus d'une année dans ces voies obliques, revint finalement au régiment (printemps de 1791) avec une promotion au grade de capitaine. Il se remit aussi au travail intellectuel, et se risqua à de nouveaux essais littéraires d'un genre personnel, toujours inspirés de Rousseau. C'est alors qu'il rédige une sorte de mémoire sur l'histoire de la Corse. Il écrit un bizarre dialogue *Sur l'amour*. Il écrit une dissertation plus étrange encore *Sur le bonheur*. Dans cette dernière il célébrait avec attendrissement la vie tranquille et modérée, illuminée par l'amour

simple, la musique sereine, la mathématique pure, et « l'histoire, flambeau de la vérité, mère des sciences morales ». Il tonnait en revanche contre les passions violentes et pernicieuses, contre la plus pernicieuse de toutes, l'ambition, cette soif que rien n'étanche, qui mène Alexandre le Grand de Thèbes en Perse, du Granique à Issus, d'Issus à Arbelle, de là dans l'Inde; qui lui fait conquérir et ravager le monde, et, qui, toujours insatiable, le brûle, le tourmente, l'égare, et devient une fureur qui ne cesse qu'avec l'existence.

A l'automne de 1791, pour la quatrième fois, il partit en congé pour la Corse. Il s'engagea encore plus à fond dans la politique locale. Il y obtint la charge d'officier dans la garde nationale. Mais il entra en conflit avec des politiciens influents, le député Péraldi qui, sous Paul 1er, devait offrir la Corse à la Russie, avec le subtil Pozzo di Borgo, plus tard son ennemi mortel, de bonne heure vendu à l'Angleterre, et finalement ambassadeur de Russie, sous Alexandre Ier. Cette opposition refroidit ses relations avec Paoli, qui secondait ces hommes, et que ses partisans, de leur côté, poussaient de plus en plus dans le sens d'une rupture avec la France. Lui-même commençait alors à se détacher de ce groupe. Malgré son patriotisme corse, il était déjà trop influencé par la supériorité de la culture française. Il commençait à comprendre que sa petite île ne pourrait arriver à l'indépendance réelle qu'en se donnant à l'Angleterre ou peut-être à la Russie, solution que suggérait alors le consul impérial Calamaj, qui poussait les Corses à se mettre sous la protection de Catherine II. Mais Napoléon Bonaparte, à cette perspective, préférait une réconciliation avec la France. De retour à Paris, dans l'été de 1792, il fut témoin oculaire des journées terribles, du renversement de la monarchie, du massacre des prisons, de la proclamation de la République. La France était en guerre avec la Coalition...

A l'automne de 1792, il retourna en Corse une dernière fois. Il trouva l'île en pleine ébullition. Les événements de la capitale s'y répercutaient dans un milieu troublé par les

tendances séparatistes et les intrigues locales. Contrairement au vieux Paoli, qui avec Pozzo, s'était déclaré pour le fédéralisme girondin, lui-même tenait pour les Montagnards, partisans de l'unité française. En partie malgré lui, il subit le feu croisé des haines de partis et des rancunes personnelles exacerbées. Il succomba dans la lutte contre la suprématie du parti dominant. Il fut, avec toute sa famille, condamné par sentence de ses compatriotes, sous l'autorité de leur chef national. Condamné à « la malédiction et à l'infamie éternelle », il vit sa maison paternelle envahie par une populace en furie. Lui-même dut chercher son salut dans la fuite, pendant l'été de 1793 et dit à sa mère, au départ : « Ce pays n'est pas pour nous ». (*Questo paese non è per noi*). Ces cruelles tribulations lui laissèrent une impression durable. Au milieu d'une guerre civile enragée, menée par tous les moyens, se dissipèrent les rêveries inutiles et abstraites, s'évanouirent l'idéologie si odieuse, plus tard, à l'Empereur, et les vapeurs de l'idéalisme juvénile. L'égoïsme d'autrui, l'égoïsme pervers et sans scrupule, était mis à nu ; en face de cet égoïsme les instincts cachés, guerriers et ambitieux, de cette individualité puissante se réveillaient. Il perdit beaucoup d'illusions, la foi dans son peuple, dans le chef populaire longtemps divinisé par lui — de là plus tard, sa méfiance à l'égard de Kosciuszko, ce Paoli polonais. Il perdit sa foi dans la doctrine démocratique de Rousseau. Il perdit son amour exclusif, aveugle, de la Corse. Dans son âme remplie d'une immense ambition, au-dessus du microcosme insulaire et de ses cent cinquante mille demi-sauvages, se dressait la France, avec ses trente millions d'hommes, la France qui posait des problèmes universels et qui entrait en lutte avec le monde.

II

Le banni de Corse, destiné dès lors à devenir de plus en plus Français, alla rejoindre son régiment qui se disposait à partir

au feu. Dans l'automne de 1793, il fut placé dans le corps expéditionnaire du Midi, chargé de reprendre Toulon à la contre-révolution et aux Anglais. Bientôt, avec le grade de chef de bataillon et de commandant de l'artillerie de siège, il y trouva un champ d'action approprié à ses capacités. Il put y briller par une audace et une habileté peu communes, et surtout par un coup d'œil infaillible et d'heureuses initiatives stratégiques. Il contribua grandement à la prise de la place, à la fin de 1793, et, en récompense de ces services, reçut un avancement extrêmement rapide. Il fut promu général de brigade. Peu après, il fut attaché en qualité de commandant de l'artillerie et inspecteur général de la côte, à l'armée d'Italie qui alors demeurait inactive aux environs de Nice, sur la Riviera, en présence d'une écrasante supériorité numérique des Austro-Sardes. Là, il se rapprocha du commissaire de la Convention, Robespierre le jeune, en mission à cette armée, de l'agent révolutionnaire Buonarroti, et d'autres Montagnards. La Montagne était au pouvoir. Il connut l'énergie obstinée de ses amis d'alors, de ces Jacobins que plus tard, Consul, Empereur, il redoutera si fort.

C'est par leur intermédiaire que, pour la première fois, il soumit au Comité de Salut Public ses idées originales et audacieuses au sujet des opérations militaires de la République (19.) Sans se laisser éblouir par la brillante apparence des neuf armées révolutionnaires, il recommandait de les concentrer, de réunir tout d'abord l'armée d'Italie et celle des Alpes en une seule masse, et d'entreprendre avec cette masse au cœur même de l'Autriche une offensive unique, écrasante. Car, disait-il, « la guerre est comme un siège ; il faut concentrer son feu sur un seul point; ne pas disperser, mais rassembler ses attaques; la brèche faite, l'équilibre est rompu; tout le reste est superflu, et la place est prise. » Avec la puissance d'une logique foncièrement réaliste, et qui passait, avec la rapidité de l'éclair,de sa propre expérience, du siège de Toulon,aux généralisations les plus vastes, avec

la simplicité de l'évidence et du génie, il forgeait les préceptes lapidaires du nouvel art militaire, et implicitement aussi de la science politique, que lui-même plus tard, par des efforts titaniques, devait prouver, développer, incarner. Mais il disait aussi, dans ces mémoires, des choses très sensées, qu'il devait oublier plus tard, non sans dommage pour lui-même. Dans la note remise à Robespierre le jeune « sur la position politique et militaire de nos armées de Piémont et d'Espagne », il se déclarait catégoriquement contre toute idée de conquête en Espagne. « L'Espagne, y disait-il, est un grand Etat... Le caractère patient de cette nation, l'orgueil et la superstition qui y prédominent, les ressources que donne une grande masse, la rendront redoutable lorsqu'elle sera pressée chez elle. L'Espagne, étant une presqu'île, elle aura des ressources dans la supériorité de la Coalition sur mer. Le Portugal serait pour elle un puissant appui... Il ne peut donc point entrer dans une tête froide de prendre Madrid ». De là, Bonaparte tirait cette conclusion qu'au lieu de frapper à l'Occident et au Midi, il fallait au contraire se tourner vers l'Est et le Nord, et « frapper l'Allemagne ». Et comme le point de départ le plus favorable à cette attaque contre l'empereur, c'est-à-dire contre l'Autriche, il désignait l'Italie septentrionale.

Or ici même, dans ce passage de cette extraordinaire « note » de Bonaparte, du début de juillet 1794, se trouvait sa première allusion, le premier éclair de sa pensée stratégique et politique au sujet de la Pologne. « Le système offensif en Piémont, écrivait-il, influe sur la Pologne ». Il pensait évidemment à l'Insurrection de Kosciuszko, qui soutenait à ce moment même sa lutte désespérée. En tout cas, chose frappante, dans ce premier exposé de ses rêves et de ses projets politiques et militaires, par cette observation presque instinctive, mais parfaitement logique et raisonnée, il se montrait à lui-même, dans le lointain, la Pologne.

En attendant, pendant l'été de 1794, il fut directement mêlé aux événements de Thermidor, à la catastrophe de

Robespierre et de ses protecteurs jacobins. Lui-même fut victime d'une machination personnelle. Il fut emprisonné, il se vit à deux doigts de sa perte. C'est par une sorte de hasard qu'il recouvra la liberté. Mais il était compromis par ses liaisons jacobines. Sa carrière semblait brisée. On le lançait dans la direction la plus désagréable pour lui. Il devait, en effet, prendre part à une expédition maritime contre la Corse, livrée par Paoli aux Anglais, avec Georges III comme roi de Corse. Ensuite, on devait l'employer à une campagne répressive contre la Vendée insurgée. Ayant réussi à esquiver ces missions ingrates, il se rendit à Paris, au printemps de 1795.

Il parvint dans la capitale à l'époque où se préparait la transition du gouvernement thermidorien au gouvernement directorial. Il fit la connaissance de quelques personnages marquants du nouveau Comité de Salut Public, de Barras, dont le grand rôle commençait. Il eut ses entrées au foyer de l'intrigue, du pouvoir et des abus. Il y vit de près, il y frôla pour la première fois ce soi-disant grand monde, avec son luxe, son élégance, ses femmes. Il y vit ce que c'était que le pouvoir suprême, comme sa conquête était facile, avec quel désordre on l'exerçait. Pauvre et meurtri par le destin, jouet des événements et de l'arbitraire des hommes, comme la feuille de l'orage, sans illusions désormais, il allait aux faits sans s'arrêter aux apparences, il devinait, pénétrait les choses et les hommes avec une clairvoyance implacable. Il avait un profond mépris des gens au pouvoir, dont il se sentait dépendant, et auxquels il se savait infiniment supérieur. Il brûlait de la soif de s'égaler à eux, de s'élever au-dessus d'eux, et il s'insensibilisait moralement par le spectacle de leurs idées, de leurs moyens et de leur fortune. Surtout il était poussé, entraîné, emporté par la prédestination de son génie militaire. Il rédigeait pour le Comité des mémoires sur l'armée marqués déjà de la griffe du lion d'Italie, il lui envoyait des plans d'opérations offensives, et même des suggestions politiques infiniment perspicaces. Entre autres, dans une « Note politique

sur la République de Gênes », restée inconnue jusqu'à présent, et qui s'était égarée dans une collection polonaise, il indiquait, avec une connaissance des faits qui trahissait le Corse, et une impitoyable subtilité, les moyens infaillibles par quoi l'on pouvait inciter le petit peuple de Gênes, gagné à la France, à renverser le doge austrophile et les oligarques génois. Mais tous ces projets étaient écartés dédaigneusement par des bureaucrates envieux ou bornés (20). A la vérité, vers l'été de 1795, il entra au service topographique du Comité, d'où il exerça toute de suite une influence animatrice sur les opérations italiennes. Mais il restait toujours sous la férule bureaucratique. A chaque instant, il pouvait être congédié. Il devinait aussi la tendance, née au sein du gouvernement après la paix de Bâle, à conclure une paix générale, qui l'aurait infailliblement replongé dans le néant. C'est alors, au début de l'automne 1795, qu'il s'efforça d'obtenir une mission en Turquie afin d'y réorganiser l'artillerie et l'armée ottomane, mais surtout afin de se distinguer dans ces contrées lointaines, car «l'Orient a besoin d'un homme » (21).

En ce moment, la volonté du destin rendit soudain Bonaparte à sa vraie mission. Très habile et très jacobin, et en même temps, ce qui le recommandait à tout le monde, peu menaçant, peu connu, peu imposant, sans relations en France, le pauvre officier Corse, instrument soumis entre les mains de son protecteur, fut choisi par Barras pour commander les troupes gouvernementales contre les insurgés de Vendémiaire. Par la sûreté de son coup d'œil et la rapidité de ses dispositions, il contribua à étouffer cette dangereuse émeute. Il fut récompensé par le grade de général de division et de commandant suprême des troupes de l'intérieur.

Maintenant il était au premier rang. Il pouvait enfin aspirer à la première place, la sienne. Il estima pourtant qu'il ne pourrait y parvenir comme commandant d'une force armée destinée à surveiller les Parisiens et à combattre sur le pavé de la capitale, mais seulement comme chef d'une armée

active, luttant contre les ennemis de la France, et de préférence sur son terrain d'élection, sur la terre d'Italie. Il y fut aidé par Carnot, qui appréciait son talent précoce et qui voyait la nécessité de nouveaux succès pour contraindre l'Autriche à faire la paix. D'autre part, il était secondé habilement par Barras, qui voulait conserver un partisan plein de gratitude dans la personne de ce jeune général, inventé par lui. Aussi, avec l'assentiment unanime du Directoire, Bonaparte reçut, au début de mars 1796, le commandement rêvé par lui, le commandement suprême de l'armée d'Italie. A la dernière heure, il tomba dans un piège que lui avaient dressé son tempérament et sa sensibilité encore novice. Il s'éprit brusquement d'une vicomtesse créole, plus âgée que lui de plus de six ans, facile, adroite, et qui sut par sa bonté d'oiseau, son charme exotique et pseudo-aristocratique agir sur ses sens et sur son cœur. C'était la veuve d'un général révolutionnaire guillotiné, Joséphine Beauharnais, emprisonnée pendant la Terreur aux Carmélites et sauvée alors par un médecin polonais, le brave Markowski. Maintenant elle trônait au milieu du « grand monde » frivole du Directoire, comme favorite de Barras, ce que le général clairvoyant mais amoureux, ainsi qu'il arrive, était le seul à ignorer. Il ne se doutait pas non plus de ce fait que Joséphine lui était en réalité donnée par le cynique Directeur, qui voulait à la fois se débarrasser d'elle, et le tenir plus sûrement, par le moyen de cette femme. Il suivit aveuglément l'impulsion de son amour effréné, malgré sa mère, opposée à cette union, dont elle n'attendait pas de postérité, malgré toute sa famille, opposée au mariage de son chef et de son pourvoyeur avec une femme adorée, coûteuse, pauvre, sa famille qui poursuivit cette belle-sœur indésirée d'une haine impitoyable. Il épousa sa fiancée dans la semaine qui suivit sa nomination comme général en chef de l'armée d'Italie, et deux jours avant son départ de Paris pour le théâtre des hostilités. Enfin, dans les derniers jours de mars 1796, il arriva à Nice, quartier général de l'armée

d'Italie. Il prit possession de son commandement. L'aigle prenait son essor.

L'armée comptait environ 45000 hommes, dont trente mille à peine pouvaient être employés au service actif. Les généraux, dont une partie seulement était réellement capable, ne s'entendaient pas entre eux et n'étaient que trop enclins à critiquer ce blanc-bec de Corse qu'on leur envoyait des bureaux parisiens, quoiqu'ils eussent déjà quelque respect pour ses talents bien connus. Le corps d'officiers était bon en somme, quoique n'ayant point suffisamment subi l'épreuve du feu, il était plutôt insuffisant dans les armes spéciales de l'artillerie et du génie, particulièrement importantes sur ce difficile terrain. L'intendance, scandaleusement, vivait aux dépens de la troupe, au lieu de l'entretenir. Les soldats, jeunes recrues pour la plupart originaires du midi de la France, pleins de bonne volonté, d'entrain, de ressort, d'initiative, bons marcheurs, étaient excellents à l'attaque, mais ils étaient démoralisés, affamés, déguenillés, sans souliers, mal armés, mal payés, indisciplinés, décimés par la maladie dans leurs campements de montagne : tel était le levier que saisit le jeune chef pour ébranler le monde dans ses fondations. En face de lui, sous le commandement en chef du vieux feld-maréchal comte Beaulieu, il avait environ soixante-dix mille hommes de troupes admirablement équipées, dont presque la moitié étaient des Sardes, appuyés par des renforts impériaux, et une moitié des Autrichiens, avec une excellente cavalerie très supérieure en nombre à la française, et renforcée encore par une division de bonne cavalerie auxiliaire napolitaine.

Après une très courte période, deux semaines à peine, de préparation éperdue, intensive, au début d'avril 1796, Bonaparte, tombant, comme la foudre, de la Riviera par les défilés des Alpes, s'inséra comme un coin entre l'armée sarde et l'armée autrichienne, les battit successivement et alternativement pendant la première quinzaine d'avril, à Montenotte, Millesimo, Dego, Sanmichele, Mondovi. Il força ainsi à une

suspension d'armes le roi de Sardaigne, et bientôt, ayant franchi le Pô au début de mai, les ducs de Parme et de Modène. Il repoussa ensuite les Autrichiens plus loin au-delà de l'Adda, et les battit à Lodi. Vers le milieu de mai il fit son entrée triomphale à Milan. Il était maître de la Lombardie: il s'occupa immédiatement de son organisation politique et militaire. Après un court répit donné à la réorganisation de l'armée, disloquée par cet effort extraordinaire, il se précipita immédiatement en avant. Après la sanglante affaire de Borghetto, il franchit le Mincio ; au début de juin il était sur la ligne de l'Adige; il arriva jusqu'au lac de Garde. Ayant pénétré ainsi jusqu'à la Terre Ferme de Venise, à la suite de Beaulieu en retraite, il le refoula finalement jusqu'au Tirol, dans les montagnes de Trente. En même temps, il bloqua Mantoue, et, à l'exception de sa garnison enfermée, il nettoya d'Autrichiens toute l'Italie jusqu'aux Alpes. Ensuite il imposa un armistice au roi de Naples, et bientôt, par l'occupation des Légations, au Saint Siège apostolique. Ainsi, en l'espace de deux mois, il en fit plus que la Révolution n'en avait fait jusqu'alors, au cours d'une guerre de quatre années. Du coup, il se mit au premier rang des généraux de France et d'Europe. Ce fut le premier acte.

Pendant quelque temps, le vainqueur crut pouvoir prendre du repos. Lui-même était enivré de l'éclat des résultats acquis. Il était trompé en partie par les perspectives de paix autrichienne, secrètement négociée entre Vienne et Paris, en partie par la diversion offensive des troupes françaises sur le Rhin. En attendant, après les pertes sensibles qu'il avait essuyées au feu, il ne recevait de France que de maigres renforts, qu'on lui octroyait en quelque sorte goutte à goutte, tandis que par contre les Autrichiens, ayant retiré du Rhin 25.000 excellents soldats, et reformé leurs débris sous un chef nouveau et énergique, le feld-maréchal comte Wurmser, passèrent à une rapide contre-offensive. Ainsi Bonaparte fut surpris, dès la fin de juillet 1796, par une puissante attaque de plus de cinquante mille hommes de nouvelles troupes autri-

chiennes, débouchant en trois corps du Tyrol méridional dans la Lombardie. Soudainement, il dut lever le blocus de Mantoue, brûler, enclouer, enterrer son parc de siège; un instant il songea même à chercher son salut dans une retraite complète. Cependant, il ne permit pas à une telle pensée de s'emparer de lui. Au contraire, gardant l'initiative des opérations, il conçut et exécuta une audacieuse contre-attaque. Au début d'août, il fondit d'abord sur l'aile droite de l'ennemi et le battit sous Lonato; puis, sur le centre, qu'il écrasa à Castiglione. En quelques jours il dispersa toute la belle armée de Wurmser et la rejeta jusqu'au Tyrol. Ce fut le second acte.

Dès lors, Bonaparte était sur ses gardes. Il attendait avec vigilance au début d'août 1796, la nouvelle offensive de Wurmser, qui, pour la seconde fois, s'apprêtait avec une armée fraîche à déboucher en Lombardie. Il le prévint, le tourna, le coupa du Tyrol par la prise de Trente, et soudainement tomba sur ses derrières. Puis, l'atteignant par des marches forcées inouïes, il le battit à Roveredo, Bassano, Sangiorgio; enfin, au milieu de septembre, avec les débris de son armée vaincue, il le poussa sur Mantoue et l'y enferma. Ce fut le troisième acte.

Cependant, au bout de quelques semaines, il eut de nouveau en face de lui une armée nombreuse, et fraîche en grande partie. Malgré tous les coups que Bonaparte lui avait portés, l'Autriche n'était pas encore domptée. Dégagée sur le Rhin, grâce aux victoires de l'archiduc Charles, elle lança ses meilleures forces sur l'Italie perdue. Bonaparte dut combattre soixante mille Autrichiens qui, au commencement de novembre, débouchèrent en deux colonnes, sous le feldzeugmeister Alvinzy, du Tyrol septentrional et du Frioul. Cette fois, Bonaparte débuta assez malheureusement. Il fut refoulé de Trente, menacé d'être écrasé sous Mantoue. Cependant, il ne laissa pas échapper un seul instant l'offensive tactique. Franchissant l'Adige au milieu de novembre 1796, il lança sur les derrières d'Alvinzy, sous Arcole,une attaque de flanc,

très risquée et d'abord presque compromise. Mais cette opération, qui lui coûta des pertes sensibles et qui faillit tourner à la déroute, fut, grâce à une tension extraordinaire de sa volonté, grâce à un élan désespéré et irrésistible, couronnée, après trois jours d'efforts sanglants, par une brillante victoire. Ce fut le quatrième acte. Mais on était encore loin du dénouement.

A distance, la vue éblouissante de cette suite ininterrompue de triomphes pouvait apparaître comme l'ascension fatale d'une heureuse étoile qui s'élevait magnifiquement sur l'horizon européen sans que rien ne pût l'arrêter. De près, les choses apparaissent un peu différentes. Tous les succès de Bonaparte avaient été conquis par un travail formidable; il avait dû les arracher à la fortune, en bravant des périls mortels. Quinze ans plus tard, à son déclin, lorsque, vaincu, il reviendra de Moscou, il dira dans un monologue fameux, à Varsovie, devant des auditeurs polonais : « La Fortune ne donne rien : elle vend tout. L'on me croit heureux; mais je sais ce qu'il m'en a coûté ». C'était vrai, et ce fut vrai dès le début. En ce moment même, sa première ascension, si rapide, s'était faite par un sentier glissant entre des précipices. Dans chacune des quatre campagnes qu'il avait menées jusqu'alors, il aurait pu faire un faux pas, tomber et s'abîmer dans le néant.

Il aurait pu non seulement, avec son mépris souverain de la mort, plus haut que toute bravoure, soit dans d'audacieuses reconnaissances, soit dans les plus fougueuses attaques, comme récemment encore au pont d'Arcole, il aurait pu, souvent, tomber frappé d'une balle, d'un coup de sabre ou d'un coup de baïonnette, ou même (comme le loyal Wurmser l'en prévint une fois à temps), victime du poison ; il aurait pu être fait prisonnier. Mais aussi, tout simplement, il pouvait être vaincu, écrasé. La campagne d'Italie, ainsi la juge un de ceux qui y participèrent, le brave et prudent général Dommartin, a été « une de ces choses heureuses, qu'il ne faudrait pas tenter de recommencer » (22).

Bien plus, il se trompa lourdement, à plusieurs reprises, dans ses calculs, lors de la première invasion de Wurmser, dans l'appréciation de la force de résistance de Mantoue, lors de la première attaque devant Arcole, comme plus tard, avec des conséquences malheureuses ou même heureuses, il se trompera à Saint-Jean d'Acre, à Marengo, à Eylau, à Aspern, ailleurs encore. Ce n'était — il ne faut jamais perdre de vue cette vérité banale — qu'un grand homme, un homme de génie, non quelque demi-dieu ou quelque thaumaturge, omnipotent et omniscient. Or, de cette vérité, si simple, ni alors, ni plus tard, on ne se rendit un compte suffisant. On ne voyait ni alors, tandis qu'il commençait seulement son ascension victorieuse, ni plus tard, lorsqu'il fut au zénith, que ses extraordinaires succès; on ne voyait pas assez son effort surhumain, ni la pression terrible des circonstances, ni les risques effrayants qu'il courait. Alors, on se faisait une idée arbitraire, absolument fausse, de sa toute-puissance; et l'on en déduisait des conclusions trop souvent exagérées, foncièrement inexactes et injustes, sur sa responsabilité historique.

Dans cette première partie, si brillante et si difficile, de sa carrière, indépendamment des immenses difficultés purement militaires avec lesquelles Bonaparte était aux prises, il avait également sur les bras de graves difficultés politiques, provenant de ses relations délicates avec son gouvernement, avec le Directoire soupçonneux, sournois, divisé. Par ses victoires il avait étonné et bientôt inquiété les Directeurs. Soudain, il les gêna: il avait trop bien réussi, il avait trop grandi. A la fin d'avril 1796, déjà, après ses premiers succès, il annonçait au Directoire « qu'il allait pénétrer par le Tyrol jusqu'au cœur de l'Allemagne ». Il dépassait ainsi, et de loin, ses instructions primitives, le rôle, qui lui avait été assigné, de collaborateur subalterne, dont la seule tâche était de hâter la conclusion d'une paix quelconque avec l'Autriche. Il consterna surtout, par cette annonce, les hommes d'Etat, qui, comme Carnot, ne vivaient que pour l'idée d'une proche paix avec l'Autriche. Aussi, au lendemain de Lodi, il reçut sa

récompense sous la forme d'une bien étrange lettre de Carnot. Celui-ci lui exposait dans cette lettre « la nécessité catégorique de terminer la guerre au cours de la présente campagne », d'indemniser l'Autriche au moyen de la Lombardie qu'il venait de lui arracher. En même temps Carnot lui donnait l'ordre de partager son armée victorieuse en deux parties, de remettre le commandement de celle qui devait continuer la guerre contre l'Autriche au vieux Kellermann; et de partir lui-même, avec le reste de l'armée, pour une absurde campagne vers Rome et Naples. Bonaparte refusa catégoriquement. « Mieux vaut, répondit-il, un mauvais général que deux bons... La guerre, comme le gouvernement, c'est une affaire de tact. » Il offrit, impétueusement, sa démission.

A la vérité, en présence de ses nouveaux triomphes, on n'osa pas, à Paris, accepter cette démission des mains du vainqueur de Beaulieu, du conquérant de la Lombardie. Mais depuis lors, Bonaparte restait dans un désaccord, caché sous des dehors amicaux, avec Carnot et ses partisans, tandis que Barras et Reubell, hostiles à ces derniers, ne l'appuyaient que mollement. Il s'écartait de plus en plus du foyer parisien du pouvoir ; il commençait à s'en créer un dans son propre camp. Il y avait là un grand danger, déjà apparent dans cette première période de la carrière de Bonaparte. Il réussit pendant un temps à le conjurer, en graduant fort adroitement les prévenances et les actes d'autorité vis-à-vis du gouvernement; il le conjurait par ses victoires, ses conquêtes, ses trophées; et surtout, par les millions, envoyés coup sur coup aux caisses vides du Directoire et qu'il prélevait impitoyablement sur les riches pays italiens qu'il occupait.

Mais c'est précisément à propos des affaires italiennes que devait éclater le désaccord de principe qui existait entre le général et son gouvernement. En même temps, l'attitude du jeune général dans les affaires d'Italie, cette première attitude politique indépendante qu'il prenait vis-à-vis des grands problèmes nationaux et européens, ce point de départ

de ses grandes entreprises mondiales, particulièrement de sa conduite ultérieure en Pologne et en face de la Pologne, devenaient un facteur d'une immense portée pour lui-même, pour l'évolution de ses propres conceptions, de ses actes et de sa mission historique.

III

L'apparition de Bonaparte à Milan, au printemps de 1796 marquait, sous ce rapport, une étape décisive. Il s'y montrait pour la première fois comme le libérateur, le rédempteur d'une grande nation opprimée, qui luttait pour l'indépendance, et qui lui était proche par le sang et la culture. Mais, en même temps, il pénétrait au centre des complications d'une telle œuvre libératrice. Il entrait dans un chaos de désirs, de tendances, d'opinions contradictoires.

La concorde, en effet, était bien loin de régner dans les milieux italo-lombards. Il y avait d'abord le parti extrême, les jacobins de Milan, sous la direction du violent et ambitieux publiciste Salvador, parti composé d'avocats, de médecins, de commerçants, de petits bourgeois, et en partie, chose remarquable, de membres du bas clergé. Jusque-là, il s'était soustrait aux regards du gouvernement et de la police autrichienne dans des ligues secrètes, d'apparence maçonnique. Après l'arrivée des Français, ce parti, concentré dans la *Società Popolare*, faisait une propagande acharnée de club, sur le modèle parisien, au nom des idées les plus radicales de la démocratie ou de la démagogie. Il y avait un autre parti, moins radical, plus sincèrement démocratique et populaire, comptant une foule des meilleurs représentants de la noblesse et des grands-seigneurs, comme le prince Galéas Serbelloni, tête faible, sans doute, mais patriote ardent et dévoué, comme le comte Porro, le marquis Visconti et d'autres, qui s'étaient même empressés de s'inscrire à la *Società popolare*, mais qui n'en étaient combattus que plus âprement

par les chefs jacobins de ce club. Il y avait un troisième parti encore plus modéré, où, à côté de nombreuses nullités, se trouvait la fleur de l'intelligence italienne, le célèbre jurisconsulte Beccaria, l'historien Verri, le poète Parini, sous la présidence de Melzi-Eril, un des plus capables et des plus prudents hommes d'Etat de l'Italie moderne. C'étaient d'excellents Italiens, au fond, avec une nuance de libéralisme, assez proche du despotisme éclairé. Ils avaient fait jusqu'alors au régime Autrichien une opposition plutôt bénigne, ou même avaient composé avec lui. Maintenant ils étaient prêts à tendre la main aux Français pour l'œuvre de la résurrection de leur patrie, mais sans donner dans un enthousiasme inconsidéré, et non sans demander des garanties sûres et préalables, craignant d'amères déceptions et d'être livrés aux représailles de l'Autriche. Enfin, il y avait un quatrième parti, le parti autrichien, qui s'effaçait, terrorisé par le triomphe inattendu des armes françaises. Ce parti important et influent était composé d'adhérents secrets, de créatures de l'Autriche dépouillées de tout sentiment national. Il était secondé par certains représentants de l'épiscopat, obéissant au mot d'ordre de Rome et de Vienne, par une répugnance compréhensible pour les idées révolutionnaires.

Ce tableau présentait de frappantes analogies avec celui des partis polonais de cette époque et de l'époque suivante. On pourrait y reconnaître les partisans de Kollontay, ceux de Kosciuszko, ceux de la Constitution de Mai, et ceux de Targowica ; on pourrait y retrouver, hommes et choses, toute la Pologne et toute l'émigration polonaise telle qu'elle était alors, et telle que Napoléon la trouvera à Varsovie, dix ans après Milan. D'avance, Bonaparte avait pu, en quelque sorte, étudier la Pologne en Lombardie.

Mais il pouvait s'orienter ici, sur ce terrain italien si proche de lui à tous les égards, avec toute sa géniale promptitude d'esprit, avec tout le bon sens et la perspicacité merveilleuse qui caractérisaient déjà ce cerveau juvénile et inexpérimenté. Le jour même de son entrée dans la capitale lombarde,

dans un discours prononcé au banquet d'honneur de la ville, il fit connaître ses sincères et nobles intentions libératrices. Il fit entrevoir une Lombardie indépendante, avec une armée nationale, une artillerie de cinq cents canons, un accès aux deux mers. Mais en même temps, il recommandait l'accord, l'union, la modération. Il mettait en garde contre la guerre civile, les rancunes de parti, une révolution sociale trop radicale et trop subversive. Car, disait-il, « il y aura toujours des riches et des pauvres » ; d'ailleurs, en présence de l'ennemi, une telle révolution serait insensée. A la vérité, lui-même sortait de l'école jacobine et robespierriste. A la vérité, maintenant encore, il avait à ses côtés des Jacobins déclarés et des pillards fieffés comme le commissaire du gouvernement Saliceti, Corse lui aussi, le futur chef de la police napolitaine, comme l'administrateur des guerres, le Suisse Haller, plus tard aux gages de l'Autriche et des Jésuites. Ces gens étaient mêlés à des Jacobins professionnels de Milan, de l'espèce la plus suspecte, qu'ils favorisaient de toutes leurs forces auprès du général en chef. Cependant, il vit bientôt qu'il était impossible de rien faire de sérieux avec ces éléments troubles. Il pénétra la faible valeur réelle de ce groupe de conspirateurs démagogiques qui lui offrait une aide illusoire. Il découvrit même chez les plus agités de ces agitateurs, la main de l'Autriche, qui, en secret, essayait de provoquer à Milan de graves mouvements anarchistes. En revanche il chercha un appui solide, sans faire aucune distinction de parti, ni de classe, dans toutes les couches du peuple italien, et, surtout, parmi les modérés qui avaient beaucoup à perdre et beaucoup à offrir. Telle fut l'habile méthode qu'après certains tâtonnements expérimentaux, il élabora, éprouva, appliqua dans Milan délivrée. C'est la même dont il se servira plus tard dans Varsovie affranchie.

Mieux encore : Bonaparte plaida devant son gouvernement la cause des Italiens, à peu près dans les mêmes termes que devait employer plus tard le prince Joseph Poniatowski,

plaidant devant Napoléon la cause de la Pologne. « Le peuple de la Lombardie, écrivait-il au Directoire, se prononce chaque jour davantage; mais il est une classe très considérable qui désirerait, avant de jeter le gant à l'empereur, d'y être invitée par une proclamation du gouvernement, qui fût une espèce de garant (*sic*) de l'intérêt que la France prendra à ce pays-ci, à la paix générale.» Il accueillit avec faveur le salut de bienvenue du vieil archevêque de Milan; il se rendit tout d'abord à son palais et ensuite seulement à sa propre résidence, au palais des Serbelloni. Dans sa première proclamation au peuple de la Lombardie, il annonça qu'il respecterait la propriété, les personnes, la religion. A côté de l'autorité militaire, il conserva tout d'abord l'autorité civile du Congrès d'Etat, il installa une municipalité provisoire; il établit par la suite, au début de l'automne 1796, une « Administration Générale » de Lombardie, composée de quatorze membres. Mais, malgré les clameurs et les dénonciations des clubs, il délégua à cette Administration des notables, les Serbelloni, les Visconti, les Porro. Coup sur coup, dans des proclamations d'un style énergique, il se déclara contre les « anarchistes », les « brouillons » ultra-révolutionnaires, « les pires ennemis de la liberté ». « Vous pouvez, — disait-il dans une de ces proclamations — vous devez être libres, sans éprouver les malheurs qu'a éprouvés le peuple français.. Comprimez les malveillants, mais ne souffrez pas qu'un petit nombre de personnes égarent le peuple et commettent des crimes en son nom. » Il recommandait de respecter les propriétés et les personnes, d'entretenir à la fois les sentiments de la justice et de l'ordre, et l'esprit militaire, « qui défend et protège les républiques et la liberté », principal levier de la régénération de la patrie italienne.

La régénération de l'Italie, régénération tout au moins partielle, limitée au cadre de la partie septentrionale conquise par lui, la Lombardie et les Légations, dans la mesure du possible, mais dans une mesure préparant une évolution graduelle: telle fut sans aucun doute, dès le premier moment,

la spontanée et ferme résolution de Bonaparte. Elle était inspirée par une haute ambition, par une grande âme toute nourrie d'histoire, et qui avec une impétuosité juvénile aspirait à s'éterniser par de grandes choses. Ce noble dessein, il est vrai, se rattachait aussi à l'égoïsme élémentaire d'une très puissante individualité, pleinement consciente de ses forces exceptionnelles et qu'un élan irrésistible portait à s'élever, à se manifester, à s'imposer. Et ce dessein, certes n'allait pas non plus sans le profond et inexorable réalisme d'un homme d'action. Précipité soudain dans le tourbillon des plus importants et des plus complexes problèmes européens, des plus terribles embarras de la politique et de la guerre, lancé à fond dans une lutte sans merci contre des adversaires surgissant de tous les côtés, contre l'ennemi, le terrain, le milieu, la nature, son propre gouvernement, les vicissitudes de la fortune, il se fit impitoyable, sceptique, réaliste, opportuniste dans l'appréciation des chances, des choses et des hommes. Il adopta pour principe de mesurer ses desseins à ses forces, d'adapter les idées les plus sublimes aux possibilités physiques et aux circonstances de lieu et de temps. C'est ainsi qu'alors, à Milan, cette conception générale de la régénération de l'Italie, comme plus tard l'idée de la résurrection de la Pologne, il l'adapta aux nécessités de sa carrière historique; il la réalisa fragmentairement, graduellement. Cela ne fait aucun tort à la grandeur de cette idée régénératrice, conçue par lui, qu'un homme d'action de moindre envergure, dans sa situation, aurait certainement repoussée, éliminée d'emblée, mais vers laquelle un génie de sa mesure et de son envolée, en dépit de toutes les réserves et tous les biais égoïstes et réalistes, était attiré instinctivement. Il discuta avec cette idée, recula devant elle, mais il lui fit dépasser le point mort et l'entraîna irrévocablement dans le cours ultérieur de l'histoire. « Sa conception de l'empire français, — ainsi s'écriera dix-huit ans après dans ce même Milan où Bonaparte venait d'entrer en triomphateur, un de ses ennemis

les plus acharnés, — sa conquête de toutes les capitales de l'Europe, sont de sublimes monuments, mais son intention de rétablir la Pologne, la création et l'entretien du royaume d'Italie, sont des traits magnifiques de politique et d'intelligence, qui lui assureront l'immortalité et qui empêcheront les générations futures de s'attarder à ses erreurs et à ses fautes. » (23)

En attendant, les intentions du jeune chef, favorables à la cause italienne, furent faussées et dénaturées en germe par de nombreuses influences hostiles et par de cruelles nécessités militaires. Il devait non seulement entretenir son armée aux frais de l'Italie, mais encore engraisser le gouvernement directorial. Sa mission libératrice devait commencer par une contribution de vingt millions et des réquisitions sans fin. Il avait de plus sur les bras quantité de riches pourvoyeurs, envoyés de Paris, administrateurs, commissaires, agents militaires, qui exploitaient l'armée et le pays, « cette nuée de fripons », « de voleurs », se plaignait-il vainement dans ses lettres au Directoire, « que je ferais fusiller jusqu'au dernier, si j'avais un mois de temps. » Pour dissimuler leurs abus, « ils désirent notre défaite, ils correspondent avec l'ennemi... ils lui disent notre nombre, ils détruisent notre prestige ; aussi je me garde d'eux plus que de Wurmser ». Ce qui est pis, parmi ses plus braves généraux il avait d'effrontés pillards, extorquant des rançons, saccageant les palais particuliers, les institutions publiques, les banques, les établissements de bienfaisance, les églises d'Italie, traînant après soi les fameux fourgons de campagne, qu'ils remplissaient de leur butin. Ainsi se conduisaient Masséna, Augereau, Murat, Lannes et beaucoup d'autres. Il essayait de s'opposer au mal ; il n'avait aucun moyen d'y remédier tout à fait; il en comprenait à merveille les funestes conséquences. « Vouloir appeler une nation à la liberté, à l'indépendance, — c'est ainsi que le prisonnier de Sainte-Hélène s'exprimera sur les soucis de ses premières campagnes d'Italie, soucis qui présentaient tant d'analogie avec ceux que firent naître plus tard les campagnes de

Pologne, — vouloir que l'esprit public se forme au milieu d'elle, qu'elle lève des troupes, et lui enlever en même temps ses principales ressources, sont deux idées contradictoires, et c'est dans leur conciliation que consiste le talent. Néanmoins, dans le commencement, il y eut mécontentement, murmures, conjurations. La conduite d'un général dans un pays conquis est environnée d'écueils: s'il est dur, il irrite et accroît le nombre de ses ennemis; s'il est doux, il donne des espérances qui font ensuite ressortir davantage les abus et les vexations inévitablement attachées à l'état de guerre ».

En effet, les transports d'enthousiasme, avec lesquels il fut salué par les Italiens, se refroidirent bientôt sensiblement sous l'influence de cette intolérable oppression. Bientôt se produisit une réaction hostile, dont profitèrent immédiatement les agents secrets, cléricaux et autrichiens. Mais elle se propagea même aux plus sincères patriotes italiens de la Lombardie, et surtout au parti jacobin, cruellement déçu dans les espérances qu'il avait mises dans le libérateur français, éloigné par lui du pouvoir et rejeté ainsi dans la conspiration... Ainsi, déjà à l'époque des difficiles expéditions de Bonaparte contre Beaulieu, Wurmser, Alvinzy, éclatèrent sur ses derrières des émeutes qu'il lui fallut réprimer d'une manière sanglante. De singulières conspirations antifrançaises se formèrent, des ligues franc-maçonniques et patriotiques, qui escomptaient déjà une défaite de Bonaparte. Tels furent les premiers *Raggionanti* ou «Rayonnants» milanais, auxquels appartenaient même les chefs de la Légion lombarde, fraîchement appelée par lui, à la vie. Ils avaient pris une devise belle mais impraticable, et qui ne pouvait que nuire à leur patrie et profiter à leurs oppresseurs autrichiens : délivrance et unification de l'Italie, sans l'aide des armes françaises et contre elles, par les seules forces de la nation italienne.

Mais négligeons ces graves difficultés locales : le véritable écueil était ailleurs, dans le gouvernement français et dans sa

politique de paix. Le Directoire, par principe, contrecarrait la « propagande » du général en chef. Il recevait avec une malveillance glaciale les députations italiennes que Bonaparte envoyait à Paris. Il désavouait les autorités républicaines créées par le vainqueur, et spécialement les légions nationales italiennes. Contre lui personnellement, au fur et à mesure de ses extraordinaires succès, soit qu'on le craignît réellement, soit plutôt qu'on voulût le perdre dans l'opinion française et l'amener ainsi à plus de réserve dans les affaires italiennes, on répandait des bruits qui devaient le rendre suspect d'ambitions démesurées. On l'accusait de vouloir se faire proclamer duc de Milan ou même roi d'Italie. Enfin, comme on l'a dit, pour le contenir, pour lui arracher les fruits de ses victoires, on envoyait à Milan et à Vienne, le général Clarke, dont la mission secrète, proposée au sein du gouvernement par Carnot, devait précipiter une conclusion immédiate de la paix avec l'Autriche, moyennant l'abandon de l'Italie. Sur ce dernier point, la nécessité de sacrifier l'Italie, Carnot, après le départ de Clarke, ne cessait d'insister, avec la dernière véhémence, dans les séances du Directoire. « Les Italiens, s'écriait-il, sont nos ennemis. Il serait ridicule... que la conclusion de la paix, si importante pour la France, pût être rejetée pour une chicane au profit de l'indépendance des frères et amis d'Italie. Je ne vois dans tous les Italiens que des lâches et des coquins, produit de la longue servitude... Ces peuples, sans doute, sont de l'espèce humaine et pourront se relever un jour de la dégradation par les efforts de l'éducation; mais cette affaire est longue, et ce n'est pas à nous à en prendre la responsabilité. En attendant, pour ce que sont et valent aujourd'hui les Italiens, tels que nous les avons devant nous, je n'en fais pas plus de cas que d'un crachat. Ce sont autant de bandits attachés à la royauté ou à l'anarchie... Cette canaille ne doit pas faire oublier le grand intérêt de la France, qui est la paix... » Clarke, alors créature et homme de confiance de Carnot, était dans des dispositions toutes semblables. Arrivé vers la fin de novembre 1796 à Milan, il y rencontra

Bonaparte qui revenait précisément d'Arcole. Dans l'esprit de ses instructions et de ses propres vues ambitieuses de grand négociateur, il commença à importuner le général vainqueur en faveur d'une cessation immédiate des hostilités et d'une prompte réconciliation avec l'Autriche.

Bonaparte reçut fort mal cet hôte qu'il n'avait pas souhaité. Ensuite, il le gagna, et lui arracha le secret de sa mission et de ses intentions. Il le rendit suspect à son armée victorieuse, et lui enleva la possibilité d'exercer sur elle une influence nuisible. Il lui permit par contre de se rendre en Autriche en vue de négociations stériles. Il gagnait ainsi du temps, tandis qu'il poussait énergiquement le siège de Mantoue. Il se préparait à un nouveau et imminent choc avec l'ennemi, il se préparait à trancher toute cette intrigue parisienne, à sa manière, par l'épée, à garder entre ses mains, de cette façon infaillible, la décision de la guerre et de la paix. En même temps, sans tenir compte des conseils de Clarke, aussitôt après son départ, il aiguillonnait de nouveau les Italiens. Il continuait à seconder l'effort de la Lombardie vers la liberté, le développement de ses institutions républicaines, la déclaration de l'égalité des trois Etats, l'abolition de la noblesse, des titres, etc. Avant tout, il s'occupait vivement de hâter l'organisation, commencée par lui, de la légion italienne. Il déclarait au Congrès lombard, en l'autorisant à envoyer des députés à la Fédération Cispadane : « Si les Italiens veulent être libres, qui pourrait les en empêcher ? » Et au Congrès Cispadan, qui avait émis le vœu de voir réunir en une seule les nouvelles petites républiques italiennes, il disait : « Si les Italiens d'aujourd'hui sont dignes de recouvrer leurs droits, l'on verra un jour leur patrie figurer glorieusement parmi les puissances du globe. Mais n'oubliez pas que les droits ne sont rien sans la force. Votre premier regard doit se porter sur votre organisation militaire. Pour atteindre au but, il vous faut des bataillons aguerris, animés du feu sacré de la patrie ». Il agissait donc en contradiction absolue avec les instructions de Paris, que lui avait apportées l'envoyé du

Directoire. Il allait battre une fois encore l'Autriche. Il gardait, il armait l'Italie. Et il faisait tout cela à ses risques et périls, dans la tension fiévreuse qui précède le combat, dans l'attente d'un nouvel assaut autrichien. C'est cette nouvelle campagne, cette nouvelle victoire, qui devait enfin politiquement le couvrir et l'affranchir vis-à-vis du Directoire.

Et c'était juste à cette heure de suprême tension, heure pénible, dangereuse, irritante, que paraissait devant lui, quelques jours après la visite importune de Clarke, un nouvel émissaire dépêché à Milan sur les traces de ce louche et gênant agent du gouvernement parisien : le général polonais Dombrowski, qui lui apportait un étrange projet : il s'agissait d'adjoindre à l'armée italiennne des légions polonaises.

CHAPITRE VI

LA FORMATION DES LÉGIONS

Bonaparte, à ce moment, ne savait presque rien de la Pologne. Il n'avait sur elle que des notions fragmentaires, superficielles, incertaines (24). Longtemps encore, dans la suite, il manquera, à cet égard, des connaissances les plus élémentaires. Dix ans après, lorsque l'empereur victorieux foula la terre polonaise, « il ne savait rien de la Lithuanie; il ignorait même de quelle manière elle s'était unie à la République... Il connaissait peu notre histoire. Il pria qu'on lui racontât, sommairement, comment la Prusse ducale était parvenue en la possession de l'électeur de Brandebourg ». Maintenant, au début de sa carrière, le général, qui n'avait fait la guerre qu'en terre italienne, était encore plus ignorant des choses polonaises. Il avait consigné dans une sorte d'aide-mémoire des souvenirs de ses premières lectures, des extraits de manuels scolaires, des choses souvent bizarres sur la « Pologne appartenant à la confession luthérienne ». Ensuite, il avait noté par écrit quelques faits, relatifs au Premier partage, tirés d'une *Vie de Frédéric le Grand*. Peut-être aussi quelques notions, plus précises, provenant de Rulhière, lui furent-elles fournies par le neveu de l'historien, son camarade de régiment. De bonne heure le hasard le mit en rapport avec plusieurs Polonais. Tout d'abord, à l'Ecole militaire de Paris, on s'en souvient, il avait eu pour camarade le jeune Jablonowski. C'était un hobereau polonais, que la protection des princesses royales de Saxe-Pologne, sœurs de la Dauphine, avait fait entrer à l'Ecole de Paris. Du reste, il était d'un type polonais assez hybride; teint bronzé, cheveux bouclés, couleur d'ébène, lèvres charnues, pommettes saillantes, résul-

tat sans doute d'une fatale distraction de sa mère, qui dès l'enfance lui avait valu le surnom de « négrillon. » Il était destiné, chose curieuse, à mourir à Saint-Domingue, en pays nègre. Gentilhomme polonais, cadet français, puis lieutenant du régiment français Royal Allemand, major de l'armée de la Couronne de Pologne, lieutenant-colonel de l'Insurrection de Kosciuszko, membre actif de l'émigration, enfin général d'une Légion au service de la France, Ladislas Jablonowski représentait sans doute certaines affinités franco-polonaises. Pourtant, peu intéressant de sa personne, il était, en ce qui concerne les choses polonaises, un informateur médiocre et insuffisant. Plus tard, dans le monde parisien, Bonaparte rencontra d'autres informateurs polonais, plus sérieux. Rue Chantereine, chez Joséphine, il voyait son sauveur, l'excellent docteur Markowski. Il y voyait aussi son ami et probablement son protecteur d'un moment, le beau et chevaleresque comte Prozor, une des figures éminentes de l'émigration polonaise. Mais l'homme qui l'instruisit le plus et le mieux, celui qui alors et même dans la suite influa principalement sur les idées de Bonaparte au sujet de la Pologne et des Polonais, fut son jeune aide-de-camp, Sulkowski (25).

Joseph Sulkowski était le fils illégitime du prince François de Paule, l'avant-dernier né de quatre frères, princes du Saint Empire romain, les Sulkowski de Bielsk et Rydzyna. C'était le le petit-fils du célèbre favori et ministre d'Auguste III, Alexandre-Joseph Sulkowski, fils naturel d'Auguste II; ainsi, en ligne naturelle tout au moins, il était l'arrière-petit-fils d'Auguste le Fort. Né, au milieu de la tempête de la Confédération de Bar, d'une mère restée inconnue, il fut, à l'exemple de son grand'père, donné par le roi de Saxe comme fils putatif à un parent pauvre, Théodore Sulkowski, colonel dans l'armée impériale. Il fut donc, dès sa naissance, séparé de son véritable père, l'aventureux prince François, qui, brouillé avec sa famille, vagabond et polygame, fut successivement major russe, confédéré de Bar, lieutenant feld-

maréchal autrichien, lieutenant-général polonais. Jusqu'à sa mort, il resta sans rapports avec ce père dénaturé, qui l'avait repoussé, qui lui survécut de treize ans, et qui, à sa place, laissa pour héritiers des fils plus jeunes, et soi-disant légitimes, nés d'un mariage avec une Italienne qu'il avait épousée contre la volonté de sa famille. Il dut, vivant lui-même de la charité de ses oncles, voir ces frères plus jeunes, infiniment moins dignes que lui, parader dans une splendeur princière. Il dut plus tard, sous son uniforme usé polono-français, les rencontrer, officiers autrichiens, qui se battaient contre lui et contre les Légions. Tout jeune, il fut d'abord élevé à Vienne, dans le palais du second de ses oncles, le valétudinaire prince Alexandre. Bientôt, il passa chez l'aîné de ses oncles, le chef de la maison, le prince Auguste, fondateur du majorat de Rydzyna d'où étaient exclus, avec le frère prodigue, le prince François, les neveux issus de la belle-sœur italienne. Le prince Auguste, vain, faible, vendu à la Russie, mais non sans talent, s'occupa avec sollicitude du petit Joseph. Il veilla sur lui d'autant plus tendrement que tous les oncles de « don Pepi » étaient alors sans enfants, et que dans celui-ci, dont les traits charmants et le tempérament orageux rappelèrent de bonne heure la majesté d'Auguste, ils reconnaissaient un rejeton de leur souche royale. Et, en effet, si le sang empoisonné d'Auguste-le-Fort a propagé dans la malheureuse famille des Sulkowski, de génération en génération, des fautes et des crimes inouïs, des crimes privés, allant jusqu'au matricide, des crimes publics allant jusqu'à la trahison payée, une goutte noble et fière de ce sang royal était parvenue dans les veines de ce déshérité, infortuné descendant d'une grande race.

Joseph Sulkowski fut donc élevé en enfant choyé, dans le palais de Rydzyna. Son tuteur l'emmena dans de longs voyages. Son éducation fut somptueuse, comme celle des fils des plus illustres magnats polonais, comme celle de Joseph Poniatowski, de Jean Potocki, d'Adam Czartoryski. Instruit,

avec un certain désordre, dans toutes les sciences à la fois, il profita de cet enseignement, grâce à des capacités extraordinaires. Il accumula les connaissances les plus diverses. Il apprit plusieurs langues. « Mais il parlait le plus volontiers, et avec le plus d'intelligence, d'opérations militaires, de forteresses, de batailles; il savait dire comment cette bataille avait été gagnée, quelles erreurs avaient été commises, et par qui ? » Enfant prodige, avec des traits qui rappelaient son ancêtre couronné, il fut par son oncle et tuteur, présenté à toutes les cours. Il fut présenté au « cousin » Louis XVI, arrière-petit-fils comme lui d'Auguste le Fort, et à Marie-Antoinette, à l'Empereur Joseph et à Frédéric-le-Grand. Emmené enfin sur la Néva, présenté à Catherine II, il fut, par une faveur spéciale de l'impératrice, admis avec le grade de *junker* de la garde à cheval, dans l'armée russe, qu'il allait bientôt combattre avec une détermination désespérée. Il fut ensuite, par la protection de son oncle, bénéficiaire de la commanderie héréditaire des Sulkowski, et chevalier de l'Ordre de Malte, dont il devait plus tard emporter d'assaut le siège antique.

Mais il rendit de meilleurs services aux traditions de sa famille, en entrant comme enseigne dans l'armée polonaise, dans le régiment qui portait le nom des Sulkowski, en garnison à Rydzyna, et qui passa plus tard à Varsovie et s'illustra sous le nom de régiment Dzialynski.

Après la mort du prince Auguste, puis du prince Alexandre, le jeune Joseph perdit l'affectueuse sollicitude de sa famille. Il ne la trouva plus dans le plus jeune et le plus misérable de ses oncles, le prince Antoine, nouveau titulaire du majorat de Rydzyna, qu'absorbait le souci d'un rejeton unique et tardif. Perfidement éconduit par lui, repoussé par son père, il ne reçut de secours, et encore par intermittences, que de ses tantes, particulièrement de la princesse Auguste. Il n'en mûrit que plus vite, pénétré bientôt d'un profond mépris pour les misérables intrigues de famille, et pour les magnats en général. Il condamna impitoyablement tout l'ancien régime,

en lequel il voyait la cause principale des malheurs de la patrie. Il eut une foi d'autant plus ardente dans la nécessité d'une révolution générale et radicale, seul instrument, d'après lui, de salut et de régénération nationale. Depuis lors, il demeura à Varsovie avec son régiment. Il parvint au grade de lieutenant, puis au grade de capitaine. Il approfondissait la théorie militaire, il lisait « les œuvres des généraux illustres ». Il n'était pas exempt de certains égarements d'un tempérament à la fois fougueux et timide. Très réservé, fier, soupçonneux, il était parfois d'une confiance exubérante et enfantine. Se méfiant en général des femmes, il était pourtant accessible aux sentiments les plus vifs. « Taciturne, peu pressé de lier connaissance, c'est ainsi que le décrit un de ses camarades au régiment, il avait accoutumé son corps aux privations et aux fatigues, quoiqu'il fût de constitution très faible, et souvent forcé de se soigner ». Mince, élégant, adroit, il était, de par son éducation noble, rompu à tous les exercices du corps, escrime, équitation, danse même. Il avait une belle tête léonine, dont l'expression changea beaucoup, plus tard, lorsque le visage s'émacia sous des cheveux plus rares, comme consumé par une flamme intérieure, les efforts et les fatigues, mais qui, alors, rappelait d'une manière frappante celle d'Auguste-le-Fort. Au reste, pour la tournure d'esprit, le jeune officier du régiment Dzialynski ressemblait étonnamment à ce jeune officier corse, presque son contemporain, qui mûrissait à ce moment dans le régiment de la Fère, à l'autre bout de l'Europe.

Bientôt, quoiqu'il fût un juge très sévère de la Constitution de Mai, caduque et fautive d'après lui, cependant le jeune Sulkowski se trouva dans les rangs de ses défenseurs. Il lutta contre l'invasion des Targowiciens et des Russes pendant la malheureuse campagne lithuanienne de 1792. Avec un détachement de tirailleurs, toujours aux avant-postes et, pendant la retraite, à l'arrière-garde, il se distingua brillamment. Deux fois blessé, il mérita la croix *Virtuti militari*. Il se battit avec tant de fougue, commanda avec tant

d'intelligence que « les officiers placés sous ses ordres ne trouvaient pas d'expression adéquate pour louer sa valeur, son sang-froid et sa présence d'esprit ». Il assista avec une rageuse amertume aux fautes militaires et à la trahison du haut commandement lithuanien pendant la campagne, et à la capitulation politique du Roi devant les ordres de Targowica victorieuse. C'est alors qu'il « forma des ligues secrètes parmi les officiers : il les engageait à se préparer pour un coup de main qui devait décider les destinées de la patrie ». Il se lia d'amitié avec un officier, comme lui capable et plein d'ardeur, de l'armée lithuanienne, le général poète Jacques Jasinski. Il partageait avec lui la confiance dans la France révolutionnaire, qui, suivant la poétique prédiction de Jasinski,

« Au mépris des tyrans vainement irrités,
Du Tage à la Néva porte la Liberté ! »

Aussi, devant la honteuse défaite de la cause nationale et la victoire de Targowica, il conçut le projet de quitter le pays « et de se jeter dans la guerre française ». Il emprunta pour le voyage, engageant sa pension de capitaine, et muni d'une chaleureuse recommandation de Descorches, il quitta Varsovie dans l'été de 1792.

D'une plume encore modérée, reconnaissant « l'héroïsme » du prince Joseph Poniatowski et la « vaillance » de Kosciuszko, il traça un récit de la dernière campagne. Il arriva à Paris au début de 1793, au moment des vaines démarches de Kosciuszko. Il se trouva tout à coup dans la main de l'équivoque Maliszewski, sous l'influence de son beau-père, le rusé orientaliste Venture, dont il aima la seconde fille, « la belle Egyptienne ». Grâce à ces utiles relations, il obtint la naturalisation française. Mais il entra du même coup dans la société très mélangée des amis de Maliszewski : des Polonais à l'étiquette très rouge et des Français de même couleur, en apparence, mais en réalité d'une espèce fort suspecte comme l'insidieux Rousselin de Saint-Albin, l'onctueux Garran de Coulon, l'effronté Mehée de la Touche et autres, maraudeurs de la Révolution ou espions de la Coalition, camouflés

en jacobins. Trompé et excité par eux, il se laissa, de très bonne foi, entraîner à flétrir, au nom des grands principes révolutionnaires, le « modérantisme » polonais, calomnié à dessein dans l'intérêt des ennemis de la Pologne même. Il prit part à cette campagne sans en apercevoir les mobiles cachés. Dans la « Dernière parole » d'un Polonais, il lançait l'anathème à toute la Constitution de Mai, pour les motifs les plus purs. Il condamnait avec raison les crimes des magnats et les préjugés aristocratiques, mais aussi, il témoignait une haine injuste aux plus saines et aux plus salutaires résolutions de Mai.

En même temps il apprenait l'arabe, et Venture l'initiait aux choses d'Orient. Les questions orientales occupaient alors vivement le gouvernement français, soit par rapport à la Turquie, soit même par rapport à l'Inde, où, d'après les indications d'Ahmed Khan, membre de l'ancienne ambassade indienne de Tippo-Sahib, demeuré à Paris, se préparait une nouvelle diversion contre l'Angleterre. A cette époque, en 1793, comme on l'a dit, Sulkowski obtint du gouvernement français une mission, très risquée, d'abord pour Constantinople et ensuite dans l'Inde. Lorsqu'il vit l'impossibilité d'aller jusque là, au printemps de 1794, il revint, d'Alep à Stamboul, après maintes aventures, en faisant un grand détour par la mer Noire. On était déjà en été, et l'Insurrection de Kosciuszko battait son plein. Il trouva à l'ambassade française de Constantinople l'aimable Descorches, qu'il avait connu à Varovie. Il remit entre ses mains le mémoire cité plus haut, où il exprimait son opinion sur l'Insurrection et sur les chefs de celle-ci. Il devait porter à Kosciuszko des lettres de Descorches au nom du gouvernement français ; mais cette expédition fut trop retardée, et ainsi Sulkowski ne put se mettre en route que vers l'automne. Travesti en Arménien, il partit de Constantinople, passa par Andrinople et Bucarest, se dirigeant vers la Pologne. Mais il fut de nouveau dénoncé par des traîtres. Poursuivi par des espions autrichiens et russes, précédé par un fidèle signalement de police qui le

dérivait comme « joli garçon élégant, pareil à une belle jeune fille, aux grands yeux et aux longs cils, habillée en homme », il fut arrêté à la frontière valaque par les Autrichiens. Il réussit, c'est vrai, à sortir de captivité grâce à son sang-froid et à sa présence d'esprit. Mais il n'arriva en Pologne qu'au moment de la défaite de l'Insurrection, en plein massacre de Praga. A peine eut-il le temps de se battre un peu avec la soldatesque de Souvorov et de se faire blesser pour une cause perdue. Bientôt il dut repartir pour l'exil. Il perdit sans fruit toute l'année 1795, parmi les émigrés polonais de Valachie, de Galicie et d'Italie. Au début de 1796 il revint pour la seconde fois à Paris. Témoin partial et maussade de la scission qui se produisit là-bas au sein de l'émigration, qualifiant Barss de « vendu », Wybicki de « satané Prussien », il se tenait, par contre, du côté de la Députation et du Comité de Venise. A leur exemple, dans ses mémoires adressés au gouvernement parisien, il flagellait l'esprit rétrograde des Polonais, sonnait le tocsin d'une nouvelle Insurrection. D'ailleurs, s'élevant d'un essor puissant, avec son énergie naturelle, au-dessus des égarements et de la mesquinerie des factions, également frappé des succès militaires de la France et de l'amélioration rapide de la condition de ses paysans émancipés, hanté par l'idée humiliante de la résistance de la Pologne si tôt brisée, et par l'idée de ses « six millions de paysans-esclaves », il portait dans son âme tumultueuse et sublime une soif inextinguible de revanche, de liberté et de gloire, *amor patriae laudumque immensa cupido*. Immuablement il avait devant les yeux le but ultime de ses courses errantes : apprendre à sa source le grand art de la guerre et de la victoire, se couvrir de gloire, revenir en libérateur de son pays et de son peuple.

Après bien des démarches, Sulkowski, par l'intermédiaire de Maliszewski et de son compère Rousselin, se lia d'amitié avec un Français d'une espèce peu commune, comme lui d'une ambition concentrée et exaltée, le conseiller, le confident et chef d'Etat-major de Hoche, le général Chérin.

Grâce à l'influent appui de ce général auprès du ministre Petiet, au printemps de 1796, Sulkowski, citoyen français, fut envoyé à l'armée d'Italie, avec le rang de capitaine d'infanterie *à la suite*. Aussitôt il alla se présenter, en personne, au général en chef à Livourne. Mais Bonaparte, après de récentes et amères expériences, observait une grande réserve à l'égard de Paris. Son bureau secret le renseignait non seulement sur ce qui se passait au camp ennemi, à Turin, Rome et Vienne, mais aussi, avec une vigilance toute spéciale sur ce qui se passait à Paris. Car, d'après le témoignage d'un des chefs de ce bureau, « il fallait savoir ce qui se faisait autour des directeurs, de quel parti étaient les officiers que le Directoire nous envoyait à Milan, et qu'ainsi nous connaissions tous, avant même leur arrivée ». Sulkowski, pareillement, à cause des trop chaleureuses recommandations qu'il apportait de Paris, fut accueilli par Bonaparte avec une certaine méfiance. Attribué d'abord à la division du lac de Garde, il fut au moment où commençaient les opérations contre Wurmser, renvoyé — preuve de méfiance — au corps qui assiégeait Mantoue. Heureusement pour lui, comme il fallut tout-à-coup lever ce siège, Sulkowski put prendre sa part de la victoire de Castiglione, se faire mieux connaître du général en chef, approcher de sa personne et rester en qualité d'adjudant au grand Etat-Major.

Tout de suite, il s'efforça d'en profiter pour la cause nationale. Il fut le premier des Polonais à contempler de près le génie de Bonaparte, le premier à en pressentir l'immense importance pour l'avenir de la Pologne. Par la Députation de Paris, il était en relations avec Oginski qui résidait à Constantinople. Il lui conseilla, sans perdre de temps, de s'adresser au nom de ses concitoyens « à ce général qui sans aucun doute serait un jour à la tête du gouvernement français, et sur lequel il fallait dès lors placer l'espérance d'une restauration de la Pologne ». Oginski, en effet, à la suite de ce conseil, adressa immédiatement au chef de l'armée d'Italie une lettre enflammée, où il lui disait avec l'emphase qui lui

était propre : « Quinze mille Polonais, qui ne furent jamais libres, victimes aujourd'hui de la violence de leurs voisins, tournent les yeux vers Toi... pour que tu leur montres le moyen de secouer le joug qui les opprime ». Bonaparte reçut cet appel polonais, le premier qui lui soit parvenu, vers le milieu de septembre 1796, au moment même de la poursuite finale donnée aux troupes de Wurmser. Il avait peu de temps à lui; pourtant il lut la lettre, il réfléchit quelques instants et dit à Sulkowski, qui l'accompagnait: « Que dois-je répondre ? que dois-je promettre ? Le partage de la Pologne est une chose indigne, qui ne saurait durer.. Mais... les Polonais ne doivent pas espérer d'aide étrangère... Toutes les belles phrases qu'on leur adresse ne serviront à rien. Je connais la langue diplomatique. Un peuple asservi par ses voisins ne peut se relever que les armes à la main. » Telles furent ses premières paroles à la Pologne: paroles simples, sages, honnêtes.

Sulkowski transcrivit ces importantes paroles dans sa réponse à Oginski. C'était à l'aube de la bataille de Saint-Georges, au pied de la citadelle de Mantoue jusqu'où il fallait refouler Wurmser. Quelques heures après, Sulkowski était au feu, où il rencontrait d'abord des uhlans galiciens, dont toute une division fut faite prisonnière. Il se conduisit brillamment; il mérita la glorieuse distinction d'une mention nominative dans le rapport officiel du général en chef. Quelques semaines après, lorsque se préparait une nouvelle attaque autrichienne, sous Alvinzy, il fut nommé aide-de-camp de Bonaparte, pour ne plus le quitter jusqu'à sa mort. Il prit part aussi à la campagne suivante, celle de novembre, couronnée par la dure victoire d'Arcole.

Sorti sain et sauf de ce bain de sang, il revint à Milan avec l'état-major de Bonaparte. Parmi ses nouveaux collègues, tous futurs généraux illustres et maréchaux de France, ce Polonais se distinguait par sa figure aristocratique. Il frappait par ses manières élégantes qui, malgré ses convictions républicaines, faisaient sentir en lui le grand seigneur. Il brillait par une audace folle, impétueuse, et pourtant toujours gouvernée

par un sang-froid absolu. Il se signalait par un mélange de haute culture générale et de connaissances spéciales très étendues, surtout en ce qui concerne l'arme du génie. Il connaissait bien l'Italie, théâtre actuel de la guerre, et par les voyages qu'il y avait faits avec son oncle, et par sa récente mission. Il connaissait aussi le terrain de la future expédition d'Egypte, l'Orient, par ses dernières pérégrinations. Il usait couramment, en plus du français, de l'italien, il connaissait l'allemand, utile dans les rapports avec les Autrichiens; il savait aussi l'anglais, un peu d'espagnol, le russe, l'arabe. Singulièrement doué pour la plume comme il l'était pour le sabre, attiré par la politique comme par la guerre, il brûlait d'une immense ambition personnelle, conséquence d'une ambition plus haute qu'il avait pour sa patrie. Maintenant, toujours aux côtés de Bonaparte, il avait avec lui les rapports les plus étroits. « Il l'admirait » sans limites et en même temps « il le haïssait », prévenu contre lui, politiquement, par ses amis polono-français, ennemis mortels de Bonaparte. Il l'analysait sévèrement, sans illusions, et, en même temps, il lui était « fort attaché, » se montrant « jaloux » de lui vis-à-vis d'autres officiers d'Etat-major. Il rongeait le frein de sa sujétion, et en même temps, obéissant à l'invincible suggestion du maître, le servait avec un enthousiasme et un dévouement complets.

Bonaparte, de son côté, estimait beaucoup Sulkowski, mais il le tenait d'assez court, « sans le gâter ». Il voyait ses rares qualités, mais pénétrait ses défauts, un manque d'équilibre et de constance, des écarts de l'imagination et des nerfs, une certaine absence de maturité intellectuelle. Il réagissait fortement et positivement sur lui, comprimant ses élans désordonnés dans le carcan d'une discipline de fer. Lui-même, en ce qui concerne les affaires polonaises, se trouvait fatalement sous son influence, Sulkowski étant sa source d'information la plus proche et la plus sûre pour toutes ces questions, si étrangères encore pour lui, si inconnues et si lointaines. Or voici que quelques jours après Arcole, Bonaparte recevait la

visite d'un autre représentant de la cause polonaise, beaucoup moins brillant, mais beaucoup mieux préparé aux lourdes tâches imposées par cette cause : Jean-Henri Dombrowski.

Dombrowski, le lendemain de son arrivée à Milan, en compagnie de Woyczynski se rendit en audience au quartier du général en chef, dans l'ancien palais des Serbelloni, Corso Venezia. Devant la porte se trouvait une compagnie de grenadiers et quatre pièces de canon. Sur le grand escalier, à chaque palier, des grenadiers en faction; devant la salle d'audience, deux sentinelles. Partout, des généraux, des aides-de-camp, des ordonnances, des fonctionnaires civils, des ambassadeurs, des solliciteurs, même des délégations de paysans italiens, venus de loin pour voir le glorieux vainqueur. Introduit, au premier, dans la grande salle du palais, Dombrowski, en uniforme de lieutenant-général polonais, grand, fort, robuste, lui-même, et faisant songer aux figures imposantes des Gustave-Adolphe et des Wallenstein, des Turenne et des Condé, se trouva tout-à-coup devant un phénomène inattendu (26). Le général en chef Bonaparte était de petite taille. Il était haut de cinq pieds environ ; extraordinairement svelte et frêle, quoique sa poitrine et ses épaules fussent larges et osseuses. « C'était — telle fut la première impression du Polonais stupéfait — quelque chose de menu, de noir, de jaune, de maigre, de chétif, sur des jambes grêles, toutes minces, comme un tuyau de pipe, avec des bras décharnés, des côtes saillantes ». Il n'avait pas encore son modeste uniforme vert des tirailleurs de la garde et son historique redingote grise. Il portait alors sa grande tenue de général en chef de la République, richement ornée de broderies d'or, raide, boutonnée jusqu'au cou, serrée à la taille par une large ceinture tricolore. Sa tête était massive, mais belle, un peu allongée. Il avait un front puissant, légèrement bombé; un menton fort et proéminent; des cheveux châtain foncés, presque noirs, lisses, comme humides, longs, déjà assez rares sur le front, mais retombant encore sur les épaules et les tempes, coupés carrés près des oreilles, à la

républicaine, poudrés à la Robespierre, avec, par derrière, une courte queue. Un visage exsangue, amaigri, émacié, olivâtre, avec un fond noir et terreux. Les traits étaient immobiles, et comme figés; les joues creuses, le nez étroit, régulier, légèrem nt aquilin; la bouche expressive, avec de belles dents, mais, lorsqu'il se taisait, serrée par la ligne mince et tranchante des lèvres pâles. Les yeux brûlants d'une flamme froide, pas trop grands, assez enfoncés, étaient perpétuellement en mouvement, et changeaient à chaque instant de couleur, lançant des lueurs tantôt bleu foncées, tantôt verdâtres. Au repos ils étaient d'un gris clair et lumineux. Il ne regardait pas celui à qui il parlait, mais il tenait les yeux fixés à terre ou de côté. Tout à coup, il levait la tête, et sous les sourcils baissés, il dardait un regard fixe, enflammé, attentif et pénétrant. La voix était profonde, la parole habituellement rapide. Il se bornait le plus souvent à des questions brèves et concises, prononcées d'une voix basse et rauque, à la modulation monotone, qui mettait à l'épreuve l'attention de l'auditeur. Mais, lorsqu'il était ému, cette voix prenait subitement un timbre métallique « qui faisait vibrer les âmes ». D'ordinaire il recevait debout, un peu penché en avant, presque voûté, ramassé sur soi-même. Parfois, d'un mouvement spasmodique, il levait le bras droit, et alors sa bouche serrée avait une contraction de gauche à droite. Il tenait ses mains blanches et soignées derrière le dos, ou bien les examinait attentivement au cours de la conversation. Son élocution était simple, saccadée, vigoureuse, parfois brutale, souvent imagée, toujours très claire; son geste brusque, décisif; sa démarche vive et légère; « dans toute son attitude, sa tenue, ses expressions, éclatait la marque indescriptible du génie ».

De ce génie universel se manifestaient dès lors les éléments primordiaux : une volonté rectiligne, prompte, infrangible; une connexion naturelle et immédiate entre le dessein et l'action ; un raisonnement exact et sobre, procédant de l'induction la plus serrée et mettant en œuvre,

avec une précision et une critique impitoyables, toutes les données empiriques et réelles ; mais, en même temps, en réserve, un élan extraordinaire de conception déductive passant, d'une manière foudroyante, des détails à l'ensemble; enfin, une force de travail incomparable et inépuisable. Au moment dont nous parlons, il souffrait depuis l'automne d'une grave affection, gagnée au siège de Toulon, (en chargeant un canon à la place d'un artilleur blessé), et qui, à présent, se jetait sur les intestins. Dans cet état, se tenant à peine en selle, il se lança dans la dernière campagne d'Arcole avec une telle fureur que plusieurs chevaux tombèrent sous lui. Il y contracta de plus, dans les marécages de Mantoue, une fièvre putride, qui produisit un état de grave affaiblissement. A ces souffrances physiques venaient se joindre des secousses morales et des amertumes d'origine publique et privée. Il se plongea enfin, accomplissant sa destinée,dans la vague tumultueuse et trouble de l'histoire. Il dit adieu aux rêves sereins de sa jeunesse. Maintenant encore, après son retour à Milan, il ne leur disait adieu, comme dans sa belle lettre à l'astronome Lalande, qu'avec un sentiment de mélancolie et de regret. « Demeurer, écrivait-il dans l'heureuse république des lettres,... partager la nuit entre une femme aimée et un beau ciel, le jour à rapprocher ses observations et ses calculs, me paraît être le bonheur sur la terre ». Il était déjà très illustre; il n'était pas heureux. Il avait d'innombrables soucis militaires, politiques, humains. Il se préparait à repousser un nouveau retour offensif de l'Autriche. Il connaissait l'ingratitude et les intrigues souterraines du Directoire. Il souffrait le martyre de la part d'une femme adorée, qui le trahissait, qu'après de multiples instances il avait arrachée à grand'peine aux fêtes de Barras pour l'attirer en Italie, et qu'à présent, à son retour d'Arcole, il n'avait plus trouvée à Milan. En revanche il y trouva le fielleux Clarke, envoyé par le Directoire pour le surveiller et contrecarrer. Et, par surcroît il y trouva un étranger qui avait l'air d'être à la suite de cet émissaire équivoque, en

accord tacite avec lui et avec la clique directoriale de Paris : le Polonais Dombrowski. Bonaparte avait déjà connaissance, par ses informateurs secrets, de ses démarches parisiennes et de ses projets de Légion. En même temps, il était prévenu très défavorablement contre lui et ses mandants de l'Agence polonaise, par Sulkowski, partisan de la Députation. Il avait trop de motifs de se méfier de cet étranger. Cet inconnu qui arrivait pour l'importuner avec ses projets de légions, était évidemment un intrigant payé pour cela. Il arrivait pour agir précisément dans le sens des dernières lettres du Directoire. Au lieu de véritables légions nationales italiennes, qui étaient une épine dans l'œil des pacifistes du gouvernement parisien, ce Dombrowski envoyé par eux venait organiser des légions fictives, composées de mercenaires polonais, où il voulait faire entrer ses compatriotes servant dans l'armée autrichienne, pour les vouer à une perte certaine, en présence de cette paix avec l'Autriche que préparaient ses protecteurs, le Directoire et Clarke, et qu'ils voulaient conclure le plus tôt possible.

Dombrowski était en face de cet homme extraordinaire, compliqué, énigmatique, mal disposé pour lui. Mais il comparaissait devant lui, fort du grand nom de la Pologne, et cela lui donnait du courage. Il était devant un grand homme, et cela lui garantissait le succès.

II

Cette première audience accordée à Dombrowski, accompagné de Woyczynski, par Bonaparte eut lieu le 3 décembre 1796, au matin.

« Nous remîmes nos lettres. Il parla brièvement de nos affaires. Il se montra peu enclin à discuter le projet. Il termina le premier entretien en disant: « On peut former une compagnie polonaise que vous commanderez; si elle se bat bien, il sera facile de l'agrandir et de vous donner de l'avancement.

Si elle ne réussit pas, vous serez en tous cas récompensé par le gouvernement français, et votre sort sera assuré ». Dombrowski répondit « que non seulement avec une compagnie, mais avec une poignée de Polonais il irait se battre contre les ennemis de sa patrie; pour ce qui est de la récompense, il dit qu'il n'était pas venu pour cela; pour ce qui est d'assurer son avenir, l'ennemi lui-même avait voulu le faire, mais il avait refusé ses propositions ». Chose caractéristique, Bonaparte, ayant reçu des mains de Dombrowski des lettres de recommandation du ministère parisien, ne voulut même pas les lire. Il dit tout de suite, « qu'il savait ce dont il s'agissait; qu'il était convaincu que les Polonais étaient de bons soldats; qu'il n'avait pas confiance, toutefois, dans leur emploi contre l'Empereur. » Il avait évidemment préparé d'avance cette phrase sur la « compagnie » ou le «bataillon d'essai » polonais, comme un moyen de se débarrasser, en feignant de tenir compte des recommandations gouvernementales, de cet importun projet de légion et de son auteur. Dombrowski, désappointé par un accueil si froid, et surtout d'avoir vu traiter en bagatelle toute l'affaire, d'avoir entendu cette allusion, meurtrière pour le projet de légion, à une misérable troupe « d'essai », rentra dans sa pauvre auberge, le cœur ulcéré.

Cependant, sa réplique virile, pleine de dignité, avait dû impressionner Bonaparte. Elle ne correspondait nullement à l'idée qu'il s'était faite d'un condottière intrigant, d'après les bruits qui couraient, et d'après les remarques acerbes de Sulkowski. Il avait d'ailleurs l'habitude, pour juger les hommes, de se fier surtout à l'observation directe. Il invita pour le soir Dombrowski et Woyczynski à partager son repas, très modeste comme toujours. A table, où l'on fit pauvre chère en buvant de la piquette, en présence du chef d'Etat-major Berthier et de quelques officiers supérieurs, Bonaparte posa des questions plus précises, se fit plus affable, et enfin causa en détail avec Dombrowski de la formation d'un corps polonais. Le général lui exposa — dans son français saxo-polonais encore très boîteux — qu'il fallait absolument lancer une proclamation aux

Polonais, et que le meilleur moyen d'inspirer confiance aux futurs officiers, c'était que Bonaparte la signât ».

Cette proclamation, Dombrowski, un peu encouragé par cette conversation, en rédigea le projet cette nuit même à l'hôtellerie, exprimant ses idées, tant bien que mal, en langue française. Au nom de la Pologne « asservie par des despotes criminels », il appelait « ses compatriotes et ses compagnons d'armes, qui gémissaient sous le joug de l'ennemi ». « Vous surtout, disait-il, vous qu'un destin lamentable force à combattre, sous vos tyrans, une cause que vous avez défendue si vaillamment, accourez à l'appel de la France... Que l'amour de la Patrie, de l'indépendance et de la liberté enflamme tous les cœurs polonais ! Montrons à l'Europe entière ce que peut le courage d'une nation malheureuse, il est vrai, mais, en dépit de ses malheurs, toujours fidèle à ses principes et à ses devoirs. Le gouvernement français a permis de créer des corps polonais sur la terre italienne... Déjà les Légions commencent à s'organiser. Servons la cause commune des nations, battons-nous pour la liberté sous le vaillant Bonaparte, vainqueur de l'Italie ! Les triomphes de la République française sont notre unique espoir. Par son aide et celle de ses alliés, nous pouvons nous promettre que nous reverrons notre patrie et que nous serons réintégrés dans nos droits ». Le lendemain, le 4 décembre, il soumit cette proclamation à Bonaparte, qui, à la vérité, « l'approuva tout-à-fait » en principe, mais sans parler encore de la contre-signer, en fit une critique très vive, en s'attachant non sans défiance, aux plus petits détails de la rédaction. Il y signala comme impropres, et demanda qu'on supprimât, les tournures trop violentes et trop générales, la mention des « despotes », du « joug des ennemis », de la « réintégration » des Polonais « dans leurs droits, » et autres expressions semblables, qui pouvaient s'appliquer également à la Prusse, l'alarmer au point de vue de ses possessions polonaises, garanties tacitement par la France au traité de Bâle, et par là-même, profiter à l'Autriche. Il paraissait attacher une importance

Dombrowski remet à Bonaparte un projet de proclamation

particulière à ce point. « Il ordonna de faire attention de ne pas blesser la susceptibilité du roi de Prusse. Et quand dans la suite il s'agit de certaines notes ultérieures à ce sujet, il souhaita les avoir par écrit ». Il semble aussi qu'il fut frappé de l'absence de toute mention relative à Kosciuszko, dans le premier projet qui lui avait été soumis. Sulkowski certainement ne manqua pas d'attirer là-dessus son attention. Bref, cette conversation ne fit point avancer l'affaire d'un seul pas. Dombrowski revint à son quartier les mains vides, pour fixer par écrit les « notes » demandées, qui une fois de plus, devaient mettre en lumière les grandes lignes de l'idée des Légions.

Il avait, en effet, toutes prêtes des « Notes pour la Conférence avec Bonaparte », c'est-à-dire des instructions générales de Wybicki, Barss, Prozor, qui lui avaient été données à son départ de Paris. Il devait, d'après ces instructions, au moyen des prisonniers et des volontaires polonais, et même hongrois, créer une légion « sous les insignes de la République de Pologne » et sous le commandement supérieur de Bonaparte, au service de la France. Il devait toutefois se réserver, conformément à son but principal qui demeurait « la régénération de sa patrie », « la liberté de se dégager des obligations contractées, au cas où les événements politiques tourneraient mal ». Pour le cas le plus favorable, le retour des légions en Pologne avec l'aide française, il devait s'engager d'avance à accepter « les autorités qui seraient reconnues et acceptées par le gouvernement français comme autorités suprêmes de la Pologne ». Mais de tout cela il n'était point du tout question à Milan. La résistance et l'attitude évasive de Bonaparte remettaient tout en question. Dombrowski était certainement, par le texte même de ses instructions, autorisé à faire toutes les concessions. « Dans notre situation — écrivaient ses mandants, — ne pouvant faire tout ce que nous voudrions, nous devons éviter de nous montrer difficiles dans l'acceptation de conditions qui nous permettraient tout au moins d'agir ». Toutefois, il ne pouvait, ni

ne voulait faire des concessions au-delà d'une certaine limite. Du reste, il ne s'agissait même pas encore de telles ou telles « conditions », mais simplement d'une opposition de principe du général en chef, à l'égard de tout le projet des légions polonaises. Et cette mauvaise volonté, par-dessus le marché, s'inspirait d'influences polonaises hostiles. « Sulkowski est notre ennemi, — répétait Dombrowski avec amertume et inquiétude à son fidèle Trémeau — Sulkowski *ist unser Feind*, et vraiment je ne sais pourquoi. »

Il y avait alors en Italie, quelques autres officiers Polonais, que Bonaparte, pour la plupart, connaissait personnellement. Mais aucun d'eux ne pouvait donner à Dombrowski l'appui utile dont il avait besoin. Il y en avait trois qui servaient déjà sous Bonaparte dans l'armée d'Italie, en qualité d'officiers français. C'étaient Swirski, capitaine au septième régiment de hussards, Lipczynski, mentionné ci-dessus, et Piller, capitaines d'une compagnie de sapeurs. La majorité, par contre, des officiers polonais arrivés jusqu'alors en Italie, n'étant pas admis, parce qu'étrangers, dans les rangs français, avaient trouvé place dans la légion lombarde. Le plus actif d'entre eux était Antoine Kosinski, ou, du nom punique qu'il se donnait à lui-même, Hamilcar. Originaire de Lithuanie, et avec Prozor, organisateur de complots dans cette province, capitaine de chasseurs au temps de l'Insurrection, il avait fait la connaissance de Dombrowski pendant la défense de Varsovie. Il était élégant, bel homme, adroit, courageux, patriote, mais vain, envieux, inconstant, sans aucune connaissance militaire. Après la défaite de l'Insurrection, il émigra. Des premiers, il s'était engagé comme volontaire à l'armée d'Italie, depuis un an déjà. Après une course assez longue à bord d'un corsaire français, témoin plutôt que combattant de Lodi et d'Arcole, Kosinski figurait à présent dans le service lombard, comme adjudant-major de la forteresse de Brescia. Son compagnon de route, le major de la garde à cheval polonaise, Jean Strzalkowski, officier médiocre, caractère faible, servait à présent comme

chef d'un bataillon étranger dans la légion lombarde. S'y trouvait avec eux Jean Konopka, vaillant sabreur, aventurier, bretteur, d'abord volontaire au 1er régiment des hussards français, promu récemment par Bonaparte capitaine au service lombard. Un autre Konopka, Casimir, dit « le Terroriste », décrié pour la part qu'il avait prise aux pendaisons insurrectionnelles de Varsovie, condamné alors au bannissement comme fauteur de troubles quoiqu'au fond « ce fût un homme de bien, d'honneur, et d'une équité scrupuleuse », parvint également après diverses aventures, en Italie, mais fut envoyé en Corse avec son détachement. Beaucoup moindre était la valeur de son compagnon, le tortueux et malicieux Pierre Wierzbicki, ancien officier du régiment de la garde de Dzialynski, en dernier lieu volontaire dans le même bataillon de Corse. Quelques autres Polonais se rencontraient encore dans l'armée d'Italie, mais peu sûrs, pour la plupart, et d'ailleurs, absents pour lors de Milan. En général, ce n'étaient pas les meilleurs Polonais qui s'étaient aventurés, les premiers, en Italie, car les meilleurs, à cette époque, erraient encore par le vaste monde, de Paris jusqu'en Valachie, ou bien — c'étaient les plus nombreux — attendaient encore au pays le signal désiré.

Ainsi Dombrowski était réduit aux peu utiles conseils de Woyczynski et de Trémeau. Il dut donc lui-même, à la hâte, tant bien que mal, sans trop de précision se mettre à rédiger les « notes » détaillées que lui avait demandées le général en chef. Il le fit sous forme d'un mémoire intitulé : « Idées relatives au projet de former des corps patriotiques polonais qui doivent s'organiser en Italie, Milan, 5 décembre 1796. » Il y propose en substance :

1. Que ces corps de Polonais patriotes soient soumis aux ordres de la République française et commandés par un de ces généraux.

2. Tous ces corps polonais qui se formeraient, porteront les armes de la République de Pologne, de même que ses marques distinctives militaires.

3. « Persuadé que l'existence de la Pologne est immanquable et que ces corps polonais doivent rentrer dans le sein de leur patrie, il sera essentiel de remarquer que tous les secours pécuniaires et ceux en armes et munitions que ces corps recevront tant du gouvernement de la République française, que de ses amis et alliés, seront restitués par la Pologne. Mais pour cet effet, il est indispensablement nécessaire que les nations intéressées choisissent des personnes de leur côté qui, de concert avec quelques patriotes polonais dignes de confiance, formeront une Commission qui aura pour but d'entretenir les comptes les plus exacts tant de la recette que de la dépense des susdits corps patriotiques, afin que la nation polonaise puisse, au moment de la paix, s'occuper à satisfaire au plus tôt à une dette aussi sacrée ».

4. Et si la France — on remarquera le tour interrogatif de ce point — fait une paix avec les puissances en guerre, avant que le sort de Pologne soit décidé, quel sera celui des susdits corps polonais ?

5. Enfin, que du moment de l'acceptation du susdit projet, le chef des corps polonais, nommé par la voie et la confiance du gouvernement de la République française, soit autorisé à rassembler partout où il (les) trouverait, des soldats polonais, et placer les officiers d'après les patentes de la République de Pologne, contresignées par le généralissime Kosciuszko ». Ce dernier détail était d'une importance capitale: il garantissait le principe, qui resta en vigueur, de l'admission dans les Légions des seuls anciens officiers de l'Insurrection. Ceci donnait à toute l'entreprise le caractère d'une grande « association » militaire indissoluble, d'une suite directe de l'Insurrection nationale.

Avec cet écrit, le lendemain, toujours accompagné de Woyczynski, Dombrowski se présenta de nouveau au général en chef. Cependant, le résultat de cette nouvelle conférence fut, à tous les points de vue, lamentable. Bonaparte, venant de recevoir les « Idées » qu'il avait réclamées la veille, ne voulut plus se prononcer sur leur contenu. Il remit à plus

tard sa décision. Mais en attendant, revenant à sa première proposition d'un « bataillon d'essai », il « décida que le premier bataillon composé de prisonniers et d'officiers polonais se trouvant en Italie — c'est-à-dire sans qu'il fût fait appel aux Polonais de Paris et de Pologne — serait rattaché à la légion lombarde. Si, dans la première rencontre, ajoutait-il, cette troupe se bat courageusement, on commencerait à organiser la légion polonaise, dont on songerait alors seulement à jeter les bases. Nous ne voulûmes pas nous engager à des conditions si incertaines, mais nous ne vîmes pas la possibilité de les repousser immédiatement. Dombrowski prit la résolution de déclarer qu'il lui fallait du temps pour s'entendre avec les patriotes, et spécialement avec Venise, et qu'il ne pouvait lancer sa proclamation tant qu'il n'aurait pas de places assurées pour les hommes qui pouvaient venir et tant que l'épreuve du bataillon n'aurait pas été faite. Il est impossible de comprendre quelles sont les perspectives en ce qui nous concerne. Très probablement, ils veulent seulement aider les Lombards, sur la valeur et l'esprit militaire desquels il est interdit de compter. Au point de vue militaire l'essai à faire avec des déserteurs que l'on va pousser au feu, qui seront pendus s'ils sont pris, ne paraît pas très rassurant. Il n'y a ici qu'un très petit nombre d'officiers polonais. Strzalkowski sera le chef, Kosinski et Jean Konopka, capitaines. Nous ne savons d'où on en tirera davantage. On ne peut alors, d'aucune manière, ni lancer une proclamation, ni promouvoir des officiers, ni faire des avances pécuniaires, aussi longtemps qu'il n'y aura pas une garantie que cela se fait pour la Pologne et que ces corps passeront entièrement au service de la République française. Cette circonstance si délicate devient plus embarrassante encore par l'accueil froid et indifférent qui nous a été réservé, et dont nous n'apercevons pas la raison. Le capitaine Sulkowski, aide-de-camp de Bonaparte, paraît s'occuper de l'organisation de ce premier bataillon. Il nous a dit qu'il est en correspondance avec Paris. Woyczynski

se rend à Venise, et Dombrowski reste ici. S'il n'était possible de rien faire à notre point de vue et dans l'intérêt public, nous partirions ensemble vers le Rhin. Mais nous avons confiance dans notre juste cause, et nous croyons que les choses s'éclairciront favorablement. Il faut un esprit vraiment républicain pour supporter tant de fatigues, de travaux et de malheurs. Clarke est ici. Dombrowski s'est rendu plusieurs fois auprès de lui, et il a été reçu avec la plus grande courtoisie. Clarke a beaucoup parlé à Dombrowski des affaires polonaises; c'est notre ami et il nous veut du bien... Il ne serait pas mauvais de faire entendre au gouvernement français que, tandis que le gouvernement prussien hésite à se prononcer actuellement au sujet de l'existence de la Pologne, la Maison d'Autriche, à laquelle le voisinage moscovite ne peut être agréable, pourrait se décider plus vite et plus efficacement en notre faveur ».

Dans ce rapport, envoyé par Dombrowski et Woyczynski à Wybicki et Barss, à Paris, était fortement marquée une situation bien difficile et équivoque. La principale difficulté était la méfiance visible de Bonaparte à l'égard de la cause des légions. L'équivoque provenait surtout des menées souterraines de la Députation parisienne, de ses « correspondances » avec Sulkowski, mentionnées discrètement dans ce rapport. Non moins équivoque était l'attitude de Clarke, si « courtois » d'après Dombrowski et Woyczynski, mais dont les suggestions autrichiennes tendaient à faire dévier de la route tracée l'entreprise des Légions. De plus, Dombrowski était absolument coupé du reste du monde polonais. Les lettres qui, de Paris, de Leipzig, de Varsovie, parvenaient à son adresse ou à celle de ses compagnons, à Milan, étaient immédiatement interceptées par la police secrète de l'armée, et semble-t-il, passaient par les mains du soupçonneux Sulkowski. Par surcroît, Dombrowski, qui s'était saigné à blanc pour le voyage d'Italie, était complètement dépourvu de ressources. C'est surtout pour cela qu'il venait d'envoyer Woyczynski à Venise. La mission de ce dernier n'avait pas

seulement pour but de désarmer l'hostilité de la Députation par l'intermédiaire des compatriotes influents qui se trouvaient là-bas, mais aussi de réclamer d'eux des subventions pécuniaires Mais toute l'affaire, si désespérée en apparence, prit soudain meilleure tournure et entra dans une bonne voie. Ce changement à vue eut lieu au cours des dix jours que Bonaparte devait passer encore à Milan, avant de partir pour l'armée et de s'occuper sur place du blocus de Mantoue. « Après ton départ, — put bientôt écrire à Woyczynski, alors à Venise, Dombrowski transporté de joie, — les affaires ont pris une allure plus favorable. Bonaparte m'a beaucoup parlé des intérêts polonais. Il voulait envoyer Trémeau dans l'intérieur de la France pour en ramener des prisonniers polonais, mais cette affaire est restée en suspens par le brusque départ de Bonaparte. Il m'a demandé à son départ de le rejoindre au quartier général, après avoir réglé ici mes affaires ».

A ce revirement inattendu, divers facteurs avaient contribué. Quelques notables de Milan, l'influent marquis François Visconti, président du Congrès d'Etat lombard, les membres éminents de l'Administration Générale, Cattaneo et Gazzari, avaient pris Dombrowski sous leur protection. L'adroit et actif Kosinski accourut de Brescia auprès de son ancien général. Ses services ne furent pas inutiles ; car il s'était déjà beaucoup mêlé à la société et à la politique italiennes. Et même, à en croire une tradition, grâce à lui, une beauté junonienne, la bonne et ingénue Giuseppina Carcani, marquise Visconti, qui voulait du bien au jeune et élégant « Hamilcar » lithuanien, et qu'adorait Berthier déjà un peu mûr, s'employa avec succès en faveur de la cause polonaise auprès du chef d'Etat-major et indirectement, auprès du général Bonaparte. Cependant, outre une sympathie sincère pour les malheurs de la Pologne, des causes plus profondes déterminaient l'intérêt des Milanais. C'était, surtout, le souci de leur propre existence nationale. Ils étaient loin d'être rassurés par la situation de leur pays, par toute cette organi-

sation provisoire de « Congrès » et « d'Administrations » donnée à la Lombardie. Ils craignaient les prochaines négociations de paix austro-françaises, dont la menace était dans l'air. Et ils n'avaient aucun autre moyen d'écarter cette menace que d'organiser le plus tôt possible une force armée respectable. Ils comptaient peu sur la deuxième légion italienne, que formait un général au service de la France, l'ex-chirurgien de Pavie et de Monaco, le Piémontais Rusca, un fanfaron, plutôt vendeur d'orviétan qu'officier général. En revanche, ils mettaient leur espoir dans la légion lombarde, organisée par Bonaparte. Le général en chef avait activement poussé cette organisation, sous la surveillance directe du commandant français de Milan, le général Hilliers, quoique, à cause de l'opposition du Directoire, toujours au nom du Congrès lombard lui-même. Ces légions lombardes avaient même pris une grande extension, d'après un projet établi et automne pour Bonaparte par Joseph Fantuzzi, immortalisé d'ailleurs par la plume amie du poète Foscolo, un brave, un peu gascon, qui de Bellune, sa patrie, était allé jusqu'à la Vistule, s'était battu, en avril 1794, dans les rues de Varsovie et avait été blessé deux fois dans les rangs des insurgés de Kosciuszko. Suivant les plans de Fantuzzi et les principes dictés par Bonaparte, toute l'organisation militaire lombarde avait été finalement réglée par un décret du Congrès, au milieu d'octobre 1796. En même temps, cette organisation avait été placée sous les ordres du Milanais Joseph Lahoz, tête chaude, officier d'une brillante valeur, déserteur du fameux régiment impérial de Belgiojoso. La force armée ainsi créée se présentait sous la forme d'une légion divisionnaire complète, partagée en plusieurs cohortes et qui devait compter environ 7000 fantassins, 3000 chevaux et 8 canons.

Or, cette belle organisation, malgré tous les efforts consacrés à sa réalisation, était en grande partie restée sur le papier. Même plusieurs mois plus tard, à l'époque de la création de la République cisalpine, dans les cinq cohortes

lombardes existant alors, on comptait à peine 3700 hommes. Et, qui pis est, le choix de la troupe et des officiers était détestable. La première cohorte, qui essuya l'épreuve du feu à l'époque de la campagne d'Arcole, ne s'était pas du tout distinguée. Aussitôt on commença à recruter avec ardeur pour les « cohortes » des volontaires étrangers, surtout des Polonais. Déjà, au moment des premières tribulations milanaises de Dombrowski, il existait dans la légion lombarde, deux compagnies polonaises complètes, sous la direction des capitaines Jean Konopka et Nicolas Puchala. Sans doute, cet enrôlement était encouragé par Lahoz, qui, dans son ancien régiment d'élite autrichien, avait eu sous ses ordres quantité d'anciens soldats polonais. Fantuzzi y poussait de tout cœur, lui qui connaissait et qui estimait l'armée de Kosciuszko. Enfin, cet enrôlement était aussi favorisé par Rusca, dont le frère, l'abbé, avait été spécialement envoyé en Pologne, probablement avec une mission secrète de Bonaparte. En même temps, les hommes d'Etat dirigeants de la Lombardie, gravement désappointés par l'insuccès de l'organisation militaire italienne, n'avaient d'autre remède que le secours, qui s'offrait à eux, de la Légion polonaise. Ainsi, ce matériel militaire polonais, destiné d'abord par les politiques du Directoire parisien à supplanter, à remplacer cette formation italienne, devait, par les politiciens du Congrès de Milan, être employé à son renforcement et à son salut finals. En ce qui concerne Bonaparte, plein du souvenir de la Rome ancienne et de l'Italie gibeline, « du douzième et du treizième siècle, lorsque, à elle seule, l'armée toscane comptait cent mille hommes », il avait rêvé tout d'abord de mettre sur pied « une force armée italienne de quatre cent mille hommes ». Mais le misérable échec des Légions lombardes lui ouvrit bientôt les yeux et provoqua sa colère et son mépris. Et pourtant il continuait à souhaiter, malgré les vues contraires de son gouvernement, rendre durable l'œuvre commencée de la libération italienne. Il prêta une oreille d'autant plus attentive aux politiques de

Milan qui, avec les mêmes intentions, intervenaient en faveur de Dombrowski et de son projet

III

Cependant, outre ces motifs, une double considération exerçait sur l'esprit de Bonaparte une influence favorable à la Légion. C'était la connaissance de jour en jour plus intime, qu'il avait de la haute valeur personnelle de Dombrowski, et de la valeur réelle du soldat polonais. L'auteur du projet de Légion, accueilli, au début, avec tant de méfiance et de dédain, il l'avait depuis lors suivi de près, avec attention, il l'avait éprouvé, examiné de différentes manières, il l'avait pénétré d'un coup d'œil rapide. Et Dombrowski se montrait de plus en plus ce qu'il était en réalité, un honnête homme, un grand patriote, un officier plein d'honneur, de bravoure, de connaissances techniques. Dombrowski avait été soupçonné d'être « pensionné par l'ennemi », d'être un agent secret de Souvorov, de la Prusse, du Directoire, mais il répondait à tout avec une simplicité convainvante: « Si je ne m'étais préoccupé que de mes seuls intérêts, je serais depuis longtemps au service d'un des monarques ennemis de notre Patrie, comblé de grades, bien payé et tranquille. Ici je suis dans un rang inférieur, non payé, plein de dettes, accablé de travail, le tout pour notre Patrie. Si celle-ci était tombée sans espoir de résurrection, je serais le premier à tout abandonner et à partager le sort du plus malheureux des hommes». Il était dans une misère cruelle, « endetté à l'auberge où il vivait, obligé pour vivre de mettre en gage quelques objets de valeur qu'il avait sur lui ». Mais il se consolait en pensant à la vieille devise polonaise: « Il est doux de souffrir la faim en servant sa Patrie, pourvu que la lumière soit parmi les hommes et le courage dans la nation ». « En cas de malheur, disait-il, j'ai toujours une voie ouverte pour gagner mon pain, et j'y suis préparé. Je voudrais que la Providence, en m'envoyant le malheur, daignât relever ma Patrie, à laquelle j'ai consacré ma vie et mon dernier soupir ».

Dès le début, il fit entendre clairement, que, aussi longtemps qu'il serait à la tête des légions polonaises, il ne voulait recevoir aucun salaire de la main des étrangers. «Je n'en ai pas reçu et je n'en recevrai point, pour montrer aux Italiens et aux Français, que je ne suis pas venu ici en quête d'un profit personnel ». Il fut traité en homme sans honneur et sans foi, impitoyablement calomnié, cruellement raillé. Mais il ne perdit pas contenance. Il disait avec Montecucculi : « Un général dans une pareille situation doit être ferme comme un roc, ne s'émouvoir ni d'une raillerie ni d'une calomnie, bien agir, et supporter les mauvaises paroles. »

Dans ses premières conférences avec Bonaparte il était recueilli et embarrassé, et non point éloquent, ni brillant, ne fût-ce que pour cette simple raison qu'il s'exprimait difficilement en français. Mais « dans la dernière conférence, Bonaparte ayant parlé à Dombrowski, en soldat, de la campagne racontée par le maréchal Maillebois, Dombrowski l'analysa avec une grande présence d'esprit. Ceci plut infiniment à Bonaparte ». En effet, cela devait lui plaire, l'étonner, provoquer son estime, que le général polonais fût si exactement informé de l'histoire des guerres européennes, de celles surtout de ces guerres, lointaines au point de vue polonais, mais qui intéressaient particulièrement son grand interlocuteur, les anciennes expéditions françaises en Italie. Il fut facile à cet incomparable connaisseur de se convaincre, personnellement, que ce Polonais était un homme de guerre qui avait de son métier une connaissance théorique et pratique singulièrement approfondie. D'ailleurs, n'avait-il pas donné tout récemment la mesure de sa valeur, par l'expédition qu'il avait dirigée en Grande-Pologne ? Et l'adversaire qu'il avait eu à combattre, c'était précisément celui qui passait alors, pour tous les Etats-majors européens, même pour le vainqueur de l'Italie, et qui devait passer longtemps encore, jusqu'à Iéna, pour la première puissance militaire. Dombrowski avait battu les Prussiens.

Si, de la sorte, Bonaparte commençait à connaître person-

nellement Dombrowski, en même temps, dans une certaine mesure tout au moins, il commençait à compter avec le soldat polonais au service de l'Autriche. Ce n'était pas une fiction, comme les maigres et peu martiales « cohortes » italiennes. C'était une réalité tangible, qui valait par la quantité et par la qualité. Ce n'était pas en vain que depuis longtemps, et surtout au cours des dernières années, les pays voisins et même les Etats les plus lointains, comme des vautours, s'étaient ingéniés à arracher ses soldats aux entrailles de la République expirante (27). De très loin, même de Londres les officiers anglais recruteurs s'étaient abattus, depuis le second partage, sur Varsovie et Grodno, et moyennant de fortes primes, payées comptant, ils achetaient au nom de leur gouvernement, ce sang polonais désormais sans maître, pour une « légion polonaise » à la solde de la Grande-Bretagne qu'on se disposait à jeter dans la lutte contre la France révolutionnaire. De même, des camps de l'émigration de Coblence les royalistes français, qui récemment avaient servi dans l'armée prussienne contre l'Insurrection de Kosciuszko, s'adressaient à la Pologne vaincue, et par l'appât des subsides de la Coalition, essayaient de conclure avec des magnats dégénérés d'infâmes contrats de vente. Ils s'efforçaient d'acheter la chair et le sang polonais pour les troupes de l'émigration, qui combattaient contre leur propre patrie. Avant tout, cependant, les trois complices du Partage s'étaient partagé, évidemment, les anciens soldats et les nouveaux conscrits de Pologne. La Russie et la Prusse, on l'a dit, en avaient absorbé beaucoup. Mais l'Autriche, elle aussi, s'efforçait d'en gagner le plus possible. L'Autriche, en effet, avait un besoin beaucoup plus grand de pareils renforts que la Russie, qui ne prenait aucune part active à la première Coalition, ou que la Prusse, qui s'en était complètement retirée. Supportant presque tout le poids d'une lutte prolongée et malheureuse contre les armées françaises, le cabinet de Vienne puisait à pleines mains à la source abondante de forces militaires qui jaillissait de sa vaste conquête galicienne.

Tout d'abord, la Vieille Galicie orientale, autrichienne depuis le premier partage, avec sa population solide, féconde et disciplinée, polonaise et en grande partie ruthène, divisée en seize circonscriptions de recrutement, fournissait constamment des recrues parfaites, incorporées au début dans l'infanterie, et ensuite, par masses de plus en plus compactes, dans les régiments impériaux de cavalerie. Mais en outre, jaloux de l'abondant recrutement polonais de l'impératrice Catherine et des brillants « Bosniaques » polonais de Frédéric le Grand, l'empereur Joseph II, dès le temps de la guerre de 1778-9 avec la Prusse, à propos de la succession bavaroise, organisa, sur le modèle de Frédéric, ses « escadrons bosniaques » formés en Galicie, cavalerie légère d'uhlans polonais. Ensuite (1781), il créa « la garde noble royale galicienne » (*Nobel-garde*), avec de splendides uniformes lamés d'or, des ceintures et des hausse-cols cramoisis, des pourpoints bleu foncés à la polonaise, des casquettes d'uhlans rouge et or, empanachées de plumes de héron, et des chevaux somptueusement caparaçonnés, toujours à la mode polonaise. L'Empereur leur donna la lance polonaise avec le fanion bicolore, le rang de porte-enseigne, et tous les privilèges de la garde impériale ; il leur donna, comme « capitaine-en-chef » le vieux prince Czartoryski, général des terres podoliennes. Il fit entrer dans cette formation les premiers noms de la Pologne, des officiers de la garde impériale comme les comtes Joseph Sierakowski, Stanislaw Rzewuski, Antoine Lanckoronski, Michel Wielhorski, Pierre Wodzicki, Adam Mier, Wielopolski, Ozarowski, Woroniecki, Gintowt et d'autres. Dans la suite (1791), Léopold II, remplaça cette troupe par le peloton galicien des « arcières de la Garde-du-corps » *(Arcièren-Leibgarde)* qui dura jusqu'en 1811. En même temps, en présence des réformes militaires de la Grande Diète de Varsovie, un décret impérial décidait que quarante jeunes nobles, choisis par les Etats de Galicie, seraient entretenus aux frais du trésor, à l'Académie militaire de Wiener-Neustadt, où désormais, et pendant toute l'époque guerrière qui suivit,

quantité d'excellents officiers polonais furent formés pour le service de l'Autriche. Précédemment déjà, Joseph II, toujours désireux de faire concurrence à la Prusse, mais particulièrement stimulé par une nouvelle création de Catherine II, « les Porte-enseignes nobles de la Russie Blanche », revenait à l'essai des « Bosniaques », datant de la guerre bavaroise, et établissait en 1784 « le Corps national volontaire *(National-Freicorps)* des lanciers polonais », destiné à la prochaine guerre turque. Ce corps, recruté, d'après les recommandations expresses de l'empereur, « particulièrement parmi les Polonais de la République, comprenait deux divisions, mi-parti de « compagnons » mi parti d' « écuyers », habillés de la courte veste polonaise, le populaire *polnisches Roeckel*. A leur organisation, activement poussée à Lwów, Tarnow, Przemysl, l'empereur Joseph employa un instructeur qui n'était pas le premier venu: le jeune major des carabiniers impériaux, le neveu du roi de Pologne, le prince Joseph Poniatowski.

De ces divisions, bientôt portées au double, incorporées ensuite partiellement dans d'autres unités régimentaires, et qui étaient destinées à devenir le noyau de toute la future cavalerie des uhlans autrichiens, sortit, en 1790, le premier régiment impérial des uhlans. Ce régiment fameux envoyé en Italie dès l'année 1794, employé dans les rencontres les plus sanglantes, s'y battit contre les Français à Millesimo, Lodi, Castiglione, Bassano, St-Georges, Arcole, Rivoli. Il se battit vaillamment. De nombreux officiers de cette troupe méritèrent des distinctions spéciales; ils furent même gratifiés d'une récompense très rare, la croix de Marie-Thérèse, comme le brave Mier, ou le valeureux major Thaddée Brochocki, qui périt plus tard dans la campagne de Hohenlinden, enlevant ses uhlans, où se trouvaient bon nombre d'anciens soldats de Kosciuszko, pour une charge fratricide contre les légionnaires de Fiszer et de Kniaziewicz, servant dans l'armée française. Organisé à son tour, le deuxième régiment d'uhlans, complété non seulement avec des éléments galiciens, mais encore avec des soldats polonais attirés de la Pologne prus-

sienne et russe, fut sous sa forme première, qui était celle d'un « corps volontaire », poussé au feu jusqu'aux Pays-Bas, au début même des guerres de la Coalition. Depuis lors, il dut se battre sans reprendre haleine, sur le Rhin, contre Jourdan, Moreau et les légionnaires polonais ; en Suisse, à côté de Souvorov, en qualité de troupe de renfort, contre Massena; ensuite, à Ulm, au moment de la fameuse capitulation ; de nouveau, aux côtés des Russes, sous Austerlitz; sous Aspern et Wagram, où, dans une lutte fratricide, il fut culbuté par les chevaux-légers polonais de Napoléon. Enfin, jeté encore dans la campagne d'Allemagne en 1813, et dans la campagne de France, en 1814, il y dut compléter ses services contre Napoléon et contre les troupes polonaises restées jusqu'au bout fidèles à la France. Les régiments d'uhlans 3 et 4, successivement recrutés en Galicie après le troisième partage, étaient à leur tour destinés aux prochaines campagnes de la Coalition. En outre, un grand nombre de Polonais, officiers et soldats, se trouvaient encore dans les quatre régiments de chevaux-légers, en garnison, jusqu'au début des guerres avec la France, à Grodek, Rzeszow, Zolkiew et Rohatyn. Ils portaient les noms de Modène, Karaiczay, Lobkowitz et Levenehr. Dans ce dernier, Joseph Poniatowski avait été lieutenant-colonel. De nombreux Polonais de marque servaient pareillement dans le 4e hussards, sous le colonel Séverin Kisielewski, qui tomba plus tard à Wagram; dans le 27e cuirassiers, seul régiment de cavalerie portant un nom polonais, nom illustre entre tous, Czartoryski-Sanguszko; et dans beaucoup d'autres régiments de cavalerie autrichiens, lancés de bonne heure dans les malheureuses campagnes d'Italie.

Mais outre la levée ordinaire qu'on tirait de la Vieille Galicie, on avait profité déjà de la réduction, effectuée par les confédérés de Targowica en 1793, de l'armée de la Grande Diète, pour attirer, par de fallacieuses promesses, les soldats de la République dans les rangs autrichiens. L'année suivante, après la capitulation des forces de l'Insurrection à Radoszyce, cette pêche au soldat polonais s'étendit dans une très large

mesure aux restes de l'armée de Kosciuszko. Cette fois, aux caresses se joignaient les menaces. Enfin, immédiatement après le troisième partage, avant même le règlement final des litiges relatifs à la délimitation, dès 1796, commença le recrutement, d'abord partiel, ensuite général dans la Nouvelle Galicie, ou Galicie occidentale, récemment incorporée. On la divisa tout de suite en cinq grandes circonscriptions de recrutement, et l'on en fit, avec celles de la Vieille Galicie, le principal réservoir d'où l'on tirait le complément d'effectifs nécessaire à tous les régiments d'infanterie de la Monarchie. Cela s'exécutait d'après les règlements généraux sur la circonscription et le recrutement publiés en 1781 par Joseph II, complétés plus tard en 1804, 1806, 1809, 1811. En vertu de ces règlements, toute la population mâle, de 17 à 40 ans, y compris même la population juive, enrôlée depuis 1788, était en principe soumise à « l'obligation viagère » de la conscription, transformée, seulement depuis 1811, en un « terme d'engagement » de quatorze ans. En même temps, toute l'armée impériale, qui comptait en 1792, à la veille des guerres de la Coalition, sur le pied de paix un peu moins de 300.000 hommes, se trouva depuis lors, pendant de longues années, dans la nécessité pressante et constante de renforcer ses cadres de combat. Aussi, les règlements susdits relatifs à la conscription recevaient une application de plus en plus large et impitoyable, sous forme d'un recrutement qui devait s'effectuer « sans attirer l'attention et sans bruit » *(ohne Aufsehen und in der Stille)*, recrutement forcé, opérant sans relâche avec une régularité parfaite, comme une pompe aspirante, surtout dans les districts populeux, non touchés par les opérations militaires, des deux Galicies. D'abord, chacun des trente-sept régiments impériaux d'infanterie allemande possédait d'office en Galicie un « district de recrutement auxiliaire » *(Aushilfswerbebezirk)*. Plus tard, avec la perte de la Lombardie et des Pays-Bas, les recrues galiciennes servirent aussi à combler les vides des régiments wallons et italiens. Il est vrai qu'en revanche on limita dès lors le

recrutement galicien au profit seulement d'une douzaine de régiments allemands les plus proches de la Galicie. Mais par contre quelques-uns de ceux-ci ne se complétèrent plus « auxiliairement », mais exclusivement en territoire galicien. En général, pendant toute la période des guerres révolutionnaires et napoléoniennes, plus de quarante régiments d'infanterie impériale se recrutaient, pour une part plus ou moins grande, en Galicie. Il y avait là beaucoup de Polonais, à côté de Ruthènes galiciens, aussi bien dans la cavalerie que dans les régiments d'infanterie conduits le plus tôt et le plus souvent au feu. C'étaient surtout les régiments suivants : le 3e, Charles (district de recrutement Przemysl) ; le 4e, Deutschmeister (Zolkiew) ; le 8e, Huff (Brzezany) ; le 10e, Kheul (Wieliczka) ; le 11e, Wallis (Sacz) ; le 13e, Reisky (Dukla) ; le 14e, Klebek (Brzezany) ; le 16e, Terzy (Lwow); le 33e, Ferdinand (Zolkiew) ; le 24e, Preiss (Przemysl) ; le 25e, Bréchainville (Stanislawow); le 26e, Schroeder (Rzeszow) ; le 27e, Strassoldo (Zaleszczyki) ; le 36e, Browne (Tarnow) ; le 42e, Erbach (Zaleszczyki) ; le 44e, Belgiojoso (Sambor) ; le 45e, Lattermann (Tarnow) ; le 49e, Pellegrini (Sambor) ; le 50e, Stain, ci-devant André Poniatowski (Radom) ; le 54e, Starhemberg (Sanok) ; le 57e, Cobourg (Sacz) ; le 59e, Jordis (Przemysl). Tous ces régiments furent jetés soit en totalité, soit partiellement, par bataillons, précisément dans les campagnes d'Italie. Ils s'y battirent successivement, au moins depuis 1796, à Montenotte, Dego, Mondovi, Mantoue, Vérone, Castiglione, Arcole, Rivoli, plus tard, sur la Trebbia, à Novi, Marengo; enfin à Austerlitz et à Wagram. Or, tous les régiments ci-dessus nommés, qui combattaient dès le commencement en Italie, étaient appelés, sous la forme des prisonniers et un peu aussi des déserteurs galiciens qui en provenaient, à fournir le noyau de toutes les formations des légions italo-polonaises. Indépendamment de ceux-ci, vingt autres régiments complétés également au moyen des réserves galiciennes, combattaient simultanément aux Pays-Bas et sur le Rhin. Là, pareillement, et bientôt, les armes polono-autri-

chiennes devaient se heurter à la légion polono-française du Danube. Non moins tragiques étaient les destinées des Polonais qui servaient dans ces derniers régiments autrichiens, dont, par exemple, le 9e, seul régiment d'infanterie portant un nom polonais, Czartoryski-Sanguszko (Przemysl), devra se battre à Leipzig, en 1813, contre les débris de l'armée polonaise sous Poniatowski ; de même que le 30e régiment d'infanterie portant le nom du Prince de Ligne (Lwow), régiment complété exclusivement avec les fils de Lwow, et qui devait auparavant, en 1809, prendre part à l'offensive autrichienne contre le Duché de Varsovie et à la bataille de Raszyn devant les portes de la capitale polonaise.

Tout cela, pris ensemble, constituait sans nul doute une masse militairement très respectable. Déjà, en août 1796, après la défaite de Wurmser à Castiglione, Pierre Potocki, témoin oculaire, rapporta de Venise au gouvernement français « qu'une portion importante de l'armée de (Wurmser) se composait de soldats et d'officiers polonais, qui s'étaient réfugiés en Galicie après la défaite de l'Insurrection, et que l'on y avait forcés à prendre du service autrichien, sans distinction de grade. » En même temps, il dénonçait une nouvelle levée de 40.000 hommes en Galicie, levée qui n'a laissé aux champs « que les femmes et les enfants ». Sans doute, il y avait quelque exagération dans ce rapport de Potocki. De même, il pouvait paraître fort grossi, du moins pour ce moment-là, le compte que, vers le milieu de l'année 1797, Wybicki établissait à Paris, évaluant à « 100.000 au moins » les recrues tirées de la Galicie par l'Autriche. Cependant, il faut bien retenir l'ensemble des faits. D'un côté, jusqu'à ce moment où, au lendemain de la chute définitive de la Pologne, il s'agit de créer les légions, on n'avait cessé, depuis le premier partage, depuis un quart de siècle, de recruter en Vieille-Galicie; ces recrues avaient servi déjà dans la guerre turque de Joseph II, elles servirent dans toutes les campagnes de la Coalition depuis 1792; elles furent renforcées par des troupes arrachées à la Pologne en 1793 et 1794, et à partir

du troisième partage, par les premières levées de la Nouvelle-Galicie en 1795 et 1796. D'un autre côté, pendant la longue période de près de vingt ans qui suivit, les levées galiciennes furent employées dans toutes les guerres de la Coalition jusqu'à la chute de Napoléon. Il faut en conclure que ce chiffre de 100.000 recrues devrait être encore considérablement augmenté pour représenter approximativement les sacrifices militaires que la Pologne subit pour l'Autriche pendant toute l'ère républicaine et napoléonienne. Sacrifices immenses, sacrifices forcés, contraires à la volonté et à l'intérêt de la nation, puisqu'ils étaient faits à l'un des fauteurs du crime des Partages.

Ce fait, si simple et si évident, — qu'il faut considérer en même temps que les faits analogues qui se rapportent aux armées prussienne et russe, — ne saurait être indifférent pour une juste appréciation de l'effort des Légions. Ce premier effort militaire d'après les partages, réalisé par la nation polonaise avec l'aide de la France, lorsqu'on l'envisage à ce point de vue si essentiel, se révèle, en ce qui concerne son intention et sa portée nationale, comme un acte spontané de résistance par lequel fut heureusement sauvée au moins une partie de l'hécatombe imposée de force à la Pologne par les puissances copartageantes. Et ce noble et heureux effort militaire de l'émigration polonaise, ainsi que l'effort, plus important encore que fera plus tard le Duché de Varsovie, s'accomplirent sous l'égide de Bonaparte et de Napoléon.

Bonaparte eut d'abord une idée très confuse de la valeur réelle du soldat polonais au service de l'Autriche. En général, d'ailleurs, il avait alors des notions assez vagues au sujet de ses adversaires, les Impériaux, ou, comme à cette époque encore, suivant une tradition qui remontait aux conflits de François Ier et de Louis XIV avec la puissance habsbourgeoise, disait le soldat français, les fameux *Kaiserlicks*, composés d'anciens lansquenets allemands, de Wallons, de Croates, de Hongrois, etc. Dans cet historique ramassis de la force armée impériale, Bonaparte ne faisait guère de place

à l'élément nouveau qui y avait été adjoint en dernier lieu, à l'élément polonais. Mais bientôt, il commença à constater la présence des Polonais dans l'armée autrichienne avec une précision de plus en plus grande, et cela sous l'influence d'observations immédiates, et très frappantes. D'abord, dans l'armée de Beaulieu, les uhlans polonais du premier régiment de Meszaros, plus tard de Merveldt, lui donnèrent beaucoup de souci. Dès la première campagne, ils se firent, assez désagréablement, connaître à Codogno et à Crémone; ils sauvèrent à Lodi un corps d'Impériaux d'une perte totale; bientôt après, à Valleggio, il s'en fallut de bien peu qu'ils ne fissent prisonnier, au milieu de ses victoires, Bonaparte en personne, qui imprudemment s'était aventuré trop près d'eux. Ensuite, dans l'armée de Wurmser, il rencontra des Polonais en plus grand nombre encore. Du printemps à l'automne de 1796, les Français firent, en Italie, près de trente mille prisonniers: or un très grand nombre étaient Polonais. Commençant, en novembre, ses opérations contre la première armée d'Alvinzy, Bonaparte lui-même, dans ses rapports au Directoire, constatait qu'une grande partie en était composée de garnisons polonaises. Actuellement, à la fin de décembre, se préparant de recevoir et à parer un nouveau grand coup, de ce même côté, il calculait, dans son rapport préliminaire au Directoire, d'après ses dernières informations, que dans l'armée réorganisée d'Alvinzy se trouvaient « dix-huit mille hommes tirés de la Pologne ». En même temps Dombrowski l'avertissait que, « selon les nouvelles reçues de divers côtés, l'armée ennemie est composée, au moins pour une moitié, de bataillons polonais ». Quoiqu'il y eût évidemment dans cette affirmation une grossière exagération, il y avait aussi une part de vérité, puisque, parmi les nouveaux prisonniers, on devait dénombrer, en effet, environ un quart de Polonais. Apprécier, *de visu*, la valeur réelle de l'élément militaire polonais au service de l'Autriche, tirer de ce fait des déductions analogues pour la Russie et la Prusse, cela devait être, dès lors, dans l'esprit de Bonaparte, réaliste

et généralisant par induction, le point de départ de ses idées sur la Pologne : et ce, non point tant sur le terrain militaire italien de la lutte actuellement engagée, — qu'il allait mener à bien par ses propres forces, comme il l'avait commencée, — que sur le terrain politique européen. Ces idées devaient successivement mûrir en lui et régler son attitude ultérieure vis-à-vis de toute la question polonaise.

Finalement, grâce au concours de ces divers facteurs, vers le milieu de décembre 1796, un heureux rapprochement s'était produit, contre tout espoir, entre Bonaparte, d'une part, Dombrowski et son plan de légions, d'autre part. Dombrowski en profita immédiatement. Il alla trouver le général en chef à Vérone et dans les camps. A la fin de décembre il revint en sa compagnie à Milan. Il obtint en principe son assentiment à la création d'une Légion polonaise. Il obtint spécialement l'autorisation très importante d'envoyer Trémeau en France, pour y recruter des légionnaires parmi les prisonniers polonais envoyés là-bas. Il vainquit les difficultés que d'abord lui suscitait Berthier, difficultés probablement provoquées par la malveillance de certains de ses propres compatriotes, qui intriguaient sournoisement contre les Légions polonaises et recommandaient, uniquement pour contrarier les plans de Dombrowski, l'ancien système de l'enrôlement polonais dans la légion lombarde. Enfin, au début de janvier 1797, Trémeau, envoyé déjà au nom du Congrès de Milan, et muni de pleins pouvoirs en règle et d'instructions délivrées par Berthier au nom du général en chef, put aller recruter en France. Il avait ordre de se rendre immédiatement auprès de l'ancien confédéré de Bar, Kellermann, qui alors commandait en chef l'armée des Alpes à Chambéry. De là, après un bref retour à Milan pour demander les fonds nécessaires, il devait visiter tous les camps, à commencer par celui de Dijon, où se trouvaient des prisonniers faits par l'armée d'Italie, pour en tirer des volontaires pour la future Légion polonaise.

Le lendemain du départ de Trémeau, Dombrowski adressa

à Bonaparte une note, exposant trois vœux. D'abord, considérant que les prisonniers polonais, gardés en Savoie et dans les villes frontières, et enrôlés en route par l'émissaire, pouvaient à chaque instant arriver à Milan, et qu'il fallait pour les recevoir, préparer sans retard l'organisation détaillée de la Légion, il demandait l'autorisation des gouvernements lombard et cispadan « pour prendre toutes les mesures indispensables afin de créer des légions polonaises chez ces peuples, sous votre approbation ». Ensuite il demandait un décret, l'autorisant à « réquisitionner, dans tout transport de prisonniers et de déserteurs, arrivant de l'armée (active), toute personne disposée à s'enrôler de son propre mouvement ». Troisièmement, il demandait la permission de publier la proclamation relativement aux légions, dont il avait été parlé précédemment déjà, et ce non seulement en langue française, mais surtout en langue polonaise. « Général, s'écriait-il, si le Midi de l'Europe transmettra votre nom à la postérité comme de son libérateur, il sera non moins chéri d'une nation opprimée; et le paysan polonais, sauvé de la boucherie à laquelle le menait l'ambition barbare de la Maison d'Autriche, apprendra à ses enfants de prononcer pour la première parole le nom de la nation française et celui de son brave général Bonaparte. Pour moi, en particulier, je ne saurais vous cacher ma joie la plus vive de recommencer ma carrière militaire, à laquelle l'amour de la liberté et ma vocation m'appellent, sous les auspices et les ordres d'un héros, qui s'était fait un monument immortel dans le cœur des nations délivrées du joug de l'esclavage. Veuillez, général, approcher le moment de mon bonheur et ce jour de l'espérance de ma nation, en agréant mes demandes, en me donnant les ordres que vous jugerez convenables... » Effectivement, Bonaparte, le lendemain (4 janvier 1797), lui remettait la lettre officielle qu'il avait demandée pour le Congrès d'Etat lombard, avec lequel jusqu'alors l'affaire n'avait été traitée qu'oralement et confidentiellement. Le général en chef s'y exprimait avec estime et sympathie à propos de « la vaillante nation polonaise ».

Il recommandait chaleureusement Dombrowski, « officier d'une valeur peu commune, qui, ayant succombé aux forces supérieures de ce même ennemi qui depuis tant d'années tyrannisait sa patrie, — indication explicite de la Russie, pour éviter toute allusion inopportune à la Prusse — s'offre à enrôler une Légion polonaise pour aider la nation lombarde à défendre sa liberté ». Il ajoutait expressément : « Je l'engage à s'entendre avec vous »; il annonçait qu'il ordonnerait lui-même toutes les mesures d'exécution découlant de l'arrangement qui devait intervenir entre Dombrowski et le Congrès lombard.

Sans perdre de temps, le lendemain même, Dombrowski, en sa qualité officielle de « lieutenant-général autorisé par le général en chef de l'armée d'Italie à recruter des corps auxiliaires polonais pour la Lombardie », remit au Congrès, avec la lettre mentionnée plus haut de Bonaparte, un mémoire détaillé de sa rédaction. Dans un préambule enflammé, il en appelait à la France, « mère-patrie des hommes libres, qui a donné asile aux malheureux descendants des libérateurs de Vienne, et qui est leur protectrice contre l'insatiable avidité de Pétersbourg ». Conformément au désir de Bonaparte, il était complètement muet au sujet de Berlin. Il traçait ensuite, en dix points, les grandes lignes d'un accord militaire lombardo-polonais. On adoptera la dénomination de « Légions polonaises de renfort pour la Lombardie ». L'uniforme, les insignes militaires, l'organisation devront se rapprocher le plus possible des coutumes polonaises. Les hommes porteront des épaulettes aux couleurs lombardes, avec l'inscription : « Les peuples libres sont frères », et la cocarde française. On garantira aux légionnaires polonais le ravitaillement et la solde des autres troupes lombardes. Les patentes des officiers seront délivrées par le Congrès sur la présentation de Dombrowski, et confirmées par Bonaparte. Le Congrès lancera une proclamation aux Polonais. Il assignera à la Légion les casernes et toutes les installations nécessaires. Pour commencer, Kosinski sera nommé chef de bataillon et commandant provisoire

du dépôt. Un délégué spécial du Congrès sera désigné pour collaborer avec Dombrowski dans l'affaire de la Légion. Enfin, un accord définitif sur ces bases, sorte de convention bilatérale, sera soumis à la confirmation et à la signature de Bonaparte. D'ailleurs, c'est sans doute avec son assentiment et conformément à ses ordres directs que d'avance, les points ci-dessus avaient été fixés. Il était dès lors complètement gagné à l'entreprise des Légions. C'est alors seulement qu'il remit à Dombrowski, une lettre de Kleber, qui avait été envoyée à ses soins pour la remettre à Dombrowski, et qu'il avait, semble-t-il, gardée par devers lui jusque là, lettre admirable, et qui n'était pas demeurée sans doute sans influence sur Bonaparte. « Si votre patrie, — écrivait à son frère d'armes moins heureux, au général polonais exilé, le noble et glorieux Alsacien, qui pour avoir jadis servi l'Autriche, était un témoin oculaire des épreuves de la nation, et surtout de l'armée polonaise — si votre patrie devait se relever de sa ruine, et s'il vous fallait un homme capable de pousser les choses en avant, appelez-moi auprès de vous ; et quoi qu'il arrive, je serai fier de rappeler à la liberté une nation qui en est si digne ». Sans doute, elles ne furent pas non plus sans influence, les nouvelles sûres de la mort de Catherine II qui arrivaient en Italie depuis la moitié de décembre 1796. En effet, avec l'impératrice disparaissait la crainte d'un concours militaire immédiat à prêter par la Russie à l'Autriche, contre laquelle on pouvait d'autant plus sûrement risquer l'emploi des armes polonaises.

« Nos affaires vont le mieux du monde, — écrivait au début de janvier, dans un rapport daté de Milan, Woyczynski, qui était revenu de Venise, heureusement pour Dombrowski tourmenté par des besoins d'argent, avec un subside des émigrés polonais — Dombrowski s'entend bien mieux avec le général en chef, dont il a fait la connaissance et gagné l'amitié. Bonaparte m'a demandé s'il viendrait de Venise des officiers. Je lui ai répondu qu'il n'y en a aucun là-bas. Il m'a reçu cordialement, d'un front rasséréné. Il m'a recommandé très fort

de ménager le roi de Prusse, et pour cette raison, malgré tous nos efforts, il n'a pas voulu signer la proclamation : il ne veut point blesser le roi de Prusse ». Par contre, le général en chef accorda volontiers son appui aux pourparlers engagés par les Polonais, sous sa surveillance, avec les autorités lombardes. Ces pourparlers furent menés rapidement grâce à l'intermédiaire favorable de Visconti, nommé délégué plénipotentiaire du Gouvernement, pour cette affaire *(rappresentante delegato per aver cura di quanto spetta all' erezione delle Legioni polacce)*.

Dombrowski, reprenant courage, poussait activement ces préparatifs. Il se rendit au quartier qui enfin lui avait été assigné dans la Casa Imbonati, en face du palais de l'Administration Générale. Mais la mise en train définitive réclamait encore quelques jours de temps. Il fallait régler certaines difficultés de rédaction, touchant la teneur définitive de la convention des Légions. Il y avait aussi certains embarras d'organisation, causés par le défaut absolu d'officiers d'Etat-major. On s'efforçait d'incorporer à la nouvelle formation deux compagnies polonaises de la légion lombarde, ce qu'il fut d'abord impossible de réaliser. Sur ces entrefaites, Bonaparte dut s'éloigner de Milan pour affronter une nouvelle lutte avec l'ennemi autrichien. Malgré la hâte que l'on avait mise à la rédiger, la convention de la Légion ne fut pas prête avant son départ. Il est fort possible d'ailleurs qu'il préférât ajourner la signature. Il marchait à une nouvelle lutte meurtrière, dont il ne pouvait prévoir l'issue avec certitude. Il n'était donc pas étonnant qu'il désirât différer la ratification par lui-même, de cette importante affaire, si irritante pour les Autrichiens, jusqu'au règlement final par la force des armes. Toutefois, le jour même de son départ, il assurait encore, personnellement, Dombrowski, qu'il signerait la convention. Ensuite, ayant pris congé de lui très amicalement, il se rendit à l'armée. Le lendemain, dans la nuit du 8 au 9 janvier 1797, cette convention, dans un texte conforme aux *dix points* de naguère, fut signée par Dombrowski et le gouverne-

ment lombard au palais de l'Administration générale. « Deux Républiques, écrivait Woyczynski avec satisfaction, mais non sans une amère ironie, deux Républiques, la lombarde et la polonaise, dont la première n'existe point et dont la seconde est démembrée, se sont promis aide et secours. Si toutes deux se trouvent bien de cet accord, je dirai qu'il n'y a rien d'impossible en politique ».

Le traité, une fois conclu, fut porté sans retard de Milan au camp par Visconti, pour y recevoir le contre-seing du général en chef.

IV

Celui-ci, précisément, jouait à son ordinaire tout sur une seule carte. Il était toujours, à la vérité, surveillé de près par l'ange gardien et l'ange de paix que lui avait envoyé le Directoire : Clarke. Il était gêné par la politique oblique, fourbe, timorée et trompeuse du Directoire, qui plus que jamais reculait devant la lutte armée, parce qu'une défaite devait renvoyer de nouveau la paix à une date indéterminée, et que, par contre, une victoire devait remettre sa conclusion entre les mains d'un ambitieux vainqueur. Bonaparte, toujours docile en apparence, en réalité hostile au gouvernement, avait entrepris cette lutte avec toute l'impétuosité qui lui était propre. Il voyait clairement qu'elle était inévitable, et que sans elle les chances de paix étaient nulles. En même temps, il se traçait avec la plus grande netteté son plan immédiat d'opérations : arracher enfin les armes des mains des Autrichiens; couronner son quadruple et sanglant effort par une cinquième et dernière victoire ; prendre Mantoue, marcher peut-être sur Vienne ; consolider sa propre conquête italienne; garder dans ses mains, jusqu'à la fin, la décision de la guerre et de la paix ; et par cela même, s'élever bien haut, au-dessus de tous les autres généraux et du gouvernement même de la République ; s'assurer la place la plus brillante dans l'opinion française et européenne ; gravir enfin le faîte

au-dessus duquel il n'y a plus que le pouvoir suprême. Il avait encore devant soi une puissante armée autrichienne, réorganisée à la hâte. Elle était renforcée par des détachements rhénans, la conscription tyrolienne, les recrues galiciennes largement employées, et même par des compagnies d'élite, formées de volontaires enrôlés à Vienne sous les yeux de l'empereur; en tout, cinquante mille hommes environ. Avec cette force, une fois encore, les Autrichiens entreprirent une double offensive. Les deux tiers de cette armée débouchèrent, sous Alvinzy, du côté du lac de Garde; un tiers, sous le général Provera, du bas Adige. En même temps Wurmser devait tenter une sortie de Mantoue, tandis que les troupes pontificales et une insurrection populaire devaient prendre Bonaparte à revers. Il avait l'œil sur tout cela ; il attendit patiemment pendant une semaine, jusqu'au moment où il découvrit ses intentions. Il tomba enfin, au milieu de janvier 1797, sur le gros des forces d'Alvinzy occupant le plateau de Rivoli, et dispersa cette armée. Il se retourna aussitôt contre Mantoue, surprit Provera qui arrivait pour la débloquer et, à la Favorite, le fit prisonnier. Il rejeta en même temps sur la forteresse Wurmser qui tentait d'en déboucher, et au début de février, le contraignit à capituler. Il fit du coup près de 30.000 nouveaux prisonniers; il anéantit complètement les dernières velléités offensives de l'Autriche, il s'ouvrit la route vers les Etats héréditaires des Habsbourg. Ce fut le cinquième acte de son chef-d'œuvre, la tragédie italienne.

Enfin, il pouvait et devait aborder le dénouement, imposer la paix. Le Paris gouvernemental avait vainement médité de l'exploiter à son profit. Pour éloigner le trop heureux général, on excitait le vainqueur des Autrichiens à marcher au plus tôt contre le pape, à le chasser de la capitale de St-Pierre, à détruire les Etats de l'Eglise. Bonaparte, en effet, comme on le lui ordonnait, dut faire cette « offensive en arrière ». Mais il la fit avec des forces réduites et la plus grande hâte.

Il dispersa facilement les faibles troupes pontificales, mais il se garda bien d'aller jusqu'à Rome, dont, chose étrange, le César ne verra jamais les murs. Il s'arrêta à Tolentino; il reçut de Pie VI la paternelle bénédiction apostolique « pour notre cher fils, le général Bonaparte » et tout de suite, conclut la paix avec la Curie consternée, une paix très onéreuse, certes, mais qui « sauvait le Capitole au nom de St-Pierre. » Immédiatement après, il revint au gros de son armée, qui se tenait prête aux portes de l'Empire. Il se prépara aussitôt à porter un coup décisif, à pénétrer par le Frioul, la Carinthie, la Styrie jusqu'au cœur même de l'Autriche, jusqu'à Vienne. Il était renforcé par deux divisions françaises du Rhin, qui venaient d'arriver. Mais déjà la route était barrée par une nouvelle armée ennemie, recrutée à la hâte, vers laquelle marchaient d'importants renforts appelés du Rhin, et à la tête de laquelle venait d'être placé — arrivant du Rhin, lui aussi — le meilleur général autrichien, l'archiduc Charles. Il avait devant soi une tâche plus importante que jamais, car il s'agissait, non seulement de briser la barrière qu'on lui opposait, mais de diriger une audacieuse et périlleuse expédition au cœur même de l'immense monarchie des Habsbourgs, sur un terrain inconnu, dans des conditions difficiles à prévoir, malgré la résistance nationale de l'ennemi, qu'il était impossible d'évaluer et qui n'avait point de commune mesure avec la résistance purement militaire qu il avait offerte jusque là. Se préparant à cette expédition si tentante, mais hérissée de tant de difficultés, il réclamait énergiquement de sa patrie une aide appropriée. Il voulait qu'au moment où il franchirait la frontière, le Rhin fût passé par deux armées françaises alors inactives, l'armée de la Sambre sous son nouveau chef le général Hoche, l'armée du Rhin sous Moreau, pour une coopération concentrique dans la direction de Vienne.

Mais, s'il réclamait qu'on l'aidât, il n'entendait partager avec personne, ni, encore moins, abandonner à personne, les fruits de ses victoires. Il regardait avec la plus grande

méfiance du côté du Directoire. Celui-ci, agité par la crainte et la jalousie, souhaitait vivement saisir une paix qui s'évanouissait sous les coups de Bonaparte, et mener cette négociation à bonne fin, suivant ses propres idées et dans son propre intérêt. Bonaparte soupçonnait le Directoire de vouloir le laisser dans l'embarras, l'exposer à des échecs, l'humilier, l'anéantir. Le Directoire, pensait-il, voulait garder en réserve les autres généraux, pour les lâcher ensuite contre lui comme de dangereux rivaux, en jouer contre lui, et par eux, lui arracher le premier rôle, les hausser au même niveau que lui; et puis — la chose paraissait aisée — replonger dans son néant l'officier corse. Bonaparte était tourmenté par ces soupçons empoisonnés qui n'allaient pas sans un fonds de vérité. Il avait conscience à la fois de la corruption de toute cette engeance gouvernementale parisienne, de sa propre puissance élémentaire, de l'extraordinaire valeur de ses services, de ses efforts et de ses actions. Il était froidement résolu à ne point permettre qu'on lui en donnât quittance; à ne point vendre pour un plat de lentilles le droit d'aînesse du génie et de l'action; à en user, au contraire, à fond, complètement, sans égard pour personne ; à déjouer une intrigue mesquine et passive par une manœuvre supérieure et hardie ; à se défendre, fût-ce tout seul, et à finir son œuvre lui-même, comme il l'avait commencée. Tels sont les facteurs sous l'influence irritante, excitante, fatale desquels se trouvaient l'instinct de domination et de conquête, la logique profonde et passionnée, la volonté prompte et ferme, l'âme déjà poussée par l'aiguillon de l'ambition, de Bonaparte, en ce moment où, quittant l'Italie, il entrait dans l'arène de l'Europe moderne, et de grand général devenait grand politique.

Là, la grande politique, la vieille politique des puissances européennes l'attendait. Elle saisit, elle embrasse le jeune vainqueur. Lui, qui jusqu'alors était resté politiquement pur au sens littéral de ce terme, devait infailliblement, à ce premier contact, contracter sa première souillure, commettre

sa première faute grave. Il prévoyait qu'en présence du double jeu de Paris, il lui faudrait mener avec ses seules forces et par ses seuls moyens l'expédition autrichienne. Il devait prévoir aussi que pour contrarier cette manœuvre, il serait peut-être forcé de s'arrêter à mi-chemin et de terminer l'expédition promptement, par une paix qu'il ferait lui-même. Il se proposait d'assurer absolument, en pareil cas, contre la volonté du Directoire, sa précieuse conquête italienne, la Lombardie. C'est pourquoi il devait d'avance penser à une compensation appropriée pour l'Autriche, une compensation qui fût proche, facile à saisir, et capable, le cas échéant, de mener d'un seul coup à la conclusion de la paix désirée. Or, une telle compensation était à sa portée. C'était la république de Venise avec ses alléchantes possessions de Terre Ferme, d'Istrie et de Dalmatie. Incapable de se défendre, Venise était depuis des siècles, l'objet des convoitises de la maison d'Autriche. Récemment encore, Joseph et Léopold l'avaient désirée. Deux années auparavant, elle avait été expressément réservée et solennellement promise aux Habsbourgs par la faveur arbitrale de Catherine II, dans les pactes secrets austro-russes relatifs au troisième partage de la Pologne. Car il soufflait du cadavre de la Pologne un air empesté qui viciait peu à peu les relations internationales. Dans la destruction de la vieille république polonaise — chef-d'œuvre de brigandage et couronnement de la raison d'Etat de l'ancien régime, — dans l'écartèlement de l'Aigle blanc, il y avait aussi l'arrêt de mort de l'antique république vénitienne, l'annonce de l'écartèlement du Lion de St-Marc.

Bonaparte était parfaitement au courant de ces vues de l'Autriche sur Venise. Il avait décidé d'en profiter. De même que la Pologne, par trois fois, avait dû payer les frais de guerres qui lui étaient étrangères, de même Bonaparte se proposait de faire payer les frais de la guerre franco-autrichienne à une tierce puissance, la malheureuse Venise. Il aurait certes pu en alléguer plus d'une excuse. Cette combinaison mon-

strueuse, il ne l'avait pas imaginée. Il l'avait trouvée toute prête, déjà sanctionnée par traité, mais pour une autre fin. Lui du moins agissait sous l'empire d'une force majeure. Il n'avait que le choix de sacrifier, soit la jeune Lombardie, soit l'antique Venise. Du reste, au profit de la Lombardie, où il avait jeté les bases de la future régénération de l'Italie, il pensait sauver une partie des terres purement italiennes de Venise. Il livrait surtout à l'Autriche ses possessions orientales de l'Istrie et de la Dalmatie. Il différait encore pendant un certain temps de livrer la capitale même de St-Marc. Et, il faut le dire, Venise n'était plus la glorieuse *Sérénissime* de jadis. Elle était déchue jusqu'à en être méconnaissable. Une oligarchie dégénérée en avait fait un nid d'arbitraire, d'abus, d'oppression, d'espionnage, de débauche. Elle était condamnée à une extinction inévitable; elle ne pouvait plus, selon le mot de son dernier doge, supporter « ni la maladie, ni le remède » Elle avait cessé de vivre avant de mourir : « *Republica xe morta* ». Mais tout cela ne diminuait en rien le caractère monstrueux d'une violence qui allait s'accomplir contre le plus ancien Etat de l'Europe, un Etat à l'existence millénaire. Cette violence, par surcroît, allait être préparée et palliée par le plus vil des moyens : la provocation. Il semble que dès le mi-février 1797, Bonaparte, qui se dirigeait alors vers Rome, ait secrètement envoyé à l'archiduc Charles une suggestion relative à l'affaire de Venise, pour qu'il la transmît à l'Empereur, à Vienne. Ensuite, avant de recommencer les opérations militaires contre l'Autriche, au début de mars, il donna au successeur d'Hilliers dans le commandement de la Lombardie, l'habile et astucieux général Kilmaine, des instructions ultra-secrètes qui se rapportaient à ce plan. Il s'agissait de préparer d'avance dans le petit Etat vénitien, des désordres intérieurs, d'où pourraient résulter, au moment favorable, une explosion d'hostilité contre les Français, et un prétexte au démembrement, à l'écrasement de la République.

Préparant ainsi, pour toute éventualité, la conclusion de la

paix, Bonaparte recommença la guerre avec son élan coutumier. Dans une proclamation enflammée, adressée à ses troupes, il parlait des avantages achetés au prix de sanglants efforts, des cent mille prisonniers qu'il avait faits, de la liberté des républiques lombarde et cispadane. Il les appelait à une sixième campagne, également glorieuse; il les exhortait à vaincre définitivement l'Autriche, à donner la liberté à la brave nation hongroise. Il leur recommandait d'ailleurs, lorsqu'ils seraient en territoire allemand, de respecter scrupuleusement la propriété, les coutumes, la religion des habitants; de se concilier le clergé; de dire du bien de l'Empereur, et du mal « de ses ministres »; de ne pas oublier la paix qui est en somme le but de toute guerre. Couvert tant bien que mal sur ses derrières, ayant détaché une division au Tyrol, lui-même, avec le gros de ses forces, marcha vers le Nord-Est, se jeta sur l'archiduc Charles. Promptement, il franchit le Piave et le Tagliamento. Et d'entrée de jeu, en quelque sorte, vers la mi-mars, il surprit, il écrasa les Autrichiens. Puis chassant devant lui leurs débris, les culbutant sans répit, il traversa, rapide comme la foudre, les défilés de Pontebba et les Alpes juliennes, prit en passant Trieste et Fiume, traversa à la course Gorizia et Villach. A la fin de mars 1797 il entra à Klagenfurt. Et il n'était toujours pas question d'une diversion française sur le Rhin; Hoche et Moreau, au lieu de venir à son secours, étaient mandés à Paris par le Directoire. Aussi Bonaparte, qui avait appelé à lui la division du Tyrol et tous les renforts disponibles, avec un peu plus de quarante mille hommes seulement, — sa cavalerie surtout était très faible — se trouvait à Klagenfurt, loin de sa base, dans la position qu'il avait prévue d'avance, position aussi brillante que difficile. Immédiatement, sans hésitation, de la capitale de la Carinthie, il envoya une lettre « philosophique » à l'archiduc Charles; le premier, il tendait la main à l'adversaire et proposait la paix. Mais malgré cela, ou plutôt à cause de cela, il ne suspendit pas un seul instant sa marche menaçante il la précipitait sans relâche. Au début d'avril il poussa jus-

qu'à Léoben, jusqu'au pied du Semmering. Pour la première fois, il fit trembler Vienne. Dans le *Burg* consterné, on se préparait à la fuite. On pensait à chercher un abri soit en Hongrie, soit dans Cracovie tout récemment acquise.

C'est en combinant ainsi la force et la prudence que Bonaparte arriva à ses fins. Il fit enfin fléchir la résistance de l'Autriche. Il reçut d'abord une demande d'armistice; puis, une semaine plus tard, à Léoben, il vit venir à lui les plénipotentiaires de l'Empereur, envoyés en toute hâte à son quartier général, pour conclure des préliminaires de paix. Lui-même, il est vrai, ne possédait point les pleins pouvoirs officiels, qui avaient été remis, par la volonté directoriale, aux mains de Clarke; et Clarke n'était point présent. Mais Bonaparte ne s'en préoccupa point, et il eut parfaitement raison. Après des négociations rapides — elles durèrent quelques jours à peine — considérablement facilitées par le spécifique de l'indemnité vénitienne, furent conclus, au milieu d'avril 1797, les préliminaires de paix de Léoben. Ces préliminaires se composaient d'un texte secret et d'un texte patent. Dans le texte patent, l'Autriche renonçait aux Pays-Bas au profit de la France; elle reconnaissait les limites « constitutionnelles », la frontière du Rhin ; elle faisait de la paix franco-autrichienne l'objet d'un prochain accord, et renvoyait la paix entre la France et l'Empire à un Congrès ultérieur. Dans l'accord secret, elle renonçait à la Lombardie et recevait en échange les possessions vénitiennes « de terre ferme » jusqu'au Pô, ainsi que toutes celles d'Istrie et de Dalmatie. Un article spécial de la convention patente proclamait : « que S. M. l'Empereur et la République française s'engagent à faire tout ce qui sera en leur pouvoir pour contribuer à la tranquillité intérieure des deux Etats ». Cet article concernait, du côté français, les menées de l'émigration royaliste, du côté autrichien, les affaires de Hongrie. Mais cette clause s'appliquait aussi, d'une manière assez nette, à la Galicie, et à l'émigration polonaise.

En attendant, l'affaire polonaise la plus actuelle, la plus

urgente, celle des Légions, faisait d'importants progrès. Dombrowski, aussitôt après la signature de l'accord avec l'*Administration générale*, sans attendre même le contre-seing du général en chef, s'appliquait énergiquement, depuis janvier 1797, à la mise en pratique de cet accord. Il publia aussitôt, dans le *Corriere Milanese*, deux proclamations préliminaires. Dans l'une, qui porte une date antérieure à l'accord lui-même, il s'adressait en général « à ses chers compatriotes ». Dans l'autre, immédiatement postérieure à la conclusion du même accord, il lançait ouvertement le mot d'ordre de la Légion, qu'il rattachait à l'ancienne idée de Kosciuszko. Il répandit ces proclamations en copies manuscrites, tout d'abord; car il n'y avait pas dans les imprimeries de Milan de caractères polonais. Ce fut seulement au bout de quelques semaines que Dombrowski put répandre son manifeste sous forme d'exemplaires imprimés en quatre langues — polonais, français, italien, allemand. Aussitôt après la rédaction de la convention (non confirmée encore), il envoya de nouveau Trémeau en France, avec des subsides lombards, pour y faire du recrutement. Lui-même, à Milan, commença à recruter, à enrégimenter, à organiser, des prisonniers et des volontaires polonais qui se présentaient d'eux-mêmes, ou qu'on lui amenait. Soudain — aubaine inespérée — après les victoires de Rivoli et de la Favorite, on vit dévaler vers Milan, dans la seconde moitié de janvier 1797, une masse compacte de nouveaux prisonniers : 22.000 hommes, parmi lesquels environ six mille Polonais. Dombrowski était au comble de la joie. Beaucoup de ces Polonais délivrés affluèrent dans ses appartements de la Casa Imbonati, heureux d'entrer dans les rangs des Légionnaires. En quelques jours, il en eut plus de mille, et il en aurait eu trois et six fois davantage, s'il eût possédé les moyens financiers de les entretenir et de les équiper. Toutefois, il était inquiet, ne recevant aucun message de Visconti que, quinze jours auparavant, il avait fait partir pour le quartier général, porteur de la convention. Il envoya Kosinski aux nouvelles. L'inquiétude de Dombrowski était

sans fondement. Le retard s'expliquait tout naturellement par les grandes opérations et les préoccupations militaires du général en chef. Bonaparte, ayant écrasé Alvinzy et Provera, était resté quelque temps à Vérone, d'où il était parti pour se rendre sous Mantoue. Il mit sa signature, probablement le 25 janvier 1797, au bas du projet de légion polono-lombarde qui lui était présenté par Visconti.

D'ailleurs il n'attribuait pas une très grande importance à cette formation naissante, évidemment incapable de peser d'un grand poids dans la balance, au moment où se décidait la question de la paix ou de la guerre. Il n'avait nullement l'intention d'employer tout de suite les légionnaires polonais dans le choc définitif qui se préparait avec l'Autriche. C'était impossible, du reste, puisqu'il aurait fallu d'abord les concentrer, les encadrer, les habiller, les armer, les exercer. Et puis Bonaparte ne se hâtait pas de mener au feu contre l'Autriche, des prisonniers et des transfuges autrichiens, qu'il eût exposés doublement, aux balles et à la corde. En échange, même s'il l'avait voulu, il n'aurait pu leur donner aucun espoir, aucune garantie au point de vue national. Au contraire, il se préparait à une campagne décisive, dans l'intention d'obtenir la paix, une paix où il ne pouvait être question de la Pologne. « La légion polonaise qu'on lève, écrivait-il au Directoire, aussitôt après la chute de Mantoue, au moment où il marchait contre le Pape, la légion polonaise fournira à peu près 1500 hommes, qui, avec la légion cispadane, serviront à garder la Basse-Italie ». Il ne voulait même pas leurrer d'illusions les Lombards, n'ayant pas la certitude qu'on pourrait les sauver dans la paix qui allait venir. C'est pourquoi, à dessein, dans sa marche vers Rome et lors de son retour à l'armée, il évita de passer par Milan. Il était d'autant plus éloigné de vouloir tromper les Polonais, que la franchise à leur égard ne pouvait rien lui coûter. Dombrowski, écrivant à Barss et à Wybicki, rapporte ainsi le résultat d'une courte entrevue qu'il réussit à obtenir de Bonaparte durant cette période de préparation, au début de

février 1797 : « Il est sensible à notre infortune, il nous veut du bien. Mais je ne crois pas qu'il se mêle de diplomatie. La multiplicité de ses occupations et de ses travaux ne lui permet pas, malgré son désir, de s'informer autant que nous le voudrions, de nos projets. Je vous conseille de tout régler avec le gouvernement français ». Si Bonaparte ne se mêlait pas de « diplomatie » polonaise, ce n'était pas, sans doute, faute de temps ; c'était faute d'envie. Il ne voulait pas décevoir inutilement les Polonais.

Sur ces entrefaites, la Légion naissait péniblement au milieu des pires difficultés et des plus grands obstacles, difficultés et obstacles vaincus et surmontés par l'enthousiasme polonais et la constance, l'obstination *allemande* de l'infatigable Dombrowski. Il n'y avait point de place, point d'uniformes, point d'armes, point d'argent. Pour un peu plus de mille légionnaires, recrutés vers la fin de janvier 1797, et bientôt portés au double, il se trouva cent uniformes et dix-huit fusils. Après de grands efforts, on obtint que les légionnaires fussent casernés dans l'ancien couvent de St. Marc, où l'on installa, à grand'peine, six cents hommes, et dans le couvent de St. Jérôme, où l'on put en entasser quatre cents. Au lieu des quinze mille livres par mois immédiatement nécessaires pour servir à ces hommes une solde de six sous par jour ou de neuf livres par tête et par mois, on n'en put obtenir que dix mille à peine. Or, après la capitulation de Mantoue, arriva une nouvelle vague de prisonniers polonais : deux mille environ, précieux renfort pour la légion. N'ayant pas le moyen de les enrôler tous, Dombrowski, eut la douleur d'en voir partir un grand nombre, que l'on transporta vers l'intérieur de la France. De plus, Dombrowski ne recevait pas toujours des siens l'appui qu'il aurait fallu ; plus d'une fois, il se heurta à une mauvaise volonté nuisible à sa cause. Dès janvier 1797, un de ses ennemis de Dresde, le plus acharné peut-être, récemment réfugié à Milan, commença à intriguer contre lui. C'était le colonel Neyman, ancien clerc d'avoué de Poznan, querelleur professionnel et braillard patriotique.

Ce Neyman ne pardonnait pas à Dombrowski d'avoir, lors de sa fameuse expédition en Grande-Pologne, demeurée un titre de gloire pour tous ceux qui y avaient participé, refusé de reconnaître ce grade de « colonel » que Neyman s'était donné lui-même. Depuis lors, il avait sans cesse miné la réputation de Dombrowski : parmi les émigrés saxons et les ligues nationales tout d'abord, ensuite en Italie et en France. Au début de février, Zajonczek, de la Députation parisienne, arriva également à Milan. En dépit de la politesse qu'il affectait vis-à-vis de Dombrowski, il apparut qu'il se désintéressait absolument de l'entreprise des Légions. En qualité d'ancien officier français, porteur de recommandations personnelles du Directoire pour Bonaparte, il se rendit tout de suite au quartier général, pour entrer dans l'armée française active. Zajonczek put accompagner cette armée, en qualité de volontaire, dans la campagne contre l'archiduc Charles. Grâce à l'appui de Sulkowski, il reçut le commandement d'un bataillon d'infanterie et de quelques escadrons de dragons. Chargé de ramener la division Joubert, restée au Tyrol, il s'acquitta de cette mission avec une prompte habileté. Enfin, un peu malgré le décret qui excluait les étrangers, il fut admis, au service de la France, en qualité de général de brigade, et il y resta désormais. Zajonczek était surtout préoccupé de ses relations personnelles avec le général en chef. Il n'avait pas le moindre souci de la Légion polono-lombarde, qui naissait en ce moment avec tant de peine et de difficulté. Et, qui plus est, il travailla bientôt contre elle. Car, quelques mois plus tard, il se laissa employer à recruter un bataillon polonais spécial, à la solde de Brescia.

Cependant, malgré tant d'ennuis et d'écueils, Dombrowski, avec une énergie de fer, faisait tout ce qui était en son pouvoir. Il en appelait à Bonaparte lui-même. Il assiégeait le Congrès, l'*Administration*, le Comité militaire lombard. Il s'adressa au commandant français de la Lombardie, l'Irlandais Kilmaine « grand ami des Polonais, parlant très bien l'allemand, ce qui facilite beaucoup les choses ». Il se rendit

auprès du commandant de Milan, le rude Dupuy, chef de la glorieuse 32e demi-brigade française, avec lequel il fallait boire vaillamment pour en tirer quelque chose. Il rédigeait des « notes en français, en polonais, en allemand, en italien ». « Tantôt, dit-il, j'emploie à ma correspondance un vieux maître de langues, tantôt un gazetier cassé aux gages, tantôt un négociant failli ». Et il n'y avait pas d'autre moyen de se tirer d'affaire : car ses aides naturels, les officiers polonais, manquaient encore. Le manque d'officiers, tel fut dès le début la grande difficulté. Des quelques officiers qui figuraient dans le premier cadre de la Légion (dans la « motion » de janvier), Trémeau et Kosinski étaient en mission. Le laborieux lieutenant Borowski, arrivé à pied de Paris, survint heureusement pour assister Dombrowski ; puis, à partir de février, ce fut Casimir Konopka, employé à diriger le magasin d'habillement de Milan.

D'autre part, le recrutement était très difficile parmi les officiers autrichiens prisonniers, parce que Dombrowski tenait beaucoup à ne faire aucune exception à la règle admise par lui, que les brevets d'officiers de la légion devaient être accordés uniquement aux citoyens possédant une patente, ou d'autres témoignages, attestant leurs services dans l'insurrection de Kosciuszko, quitte à laisser inoccupées un certain nombre de places d'officiers supérieurs, à les réserver pour des soldats de mérite, dont il attendait l'arrivée — qu'ils vinssent de l'émigration, ou surtout de Pologne. « La moisson faite, ils accourront tous », disait-il.

Malgré tous ces obstacles, la besogne marchait rondement. Dès la fin de janvier 1797, deux bataillons étaient prêts : l'un, formé de grenadiers choisis pour leur haute taille, aux uniformes bleus et cramoisis ; l'autre, de chasseurs, dont les couleurs étaient le bleu et le vert. Le premier fut placé sous le commandement de Strzalkowski, détaché de la légion lombarde. Le second fut confié à Kosinski, que le gouvernement lombard venait de mettre en congé, avec une promotion. La pensée du chef était que les bataillons ainsi constitués

devaient correspondre à peu près à l'ancien cadre régimentaire polonais. De cette façon, les Légions devenaient un noyau, capable de régénérer toute l'armée de la République polonaise. Avec les recrues dont le nombre croissait sans cesse, l'infatigable Dombrowski, en personne, faisait l'exercice sur la place d'armes de Milan, du matin jusqu'au soir. Dès la réception de la « convention » contresignée par Bonaparte, il renvoya Woyczynski à Paris, pour obtenir que les émigrés polonais lui continuassent leur concours, et surtout fissent venir des officiers de Pologne. Mais en attendant, il fallait bien se passer de ces officiers. Dombrowski les remplaça provisoirement par de simples sous-officiers provenant du service autrichien. Les choses marchèrent vite et bien, car les soldats étaient pleins d'enthousiasme. Ils se sentaient à l'aise, lorsqu'ayant dépouillé leur livrée autrichienne et revêtu leur uniforme national, ils se retrouvaient, commandés en polonais, au service de la cause polonaise. « Français et Italiens, affirmait avec satisfaction Dombrowski, approuvent beaucoup notre uniforme et vantent la vivacité et la gaieté de nos hommes. » Vers la mi-février arrivèrent quelques officiers polonais, qui s'étaient égarés au service du Piémont. Quelques-uns enfin arrivèrent de Pologne. A vue d'œil croissait l'effectif des bataillons, qui comptèrent bientôt plus de mille hommes chacun. On créa alors un troisième bataillon de fusiliers, qui fut bientôt complet, et que commanda Louis Dembowski, envoyé de Paris. Et les soldats polonais qu'on avait sous la main en Italie, ou qui se trouvaient en France dans les camps de prisonniers, étaient si nombreux qu'on aurait pu décupler ces effectifs, si les circonstances et les ressources financières l'eussent permis (28).

Or, au milieu de toute cette fièvre d'organisation, Dombrowski, au début de mars, reçut de Bonaparte, alors à Mantoue, au retour de la facile campagne romaine, et à la veille de la décisive campagne autrichienne, l'ordre de se rendre, avec la partie déjà complètement équipée de sa légion, non point sur la ligne de bataille, mais en garnison à Mantoue

sous le général Miollis. Laissant alors à Milan le dépôt d'habillement, Dombrowski, avec ses hommes, se rendit à Mantoue. Consterné par cet ordre, il fit rapport sur son exécution au général en chef. « Je suis arrivé à Mantoue avec une partie de la Légion polonaise de 1100 hommes. J'attends 300 hommes du transport de Milan et 200 de l'intérieur de la France... Ma légion brûle du désir de se voir quelque jour en face de l'ennemi... Elle prouvera sous vos ordres, général, j'ose m'en flatter, qu'elle est digne de servir la cause commune... » Mais quelques jours après, il recevait un nouvel ordre. Il devait envoyer un bataillon de chasseurs à Rimini. En même temps d'autres petits détachements étaient dispersés dans diverses localités italiennes. Dombrowski voyait s'émietter entre ses mains la force armée polonaise qu'il avait constituée avec tant de peine, qu'il voulait garder, concentrée sous son commandement, qu'il désirait mener au feu le plus tôt possible, mener vers le Nord, vers l'Est, vers la Pologne. Et, par surcroît, à ce moment précis, arrivaient des nouvelles exaltantes : victoire sur le Tagliamento, avance irrésistible de Bonaparte, marche sur Vienne. Le sang du soldat se mit à bouillonner, le cœur polonais se mit à battre avec violence dans la poitrine de Dombrowski. Sans enfreindre les règles de la discipline militaire, il prit sur lui de s'adresser en toute franchise à Bonaparte, lui découvrant toute son angoisse : « Permettez, général, qu'un malheureux Polonais sans patrie vous exprime le désir qu'il a de rentrer dans son pays avec une force imposante, ou de chercher dans les combats une mort glorieuse... Nos soldats, accoutumés depuis quelques années à la guerre, ne soupirent que pour combattre avec les Français. Maintenant, un bataillon va être séparé de l'autre... Nous voyons avec peine qu'on nous dirige sur des points où il n'y a pas d'ennemi à combattre. Cet écrit n'est pas dicté par l'ambition, mais il est l'expression sincère des sentiments de mon cœur. Oui, général, je commanderais ici avec plaisir dix hommes contre l'ennemi commun, quoi qu'en Pologne je fusse à la tête d'une armée... Si nos batail-

lons pouvaient être réunis et marcher à l'ennemi, nous serions au comble de nos vœux ». Cette lettre éloquente ne demeura pas sans un certain résultat. En réponse, Dombrowski reçut, au début d'avril, de Miollis, du quartier général (alors en Carinthie) l'ordre de se rendre sans délai avec un bataillon de grenadiers à Palmanova, et de se rapprocher ainsi sensiblement du théâtre des grandes opérations. Cet ordre, d'ailleurs, se rattachait au plan général de Bonaparte, qui rassemblait à la hâte toutes les forces disponibles, laissées en réserve sur ses derrières, pour le cas où il serait contraint de poursuivre sa marche jusqu'à Vienne. Dombrowski quitta aussitôt Mantoue. Mais, en traversant la « Terre ferme », il se heurta à une population qui s'ameutait ou plutôt qu'on ameutait. Les troupes vénitiennes prenaient une attitude hostile. Les cloches des églises sonnaient le tocsin. Dombrowski, prudemment, ralentit sa marche. Il mit une semaine à atteindre Conegliano, aux portes de Venise. Il y rencontra un courrier qui lui apportait de nouveaux ordres de Bonaparte. Il lut avec une joie immense ces dispositions nouvelles, qui lui prescrivaient de concentrer toute la légion à Palmanova. Naturellement, il s'occupa sans retard d'exécuter des ordres qui répondaient si bien à ses désirs. Il écrivit immédiatement à toutes ses unités dispersées, au dépôt central de Milan, aux généraux français, qui avaient des Polonais parmi leurs troupes. Comme la formation du troisième bataillon s'achevait, et comme l'organisation du quatrième était en train, Dombrowski, avec l'aide du haut commandement, espérait concentrer jusqu'à cinq mille légionnaires à Palmanova. Il n'y arriva d'ailleurs, à cause des troubles de la Vénétie, dont nous venons de parler, que vers la seconde moitié d'avril. Il était rempli des meilleures espérances. C'est là, à Palmanova, qu'il reçut de ses compatriotes établis à Venise, des nouvelles optimistes sur les dispositions du Directoire, qu'on disait très favorables à la cause polonaise. Mais en même temps commençaient à lui parvenir, de l'armée active, de sourdes et inquiétantes rumeurs de paix. Il refusa d'y ajouter foi :

« Ce qui est certain, écrivait-il, partagé entre l'espérance et la crainte, c'est que Bonaparte continue à marcher sur Vienne. On parle, il est vrai, d'armistice et de propositions de paix. Que Dieu nous en préserve ! ».

Il ignorait, le malheureux, qu'au moment où il écrivait ces mots, tout allait être consommé. Quelques heures plus tard, allaient être signés les préliminaires de Léoben. Et pourtant, Dombrowski avait plus d'une raison de croire qu'une heure particulièrement favorable venait de sonner pour son pays. D'un côté, il voyait Bonaparte marcher triomphalement sur Vienne et appeler à lui les troupes polonaises enfin réunies. D'autre part, il recevait de Paris des nouvelles les plus encourageantes. Il était informé de vues et d'intentions généreuses pour la Pologne, du Directoire et du ministère. Il sentit pourtant qu'il n'y avait pas de temps à perdre. Il comprit qu'il fallait saisir l'occasion au vol. Immédiatement, il conçut et rédigea un plan audacieux. Se souvenant de la guerre de l'indépendance américaine, où les troupes et le matériel de guerre, envoyés par la France, avaient mené la bonne cause à la victoire, il demanda à la France un appui de la même espèce, si modeste qu'il fût, mais immédiat. La légion polonaise qui, dans l'espace de vingt jours, avait été portée à l'effectif de 6.000 hommes et concentrée à Palmanova, serait renforcée de 2.000 fantassins et 500 cavaliers français, et de 60 pièces de canons ; elle recevrait deux mois de solde et une « caisse de guerre » de trois cent mille francs. Ensuite, par Fiume et la Dalmatie elle se jetterait en territoire turc, s'y unirait, sous la protection du Sultan avec les compatriotes rassemblés en Valachie, et de là, pénétrerait en Galicie par la Bukowine. L'insurrection générale de Galicie, ainsi provoquée, ne devait avoir affaire qu'à la seule Autriche, occupée à l'Occident, isolée à l'Orient. En effet, le nouveau souverain de la Russie, l'empereur Paul « n'est point, d'après ses principes, éloigné d'améliorer le sort de la Pologne », et les patriotes polonais pourraient même entrer en négociation avec lui, avec quelque chance de succès.

En même temps le roi de Prusse, ennemi séculaire de l'Autriche, s'entendra avec la Russie et peut-être, d'accord avec Paul Ier, mettra la question polonaise à l'ordre du jour. Jetant à la hâte sur le papier ses idées hardies, ou plutôt ces rêveries séduisantes « dont il avait la tête pleine », Dombrowski était à la fois travaillé par la fièvre d'une action libératrice « et tourmenté d'une cruelle inquiétude ». Enfin, incapable de rester plus longtemps dans l'inaction et l'expectative, il laissa ses légionnaires à Palmanova, prit une chaise de poste et brûlant les étapes, traversant « d'affreuses montagnes », accourut en Styrie. Il se précipita au quartier général, pour se rendre compte *de visu* du véritable état des choses, et en particulier pour soumettre personnellement son fameux plan à Bonaparte.

CHAPITRE VII

LÉOBEN-CAMPOFORMIO

I

Indépendamment de cette foudroyante opération par laquelle, atteignant enfin son premier but, Bonaparte imposait la paix à la puissance habsbourgeoise, d'autres transformations s'accomplissaient encore, transformations d'une portée immense, et qui devaient influencer indirectement tant les faits de guerre que les destinées de la Pologne, liées à cette crise, et dépendant dans une si large mesure du bon plaisir et des intérêts étrangers. L'événement le plus grave à ce point de vue fut, comme on l'a indiqué, le changement de règne à Pétersbourg. En effet, la Russie, quoique dans les derniers événements occidentaux elle fût, à dessein, demeurée inactive, n'avait pas cessé de peser sur la balance européenne, se réservant d'y jeter son épée au moment favorable. En même temps, principal auteur du partage de la République, principale héritière de ses domaines dont elle possédait près des trois quarts, la Russie était restée, comme avant les partages, comme pendant ceux-ci, l'arbitre des destinées polonaises. Soudain, la souveraine de la Russie, Catherine II, frappée d'apoplexie, mourut au milieu de novembre 1796. Pendant plus de trente années, elle avait porté la couronne de toutes les Russies, qu'elle avait conquise par un coup d'Etat, par l'assassinat de Pierre III, et au mépris des droits de son fils Paul. Elle écarta ce dernier du trône, tant qu'elle fut en vie. Elle voulut même après sa mort, l'écarter de sa succession, désignant comme héritier son petit-fils préféré, le grand-duc Alexandre. Paul Ier, parvenu après une longue attente,

au trône qu'il avait failli perdre, commença son règne, plein de haine pour sa mère : en répudiant sans pitié toute sa politique, la politique extérieure comme la politique intérieure. Catherine, à la fin de sa vie, s'était déclarée passionnément contre la Prusse ; elle s'était liguée avec l'Autriche, à laquelle elle avait promis son concours militaire contre la France. Paul commença par se rapprocher amicalement de la Prusse, et par là-même, dans une certaine mesure, de la République française réconciliée avec la Prusse, tandis que ses liens avec l'Autriche se relâchaient et qu'il refusait même d'envoyer les renforts promis. Trois fois l'impératrice avait écrasé la Pologne; elle avait mis dans les fers les chefs et les auteurs du dernier soulèvement polonais. Pierre commença par mettre en liberté Kosciuszko, Ignace Potocki et leurs compagnons; il invita à Pétersbourg Stanislas-Auguste détrôné, il fit sortir des prisons et de Sibérie quelques dizaines de milliers de Polonais, il publia son « amnistie aux Polonais ». La nouvelle de l'avènement de Paul, retenue par son ordre pendant toute une semaine, parvint seulement en décembre 1796 à Berlin, Vienne et Paris. Avec elle vint la nouvelle des faveurs inattendues et inespérées dont le nouvel Empereur comblait la Pologne. La première nouvelle, évidemment, ne pouvait que provoquer de la joie à Berlin, de la consternation à Vienne. La seconde, par contre, devait inquiéter les deux Cours et même, et surtout, la Cour de Prusse, qui avait plus à perdre en Pologne que la Cour d'Autriche.

Ces craintes, au début, paraissaient justifiées. On se rappelait les anciens plans d'unification de toute la Pologne, soit sous le sceptre des tzars, soit sous la forme indirecte de l'offre faite récemment, par Varsovie, de la couronne polonaise au grand-duc Constantin. La Prusse, détentrice du butin varsovien, s'alarmait d'une telle perspective. L'Autriche, embarrassée de sa proie galicienne, se serait peut-être accommodée plus facilement, quoique à contre-cœur, toujours, d'une telle solution. « Si la tendance à détruire tout ce qu'a fait la défunte impératrice, écrivait Thugut à son am-

bassadeur à Pétersbourg, Cobenzl, aux premières nouvelles alarmantes des avances de Paul Ier aux Polonais, si cette tendance, grâce aux intrigues des Polonais, pouvait faire naître dans la tête de l'empereur Paul un projet de restauration du royaume de Pologne, nous n'aurions aucune raison de nous opposer à une pareille idée... L'Autriche, au fond, y gagnerait, s'il était possible de rétablir la Pologne dans les frontières qu'elle avait après le premier partage ». Cela eût signifié la conservation à l'Autriche de la Vieille-Galicie, et à la Prusse, celle de la Prusse occidentale, sans la « Grande-Pologne » et Varsovie. Evidemment, du reste, il ne s'agissait point tant, pour Thugut, de satisfaire réellement à une pareille velléité de l'Empereur, que de flatter Paul, de l'éloigner de la Prusse, et de s'assurer ce concours armé de la Russie contre la France, que la cour de Pétersbourg ne voulait plus accorder. Toutefois, le contraste politique entre Paul et Catherine, objet de tant de craintes et de spéculations, quoique sans doute il fût très profond et très frappant, ne dépassait point certaines limites, tracées par une fatalité historique supérieure aux volontés individuelles. Dans ces limites, la raison d'Etat russe, représentée par la mère, restait obligatoire pour le fils, malgré ses élans personnels et ses fantaisies généreuses ou sauvages, raisonnables ou insensées. Sans doute, Paul commençait sa carrière d'une façon absolument opposée à celle dont Catherine avait terminé la sienne. Il se hâta au début de se rapprocher de la Prusse. Depuis longtemps, il avait de la sympathie pour elle. La tradition prussienne de son père, l'empereur Pierre, l'inclinait d'ailleurs de ce côté, ainsi que la gratitude personnelle pour les subventions secrètes qu'en qualité d'héritier du trône, il recevait jadis de la cour de Berlin. En même temps, il eut soin de s'écarter de l'Autriche. Depuis longtemps il détestait cette puissance. Comme grand-duc héritier, il avait rédigé de sa main tout un plan de campagne, très détaillé, plan qui ne prévoyait rien de moins que la conquête de la Galicie, l'invasion de la Hongrie, la prestation d'un serment d'allégeance des Etats magyars à la

Russie, enfin la prise de Vienne et la destruction de la monarchie habsbourgeoise. Mais actuellement, comme empereur, il modérait ses premières sympathies prussiennes, ses premières antipathies autrichiennes en s'inspirant de l'intérêt de l'Etat, de l'héréditaire raison d'Etat russe. Ainsi, au fond tout à fait comme Catherine, il s'appuyait à la lettre sur la « garantie du Saint-Empire romain », que s'était appropriée l'impératrice quinze ans auparavant, à l'époque de la guerre austro-prussienne de la succession de Bavière. Du titre de cette « garantie », il cherchait maintenant à profiter, comme sa mère, mais par des moyens légèrement différents, pour assurer à la Russie une position de superarbitre entre les quatre grandes puissances européennes, l'Autriche, la Prusse, l'Angleterre et la France. Ainsi comme sa mère, mais d'une manière plus impétueuse qu'expliquait son tempérament, il changea trois fois « de front » pendant son règne de cinq années à peine. Comme elle, il commencera par une politique prussienne, avec Frédéric-Guillaume; il passera à une politique autrichienne avec François, pour finir par une politique française avec Bonaparte ; mais son orientation générale, à part certains égarements passagers, restera anti-anglaise. En tout cela, il agira exactement comme Catherine, qui avait commencé par une alliance prussienne avec Frédéric, pour passer à une alliance autrichienne avec Joseph, et qui eût fini immanquablement, n'eût été la surprise de la révolution, par une alliance française, avec Louis.

Toutefois, en ce qui concerne l'affaire polonaise, Paul, qui n'était pas exempt d'un certain sentiment d'équité, — tout au moins à sa manière, — condamnait ouvertement, comme un acte de violence et de malhonnêteté, les spoliations de Catherine. Mais en même temps il les considérait comme un fait accompli, sur lequel il était impossible de revenir. Encore grand-duc, lorsqu'il rédigeait son vaste plan de guerre anti-autrichien, il commençait par cette affirmation décisive : « La situation des frontières russes est telle qu'il est impossible de ne point passer par le territoire polonais, et qu'il est

même impossible de ne pas s'y fortifier, puisqu'en général il est impossible de rien entreprendre sans s'être assuré du côté de la Pologne, en l'occupant pour l'interdire à l'ennemi ». Ainsi, actuellement, si l'un des premiers actes intérieurs de son gouvernement avait été la liberté noblement donnée à Kosciuszko et l'ukaze si humain d'amnistie à la Pologne, cette faveur s'accompagnait d'un serment très précis de fidélité à la Russie, serment exigé de tous les prisonniers libérés. Bien plus, et presque en même temps, les premiers actes internationaux du nouvel Empereur furent trois actes solennels, qui constituaient l'enterrement définitif de la Pologne. Le premier fut le règlement, par sa sentence arbitrale de décembre 1796, du litige né de la « Délimitation » austro-prussienne. Le second fut la conclusion, sous son autorité impériale, de la Convention additionnelle de partage, russo-prussienne, signée à Pétersbourg en janvier 1797, en même temps que l'« acte d'accession simultané » de l'Autriche, qui constituait pour les trois associés le couronnement de l'œuvre spoliatrice. Enfin, au bout de quelques mois, cet ensemble de traités qui réglaient le troisième partage, cette quintessence de la raison d'Etat internationale du siècle écoulé, avec l'assentiment et la participation de Paul, reçoit la sanction suprême de droit public, entre pour ainsi dire dans le *corpus juris* européen. Ceci se passe en juillet 1797, au moment où les traités et les conventions du troisième partage de la Pologne, au nom des trois cours de Pétersbourg, de Vienne, de Berlin, sont solennellement déposés dans la haute chancellerie du Saint-Empire romain à Ratisbonne, et, « sous le sceau directorial », enregistrés « ad aeternam rei memoriam, ad acta Imperii ». L'antique Saint-Empire romain de la nation germanique, qui jadis, huit siècles auparavant, au comble de la puissance et de la gloire ottoniennes, avait tenu l'Etat polonais sur les fonts baptismaux, et lui avait dûment octroyé la reconnaissance, et qui à présent, au dernier degré de l'impuissance et du déshonneur, se penchait sur le cercueil de cette même Pologne pour ratifier le crime de ses

meurtriers, avait moralement rendu contre lui-même un arrêt de mort. Et déjà se dressait devant le vieil Empire, un exécuteur désigné par la justice immanente. Il allait bientôt frapper de son épée nue la tête traditionnelle, romano-germanique, de l'Europe médiévale, tête d'un corps qui n'était plus qu'un fantôme sans âme; il allait surtout, d'un coup terrible, frapper les véritables maîtres, absolus ceux-là, de la maison européenne, toute vermoulue d'iniquités. Ce n'est donc point par quelque élan inconsidéré de l'imagination, mais par la force même des choses, qu'après avoir jeté un regard suppliant à l'Europe, cette vieille marâtre, à ses nouveaux maîtres, Frédéric-Guillaume, le perfide, François, le tartufe et Paul, le faux bienfaiteur, ce n'est pas à eux, mais à leur vainqueur, à Napoléon, que s'adressera la Pologne, attendant de lui ses droits et sa résurrection.

Sur l'avènement de Paul et sur ses premiers actes, les premières nouvelles sûres, après certaines rumeurs douteuses, parvinrent à Paris, *viâ* Berlin, vers la mi-décembre de 1796. Ces nouvelles firent une forte impression sur le gouvernement directorial. Le premier effet en fut la rupture précipitée des négociations dilatoires entretenues jusqu'alors avec l'Angleterre. Malmesbury fut brutalement expulsé, aussitôt que la flotte de Hoche put cingler vers les côtes d'Irlande. En même temps on retardait la diversion turque préparée contre Catherine, dans l'hypothèse que l'envoi de renforts russes à l'Autriche allait être suspendu. Simultanément, et sans délai, on commençait de grands efforts, en vue d'un rapprochement immédiat avec la Russie. Le gouvernement français d'avant la Révolution, comme nous l'avons montré, s'était détaché de la Pologne; avec Vergennes et ses successeurs, il inclinait de plus en plus vers Catherine. Le gouvernement révolutionnaire, nous l'avons dit, en dépit des apparences contraires, comptait prudemment avec elle, et les gens du dernier comité de salut public lui tendaient humblement une main qu'elle repoussait avec mépris. Maintenant, le gouvernement directorial, à son tour, recherchait avec d'autant plus

d'empressement les faveurs de Paul Ier. Le lendemain même du jour où il avait appris son avènement, Reubell s'adressa personnellement à Sandoz pour lui demander la médiation amicale de la Prusse dans l'affaire du rapprochement franco-russe. On invitait Caillard, à Berlin, à s'employer dans le même sens. On lui parlait, tout à fait dans l'esprit de Vergennes, « de l'intérêt de notre commerce, dont les relations avec la Russie ont été si longtemps interrompues et si fortement atteintes », de la nécessité de renouveler le traité de commerce de 1787 et l'ancienne intimité franco-russe. Dans les bureaux ministériels de Paris, il n'était question que de projets plus ou moins ingénieux, ayant pour but de gagner la Russie à tout prix. On en vint bientôt à des marques de servilisme telles que la saisie par la police parisienne, sur l'ordre de Reubell, des mémoires sur Pétersbourg, trop véridiques, de l'ex-major de l'armée russe, Masson, qui étaient sur le point de sortir des presses. Par l'intermédiaire de Berlin, des négociations ultra-secrètes commencèrent, en effet, entre Paris et Pétersbourg. Caillard rédigea, à cette fin, une note « sur le rétablissement de relations de paix et d'amitié » entre la France et la Russie, sans qu'il y fût question, bien entendu, même par voie d'allusion, de l'irritante et odieuse affaire polonaise. Et cette note fut remise par le représentant de la Prusse au gouvernement de Pétersbourg. Ainsi s'esquissait peu à peu une sorte rapprochement, le Directoire ne sortant pas du rôle d'un humble quémandeur, Paul gardant l'attitude superbe d'un protecteur dont on sollicite la grâce (29).

Enfin, par une « note verbale » du chancelier Bezborodko à l'intermédiaire prussien, le Tzar voulut bien déclarer « qu'il ne se trouvait pas en état de guerre avec la France », et qu'il était prêt à consentir à un rapprochement dans l'intérêt de la paix générale. Il daigna consentir à des conversations officieuses de Caillard avec le ministre de Russie à Berlin, l'irascible Kalytchev, et ensuite avec son successeur, Panine, pareillement ennemi de la France et tout dévoué à l'Angle-

terre. Evidemment, Paul n'avait d'autre but que de s'assurer, à bon marché, le rôle d'un médiateur dans la guerre d'Occident. Il comptait du reste, à bref délai, sur une révolution monarchiste en France, pour le régime républicain de laquelle il éprouvait toute la répugnance d'un autocrate endurci. Aussi prescrivit-il à son ministre de ne négocier avec Caillard qu'une convention d'un caractère très général au sujet d'une entente franco-russe, sans renouvellement du traité de commerce, et même sans rétablissement des relations diplomatiques à Pétersbourg et à Paris. Mais il ordonna expressément d'introduire dans cette convention un article portant que les sujets des deux Etats qui, directement ou indirectement, oseraient provoquer des troubles dans l'autre Etat, seraient immédiatement soumis à la déportation. « Si d'autre part, disaient de plus les instructions de Panine, le gouvernement français avait l'imprudence de s'aventurer à vous faire mention de la restitution de territoires de l'ancienne Pologne, annexés à notre empire, vous repousserez comme inconvenantes de telles suggestions, car dans cette affaire nous formons avec nos Alliés, l'Empereur et le roi de Prusse, un tout indivisible, et, en cas de nouvelles importunités, vous ferez sentir toute la sottise de telles tentatives ainsi que les conséquences qui en résulteraient, parce qu'elles constitueraient une offense à notre dignité ainsi qu'à l'intégrité de l'Etat que Dieu nous a confié; enfin, au cas où votre interlocuteur insisterait encore là-dessus, vous romprez complètement les négociations, en nous en informant et en instruisant les deux cours de Berlin et de Vienne, à l'effet de prendre les mesures voulues contre des desseins aussi dangereux ». Le Directoire français — est-il besoin de le dire? — ne songeait même pas à des desseins aussi surprenants. Il n'y en avait pas la moindre trace dans ses instructions à Caillard, auquel on recommandait, au contraire, de s'entendre à tout prix avec Paul. A la vérité, malheureusement, il fut impossible de se mettre d'accord sur le point trop brûlant de la « déportation ». Toutefois, dans le « contre-projet » établi quelque temps

après par les directeurs eux-mêmes, se trouvait un article au texte assez énergique, portant « qu'aucune des deux puissances ne pourra fournir aux ennemis de l'autre, tant extérieurement qu'intérieurement, et sous quelque prétexte que ce soit, aucun secours ». Cet article aurait suffi pour anéantir complètement tous les projets de l'émigration polonaise à Paris ; il montrait le peu de cas que l'on faisait de celle-ci au moment où le Directoire s'efforçait ainsi de gagner la faveur de la Russie. Ces assiduités d'ailleurs devaient rester stériles et finir par un ignominieux *fiasco*.

Dans l'émigration parisienne et parmi les ligues patriotiques du pays qui étaient en relation avec elle, la nouvelle de la mort de Catherine, et de l'attitude, plus bienveillante au début, que Paul prit vis-à-vis de la Pologne, ne fit qu'augmenter la confusion des idées et des tendances, le *magnum chaos*, suivant le mot d'un des principaux émigrés, qui existait nécessairement parmi les infortunés « fils posthumes » de la République ». Aux bords de la Seine, la querelle continuait entre les deux camps de l'Emigration. Le triumvirat de la Députation, formé de Mniewski, Taszycki et Dmochowski, ne se considérait pas encore comme vaincu : Dmochowski, en particulier, s'attribuait « l'autorité et le pouvoir du chef national » qu'il prétendait lui avoir été transférés. Plus ces hommes s'étaient compromis par l'étourderie de leurs derniers actes, plus le parti adverse avait gagné en importance, à la suite de l'heureuse tournure prise par l'affaire de la Légion italienne, plus ils s'obstinaient dans leur parti-pris, factieux et personnel. Ils contrecarraient comme ils le pouvaient l'œuvre de Dombrowski. Ils le diffamaient, comme aussi Barss, Wybicki, Woyczynski revenu de Lombardie à Paris ; ils les accusaient de trahison, dans des rapports présentés au gouvernement français.

Plus sensible encore et plus nuisible était leur action au pays même, dans leur domaine propre qui était celui des sociétés secrètes. Là, après les arrestations de Varsovie dont nous avons fait mention (printemps de 1796), la Centralisation de Lwow avait pris la direction. Ainsi, ils s'efforçaient de

dresser autel contre autel, d'opposer aux légions d'Italie les légions de Valachie, à Henryk Dombrowski, qu'ils haïssaient, Xavier Dombrowski, qu'ils croyaient plus souple. Dans tout cela, il y avait le péché de la zizanie semée parmi les patriotes, et si l'on va au fond des choses, une contradiction criminelle. Toute la conspiration galicienne, toute l'expédition de Valachie étaient dirigées contre l'Autriche et c'est ainsi d'ailleurs que les interprétaient les jeunes et ardents conjurés ! Or, en réalité, les hommes qui dans la coulisse, en Galicie et à Paris, menaient les deux entreprises, les dirigeaient toutes deux sous des apparences jacobines et révolutionnaires, dans un esprit absolument austrophile. Ils devaient finalement se prendre, sans salut possible, dans les mailles de ce mensonge et de ce paradoxe.

Vers la fin de l'année 1796, Oginski, après de vaines démarches auprès de la Porte, quitta Stamboul. Au cours de son voyage de retour à Bucarest, Xavier Dombrowski, qui commençait son propre jeu, inspiré d'ailleurs par la Russie, l'informa d'une « confédération » militaire qu'il avait organisée dans cette ville, en qualité de commandant en chef des armées polonaises et lithuaniennes, pour envahir le Galicie. Avec cette inquiétante nouvelle, et aussi avec le bruit recueilli plus loin de la mort de Catherine, Oginski à la fin de décembre 1796 parvint à Jablonow. Là, au palais de Valérien Dzieduszycki, l'un des plus actifs parmi les patriotes galiciens, fut convoquée une assemblée secrète de la Centralisation de Lwow. Il y avait de quoi s'inquiéter, et très sérieusement. Le plan d'invasion de la Confédération valaque était non seulement une évidente folie, mais encore un coup droit à la tendance austrophile, à laquelle se rattachaient, avec les meilleures intentions patriotiques, le noble Dzieduszycki, le vieux Czartoryski, Stanislas Zamoyski, Ossolinski et beaucoup d'autres. D'autre part, il fallait nécessairement compter avec les zélotes de la conjuration qui se trouvaient dans le même camp, comme avec la Députation parisienne, influente et orientée nettement dans le sens antiprussien.

On imagina alors à Jablonow, d'associer le feu et l'eau; on approuva une proclamation rédigée par l'un des principaux centralistes, Vincent Grzymala, proclamation qui voulait être très tranchante et qui était surtout fort alambiquée. On s'y élevait avant tout contre la Prusse et contre les projets qui faisaient fond sur elle. On s'attaquait violemment à la grande Diète, responsable du traité polono-prussien, et à ses prétendus pouvoirs représentatifs. Avec la plus grande sévérité on stigmatisait tout le travail de l'Agence parisienne, et du même coup on défendait, indirectement, l'œuvre de la Députation. En même temps, d'une manière extrêmement violente, mais en somme vague, on menaçait de commettre un acte désespéré, de faire éclater une insurrection. « Nous faut-il donc défendre, disait cette proclamation, la Première Constitution (celle du 3 mai) que n'ont point défendue non seulement ceux dont elle ne parlait pas (c'est-à-dire les paysans), mais point davantage ceux qui l'avaient rédigée dans l'intérêt de leur classe ? Nous faut-il, au lieu de parler pour la liberté du peuple polonais et pour le bonheur de tous, parler pour l'affaiblissement de la puissance des ennemis du roi de Prusse (l'Autriche, ou bien aussi la Russie) et pour le renforcement de celui-ci ? Le changement du gouvernement ou des dynasties régnantes, et non point notre liberté, tel sera donc l'objet de vos négociations ? Nous devons, suivant l'impulsion du vrai patriotisme, de l'honneur et de la probité, employer tous les moyens sans nous obliger à répondre d'une imprudence éventuelle : car une telle obligation, quiconque se laisse entraîner par le désespoir ne saurait l'accepter ». Cette fabuleuse proclamation pseudo-insurrectionnelle, en réalité seulement anti-prussienne, austrophile, et, comme l'acte de Confédération de Cracovie au début de cette même année, calculée pour appuyer la Députation et perdre ses adversaires, fut remise en original à Oginski pour être présentée à Paris. Celui-ci, continuant sa route vers la Prusse, y vit son frère utérin Félix Lubienski et le maréchal Raczynski, complètement

gagnés par le gouvernement prussien. Oginski, à Berlin, fît aussi visite à Caillard ; il s'entendit assurer des plus belles intentions de la Prusse vis-à-vis de la Pologne. Aussi, à son arrivée à Paris (février 1797), Oginski choisit-il une position commode, intermédiaire entre les deux partis. Tenant à moitié avec la Députation, à moitié avec ses adversaires, il s'efforça, avec l'aristocratique bonhomie, la souplesse et la hâblerie qui lui étaient propres, de jouer un rôle à la fois conciliateur et dirigeant parmi ses compatriotes, ainsi qu'en leur nom, vis-à-vis du gouvernement français.

Dès lors, dans toute l'émigration circulait déjà le bruit, non seulement de l'avènement de Paul, mais encore de ses premières et inespérées attentions pour les Polonais. A Venise et à Milan, on en était informé dès le début de l'année 1797. Le *Corriere Milanese* publia, vers la mi-janvier 1797, une correspondance de Mitau, communiquée certainement par un Polonais et datant de la mi-décembre 1796, où était annoncée la mise en liberté de Kosciuszko et de quatorze mille Polonais de Sibérie. Il y eut une grande joie, mais aussi une grande inquiétude. Il y avait dans l'émigration deux partis patriotiques : l'un qui comptait snr la Prusse, l'autre qui comptait sur l'Autriche. Le premier se rattachait génétiquement, pour ainsi dire, à la Grande Diète, le second à l'Insurrection de Kosciuszko. Mais il n'y avait personne qui comptât sur la Russie, vers laquelle ne menait que la trace fatale de Stanislas-Auguste et de Targowica — vers laquelle, maintenant, un nouveau chemin apparaissait tout à coup.

Le parti modéré de l'Emigration avait été consterné par la surprise de Pétersbourg. Jusqu'à la fin, toujours dans le goût de la Grande Diète, il s'était nourri de l'illusion belliqueuse d'un assaut polono-prussien, avec l'aide de la France, contre l'Autriche et la Russie. Maintenant, il essayait de se consoler au moyen d'une illusion pacifique encore plus étrange : « ce qu'on ne pouvait obtenir de Catherine que par la force des armes, on l'obtiendrait peut-être de Paul par des démarches politiques ». « Bientôt, sous les coups de Bona-

parte, le colosse autrichien devait s'écrouler ». On pouvait escompter une alliance du roi de Prusse et de Paul, qui, ayant enlevé la Galicie à l'Autriche, rétabliraient l'Etat polonais comme Etat-tampon entre eux. En même temps, on commençait à « calculer » si, sur le trône polonais ainsi restauré à l'amiable, on n'installerait pas le Grand-duc Constantin Pavlovitch, marié à la hâte avec la princesse saxonne, héritière de la couronne polonaise. Précisément, la Prusse, inquiète, prêtait une vive attention à ces bruits. Le ministre de Prusse à Paris, Sandoz, s'efforça de faire causer Wybicki, à ce sujet, en lui disant les plus flatteuses sottises. Le ministre prussien à la cour de Vienne, Lucchesini, qui naguère à Varsovie, avait « fait » et trahi le traité polono-prussien, à présent, se préparant à un entretien secret avec Bonaparte, arriva soudain, en février 1797, à Venise, circula sous un masque à travers le dernier carnaval de la République agonisante et s'efforça de provoquer les confidences des émigrés polonais.

Mais plus encore que ses adversaires, le parti extrême de la Députation avait été surpris par les nouvelles de Pétersbourg. Il se trouvait dans une situation absolument sans issue, en face de la réussite de la légion en Italie, des récentes et graves défaites de l'Autriche en ces parages, et enfin, par surcroît, de l'apparition et de l'attitude inattendues de Paul. Au milieu de circonstances si compliquées, on commença dans les deux camps de l'émigration parisienne à chercher un rapprochement sous la médiation d'Oginski. Il était voulu sincèrement par les modérés de l'Agence; moins sincèrement, par le triumvirat de la Députation, renforcé à ce moment d'un homme actif et non dépourvu de talents, mais futile et pervers, Szaniawski, arrivé en février de Varsovie, envoyé par les ligueurs de cette ville. Des deux côtés, du reste, on attendait avec impatience que parussent au milieu des Emigrés les grands chefs de la dernière Insurrection, délivrés des prisons moscovites, dont l'autorité pouvait faire pencher la balance de l'opinion publique dans l'émigration et dans le

pays même. A droite, on attendait surtout l'appui d'Ignace Potocki, qui, pourtant, avait été le père de l'alliance prusso-polonaise, avant de devenir le pilote politique de l'Insurrection. Par contre, à gauche, on souhaitait plutôt le concours de Kollontay, la forte tête du radicalisme, et l'on réfléchissait aux moyens de le tirer de la forteresse autrichienne où il était enfermé. Avant tout, cependant, on attendait le Chef légitime de la Nation, Kosciuszko. Aussi, à la première et incertaine nouvelle du prétendu débarquement de Kosciuszko à Hambourg, en mars 1797, on vit accourir à l'envi de Paris en cette ville, pour le recevoir et le gagner, Dmochowski et Woyczynski, agissant chacun pour son compte, pour le compte de son parti.

Tout à coup, au début d'avril 1797, le ministre des affaires étrangères, Delacroix, appela à lui Oginski en conférence secrète. Il lui déclara ultra-confidentiellement qu'en présence des progrès de Bonaparte, de sa marche sur Vienne, et des puissantes insurrections préparées par la France en Hongrie, en Croatie, en Transylvanie, le moment était venu de travailler pour le compte de la Pologne, en commençant une insurrection en Galicie. « Certes, le Directoire ne pouvait se compromettre, en donnant ouvertement le signal de l'insurrection aux Polonais. Il se sentait toutefois obligé de les informer que l'heure de la résurrection de la Pologne avait sonné ». En conclusion, Delacroix demandait que l'on mît par écrit un plan d'insurrection sous une forme collective, au nom de tous les patriotes polonais présents à Paris. Ce « plan » devait être muni d'un nombre imposant de signatures, comme aussi la proclamation que l'on devait simultanément adresser aux Galiciens.

Il est indubitable, évident même, que le Directoire, qui à ce moment précis empêchait deux de ses grandes armées de franchir le Rhin, loin de songer à une guerre d'extermination avec l'Autriche, bien au contraire ne pensait qu'à la paix.

Cette paix, il voulait la conclure au plus vite, par-dessus la tête de Bonaparte, pour son propre compte. Et c'est

dans ce but qu'il voulait avoir sous la main, comme une sorte d'atout pour les pourparlers de paix, une proposition d'insurrection galicienne, mise noir sur blanc. En présence de cette sensationnelle initiative du ministre, les querelles de partis devaient s'apaiser. Un accord fut improvisé ; les frères réconciliés tinrent des conférences communes. La malice était si grossière qu'elle fut immédiatement reconnue par les hommes d'Etat de l'émigration, et, semble-t-il, précisément par ceux de la Députation, que l'action insurrectionnelle en Galicie, si impétueusement réclamée, mettait dans la position la plus délicate. On décida de faire cette réponse, en somme très sensée, qu'une pareille « diversion », qui comportait de grands sacrifices, ne pourrait que hâter la conclusion de la paix entre la France et l'Autriche, après quoi les insurgés demeureraient « en l'air » ; que, pour cette raison, il ne pouvait être question de la provoquer si l'on ne recevait point du Directoire des « garanties positives » dans la question de la reconstruction de la Pologne. Mais Delacroix, à cette réponse, s'emporta contre Oginski. Avec colère, il lui reprocha de « manquer de confiance » ; il le menaça de voir disparaître tout espoir de salut ; il lui fixa catégoriquement un délai de trois jours dans lequel le plan réclamé devait lui être fourni, à lui Delacroix. Les malheureux émigrés prirent peur ; ils élaborèrent le projet d'insurrection qu'on leur demandait, en y insérant à la dérobée certains changements ; ils se disposèrent à l'exécuter. Conformément à ce projet, les légions polonaises d'Italie, fortes de cinq à six mille hommes, devaient à travers la Dalmatie se rendre en Hongrie. Unis avec les émigrés de Valachie, ils devaient déclancher la révolution en Hongrie, se renforcer au moyen de levées faites en Pologne, sans s'approcher toutefois — comme disait prudemment la rédaction modifiée de la Députation — des frontières galiciennes, et sans pénétrer, surtout, dans l'intérieur de cette province. Ce projet singulier d'une insurrection polonaise en Hongrie fut approuvé sans aucune difficulté par le Directoire, qui toutefois ne se souciait pas de la

chose elle-même, mais uniquement de son apparence. En même temps Delacroix donna à Oginski les passe-ports qu'il demandait pour se rendre au quartier général de Bonaparte, où l'on devait faire les premiers préparatifs. Sous l'influence de ce prétendu succès la compagnie se mit en route. L'on rédigea aussi la proclamation aux « citoyens galiciens », entre autres à Czartoryski, à Zamoyski, à Dzieduszycki et même à Ignace Potocki, ce qui dévoilait involontairement toute l'équivoque d'une entreprise dont le plan était manqué. Or, voici que, le même jour, au milieu d'avril, parvint dans la capitale un courrier de Bonaparte apportant la nouvelle de la conclusion d'une trêve. Cela déjouait à l'improviste tous les calculs et tous les projets parisiens. Pendant quelques jours on put se flatter de l'illusion que le Directoire, surpris, pousserait en avant les armées rhénanes, pour se réserver à la dernière heure, le moyen de faire lui-même la paix. Mais on s'y était pris trop tard. Bientôt, le Directoire reçut de Bonaparte la nouvelle de la signature des préliminaires, et il dut, en grinçant des dents, leur accorder sa ratification. Par là-même, la fiction de l'insurrection galicienne disparut heureusement, ruinée de fond en comble. Mais les meilleures têtes de l'Emigration ne se donnèrent point si facilement pour battues. Wybicki, particulièrement, plein d'enthousiasme pour l'affaire de la Légion italienne, qui s'annonçait si bien, et qui était au surplus la seule réalité créée jusqu'alors par l'Emigration, chercha immédiatement à l'exploiter. Il voulut s'en servir pour donner corps à un autre projet, caressé dès longtemps, et surtout au début, dans les premiers plans de Wybicki lui-même et de Dombrowski, rattachés à l'idée de la Légion : il s'agissait de la résurrection d'une représentation nationale, par la convocation, en Lombardie, sous la protection de la Légion, de la Grande Diète jadis suspendue. La réalisation de cette idée au moment actuel était, d'après lui, d'autant plus nécessaire et plus urgente que dans les préliminaires de Léoben étaient annoncées de nouvelles négociations en vue d'une paix

définitive et générale. Dans ces négociations, une représentation légale de la République aurait pu faire valoir ces droits. Malgré l'opposition des hommes de la Députation, ennemis jurés de la Diète de mai, Wybicki, par ses prières, son insistance, et des concessions de détail, réussit — à la fin d'avril, quinze jours après la rédaction de la première proclamation, relative à une insurrection polonaise en Hongrie — à obtenir qu'on adressât à la nation une nouvelle proclamation en vue de l'établissement d'une représentation polonaise en Italie. « L'arrivée en Italie, au moment propice, disait cette seconde note collective datée de Paris, de citoyens vertueux, possédant la confiance de la nation et dignes de la considération universelle, peut former une représentation nationale dont personne ne peut douter que nous n'ayons un urgent besoin. Il faut espérer que le gouvernement d'ici écoutera ses conseils et recommandera qu'on la protège en Lombardie ». Cette proclamation était rédigé avec assez de circonspection et de prudence. Elle fut adressée non pas immédiatement aux Etats de la Diète, mais en général « aux compatriotes restés au pays », et spécialement au prince Adam Czartoryski, à Ignace Potocki, à Malachowski, etc., etc., Le nom du maréchal de la Diète ne venait qu'à la fin. D'ailleurs, la rédaction de cette proclamation constituait un compromis puisqu'elle ne préjugeait pas l'absolue identité de l'ancienne Diète et de la future Représentation.

Malgré tout, l'affaire allait évidemment contre la tendance de la Députation. Au sein de la Députation, on combattait l'idée de la Diète, non seulement par une méfiance non dépourvue d'une certaine raison à l'égard de l'œuvre de Mai déjà moralement surannée, dépassée par les événements distancée par l'insurrection de Kosciuszko; mais on combattait aussi cette idée pour des raisons de fait : on y craignait que l'arrivée au pouvoir de la Diète, avec son prestige régénéré, ne mît fin au rôle et à l'influence de la Députation elle-même et ne fît triompher ses adversaires. Alors l'union superficiellement réalisée céda ; et l'ancienne scission reprit de plus

belle. L'infortuné « médiateur » Oginski se retira bientôt de toute l'affaire. La députation, d'abord, sourdement et partiellement, ensuite sur toute la ligne, recommença une campagne de parti, plus ardente que jamais, s'efforçant de noircir devant l'opinion polonaise, au pays comme dans l'émigration, le projet de Diète et ses partisans. Ceux-ci, de leur côté, s'étudiaient à défendre le plus énergiquement possible ce projet dans le pays, et plus encore à Paris. Là, au ministère, un ami Français, dont nous avons déjà parlé, Bonneau, ancien consul général à Varsovie, récemment délivré de la captivité russe, les appuyait avec zèle. La convocation de la Grande Diète dans l'émigration était en rapport direct avec le projet d'assurer à la Pologne une certaine représentation dans le Congrès de la paix prévu par les Préliminaires. Cette affaire du Congrès, si étroitement liée à celle de la Diète, Wybicki, avec ses amis, la soumit au Directoire dans une ample « Notice sur le mode de faire intervenir la nation polonaise dans les négociations de la paix générale », remise à dessein le jour anniversaire de la Constitution, le 3 mai 1797. Mais cela ne servit pas à grand'chose. La Notice alla au panier et demeura sans réponse. Le Directoire se souciait aussi peu de la défunte République elle-même que de la Diète; toutes les propositions de l'espèce, il les écartait d'un geste dédaigneux comme une vaine importunité. Il trouvait d'ailleurs dans les querelles intestines de l'Emigration, une raison de plus de se laver les mains des affaires polonaises.

En mai 1797, avec des recommandations de Wybicki, Barss et consorts, Wielhorski partit pour Milan, afin de gagner à la cause de la Diète les membres influents de l'Emigration polonaise à Venise, et de venir en même temps au secours de Dombrowski, dans l'affaire de la Légion. Après bien du temps perdu aux rives de la Seine, Wybicki lui-même, l'honnête optimiste, excédé de l'indifférence du gouvernement, de ces querelles sans merci et de la stérile agitation de Paris, résolut de partir aussi pour l'Italie. Il se sentait attiré par le seul homme qui, à son avis, eût réellement jusqu'alors

fait quelque chose pour la Pologne, le général Bonaparte ; il se rendit auprès des légions polonaises qui s'étaient levées à son geste ; il se rendit auprès de leur créateur, auprès de leur chef, Dombrowski.

II

Cependant, de Palmanova, Dombrowski, séduit par la vision triomphale de l'entrée de Bonaparte à Vienne, et de plus, éperonné par la nouvelle assez vague du projet ministériel d'insurrection, dont les échos lui arrivaient de Paris, Dombrowski s'élança en chaise de poste, muni de son propre plan, galicien celui-là et non pas hongrois, vers le quartier général. Mais, à peine arrivé à Villach, une nouvelle « terrible pour nous » l'atteignit comme un coup de foudre : c'était la conclusion d'une trêve et la signature des préliminaires de paix. Cette nouvelle lui fut confirmée par le général Massena qu'il rencontra et qui, envoyé par Bonaparte, se rendait à Paris avec la convention de Léoben.

« Vous pouvez vous imaginer, dit Dombrowski dans une lettre à Trémeau, dans quel état d'esprit je me trouvais lorsqu'il me confirma cette nouvelle... je rencontrai Bernadotte avec sa division qui déjà se retirait conformément au traité. Il me parla du service de la France, de récompense pour notre zèle : il ne dit rien de la Pologne, rien de notre patrie. A Graz, je rencontrai Bonaparte. Il était prêt à partir par Milan, viâ Trieste. Le lendemain il devait se mettre en route. Toute l'armée était en pleine retraite pour faire place aux Autrichiens, J'allai voir immédiatement Bonaparte. Il rit en m'apercevant ; il se réjouit qu'en si peu de temps, nous nous fussions si bien et si fortement organisés. Après une conversation à bâtons rompus je m'informai de la destinée de la Pologne, de la nôtre ; je demandai surtout si nous pouvions avoir l'espérance de voir un jour notre patrie libérée par ses traités ? Il me répondit : « Assurez vos compatriotes qu'ils ne doivent perdre

ni le courage ni l'espoir. La paix générale n'est point faite encore ; la paix ne durera pas longtemps ». En ce qui concerne la légion, il s'occupera en personne de nous. Il n'y avait donc plus rien à faire. Je lui montrai mon plan. Il le parcourut et me dit : « Dommage qu'il ne puisse être exécuté, mais il y aura encore du temps pour cela ». Certes, c'était un refus, mais un refus inévitable. Il n'y avait dans ce refus, rien d'autre que la dure vérité, qui sortait de la réalité elle-même, sans détours, non sans bienveillance dans la sincérité même. Il n'y avait rien qui ressemblât à la manière infâme, fourbe et provocatrice du Directoire. De plus, le refus en cette occurrence était en somme un bienfait. Car il est clair que ces entreprises de partisans, aussi bien le projet galicien, plus logique, que le projet hongrois, lequel n'avait point le sens commun, n'étaient que pure folie et ne pouvaient aboutir qu'au carnage et à la ruine.

Lorsque Bonaparte, dans la nuit, eut quitté Graz, Dombrowski, qui le lendemain faillit tomber entre les mains des Autrichiens qui arrivaient déjà, quitta cette ville et retourna, accablé, auprès de ses légionnaires. Quelques jours après, il eut au moins la satisfaction de les présenter à Bonaparte, arrivé à Palmanova, en route vers Trieste. « Nos grenadiers étaient en parade (*sic*) ; il loua singulièrement notre tenue et notre conduite, dont il avait reçu tant de rapports (flatteurs) de Mantoue, Milan, etc... » Cette date, 30 avril 1797, est à retenir. C'était la première fois que des soldats polonais étaient passés en revue par le grand chef sous l'œil duquel, plus tard, dans les sanglantes batailles de Friedland, de Somosierra, de Wagram, de Borodino, de Leipzig, ces soldats montrèrent la valeur qui les distingue et que nulle armée au monde ne dépasse. Dombrowski profite de cette occasion pour renouveler sa requête d'une concentration possible de la légion entière, avec un quartier général à Bologne. Sa demande fut agréée, mais en attendant il reçut l'ordre de se rendre avec ses légionnaires à Trévise. Il y alla au début de mai, avec le bataillon de Kosinski, survenu sur ces entrefaites, pour par-

ticiper aux opérations commencées contre Venise, et spécialement pour couper les conduites d'eau douce de cette ville.

En effet, le jeu sournois et meurtrier qui devait atteindre la malheureuse république, avait déjà commencé. Kilmaine, d'après les instructions reçues de haut lieu, du chef d'état-major de la cavalerie, directeur du bureau secret de l'Armée, l'astucieux général Landrieux, noua des relations avec les jacobins de Venise. Ceux-ci aspiraient à secouer le joug de leur oligarchie, à démocratiser leur patrie; mais, parmi eux, à côté d'ardents conspirateurs patriotes, il ne manquait pas de traîtres soudoyés. En mars 1797 éclata dans la Terre Ferme une insurrection populaire contre Venise, fomentée secrètement par Kilmaine. Ensuite, grâce aux efforts d'un prétendu serviteur de la Seigneurie, en réalité vendu aux Français, le « provéditeur » Battaglia, à la fin de ce mois et au début d'avril éclata une sorte de contre-insurrection gouvernementale. Les paysans, excités à dessein, se jetèrent sur les Français; même, à Salo, furent faits prisonniers une centaine de grenadiers polonais, qui, sous le lieutenant Jackowski, se rendaient du dépôt de Milan, à Mantoue auprès de Dombrowski. Mais cela ne suffisait pas. Il fallait un prétexte plus impressionnant, au moment, où la destinée de Venise se réglait dans les conférences de Léoben. Au moment précis, à la veille de la signature des préliminaires, le lundi de Pâques, à Vérone, éclatèrent des troubles violents, accompagnés d'un carnage général des Français. Bien entendu, peu après, survint l'inévitable et sanglante riposte de la France. C'est alors, dans l'expédition punitive contre Vérone révoltée, que devait se distinguer et périr un éminent officier et patriote polonais, le vice-brigadier Clément Liberadzki. Fougueux Podolien, initié aux préparatifs du soulèvement, il avait dû, de la Pologne russe, se frayer un chemin jusqu'à l'Insurrection. Ami de Kosciuszko, qui lui adressait ainsi ses ordres : « mon cher et brave major », il fut alors envoyé avec cinq cents chevaux et un bataillon de tirailleurs auprès des partisans révolutionnaires en Wolhynie et en Ukraine. Il s'acquitta vaillam-

ment de cette dangereuse mission, et pour la seconde fois, il échappa au piège des Russes. Après la défaite de l'Insurrection nationale, il partit immédiatement pour la Valachie. De là, il se rendit en France à Paris, où il rallia les groupes les plus radicaux de l'Emigration. Il participa en personne à la fondation de la Députation parisienne. Bientôt cependant, ne trouvant pas à son goût les querelles de l'Emigration parisienne, il laissa la capitale et se retira dans la paisible Avignon, où, avec quelques compatriotes encore, il s'adonna aux malsaines et superstitieuses extravagances d'une société d'illuminés. Ame très pure, d'idées très radicales, et en même temps d'une certaine tournure d'esprit mystique, il s'était tenu jusqu'alors à l'écart de Dombrowski et de ses légions. A la fin, cependant, lassé, semble-t-il, des bizarreries des frères illuminés, Liberadzki partit d'Avignon pour l'Italie. Il arrivait, écrivait-il à Dombrowski, « pour partager ses travaux et ses périls ». A peine arrivé à Milan, il apprenait « que la veille, quelques dizaines de Polonais avaient été tués par les Vénitiens révoltés et que les citoyens lombards brûlent de les venger. Il prit immédiatement, sur l'ordre de Kilmaine, en remplacement de Konopka, le commandement d'un détachement de la Légion envoyé au lac de Garde. Et comme au même moment se produisaient les troubles sanglants de Vérone, Liberadzki, sans prendre le temps d'aller voir Dombrowski (avec lequel, du reste, il avait eu des conflits passagers), à la tête de quelques centaines de Polonais du dépôt de Milan, marcha contre les « révoltés » de Vérone. Mais, aux portes de Vérone, comme on le lui avait prédit, semble-t-il, avant son départ d'Avignon, il tomba sous la première balle dans l'escarmouche de Crocebianca.

« *Vengeur des droits de l'homme, un Sarmate, en ces lieux*
Fut l'émule des preux, fils de la Lombardie ;
C'est ici qu'un héros, en son pays fameux,
Périt pour l'étranger, luttant pour sa patrie ! »

Ainsi, en vers qui, dans l'original, ne manquent pas d'accent, Godebski, chantre de la Légion, célébra la mort de Liberadzki sous Vérone, quoique cette mort fût en quelque sorte le premier et triste symbole du sacrifice de tant de Polonais, tombés plus tard de la même façon, pour une mauvaise cause, contre les insurgés espagnols.

Peu après, à la fin d'avril 1797, l'équipage d'un navire français fut assailli, et son capitaine assassiné dans le port même de Venise. A présent, pouvait enfin commencer, en apparence au nom d'une juste vengeance, en réalité dans l'esprit du traité secret de Léoben, l'expédition française contre la République de St Marc. La chose fut facilitée autant par la lâcheté du patriciat que par l'aveuglement des jacobins de Venise. La Seigneurie, pétrifiée par les menaces françaises, abandonna toute idée d'une défense pour laquelle les moyens ne manquaient pas : Venise possédait encore une armée, une artillerie, une flotte considérables, et la situation même de la ville la rendait inexpugnable. Il fut question, quelque temps, de confier cette défense de Venise expirante à un mercenaire étranger, le général Komarzewski, ancien conseiller militaire de Stanislas-Auguste, ou — idée plus dérisoire encore — à un faux noble polonais, Nassau, vendu à l'Autriche. En même temps, dans le camp des radicaux vénitiens, égarés par les suggestions françaises, on se préparait à la guerre civile. On chassa le trop célèbre conseil des Dix ; on emprisonna les trois inquisiteurs ; on renversa le gouvernement aristocratique, misérable et abhorré, mais du même coup, on renversa la République elle-même. Cette révolution républicaine fut immédiatement, vers le milieu de mai, ratifiée par le Doge désemparé et d'ailleurs décrépit, et par le Grand Conseil, tremblant de peur, qui se réunissait pour la dernière fois. Là, parmi ces quelques centaines de patriciens, pas une voix virile ne s'éleva. Un nouveau gouvernement, un gouvernement provisoire sur le modèle lombard, fut constitué par le Conseil municipal, où toutes les classes étaient représentées. C'était une nouvelle république vénitienne, prétendûment

régénérée et libre. Mais en réalité, après une durée de quelques mois à peine, elle devait tomber dans le néant et dans l'esclavage. Du reste, dès le début, elle allait faire appel à la protection des troupes françaises, et les introduire dans la lagune qu'aucun aviron ennemi n'avait encore battue. Elle dut, le lendemain, conclure avec Bonaparte un traité secret « de paix », stipulant des échanges « de territoire », c'est-à-dire la « spoliation et le partage de ses antiques possessions ». Un frisson parcourut certainement les émigrés polonais de Venise, témoins de cette tragi-comédie, ceux-là surtout qui, comme Pierre Potocki et ses amis les plus intimes, étaient des républicains conservateurs. Or, voici qu'un Polonais, et non le premier venu, l'ardent et obstiné Sulkowski, vint s'égarer dans cette affaire, y prit même une part active. Brillamment comme toujours, il s'était distingué dans la dernière campagne contre les Autrichiens, d'abord aux côtés de Massena dans l'attaque foudroyante qui ouvrit cette campagne, ensuite dans la bataille du Tagliamento, puis auprès du quartier général, dans la poursuite de l'archiduc. Il venait d'être l'amer et ironique témoin de l'échec subi par le malheureux Dombrowski, dans son entrevue avec Bonaparte, à Graz. Cependant, à son tour, il accepta volontiers de Bonaparte, avec le second adjudant du général en chef, Junot, une cruelle mission relative à l' « exécution » de Venise. Il porta à la division Hilliers l'ordre de prendre la ville et lui-même participa à cette opération. Il s'employa notamment avec zèle à répandre à Venise « la précieuse étincelle » de l'esprit révolutionnaire. Il fraternisa cordialement avec les nobles « plébéiens » de Venise, comme Dandolo, mais aussi, inconsciemment, avec plus d'un véritable agent provocateur. Il foula aux pieds, comme il aurait voulu le faire de ses Targowiciens, les patriciens de Venise, « capables seulement, comme il l'écrivait avec mépris à Bonaparte, de feindre et de trahir », et dominés par le mesquin souci de leurs gras latifonds de la *Terre Ferme*, comme ceux de là-bas étaient préoccupés de leurs propriétés d'Ukraine et de

Lithuanie. Mais il ne se rendait pas compte qu'il ne servait point la liberté, mais la force, qu'il n'était à Venise qu'un instrument, et que sa place n'était point là.

Cependant, indépendamment du cours modifié des grandes opérations politiques et militaires, la Légion polonaise, qui avait eu de si humbles débuts dans un coin de la scène de l'histoire, ne cessait plus par sa propre vertu de croître, de se fortifier, de s'affermir. Sa renommée parcourut bientôt toute l'émigration et toutes les régions de l'ancienne République. Elle se propagea le plus aisément (relativement du moins) en Grande-Pologne et en Mazovie, quoique, là-aussi, l'hypocrite gouvernement prussien l'étouffât insidieusement. Ce gouvernement, en apparence, était bien disposé pour la France avec laquelle il s'était réconcilié; mais il se méfiait de ses copartageants, et craignait pour les avantages territoriaux et militaires que lui avaient rapportés les partages. La renommée de la Légion pénétrait irrésistiblement, malgré la surveillance la plus vigilante de la police et des espions de la bureaucratie autrichienne, jusqu'aux deux Galicies, d'où venait presque exclusivement la source vive du recrutement de la légion — du moins du recrutement en soldats. Elle pénétrait par des voies souterraines, malgré la répression russe, armée de la peine de mort et de la Sibérie, jusqu'aux profondeurs de la Lithuanie et de la Podolie. Et partout, à Varsovie, à Posen, à Cracovie, à Lwow, à Wilno, à Luck, et bien loin des centres urbains, dans les paisibles demeures de la noblesse, dans la province la plus reculée, on recevait secrètement, on lisait avec exaltation les vigoureuses proclamations milanaises de Dombrowski.

Et, avec ce nom bien connu de Dombrowski, pénétrait pour la première fois dans la conscience nationale, un nom étranger, le nom sonore du fabuleux Dieu de la guerre, dont il invoquait les hauts faits et les pleins pouvoirs, à la jeune gloire duquel il confiait sa cause, le grand nom de Bonaparte, le nouveau Néoptolème, comme alors, dans cette Pologne imprégnée de culture classique, on prononça d'abord

le nom exotique de Napoléon. Secrètement, de partout, par unités ou par groupes, d'anciens officiers de l'armée de la Diète ou de Kosciuszko, tombés dans la misère, des adolescents de famille noble se préparèrent, dans la maison endormie de l'esclavage, à ce voyage défendu, dangereux, hérissé de difficultés, vers les lointaines contrées italiennes, retentissant du bruit des armes et de la gloire chevaleresque, vers les plaines de l'Hespérie et les bords du Tanaro couverts des phalanges armées de la Pologne. La noblesse polonaise rejoignait les paysans polonais déjà groupés autour de l'étendard des Légions. Elle se hâtait de se mettre à leur tête et de partager leur destinée. Et ces paysans s'assemblaient en nombre toujours plus grand ; ils débordaient maintenant les cadres d'une seule légion. Il fallait songer à une organisation convenable, plus complète, que rendait justement possible l'abondant afflux, qui commençait à se produire, d'un élément indispensable, celui des officiers.

Dombrowski se réjouissait de ce succès, qui pourtant augmentait ses obligations et ses soucis. Le lendemain de la pénible déception de Léoben, c'était chose malaisée que de demander à la France et à Bonaparte une base et des moyens pour continuer à développer la formation de la Légion. Qui plus est, cette lourde déception pouvait briser la faible plante de la Légion, qui à peine prenait racine, et pour la perte de laquelle soufflaient des influences hostiles, non seulement étrangères, mais encore domestiques, acharnées à semer le désaccord et le découragement. Mais Dombrowski ne se laissa point abattre. Il se reprit très vite après la surprise des préliminaires de paix, et se remit au travail de l'organisation. Il appela auprès de lui, à Trévise, un des premiers parmi les volontaires arrivés du pays, et qu'il connaissait bien depuis l'Insurrection, le capitaine d'artillerie Vincent Axamitowski, originaire de Podolie et qui avait quelques relations avec la Russie et la cour de Stanislas-Auguste. Axamitowski, en son temps, après la reddition de Kamieniec aux Russes, était entré dans l'armée russe et y avait conquis le rang de premier

major. Ensuite il passa à l'Insurrection et fut destiné à la division de Dombrowski, mais il y rencontra la méfiance et la résistance de ses collègues. Kosciuszko lui-même, dans une lettre assez tranchante, lui reproche l' « attachement aux Moscovites, » dont il avait fait preuve au temps de la précédente campagne ukrainienne. C'était un arriviste fécond en ressources, recourant volontiers, pour avancer, aux protections, plus tard haut dignitaire de la Maçonnerie, caractère peu sûr et tortueux, mais bon officier, le plus ancien capitaine, avant l'Insurrection, de toute l'ex-artillerie de la Couronne, et parfait connaisseur de son arme. Il présenta à Dombrowski un projet très pratique de création d'une artillerie polonaise auprès de la Légion. Dombrowski, sans retard, adressa de Trévise, au commencement de mai, une longue lettre à Bonaparte. Il lui faisait rapport sur l'enrôlement de cinq mille légionnaires, sur l'arrivée d'une quinzaine d'officiers de toutes les armes. Ces officiers venaient directement de Pologne, où, en dépit des obstacles dressés par la tyrannie, avait pénétré la nouvelle de la création « sous vos auspices, général, de la légion polonaise ». Il demandait qu'on complétât son organisation, que l'on créât auprès d'elle, à côté des bataillons d'infanterie, des unités de cavalerie et d'artillerie. Il réclamait « le perfectionnement d'un corps qui doit l'existence à votre protection, car on ne peut croire que votre humanité vous permettra de nous abandonner à une heure critique, où les circonstances semblent se conjurer pour la ruine de notre patrie ». Il découvrait en même temps son inquiétude profonde, la crainte de voir les nouvelles recrues en proie au découragement ou même à la désertion. Car, sous l'impression « produite dans l'esprit des soldats polonais par la conclusion de la paix avec l'Empereur, l'allégresse générale qui régnait dans les rangs au moment de la marche en avant avait complètement disparu, pour faire place à une sombre tristesse, due aux sentiments patriotiques les plus sacrés, mais qui fait présager des conséquences déplorables.

Pour les éviter, veuillez, général, changer notre point de concentration, et nous retirer du territoire allemand, afin que le soldat puisse s'habituer peu à peu aux dures exigences de la nécessité. »

Conformément à ce dernier vœu confidentiel, Dombrowski reçut quelques jours plus tard, de Bonaparte, un ordre de marche qu'il exécuta vers le milieu de mai, transférant son quartier général de Trévise à Bologne. Il y rencontra une foule d'émigrés dont la plupart avaient quitté Venise à cause des troubles : Pierre Potocki, Soltyk, Trzecieski, Lazninski et beaucoup d'autres. Jusque dans les derniers temps, ils avaient été artificiellement réunis sous le commandement de la Députation, mais à présent brouillés entre eux, ils étaient divisés en deux partis. Le parti extrême, intransigeant, des « patriotes-démocrates », dirigé par Lazninski, combattait avec acharnement le parti plus modéré des « aristocrates-royalistes », et en même temps, dans la mesure du possible, minait l'œuvre même de la Légion et l'influence de son créateur détesté. Mais soudain, Dombrowski reçut une bonne nouvelle. Elle lui venait de son subordonné, le capitaine Szymon Bialowiejski, jadis promu par lui au grade de chef de bataillon, lors de l'expédition des Insurgés en Grande-Pologne, ensuite volontaire dans l'armée du Rhin sous Pichegru, envoyé par Moreau à Paris. Là, on l'avait enrôlé dans le corps destiné à combattre l'Angleterre; et il avait pris part à l'expédition malheureuse de Hoche en Irlande.

Il annonçait maintenant, de Lille, à Dombrowski, qu'avec l'autorisation du ministre Petiet, il avait recruté dans le dépôt de prisonniers de cette ville, environ mille Polonais, avec lesquels il avait hâte de rejoindre la Légion. Ainsi le nombre des recrues actuellement disponibles dépassait six mille, et suffisait à organiser deux légions complètes. Sans tarder davantage, Dombrowski, à la fin de mai 1797, se rendit à Milan, pour y élaborer le plan de cette organisation en présence du général en chef, qui, depuis le commencement du mois, se trouvait tantôt dans la capitale de la Lombardie,

tantôt en villégiature, à quelque distance de là, au palais Crivelli, à Mombello.

A Milan, Dombrowski rencontra une trentaine d'officiers, qui s'étaient heureusement échappés de Pologne, et qui en chemin, comme naguère lui-même, avaient reçu des généraux français qu'ils avaient rencontrés, un accueil extrêmement bienveillant et une aide active.

Aussi écrivait-il à Hoche, Kellermann et Championnet avec une cordiale gratitude (28 mai 1797) : « La manière généreuse avec laquelle vous avez traité les officiers polonais qui venaient joindre la Légion que j'ai l'honneur de commander, m'impose un devoir bien doux à remplir, c'est celui de la reconnaissance.. Puissions-nous un jour vous prouver que l'ingratitude n'est pas le vice des Polonais, et qu'il leur sera doux, tel sort qui les attend, de se rappeler qu'ils ont trouvé dans les généraux français des soutiens dans leurs malheurs et de véritables amis. » (30). Il vit immédiatement Bonaparte, qui précisément était venu, pour une journée, de Mombello à Milan. Il l'entretint, avec un résultat satisfaisant, des principales questions relatives à l'organisation et aux nominations. Il lui présenta personnellement tous ses compatriotes récemment arrivés. Il rencontra aussi Wielhorski, arrivé de Paris; il en fit son auxiliaire, et depuis lors, marcha toujours avec lui, la main dans la main. Mais il rencontra aussi à Milan, nous l'avons dit, le peu intéressant Lazninski et d'autres ennemis politiques et personnels. Ayant précédé Dombrowski à Milan, ils s'efforçaient, par tous les moyens, de le perdre dans l'esprit du général en chef. A cette fin, ils tâchaient d'utiliser contre Dombrowski ses ennemis français et italiens. Ils tâchaient de s'appuyer sur son ancien subordonné de l'Insurrection, Joseph Niemojewski. (Ce dernier, ancien staroste de Srem et général-major de la milice poznanienne, avait été envoyé de Paris grâce aux efforts de la Députation, avec une chaude recommandation de Delacroix à Bonaparte). Mais surtout, dans ces machinations, ils s'appuyaient sur Sulkowski, influent au quartier général français. Et voici que soudain, au lende-

main de la mise par écrit de ses propositions détaillées, adressées au général en chef, Dombrowski en recevait une décision qui, contre toute attente, changeait tout ! Cette décision attribuait l'artillerie polonaise à l'armée cisalpine, introduisait dans l'uniforme de la légion les couleurs lombardes. Par surcroît, la liste des nominations dans le cadre des officiers, signée par Bonaparte, mais écrite entièrement de la main de Sulkowski, était toute différente de celle que Dombrowski avait remise au général en chef. Elle confiait en fait le commandement provisoire des deux légions à Strzalkowski et à Niemojewski. Elle suspendait « jusqu'à nouvel ordre » la désignation des chefs définitifs ; elle écartait les deux officiers proposés pour ces commandements, Wielhorski « jusqu'à nouvelle information sur son compte » et Rymkiewicz, attendu d'un moment à l'autre. Elle passait sous silence le poste et l'avancement réclamés pour Trémeau, etc... Ce coup atteignait à la fois l'organisation même de la légion et son fondateur. L'autorité de Dombrowski en eût été ébranlée d'une manière sensible, sa position de commandant en chef, ses rapports avec ses subordonnés en auraient subi une telle atteinte qu'il ne lui serait plus, tôt ou tard, resté autre chose à faire, étant donné surtout son caractère ferme et susceptible sur le point d'honneur, que de se retirer complètement. C'est bien, d'ailleurs, ce que désiraient les auteurs cachés de toute cette intrigue : compromettre Dombrowski, se défaire de lui à tout prix (31).

Mais Dombrowski ne se laissait pas désarçonner si facilement. Il rédigea aussitôt à l'adresse de Bonaparte une énergique protestation, sous forme de lettre, contre la fâcheuse décision qui lui avait été communiquée, décision « incompatible avec les articles de la convention avec le gouvernement lombard », comme avec les « promesses orales » que lui avait faites le général en chef lui-même dans une conversation récente. Cependant, comme Bonaparte, précisément à ce moment-là, avait quitté Milan, il était nécessaire d'intervenir auprès de lui, non par lettre, mais de vive voix. Dom-

browski, aussitôt, lui envoya Joseph Wielhorski, récemment arrivé de Paris, et qui était plus éloquent que lui-même. Wielhorski fut présenté à Bonaparte par Berthier, qui, ami de Dombrowski, était un peu jaloux de Sulkowski. En même temps Berthier écrivait à Dombrowski « que le général en chef désirait le voir et l'assurer de son estime et de sa confiance ». « Ayant découvert toute la cabale, écrivait Dombrowski à Trémeau avec une amertume assez naturelle, et que Sulkowski était à sa tête, je ne perdis pas courage, et je me rendis avec Wielhorski à Mombello auprès de Bonaparte. Je lui expliquai l'affaire; je lui dis que nous devions avoir quelque ennemi dans son entourage; je lui montrai la liste qu'il avait signée et combien elle était différente de celle que j'avais sollicitée de lui. Il causa longtemps avec Wielhorski et moi-même, se fit apporter du papier et de l'encre, et signa ma liste. Il assigna l'artillerie au corps polonais. De l'uniforme il ne dit rien de précis; il déclara seulement qu'il dépendrait de mon accord avec le gouvernement lombard. Il nous retint à dîner et nous partîmes pour Milan joyeux et contents. »

On arrêta sans plus de retard l'organisation définitive du corps polonais (juin 1797). Il ne manquait plus que la sanction du nouveau gouvernement cisalpino-lombard. Le corps fut organisé en deux légions à trois bataillons, sous le commandement en chef de Dombrowski, avec, pour chefs, dans la première, Wielhorski suppléé en cas de besoin par Strzalkowski; dans la seconde, de Rymkiewicz, suppléé par Kosinski. Les soldats et les officiers gardaient l'uniforme polonais. En principe, on reconnaissait que le corps aurait sa propre artillerie, une artillerie polonaise. Sur quelques questions de personnes, et même sur quelques questions générales, comme par exemple, à propos de certaines nominations à des postes de second ordre dans les légions, ou même à propos de l'attribution de trois compagnies d'artillerie polonaise au régiment cisalpin, Dombrowski devait éprouver encore plus d'un désagrément et plus d'une déception. « Qu'il s'agisse écrivait-il avec amertume à un ami parisien, qu'il s'agisse

d'une secrète jalousie, ou d'une malicieuse volonté de contrarier des intentions honnêtes, ou d'une cabale visant ma personne, en tous cas on s'efforce de me barrer la route et de me créer de grandes difficultés. Dites aux intrigants, ajoutait-il avec passion, — dans des lignes autographes — que ce n'est pas l'amour de la patrie, mais leur méchanceté et leur haine qui les poussaient et qui les poussent encore; que n'ayant pu empêcher les débuts des Légions polonaises, ils essaient aujourd'hui d'empêcher leur croissance. Pour atteindre ce but ils vont criant partout qu'on ne peut plus espérer un relèvement de notre Patrie; que la création des légions ne sert que des intérêts particuliers, et ils cherchent à répandre ces bruits jusque dans les rangs des simples soldats... Il ne faut point exposer aux railleries des étrangers nos misérables intrigues. Puissent ces étrangers ne voir que des Polonais, instruits par les malheurs de la Patrie et par les leurs, respirant l'affection mutuelle et le désir de se consacrer au bonheur de la Patrie; tel est votre devoir, citoyens; le mien est de vivre et de mourir pour le bonheur de la Pologne. »

Quoi qu'il en soit, dans les choses essentielles, Dombrowski réussit à l'emporter complètement sur ses adversaires, à faire triompher ses idées, et par là-même, à maintenir et à sauver de la désagrégation l'entreprise des légions. Et il réussit, de nouveau, grâce à Bonaparte, exclusivement. Lui, dont les légionnaires, comme d'ailleurs toute l'armée d'Italie, savaient déjà fort bien « qu'il ne changeait jamais un ordre donné », le changea cette fois. Il s'était laissé, un moment, induire en erreur. Il redressa cette erreur, sans hésitation. Avec sa pénétration et son objectivité coutumières, il s'orienta rapidement au sujet de l'affaire elle-même, au sujet de ces hommes qu'il connaissait si peu. Et de même que dix ans plus tard, à Finckenstein, il écartera la cabale de Dombrowski contre Poniatowski, de même cette fois, à Mombello, il écarta la cabale de Sulkowski contre Dombrowski, dans les deux cas conformément à la vérité, à la justice et au véri-

table intérêt de la Pologne. Et, ce qui est le plus extraordinaire, dès cette première occasion où il n'avait point l'âge et l'expérience qui le serviront plus tard, il avait voulu, il avait su, d'un coup d'œil plein de justesse, comprendre une affaire si importante pour la Pologne, si secondaire encore pour lui, quoique, à ce moment même, il fût accablé de problèmes et de soucis infiniment plus graves.

III

La position de Bonaparte, à cette époque, au lendemain de tant de succès militaires et politiques, était plus difficile et plus dangereuse que jamais. Un péril moindre, mais toujours sérieux existait du côté de l'ennemi autrichien vaincu. Toutefois la menace principale venait de son propre gouvernement, du gouvernement français.

L'Autriche, craignant la prise de Vienne et alléchée par l'appât des dépouilles de Venise, signa les préliminaires de Léoben. Mais, de là jusqu'à la paix définitive qui devait sortir des difficiles négociations d'un Congrès, il y avait encore loin. Thugut, jusqu'alors enragé fauteur et partisan de la guerre, était maintenant poussé dans la voie de la paix, beaucoup par la nécessité, un peu par l'influence de la jeune impératrice, de sa mère la reine de Naples, du flottant archiduc Charles et de la camarilla de cour qui entourait l'empereur François. Aussitôt après la conclusion des préliminaires de Léoben, le ministre détesté était de nouveau attaqué à Vienne par la ligue des dignitaires et des grands seigneurs hostiles. Et il était combattu avec autant d'acharnement pour la tendance pacifique qu'on lui attribuait, que précédemment il l'avait été pour son intransigeant parti-pris belliqueux. Or, le roué « baron de la guerre » s'empressa de profiter de ce revirement de l'opinion viennoise, ainsi que de l'effroi causé en Angleterre par la surprise de Léoben, du mécontement de la Russie, de la consternation de la

Prusse. Il s'efforça vis à vis de ces puissances, et spécialement à Pétersbourg et à Londres, de représenter la signature des préliminaires comme un acte imposé seulement par l'isolement de l'Autriche et par l'absence des renforts promis, comme un acte déplorable, mais provisoire, révocable et réparable.

Le but de Thugut était le suivant. Tout en s'assurant pour toute éventualité le butin vénitien promis à l'Autriche, il voulait, soit, réellement, préparer le terrain pour une nouvelle coalition contre la France, et une guerre de revanche, soit, au pis aller, obtenir les conditions les plus favorables dans le traité définitif à conclure avec la France. Sans délai, Thugut fit, dans cet esprit, des déclarations à l'adresse de la Russie, par l'intermédiaire de l'ambassadeur russe à Vienne, Razumovski, qui lui était entièrement dévoué, et par le canal de l'ambassadeur d'Autriche à Pétersbourg, l'adroit Cobenzl. En même temps il faisait jouer avec succès tous les ressorts de l'ancien parti autrichien, puissant à Pétersbourg. Il employait des hommes comme Panine, jusqu'alors pilier du parti prussien, mais à présent dégoûté de Berlin. Surtout, il excitait la répulsion autocratique de l'empereur Paul lui-même pour la France révolutionnaire, et adroitement il orientait ses velléités de médiation, demeurées jusque là sans effet, dans le sens de la coalition et de la guerre. Simultanément, Thugut agissait de Vienne, dans le même but, sur l'Angleterre. Là, directement, l'ambassadeur d'Autriche à Londres, le comte Starhemberg, malgré lui, le servait fort bien. C'était un de ces grands seigneurs ligués contre Thugut, et un ennemi acharné de la contagion révolutionnaire. Devant le cabinet anglais, il exprimait son désespoir de l'inouïe « honte de Léoben ». Indirectement, le complaisant Razumovski produisait le même effet, en insistant sur cette « honte » devant l'ambassadeur russe à Londres, l'anglomane Vorontzov, ennemi également implacable de la France régicide.

Mais avec le gouvernement anglais, le double jeu autrichien était plus difficile encore et plus délicat qu'avec la Russie.

L'Angleterre, portant tout le poids financier de la guerre, et désirant exploiter en paix ses conquêtes coloniales déjà considérables, s'était, antérieurement déjà, pendant l'automne de 1796, engagée à demi sérieusement dans les négociations parisiennes de Malmesbury, qui n'avaient point réussi. Elle avait depuis le printemps de 1797, des motifs plus sérieux encore de désirer la paix. Car elle se trouvait en présence d'une situation intérieure et extérieure notablement aggravée. Le crédit national anglais avait été mis à une épreuve de plus en plus rude par des emprunts de guerre successifs, dont le total s'était élevé à près de 30,000,000 de livres sterling en 1796, à 40,000,000 et davantage en 1797. A la suite de l'exportation en Autriche de plus de dix millions de livres en or et du manque de monnaie métallique qui en résultait en Angleterre, il se produisit vers la fin de février 1797, un *run* subit à la Banque d'Angleterre, la chute des « consolidés » au-dessous de la moitié de leur valeur, une panique générale et des menaces de banqueroute d'Etat. D'autre part, la marine britannique, dont la résistance était une nécessité aussi vitale pour l'Angleterre que la solidité de son trésor, donnait des signes inquiétants d'agitation révolutionnaire. Une mutinerie éclata tout d'abord, le samedi saint, parmi les équipages de la flotte du *Canal*, ensuite, en mai, le drapeau rouge parut aux mâts de la flotte de réserve, à l'entrée de la Tamise, semant la panique au cœur de Londres. Enfin, en ce même printemps de 1797, arrivait par surcroît la nouvelle funeste de la deuxième défaite de l'Autriche et de sa défection, sous la forme des préliminaires de Léoben. Dans ces conditions, le chef du gouvernement anglais, le second Pitt, jugea inéluctable la reprise de négociations séparées avec la France, en vue de la paix. Son nom, il est vrai, était dans le Paris révolutionnaire, un véritable épouvantail. Il y passait, bien à tort, pour l'incarnation de la guerre à outrance et de la haine invétérée et mortelle que la perfide Albion portait à la France. Mais en réalité, Pitt, appréciant de sang-froid et très objectivement les véritables intérêts de son pays, avait

été quelques années auparavant le partisan convaincu d'une toute autre orientation belliqueuse : il avait résolu, avec la Prusse et la Pologne, de combattre l'Autriche et surtout la Russie, dans laquelle il pressentait une grande menace pour l'avenir de l'Angleterre. Il est vrai qu'en présence de la menace immédiate que constituait la Révolution française, il dut suivre, en qualité d'associé de l'Autriche, un système d'alliances absolument opposé à celui-là. Il dut également se réconcilier avec la Russie, et dans le traité conclu avec Catherine, lui donner la pleine garantie internationale qu'elle réclamait, c'est à dire la première ratification qui ait été faite par l'Angleterre du partage de la République Polonaise. Mais, conscient des fâcheuses conséquences qui devaient en résulter, Pitt n'était pas disposé à s'avancer trop loin dans cette voie. Ainsi, bien qu'à cette époque il semblât tendre toutes ses forces pour lutter contre la France républicaine, il désirait au fond mettre fin à la lutte, et le plus tôt possible. En réalité, pendant la période critique que l'on traversait, vers la fin de mai 1797, Pitt, avec une plus grande insistance encore que l'année écoulée, recommandait dans les conseils de la Couronne l'envoi de Malmesbury à Lille, et la reprise, pour la seconde fois, de négociations discrètes entre la France et l'Angleterre.

Cependant, cette fois encore, comme à l'époque de la stérile tentative de l'année précédente, les sincères intentions pacifiques du premier ministre, sans parler de la secrète antipathie qu'éprouvait pour lui le roi George, étaient contrariées par le secrétaire aux affaires étrangères, Lord Grenville. Celui-ci avait pour lui la puissante oligarchie *high tory*, le parti conservateur à l'ancienne mode, qui était très loin encore de sa renaissance moderne, intransigeant non seulement à l'égard de la France, mais en général à l'égard de l'esprit nouveau, au fond solidaire, à sa façon, avec l'aristocratie de l'émigration française, avec l'aristocratie autrichienne, avec tout ce que l'ancien régime européen avait de plus réactionnaire. Lord Grenville, contrairement à Pitt, cette fois

encore, projetait de faire des négociations de Lille moins un instrument de paix qu'un instrument de guerre. Rendant à Thugut la monnaie de sa pièce, il ne voyait dans ces négociations qu'une excellente riposte aux préliminaires de Léoben. Concurremment il effrayait l'Autriche et il renforçait la France dans ses prétentions vis à vis de l'empereur; et il profitait de la négociation franco-anglaise pour entraver et retarder la négociation franco-autrichienne qui devait transformer les *Préliminaires* en une paix définitive.

En effet, la paix annoncée à Léoben en était arrivée au point mort. Sans doute, Bonaparte, maintenant intéressé au premier chef à l'heureuse issue de cette grande affaire, qui était *son* affaire, essayait de l'avancer par tous les moyens et d'aboutir le plus vite possible au résultat souhaité par la France. Il désirait surtout obtenir par surcroît de l'Empereur, la cession complète de toute la rive gauche du Rhin : l'absence de cette clause constituait le défaut essentiel, sévèrement dénoncé à Paris, des préliminaires de Léoben. Quoiqu'il entendit avec émotion, et même avec des larmes, les amers reproches patriotiques que lui faisait désespérément le Vénitien Dandolo, ramené à la raison par le malheur, il se sentait toutefois forcé par les circonstances, en échange de la cession du Rhin, d'offrir à l'Autriche la capitale vénitienne elle-même. Avec le plénipotentiaire impérial arrivé à Mombello pour l'échange des ratifications de Léoben, il conclut en mai la convention additionnelle. Elle stipulait, en dépit des Préliminaires, que les négociations en vue de la paix définitive entre la France et l'Autriche commenceraient, immédiatement, directement, à Mombello même; qu'elles ne prendraient pas la forme d'un Congrès, mais que seuls, les accords compliqués à conclure avec l'Empire seraient élaborés plus tard, dans un Congrès particulier, tenu à Rastadt. De cette manière Bonaparte pensait hâter et simplifier notablement la négociation principale et en même temps éviter que le gouvernement de Paris ne la lui prît des mains. Mais à Vienne, où en même temps l'on faisait alors secrètement appel à la Russie et à

l'Angleterre, où l'on comptait, en secret aussi, sur les divisions intestines, chaque jour plus profondes, de la France elle-même, on souhaitait précisément des complications et des délais. Aussi Thugut se hâta de répudier cette convention de mai : il annonça qu'il se refuserait à la ratifier. En revanche, dans des instruction très fermes, envoyées à ses plénipotentiaires à Mombello, au cours de juin et de juillet, il réclamait absolument deux congrès séparés, l'un au nom de l'Empereur, l'autre au nom du roi de Bohême et de Hongrie. Tout au plus consentait-il à une conférence préliminaire, non à Mombello mais à Udine, et ce en vue de la rédaction de conditions de paix provisoires, à soumettre à l'examen et à la sanction du Congrès. Il affirmait hypocritement que non seulement l'Autriche ne pouvait agir sans l' « Empire », mais qu'elle ne pouvait rien faire sans ses alliés, l'Angleterre et la Russie. Il alla jusqu'à mettre en avant, spécieusement, l'idée d'une médiation russe. Mais au milieu de toutes ces évidentes chicanes qui diminuaient fortement la valeur réelle des préliminaires de Léoben, il insistait sur la remise sans délai à l'Empereur des terres vénitiennes, remise prévue par ces mêmes préliminaires de Léoben, et il protestait bruyamment contre les agissements, prétendument contraires aux termes des préliminaires, prématurés et révolutionnaires, de Bonaparte en Italie septentrionale.

Bonaparte, il est vrai, ne s'endormait pas dans l'Italie conquise où il se sentait le maître, où il voulait être un créateur. Il ne comptait pas trop sur cette éphémère République cispadane, créée assez maladroitement avec des fragments des Légations et des petits Etats de la rive droite du Pô, et pourvue depuis le mois de mars 1797 d'une constitution particulière. En revanche il se préoccupait toujours davantage de la République cisalpine, placée sur la rive gauche du Pô, et comptant près de deux millions d'habitants. C'était l'ancienne Lombardie autrichienne, avec Bergame, Crémone et Modène. Il corrigea immédiatement de dangereuses folies réactionnaires, ou ultra-radicales, auxquelles s'était laissé entraîner le gouvernement

provisoire de la Cisalpine, en son absence, pendant les dernières campagnes. Il s'efforça de « concilier tous les citoyens et d'écarter toutes les haines qui les divisaient en refroidisant les têtes ardentes, et en réchauffant les tièdes ». Il s'occupait, en même temps, de donner à cette nouvelle République des institutions durables. Ce fut même son premier essai d'organisation constitutionnelle, le prototype de tant de travaux ultérieurs et notamment de l'expérience polonaise. Il y avait, d'ailleurs, d'autres analogies plus profondes avec les complications ultérieures et les affaires polonaises. « Moi et l'Empereur, disait Bonaparte, par une allusion saisissante à une fable connue, nous sommes pareils à deux taureaux combattant à qui couchera avec l'Italie. » Le conquérant de Milan se trouvait alors en face de l'Autriche, dans la même situation à l'égard des affaires d'Italie que dix ans plus tard le conquérant de Varsovie, vis à vis de la Russie, à l'égard de la question polonaise. L'Autriche, en recevant de lui la Vénétie, voulait en même temps montrer à l'Italie qu'il la trahissait, au lieu de la sauver; absolument comme plus tard fera la Russie, lorsque, recevant des mains de Napoléon Bialystok et Tarnopol, elle le faisait apparaître aux yeux des Polonais comme un traître et non comme un sauveur.

Bonaparte, de son côté, réagissait de toutes ses forces. Il avait deviné, très justement, que le côté négatif des articles secrets de Léoben, le sacrifice de la Vénétie, serait bientôt divulgué par l'Autriche. Sans hésitation il se hâta d'en faire connaître la partie positive, le salut de la Lombardie, la future Cisalpine. Il établit pour elle à Milan, dès le début de mai 1797, un Comité constituant, avec quatre sections, pour la guerre, l'administration et l'instruction publique, la justice et les finances.

Il se montra en personne aux séances plénières du Comité; il pressa ses travaux; il lui fit, en quelques semaines, rédiger une Constitution complète, élaborer les Institutions qui en étaient l'application. Il suivit pour cela, avec prudence, la voie moyenne, s'efforçant d'unir un progrès solide avec la

gradation indiquée par la nature du pays et le caractère des habitants. Il donna à tous les citoyens les mêmes droits civiques. Il les admit tous, sans distinction de classe, aux charges publiques; il abolit le servage, la dîme, les majorats, etc... Mais en même temps, en dépit des clameurs de certains braillards milanais, en dépit des excitations de certains extrémistes de Paris, il gardait une raisonnable et saine modération. Il ne cessa jamais de compter avec les faits particuliers, avec la situation, avec les traditions locales; il tint compte de la classe possédante, de la religion nationale, de l'aristocratie intellectuelle et de l'aristocratie de naissance, enfin du clergé. A la fin de juin 1797, dans une belle proclamation au peuple lombard, il annonça officiellement l'existence de la République cisalpine. Au début de juillet 1797, dans le champ de la Fédération, près de Milan, en présence de quatre cent mille personnes, et notamment des légionnaires polonais, au son des canons et des cloches, après une messe chantée par l'archevêque sur l'autel de la Patrie, et la bénédiction donnée par lui aux nouveaux étendards, Bonaparte célébra magnifiquement la Fête de la Fédération de la nouvelle République, et promulgua l'octroi de sa Constitution.

Cette première Constitution octroyée par Bonaparte en personne, rédigée sous son influence immédiate, la Constitution Cisalpine, avec son Directoire de Cinq membres, un Conseil des Anciens et des Jeunes, etc., était certainement copiée en grande partie sur la Constitution française contemporaine. Elle contenait, il est vrai, certaines modifications, ayant été, au moins en quelque mesure, adaptée aux conditions locales. Elle était en général, si l'on tient compte de la situation de l'Italie d'alors, très libérale. Cependant, au début, lorsqu'on mit la machine en mouvement, Bonaparte estima indispensable, en différant d'une année les élections, de désigner lui-même les directeurs, avec Serbelloni à leur tête, les ministres, et parmi eux le ministre de la guerre Birago, même les législateurs. « Je reconnais, disait-il, que je suis à moi seul le véritable directoire de la République cisalpine...

tant qu'elle n'a pas assez de consistance pour voler de ses propres ailes ». Dans le même sens il dira plus tard aux Polonais : « C'est moi-même qui suis votre Roi ! » Il pensait dès cette époque à une Convention Nationale de l'Italie entière, d'une République qui porterait le nom d'Italie, et non point des Alpes ou du Pô. Une telle république n'était pas encore possible, à cause de l'Autriche, de la Sardaigne, de la Toscane, de Naples, de Rome, du puissant particularisme des pays italiens eux-mêmes, enfin de la résistance de principe du gouvernement français d'alors. Bonaparte, avec l'Italie, comme plus tard avec la Pologne, ne pouvait brusquer les choses. Il devait non seulement à l'intérieur, mais encore à l'extérieur, respecter les étapes. Et pareillement, comme au lieu et place de la République polonaise, du Royaume de Pologne, il substituera un Etat mutilé sous un nom moins ambitieux, le Grand-Duché de Varsovie, de même à présent, au lieu de la République Italienne, du Royaume d'Italie, qui ne sera possible qu'après Marengo, et réalisé qu'après Austerlitz et Wagram, il crée provisoirement, à côté de la Cispadane, une Cisalpine aux frontières et au nom mutilés. Dans ce nom même, il avait fait passer, non sans peine, le *cis* (au lieu de Transalpine proposé par Paris). En regardant le Pô et les Alpes du point de vue de Rome, il marquait bien clairement qu'il ne s'agissait pas d'une fortuite conquête française, mais d'un noyau durable de la future Italie unifiée. Dès lors aussi il escomptait l'incorporation ultérieure des terres cispadanes dans la Cisalpine elle-même.

Mais, et ceci est plus important, Bonaparte, dès lors, avait l'intention d'indemniser la Cisalpine, pour la perte de son accès à l'Adriatique. Il projetait de lui ouvrir un accès à la mer de Ligurie, par Gênes ou tout au moins Spezzia. Cette affaire, du reste, lui tenait de près et il la connaissait bien. A cause de son origine corse, il s'intéressait personnellement à Gênes, la vieille et tyrannique dominatrice de son île, Gênes dont l'oligarchique *Signoria* favorisait les manœuvres hostiles de Paoli, intriguait en secret contre la

France révolutionnaire, secondait l'Angleterre et l'Autriche. Il avait de vieux comptes à régler avec Gênes. Il en connaissait admirablement la situation interne. Il connaissait les éléments de l'opposition par les Robespierristes locaux, les frères Serra, ardents et ambitieux. Lui-même, en son temps, comme nous l'avons dit, dans la *Note politique sur la République de Gênes* destinée au Comité de Salut Public, avait fourni à cet égard certaines indications. Maintenant, dans une plus large mesure et dans un sens bien plus profond, autant dans l'intérêt français que dans celui de l'Italie en général, et particuliérement de la Cisalpine, il entreprenait de réaliser ses anciennes idées sur Gênes. Dans une intention pareille, quoique moins perfide, il recourait maintenant, vis-à-vis de la vieille république gênoise, aux moyens qu'il avait mis en œuvre naguère, vis-à-vis de sa sœur, la république de Venise. Nous le voyons exploiter tout pareillement, à Gênes, les tendances des éléments démocratiques, et les turbulents écarts des radicaux. Il utilise les éléments équivoques de l'opposition génoise, surtout ces deux frères Serra, dont le plus jeune sera plus tard à Varsovie, plénipotentiaire de Napoléon. Il provoque insurrection et contre-insurrection. Il y eut des troubles sanglants, on brûla le livre d'or de la noblesse génoise, on renversa la statue de Doria; bref, ce fut la confusion universelle. Gênes fut enfin forcée d'envoyer à Mombello une députation de sénateurs, pour y signer un traité de soumission. A vrai dire, ce qui ne fut pas réalisé dans tout cela, à cause de complications imprévues, ce fut précisément l'intention essentielle de Bonaparte. A la fin, cependant, au bout de quelques mois, furent transformées de fond en comble les institutions « gothiques » de l'Etat; le vieux nom de la République de Gênes lui-même fut supprimé et remplacé par le nom savant de *République ligurienne*.

Dans toutes ses entreprises italiennes si difficiles, si délicates, parfois si louches, Bonaparte, alors comme plus tard, fut l'objet d'une critique sévère, parfois juste dans le détail, mais qui a le tort de manquer de vues d'ensemble. Ces

critiques viennent de deux camps; elles sont contradictoires et s'entre-détruisent.

D'une part, des Italiens, même des Italiens éminents, se plaçant au point de vue de l'indépendance idéale, de la tradition et du patriotisme pur, stigmatisaient Bonaparte avec une violence inouïe, dont peuvent donner quelque idée les invectives du vieil historien Verri, ou les foudres poétiques du « Misogallo » Alfieri. Bonaparte leur apparaissait malhonnête et satanique, comme un oppresseur sous le masque du Libérateur, un exploiteur, et un traître à la cause italienne. Pareillement, de nombreux Polonais, même parmi les plus nobles, surtout parmi ceux qui consciemment ou inconsciemment inclinaient vers la Russie, le diffameront comme un faux ami, un faux bienfaiteur, comme un traître qui abusait de leur patrie, comme le mauvais génie de la Pologne. D'autre part enfin, si, dans la Péninsule, on le blâmait d'avoir fait trop peu pour l'Italie, en France on se plaignait que pour l'Italie, il eût beaucoup trop fait. Ses ennemis politiques, les Directeurs parisiens, l'attaquaient alors systématiquement; et aujourd'hui encore, les historiens français hostiles à sa mémoire répètent leurs accusations. Ils le représentaient à l'opinion publique française comme «un chef italien», travaillant aux dépens du sang français, au profit des Italiens, ou à sa propre élévation parmi les Italiens, et peut-être même à la conquête de la couronne royale. En effet, dans l'été de 1797, Bonaparte reçut à Mombello un écrit anonyme, très curieux, mais fort suspect et flairant la provocation, qui lui conseillait d'entreprendre pour son propre compte la restauration de l'Italie : « Soyez le chef de cet empire (d'Italie), gardez à votre solde une grande partie de l'armée française pour l'exécution de ce plan ».

Evidemment, une telle intention ne lui était jamais venue à l'esprit, ne fût-ce que parce qu'il comprenait trop bien combien elle lui serait fatale et combien elle était irréalisable; parce que mieux que personne il connaissait la faiblesse italienne et la puissance française, et enfin parce que déjà ses

ambitions et ses desseins étaient infiniment plus hauts, à la taille, non de l'Italie, mais de la France et de l'Europe. Déjà même Bonaparte, en réalité et non plus, comme naguère, en imagination, s'aventurait jusqu'en Orient, dans la péninsule balkanique, où, à travers la Dalmatie, le menait directement l'héritage de Venise. Il envoyait des agents, tantôt officiels, tantôt secrets, payés sur la cassette particulière de Joséphine, en Bosnie, en Serbie, en Roumélie, en Morée, dans le Magne, dans la Sparte antique, dans les îles ioniennes, à Corfou, à Zante. Déjà il formait le plan de la conquête de Malte et de l'expédition d'Egypte. Il entrait en rapports avec l'Albanais Ali, pacha de Janina, qui envoyait l'expression de son « hommage et de son admiration » au puissant héros de la grande nation française. A Mombello, en présence de patriotes grecs invités à sa table, il permettait au général Augereau de porter des toasts enflammés à la restauration « de la Grèce républicaine ». Il écoutait attentivement les récits du vieil enthousiaste Grec Stephanopoli, qui lui racontait les atrocités perpétrées dans son pays par Orlow, sous prétexte de le délivrer, et les honteux stratagèmes de Catherine. Pour la première fois, il pouvait approfondir les méthodes et les desseins politiques de la Russie en Orient, et il s'était immédiatement donné pour tâche de les parer ou même de se les approprier. Mais en dehors de ces affaires aventureuses et exotiques, bien d'autres se pressaient dans sa tête, au moment de ce prétendu repos de Mombello. Il signait l'armistice conclu, au milieu d'une cour d'un luxe et d'un éclat vraiment monarchiques, entouré de sa femme, de ses parents, de brillants généraux, d'une vaillante jeunesse militaire, de femmes séduisantes, d'une aristocratie servile, d'humbles diplomates, de savants et d'artistes célèbres. Il était encensé dans des hymnes louangeurs, en vers et en prose. Il s'amusait, il festoyait, il faisait des excursions aux beaux lacs italiens. C'est ainsi que, dans un apparent équilibre d'esprit, il jouissait des fruits bien mérités de ses efforts et de ses victoires. Mais sous cette apparence illusoire, il était,

en réalité, plongé dans un travail acharné, en proie à une tension vigilante, à une inquiétude fébrile. Inquiétante était certes l'attitude des Autrichiens, dont la diplomatie tortueuse menaçait à chaque instant d'une rupture de la trêve et des négociations de paix, ainsi que de la reprise des hostilités. Mais plus inquiétante encore parce que grosse de surprises, était l'attitude du Directoire, de la France, de Paris.

Les dissensions au sein du Directoire parisien s'étaient exaspérées, et se marquaient de plus en plus nettement au fur et à mesure que se compliquait la crise intérieure de la France révolutionnaire.

La Révolution avait renversé la vieille monarchie française ; elle avait improvisé une défense nationale et remplacé l'armée de l'ancien régime ; mais elle n'avait pu reconstituer toute la vie sociale. Sous la Convention, on vivait dans la terreur, sous le Directoire dans la misère, sous les deux gouvernements dans l'insécurité, l'incertitude. L'incertitude, le provisoire de ces nouvelles formes de gouvernement contrastaient fortement avec la solidité éprouvée de l'antique institution royale, récemment abolie. C'est plus tard seulement que le Consulat et l'Empire démontreraient que la France pouvait s'organiser et se consolider sans son antique dynastie. Mais alors cette démonstration n'était pas faite. Au contraire, l'anarchie jacobine, qui était d'hier, l'anarchie directoriale, qui était d'aujourd'hui, persuadaient à bien des gens, surtout dans les postes élevés de l'administration civile, mais aussi parmi les officiers, que les choses ne pouvaient continuer de la sorte, qu'il faudrait en revenir à la Royauté. Il s'agissait seulement de savoir qui accomplirait la restauration, et là dessus, entre gens qui pensaient à peu près de même, une lutte acharnée s'était engagée en secret. Carnot, avec le figurant Letourneur, visiblement inclinait vers les Bourbons, vers la restauration pure et simple de Louis XVIII. Barras, qui plus tard, lorsqu'il se sera débarrassé de Carnot, marchera dans la même direction, aurait voulu pour l'instant porter au trône les d'Orléans, le jeune Louis-

Philippe; quoique, du reste, ses véritables intentions dépendissent toujours de la foi ou de la méfiance qu'il avait dans les chances de durée du régime établi. C'est là aussi ce qui déterminait son attitude pleine d'hésitation à l'égard de Reubell. Reubell lui, possédait la foi républicaine. Avec Lareveillère, cet autre figurant, il était le champion du *statu quo*. La principale difficulté était dans l'appréciation exacte des chances réciproques de la République et de la Restauration, des forces réelles disponibles des deux côtés, du véritable état d'esprit du pays et surtout de la Capitale.

A Paris, dont un Polonais, témoin perspicace, avait, au printemps de 1797, admirablement senti et décrit les déchirements et les hésitations, il y avait en ce moment trois factions. La première était formée par les « soi-disants exclusifs », dénomination qui s'est conservée dans les associations secrètes de l'Allemagne (les *Unbedingten*) et de la Pologne d'après le Congrès. Ces « exclusifs » revendiquaient « sans condition » la pure constitution jacobine de 1793. C'étaient les débris de l'ancienne Montagne conventionnelle, des Robespierristes et des Babouvistes, que des relations personnelles et des affinités théoriques unissaient avec les Jacobins Polonais.

Ils rêvaient dans leurs conciliabules de conjurés, de ranimer les cendres de l'incendie révolutionnaire, et ne se rendaient pas compte, comme d'ordinaire les têtes chaudes du radicalisme, qu'ils avaient dans leurs rangs une foule de faux frères, de provocateurs et d'espions, et qu'ils étaient tour à tour l'inconscient instrument de la contre-révolution et du gouvernement.

Une autre fraction était constituée par les « actualistes », comme Woyda, cet excellent observateur polonais, les avait justement baptisés; c'étaient les gouvernementaux français. Avec eux marchait, un peu malgré elle, l'aile modérée de l'émigration polonaise. Ils étaient sans conteste les plus forts numériquement, mais moralement les plus faibles, quoique il y eût parmi eux fort peu de partisans sincères du méprisable gouvernement directorial, et d'autant plus de gens qui dans

le gouvernement voyaient seulement un moindre mal, en comparaison avec le mal plus grand qui les menaçait : le retour à l'anarchie jacobine ou à l'arbitraire royal. Le troisième parti était constitué par les Royalistes, les *Clichiens* — comme on les appelait — renforcés par l'afflux, qui grandissait dans la capitale, des émigrés et des prêtres. Concentrés au club de Clichy, ils avaient habilement pris en main la direction apparente de l'opinion publique dans la capitale ; bientôt ils dominèrent dans les lieux de réunion publics, à l'Opéra, dans les Théâtres, les cafés, et surtout dans la presse. Ils avaient même leur propre agence secrète parisienne, agence politico-diplomatique, ayant des ramifications dans toute la France, en contact étroit avec les gouvernements de la Coalition. Ces gens actifs, mais prompts à s'illusionner, étaient en majorité des brouillons dans le genre de l'abbé de Pradt, plus tard ambassadeur de Napoléon à Varsovie, et même des traîtres. Bientôt cette malheureuse agence, quoique couverte par la protection du ministre de la police, Cochon, dévoué à Carnot, et vendu aux Anglais, tomba dans les filets de la contre-police de Barras et de Reubell, et, à la fin de janvier 1797, elle fut découverte et ses membres emprisonnés.

Intrigues des royalistes

Malgré cette catastrophe de la Conspiration, les agents royalistes ne cessèrent pas, même ultérieurement, de travailler avec énergie, par des moyens désormais légaux ou soi-disant tels, à l'occasion des premières élections renouvelant les corps législatifs. En effet, ces élections de mai 1797, grâce à la sympathie secrète de la droite directoriale et des ministres de l'intérieur et de la police, qui lui étaient dévoués, et aussi grâce à l'abstention machiavélique de la gauche du Directoire, qui voulait délibérément pousser les choses à l'extrême, ces élections, donc se terminèrent par une défaite complète du Gouvernement. L'opposition y conquit une importante majorité. Cette opposition, il est vrai, n'était qu'une masse passive, modérée, mais elle devait se prêter docilement à toute initiative extrémiste, dans le cas

présent, à un mouvement de restauration. On a vu souvent depuis, en France, et hors de France, des phénomènes politiques tout pareils.

Du coup, une forte majorité anti-gouvernementale se constitua dans le Conseil des Anciens, et plus encore dans celui des *Cinq Cents*. Un politicien plus que modéré, Barthélemy, entra au Directoire. Enhardis par ce succès, les plus ardents éléments royalistes, se croyant déjà les maîtres de la situation, prirent une attitude agressive dans les Chambres, les Clubs, les journaux. Bientôt on commença, dans ces milieux, à envisager un coup d'Etat. L'exécuteur du projet était tout trouvé : c'était Pichegru. Elu président du Conseil des Cinq Cents, il était secrètement dévoué au prétendant Louis, et convaincu d'entente criminelle avec l'ennemi. Le secret de cette trahison fut surpris par Moreau. Des papiers saisis sur des prisonniers autrichiens le lui livrèrent. Mais Moreau, avec son irrésolution et sa prudence coutumières, préféra ne pas révéler tout de suite le dangereux secret. Du reste, dans le camp royaliste, on comptait au moins sur la neutralité du général en chef de l'armée du Rhin; et l'on s'était assuré l'appui de quelques jeunes généraux, dont le plus éminent était l'ambitieux et rusé Bernadotte, lequel justement venait de passer de l'armée de la Sambre à l'armée d'Italie.

Mais d'autre part, les partisans du pouvoir directorial menacé, qui avaient, comme on dit, leur peau à défendre, ne s'endormaient point. Très adroitement, ils avaient permis à leurs adversaires, trop confiants dans leur succès, de se déclarer pour les Emigrés et pour l'Eglise, de prendre publiquement une attitude anti-républicaine, de déposer des motions réactionnaires, de découvrir ainsi, prématurément, leurs cartes et de se compromettre aux yeux du pays et de l'armée. En même temps, liquidant en mai 1797 l'affaire de Babœuf avec une apparente mansuétude, le Directoire faisait secrètement appel aux éléments intransigeants de la Capitale qui constituaient pour lui un renfort moral. Avant tout ils comp-

taient sur l'armée, le facteur décisif. De la part de l'armée, encore profondément radicale, on provoqua des adresses républicaines. On cherchait un chef qui fût prêt à défendre le gouvernement. A cet effet, laissant de côté Bonaparte, considéré comme dangereux, et Moreau, considéré comme flottant, on s'était entendu avec l'enthousiaste et énergique général Hoche. Dès le milieu de juillet le premier conflit sérieux éclatait. A ce moment Carnot et Barthélemy, certains de la prépondérance de l'opposition dans les Chambres, demandèrent, à une séance du Directoire la démission des Ministres qui leur déplaisaient, sous prétexte qu'ils ne possédaient pas la confiance du corps législatif. La riposte fut prompte. Carnot fut surpris par une motion absolument opposée de la majorité (Barras, Reubell, Lareveillère), qui réclamait la démission des hommes de confiance de l'opposition, les ministres Cochon, Petiet et autres; l'attribution du département de la guerre tout d'abord à Hoche, et finalement au vieux général Scherer; la remise du portefeuille des affaires étrangères, par la grâce de Barras, aux mains d'un homme qui depuis longtemps le convoitait : Talleyrand.

Ce coup effraya et exaspéra l'opposition. C'était un prélude au grand conflit, dès lors imminent ; bien que l'affaire fût terminée par un succès pour la majorité du Directoire, ce succès était loin encore de décider de l'issue finale, et laissait les choses dans un état extrême de crise et de tension.

Bonaparte paraissait étranger au conflit, mais il ne pouvait y demeurer indifférent. Les négociations avec l'Autriche devaient être affectées par les événements de Paris. Comme dans toute l'Europe monarchique, solidaire du complot royaliste français, à Londres, à Pétersbourg, et surtout à Vienne, on suivait avec satisfaction les embarras croissants de la République à l'intérieur. D'heure en heure, on attendait dans ces capitales la bonne nouvelle d'une révolution parisienne, de la chute du Directoire, du rappel des Bourbons, ou tout au moins de nouveaux pas dans cette voie, d'une nouvelle guerre civile dans la France livrée à l'anarchie.

C'est dans cette attente et dans ces calculs que résidaient le secret et le mobile de l'énigmatique manœuvre dilatoire de l'Autriche. Voilà pourquoi celle-ci résistait depuis l'armistice et traînait en longueur de stériles négociations. Vienne comptait tout au moins sur un affaiblissement sensible de la position de Bonaparte, sinon sur sa disparition ou sur son rappel. En réalité, dans cette crise, le général ne pouvait trouver d'appui qu'en lui-même. Il avait contre lui, chose grave, la jalouse rivalité des plus éminents parmi les généraux. Pichegru, son ancien maître, le haïssait mortellement. Moreau le voyait aussi, d'un mauvais œil, car Bonaparte et Moreau se soupçonnaient mutuellement d'avoir contrarié les entreprises l'un de l'autre. Hoche ne l'aimait pas davantage. Il avait critiqué amèrement ses campagnes d'Italie. Il l'appelait avec mépris « son élève, jamais son maître ». Il n'y avait pas jusqu'à son subordonné actuel, Bernadotte, qui, envieusement, avec une astuce gasconne, ne s'efforçât de le gêner et de lui nuire. Aux yeux de ses rivaux de carrière, comme au sein du gouvernement parisien, ses victoires inouïes, sa fortune extraordinaire faisaient du tort à Bonaparte. Pour Barras, il était un redoutable ingrat, pour Reubell, une créature toujours suspecte de Barras; tandis que Carnot, bienveillant en apparence, le livrait en pâture aux royalistes, particulièrement acharnés contre leur vainqueur de Vendémiaire. Violemment attaqué dans la presse dévouée à ce parti, il fut à peu près mis en accusation, à la tribune des Cinq Cents, par l'orateur royaliste le plus fougueux, Dumolard, qui lui reprochait « l'envahissement de Venise, destiné à faire dans l'histoire le pendant du partage de la Pologne. » Ainsi s'indignait hypocritement l'orateur royaliste, qui cependant devait connaître la lourde responsabilité du gouvernement royal et des émigrés français vis-à-vis de la Pologne partagée. Cette motion accusatrice, renvoyée pour examen à la commission de l'Assemblée, avait une très grave importance. Visant le fait accompli de Venise, elle minait les préliminaires de Léoben, fondés sur la combinaison vénitienne, et les négociations en cours en

vue de la paix. Ainsi donc, les royalistes ennemis de la consolidation de la République, comme les généraux et les Directeurs jaloux du prestige de Bonaparte, avaient un même but : empêcher que s'affirmât la prépondérance de ce dernier.

Ces mobiles et ces facteurs divers, si contradictoires, mais également défavorables à notre héros, suscitaient les obstacles et les menaces les plus surprenants, les plus inattendus à l'œuvre de pacification qu'il avait entreprise. Un de ces incidents eut lieu, précisément à cette époque, aux dépens de la Pologne, de la déplorable Confédération polonaise, qui traînait en Valachie une existence désespérée. Ces pauvres confédérés, poussés principalement par un ardent dévouement à la patrie, mais aussi rongés par l'esprit de querelle, l'espionnage et la trahison, étaient joués par leur indigne chef, Xavier Dombroswki, secrètement, s'était mis au service de la Russie. En juin 1797, quelques centaines de « confédérés valaques », sous le brigadier Denisko, pénétrèrent en Bukovine et en Galicie : folle expédition, qui se termina naturellement, et sur-le-champ, par une catastrophe, un massacre et une pendaison. Echo attardé des précédentes promesses révolutionnaires de Delacroix à Oginski, cette affaire fut secrètement instiguée par Dubayet et Carra, obéissant à de hautes inspirations politico-militaires venues de Paris. Il y eut aussi pareillement des provocations ultra-secrètes d'origine russe, peut-être aussi d'origine autrichienne. En tous cas, cette malheureuse expédition était un de ces moyens obliques, qu'à côté d'autres, plus directs, ses inspirateurs destinaient à contrarier l'œuvre de paix de Bonaparte.

IV

Bonaparte, à toutes ces hostilités souterraines combinées, tenait tête avec une énergie subtile et ferme. Il avait saisi des preuves écrites, qui convainquaient Barras d'être vendu à Venise. De l'émigré Antraigue, agent des Bourbons, de la

Russie, de l'Angleterre, de l'Autriche, il tira adroitement une autre preuve, compromettante pour les agissements de Pichegru, et, en même temps, faisant paraître dans un jour assez étrange la singulière discrétion de Moreau. Très exactement informé, par son émissaire Lavallette, des complications parisiennes, Bonaparte laissait son plus redoutable rival, l'ardent Hoche, se compromettre dans ce milieu, tandis que lui-même évitait de s'y engager prématurément. On lui avait envoyé du Rhin en Italie, un perspicace observateur, le meilleur des généraux d'alors, Desaix. Il ne put lui dissimuler les élans de son ambition, mais il sut le séduire par l'essor de son génie. Dans sa violente réponse à la motion Dumolard, touchant au cœur même des choses, il déclarait « qu'on l'accusait pour avoir fait la paix », et il avertissait avec colère son insulteur que « les temps étaient passés, où des lâches avocats et des misérables bavards faisaient guillotiner des soldats». Pour agir sur l'opinion républicaine de la Capitale, il employait aussi la plume habile de Sulkowski, qui envoyait à ses amis, les radicaux parisiens, des lettres datées du quartier général, et destinées à la publicité. Ces lettres expliquaient nettement et clairement — non toutefois sans certaines restrictions mentales de Sulkowski — la nécessité des Préliminaires et des négociations de paix récemment commencées. La menace principale pour la paix et pour lui-même, Bonaparte la voyait maintenant dans le parti royaliste. Contre ce dernier Bonaparte appuyait la majorité du Directoire dont il réchauffait le zèle républicain. Il lui envoya, à cet effet, au cours du mois de juillet 1797, des adresses et des pétitions collectives de toutes ses divisions, même de celle de Bernadotte, se déclarant en faveur de la République sur un ton fort résolu et tranchant. Lui-même, dans une proclamation enflammée qu'il adressa aux troupes, le 14 juillet, annonçait d'une façon menaçante que les royalistes cesseraient d'exister au moment même où ils se montreraient, et que s'il le fallait, il marcherait à la tête d'une armée sur Paris pour les abattre. Du reste, il ne songeait point à abandonner l'affaire capitale de la guerre et de la

paix pour s'enliser dans les intrigues parisiennes. Fortifié par la nouvelle favorable d'un changement ministériel, il envoya à Paris, à la fin de juillet, avec les pétitions de l'armée, un ardent jacobin, le général Augereau, pour être son lieutenant et le bras droit du Directoire, et pour couronner l'action entreprise par un coup d'Etat. En même temps, il ne cessait, surtout depuis juillet, de pousser le Directoire à frapper sans scrupule les conjurés royalistes dans les Conseils, les clubs, les journaux. Il le faisait avec d'autant plus d'insistance que, dans la mesure où les chances des conjurés auraient crû ou semblé croître, les chances de paix ne pouvaient que diminuer.

En réalité, dans cet instant critique, où précisément expirait le délai de trois mois, fixé dans les préliminaires de Léoben, pour la conclusion de la paix définitive, les négociations de paix avec les Autrichiens se trouvaient au point mort. Alors, en effet, dans la seconde moitié de juillet 1797, les plénipotentiaires impériaux à Udine rédigeaient des notes dilatoires qui parlaient de deux Congrès, qui protestaient contre l'organisation de la Cisalpine, etc. Puis, le plus conciliant d'entre eux, le marquis Gallo, le véritable auteur de l'accord de Léoben, représentant des tendances pacifiques de la cour, favori de l'Impératrice, adversaire de Thugut, fut rappelé à Vienne et remplacé par le ferme et rusé Merveldt, chargé de continuer cette décevante partie diplomatique. Il semblait que fût dans l'air « une rupture des pourparlers, et que la guerre allât recommencer. » « Il est bien évident, écrivait au Directoire Bonaparte, qui du reste, refusant de se mêler directement aux vains marchandages d'Udine, se contentait d'y déléguer Clarke, et demeurait sur la réserve à Mombello et à Milan, il est bien évident que la cour de Vienne n'est pas de bonne foi et qu'elle traîne en longueur pour attendre le décision de nos affaires intérieures. Il n'est plus possible de concevoir le moindre espoir et de mettre en doute que nous sommes horriblement joués. » En même temps il signalait de nouvelles et hâtives levées autrichiennes ;

plus de 40,000 hommes, sutout de la cavalerie, que l'on dirigeait sur l'Italie. Il réclama l'envoi à l'empereur d'un ultimatum, le sommant de conclure avant la fin d'août, sous la menace de la reprise immédiate de l'offensive. C'eût été, d'ailleurs, le dernier délai possible pour l'ouverture d'une campagne d'automne; car les froids et la neige, précoces dans les montagnes, eussent empêché une marche rapide vers Vienne. Il réclamait d'avance, pour cette éventualité, la jonction des armées du Rhin et de la Sambre, en vue d'une puissante diversion aux ailes. Il réclamait surtout le renforcement de sa propre armée par quatre demi-brigades d'infanterie et trois mille chevaux, moyennant quoi il promettait d'être à Vienne aux vendanges, de faire sa jonction sur le Danube avec l'armée du Rhin et d'abreuver les paysans hongrois de vin de Tokai. Toutefois, lorsqu'il poussait ainsi à la guerre, Bonaparte n'était qu'à demi sincère. Au fond, ses menaces de guerre avaient pour but d'imposer plus rapidement la paix. C'est dans ce même esprit, qu'en août, il s'exprimait devant le nouveau ministre des affaires étrangères, Talleyrand, dans lequel il flairait plus de sens politique que dans tout le Directoire. Cependant, il devait prendre ses précautions, au cas d'une reprise soudaine des hostilités, pour ne pas être surpris par les Autrichiens, ou peut-être prévenu par l'offensive de Hoche. En réalité, dans ces mois critiques de l'été de 1797, pendant cette période de transition entre la trêve de Léoben et la paix de Campo-Formio, Bonaparte se trouvait dans une situation absolument pareille à celle où il se trouvera douze ans plus tard, pendant l'été de 1809, entre la trêve de Znaim et la paix de Schoenbrunn. Mais en 1797, avec une puissance et une expérience infiniment moindres, il avait affaire à une crise politico-militaire deux fois plus longue, car elle dura six mois, et doublement difficile: d'une part, les intentions obscures et les menées tortueuses de l'ennemi, d'autre part, et surtout, une situation intérieure très confuse, qu'il ne dominait pas encore, dont il n'était qu'un des facteurs. Très certainement,

il désirait de toutes ses forces la paix. Sans doute il menaçait de la guerre pour obtenir la paix. Tout de même, surtout à certaines heures, où la situation se tendait, il était obligé de penser sérieusement à la guerre. Ses hésitations dans cette période transitoire devaient affecter l'affaire polonaise en général, l'affaire des légions en particulier.

Cette affaire, directement ou indirectement, occupait à présent Bonaparte d'une manière plus fréquente, et sous les formes les plus diverses. D'abord l'Autriche, avec la plus grande insistance, l'invitait constamment à désavouer cette entreprise. « Les Polonais, rapportait-il au Directoire au début de juin, inquiètent beaucoup l'Empereur. Effectivement, il nous vient, du fond de la Pologne, beaucoup d'officiers, et les soldats voient leur uniforme avec un plaisir qui double leurs moyens. M. de Gallo m'a communiqué que S. M. l'Empereur, en même temps qu'elle donnerait une preuve de son désir de procurer et de contribuer à la tranquillité intérieure de la République en licenciant le corps d'émigrés français (dans l'Empire) s'attendait à la réciprocité de notre part à l'égard des Polonais, sinon à un entier licenciement (des légions polonaises), du moins à des modifications pour son exécution ». Comment Bonaparte envisageait-il cette suggestion autrichienne ? Sans attendre à ce sujet les instructions du Directoire, il était fort éloigné de s'y conformer. Ceci apparut fort nettement dans son attitude à l'égard des Polonais. Au moment même où cette invitation lui était faite par le plénipotentiaire impérial à Mombello, il recevait chez lui et traitait avec courtoisie les généraux polonais Dombrowski et Wielhorski, qui ignoraient tout; il apaisait habilement les querelles intérieures des Polonais, et consolidait puissamment l'organisation des légions. Bien plus, il n'hésitait pas à manifester son affection naissante pour l'armée polonaise, en confiant parfois à trois cents légionnaires le soin de veiller sur sa personne, dans le palais de Mombello. C'était un honneur hautement aprécié dans l'armée d'Italie. Et cette marque de confiance, donnée aux Polonais, devait

être particulièrement désagréable aux Autrichiens, pour lesquels ces légionnaires étaient coupables de haute trahison. Cependant, peut-être par égard pour les inquiétudes et les remontrances de l'Autriche et aussi pour le significatif article de Léoben contenant des assurances réciproques sur la paix intérieure des Etats, Bonaparte prenait certaines mesures qui pouvaient servir à plusieurs fins. C'est de considérations opportunistes qu'il s'inspirait lorsqu'au milieu de juin, comme on l'a dit, il envoya Zajonczek à Brescia pour y créer un bataillon polonais de mille hommes, au service de Brescia, comme pour éviter un accroissement excessif de la légion formée en Cisalpine, laquelle était une pierre de scandale pour l'Empereur.

Cette légion-mère fut développée et perfectionnée par Dombroswki, revenu de Milan à Bologne. Il compléta le cadre des officiers, il instruisit les soldats, tous les jours il leur faisait en personne faire l'exercice sur la place d'armes de Montagnola à Bologne. Il travaillait, suivant sa coutume, c'est-à-dire que son travail était acharné et fécond, en dépit de misères et d'obstacles causés par les querelles de parti et les querelles de personne. Au début de juillet 1797 il reçut de Bonaparte l'ordre, revêtu d'une de ces souscriptions autographes dont le général en chef n'était pas prodigue : « Salut, estime et amitié. Bonaparte. », de se rendre immédiatement, avec mille hommes, de Bologne à Reggio, pour y apaiser des troubles qui venaient d'éclater (32). De cette mission difficile et délicate il s'acquitta promptement et sans effusion de sang, avec une louable modération, à la satisfaction des intéressés. Il mérita même la reconnaissance toute particulière de l'évêque de la ville, qui n'était pas habitué à pareille indulgence de la part de ses propres concitoyens au service de la France, et qui apprenait à apprécier l'humanité et la discipline du chef et des soldats polonais. Alors arriva Wybicki, hôte aimé, attendu depuis longtemps. Celui-ci, en dépit de l'amère déception éprouvée en avril, à la suite des préliminaires de Léoben, ne cessait pas avec Barss et Prozor, grâce à l'appui

sympathique de Bonneau, de travailler, à Paris, pour la cause qui lui était chère : la convocation de la Grande Diète en Italie. Mais c'est en vain qu'il adressa au pays les appels dont nous avons parlé. C'est en vain qu'il envoya au Directoire son mémoire sur le Congrès. Il ne pouvait compter sur une décision favorable de la part du gouvernement français, indifférent et d'ailleurs absorbé par ses propres soucis; il attendait en vain des nouvelles favorables de Pologne, de la part des émissaires qu'il y avait envoyés, et qui étaient toujours exposés à une destinée incertaine. Impatient des retards apportés à son projet de représentation nationale, mais ayant fait aussi provision de bonne volonté et de courage, Wybicki quitta Paris et se hâta de rejoindre son ami Dombrowski et ce Bonaparte, qu'il adorait de loin.

Dombrowski, depuis son arrivée à Reggio, attendait dans une angoissante incertitude, le développement ultérieur des événements. Les projets les plus variés se heurtaient dans sa tête. Par exemple, il pensait dès lors à passer avec les légionnaires dans les Iles Ioniennes, et à se rendre de là en Albanie, en territoire turc. Déjà même avaient été détachés à Corfou, en reconnaissance, deux officiers de la légion en qui on avait une confiance particulière. C'étaient le colonel Chamand, excellent Polonais, d'origine française, naguère officier des fusiliers des armées de la Diète et de l'Insurrection, nommé chef du cinquième bataillon de la Légion, et le major Zawadzki, second aide-de-camp de Dombrowski. C'est à Reggio qu'arriva, en juillet 1797, la première nouvelle, confuse encore de l'expédition valaque de Denisko. Elle y provoqua tout à la fois l'inquiétude et l'espérance.

En même temps, Dombrowski reçut d'un représentant éminent des émigrés de Venise, en contact avec le groupe austrophile, un projet d'adresse à Bonaparte où il était question de la renaissance de la Pologne sous l'égide d'une des puissances partageantes, probablement de l'Autriche. Mais le circonspect créateur des Légions refusa de s'avancer de la sorte. Il s'abstint de toute démarche intempestive. Au

contraire, il adressa, au début de juillet, au général en chef, des lettres dont le ton était aussi flatteur que le fonds en était prudent. Négligeant toute autre considération, et même la grave question de la Diète, il y posait surtout la question même de la participation de la Pologne aux futures négociations de paix. « Les préliminaires de Léoben, écrivait-il, ont d'un seul coup anéanti nos espérances. Mais nous pouvons attendre que nous recevrons le droit incontesté de nous faire représenter au Congrès de la paix. Nous ne voulons pas toutefois faire cette démarche, ni d'ailleurs aucune autre, sans vous avoir préalablement demandé conseil, à vous, citoyen général, que tous les Polonais reconnaissent pour arbitre de la Pologne. Nous vous confions nos destinées, sûrs qu'elles ne peuvent être en de meilleures mains ». C'était la première fois que l'on parlait ainsi à Bonaparte, au nom de la Pologne. Et, s'il y avait là un peu trop de flatterie, il y avait aussi le pressentiment de la vérité. Tandis qu'il rédigeait cette adresse à Bonaparte, et, avant même de l'expédier, Dombrowski invita à Reggio Wielhorski, pour entendre ses opinions. Ensuite, il l'envoya sur les traces de Stanislas Potocki, qui précisément passait par là, en rentrant au pays. Wielhorski avait mission d'obtenir l'adhésion de cet influent homme d'Etat, de son frère Ignace et du maréchal Malachowski. Cette mission, du reste, comme il était à prévoir, eut un résultat peu brillant. Le prudent Stanislas Potocki déclara, à la vérité, à Wielhorski « que le projet de représentation était un projet qui pouvait sauver la Pologne; que le projet d'union avec l'Empereur, c'est à dire avec l'Autriche, était une idée relativement facile à admettre pour les magnats de l'Emigration, une idée qui n'inquiétait personne, même le gouvernement russe, et qui, à la veille de la paix, avait toutes les chances de réussir. Il l'avertit toutefois, en propres termes, que lui-même, lié par des obligations particulières et la crainte de compromettre la famille des Potocki, ne pouvait actuellement se mêler de cette affaire ». Du reste, il disait que son frère Ignace n'interviendrait pas davantage, engagé qu'il

était par sa parole d'honneur donnée à l'Empereur Paul, « qu'il ne se mêlerait de rien »; tandis que le vieux Malechowski resterait sur la réserve « tant qu'il n'y aurait pas quelque certitude du côté français ». En même temps, la lettre de Dombrowski à Bonaparte, avec une chaleureuse demande d'appui à l'adresse de Berthier, fut apportée par Trémeau de Reggio au quartier général du commandant en chef, à Milan.

Bonaparte, au début de juillet, se rendit de Mombello à Milan, où il demeura six semaines sans interruption, se livrant à un travail intense et varié, que lui imposaient les graves complications qui s'accumulaient en ce moment. Il donnait alors une organisation nouvelle à la Cisalpine, il inaugurait solennellement sa Constituante. Il faisait adresser par ses troupes, au gouvernement français, des pétitions radicales, il manifestait lui-même, avec énergie, pour la République, à l'occasion du 14 juillet. Il écoutait les échos contradictoires qui lui venaient de Paris. Il observait le jeu des Autrichiens. Mais il n'oubliait ni l'affaire des légions, ni Dombrowski (33). Il remerciait même celui-ci, en termes très flatteurs d'avoir pacifié Reggio. « J'ai vu avec plaisir, citoyen général, avec quelle promptitude vous avez rétabli l'ordre dans le département de Reggio. Il ne me vient de tous côtés sur les légions polonaises, que de bons renseignements. J'espère, si les choses ne s'arrangent pas, que vos deux légions figureront avec honneur à l'armée. En attendant, ordonnez qu'on les exerce surtout au maniement des armes et aux différentes évolutions. Je vous salue. Bonaparte. » En même temps, à mesure qu'on approchait du chiffre de six mille hommes, il complétait l'organisation des Légions. Il ordonnait à Berthier de créer un sixième bataillon, c'est à dire un troisième bataillon de la 2e légion, avec garnison à Milan. Il envoyait à Dombrowski, à la joie de celui-ci, une pressante invitation à exécuter promptement cet ordre, et il chargeait le gouvernement de la Cisalpine d'ouvrir les crédits nécessaires. Prévenu des manœuvres que l'ennemi compte employer pour ébranler la fidélité des

Légionnaires, il fait écrire à Dombrowski, par Berthier : que ni gazettes, ni autres papiers publics « ... tendant à porter le découragement dans l'armée, à exciter le soldat à la désertion et à diminuer l'énergie pour la cause de la liberté, ne s'introduisent parmi les troupes que vous commandez. Je sais que nos ennemis veulent employer cette manœuvre, pour ébranler leur fidélité, mais le patriotisme du soldat, votre sagesse et votre surveillance les feront échouer ». Dans l'ordre de marche prescrite à Berthier, il déclarait expressément : « Mon intention est que la légion (la première sous Dombrowski), qui sera à Bologne, reste réunie, et ne fournisse de détachements que lorsque cela sera nécessaire, afin de pouvoir s'exercer et d'être prête à marcher toutes les fois qu'il le faudra ».

Les choses en étaient là, lorsque Bonaparte reçut de Reggio la lettre éloquente que Dombrowski adressait à l'arbitre de la Pologne. Il l'accueillit avec une sincère satisfaction, mais aussi avec une prudence commandée par les circonstances. Dans sa réponse, il rendait justice aux légions, promettait de les employer activement au cas où la guerre recommencerait, mais ne cachait pas l'invraisemblance de l'admission de la Pologne au Congrès. « L'on est trop satisfait de la tenue et de la bonne conduite de votre Légion, citoyen général, pour que tout le monde ne s'empresse pas à faire tout ce qui pourra vous être utile. Si les affaires se rompent, je vous rendrai quelques troupes françaises et italiennes pour former une division en ligne. Quant à la demande que vous me faites de pouvoir entrer au Congrès, vous sentez combien cela est difficile. Les vœux de tous les amis de la liberté sont pour les braves Polonais. Mais il n'appartient qu'au temps et aux destinées de les rétablir ». C'était la vérité. Ainsi parlait cet homme, qui était grand, mais qui ne se voyait pas le maître tout-puissant de l'heure et des destinées ; ainsi, plus tard, lorsqu'il sera au faîte de la puissance, parlera-t-il à la Pologne, lorsqu'il la rétablira graduellement, dans la mesure permise par la volonté de l'histoire plus forte que la sienne. Dombrowski,

lorsqu'il eut reçu cette réponse par l'entremise de Trémeau, n'avait rien, et ne pouvait rien avoir à y objecter. Il se hâta, en paroles chaleureuses, de remercier le général en chef. Il lui promit que bientôt, il serait en personne auprès de lui à Milan. « Le major Tremo vient de nous remettre (votre) réponse... L'espoir qu'elle nous présente, fondé sur l'intérêt que vous daignez prendre à nous, m'impose le doux devoir de me rendre en personne près de vous ». En effet, l'annonce, contenue dans les dernières lettres de Bonaparte, de la reprise des hostilités, et d'un emploi effectif des légions dans cette guerre, électrisait le cœur défaillant des Polonais. Et l'enthousiaste Wybicki, arrivé alors à Reggio, au spectacle nouveau pour lui d'une armée polonaise ressuscitée, de l'épée polonaise aiguisée et brillante, laissait de sa poitrine vaillante s'échapper ce cri du chant national : « *Elle* n'est pas encore perdue : marche, marche, Dombrowski, de la terre d'Italie en Pologne ! »

A cette époque, les négociations de paix qui se traînaient à Udine, vers la fin de juillet, entraient dans une phase de haute tension, à la suite des nouvelles prétentions autrichiennes et du rappel de Gallo à Vienne. En même temps, Bonaparte, ayant reçu de Paris la nouvelle d'un changement ministériel, et renforcé de ce côté, n'hésita plus, soit à menacer les Autrichiens de la guerre, soit à préparer celle-ci, au cas où elle lui paraîtrait inévitable. En tous cas, il poussait ses armements, et disposait tout pour une foudroyante offensive. A ce moment, (fin de juillet et début d'août 1797), parmi les Autrichiens, les Italiens et surtout dans toute l'armée de Bonaparte, profonde et générale était la conviction que chaque jour pouvait survenir la rupture des pourparlers, retentir l'appel aux armes, et — personne n'en doutait — le signal de nouvelles victoires et de la marche conquérante sur Vienne. Dombrowski accueillait avec une indicible satisfaction la rumeur, sans cesse plus forte, de la reprise des hostilités, rumeur que confirmaient les allusions belliqueuses contenues dans les dernières lettres de Bonaparte. Par surcroît, au même moment, une nouvelle se répandait avec la rapidité de l'éclair,

parmi les émigrés polonais concentrés à Milan (Mayland, disaient les Galiciens). C'était l'heureuse nouvelle que le généralissime Kosciuszko, que l'on avait vainement cherché à Hambourg, allait être rejoint en pleine mer par des Français secrètement chargés de le ramener, avec tous les honneurs qui lui étaient dus, à Nantes, sur le sol libre de la République Française, sa grande protectrice. Sous l'influence de toutes ces nouvelles si favorables, Dombrowski, sans tarder plus longtemps, renvoya son bataillon à Bologne, où d'après l'ordre reçu, toute la première légion devait se concentrer sous le commandement de Wielhorski. Lui-même, de Reggio, se rendit pour retrouver Wybicki, au grand-quartier général de Milan (fin juillet).

Là, d'emblée, et non plus, cette fois, en vue des négociations de paix et de la réunion d'un Congrès, mais en perspective d'une offensive qu'il croyait inévitable, Dombrowski, personnellement, représenta à Bonaparte la nécessité de convoquer le plus tôt possible la Grande Assemblée dans la capitale de la Lombardie, sous le drapeau des Légions, et sous la protection du général en chef de l'armée d'Italie. Cette entreprise avait, au point de vue du principe de la représentation nationale, une grande portée. Dombrowski, avec Wybicki, avait autre chose en vue. En prévision du retour annoncé de Kosciuszko et de son arrivée espérée auprès des Légions, il désirait créer une sorte de contre-poids, dans la personne des membres éminents de la Diète, contre la tendance des éléments extrêmes de l'Insurrection et de l'Emigration à s'emparer du chef national. Il exprima en même temps le vœu qu'il lui fût permis, aussi bien à propos de l'organisation et de l'emploi ultérieurs des Légions sous l'égide de la France, qu'à propos de la Diète et en général de l'affaire polonaise, d'adresser au nom de ses compatriotes une lettre officielle au Directoire français. Le général en chef écouta avec faveur ces propositions et leur donna volontiers son agrément. Il l'avertit toutefois que la décision suprême sur les demandes et projets des Polonais, qui dépassaient sa

compétence, devait venir du gouvernement de Paris. Il fallait donc écrire au Directoire. La lettre fut rédigée, pour Dombrowski, par Wybicki qui savait mieux que lui le français, et qui était devenu son conseiller permanent. Bonaparte la lut et l'approuva. Il fit donner un passe-port à l'aide-de-camp de Dombrowski, le major Zawadzki, envoyé au début d'août à Paris et chargé de cette mission. Il y joignit même une recommandation écrite pour Lavallette, son aide-de-camp préféré, qui se trouvait alors dans la capitale. Zawadzki emportait aussi des lettres de Dombrowski et de Wybicki aux nouveaux ministres de la guerre et des affaires étrangères, Scherer et Talleyrand, à Bonneau, amis sincères de la Pologne, aux représentants Saliceti et Regnier, amis moins sincères, à Barss et au groupe des émigrés de la Capitale, partisans de Barss. En même temps, il emportait de Milan une lettre de Dombrowski à Kosciuszko, dont on croyait qu'il était déjà arrivé de Nantes à Paris.

Toute l'entreprise de la légion, dans l'esprit de Dombrowski, était conçue comme une simple continuation, — dans d'autres conditions, il est vrai — de l'œuvre de Kosciuszko. C'est pourquoi, dans cette lettre, le lieutenant-général Dombrowski remettait le commandement de la Légion entre les mains du chef suprême, et lui faisait rapport sur les Légions polonaises.

En même temps, on décidait l'envoi de Niemojewski à Dresde et en Pologne, pour qu'il s'y rencontrât avec les émigrés et les membres attendus de la Diète; on envoyait aussi Soltyk à Zurich, où séjournaient alors Pierre Potocki et les notables émigrés qui étaient en contact avec lui. En conséquence on adressa des appels aux corps de la Légion et on se fit envoyer des *notes*, signées des chefs et adressées à Bonaparte, dans le but d'appuyer les démarches entreprises par Dombrowski. Le départ de Niemojewski fut retardé de quelques jours, à cause des habituelles et lamentables querelles intérieures, et du manque habituel, et lamentable aussi, des plus indispensables moyens pécuniaires. Toutefois, on se tira d'affaire, tant bien que mal. Serbelloni, bien disposé

pour la cause, fit de son mieux. Revenu en juin de la mission à Paris qui lui avait été confiée par la Lombardie, le noble prince italien s'intéressa avec ardeur à cette représentation de la Pologne sur la terre italienne, et céda même à Dombrowski son beau palais de Milan, comme lieu d'assemblée de la Grande Diète espérée. Entre autres, Grabinski, originaire de la Grande-Pologne, arrivé récemment, disait-on, de Pétersbourg, contribua généreusement à l'affaire. C'était un ancien officier des armées polonaises et de celles de l'Insurrection, appuyé par Sulkowski et qui maintenant grâce à sa libéralité, s'élevait à la charge de major et de chef de bataillon dans la Légion. Figure peu nette d'ailleurs et de réputation douteuse, on l'envoya par Raguse en Valachie, pour y prendre langue avec l'Emigration. On n'avait pas encore, au début d'août 1797, de nouvelles précises sur la folle attaque de Denisko à Pokucie, ni sur la sanglante catastrophe des confédérés de Valachie, qui en était résultée. Et d'ailleurs toutes les informations qu'on recevait étaient en apparence les plus favorables. C'était, à Berlin, la maladie mortelle de Frédéric-Guillaume II. Avec le changement attendu de Gouvernement, s'ouvriraient, disait-on, les perspectives les plus heureuses pour la Pologne. Le prince Henri de Prusse, disait-on encore, avait fait à Antoine Radziwill de nouvelles et très encourageantes déclarations. Prétendument aussi, les vieux Czartoryski de Pulawy s'étaient ralliés à la convocation de la Diète à Milan, et par leur appui, y avaient gagné le maréchal Malachowski. Celui-ci, affirmait-on enfin, était déjà en route pour l'Italie, à travers la Suisse, en compagnie d'éminents députés au Parlement, Mostowski, Weyssenhoff, Kochanowski, Linowski et autres.

Mais il y avait une réalité plus importante que ces bruits, venant de si loin et plus ou moins illusoires. On pouvait, à Milan, se rendre compte, *de visu*, des bonnes dispositions que le général en chef entretenait pour les Polonais. Ces dispositions, Bonaparte les publiait alors avec une particulière insistance, et non seulement en paroles, mais encore par ses

actes. Il ne se bornait pas à encourager la mission parisienne de Zawadzki. Il essayait en même temps d'appuyer sur place les efforts de Dombrowski. Il le distinguait publiquement de toutes les manières. Il facilitait ses rapports avec Serbelloni. Il intervenait pour seconder ses démarches dans l'intérêt des légions, auprès du ministre cisalpin de la guerre, Birago, mal disposé pour le général polonais; il obtint pour lui une audience solennelle du nouveau gouvernement cisalpin. En même temps, comme un cadre complet d'officiers polonais manquait encore pour porter à l'effectif de guerre les deux légions de Dombrowski et le détachement de Zajonczek, en vue aussi, d'une meilleure liaison avec l'armée française active, il prit des dispositions pour y employer, dans la proportion d'un quart, des officiers français surnuméraires. Bien plus, il entreprit, pour son propre compte, certaines démarches confidentielles visant au renforcement ultérieur des légions polonaises. Il commença notamment avec le ministre de Gênes, accrédité à Milan, Ruggieri, des pourparlers préliminaires relatifs à la création d'une nouvelle légion polonaise de Ligurie, calculée à trois mille hommes, trois bataillons d'infanterie, un escadron de cavalerie, et de l'artillerie de campagne. Il mit en rapport, à cet effet, Dombrowski avec Ruggieri; il leur fit signer une convention d'après laquelle Dombrowski fournirait immédiatement à Gênes un bataillon polonais, dans des conditions plus favorables encore que celles du traité avec la Lombardie, et prévoyant le rattachement de ce corps à l'armée française, mais seulement, il est vrai, en « cas de guerre avec l'Empereur ».

Mais cette foi dans la guerre, lequel des Polonais présents à Milan n'en était pas pénétré ? A la vue de la crise naissante, et de tant de présages favorables venus de partout, ils croyaient tous, ils voulaient tous croire, que l'incendie de la guerre allait se ranimer et flamber de plus belle, qu'il allait enfin donner aux Polonais l'occasion, cherchée par eux, de se battre contre leurs conquérants, que Bonaparte allait les ramener de l'exil, par une marche victorieuse, pour affranchir la patrie

démembrée. Cette espérance vivifiante les réveillait tous ; elle releva le moral qui avait faibli après Léoben ; en même temps, elle unifiait le groupe agité de l'Emigration, elle atténuait les oppositions, et apaisait les querelles.

Sans doute, le mal funeste de la Discorde, qui alors et plus tard, rongeait les fils posthumes de la République au pays, et surtout dans l'Emigration, avait des causes profondes, essentiellement polonaises. D'un côté c'était le venin distillé par les voisins ; d'autre part, c'était l'héritage déplorable des fractions anarchiques de l'ancienne République, l'esprit de querelle, le manque invétéré d'autorité et de discipline collective. Il y avait aussi des causes plus générales, tenant à la faiblesse humaine, partout la même, à l'acharnement et à la présomption des esprits étroits, enclins à identifier eux et leur parti avec la nation, leurs opinions particulières et leurs idées de parti avec l'infaillible vérité nationale, et toujours prêts à accuser devant la nation, à ostraciser tous ceux qui pensaient autrement, même lorsqu'ils pensaient plus sainement qu'eux-mêmes. Ces causes tenaient aux passions d'hommes à l'ambition étroite, prompts à réclamer pour leurs vélléités et leurs actions patriotiques la récompense des honneurs et du pouvoir, et à en chasser tous les autres, même lorsqu'ils étaient infiniment mieux qualifiés. Elles tenaient, en un mot, à la naturelle inégalité des individus qui se mettent au service de la chose publique, surtout dans des moments dangereux et difficiles. Car même la vertu civique, surtout sous la pression de grandes calamités publiques, lorsqu'elle n'est point portée par les plus hautes qualités individuelles de l'esprit et du cœur, peut engendrer des ferments de décomposition, aussi funestes que le crime et la trahison. Tout cela est humain ; et tout en condamnant ces lamentables querelles de l'émigration polonaise, tout en en tirant des leçons pour l'avenir, il convient de ne pas oublier des phénomènes tout pareils qui se sont produits un peu partout, et de porter dans nos jugements quelque modération. Car ces Polonais errants, dans leurs deux légions obtenues enfin par prière, en contemplant les deux

cents glorieuses demi-brigades, les chefs célèbres, la puissance et le prestige de la nation française, pouvaient aussi y discerner une infinité de signes et d'exemples de division, d'intrigue et d'aveuglement de parti. Si le proverbe polonais dit « *co wies, to inna piesn* », « autre village, autre chanson », de tous temps, César l'a dit, il y eut *in Gallia, factiones non solum in omnibus civitatibus atque pagis partibusque, sed in vicis*. Et le nouveau César gaulois, Bonaparte, connaissait trop bien l'acharnement de ces passions françaises, avait trop bien éprouvé sur sa propre personne leurs fâcheux effets, pour ne pas regarder avec une certaine indulgence des faiblesses toutes pareilles au sein de l'émigration polonaise. Et il ne pouvait y méconnaître des qualités positives et brillantes, rappelant les plus magnifiques efforts du patriotisme français. Quoiqu'ils eussent bien des choses à apprendre des Français, l'esprit public moderne, la persévérance, l'exactitude, l'ordre, la science administrative et militaire, ces Polonais sans feu ni lieu, en fait de patriotisme, n'avaient guère à emprunter aux Français que le nom même de cette vertu. L'essence indestructible de cette vertu nationale, foncièrement polonaise, tous ou presque tous, dans leur âmes fortes ou faibles, sublimes ou vulgaires, ils l'avaient apportée avec eux, de leur pays démembré, où l'hymne des cadets de Varsovie au «saint amour de la patrie» avait précédé de vingt ans le chant révolutionnaire de Marseille (34). Ils étaient dans leur grande majorité d'ardents patriotes à leur manière. Et, bien qu'ils fussent divisés entre eux, bien qu'ils eussent des tendances diverses, on verra les « Prussophiles », comme Wybicki, déchirer en 1806 les aigles prussiennes dans la Grande-Pologne, les Austrophiles ou Russophiles organiser, en 1809, l'insurrection en Galicie, ou, en 1812, armer la Lithuanie. Leurs querelles et leurs dissensions étaient envenimées par le malheur commun. Mais même alors, sous l'écume des partis et des disputes, il n'était pas difficile de retrouver le limpide courant du sentiment national, qui n'attendait que l'occasion de monter à la surface, libre de toute impureté. A peine une

lueur d'espérance avait-elle paru, à peine les signes précurseurs d'une action militaire s'étaient-ils montrés, que, en dépit d'intrigues non apaisées encore, les adversaires se rasséréna ient, les frères ennemis se tendaient la main. Presque tous ceux qui étaient présents à Milan se serraient étroitement autour de Dombrowski. On voyait se rallier à lui jusqu'à des ennemis personnels comme Niemojewski, malgré ses préjugés, ou Kosinski, malgré son amertume. Même l'acharné Sulkowski fraternisait avec lui. La fiévreuse attente et la confiance joyeuse s'emparaient du simple soldat. Les légionnaires se préparaient fébrilement au combat. Ils s'apprêtaient à marcher, traversant montagnes et rivières, passant sur le corps de cette armée impériale où ils étaient naguère emprisonnés, vers la terre natale où tendaient leurs désirs, et où tendait aussi, de l'autre bord de l'Océan, Kosciuszko sauvé par un miracle; et vers laquelle les braves *Mazurki*, comme les soldats de la Légion appelaient les Français vifs et alertes « à la Mazure », devaient, à leurs côtés, se frayer la route; où les conduirait le rusé « Bartek », comme ils appelaient ce Dombrowski qu'ils aimaient, et qui s'occupait d'eux avec tant de sollicitude; où ils arriveraient enfin, instruits et guidés par ce « petit caporal », qui tant de fois, avait sans merci rossé les *Kaiserliks* détestés, qui faisait prisonniers, par tas, les plus redoutables colonels, les plus vieux généraux de l'Empereur, des feldmaréchaux même, qui avait battu le sérénissime archiduc, qui allait s'en prendre à Sa Majesté : Bartek l'Aîné, comme ces braves Galiciens appelaient de préférence Bonaparte. « Enfin, qui décrira toutes ces merveilles ? La tête ne te tourne-t-elle pas, en lisant tout cela ? écrivait de Milan à Wielhorski, Wybicki transporté d'enthousiasme. J'ai des visions de fièvre. Il me semble que je descends vertigineusement un escalier de milliers de marches... Nous avons envoyé à Kosciuszko toutes sortes d'invitations... Tout s'accomplit... Bonaparte une fois de plus s'est informé avec sollicitude de Malachowski. Toutes les nouvelles que nous recevons nous font présager la guerre. On écrit de Vienne

qu'on fait là-bas de grands préparatifs. Consolons-nous avec ces rêves; ils valent mieux que les tristesses de la réalité. Bonaparte, je puis le dire, a plus d'estime pour Dombrowski que notre armée et notre gouvernement n'en avaient pour lui. Je triomphe, car j'ai été toujours pour Dombrowski, comme je suis maintenant pour ses légions, dans lesquelles je mets l'espérance de de notre salut. O nos vénérés sauveurs, apprêtez-vous à cueillir les lauriers que vous prépare une main reconnaissante... »

C'est de cet état d'âme que jaillit, dans l'été de 1797, comme une pure étincelle, le Chant des Légions, depuis lors le chant national de la Pologne. Il jaillit, car il était nécessaire pour exalter le moral, pour traduire l'élan, pour symboliser le but de cette admirable confrérie, unique en son genre, de guerriers errants, qui cherchait dans ces régions lointaines son droit à la liberté de la patrie. Ce peuple de légionnaires polonais, naturellement épris du chant dans la vie ordinaire et rurale, réclamait d'autant plus impérieusement, dans sa dure carrière militaire en pays étranger, un beau chant de soldats. Il est vrai que de la poitrine de ces soldats, s'élevait parfois, vers le ciel d'Italie, entonné par les officiers, l'hymne antique à la Mère de Dieu (*Bogarodzica*). Mais ce cantique religieux, vieux de cinq cents ans, depuis longtemps tombé en désuétude comme chant de guerre, et si différent des chants révolutionnaires français de l'époque, ne résonnait que comme une prière, « implorant la pitié de la sainte Patronne »; c'était un soupir, un cri de miséricorde, non un appel aux armes. Il est vrai aussi que les légionnaires fredonnaient volontiers des chansons de bivac apportées du pays, et qui parlaient de « drapeaux inclinés sous la protection de la Mère chérie », de l'heure du retour au foyer, du bonheur goûté au son langoureux des mélodies ukrainiennes; ils fredonnaient encore cette vieille chanson du XVIe siècle, mieux adaptée à la situation présente, du soldat errant qui, sous sa tunique déchirée, s'en va « par les bois, par les forêts » pour être un jour la pâture des corbeaux et des corneilles, et en

attendant, souffre de la faim, soupire après le fléau et la charrue. Mais, encore une fois, cette plainte n'était pas un péan guerrier, pas plus que les refrains nouveaux, parfois joyeux, vides le plus souvent, ou les vers de circonstance, faits sur commande, composés dans les marches et au feu des bivacs italiens. Il leur fallait un chant qui fût un appel à leurs énergies, un chant bien à eux, profond et simple, plein d'essentielle vérité, capable de satisfaire l'âme des Légionnaires polonais. Ce chant, le cœur très simple et très polonais de Wybicki devait le créer spontanément. A la vue des signes miraculeux d'une aurore militaire et nationale, Wybicki, transporté d'enthousiasme, fit le chant des Légions : ces strophes historiques naquirent, en partie à la fin de juillet avant le départ de Reggio, en partie dans les premiers jours d'août 1797, à Milan. Il proclamait, ce chant, cette immuable vérité que « la Pologne n'était pas encore morte, tant que vivaient ses fils fidèles ». Il annonçait leur prompt retour, les armes à la main, en marche sous Dombrowski, de la lointaine Italie par la Vistule et la Warta, jusqu'à la terre de la patrie, vers les pères et les épouses, laissés au foyer et qui attendaient avec angoisse le retour de leurs sauveurs. Il évoquait le retour jadis glorieux du hetman Czarniecki à travers les mers, et prédisait le retour pareil de Kosciuszko, attendu des bords transatlantiques. Il faisait appel à la concorde au nom de la sainte cause commune. Il voyait la sûre garantie du succès dans le grand protecteur des Légions et de la Pologne, dans le victorieux Bonaparte. On ne trouve pas, à la vérité, dans ce chant, la sombre puissance des paroles menaçantes, ni le rythme impétueux de l'orageuse *Marseillaise*, l'élan enragé du *Ça ira*. Mais on y trouve une saine alacrité purement polonaise, illuminée d'une foi profonde, portée par la vigueur du rythme *mazure*. La simplicité des paroles, la simplicité de la mélodie émurent tout de suite l'âme, non seulement des Légionnaires, mais encore de toute la nation, et s'y gravèrent à jamais. Trente ans plus tard, il s'élèvera, ce chant, à la bataille de Grochow, et réveillera

le cœur défaillant du dictateur de la Révolution de Novembre, le vieux Chlopicki, un ancien légionnaire. Quarante années passeront, et le chant des Légions résonnera encore, cette fois, hélas ! à Woerth et à Saint-Privat, sur l'ordre perfide du haut commandement allemand, pour électriser les régiments polonais de l'armée prussienne : ceux-ci, par une sinistre ironie, attaqueront, en invoquant le grand nom de Bonaparte, les soldats de Napoléon III. Mais ce sera toujours une des gloires les plus pures de Bonaparte que cette association éternelle, indissoluble, de son nom avec le chant national d'un grand peuple étranger.

V

Les espérances des émigrés polonais, qu'on avait ainsi enflammées, et qui s'étaient traduites dans le *Chant des Légions*, devaient pourtant, et bien vite, hélas ! se refroidir au contact de la réalité. Bonaparte les avait-il excitées, sincèrement ou non ? Une chose est certaine, c'est qu'il en avait subordonné la réalisation à la reprise des hostilités. A ce point de vue, il n'avait laissé nulle illusion aux Polonais. Certes, il est très probable qu'à côté d'autres menaces dirigées contre l'Autriche, il employait volontiers la menace polonaise pour hâter la conclusion de la paix, cette paix qu'il préférait infiniment à la continuation des hostilités. D'autre part, il était naturel qu'en présence d'une reprise possible de la guerre, il jugeât bon de se servir, pour frapper efficacement l'adversaire, non seulement de l'instrument militaire, mais encore de l'instrument politique que la Pologne lui fournissait. Ainsi, les chances de la Pologne dépendaient indirectement des chances de paix ou de guerre ; évidemment, elles ne dépendaient point du bon vouloir de Bonaparte. Les Polonais, devant lesquels il ne faisait de ceci nul mystère, pas plus que de son désir de paix, voyaient parfaitement où en étaient les choses, et se rendaient compte,

selon la franche expression de Wybicki, de la différence entre la « douceur des rêves » et la dure réalité.

A Vienne, sur ces entrefaites, à Vienne où l'écho du changement de ministère, survenu en juillet à Paris, avait un peu ébranlé la foi dans le mouvement royaliste escompté, on décidait en août 1797, de renvoyer Gallo à Udine, muni d'instructions très évasives et dilatoires. Bonaparte, à la première nouvelle du retour du pacifique Gallo, décida de se rendre en personne au lieu des négociations, non loin de Venise, et par le fait, à la tête de son armée. Dans la seconde moitié d'Août, laissant ses papiers les plus confidentiels, avec la mission secrète de surveiller la Lombardie, au dévoué Sulkowski, qui se chargea volontiers de cette délicate besogne de police, il partit lui-même de Milan pour le château du doge de Venise situé à Passariano, à quelques milles d'Udine. Les Polonais présents à Milan lui firent leurs adieux, avec tristesse, mais sans aucun ressentiment, bien qu'ils dussent de nouveau partager leurs espérances défaillantes entre la guerre et le congrès de paix. « Bonaparte est parti, en marquant son attachement et son estime aux Légions », écrivait à Wielhorski l'excellent Wybicki. « Il porte un ultimatun dans une main, son épée dans l'autre. Si ces Allemands *(sic)* prennent peur et signent ce qu'on leur dictera de Paris, nos projets de guerre sont condamnés. Ah, s'ils pouvaient être aveugles et s'obstiner ! Alors, Bonaparte, en avant ! Et nous, ami Joseph, nous galoperons après ce jeune homme, en attendant que nous le dépassions (1). Tel est le moment : heure de crise pour nous. Je ne sais si j'y survivrai, tant je suis impatient et inquiet ! ». Bonaparte, arrivé depuis la fin d'août pour diriger les négociations à Passariano et à Udine, n'en imposait pas médiocrement comme négociateur aux envoyés autrichiens. « Esprit subtil à la fois et vaste », rapportaient-ils à Thugut, « caractère ferme, confiant dans sa force, dans sa logique, dans ses ressources intellectuelles, dans sa connaissance extraordinaire des hommes et des choses, on lui devine des vues profondes

(1) Pour regagner la Pologne avant lui. (*N. d. T.*).

et lointaines, bien qu'il se tienne toujours étroitement dans la limite des circonstances actuelles. Une telle figure ne pourrait guère se trouver que chez Tacite ou chez Plutarque ». Alors, du reste, comme précédemment, comme plus tard encore, la Coalition, se flattant de le corrompre, lui fit de ridicules propositions, bonnes tout au plus pour les vendus du Directoire, sous la forme d'importantes propriétés en Allemagne, ou de biens et d'*âmes* en Russie, et notamment dans les territoires enlevés à la Pologne. Et — ceci est vraiment le comble du comique — les gueux machiavéliques de la Députation polonaise à Paris caressaient ce même projet de corrompre Bonaparte; ils décidaient de lui offrir, en guise de *pot-de-vin* la starostie de Bialocerkiev. « Si j'avais cent mille paysans — telle fut sa spirituelle réponse aux plénipotentiaires autrichiens, qui avaient cru le tenter par de pareilles offres, — j'en ferais des soldats, je les organiserais, je déclarerais la guerre à l'Empereur et je m'emparerais du trône. » Dès la première séance il mit sur le tapis, avec fermeté et netteté, les principales questions litigieuses, la cession du Rhin et les frontières italiennes. Mais, en présence des procédés évidemment dilatoires de l'adversaire, dès le commencement de septembre, il prit des mesures énergiques; il prépara la guerre avec ostentation; il donna à l'armée l'ordre de se tenir prête à marcher dans deux semaines. Du reste, les indices ne manquent point qu'il se tenait sérieusement sur ses gardes. Ainsi, par exemple, il recommandait alors secrètement, à Sulkowski, de mettre en lieu sûr ses papiers. « J'augure fort mal des négociations, écrivait-il à Talleyrand, mais, si vous voulez la paix, que tout, en France, respire la guerre. M. Thugut ne veut pas la paix, mais il n'ose pas vouloir la guerre. Présentez-lui celle-ci comme infaillible, comme la tête de Méduse ». C'est pourquoi il s'inquiétait de l'incertitude de la situation politique en France, cause principale de la résistance autrichienne.

Là-dessus il reçut de Paris la nouvelle du coup d'Etat radical, du coup d'Etat de Fructidor, accompli avec brutalité,

dans le vieux style révolutionnaire. Le triumvirat de la gauche directoriale s'était enfin résolu, au début de septembre 1797, à cette mesure de police, exécutée sans douceur par Augereau. On renversa Carnot et Barthélemy, que remplacèrent bientôt, au sein du Directoire, Merlin et François. On emprisonna quantité de députés, Pichegru à leur tête. On déporta à la Guyenne plusieurs centaines de personnes, aussi bien des royalistes que des républicains modérés. On annula les élections du printemps, qui avaient été mauvaises pour la République. On épura sans vergogne les deux Conseils, et toute l'administration. On fit violence à la Constitution et au droit, on régla sans pitié les comptes personnels et les comptes de parti, on renouvela les traditions extrêmes de la Révolution, sous prétexte de sauver la République, réellement menacée d'ailleurs.

Quoi qu'il en soit, l'influence du coup d'Etat fructidorien sur les négociations de paix fut très forte, à un double point de vue. Les Autrichiens furent ébranlés, et les pourparlers dilatoires suspendus. Merveldt, immédiatement, courut à Vienne. Là, malgré l'intransigeance de Thugut, la cour se décida à une démarche énergique. On envoya un nouveau négociateur, sérieux celui-là, homme d'Etat éminent, Cobenzl, l'ambassadeur à Pétersbourg. Cobenzl, il est vrai, était porteur des conditions intransigeantes rédigées par Thugut, mais l'Empereur lui avait donné pleins pouvoirs. D'autre part, Bonaparte, bien que, grâce au coup d'Etat de Paris, il fût considérablement renforcé vis-à-vis des Autrichiens, devait, surtout au cas où ceux-ci prolongeraient leur résistance, compter beaucoup plus avec les dispositions belliqueuses du Paris fructidorien. Il avait demandé qu'on parût hausser le ton et préparer la guerre; à présent, on entrait pour tout de bon dans ses vues. On s'était en quelque sorte refait la main dans les répressions, on s'était retrempé dans l'énergie révolutionnaire; on commençait maintenant, dans le goût de la défunte Convention, à emboucher la trompette guerrière, tout en refusant d'ailleurs, les renforts réclamés par Bonaparte.

On l'invitait à profiter de l'enthousiasme des peuples italiens délivrés. En deux points, le Paris fructidorien surenchérissait sur les demandes de Bonaparte. Il lui défendait de livrer aux Autrichiens Venise qui, pour son salut, offrait à Barras un pot-de-vin de plusieurs millions. Il lui ordonnait, outre le Rhin, de gagner aussi l'Italie, d'y étendre la propagande, de l'unifier, d'en chasser complètement les Autrichiens, bref, de faire exactement ce qu'on avait naguère tant reproché à Bonaparte. D'autant plus sévèrement, on critiquait à présent, dans les journaux de la capitale, les concessions qu'à Léoben il avait faites à l'Autriche. On déplorait son incapacité politique à exploiter ses avantages militaires. On le minait dans l'opinion, on le poussait en même temps, tantôt à des exigences impossibles, tantôt à la plus folle des offensives.

Dans tout cela, Bonaparte reconnaissait la vieille méfiance du Gouvernement à son égard, méfiance derrière laquelle il y avait la présomption d'Augereau, la jalousie de Bernadotte, la vieille rivalité professionnelle des généraux. Il reconnaissait également les mauvais calculs, et la mauvaise volonté des vainqueurs de Fructidor. «Il faut souhaiter, écrivait-il au gouvernement de Paris, que l'on ne passe point alternativement d'une extrémité à l'autre. Seules, la prudence et la mesure peuvent assurer le bien du pays.» Il exprimait la conviction tout à fait réaliste et que nous pouvons trouver juste, — bien que plus tard il dût appliquer un raisonnement analogue à la Pologne — qu'il ne fallait pas trop compter sur l'enthousiasme patriotique des Italiens comme sur une force active, parce qu'il pouvait s'éteindre instantanément, « comme sur un coup de sifflet, aussitôt que nous retirerons notre influence morale et militaire. » Pour assurer réellement l'avenir de l'Italie, il fallait de la gradation et du temps. Bonaparte mettait en garde contre les sauts brusques et la précipitation; il avertissait que « tous les grands événements ne tiennent jamais qu'à un cheveu ». Il menaçait enfin, une fois de plus, de sa démission.

En même temps, dans la personne de Cobenzl arrivé à la

fin d'Août, il rencontrait un négociateur d'une habileté peu commune, muni, il est vrai, de pleins pouvoirs et prêt à faire la paix, mais fort acharné à obtenir les conditions les plus favorables. Il ne pouvait même causer avec lui des conditions aggravées qui lui étaient dictées de Paris. Il pouvait, tout au plus, marchander obstinément chaque pouce des frontières rhénane et italienne, en se fondant sur les préliminaires de Léoben-Mombello. Au milieu de ces marchandages difficiles, il reçut, au début d'Octobre 1797, de nouvelles instructions plus strictes encore, et qui constituaient un véritable ultimatum. On lui ordonnait de réclamer le Rhin, de refuser Venise et en général toute compensation en Italie, et d'inviter l'Empereur à chercher des équivalents dans les Balkans et dans l'Empire. En cas de refus, on lui ordonnait de préparer immédiatement une guerre offensive, sans aucun renfort, « en s'aidant du plus puissant des Alliés, la Liberté », c'est à dire en révolutionnant l'Italie, et ensuite, peut-être, l'Allemagne et la Hongrie. On lui promettait, d'une manière très générale, la coopération des armées rhénanes, placées, à la suite de la mort soudaine de Hoche, sous le commandement en chef d'Augereau, vainqueur de Fructidor, mais mauvais général. De l'acceptation de telles conditions il ne pouvait naturellement être question. C'était tout simplement un ordre de guerre. Mais Talleyrand ajouta à cet ordre une réserve d'une grande importance, à l'adresse de Bonaparte. Il exprimait la conviction du gouvernement que Bonaparte serait *en mesure de soutenir* ces conditions, aussitôt qu'il les aurait posées aux Autrichiens. Cette réserve, à double tranchant, d'une part faisait reposer sur lui toute la responsabilité, d'autre part lui laissait carte blanche. Quelques jours plus tard, arriva de Paris une dernière et irrévocable confirmation de l'ultimatum. La position de Bonaparte était extraordinairement délicate. Par moments il penchait vers la guerre, sous l'influence d'instructions si catégoriques, et peut-être aussi à la pensée de la disparition de son grand rival, Hoche. Mais en son for intérieur, il comprenait la témérité folle d'une

nouvelle offensive au cœur de l'Autriche. Il songeait à la duplicité du Directoire, au manque de renforts, à l'incapacité d'Augereau, enfin à la saison avancée. Un jour, à Passariano, s'étant levé de grand matin, il bondit à la fenêtre et vit les montagnes d'alentour couvertes d'une neige fraîche. « De la neige au commencement d'octobre ! s'écria-t-il, poussé par l'instinct de la conservation. (Pourquoi cet instinct l'abandonnera-t-il, quinze ans plus tard dans le Nord moscovite ?) Quel pays ! C'est assez ; il faut faire la paix ». Cette détermination ne lui fut pas aisée. Ce fut pour lui la somme de tendances contraires, le résultat de calculs compliqués *pour* et *contre*, l'issue d'une grande lutte intérieure. Mais, dans cette lutte, sans aucun doute, le principal facteur était son égoïsme dominant, immensément fortifié dès lors. Récapitulant un jour, à Sainte-Hélène, et détaillant tour à tour toutes les considérations, tous les arguments de fait qui alors l'avaient déterminé à la paix, il ne cacha pas ce motif purement personnel « qu'il était de l'intérêt de Napoléon de conclure la paix ». Mais précisément, il faut constater que Bonaparte, dès lors, avait tellement grandi, que son intérêt se confondait déjà avec celui de la France ; il avait tout à gagner à la victoire de la France, la France ne pouvait que perdre à la défaite de Bonaparte.

Bonaparte refusa d'obtempérer aux instructions belliqueuses qu'il avait reçues, et il donna les raisons de son attitude dans sa réponse au gouvernement. Il y laissait voir le scepticisme sans scrupules, qui plus tard, dans sa façon de traiter l'Espagne, l'Allemagne, la Pologne, apparaîtra une lourde faute et sera durement puni. Mais il y montrait aussi un sain réalisme (35). « Depuis que je suis en Italie, écrivait-il à Talleyrand, je n'ai point eu d'auxiliaire dans l'amour des peuples pour la liberté et l'égalité, ou du moins cela a été un auxiliaire très faible... Mais la bonne discipline de notre armée, le grand respect que nous avons eu pour la religion, et surtout une grande activité et promptitude... tel a été le véritable auxiliaire de l'armée

d'Italie. Voilà l'historique; tout ce qui est bon à dire dans des proclamations, des discours imprimés, sont des romans ». « Sous trois ou quatre jours, concluait-il, tout sera terminé, la guerre ou la paix. Je vous avoue que je ferai tout pour avoir la paix, vu la saison très avancée ». Et, à peu près textuellement dans les mêmes termes que plus tard, trop tard, après Moscou, Napoléon emploiera à Varsovie, vis-à-vis des Polonais, le vainqueur de l'Italie, à Passariano en 1797, proclamait cette vérité évidente et vulgaire, cette vérité redoutable, étouffée ordinairement par le tumulte des événements, et qui n'apparaît presque jamais en temps et en lieu opportuns, « que du triomphe à la chute il n'y a qu'un pas ». Une telle coïncidence de pensées, d'instincts et même d'expressions, au début et à la fin de sa carrière, n'était pas due au simple hasard. C'est une des caractéristiques de cette carrière extraordinaire, qu'à tous les tournants de la route, il ne fallait qu'un faux pas pour déterminer cette chute du sommet dans l'abîme.

L'abîme, Bonaparte alors sut s'en garder. Dans un rythme accéléré, et d'autant plus rapide qu'il devait compter avec les prétentions exagérées de Paris, il mena les négociations avec Cobenzl tout en préparant parallèlement une reprise des opérations en cas de rupture. Il mena ces négociations à la table de la Conférence, avec les qualités qu'il avait montrées dans les combats : endurance, habileté, énergie. Au cours de débats orageux, qui duraient des nuits entières, parfois Bonaparte épuisé, succombant sous le fardeau du travail et sous l'effort nerveux, harassé par le doute et le sentiment de sa responsabilité, semblait perdre la maîtrise de soi. Pareil à un dément, dans un emportement que rien ne pouvait refréner, peu s'en fallait qu'il ne fît s'écrouler l'édifice de paix élevé avec tant de peine. Mais ces explosions même, il les dominait avec sa froide raison et savait les faire tourner à bien, au dernier moment.

Enfin, lorsqu'arrivèrent de Vienne de nouvelles concessions impériales, il put heureusement couronner les négociations

par la signature, à Passariano, à la fin d'Octobre 1797, du traité de Campoformio. Ce traité, allant au-delà des préliminaires de Léoben, dans sa partie patente cédait à l'Autriche Venise elle-même, avec toutes ses possessions jusqu'à l'Adige, et élargissait d'un tiers la Cisalpine. Dans sa partie secrète, il cédait à la France la rive gauche du Rhin, sur la portion principale de son cours. Mais, en même temps, non seulement dans un article patent, et en termes fort exprès, étaient reproduits textuellement les engagements positifs souscrits à Léoben, à propos de la garantie réciproque de la « tranquillité intérieure », mais par surcroît, dans le premier article sur la paix durable et immuable, était comprise très nettement une obligation négative : aucune aide, aucun appui, ni directs, ni indirects, ne devaient être accordés à ceux qui d'une manière quelconque voudraient infliger un dommage, quel qu'il fût, à l'une ou à l'autre des parties contractantes (1). Cet article, sans doute, avait en vue l'appui des émigrés royalistes du côté autrichien, mais, du même coup, il mettait fin à toutes les espérances des légions du côté français. Un autre article patent, par contre, garantissait une amnistie aux habitants « de tous les pays occupés » par les armées belligérantes, c'est à dire aux Italiens et aux Styriens. Cette expression excluait de l'amnistie la Galicie, empêchait le retour au foyer des déserteurs et des prisonniers originaires de cette province, qui s'étaient rangés sous l'étendard des Légions polonaises, et les laissait pour le temps de paix sans aucune protection de droit. Enfin, un article particulier, en vue d'établir la paix entre la France et l'Empire, prévoyait la convocation, à bref délai, d'un Congrès à Rastadt, mais avec cette réserve expresse, que ce congrès serait composé « uniquement des plénipotentiaires de l'Empire germanique et de ceux de la République française. » Or, cette réserve qui avait été évidemment formulée pour exclure les alliés de l'Autriche,

(1) « Il ne sera donné aucun secours ou protection, soit directement, soit indirectement, à ceux qui voudraient porter préjudice à l'une ou à l'autre des parties contractantes ».

l'Angleterre, et spécialement la Russie, (laquelle aurait pu se poser en garante de l'Empire), dissipait le rêve d'une intervention polonaise au Congrès. En un mot, le traité de paix de Campoformio, par le fait qu'il passait entièrement sous silence la Pologne, portait à sa cause un coup sensible.

CHAPITRE VIII

LE DÉPART DE BONAPARTE

I

Parallèlement à cette évolution fâcheuse de la question polonaise, de tristes événements se déroulaient dans la patrie asservie et au sein de l'émigration errante.

En Pologne, dans les trois Polognes, de jour en jour s'obscurcissait et se décomposait davantage la conscience nationale.

Dans la Pologne russe, la générosité inattendue de Paul Ier acheva l'œuvre des violences de Catherine. La faveur de l'autocrate contribua effectivement à rendre durable le fait accompli, en amenant les Polonais à l'accepter de bon gré. Elle facilita la transition de l'annexion à l'assimilation. Elle conquit peu à peu, non seulement les magnats targowiciens, qui dominaient dans la Pologne russe, et qui n'avaient que trop de propension à se laisser gagner, mais une portion importante des meilleurs éléments de la noblesse moyenne, de la *szlachta* riche et conservatrice. Paul, conservateur convaincu, protecteur de la noblesse, et qui se posait en dompteur des jacobins et des paysans, relâchait en même temps les chefs de l'insurrection, emmenait à Pétersbourg le roi détrôné, appelait à sa cour les premiers noms de l'aristocratie polonaise, rendait aux tribunaux l'usage de la langue polonaise, réfrénait toute violence contre l'Eglise uniate. Mais aussi, il unifiait l'administration des gouvernements conquis, il transférait les foires de Dubno à Kiew, il mélangeait, amalgamait en quelque sorte les noblesses, les langues officielles et les autorités russes et polonaises; en un mot, il favorisait la réconciliation polono-russe. Tant d'innovations soudaines et graves ne

pouvaient être, sans égarement ni dommage, supportées par la conscience nationale, peu mûre encore dans la Pologne russe. Ne sachant comment faire face à toutes ces nouveautés, on inclinait à les accepter dans l'esprit de la moindre résistance. C'est dans cet esprit que fut accueilli le malencontreux serment de fidélité extorqué à Kosciuszko, à Pétersbourg, par la flatterie et la fraude. On le prit comme une sanction du serment général de fidélité au Tzar ; on accueillit, avec une sorte de joie, la contrainte morale qui s'exprimait dans cet acte, comme une excuse à la résignation universelle. Ce sentiment de résignation se colorait chez beaucoup de l'espoir d'une restauration de la Pologne par la faveur impériale. Mais il se répandait d'autant plus facilement que les velléités de Paul, au lendemain des persécutions de Catherine, affaiblissaient l'opposition nationale.

On vit alors des choses étonnantes. La noblesse polonaise fraternisait, rivalisait de loyalisme avec les grands seigneurs russes. On vit paraître des hymnes latino-polonais et des odes enflammées en l'honneur du monarque commun, du « bienfaiteur ». On rédigea à l'envi des adresses, des pétitions collectives, dont les signataires se réfugiaient « sous ses ailes paternelles ». Tout cela, peut-être, s'était vu du temps de Catherine, mais jamais à un pareil degré.

On ne devait plus revoir, d'ailleurs, ni du temps des trois Alexandres, ni du temps des deux Nicolas, un concours aussi brillant de délégations polonaises venues pour présenter leurs hommages au Tzar. A l'occasion du couronnement de Paul (Pâques 1797), on vit les Czartoryski, les Radziwill, les Mniszek, les Potocki, les Lubomirski, les Poniatowski, groupés dans l'église de l'Assomption, derrière les boyars de la cour de Russie, et se rendant au Kremlin en humble cortège, avec un évêque polonais, pour baiser la main du maître. On vit le vieil ex-roi Stanislas-Auguste, avec un hideux sourire sur son visage cadavérique, fardé, retrouver un reste de vigueur pour danser la polonaise avec une grâce lamentable, au bal du couronnement, dans le palais des Glaces.

On vit l'Empereur, retourner de Moscou à Pétersbourg par Smolensk, Wilno, Grodno, Kowno, Mittau en traversant la Russie blanche, la Lithuanie, la Livonie, afin de prendre possession des pays nouvellement conquis. On le vit, au printemps, au mois de mai, six ans à peine après la Constitution, trois ans après l'Insurrection, traité magnifiquement à Nieswiez chez les Radziwill, à Slonim chez les Oginski, à Dereczyn chez les Sapieha, faire sa première entrée triomphale par l'*Ostra Brama* dans la capitale des Jagellons, et prendre sa résidence dans le palais de la République, à Wilno.

Il est vrai que Paul faisait pleuvoir sur les provinces polonaises, non seulement des bienfaits, mais aussi des menaces de confiscation. Il est vrai qu'au moment du couronnement de Moscou, il s'abstint avec soin de faire aux Polonais une part dans les honneurs et dans les décorations qui tombaient sur les Russes. Il est vrai que, dans un ukaze promulgué avec ostentation, il sanctionnait le privilège de l'Eglise dominante, et son droit à la propagande parmi les catholiques, et surtout parmi les Uniates. Enfin, en ce qui concernait la délimitation comme au point de vue international, il confirmait et couronnait l'œuvre des partages. C'est qu'au fond, bien qu'il fût comme une incarnation de l'autocratie, il devait s'incliner devant l'intérêt tout-puissant de la raison d'Etat, et les traditions conquérantes de la Russie orthodoxe. Mais cette triste réalité était voilée par le sentiment des faveurs relatives du pouvoir, de la complète impuissance où l'on était réduit, et du grand besoin de paix qui prévalait parmi les éléments polonais les plus influents et les moins indépendants. Pour se consoler, on avait l'amélioration relative de la situation de la noblesse, une amnistie qui pansait les plaies de l'Insurrection, l'accès aux fêtes de cour, une justice et une administration un peu meilleures, la suspension des enrôlements, la perspective de la prospérité économique dans l'ère de paix qui s'annonçait. On commençait de plus en plus généralement, bon gré mal gré, à se résigner à son destin.

Cependant, dans l'immense Pologne russe, il ne manquait

pas d'éléments énergiques de résistance, fort éloignés de toute réconciliation et de toute abdication. Pour ces éléments, au milieu de la vague de soumission qui passait sur la Pologne, tout appel à la résistance armée venant de l'extérieur était d'autant plus précieux. Or, les adresses de Dombrowski aux Légionnaires constituaient des appels de cette espèce. Elles atteignaient, comme on l'a dit, par-dessus d'innombrables obstacles, jusqu'aux coins les plus reculés des terres polonaises sous le sceptre russe. Elles y relevaient l'esprit public, chose indispensable surtout à l'heure actuelle. Elles avaient du reste un double but pratique : il s'agissait d'assurer à la Légion, dans cette partie, la plus vaste et la plus riche de toute la Pologne partagée, le recrutement en officiers et les secours pécuniaires indispensables. Malgré de graves difficultés, ce but pouvait être atteint sans de trop graves sacrifices, sans conséquences trop funestes pour le pays. Mais, malheureusement, les déplorables querelles de l'émigration s'en mêlèrent, et une entreprise déjà difficile s'achemina dans une voie désastreuse. La Députation parisienne qui, de près et de loin, contrariait l'activité de Dombrowski et de ses partisans modérés, avait envoyé pour son compte le général Giedroyc en Lithuanie, et d'autres émissaires de Galicie en Podolie et en Wolhynie. Elle s'efforçait, là comme ailleurs, par ses procédés habituels, jaloux et sournois, par sa méthode éprouvée de surenchère patriotique, de compromettre la propagande en faveur des Légions — propagande qu'elle désapprouvait — par une politique de complots et le travail de ligues secrètes. Elle essayait, de toutes ses forces, d'attirer dans ces sociétés secrètes (et par elles, à soi) les hommes et l'argent, et de greffer, pour ainsi dire, sur l'entreprise très sérieuse des Légions étrangères la chimère d'une nouvelle Insurrection nationale. Ce travail obstiné de concurrence, entrepris dans des circonstances naturellement dangereuses, devait forcément tomber dans les rets, tendus partout, de la provocation, de l'espionnage et de la trahison.

En effet, le Gouvernement russe était systématiquement

excité contre la Pologne, et courtoisement averti des agissements polonais, par la Prusse et l'Autriche. Le but était d'apaiser les velléités polonophiles de l'Empereur qui déplaisaient à ses voisins. Mais le gouvernement du Tzar ne manquait nullement de sources particulières d'information sur toutes les entreprises patriotiques des Polonais au pays et à l'étranger. Paul recevait des renseignements complets, simultanément, de tous les pays où se trouvaient des Polonais, et où il pouvait être question d'un redressement de la cause polonaise. De Vienne, notamment, Razumovski fournissait avec empressement d'abondantes dénonciations antipolonaises ; ces renseignements arrivaient à Thugut par le canal du gouvernement de Lwow, placé à côté de la fameuse « *Centralisation* » ; et convenablement préparés par lui, ils étaient ensuite servis à la cour de Pétersbourg. A Berlin, c'était Panine, qui, ayant acheté un fonctionnaire important de l'ambassade française, était au courant de tous les mouvements de Caillard, de toutes les conversations que celui-ci, ou Parandier, avaient avec les Polonais locaux ou de passage ; et même il interceptait, déchiffrait, et transmettait à Pétersbourg, en des copies dont il avait à dessein aggravé les termes, la correspondance officielle de Caillard avec le ministère et le Directoire parisien. Les informations impériales venaient aussi de Suisse et d'Italie, et, indirectement, de la capitale même de la France, où l'infatigable Antraigues, malgré l'exagération de ses forfanteries, possédait indubitablement de bons informateurs, peut-être même dans l'entourage immédiat de Bonaparte : probablement grâce à Bourrienne, l'ancien camarade d'école du général en chef, alors son secrétaire. En Italie, les informateurs étaient les ambassadeurs russes Mordvinov à Venise, Lizakievitch à Gênes, Mocenigo, à Florence, Stackelberg à Turin, qui profitaient de la collaboration policière des gouvernements. A Hambourg, c'étaient le vieil espion littéraire de feu Catherine, le baron Grimm, et le résident Mouraviev Apostol, qui avait à sa solde le rédacteur de la libérale *Gazette de Hambourg*, « l'expéditeur » de la poste, et quelques

clubistes locaux, et qui entrenait aussi une agence particulière à Leipzig, aux frais du cabinet impérial. A Constantinople enfin, c'était l'ambassadeur Kotchoubéï, qui non seulement, suivant la vieille habitude de ses prédécesseurs, possédait la clef d'or de la *Sublime Porte*, mais aussi des traîtres payés au cœur même de la colonie polonaise du Bosphore, comme au sein de l'émigration armée de Valachie. Par surcroît, dans le camp de la Confédération polonaise, à Bucarest, le « Régimentaire », le Hetman, l'homme de confiance de la Députation parisienne, Xavier Dombrowski, depuis longtemps de connivence avec les autorités russes, se remit, pour ainsi dire, entre les mains du gracieux Empereur, et parut en personne à Pétersbourg. C'était dans l'été de 1797, avant la fatale expédition bukovinienne de Denisko. Comblé de récompenses, employé à former des unités polonaises dans l'armée russe, il put, avec ses compagnons, et bientôt avec Denisko qui marchait sur ses traces, fournir tous les éclaircissements voulus relativement aux actions, aux intentions, aux moyens des conjurés polonais en général, et des gens de la Députation en particulier. En présence de telles conditions, les entreprises que menait alors l'émigration dans la Pologne russe et qui avaient le grave défaut d'être conduites dans un esprit de concurrence, et, pour ainsi dire, en partie double, étaient d'avance condamnées à une issue fâcheuse, à une catastrophe.

En Pologne prussienne, dans ce centre de la Pologne historique et ethnographique, l'esprit public était également au point mort. Il ne pouvait en être autrement dans une région qui avait été épuisée, ruinée, par les récents événements. Varsovie, dépeuplée de ses meilleurs éléments qui avaient fui à l'étranger au lendemain du carnage de Praga, ne s'habitua que trop vite aux caresses intéressées de la main de fer de Souvorov. Elle s'habituait aux victorieuses troupes russes, qui pillaient les villages des alentours, mais qui à Varsovie même, payaient généreusement : ce qui leur valait une sorte de popularité, spécialement auprès de la petite bourgeoisie,

réduite par les événements à une cruelle misère, et dont la conscience nationale n'était pas encore suffisamment éclairée. Cette petite bourgeoisie, par un revivement significatif, dit adieu, avec regret, aux Russes quittant Varsovie. Par contre, elle accueillit avec malveillance et raillerie l'entrée des Prussiens, qui, par leur infidélité à leurs alliés, au temps de la Grande Diète, et par leur incapacité militaire au temps de l'Insurrection, s'étaient attiré la haine et le mépris, et contre lesquels ces sentiments si naturels de leurs nouveaux sujets polonais étaient encore excités à dessein par les agents russes et autrichiens. A ces motifs vinrent s'ajouter, aussitôt après la prise de possession, le formalisme et la ladrerie prussienne, le relèvement des impôts, considérable en comparaison des Polognes Russe et Autrichienne, l'impitoyable unification bureaucratique dans l'administration et la justice.

Et cependant, s'il y avait du mécontentement, ce mécontement ne pouvait guère prendre une forme vraiment active. Déjà, après un an de gouvernement, le proconsul Hoym, dans un rapport détaillé sur l'état des nouvelles acquisitions varsoviennes, autrement dit de la « Prusse méridionale », au début de 1797, pouvait donner, à Frédéric-Guillaume II, les assurances les plus propres à le tranquilliser. Il pouvait rapporter que malgré l'opposition, qui était surtout le fait des femmes, de la jeune noblesse, du bas clergé, des fonctionnaires, des officiers et des soldats polonais ayant quitté le service, les éléments les plus influents et les plus riches de la noblesse et de la bourgeoisie ne demandaient qu'à jouir des fruits de la paix, de la douce paix, heureusement garantie aux peuples de la Prusse par les traités de Bâle et de Pétersbourg, à s'enrichir sous l'égide des Hohenzollern. « Par de bienfaisantes institutions, disait Hoym, on pourra inculquer à ce peuple, si doux au fond, de profonds sentiments de reconnaissance à l'égard du Gouvernement de Berlin. En tous cas, cette province se tiendra tranquille ». Et il ne s'agissait de rien de plus. A Berlin, on ne craignait nullement les Polonais eux-mêmes. On redoutait plutôt qu'ils ne fussent

mis en branle par l'Autriche ou par la Russie, et c'est cela, avant tout, que l'on était résolu de prévenir. C'est dans cette intention préventive que l'on s'était mis en coquetterie avec Radziwill et une partie de l'émigration parisienne. En même temps, on s'efforçait de décourager d'un tel jeu les voisins, et particulièrement l'impulsif Paul. Les bontés impériales pour Kosciuszko et ses compagnons avaient produit une impression extraordinaire dans Varsovie, depuis peu prussienne. Il y régnait un enthousiasme illimité pour la Russie et son nouveau souverain. Les grandes dames de la société varsovienne commencèrent à porter en médaillon la silhouette de l'empereur. Les jeunes élégants qui parcouraient en traîneau le *Faubourg de Cracovie*, lançaient à leurs cochers des commandements en jargon russe, ceux qu'on entendait l'année précédente de la bouche des officiers de Souvorov : « *Pachol*, *paskarié*, *padi* » et les passants se retournaient , avec joie, comme si les Russes étaient revenus. Aussi le gouvernement prussien craignait-il, comme le feu, les Polonais grâciés par Paul et rentrés de Russie. Lorsqu'au printemps de 1797, Ignace Potocki, jadis l'incarnation de l'idée prusso-polonaise, ensuite distingué par la grâce de Paul, demanda, après son départ de Pétersbourg, de se rendre à Berlin et sans doute aussi à Varsovie, il se heurta à un refus soupçonneux et brutal de Frédéric-Guillaume II. L'auteur du traité polono-prussien, qui avait eu ses biens confisqués en Russie, dut rentrer sur ses terres de Kurow, non loin de Pulawy, en territoire autrichien.

D'autre part, depuis le printemps de cette année, commencèrent à parvenir à Varsovie les premiers appels milanais des légions de Dombrowski. Ces appels, du reste, suivant les intentions de leur auteur et les recommandations expresses de Bonaparte, évitaient toute allusion malveillante à l'égard de la Prusse; en revanche, ils s'attaquaient directement à l'Autriche, indirectement à la Russie. Le Gouvernement prussien, malgré cela, en était médiocrement édifié, préoccupé qu'il était des intérêts de sa propre administration

et d'assurer le recrutement de son armée parmi les Polonais. En somme, étant celui des trois Etats partageants qui entretenait les meilleures relations avec la République française, il se réjouissait, *in petto*, tout autant que le plus ardent légionnaire, des coups terribles portés par la France à l'Autriche; mais, gêné par le souvenir de la visite de Dombrowski à Berlin et de ses intrigues avec Radziwill, le cabinet prussien, vis-à-vis de Vienne et de Pétersbourg, devait éviter jusqu'à l'ombre du soupçon de favoriser l'œuvre franco-polonaise, l'œuvre coupable de la Légion. De plus, en présence des scandaleuses faiblesses polonaises de Paul, le gouvernement prussien était obligé de lui donner l'exemple d'une « loyale » sévérité vis-à-vis des Polonais. Il devait le faire d'ailleurs, d'une manière assez adroite, pour ne pas exaspérer contre lui-même « ces bons Polonais ». La figure patriotique la plus éminente, dans Varsovie prussienne, était le vieux maréchal [1]) Malachowski. Après la chute de la *Grande Diète* il s'était rendu à Rome; à l'époque de l'Insurrection il était demeuré dans l'expectative, à Vienne. Au printemps de 1796 il était retourné sur ses terres, en Galicie. A partir de l'automne de cette année, il transféra définitivement ses pénates à Varsovie, où il ouvrit à deux battants la porte de de son palais, faubourg de Cracovie, jadis siège des consultations préparatoires à la Constitution de Mai, alors centre des derniers patriotes attardés dans la Capitale. Malachowski, allié par sa femme aux Radziwill, caressé par le gouvernement de Berlin, reçut tout à coup (fin mars 1797), de la part de Hoym, une invitation polie à quitter Varsovie. Bientôt après, (début d'avril) on expulsait de la capitale une bonne dizaine d'autres Polonais choisis parmi les plus distingués. On arrêta avec bruit quelques Polonais domiciliés dans les autres Pologne, et on leur fit repasser les frontières, sans aucun mal d'ailleurs pour personne, et avec une courtoisie accentuée dans le privé. La plupart de ces expulsés franchirent le cordon autrichien, tout proche, puisqu'il passait

1) Maréchal, c'est à dire président de la Diète (*N. du Trad.*).

non loin de Varsovie. Malachowski se rendit sur ses terres de Bialaczew. En même temps (mai 1797), après les vaines recherches faites à Hambourg, pour y trouver Kosciuszko, à la suite de Wyczynski, revenant en Pologne prussienne, *viâ* Berlin, au nom de Barss, de Wybicki, de Dombrowski et des Légions, on vit arriver aussi, au nom de la Députation, son chef le plus influent, l'abbé Dmochowski, qui voulait, dans ces régions, comme Giedroyc en Lithuanie, contrarier l'influence et les efforts de ses adversaires et surtout escamoter à leur nez et à leur barbe les fonds provenant des collectes nationales. De ce pèlerinage de propagande, pendant l'été de 1797, il revint à Paris, ayant réussi à recueillir chez ses compatriotes quelques milliers de ducats.

Il parvint à exciter l'opinion dans cette portion de la Pologne, par des moyens souvent éprouvés déjà, contre la prussophilie et les intrigues des hommes de l'Agence et de la Légion, mais uniquement au profit des conspirateurs de la Députation, de la Centralisation de Lwow et de sa filiale varsovienne. C'était là amener de l'eau au moulin autrichien. Le gouvernement berlinois était, de tout ceci, parfaitement informé : il avait ses délateurs dans la succursale varsovienne, comme le gouvernement de Vienne entretenait les siens dans la Centralisation de Lwow. Des deux côtés, on jouait la carte polonaise dans le plus pur esprit de provocation, et en même temps dans la pieuse intention de se compromettre mutuellement vis-à-vis d'un tiers, qui était le constant objet des soucis et des attentions communes : le gouvernement de Pétersbourg.

La portion autrichienne était travaillée par des influences contraires : aristocratique et austrophile d'une part, radicale et insurrectionnelle, d'autre part. Ces divergences s'accentuaient d'une manière de plus en plus sensible, à la suite des défaites incessantes et inouïes des armes impériales. Ces défaites produisirent en Galicie, ainsi que dans d'autres provinces habsbourgeoises, une profonde stupeur. Elles y exaltaient plus d'une tête, et fournissaient un aliment aux vains bavardages, aux vains écrits des conspirateurs profes-

sionnels. Cependant, là-bas, à l'autre bout de l'Etat, dans un pays épuisé, appauvri, presque affamé, vidé par un constant appel aux recrues, tenu par les mains de fer de la police et de l'armée, ces défaites militaires, encore trop lointaines, ne donnaient lieu à aucun mouvement actif, je ne dirai pas de révolte, mais même d'opposition. Au contraire, on se soumettait passivement non seulement à la force brutale, mais encore à l'inspiration officielle venue d'en haut. Lorsque, dans le cours des années 1796-1797, sur le désir de l'Empereur, les autorités gouvernementales de Lwow et de Cracovie « encouragèrent la population galicienne à manifester ses sentiments de fidélité à l'occasion des difficultés pressantes de la Monarchie », immédiatement, sans obstacle, se multiplièrent les démarches et les manifestations « patriotiques ». On vit s'organiser des exercices et des parades de la brave milice bourgeoise de Lwow. Il se formait des compagnies de volontaires pour la défense du monarque bien-aimé. Et même de valeureux Juifs galiciens, comme l'ex-colonel de Kosciuszko, Berek Joselowicz, offraient un corps de quelques milliers d'hommes pour écraser le misérable Bonaparte. Des prières publiques furent ordonnées. Les évêques rédigèrent des lettres pastorales « pour le succès des armes impériales ».

On vit plus d'une manifestation oratoire et même poétique, du patriotisme *noir-jaune* : pour la première fois, un versificateur cracovien donna une version polonaise de l'hymne « *Gott erhalte...* » Enfin, on offrit volontairement, en argent et en nature, des dons à l'armée impériale: des milliers de florins, des dizaines de milliers de charges de blé, des quantités importantes de foin, de drap, d'eau de vie, etc.. Evidemment ces dons « gratuits » se faisaient sous l'empire de la contrainte, et non de bon cœur. Mais cette contrainte avait trop beau jeu. Parmi les donateurs, dont l'officielle *Gazette de Vienne* publiait alors la liste, en même temps que les journaux de Lwow et de Cracovie, se trouvaient les premiers noms du pays, les Czartoryski, les Lubomirski, les Zamoyski, les Potocki, les Lanckoronski, et même le brave Malachowski.

En somme, et la chose était plus importante que ces manifestations de commande, les milieux galiciens les plus influents, la noblesse de cour et en général la société polonaise étaient dominés par une conviction résignée : en présence de l'état désespéré de la cause nationale, malgré les défaites autrichiennes du moment, mieux valait tenir avec la monarchie que tenter contre elle des entreprises risquées et sans lendemain.

Le centre le plus important de ce tronçon de Pologne, à côté de Lwow, où, sous l'œil vigilant du Gouverneur, nichait la Centralisation active, mais débile et stérile, c'était Pulawy, la fameuse résidence de la « famille » des Czartoryski. Le chef de la maison, le vieux général des terres podoliennes, excellent Polonais, brave homme, mais esprit faible et vain de grand seigneur de l'ancien régime, tenait depuis longtemps, et de toutes ses forces, pour les Habsbourgs. Jadis, du temps même de la République, il avait été appuyé par l'Autriche (1) contre son cousin, Stanislas-Auguste, instrument de la Russie ; ensuite, par l'Autriche toujours, il avait été entretenu dans une fausse espérance à l'égard de l'Insurrection ; jusque dans ces derniers temps, il continuait à être comblé d'honneurs et d'égards particuliers par l'empereur François. Il était même allié à la famille impériale, et partageait son aversion pour la maison de Wurtemberg-Russie, en raison du malheureux mariage de sa fille aînée, Marie, avec le prince de Wurtemberg. Celui-ci, frère de la première femme de François (la défunte impératrice Elisabeth) et de la seconde femme de Paul (l'actuelle impératrice Maria Féodorovna) avait jadis, au temps de la campagne de Lithuanie (1792) contre la Russie et Targowica, trahi la cause polonaise. Les Czartoryski avaient dû rompre définitivement avec lui. Cela n'avait fait qu'empirer leurs relations avec la cour de Pétersbourg, et spécialement avec Marie Féodorovna, indignée contre sa belle-sœur polonaise. En même temps la Tzarine était fort mal disposée à l'égard de son beau-frère autri-

(1) Comme candidat à la couronne (*N. du Trad.*).

chien, à cause de la mort prématurée de sa sœur, décédée sans enfants, et des secondes noces prématurées aussi — quelques mois à peine après la mort — de François avec la jeune Napolitaine. Après la défaite de l'Insurrection, à la tête de laquelle ils avaient mis Kosciuszko, et dont ils étaient un des principaux ressorts secrets (car ils comptaient, à tort d'ailleurs, sur Vienne) les Czartoryski, pour sauver les biens considérables qu'il avaient en territoire russe, durent, sur la demande de Catherine, envoyer leurs deux jeunes fils Adam et Constantin comme otages à Pétersbourg (36).

Là, aux bords de la Néva, se nouèrent, d'une manière absolument inattendue et ultra-secrète, des liens d'amitié, dont l'importance fut très grande par la suite, entre l'aîné des frères, le prince Adam, d'une part, et le grand-duc Alexandre Pavlovitch et sa jeune femme Elisabeth Alexiéievna, d'autre part. Au printemps de 1796, le jeune Alexandre, âgé à peine de 19 ans, dans le jardin du Palais de Tauride, se confia, à Adam Czartoryski plus âgé que lui de sept ans. Il lui offrit une amitié éternelle. Il lui déclara qu'il condamnait l'œuvre spoliatrice de sa grand'mère, « qu'il pleurait sur la Pologne, qu'il souhaitait la voir heureuse ». Il témoigna d'idées libérales avancées, il manifesta son admiration pour la République Française, et son intention de donner la liberté à la Russie après son avènement au pouvoir. Il en résulta des relations très particulières, qui n'étaient pas exemptes, du reste, de certains aspects extrêmement délicats. Et notamment, à côté de cette étroite amitié avec Alexandre, et dit-on, avec son assentiment, s'établirent de tendres relations entre le jeune prince Adam et la grande-duchesse Elisabeth, belle et noble, et qui sortait à peine de l'enfance. Par contre, Alexandre qui n'aimait pas sa femme, dont il n'était pas digne, se lia avec une belle Polonaise résidant à la cour de Pétersbourg, la fille d'un traître pendu au temps de l'insurrection de Varsovie, Marie Narischkine, née Czetwertynska. Au milieu de ces circonstances compliquées et périlleuses, la cordiale amitié qui unissait le prince Adam et le grand-duc Alexandre

alla se resserrant de plus en plus au cours de l'année suivante, surtout après la mort de Catherine et le changement de règne.

Au printemps de 1797, dès le couronnement de Paul à Moscou, les jeunes princes Czartoryski, ayant reçu du Tzar un congé, se rendirent à Pulawy. Là, enfin, le prince Adam put confier à ses parents ses relations avec le grand-duc, devenu héritier du trône, et les expansions secrètes de celui-ci, qui constituaient pour la Pologne un présage si heureux. La mère du jeune Adam, Isabelle Czartoryska, Polonaise ardente et d'une vive intelligence, mais qui, en grande dame de son temps, faisait de la politique une matière d'intrigues personnelles, un jeu aristocratique, s'enthousiasma pour ces relations. Elle-même ayant été liée, jadis, avec le proconsul de Russie à Varsovie, Repnine, et accoutumée à bâtir sur la Russie, sur les faveurs, les changements, les choses extraordinaires qui survenaient là-bas, prit fort à cœur ces heureuses nouvelles de Pétersbourg; et elle encouragea son fils, sur lequel elle avait une grande influence, à en faire le plus grand cas. Par contre, son père, qui dans sa jeunesse, lui aussi, avait séjourné sur les bords de la Néva, connaissait par expérience les embûches péterbourgeoises, et maintenant qu'il était sur un bon pied avec la *Hofburg*, il accueillit les confidences de son fils avec un scepticisme peu bienveillant. Plein de méfiance, aussi bien pour les lointaines perspectives d'avenir que lui ouvrait le futur avènement d'Alexandre, que pour les espoirs placés en Paul, il s'en tenait, suivant sa vieille habitude, au patronage des Habsbourg, de Vienne, de François son protecteur et son ami. Dans aucun cas, aucun Czartoryski ne pouvait rien espérer de la Prusse. Berlin, en effet, avait toujours poursuivi les Czartoryski avec un acharnement implacable. Frédéric II avait, une première fois, brisé la politique russophile et l'influence des Czartoryski. Une seconde fois, Frédéric-Guillaume II, violant le traité conclu avec la République, avait malignement excité à la trahison le gendre wurtembergeois de ces mêmes Czartoryski. Enfin, plus récemment, Berlin avait sournoisement dénoncé à Pétersbourg les plans

secrets et les péchés insurrectionnels de la famille. La profonde antipathie, si justifiée, de Pulawy à l'égard de Berlin devait ensuite, dans la personne du prince Adam, conseiller de l'empereur Alexandre, trouver une expression active et une occasion de revanche. Mais, à l'époque où nous sommes parvenus, cette antipathie, jointe à une certaine rivalité avec la branche alors berlinoise des Radziwill, ne se manifestait que négativement; elle constituait un grave obstacle au succès des tendances et des idées qui venaient de Paris et d'Italie; elle gênait l'œuvre des Légions.

C'est alors précisément, au début de mai 1797, que, se rendant à Berlin et à Varsovie prussienne, parut au pays Woyczynski, porteur des suggestions de Dombrowski, Wybicki et Radziwill. Bientôt après, envoyé par les soins de Delacroix, arriva le premier appel lancé de Paris (avril) aux « habitants de la Galicie », et qui conseillait une diversion insurrectionnelle des Polonais en Hongrie. La chose fut discutée à Pulawy dans une assemblée nombreuse, réunie vers le mi-mai, sous prétexte de célébrer la fête onomastique de la fille des Czartoryski, la princesse Sophie, destinée au plus jeune des Zamoyski. Parmi les assistants se trouvaient Ignace Potocki, arrivé de Kurow tout proche, et Thaddée Mostowski, échappé des prisons de Pétersbourg.

Dans cette réunion d'hommes d'expérience et de sang-froid, le projet insensé des émigrés de Paris ne pouvait être approuvé, d'autant moins qu'il était accompagné d'une nouvelle qui le privait de tout fondement, la nouvelle toute récente de la conclusion des Préliminaires de Léoben. Le très honnête Malachowski, lui-même, déclarait que pour un plan si aventureux, « il ne voyait pas pourquoi il irait se casser le cou ». Enfin, avec un retard considérable, arriva de Paris un second appel, inspiré par Wybicki, un appel collectif de la fin d'Avril, apporté au pays, au début de Juin, par l'ancien député de Lida, Wojciech Narbutt, avec des explications orales qui lui avaient été confiées, et qui concernaient la convocation d'une représentation nationale auprès des Légions polonaises

en Italie. Relativement, dans le texte et dans la forme, cet appel était beaucoup plus sérieux que la précédente proclamation hongroise. Il se terminait par une éloquente péroraison: « La Patrie vous appelle; cela suffit: nous nous taisons ». Cette seconde proclamation donnait beaucoup plus à penser que la première. En tout cas elle restait dangereuse; n'étant appuyée par aucune démarche étrangère, elle fut accueillie avec une prudente réserve par les principaux destinataires, le maréchal Malachowski à leur tête. Peu après, dans le courant de l'été, commencèrent à arriver de nouvelles invitations concernant l'affaire de la Diète. Elles s'appuyaient maintenant sur une autre combinaison : la Pologne devait être reconnue comme une partie intégrante de l'Empire allemand, à titre de dédommagement pour les cessions territoriales faites à la France; et de cette manière, représentée par sa Diète, elle devait être admise aux délibérations du Congrès pour la paix générale. L'idée, évidemment, était absurde. Mais, comme l'honnête Bonneau la défendait avec enthousiasme, Bonneau, si favorablement connu en Pologne, depuis le temps de ses consulats de Varsovie et de sa captivité à Pétersbourg, on commença à croire qu'elle avait réellement l'appui du gouvernement français.

D'autre part, au même moment, la catastrophe de l'expédition valaque de Denisko, survenue en juin, et son épilogue de juillet, la pendaison, en Bukowine, des confédérés prisonniers, constituaient un terrible avertissement et une puissante excitation contre l'Autriche. Finalement on décida d'envoyer de nouveau Woyczynski aux nouvelles à Paris. On lui adjoignit Michel Kochanowski, ancien député de Sandomir et membre du Conseil suprême de l'Insurrection, maintenant l'actif intermédiaire entre les modérés de l'émigration et Varsovie et la Galicie. Kochanowski, après deux visites à Bialaczew, put enfin obtenir de Malachowski quelques blancs-seings, pour servir en cas de besoin, si l'affaire nationale prenait soudain bonne tournure, à l'usage de Barss et de Bonneau. Ces deux émissaires, vers la mi-

juillet 1797, retournèrent à Paris; l'un passa par Carlsbad pour y consulter Ignace Potocki qui y faisait une cure, l'autre par Leipzig, pour y rencontrer Parandier accouru de Berlin.

Aussitôt après leur départ, arrivèrent en Galicie, apportés par Niemojewski, de nouveaux et pressants appels de Dombrowksi, de Wybicki et de leurs compagnons, appels lancés de Milan, où, à la fin de juillet 1797, sous le signe d'une nouvelle crise et à l'annonce d'une nouvelle guerre, se ranimaient de joyeuses espérances et résonnait le Chant des Légions. Soltyk, dont on avait fait tout de suite « un courrier de Bonaparte », avait été envoyé par ses compatriotes de Milan, auprès de Pierre Potocki à Zurich, « pour y employer toute son influence sur le maréchal (Malachowski), afin de le pousser à se rendre en Italie ». Or, de Zurich, au milieu d'août, le fils de Pierre Potocki, Casimir, arrivait à Bialaczew, insistant énergiquement pour que le maréchal se rendît à Milan.

Malachowski succomba d'abord. Il dut céder à ces ardentes prières et objurgations; il fut séduit par les vaines « rêveries » de l'émigration, transformées en prévisions certaines au sujet de la guerre et de l'initiative libératrice de Bonaparte. Il promit de se rendre, dans quelques semaines, en Saxe, en passant par la Bohême, et d'y attendre les événements, entouré d'autres députés de la Diète, hommes de bonne volonté. Il comptait y réunir un fonds de 20 à 30 mille ducats, s'il apparaissait « quelque fondement pour une action ultérieure. » Mais, en ce qui concerne le sens même de cette action, il existait toujours de graves et fondamentales hésitations dans les milieux dirigeants de la Galicie, et spécialement à Pulawy. Le vieux Czartoryski mettait en garde contre le danger de créer la représentation nationale souhaitée. Il ne refusa pas, à la vérité, toute participation aux entreprises patriotiques projetées, mais à cette seule condition « que l'Autriche lui soufflât un mot à l'oreille ». Evidemment, dans aucun cas, il ne pouvait être question de voir l'Autriche favoriser une session de la Diète en Italie, pour accompagner les légions polonaises dans une guerre offensive...

contre l'Autriche ! Exprimant, par contre, « la conviction que la France, malgré les meilleures dispositions pour la Pologne, ne serait pas en état d'atteindre son but sans l'aide d'une des puissances co-partageantes », le vieux prince caressait un projet diamétralement opposé aux projets de Paris et de Milan, la vieille chimère « de la réconciliation de la France et de l'Autriche dans l'affaire essentielle de la restauration de la Pologne ». Et il s'imaginait la chose ainsi : « Polonais, Autrichiens, Hongrois, Tchèques, Silésiens, la majorité des Allemands se jetant en masse sur la Prusse, sur laquelle on avait de toutes parts, tant d'injustices à venger. » C'est une chose digne de remarque qu'en même temps, pendant l'été de 1797, le comte Erdödy, envoyé spécialement à Pulawy par le gouverneur de Galicie, suggérait semi-officiellement aux Czartoryski le plan chimérique d'une restauration sous l'égide de l'Autriche, sous la forme d'une union de droit public entre la Pologne et la Hongrie. Là, d'ailleurs, dans les bureaux du gouvernement de Lwow, on connaissait parfaitement tous les plans secrets de l'émigration et du pays. Car, par une vieille habitude polonaise, tous ces « secrets », émissaires, délibérations, Diète de Milan, etc., étaient aussitôt éventés ; « les femmes des avocats » de Varsovie et de Lwow en faisaient l'objet de leurs conversations. Il faut noter, encore, les bruits, répandus par Vienne, fort sympathiques à l'aristocratie galicienne, d'un prochain rétablissement de la monarchie en France, rétablissement qui pourrait être suivi, le plus aisément du monde, du rapprochement rêvé entre l'Autriche et la France.

Dans ce cercle vicieux tournaient presque toutes les idées des grands seigneurs galiciens. Du nombre étaient la sœur de Czartoryski et la belle-mère d'Ignace et de Stanislas Potocki, la vieille maréchale Lubomirska de Lancut, longtemps familière de Versailles et maintenant de la Hofburg ; l'aînée des Potocki et l'Egérie de cette maison, la femme du staroste Kossakowski, qui réglait l'opinion mondaine à Lwow ; les frères Zamoyski, les Ossolinski, les Moszynski,

toute la Pologne aristocratique de Vienne. Même Malachowski, âme pure, mais tête faible, auquel les Czartoryski envoyaient, pour le mettre en garde, les frères Mostowski, commençait probablement à s'imaginer « que le projet de Diète vise à faire de l'archiduc Charles un roi de Pologne, et que la maison d'Autriche en est prévenue». Même l'intelligence la plus brillante du pays, Ignace Potocki, politiquement et personnellement irrité contre la Prusse, déçu d'autre part au sujet de Paul, avait des opinions semblables, austrophiles, antiprussiennes, donc hostiles au projet de Diète. De plus il était partiellement sous l'influence de ses voisins de Pulawy. Mais, surtout, il partait de sa propre conviction, parfaitement fondée, que l'affaire de la convocation de la Diète à Milan, absolument chimérique, incapable de rapporter aucun profit positif, ne pourrait qu'entasser les obstacles, provoquer une cruelle répression et rapprocher les trois puissantes partageantes. Malachowski, qui enfin s'était mis en route, et qui, sous le prétexte d'une cure, s'était rendu près de lui, aux eaux de Carlsbad, ne trouva point chez lui le moindre encouragement à s'aventurer plus loin vers le sud. Car la Députation, hostile à l'idée de la Diète et à ses partisans « prussophiles », avait réussi à influencer Potocki par un intelligent émissaire, Szaniawski, lequel avait fait aussi le voyage de Carlsbad. Aussitôt, Potocki adressa à Parandier, qui lui était personnellement dévoué, et en même temps au gouvernement français, une lettre où il se prononçait contre le projet de Diète et l'orientation prussienne, et pour l'orientation vers l'Autriche, « plus capable, peut-être, que la Prusse, de propositions et même de démarches en faveur de la restauration de la Pologne».

Des instructions pareilles furent, au nom de Potocki, et dans une forme plus nette encore et sans doute légèrement apocryphe, portées à Parandier par Michel Sokolnicki, colonel de l'Insurrection, officier brillant, patriote ardent, mais trop imprécis, inégal, peu sûr, « hâbleur de sa nature et plein de présomption ». Sokolnicki, qui, naguère, en amateur pour ainsi dire, sans aucune contrainte, avait accompagné à Péters-

bourg Potocki, Potocki prisonnier pour de bon, se donnait ensuite pour une victime des prisons de la Néva et pour un expert ès questions russes. Il aimait à rédiger des mémoires et des projets politiques. Et il préparait maintenant, pour son propre compte, une inoffensive paraphrase anti-russe des légendes étrangères concernant le prétendu testament de Pierre-le-Grand. En outre, avec une inconséquente et impardonnable mobilité d'esprit, il préparait un vaste projet : la création, sous un fougueux sabreur, le général Madalinski, hostile à Dombrowski, d'une légion polonaise sur le Bas-Rhin, du côté de la Hollande, légion destinée à combattre, le cas échéant, la Prusse tout autant que l'Autriche. La réalisation d'un tel projet, en un tel moment, devait contrarier l'œuvre des légions d'Italie, exclusivement destinées à combattre l'Autriche ; elle faisait le jeu des intrigants de la Députation de Paris. En septembre 1797, l'aîné des Mostowski, Joseph, ex-officier de l'armée royale française, ensuite député de Livonie à la Grande Diète se rendit, de Pulawy à Paris, en faisant, du reste, un assez long détour. Sokolnicki, muni d'une recommandation au directeur Barthélemy, s'y rendit aussi. En même temps partait un troisième compagnon, sauvé du massacre de Praga, et de l'aventure valaque, le lieutenant-colonel Wladyslaw Jablonowski, ancien camarade d'école de Bonaparte.

Le fait essentiel dans tout cela, c'était le manque d'union nationale. La dissolution de la conscience patriotique avait atteint d'abord, nous l'avons indiqué, les magnats ; mais bien vite, elle s'était communiquée aux couches profondes de la société. Ce fut le début d'une longue tragédie. Infiniment plus douloureux et plus aigu, après l'amputation pratiquée sur le corps, le scalpel des Etats partageants pénétrait maintenant dans l'âme d'une grande nation. L'âme collective de la Pologne, naguère une, commençait forcément à réagir, de trois manières différentes, même dans sa tendance primordiale et commune à la résurrection. L'instinct de la conservation restait naturellement vivace dans chacun des trois

tronçons. Mais, artificiellement différencié dans chacun, et par conséquent paralysé, il était en somme condamné à l'impuissance. La nation, menacée de tomber de plus en plus bas, à chaque effort qu'elle ferait pour se sauver, devait se résigner à l'immobilité. Non seulement la force matérielle faisait défaut, mais aussi la force morale; on cherchait en vain des points d'appui à l'extérieur, chez des ennemis mortels, à Pétersbourg, Berlin, Vienne. Et il était tout aussi vain d'espérer un tel appui chez de prétendus amis, dans le Paris du Directoire.

II

A la besogneuse colonie polonaise de Paris, troublée et désunie par les mêmes discordes et les mêmes hésitations que les Polonais de Pologne, parvint au début d'août 1797, apporté par le major Zawadzki, l'écho des nouveaux projets et des récents enthousiasmes milanais. Zawadzki, reçu avec des larmes de joie par Bonneau et Barss, apprit d'eux, avec tristesse, la vanité des bruits relatifs à l'arrivée de Kosciuszko, qui était vraiment en route pour l'Amérique. Ensuite, il lui fallut apprendre la vérité, pire encore, sur la cruelle déroute de l'aventure valaque de Denisko. Reçu avec des airs protecteurs par Augereau, gracieusement par Talleyrand, avec courtoisie par les directeurs Barras, Barthélemy, Carnot, il éprouva cependant un grand désenchantement en ce qui concernait l'objet capital de sa mission, le renforcement des légions et leur emploi militaire au profit de la cause nationale. Zawadzki entendit non sans stupeur, de la bouche de Lavallette, que la recommandation de Bonaparte n'était pas du tout bien vue à Paris, où l'on considérait « ce loyal héros », sinon comme un César, tout au moins comme un Marius ou un Sylla. On le renvoya du ministère au Directoire, et de Carnot à Scherer. La lettre remise à Talleyrand, par Barss, l'affaire importante de l'augmentation de l'effectif des légions, demeurait également sans réponse. Vaine, encore, fut une conversation avec

Barthélemy et Talleyrand, sur le point essentiel de la Diète, conversation menée par Woyczynski et Kochanowski, récemment arrivés à Paris.

Par surcroît, le Gouvernement reçut une dépêche de Parandier, qui contenait la nouvelle (communiquée par Woyczynski et Kochanowski, à leur passage) que Bonneau recommandait vivement l'idée de convoquer, à Milan, la Diète polonaise. Immédiatement, sur l'ordre de Reubell, Talleyrand infligea au pauvre Bonneau un blâme sévère. Bonneau, redoutant les conséquences de cette affaire, remplit, avec l'aide de Barss, l'un des blancs-seings de Malachowski d'une lettre fictive du maréchal de la Diète à son adresse : il croyait ainsi se justifier et couvrir l'initiative qu'il avait prise lui-même dans l'affaire de la Diète, de la prétendue initiative du maréchal. C'était une ruse, et non des plus habiles, puisque Talleyrand était au courant de tout, et même des fameux blancs-seings. Tout cela donnait une idée du faible intérêt qu'à Paris, on portait réellement aux légions, à la Diète, à la Pologne en général. « Je ne peux obtenir de décision sur aucun point, rapportait à Dombrowski Zawadzki désespéré. Il se passe ici tant d'histoires, il se noue tant de cabales, le gouvernement est en proie à tant de difficultés, que personne ne se préoccupe de nous. Le sombre nuage descend sur l'horizon, fait présager une grande tempête. Nous nous y attendons tous les jours. »

Mais, cette tempête de Fructidor ne devait améliorer en rien les chances de la cause polonaise. En renforçant les éléments radicaux français, elle rendit seulement courage aux éléments, politiquement apparentés à ceux-ci, de la Députation polonaise. En effet, la Députation, devenue à partir de ce moment plus entreprenante et plus active, et qui venait de recevoir par Szaniawski, de Galicie, des protestations contre la Diète et la Prusse, se hâta de présenter au nouveau gouvernement fructidorien une violente philippique contre les prétentions et la « trahison » des partisans milanais de la Diète. D'ailleurs, il lui fut impossible de contrecarrer l'œuvre même, qui lui

était si odieuse, de la légion italienne de Dombrowski, à cause de la nouvelle orientation d'un gouvernement résolu, comme on l'a vu, à recommencer la guerre en Italie. Aussi Sokolnicki, arrivé là-dessus, se sépara-t-il immédiatement de la Députation. Il modifia d'abord le projet de « légion hollandaise » en un simple « bureau de recrutement » pour le Rhin; puis, abandonnant ce second projet, il offrit, avec Jablonowski, ses services à Dombrowski. Au même instant arrivait à Paris, vers la fin d'octobre 1797, la nouvelle du traité de Campoformio. Et cette nouvelle concentrait de nouveau les regards du monde, de la France, de l'émigration polonaise, sur celui qui était vraiment — l'événement le démontrait une fois de plus — l'arbitre de la paix et de la guerre : sur Bonaparte.

Bonaparte, au cours des dernières et pénibles vicissitudes de ses négociations avec les Autrichiens, avait plus d'une fois pensé aux légions créées par lui, et par conséquent à la cause polonaise, intimement liée avec elles. Vers le milieu de septembre 1797, au moment de la menaçante tension qui suivit la nouvelle de Fructidor, et avant l'arrivée de Cobenzl, il donnait, de Passariano, l'ordre à Dombrowski de se mettre immédiatement en marche à la tête de toute la première légion sur le pied de guerre, avec soixante cartouches par homme. La première légion devait se rendre de Bologne à Mestre sous Venise, pour y opérer sa jonction avec la division Hilliers. En même temps, des détachements de la deuxième légion, partie de la Cisalpine, se rapprochaient par étapes de Venise.

Bonaparte comptait-il vraiment, au cas d'une marche concentrique sur Vienne, rassembler tous les Polonais à l'aile droite de son armée, et les lancer, par la Hongrie, sur la Galicie ? La chose est plus que douteuse, si l'on considère une telle entreprise comme un projet sérieux; mais elle n'est pas entièrement incroyable, si l'on n'y voit qu'un de ces fugitifs éclairs qui traversaient alors le cerveau de Bonaparte. Il était hanté en ce moment de plus d'une idée étrange, dont il ne parlait jamais en présence des Polonais, car il ne voulait

pas les leurrer d'illusions. Tout au plus, malgré lui, révélait-il ses plans, sous la forme coutumière d'un monologue saccadé, au milieu des généraux français, ses confidents. S'il faut croire un témoin oculaire, un officier d'état-major français, pendant ces journées de Passariano, dans une de ces expansions monologuées il développa son plan d'affranchissement de la Pologne, partagée par les trois cours du Nord; il répartissait son armée en cinq corps, en supposant qu'il eût sous ses ordres 150,000 hommes (37). C'eût été — dix ans d'avance — la première fantaisie du grand stratège sur le « thème de la première campagne polonaise », mais ce n'était en tous cas, qu'une des étincelles jaillissant de la forge ardente de son génie; dès lors, mûrissait en lui le plan de fabuleuses expéditions vers l'Egypte et les Indes. Mais son réalisme inné devait éteindre sans pitié cette étincelle...

L'ordre de marche donné en Septembre à la Légion, ne devait avoir d'effet que sur la conclusion de la paix. Cet ordre se croisait avec une démarche de Dombrowski. Presque le même jour, sous l'impression des nouvelles du coup de Fructidor et des nouvelles de Pologne qui annonçaient le prétendu départ de Malachowski, Dombrowski, de Bologne, adressa à Bonaparte un double appel en faveur de la Diète et des Légions (38). Ayant reçu de lui cet ordre de marche, il l'exécuta avec une telle célérité, qu'avant la fin de septembre, il était rendu à Mestre avec sa troupe. Mais là, il vit un de ses bataillons détaché de sa légion à destination de Venise, tandis que d'autres bataillons de la seconde légion restaient bien loin à l'arrière. Au lieu du signal du combat, si ardemment désiré, il n'entendait parler que des négociations de paix qui se continuaient non loin de là, entre Udine et Passariano. Il frémissait au souvenir de la surprise de Léoben, six mois auparavant. Il était d'autant plus impatient d'agir, qu'après tous ses efforts, il se sentait maintenant deux fois plus fort qu'avant Léoben. Il avait à sa disposition toute la première légion et des détachements de la seconde commandée par Wielhorski. Il avait dans les deux légions un cadre complet d'officiers et plus de

7000 hommes sous les armes. Voilà pourquoi il tremblait d'impatience et d'inquiétude

A ce moment arriva auprès de lui, avec un grand nombre d'officiers, le général-major Charles Kniaziewicz. D'une vieille famille lithuanienne émigrée en Courlande, élevé par sa mère en langue allemande et dans la foi évangélique, il retourna, dans le corps des cadets de Varsovie, à la religion et à la nationalité paternelles. C'était une figure vraiment noble et généreuse,un vrai Polonais du Nord, d'une taille et d'une force gigantesques, avec une tête puissante, une allure martiale. Ses qualités étaient la bonté, la loyauté chevaleresque, la valeur guerrière; à un moindre degré, la science militaire; surtout, il avait un sentiment pur et profond du devoir patriotique. Sévère dans le service, soldat impétueux mais homme jovial et doux, il était cher à tous, mais surtout aux troupiers qui l'adoraient. S'étant distingué dans la campagne ukrainienne de 1792, il conquit dans l'Insurrection son grade de général, et fut fait prisonnier, sous Maciejowice, avec Kosciuszko. Remis en liberté, mais pour vivre en Volhynie dans la misère, après avoir essayé, trop tard heureusement, de rejoindre (été 1797) l'expédition valaque de Denisko, Kniaziewicz, par Vienne et Carlsbad, où il vit Potocki et Malachowski, puis par le quartier général de l'armée du Rhin, où il se lia d'amitié avec Championnet, et reçut de Hoche une lettre de recommandation pour Bonaparte, enfin par la Suisse et la Lombardie, rejoignit Dombrowski en territoire vénitien. Il trouve celui-ci en pleine fièvre, en pleine attente. Dombrowski lui-même, lié par la discipline militaire, se réjouit de l'arrivée de cet éminent compagnon d'armes. Il résolut de l'envoyer de Mestre au quartier général de Passariano, avec une mission plus politique que militaire. Kniaziewicz devait demander audience au général en chef, en qualité d'émissaire des patriotes polonais, pour l'entretenir de la situation générale de la Pologne. Ayant fait sonder Bonaparte par Sulkowski, et ayant reçu une réponse favorable, Dombrowski envoya donc Kniaziewicz à Bonaparte, porteur d'une

lettre personnelle, dans laquelle il lui demandait de concentrer sans délai les deux légions, afin que, en cas de besoin, toutes les forces polonaises disponibles pussent, à l'avant-garde, foncer sur l'ennemi.

Précisément, alors, au début d'octobre 1797, les négociations austro-françaises entraient dans la phase la plus agitée. Quelque temps auparavant, quelques jours avant la mission de Kniaziewicz, à l'insu des Polonais, Bonaparte venait de prononcer au sujet de la Pologne de graves paroles.

D'après les instructions de Paris, et les recommandations de Talleyrand, il devait en parler d'une manière purement négative, c'est à dire, mettre en relief l'attitude méritoire du gouvernement français à cet égard. « Quoique le Directoire en ait été constamment prié (par les Polonais), toutefois pendant toute la durée des négociations, il s'est abstenu à dessein de se prononcer sur l'affaire de la Pologne, qui a fourni à l'Autriche un si grand accroissement de puissance. » Bonaparte traita ce point là à sa manière, non dans la forme, qu'on lui prescrivait, d'une perfide insinuation, mais sur un ton ferme et tranchant qui, sans qu'il eût en vue un résultat positif, montrait bien qu'il avait conscience de l'importance historique de cette question, et de la mission historique qu'il aurait à remplir un jour en Pologne. Avec son emportement habituel, d'après le témoignage des plénipotentiaires autrichiens scandalisés, il n'hésita pas à déclarer que « selon son opinion à lui, la France devait se désister de toutes ses prétentions en Allemagne (et même en Belgique), si nous voulions remettre la Pologne dans l'état où elle a été avant les partages... » Comme les Autrichiens répliquaient « que la restauration de la Pologne ne dépend pas de l'Empereur (François), qui a des obligations sacrées à cet égard, vis-à-vis des puissances (co-) partageantes », Bonaparte « demanda au comte de Cobenzl, s'il voulait faire mettre au protocole, que pour sa part, l'empereur consentait au rétablissement de la Pologne ». On lui répondit que « cet objet était entièrement étranger aux négociations actuelles; et que les plénipotentiaires impériaux

n'étaient pas autorisés à le traiter ». Ainsi se termina, ainsi devait se terminer, un incident qui n'en était pas moins très significatif.

Bientôt après, Kniaziewicz arriva de Mestre. Aussitôt, au château de Passariano, « il eut une audience assez longue à propos des affaires polonaises, car le général Dombrowski, par une lettre particulière, avait demandé à Bonaparte qu'il voulût bien accueillir Kniaziewicz, non seulement en sa qualité de général, mais encore en qualité de citoyen, dûment mandaté par ses compatriotes restés en Pologne. « Le général Kniaziewicz commença par déclarer, que venu du pays, il avait laissé tous les citoyens animés du plus grand enthousiasme et de la plus grande énergie pour le salut de la patrie. Bonaparte répondit : « Mais quels sont, pour cela, vos moyens et vos ressources ? » « Le désespoir de huit millions d'hommes, répondit Kniaziewicz; la magnanimité et les intérêts de la nation française; la politique du roi de Prusse, qui veut que la Pologne reste un Etat-tampon ; la situation de l'Autriche, qui est forcée de céder à la France; et dans l'état actuel des choses, la Russie elle-même serait incapable de résister à la vaillance polonaise ». Bonaparte : « Et quelle satisfaction donnerez vous au roi de Prusse ? ». Kniaziewicz : « Ceci dépend du gouvernement français, et de négociations ultérieures, qui pourraient satisfaire les exigences du roi de Prusse. Naguère, à la Diète, le roi de Prusse ne demandait que la cession de Dantzig et de Thorn ». Bonaparte : « Dantzig, à cause de son commerce, a une grande importance ». Et après quelques instants de réflexion, Bonaparte reprenant la parole : « Où est donc Malachowski ? » Ici, il faut noter que lui-même s'est informé de Malachowski, avant que Kniaziewicz n'en ait parlé. Kniaziewicz : « Il est en route; il vous exposera l'état des affaires; il cherchera à gagner les sympathies de la France et à savoir dans quelle ville pourrait se constituer et siéger au nom du peuple polonais, la représentation nationale. » A quoi, Bonaparte, après un silence . « Bien, bien ! ». Kniaziewicz : « Notre plus grand espoir est dans les

bonnes dispositions de Bonaparte, à l'égard de notre patrie ». Bonaparte : « Je puis vous assurer que j'aime la nation polonaise. »

Telle fut, d'après la relation de Kniaziewicz lui-même, de Dombrowski et de l'état-major de la légion, le récit sincère et véridique de cette conférence. Malgré le rapport enthousiaste, mais mal fondé, et en partie très inexact, que lui fit Kniaziewicz, la prudence et la réserve de Bonaparte sont évidentes ; et il ne peut être accusé de leurre ni de fraude. Il n'y avait même aucune hypocrisie dans l'assurance donnée par lui d'une vive sympathie pour la nation polonaise, sympathie qu'il partageait avec Kleber et Hoche, et que peut-être il éprouvait personnellement d'une manière plus forte, ayant autour de lui tant de Polonais, parmi les plus braves. Il n'y avait aucune hypocrisie de la part de Bonaparte, à s'informer de la Diète, dont il entendait parler depuis si longtemps, comme d'un vœu ardent de l'âme polonaise. Il n'y avait que sincérité dans ce qu'il dit de Dantzig que, plus tard, il ne livrera pas aux Prussiens. Il est possible qu'il profitait de la présence de Kniaziewicz pour effrayer un peu, par son aspect les plénipotentiaires impériaux ; mais, en somme, il ne l'avait pas appelé ; il avait seulement reçu un hôte de passage, arrivé de sa propre volonté. En lui donnant audience au moment où dans les négociations, il prenait vis-à-vis des Autrichiens un ton plus qu'énergique, lorsqu'à chaque instant pouvait venir la rupture, mais aussi lorsqu'il souhaitait de toutes ses forces une entente définitive, il ne cherchait pas à tromper l'émissaire polonais par un fallacieux mirage de guerre, et par là-même, tacitement, il lui laissait entendre que la paix pourrait être prochaine. Il ne mentait pas aux Polonais, n'en ayant d'ailleurs nul besoin. Il ne faisait pas cela, ni alors ni plus tard, par sensiblerie ou par vertu, — car, au besoin, il saura employer le mensonge et toutes les formes de la ruse — mais simplement par un instinct de grand homme dédaigneux des petits moyens inutiles, et qui mesurait ses paroles, parce qu'il appréciait les réalités et les nécessités.

Après le départ de Kniaziewicz, après quelques jours de négociations agitées, Bonaparte, qui voyait approcher l'entente de principe avec les Impériaux, n'oubliait pas, au milieu de tant d'occupations et d'embarras, les prisonniers politiques polonais, détenus à Prague et à Olmütz, et qu'on lui recommandait de Paris : c'étaient l'abbé Piatoli, l'un des auteurs de la Constitution de Mai, et l'un des chefs de l'Insurrection, l'abbé Kollontay. Il rédigea officiellement une lettre qui réclamait leur mise en liberté ; à quoi s'opposa Cobenzl, très irrité « de l'inconvenance d'une telle démarche », puisque l'Empereur « ne demandait pas à la France la mise en liberté des déportés de Fructidor, et puisque d'ailleurs, Kollontay était le Robespierre de la Pologne ». Enfin, ayant établi déjà les principales conditions du traité de paix, la veille de sa signature, il invite Dombrowski à venir le trouver à Passariano. « Il me fit, dit textuellement la relation de Dombrowski lui-même, il me fit l'accueil le plus gracieux ». Il eut avec lui un entretien d'une heure. Il lui exposa la nécessité de la paix et, semble-t-il, il lui promit son intervention auprès du gouvernement cisalpin pour garantir la destinée ultérieure des Légions. Si cette fois, à cause de préoccupations plus actuelles, il n'avait point parlé du projet de la Diète, son interlocuteur l'en fit souvenir. Dombrowski insistait sur l'arrivé prochaine de Malachowski. Bonaparte : « Quel est son but ? ». Dombrowski : « Former une représentation nationale et réclamer la garantie des Puissances qui ont garanti (sic) l'intégrité de la Pologne ». « Mais où est Malachowski ? » demande Bonaparte. Le général Dombrowski répond : « Il s'est arrêté en route, attendant qu'on lui donne la certitude qu'il pourra convoquer la Diète » Bonaparte : « Dans quel lieu Malachowski compte-t-il résider ? » Dombrowski : « Là où le gouvernement français voudra lui donner asile ». Pendant cette conférence, comme le général Dombrowski exposait les difficultés provenant de la paix, Bonaparte, avec vivacité, reprocha au ministre de Gênes (Ruggieri) le retard que sa république avait mis à accueillir cette légion. Il lui dit : « Croyez-vous que le général

Dombrowski vende ses hommes ? » Cette phrase de Bonaparte montre le but et la destination des légions, et qu'elles se sont exclusivement constituées pour la défense de leur propre patrie. La conférence se termina par les assurances les plus flatteuses. Mais l'amour de la chose publique nous interdit de cacher que l'on éprouve le plus grand étonnement à constater que jusqu'à présent, il n'existe point une représentation nationale, avec laquelle Bonaparte pourrait parler de l'existence de la Pologne... En effet, aussi souvent que nous autres soldats, quittant le terrain militaire, abordions avec notre chef suprême, le général Bonaparte, les opérations politiques du relèvement de notre nation, toujours celui-ci, au point le plus important du discours, nous interrompait pour nous poser cette question : « Où est donc, quand, et où arrivera le maréchal Malachowski ? »

Rien ne montre mieux que cette relation polonaise, rédigée pour encourager les députés à se mettre en route, que Bonaparte n'avait fait jusqu'alors aucune promesse fallacieuse; car il eût été forcé, en ce moment-là de se dégager de telles promesses. Or, nous ne retrouvons nulle trace, rien de pareil : ni explications embarrassées de sa part, ni, de la part des légionnaires, aucun grief fondé sur de prétendues promesses. Bonaparte faisait ce qui politiquement était son droit. Eux, faisaient ce qu'ils considéraient comme leur devoir patriotique. Aussi, les rapports de Bonaparte avec les Polonais, malgré cette seconde déception causée par la paix, restèrent excellents. Le général en chef, comme il résulte de tous les témoignages authentiques de Dombrowski, de Kniaziewicz, de Wielhorski et des autres Polonais qui l'approchaient alors, prêta une oreille favorable aux vœux et aux espérances que lui présentaient les émigrés. Connaissant les querelles intestines de l'Emigration, il s'informait avec intérêt de la représentation légale de la volonté nationale polonaise dans la Diète ressuscitée.

Il donnait sa sympathie d'homme et de soldat à ces braves gens, à ces braves soldats, abandonnés par le monde entier,

à ces fidèles serviteurs de leur nation. Maintenant encore, il ne refusait pas son appui à leur unique asile, la Légion dont il avait voulu la formation. Certes, il ne préjugeait nullement leurs projets actuels, irréalisables pour l'instant, ni leurs projets d'avenir ; mais, en attendant, il les mettait en présence de la froide réalité, de l'inévitable paix. Au lendemain de la conversation, rapportée plus haut, avec Dombrowski, il signait le traité de Campoformio. Après quoi, il donne l'ordre d'envoyer la légion à Ferrare et l'artillerie à Mantoue. Il résolut aussi, à ce moment-là, la question du commandement de la première légion, pour lequel, en mai déjà, Dombrowski avait proposé Wielhorski. Bonaparte donna ce commandement à Kniaziewicz, non à Wielhorski, qu'il voyait d'un mauvais œil, et qu'il plaça dans l'état-major de la Légion avec le grade de général de brigade sans commandement effectif. Le commandement de la seconde légion resta vacant jusqu'à l'arrivée de Rymkiewicz. Ayant encore confirmé la promotion — proposée par Dombrowski — de quelques dizaines d'officiers de la légion, nouvellement nommés, il quitta Passariano au bout de quelques jours, pour inspecter ses divisions et rentrer ensuite à Milan.

Pour la légion, toutefois, la paix fut un coup terrible. La tristesse régnait au quartier général polonais, sous Mestre. « Les généraux avaient perdu la tête, Wielhorski s'était fait saigner, Dombrowski était malade, Kniaziewicz avait perdu la moitié de son énergie ». Dans un moment pareil, ce fut pour eux une pénible épreuve que la nécessité d'achever, par l'épée polonaise, la république de Venise, et de couronner ainsi la première grande immoralité politique de Bonaparte. Au lendemain de la paix, celui-ci devait s'acquitter vis-à-vis des Autrichiens. C'est en vain qu'il s'efforçait de voiler la réalité, c'est en vain qu'avec colère, et avec peu de sincérité, il se lavait les mains du péché vénitien qui lui pesait. C'est en vain qu'il déclarait, tantôt que « jamais la République française n'a adopté comme principe de faire la guerre pour d'autres nations », tantôt « qu'il ne livrerait pas Venise à

l'Empereur, puisqu'il n'est pas permis « de livrer aucun peuple », mais « qu'il se bornerait à l'évacuer ». A ce moment, les tirailleurs de la légion, sous l'un de leurs chefs les plus braves, Joseph Chlopicki, durent participer aux tristes préparatifs de « l'évacuation », c'est-à-dire au pillage de la ville au profit de la France, avant sa remise aux Autrichiens. Bonaparte avait ordonné cette opération, qui dépouilla la ville de ses navires, de ses canons, de ses munitions et même des plus glorieux monuments de l'antiquité. Les Polonais durent réprimer « la révolution de Venise », c'est-à-dire le désespoir des malheureux Vénitiens, qui se rendaient compte de leur ruine définitive et qui assistaient, impuissants, à l'enlèvement des quatre chevaux antiques et des lions de St Marc, des gondoles d'or et des inestimables ornements du « Bucentaure ». Le dégoût s'emparait des officiers polonais. Le démoralisation se propageait parmi les troupiers. Les Français pillaient les trésors; le légionnaire affamé, pour la première fois, commença à voler les raisins mûrs dans les vignobles.

Mais il fallait maîtriser son chagrin, réagir contre la dépression du moral et de la discipline, défendre l'existence même de la légion contre les influences dissolvantes, contre la fraternisation avec les avant-postes autrichiens, contre les invitations à la désertion qui venaient de là-bas, contre l'insubordination qui levait la tête, contre l'indifférence du gouvernement français et le mauvais vouloir du gouvernement cisalpin, enfin contre la menace d'une dissolution, menace particulièrement redoutable en un pareil moment. Dombrowski, qui, bientôt, avait retrouvé l'équilibre et le calme, s'en occupa. De Mestre, conjointement avec son état-major, il adressa à ses compatriotes, à Paris et en Pologne, une proclamation énergique, les invitant à ne point perdre courage malgré la paix conclue, et surtout à hâter la session de la Diète, afin de pouvoir participer à ce Congrès de Rastadt, prévu au traité de Campoformio. Ensuite, il transféra sa légion à Ferrare. Sous Padoue, Bonaparte, qui, avec sa femme, se rendait

en voiture à Milan, rencontra une colonne de soldats mornes et découragés. Il les passa en revue, leur fit une allocution amicale, en termes lapidaires. Il invita les Polonais à ne perdre ni leur courage, ni même la foi dans un heureux retour au pays. Joséphine arracha une plume à son chapeau et la partagea, en souvenir, entre les officiers. On se sépara avec cordialité. La harangue du chef, qui plus tard, au lendemain de la déroute de Leipzig, parviendra à relever, d'une parole énergique, le moral abattu des soldats polonais, ne manqua pas son effet. Les officiers, dont la confiance renaissait, s'assemblèrent en cercle après le départ de Bonaparte, et mutuellement, s'engagèrent à ne pas abandonner, avant l'expiration d'un délai de trois ans, le service des légions. Peu de temps après l'arrivée à Ferrare, les corps d'officiers des six bataillons des deux légions rédigèrent des adresses, à peu près d'égale teneur, pour Dombrowski. Ils lui exprimaient leur pleine confiance, et lui demandaient, en présence des circonstances nouvelles créées par la paix, et avant le départ imminent de Bonaparte, de se présenter en personne auprès de lui pour l'entretenir des affaires de la légion et de la Pologne. Dombrowski, de Ferrare, par l'intermédiaire de deux émissaires, envoya de son côté, en son nom et au nom de son état-major, un nouvel appel à Malachowski et aux patriotes demeurés au pays, les invitant à hâter leur arrivée. Il laissa à Kniaziewicz le commandement de la légion, que celui-ci, d'ailleurs, sur des ordres supérieurs, dut bientôt mener plus loin vers le Sud, jusqu'à Rimini. Lui-même retourna à Milan au début de novembre.

La situation que Dombrowski trouvait dans cette ville était déplorable. Le gouvernement directorial, malgré son mécontentement secret, dut, comme après Léoben, ratifier le traité de Campoformio, apporté à Paris par Berthier. En même temps, tout en continuant à s'inquiéter de la puissance grandissante de l'heureux chef de l'armée d'Italie, il le nommait au commandement d'une armée en formation, destinée à recommencer l'expédition d'Angleterre que feu Hoche

n'avait pu mener à bien. Bonaparte, de Milan, devait d'abord se rendre à Rastadt, où s'ouvrait le Congrès, pour y échanger les ratifications avec les Autrichiens, et y effectuer les cessions réciproques sur le Rhin et en Italie, c'est-à-dire l'échange de Mayence contre Venise. Ce n'est qu'ensuite qu'il devait aller à Paris, pour s'y occuper d'organiser l'expédition d'Angleterre, abandonnant définitivement l'Italie, et laissant à Berthier le commandement de l'armée considérablement réduite. Les rapports ultérieurs des légions polonaises avec la Cisalpine se trouvaient menacées, dès l'instant du départ de leur commun créateur. La Cisalpine, augmentée de sept cent mille habitants par le traité de Campoformio, comptait maintenant plus de 3,300,000 âmes. Elle comprenait des territoires vastes et riches, mais appauvris par la guerre, par les contributions et les pillages français, qui lui avaient coûté près de cent millions de francs. Son premier budget, établi à la fin de 1797, prévoyait à côté d'une dette de 10 millions, 56 millions de recettes et 80 millions de dépenses, soit un déficit de 24 millions de francs. Plus de la moitié des dépenses étaient absorbées par l'armée. La situation, à cet égard comme à beaucoup d'autres, présentait plus d'une ressemblance avec l'état de choses qui existera plus tard dans le Grand-Duché de Varsovie, et déterminera des phénomènes tout pareils. Les esprits étaient mal disposés, tant dans le Directoire de la République cisalpine, d'où (au début de novembre 1797) venait de se retirer Serbelloni, l'ami des Polonais, que dans les Chambres législatives de Milan, parmi les 80 Anciens, et au Conseil des 160, composés d'éléments assez mêlés et parfois fort équivoques. Dans tous ces corps dominait en général une tendance à émanciper le pays de la suprématie française qui lui pesait, à rétablir l'équilibre économique, et à conquérir une véritable indépendance politique. Sans doute, cette tendance, au point de vue de l'intérêt national italien, était parfaitement justifiée. Mais elle était, à l'extérieur, exploitée contre la France par les intrigues de Vienne et de Rome, auxquelles la paix donnait libre jeu; et, à l'intérieur, par les

réactionnaires et les jacobins locaux. Les tendances de ces derniers menaçaient dangereusement, quoique indirectement, les légions polonaises. En effet, contre cette création française, il était beaucoup plus facile d'agir que contre le protectorat français lui-même, et surtout contre l'armée française, dont une partie importante, demeurée dans le pays, était à charge, elle aussi, au trésor cisalpin. Maintenant que la paix avait assuré l'existence de l'Etat, ces légions apparaissaient, aux Italiens, moins nécessaires. Bien plus, même morcelées, elles leur semblaient un péril pour l'autonomie de la jeune république. Et elles étaient assez coûteuses. D'où, en principe, contre elles, un certain mauvais vouloir, un certain désir de les dominer, de les absorber, de les utiliser exclusivement au profit de la Cisalpine, fût-ce même contre la France. De semblables tentatives, si compréhensibles qu'elles fussent de la part des patriotes italiens, étaient évidemment fatales pour les légionnaires polonais. Elles étaient formellement facilitées par le fait que l'existence des légions, fondée sur une convention avec l'« Administration provisoire de la Lombardie », qui avait cessé d'exister depuis un an, était « en l'air », jusqu'à la conclusion d'un nouvel accord avec le Gouvernement constitutionnel de la Lombardie, au pouvoir depuis juillet 1797.

Dans ces conditions, une intervention polonaise auprès de Bonaparte, avant qu'il s'éloignât, était chose urgente. Dombrowski, qui en route s'était arrêté à Mantoue, envoya à Milan, pour recevoir le premier feu, Wielhorski. Wielhorski, nous l'avons dit, n'était point dans les bonnes grâces de Bonaparte. Probablement parce qu'il avait la faveur de la volage Joséphine, à laquelle avait plu l'aristocratique officier d'état-major polonais, grâce à sa figure fine et jeune sous des cheveux précocement blanchis, sa conversation spirituelle et sentimentale, son commerce plein de vivacité et d'élégance. Bien que, pour ce motif, Wielhorski eût été récemment gêné dans son commandement, bien qu'on lui reprochât, fort injustement, le service qu'avaient pris ses frères dans les armées russe et autrichienne, bien qu'il fût jalousement écarté par Sulkowski,

et qu'en tous cas, il fût mal vu au quartier général, l'envoyé de Dombrowski ne se laissa nullement arrêter par tous ces obstacles. Dans une note succincte, il exposa avec franchise et clarté, au général en chef, quelques *desiderata* essentiels de ses compagnons d'armes. Il y affirmait avec énergie que l'esprit national et l'espoir de regagner la patrie, les seuls ressorts véritables de l'entreprise des légions, devaient demeurer intangibles. De même, devait subsister l'appellation de « troupes auxiliaires », qui en était l'expression. De même, il fallait maintenir l'uniforme particulier, et les insignes polonais, puisque les détails même de l'habillement des divers bataillons affirmaient l'identité de ces bataillons avec les régiments de l'ancienne armée polonaise. Wielhorski avait formulé en quatre points ses propositions : confirmation par le directoire cisalpin de la convention provisoire relative à la légion, conclue avec l'Administration lombarde ; interdiction de toute modification dans les uniformes des légions ; attribution aux légions de la compétence judiciaire, selon les lois militaires polonaises ; incorporation, dans les cadres de la légion, de l'artillerie polonaise. Quelques jours plus tard, Dombrowski arrivait à son tour, et de son côté, remettait deux mémoires à Bonaparte. Outre les quatre points de Wielhorski, et le retrait de la garnison polonaise de la malsaine Mantoue, il demandait que les légions se trouvassent constammment sous les ordres directs des généraux français, commandants en chef dans la Cisalpine, et qu'un officier polonais, choisi par les légions, les représentât ordinairement auprès de Bonaparte. Il pensait évidemment à remplacer son adversaire Sulkowski par Wielhorski, ou bien Kniaziewicz. « Sous vos auspices, disait Dombrowski à Bonaparte, j'ai recruté un corps polonais en Italie. Votre protection nous gardait, votre départ nous ruinera, si vous ne donnez point satisfaction à nos vœux ». Dans une autre lettre, il lui recommandait chaleureusement de défendre la cause polonaise, au Congrès de Rastadt, dans l'esprit des idées de Bonneau au sujet de l'incorporation de la Pologne à l'Empire ; et il insistait de nouveau pour qu'il

admît auprès de sa personne un *attaché* polonais, agent politico-militaire désigné par les légions.

Bonaparte, sur le point de quitter l'Italie, liquidait sa vaste activité dans ce pays, et se préparait en même temps pour une activité nouvelle et plus vaste encore. Il était alors absorbé par ses pensées, accablé de travail. Pourtant, il n'oubliait point les légions polonaises. Il se proposait de les employer d'abord dans le conflit que l'on prévoyait avec Rome, le Saint-Siège apostolique refusant de reconnaître la Cisalpine. Il avait ordonné dans ce but, la concentration de toute la première légion à Rimini, sur les frontières des Etats de l'Eglise. Il promit à Dombrowski d'y faire venir aussi le troisième bataillon de la seconde légion et l'artillerie polonaise. Il lui donna encore le commandement de toute la division cispadane, formée de détachements polonais et de détachements cisalpins placés de même sous son commandement, pour opérer en cas de besoin contre les troupes pontificales, peut-être même contre l'armée napolitaine : car, de ce côté, il s'attendait à toutes les surprises. Mais il ne dédaignait pas les vœux suprêmes des Légions ; bien plus, il voulut les satisfaire sans retard. Deux de ces *desiderata*, il est vrai, étaient irréalisables. Bonaparte, tout en gardant auprès de lui son aide-de-camp polonais, Sulkowski, ne consentit pas à admettre un autre représentant officiel des Légions, puisqu'il n'y avait aucun titre, au moment où lui-même déposait le commandement de l'armée d'Italie. Il ne s'obligea pas davantage à porter la question polonaise sur la table du Congrès, puisqu'à cet égard encore, il n'avait aucun pouvoir ; il ne pouvait d'ailleurs avoir aucune confiance dans les combinaisons enfantines d'incorporation germano-polonaise. Par contre, et sans délai, il donna aussitôt satisfaction, dans la mesure de ses moyens, aux autres vœux concrets formulés par les Légions.

Ainsi, sur ses instances personnelles, le Directoire cisalpin, confirmant et développant la première convention de janvier 1797, conclue avec le gouvernement provisoire lombard, dut,

vers la mi-novembre 1797, signer à Milan le nouvel accord relatif aux Légions. D'après cette nouvelle convention, recommandée au gouvernement par Bonaparte, les légions polonaises devaient conserver leur appellation de troupes «auxiliaires» de la Cisalpine, comme naguère de la Lombardie, tout en restant sur un pied d'égalité avec le demeurant des troupes cisalpines, sous le rapport de l'organisation, de la solde, et de l'ordinaire. Les Légions conservaient — la nouvelle convention était plus précise à cet égard que l'ancienne — le droit de retourner en Pologne, au cas où l'intérêt national exigerait ce retour; par contre, si la question polonaise était enterrée au Congrès de la paix générale, on leur garantissait le droit de cité en Cisalpine. Les légions conservaient l'uniforme polonais, et — ceci était expressément stipulé — « les couleurs de l'uniforme de chaque bataillon ». Affranchis des galons lombards qu'ils avaient portés jusqu'alors, les Légionnaires prenaient la cocarde cisalpine, au lieu de la française. On conservait à la légion le mode de nomination des officiers, désignés par le gouvernement de Milan sur la présentation de Dombrowski, mais sans l'approbation ni le contre-seing, exigés jusqu'alors, des autorités militaires françaises. En revanche, les légions y gagnaient la garantie expresse que des officiers non-polonais, cisalpins, ne pourraient être nommés que dans les futurs bataillons de la Légion, et cela, tout au plus dans la proportion d'un quart. C'est-à-dire que la Légion recevait l'assurance, très importante, que dans les six bataillons existants des deux légions le cadre des officiers, une fois pour toutes, se composerait exclusivement de Polonais, ce qui empêchait l'infiltration d'officiers étrangers, à quoi Bonaparte avait songé en passant, et qu'avait sérieusement voulue le gouvernement cisalpin. La Légion acquérait son propre droit pénal militaire, qui était le droit polonais. Enfin, Dombrowski obtenait — et c'était capital — l'incorporation complète de l'artillerie polonaise dans la Légion, ce que Bonaparte avait jusqu'alors refusé.

Certes, c'était chose pénible que le relâchement du lien

des légions avec la France, par suite de la disparition de l'approbation donnée aux nominations par les autorités françaises, mais surtout par suite du remplacement de la glorieuse cocarde française, symbole plutôt républicain que national, par l'humble cocarde cisalpine, signe de la dépendance matérielle où étaient tombées les armes de la grande Pologne vis-à-vis d'un petit État italien. Ce dernier détail était particulièrement douloureux aux légionnaires. Ils ne voulaient à aucun prix admettre la cocarde cisalpine, y voyant un détriment pour leur ambition militaire et pour la dignité nationale de leur Corps. Mais il fallait s'y résigner. C'était là un résultat forcé de la paix de Campo-Formio. Evidemment, au point de vue purement formel, Bonaparte au nom de la France, en paix avec l'empereur, ne pouvait se poser en protecteur direct des légions polonaises, composées de prisonniers et de déserteurs impériaux. Il pouvait tout au plus les favoriser indirectement, créer pour elles les conditions d'existence les plus avantageuses. Toutefois, la nouvelle convention avait son côté faible. La partie contractante italienne avait tenu à stipuler que l'accord serait soumis à la ratification du corps législatif cisalpin. Il était à prévoir que là, dans la Chambre milanaise, surtout après le départ de Bonaparte, s'élèveraient de nombreuses difficultés, difficultés que la présence du général en chef avait réussi à empêcher dans le Directoire cisalpin. Mais, à cela, il n'y avait nul remède. C'était une conséquence fatale des institutions parlementaires que l'on venait de donner au pays.

En tous cas, il est indubitable que Bonaparte, à la veille même de son départ, donna satisfaction à toutes les demandes les plus importantes que lui soumit la Légion, pour autant que cela fût en son pouvoir. Il remit enfin le commandement de l'armée d'Italie à Berthier, l'ami des Polonais; et provisoirement, en l'absence de Berthier, à l'Irlandais Kilmaine plein de sympathie, lui aussi, pour la Pologne. D'avance, il avait pris ses mesures, afin que le ministère cisalpin de la guerre passât bientôt de l'Italien Birago, mal

disposé pour la Légion, au général français Vignolle. Quant à la convention des Légions, elle fut signée le jour du départ de Bonaparte. Après ce dernier service rendu aux légions polonaises par leur fondateur, au moment où il les abandonnait à leur destinée, il s'éloigna d'elles pour longtemps, salué par elles avec un mélange de vive reconnaissance et de regret inquiet. Il abandonna la terre italienne et les armes polonaises. Il clôturait la première période historique de sa vie.

Entouré d'une suite nombreuse, parmi laquelle figurait Sulkowski, Bonaparte, quittant Milan, se rendit, en traversant la Suisse, au Congrès de Rastadt. Il ne resta qu'une semaine à Rastadt, où commençaient enfin les séances du Congrès. Après y avoir mis en bonne voie, d'accord avec Cobenzl, les actes plus importants, relatifs à la ratification et aux cessions, il se hâta de rentrer à Paris.

III

Au vainqueur, au pacificateur qui revenait d'Italie, une réception magnifique avait été préparée. En grande pompe, dans une réception solennelle au palais du Luxembourg, le Directoire le salua.

Les Chambres législatives l'honorèrent d'un banquet, Talleyrand d'un bal brillant. La rue où il habitait fut appelée Rue de la Victoire. Les journaux parlaient de lui en termes flatteurs.

Même l'Institut de France lui exprima son admiration en l'accueillant dans son sein. Bonaparte, avec une satisfaction jouée, avec une modestie digne de Cincinnatus, accueillait ces hommages. A la réception organisée en son honneur par le Directoire, il porta aux nues les bienfaits d'une sage constitution, les mérites d'un sage gouvernement, les heureuses conséquences de la paix assurée à la France. « Je serai longtemps votre écolier, dit-il aux académiciens ses nouveaux

collègues : les vraies conquêtes, les seules qui ne donnent aucun regret, sont celles que l'on fait sur l'ignorance, les contributions à l'extension des idées humaines »,

Ce n'étaient là que des apparences. Bonaparte brûlait d'une ambition insatiable : il avait la soif d'accomplir de plus grandes actions et de monter encore plus haut. Autour de lui, c'était la haine, et une haine qui ne désarmait point; c'était la volonté de le perdre, de l'anéantir. Le Directoire le haïssait, parce que, de jour en jour, il le redoutait davantage. Les généraux politiciens, surtout le grossier Augereau et le rusé Bernadotte, le haïssaient aussi, parce qu'ils en étaient de plus en plus jaloux. Pour les raisons les plus diverses d'intérêt ou de vengeance, quantité d'hommes publics, qu'il gênait, et la clique puissante des parasites financiers et politiques de la guerre, auxquels il avait enlevé leur pâture, le haïssaient. De plus, il avait contre lui les éléments jacobins et démagogiques, considérablement fortifiés dans la Capitale depuis la révolution de fructidor, et qu'on excitait maintenant contre lui, contre son despotisme, contre son modérantisme, et surtout, au nom des principes révolutionnaires, contre la paix qu'il avait faite. Et dans les coulisses, exploitant comme d'ordinaire l'aveuglement radical et révolutionnaire au profit de leurs vues particulières, diamétralement opposées, intriguaient parallèlement, en vue d'une reprise des hostilités, les éléments royalistes et contre-révolutionnaires, qui redoutaient la consolidation de la République par une paix prochaine et avantageuse. En même temps s'exerçaient, pour empêcher cette paix, des influences étrangères. C'était la Prusse irritée de voir l'Autriche s'en tirer à si bon compte, et jalouse de la concurrence que Campoformio faisait à la paix de Bâle. C'était l'Angleterre, effrayée de son isolement. Les patriotes italiens présents à Paris, déçus dans leurs espérances, semaient de leur côté le mécontentement. Enfin, il y avait les murmures des malheureux émigrés polonais, surtout des partisans de la Députation, souffrant, eux aussi, de la grande déception que leur avait causée la paix.

Le gouvernement directorial exploitait avec empressement tous ces motifs de mécontentement contre la personne du général en chef, pour monter contre lui l'opinion, le ramener au niveau commun, et peut-être s'en débarrasser tout à fait. En effet, sur le pavé parisien, l'auréole du vainqueur d'Italie pâlissait rapidement. « Cet homme est fini, annonçaient, chacun de son côté, l'agent royaliste Mallet Dupan et le ministre de Prusse, Sandoz. On ne parle plus de lui. A peine si on le regarde encore au théâtre, à peine si on s'en souvient ». Et Bonaparte lui-même se rendait compte de sa situation. « Dans ce Paris, s'écriait-il, on ne garde le souvenir de rien. Si je reste longtemps dans cette grande Babylone, je suis perdu. Bientôt, je serai coulé. Ici, je n'ai rien à faire. Tout s'use ici Je n'ai déjà plus de gloire ». Evidemment, les Directeurs le craignaient toujours. Mais leur position devenait plus forte, à mesure que la sienne devenait plus faible. Un jour qu'après une violente altercation avec eux, Bonaparte avait menacé, une fois de plus, de sa démission, Reubell, tout de suite, lui passa une plume pour qu'il la signât enfin, cette démission. Invincible dans tant de batailles, Bonaparte se voyait battu par les « avocats » de la Capitale, qui gouvernaient la France. Bientôt, il commença à se sentir personnellement menacé, à craindre un empoisonnement, et, même, dans les dîners offerts par le Directoire, il lui arriva de refuser les mets et les boissons qu'on lui servait. On lui donna, il est vrai, le commandement en chef de l'armée d'Angleterre, qu'il n'avait point sollicité, mais c'était pour se débarrasser de lui, sinon pour le perdre. A cette expédition contre l'Angleterre, qu'à dessein, semble-t-il, on annonçait d'avance comme à son de trompe, à laquelle pourrait soudain s'opposer toute la flotte britannique, et pour laquelle on manquait des moyens navals indispensables, à cette expédition d'Angleterre, il n'avait jamais cru sérieusement. Il ne voulait pas renouveler le déplorable exemple de Hoche et se « couler » à jamais. En apparence, il y donnait ses soins; il faisait d'importants préparatifs, voulant ainsi gagner du temps: car la situation

était peu claire à Paris même et de nouvelles complications se produisaient en Italie et à Rastadt. Mais ces préparatifs, il les faisait surtout pour détourner l'Angleterre des eaux méditerranéennes, où il avait l'intention de réaliser une idée absolument différente, que depuis longtemps il tenait secrètement en réserve : le dessein extraordinaire de sa grande expédition d'Egypte.

L'entreprise égyptienne, nous l'avons dit, occupait Bonaparte depuis l'apparition des premières chances de paix avec l'Autriche. Elle lui avait été suggérée par son premier contact avec la Vénétie, avec la Dalmatie, avec les peuples de la péninsule balkanique et de l'Archipel; il l'avait exposée en détail, dans des entretiens confidentiels avec son entourage à Passariano. Il pensait alors, après la conclusion de la paix avec l'Autriche, quitter Venise avec un corps de 18.000 hommes pour conquérir l'Egypte. Il comptait employer à cette expédition toute la force de la légion polonaise. Il comptait réunir dix mille Français et huit mille Polonais, c'est-à-dire tous ceux qui étaient sous les armes. Peut-être, ce calcul influa-t-il en partie sur les dispositions favorables aux légions qu'il prit au tout dernier moment, à son départ de Milan.

Au projet de l'expédition d'Egypte se reliait fatalement celui de l'occupation de Malte. Sur cette affaire, il pouvait être informé avec précision par l'aide-de-camp qui était sans cesse à ses côtés, le chevalier de Malte Sulkowski. L'Ordre, comme on sait, grâce à la fondation de Sanguszko et au majorat d'Ostrog, tirait des revenus considérables des commanderies polonaises, qui, à la suite des partages, se trouvaient sous le sceptre russe. Mais, lorsque les possessions principales de l'Ordre, situées en France, furent confisquées par la Révolution, le prieur de Malte, un Polonais, le misérable Poninski, suggéra au grand-maître, dès 1792, l'idée de livrer l'île à la Russie. Les négociations menées à ce sujet, interrompues par la mort de Catherine, aboutirent, en 1797 (cette fois encore avec la participation d'un Polono-Maltais, Raczynski)

à la création d'un grand-prieuré russe, à l'établissement d'une ambassade extraordinaire des Chevaliers en Russie, et à l'acceptation, par Paul, de la dignité de protecteur de l'Ordre. Cette démarche, surprenante au premier abord, répondait pourtant tout à fait aux anciennes velléités de la Russie dans la Méditerranée. Ces tendances, datant de Pierre le Grand, accentuées par Catherine II, étroitement liées à sa politique turque et grecque, avaient pour objectif lointain, comme nous l'avons dit, l'Egypte. D'une manière vraiment étonnante, surtout depuis les dernières années de l'Impératrice, l'influence russe se propageait dans la lointaine vallée du Nil. Là, par centaines, affluaient des Mameluks d'origine russe. Les jeunes recrues de cette milice étaient déjà, pour un quart, des sujets russes; le reste comprenait des Géorgiens et des Tcherkesses, également sujets de la Tzarine. Tel était notamment, le fameux Rustan, le Mameluk de Napoléon, né à Tiflis. Aussi, les beys d'Egypte étaient-ils en rapports constants avec l'ambassadeur de Russie à Stamboul, et avec ses agents, nombreux entre Alexandrie et le Caire. Les choses, à la fin du gouvernement de Catherine, en étaient arrivées à ce point que Pitt et Vergennes commençaient à redouter la conquête de l'Egypte par la Cléopâtre du Nord. Par un remarquable concours de circonstances, Bonaparte, dès ses premiers pas dans sa carrière de conquérant, dès le premier coup d'œil que d'Italie il jeta vers les Balkans, s'était heurté à la concurrence russe. Chose plus remarquable encore, il rencontrait la même concurrence dans cette expédition d'Egypte qu'il préparait à présent.

Pour la France elle-même, cette entreprise exotique n'était point une absolue nouveauté. Elle continuait les traditions de Saint Louis, les rêves de Henri IV. Inconsciemment, elle se rattachait au *Consilium Aegyptiacum* du siècle précédent, par lequel le savant Leibnitz-Lubieniecki, appelant à son aide jusqu'au roi de Pologne, Michel, voulait amener sur les bords du Nil Louis XIV — afin (il est vrai) de le détourner de la guerre de Hollande. Plus étroitement encore et plus

consciemment, le projet se rattachait aux récents desseins égyptiens caressés avant le partage de la Pologne par Choiseul, et suggérés, après le partage, par l'Empereur Joseph II à Vergennes, comme on l'a vu plus haut. Maintenant, le plus ardent défenseur de ce projet était Talleyrand, le successeur de Choiseul et de Vergennes au ministère des Affaires étrangères. Il parlait avec éloquence du coup que l'on porterait à l'Angleterre, de la route ouverte vers les Indes. Il calculait avec précision que, depuis la paix de Westphalie, la France monarchique n'avait conquis que 1500 lieues carrées, et la République à peine autant, alors que la Russie, depuis la paix de Nystad, s'était annexé près de 14000 lieues, dont la majeure partie avait été conquise sur la Pologne. A l'exemple de l'Empire russe, Talleyrand poussait la République à s'indemniser sur la Turquie et ses possessions nominales d'outre-mer. Le rusé ci-devant évêque fortifia avec empressement Bonaparte dans son aventureuse idée d'une expédition égyptienne. Peut-être Talleyrand le faisait-il un peu à la façon de Leibnitz, pour mieux détourner Bonaparte de l'expédition d'Angleterre; un peu plus, pour gagner ses bonnes grâces; et sans doute plus encore, pour débarrasser de lui le Directoire.

Sans doute fallait-il encore, à cette fabuleuse entreprise africaine, la collaboration d'un cerveau polonais. Nous voulons parler ici d'un Polonais francisé à fond, car il descendait, à la troisième génération déjà, d'une famille de partisans de Stanislas Leszczynski, émigrée à Lunéville. Brave officier, savant ingénieur militaire, Joseph Lazowski n'en était pas à ses débuts. Le Comité de salut public l'avait envoyé récemment prendre du service dans l'armée turque, avec la mission d'armer la Turquie contre la Russie. Lié, sans aucun doute, avec Sulkowski qu'il connaissait depuis Stamboul, et prévenu par lui des intentions de Bonaparte, Lazowski, dans le rapport qu'il adressa sur sa mission au gouvernement, dépeignait avec les couleurs les plus noires la situation de la Porte. En prévision d'un effondrement imminent de la Turquie, il conseillait

à la France de s'assurer à temps le riche butin égyptien; et, assez légèrement d'ailleurs, il insistait sur la prétendue facilité de pareille entreprise.

Enfin, Bonaparte lui-même, estimant que l'affaire était mûre, renonça au commandement de l'expédition d'Angleterre, et réclama catégoriquement celui de l'expédition d'Egypte. Que, de cette manière, il voulût séduire la France par l'appât d'un succès sans égal, et en même temps porter un grand coup à l'Angleterre, la chose est sûre. Mais il n'est pas moins certain qu'il obéissait surtout à des motifs d'ordre plus personnel. Il caressait toujours ses anciens rêves orientaux. Il poursuivait aussi des mirages plus récents, plus lointains, et parfaitement illusoires : le mirage balkanique et surtout le mirage grec. Par le Delta du Nil, il espérait atteindre non point tant les Indes anglaises que Byzance plus proche. Bien plus : il ne pouvait demeurer ni à Paris, ni ailleurs, sinon à la première place. Ne pouvant alors conquérir en France ce rang suprême, il le cherchait provisoirement en Orient. Sans trop de peine, il obtint le consentement du Directoire, séduit par la perspective de se débarrasser de Bonaparte (et, avec lui, de la « superfétation militaire ») plutôt que par la considération de la véritable raison d'Etat française. Sans doute, on aurait pu, à la rigueur, découvrir telles ou telles raisons, historiques et actuelles, pour justifier l'exotique entreprise. Mais on aurait pu invoquer contre elle des raisons bien plus fortes. Des raisons historiques : ce projet changeait violemment la saine orientation de la politique française, turcophile depuis François Ier. Des raisons actuelles, ensuite. Il affaiblissait la défense de la République, il attirait sur elle de nouvelles menaces, dangereuses surtout dans sa situation si peu solide encore. Enfin, il y avait de graves objections d'ordre moral, puisque la France allait s'engager dans la voie de rapines que rien ne justifiait. Bonaparte, de tout cela, devait éprouver les fâcheuses conséquences dès que l'expédition d'Egypte entra dans sa phase malheureuse. Il en subira, beaucoup plus tard, l'effet désastreux, lorsqu'il sera abandonné, au

moment décisif de son duel à mort avec la Russie, par la Porte Ottomane spoliée jadis et méprisée par lui.

En attendant, avec une incomparable énergie créatrice et organisatrice, il poussait les préparatifs de cette fantastique expédition. Mais, avant même de pouvoir s'y engager, il devait traverser une série de complications. Et tout d'abord, les affaires d'Italie devaient se gâter sérieusement : il fallut même faire donner les légions polonaises. Conformément aux ordres lancés avant que Bonaparte eût quitté l'Italie, Dombrowski, à son retour de Milan, ayant pris à Rimini le commandement de la division qui lui était confiée, occupa avec la première légion le fief impérial à la frontière des Etats de l'Eglise. Il en repoussa facilement les troupes pontificales ; il conquit la place forte de San Leo, défendue par elles ; il les rejeta en Romagne jusqu'à Fano, Urbino, Pesaro. Bien qu'on eût excité à dessein les ignorants montagnards, contre les Barbares polonais, « ces ogres, mangeurs d'enfants », le chef des légions polonaises fut salué partout comme un sauveur par les populations. Mais à la fin de décembre, sous prétexte que Dombrowski avait envahi le territoire pontifical, en réalité pour des raisons qui n'ont jamais été éclaircies, très probablement à la suite de manœuvres provocatrices, éclatèrent, à Rome même, des troubles violents. On y assassina un général français, ce qui amena la rupture officielle avec la France. Là-dessus, Dombrowski, au début de janvier 1798, pénétra de son propre mouvement jusqu'au cœur des Etats de l'Eglise, et se mit à marcher sur Rome. Bientôt, cependant, il fut arrêté, en sa qualité de général de la Cisalpine, par Berthier, accouru de Paris et de Milan. Berthier, avec l'armée française cette fois, continua l'expédition. Il s'empara en février de la Ville Eternelle sans défense, il abattit le pouvoir temporel de Pierre, près de deux fois millénaire, enleva le vieux Pie VI ; il établit la République romaine, avec le gouvernement représentatif et consulaire imposé par Paris.

Dans cette affaire, la politique directoriale contrariait sur beaucoup de points les tendances secrètes de la politique

italienne de Bonaparte. Mais lui-même n'était nullement étranger à ces événements.

Il y gagnait le maintien dans le midi de ses troupes fidèles, qu'en grande partie il destinait, non aux rivages de la Manche, mais à l'expédition d'Afrique. Il y gagnait en même temps ceci : après le départ de Berthier, qui lui était indispensable dans cette expédition, l'important commandement d'Italie ne tomberait point dans les mains hostiles de Bernadotte qui le briguait avec instance. Bernadotte, Béarnais intelligent et ambitieux, qui savait « prendre le vent », et qui de « modéré » se transformait à présent en zélé républicain, était revenu de Paris à Milan exprès pour contrarier Bonaparte qu'il haïssait, et pour recueillir toute sa succession politique et militaire. Mais il fut adroitement et rapidement débusqué. Lorsqu'arriva à Paris la nouvelle des événements de Rome, le Directoire se réunit immédiatement. Considérant la double nécessité de remettre entre les mains éprouvées de Berthier le commandement de l'expédition de Rome, et de nouer, en même temps, des relations directes avec l'Empereur, le Directoire décide, sous la pression de Bonaparte, d'offrir à Bernadotte — fort surpris d'une nomination qu'il n'avait point sollicitée — le poste d'ambassadeur de France à Vienne. En revanche, le commandement en chef de l'armée d'Italie, conservé provisoirement à Berthier pour son expédition romaine, fut ensuite, en février, légué à Massena. Bientôt, du reste, on créa un commandement séparé pour l'armée de Rome. En même temps (fin février 1798) était signé, à Paris, un traité d'alliance cisalpino-français. Ce traité, imposé à la Cisalpine, l'obligeait à entretenir, outre son propre contingent de 20.000 hommes (y compris les légions polonaises), 25.000 hommes de troupes françaises.

Alors se produisit une nouvelle et menaçante surprise. Après l'arrivée de Massena, fameux autant par ses pillages que par sa valeur militaire, éclata, parmi les troupes françaises de Rome, et simultanément à Mantoue (fin février 1798), une véritable émeute. C'était là comme une répétition sur

le sol classique, du terrible soulèvement des légions de Pannonie et du Rhin sous Drusus et Germanicus. Et, bien que cette révolte eût des raisons sérieuses dans la misère du soldat et les abus de l'intendance, toute l'affaire, étonnamment bien organisée, avait pour cause principale une sorte d'intrigue ou de complot qui travaillait l'armée. Sans doute, la main de Bernadotte était-elle dans tout cela. En tous cas, il y avait là des influences dissolvantes, hostiles à Bonaparte. Après la fuite de Massena devant sa propre armée, le retour de Berthier, revenu de Rome à Milan et ensuite à Paris, pour les préparatifs égyptiens, en mars de cette année, le sévère Saint-Cyr, excellent général de l'armée du Rhin, prit le commandement à Rome. Simultanément, le divisionnaire Brune fut chargé du commandement en Italie. C'était un ex-dantoniste, soldat courageux, ambitieux, roué, radicalisant, qui, tout récemment, s'était distingué par le facile succès de son expédition politique et militaire en Suisse.

Depuis longtemps, en effet, le Directoire parisien préparait un coup contre la Suisse voisine, pour y consolider l'influence politique et militaire de la France. Le plan de cette intervention avait été élaboré avec la participation des principaux patriotes suisses, des démocrates centralistes réunis à Paris. Leur chef était l'ambitieux La Harpe, tout récemment encore précepteur et mentor des grands-ducs, à Pétersbourg, éloigné de cette capitale pour ses idées trop avancées, mais qui resta jusqu'à sa mort l'ami de son ancien élève, le grand-duc Alexandre, empereur depuis. La Harpe, exilé de sa patrie, vivait alors à Paris. Enfin, au mois de mars 1798, Brune dirigea l'intervention armée de la France en Suisse. On renversa l'oligarchie bernoise, on détruisit l'antique fédération cantonale, on établit à sa place la République helvétique unie, dans une vassalité évidente à l'égard de la France.

Tous ces événements, qui se succédaient coup sur coup, attestaient éloquemment l'instabilité de la situation européenne, due à l'action incessante de la France; mais en même temps, la marche lente et capricieuse des négociations de

Rastadt favorisait, du côté adverse, les manœuvres souterraines de la Coalition. Bonaparte, malgré sa fiévreuse préparation de l'expédition d'Egypte, ne perdait pas de vue toutes ces complications. Il pouvait y sentir, à chaque instant, des tendances hostiles, opposées aux siennes : tendances du gouvernement, des généraux, des jacobins, des partisans d'une restauration; tendances divergentes, mais qui partout s'efforçaient d'entraver l'essor de son ambitieux génie. Il les sentait dans l'ébranlement continuel de son œuvre : la paix autrichienne; il les sentait dans les perpétuelles tentatives faites pour saper les bases de son édifice italien. « Ces gens, prédisait-il, mettront le feu à toute l'Italie et s'en feront chasser. »

Dans ce tumulte incessant de complications qui s'accumulaient partout, et dont l'importance dépassait immensément la malheureuse question polonaise, les patriotes polonais élevaient encore leur faible voix et réussissaient à atteindre Bonaparte, malgré son éloignement. Dans la colonie polonaise, très nombreuse alors (fin de 1797) et très troublée, où « jamais ne s'étaient montrées tant de divergences », tous devaient encore compter avec Bonaparte. En particulier, les plus modérés et les plus sincères parmi les émigrés polonais n'avaient jamais perdu leur foi dans cet homme. Mais déjà commençaient à se détourner de lui les éléments extrêmes, les moins sûrs, ceux qui avaient lié partie avec les coteries françaises hostiles à Bonaparte.

L'infatigable Barss et ses amis avaient tenté, par Dombrowski et Wybicki, d'agir sur Bonaparte, alors qu'il était encore à Milan, avant son départ pour Rastadt, où il allait diriger, jusqu'au bout, croyait-on, la délégation française au Congrès. Mais apprenant ensuite qu'il allait rentrer à Paris, en toute hâte, ils s'efforçaient d'y mettre en œuvre tous les moyens de « le rendre favorable à leur cause ». Ils n'avaient pourtant, dans la capitale, ni accès auprès de Bonaparte, ni informations exactes à son sujet. Ils recouraient à l'impuissant Bonneau, qu'ils recommandaient comme plénipotentiaire français au Congrès; à Rossée, peu influent quoique récem-

ment nommé président du Conseil des Anciens; ils comptaient sur la protection de Joséphine. Ils songeaient à rédiger un mémoire pour le remettre à Bonaparte lors de son arrivée.

Alors s'offrit l'équivoque Maliszewski, qui, indépendamment des chefs de la Députation, Dmochowski et Szaniawski, intriguait pour son propre compte. Depuis peu, il était lié par d'étroites obligations personnelles à Bernadotte; et, d'autre part, il était grand ami de Sulkowski. Depuis longtemps, il connaissait Mostowski, arrivé en novembre 1797 de Bruxelles à Paris. Maliszewski invita ce dernier à rédiger, d'accord avec lui, un memorandum fort tranchant à l'usage de Bonaparte (39). Ce memorandum, il avait entrepris de le porter lui-même à Milan ou à Rastadt. « Les peuples tendent les mains vers toi et les rois agenouillés sont à tes pieds », disait cet écrit, qui devait guérir Bonaparte « de ses contradictions et de ses erreurs ». C'était en apparence une requête, mais en réalité un acte formel d'accusation, tout à fait dans l'esprit de ses plus acharnés détracteurs français. On y reprochait à Bonaparte d'avoir dédaigné la vraie gloire, « la guerre pour les droits de l'homme ». Ruinant Venise républicaine, il avait négligé d'expulser les tyrans de Florence, de Turin, de Naples, et surtout du repaire du despotisme et des ténèbres, de Rome, « où l'attendaient en vain les cendres de Brutus, dignes d'un pareil hommage de la part de Bonaparte ». Il avait négligé d'affranchir l'Italie d'un seul coup; et si, après la déception qu'il lui avait causée, elle préférait de nouveau les fers de la tyrannie à la liberté, la responsabilité historique en retomberait sur lui, ainsi que l'opprobre mérité d'un vulgaire pirate de terre ferme. « Ou vous n'auriez point dû entreprendre cette tâche de la régénération politique de l'Italie, ou bien vous auriez dû achever votre œuvre », lui disait-on. Le même dilemme, simple et absurde, sera repris, à la lettre, par les accusateurs de même farine qui reprocheront plus tard à Napoléon les hésitations de sa prudente et graduelle politique polonaise. Successivement, le *memorandum* passait en revue les revendications ou plutôt les griefs polonais.

« Vous n'avez point apprécié sans doute la valeur de Kosciuszko: pourquoi s'embarque-t-il ? Pourquoi ne l'avez-vous pas conservé à la Pologne ? » C'était là un reproche fort singulier, puisqu'on insinuait que les efforts faits pour attirer Kosciuszko, par Hambourg ou par Londres, au printemps de 1797, n'avaient pas été encouragés par Bonaparte. Du reste, ce reproche était plus singulier encore sous la plume de Maliszewski, qui probablement, avait été le premier à trahir, à dénoncer Kosciuszko à Catherine après l'échec de l'Insurrection. Lisons encore: « Le conquérant et prévaricateur de l'Italie confirme tranquillement la destinée de la malheureuse Pologne. Sous son commandement il a cent mille Français, encore désireux de vaincre, et il n'a pas l'idée de les employer en faveur d'un faible peuple auquel on a arraché sa patrie. » Plût à Dieu, disait-on en substance, qu'à la dernière heure encore, Bonaparte s'amendât, qu'il réclamât catégoriquement, des puissances partageantes, la restitution des terres polonaises, et qu'avec toute son armée, il s'élançât jusqu'à la Pologne, précédé par Kosciuszko ! Qu'en même temps, il foudroyât le Saint-Père, la Grande-Bretagne, le Habsbourg ! « Avoir un pied à Rome, un autre à Vienne, de la main gauche noyer le féroce gouvernement anglais, et de la main droite ressusciter la Pologne démembrée, quel tableau ! » — Tableau digne de l'imagination échevelée et des poses héroïques de son misérable auteur. Phrases magnifiques et creuses, fantaisies dont la réalisation était impossible : les auteurs de ce *factum* ne l'ignoraient point. Mais document mémorable : car c'était le premier spécimen et déjà comme la quintessence, non point de ces reproches concrets et sévères que l'on peut et que l'on doit, avec raison, faire à Bonaparte et à Napoléon, mais de ces critiques vagues, de ces récriminations imprécises, inexactes et injustes, répandues pour la première fois dans l'opinion polonaise avec un parti-pris nettement hostile, et plus tard accueillies sans réflexion ni critique par les esprits les plus honnêtes.

Cependant, les éléments les plus sains de l'émigration

parisienne se rendaient un compte exact de la valeur réelle de cette élucubration. A tous, déplaisaient, et la personne de l'émissaire proposé (Maliszewski) et son mémoire trop délayé et plein d'exagération. Maliszewski, qui pour remettre son mémoire attendait encore l'arrivée de Bonaparte et de Sulkowski à Paris, se rendit sur le Rhin, auprès d'Augereau mécontent, et de là, il alla rejoindre en Italie son protecteur Bernadotte, afin de seconder ses vues mystérieuses.

En revanche, sous l'influence de Barss et de ses amis, peut-être avec la collaboration d'Oginski, arrivé à la fin de 1797 pour un nouveau séjour prolongé à Paris, fut rédigé, par Mostowski, en décembre, une adresse *à Bonaparte* d'un style et d'une teneur tout différents. Ce mémoire, lui aussi, contenait des idées chimériques, mais au moins, des nuées de la phraséologie il redescendait sur la terre; et il tenait compte, finalement, des conditions réelles de la situation. Le fond était cette malheureuse idée, lancée naguère par Bonneau, mais que toutefois l'on s'était efforcé de formuler d'une manière politiquement plus tangible. On proposait maintenant la restauration de la Pologne « du moins partiellement, par la rétrocession (consentie par les puissances partageantes) des territoires du troisième partage », en échange d'une indemnité territoriale correspondante, en Allemagne. Ainsi, l'on récupérait le noyau de la Pologne, avec Varsovie et Cracovie, auquel venait s'adjoindre la Silésie, que la Prusse devait céder moyennant une compensation prélevée en territoire saxon. Cette Pologne serait unie avec la Saxe pour former avec elle un ensemble territorial d'un seul tenant, mais sous la garantie de sa nationalité et de son autonomie; elle devait entrer dans le corps de l'Empire germanique. Le trait caractéristique du mémoire, après le contenu qui vient d'en être analysé, c'était une évolution très sensible de l'esprit, jusqu'ici prussophile et anti-autrichien, de ses inspirateurs. Cette évolution s'expliquait certainement par une adaptation de l'attitude nouvelle que Bonaparte, depuis Campoformio, était obligé de prendre vis-à-vis de Vienne. Ainsi, à côté des

violentes sorties contre la Russie, qu'il est naturel d'y trouver, on y rencontre certaines appréciations dédaigneuses à l'endroit de la Prusse, et par contre, des expressions en somme modérées, conciliantes, au sujet de l'Autriche. Bien plus, on y découvre une mention favorable d'une ancienne proposition, relative « à l'offre de la couronne de Pologne à l'archiduc Charles, en lui donnant en mariage, soit la fille de l'électeur de Saxe, soit même une princesse de Russie ». Il faut noter aussi la mention de la Silésie et de ses habitants, « qui forment une branche de la grande famille esclavonne, et qui saisiraient la première occasion de fraterniser avec les Polonais ». Cette vieille idée, entretenue déjà du temps des rois Saxons, cette idée d'une union *physique* de la Pologne et de la Saxe, se rejoignant à travers la Silésie des Piasts, devait s'ancrer profondément dans le cerveau de Napoléon.

Pour remettre ce mémoire à Bonaparte, on s'adressa d'abord à Sulkowski. Celui-ci, ami de Maliszewski, peut-être employé en faveur de sa récente élucubration, et plus ou moins « brûlé » pour cette raison, refusa une entremise qui dépassait son service d'aide-de-camp. Il recommanda de s'adresser au secrétaire de Bonaparte, à son ancien condisciple, Bourrienne. Le choix de l'intermédiaire n'était point particulièrement heureux. Bourrienne connaissait la Pologne. Il était allé jadis à Varsovie, au début de la Diète de Quatre Ans, pour y servir des intérêts qu'il est malaisé de démêler et, semble-t-il, en qualité d'associé du misérable Mehée. Ensuite, en qualité d'agent officiel, il s'était rendu à Leipzig, où il avait étudié à l'Université, et traduit *Werther*. Il s'était intéressé aux émigrés polonais de cette ville, et, avant l'insurrection elle-même, en avait été expulsé pour espionnage par le gouvernement Saxon. Maintenant l'ami et le confident de Bonaparte, plus tard son ennemi acharné et son calomniateur aux gages de la Coalition, traître de bonne heure sans doute, et, en tous cas, âme vile et vénale, il finira par la prison pour dettes et par l'asile d'aliénés. Ce fut lui qui reçut ce mémoire des mains de Barss, et qui en donna lecture

à Bonaparte. Celui-ci se borna à déclarer que le plan exposé dans le mémoire « était meilleur que tous ceux qui lui avaient été remis jusqu'alors ». D'ailleurs, de ce plan, il n'attendait rien, et il ne fit à ce sujet nulle promesse.

Il était difficile d'avoir accès auprès de la personne de Bonaparte, à cause de la multitude de ses occupations. Il fallait agir par Bourrienne et d'autres intermédiaires qui n'étaient pas toujours sûrs. « Barss est timide, se plaignaient alors les émigrés; il agit par des tiers de son mieux, mais... ce n'est pas la même chose ».

A la vérité, dans les circonstances d'alors, il n'y avait pas grand'chose à faire. Bonaparte, pour la première fois, se montra alors aux émigrés polonais de Paris. Mal accueilli par la « gauche » de la Députation, pour les autres émigrés qui recherchaient son appui, il était peu accessible, simplement parce qu'il n'avait rien à leur communiquer. Après Sulkowski, qui se renfermait, sincèrement ou non, dans son rôle d'aide-de-camp, le mondain Oginski était celui qui le voyait le plus souvent. Il lui fut présenté dans la maison d'un ami de Joséphine, le banquier Lecoulteux. Mais il ne fut qu'assez brièvement interrogé par Bonaparte au sujet de sa mission à Stamboul, et encore plutôt au sujet des Turcs qu'au sujet des Polonais. S'étant assis au clavier, et voulant par la musique rappeler l'attention sur la Pologne, Oginski joua sa « Marche des Légions », restée d'ailleurs sans notoriété; mais il ne provoqua rien qu'un mot d'éloge du général : Bonaparte, se tournant vers cette société choisie, voulut bien parler « des braves légions polonaises ». Oginski, habitué aux formes françaises, polies , brillantes et décevantes, fut surpris de l'aspect peu élégant de Bonaparte, de la simple redingote grise que dès lors il portait, de l'expression sévère et peu encourageante de son visage. Par Sulkowski, il apprit que « Bonaparte était, à son ordinaire, sombre, taciturne, perdu dans ses pensées », que jamais il ne se déridait dans les sociétés trop nombreuses, quoique en petit comité il fût éloquent, et même enjoué; que le plus souvent, depuis son retour de

Paris, il restait enfermé dans son humble demeure, agenouillé, le compas et le crayon à la main, sur des cartes géographiques qui couvraient le plancher, traçant des plans de campagne, lisant et travaillant jusqu'à trois heures du matin ». Il travaillait à son expédition d'Egypte. La reconstruction de la Pologne, totalement irréalisable à l'heure actuelle, ne le préoccupait pas le moins du monde; et il se gardait bien, à ce sujet, de leurrer les émigrés polonais de Paris. Il n'oubliait pas, toutefois, les légions polonaises d'Italie. Par Berthier, envoyé là-bas, il leur envoyait l'expression d'une sympathie immuable, il les assurait de son appui dans leurs difficultés avec les autorités de la Cisalpine; et il leur adressait des instructions orales, leur recommandant, en présence de la paix désormais conclue, de modifier leur attitude jusqu'alors résolument hostile à l'Autriche.

IV

Les relations officielles et directes de la France elle-même avec l'Autriche, indépendamment des négociations de Rastadt, étaient alors entre les mains de Bernadotte. Avoir écarté cet homme de l'Italie était un succès pour Bonaparte; mais la mission de Bernadotte à Vienne devait être la source de beaucoup de difficultés. Bernadotte avait bien compris le motif secret de sa nomination au poste d'ambassadeur : il ne le pardonnait pas aux auteurs de cette nomination, et il devait s'en venger à sa manière. Il quitta Milan pour le poste qui lui était assigné, à la fin de janvier 1798. Il emmenait à Vienne une suite nombreuse, composée de jeunes gens, ardents partisans de la propagande révolutionnaire et belliqueuse, adversaires de Bonaparte et de sa paix de Campoformio ; il emmenait avec lui son homme de confiance, Maliszewski. Antérieurement déjà, lors de son séjour à Paris, il avait groupé autour de lui tous les mécontents qu'avait faits Bonaparte, en employant le procédé facile de la surenchère. En surenchérissant sur

Bonaparte, en faisant sonner bien haut le nom républicain, en étalant de nobles sentiments humanitaires, en promettant la liberté à tous, Bernadotte attirait à lui les éléments extrêmes de l'émigration polonaise en Italie, qui croyaient à sa sympathie pour la restauration de leur patrie. Alors circulèrent d'obscures rumeurs au sujet des prétendus pleins pouvoirs que le gouvernement de la République française aurait donnés, à propos de la question polonaise, au vaillant général-ambassadeur. En réalité, il n'était question de rien de semblable. Si, précédemment, à propos des instructions des commissaires français à Rastadt, il était arrivé qu'on touchât en passant cette délicate matière polonaise, dans les notes de Talleyrand pour le Directoire se trouvaient seulement quelques allusions vagues, sous la forme interrogative ou dubitative, à la dite question : et cela était conforme aux vues constantes de la Révolution et du Directoire sur les affaires de la Pologne. Voici ce que disait ce singulier oracle : « Il ne s'agit nullement de ce que souhaiterait le gouvernement français, mais de ce qu'il pourrait faire (à propos de la question polonaise), de ce qui, notamment, sur cette question peut répondre aux calculs de sa politique. » C'est du même style dubitatif que s'exprimaient les instructions pour Bernadotte, préparées par le Directoire, dans la seconde moitié de Janvier 1798, instructions fort équivoques, contraires aux intentions de Bonaparte et à l'esprit de Campoformio, rédigées dans un esprit plutôt favorable à la Prusse, hostile à l'Autriche. A la vérité, à côté des principaux problèmes actuels, comme la frontière du Rhin et l'expédition romaine, il y avait bien une allusion détournée à la recherche des moyens « d'un rétablissement partiel de la Pologne », et de la possibilité de l'incorporer dans l'Empire ; il était question aussi, de sonder à ce propos l'opinion autrichienne. Mais ces allusions se trouvaient reléguées après les instructions proprement dites, celles qui concernaient la mission particulière de l'ambassadeur. Elles étaient formulées d'une manière purement incidente et nullement obligatoire, comme con-

cernant un objet « à côté », un sujet « d'étude et d'observation».

L'émigration polonaise, trompée par les apparences, prit au sérieux les sympathies feintes et les prétendues instructions de Bernadotte. Les premiers à s'enthousiasmer furent les émigrés appartenant à la plus haute noblesse, intimement liés avec l'aristocratie de Galicie, de cette Galicie qui, depuis toujours, gravitait vers Vienne, et où vivait la foi dans la régénération de la Pologne sous la protection des Habsbourgs. Au nom de ces nobles Galiciens, un Polonais « connu pour ses talents, son patriotisme et les importantes fonctions qu'il avait occupées en Pologne », probablement Pierre Potocki, et Stanislas Soltyk, envoyèrent à Dombrowski une longue « note sur la question des négociations à entreprendre avec l'empereur sur la restauration de la Pologne. » On y exposait, de la manière traditionnelle, en termes éloquents et généraux, que la résurrection d'une Pologne indépendante ne pouvait s'accomplir sans la participation d'une des puissances partageantes. On affirmait que cette puissance ne pouvait être que l'Autriche, la moins intéressée au partage et la plus intéressée à la restauration de la Pologne. La couronne polonaise était une fois de plus destinée à l'archiduc Charles, par le moyen d'un mariage avec la princesse de Saxe, comme « infante de Pologne », aux termes des résolutions de la Grande Diète. On en revenait du même coup à l'idée de la convocation de cette Diète — comme au point de départ de toute l'entreprise—sous la protection des légions polonaises en Italie. Cette note, à la fin de février 1798, Dombrowski l'envoya de Rimini à Bernadotte, à Vienne, par le capitaine Biernacki, fraîchement entré dans la Légion; il lui envoyait par la même occasion des documents de moindre importance, exposant le caractère et le but nationaux des Légions. De plus, dans une lettre particulière, et d'une rédaction du reste assez prudente, il lui demandait de commencer des négociations à cet effet avec la cour de Vienne, dans la mesure où les conjonctures politiques le permettaient. Il s'obligeait aussi, en cas de besoin, à fournir des renseignements relatifs

aux opérations de guerre qu'il fallait prévoir contre la Russie et la Prusse. En même temps — en février de cette année — Bonneau, de Paris, adressait de la meilleure foi du monde au « héros » Bernadotte une lettre pompeuse, de teneur pareille, où il s'entremettait ardemment en faveur de la Pologne, développant tous ses rêves de « rétrocession », d'indemnisation, d'incorporation dans l'Empire, de convocation de la Diète, d'élévation de l'archiduc Charles au trône saxo-polonais, etc... La réalisation de ces beaux desseins, il la confiait aux nobles sentiments et à l'habileté diplomatique du guerrier-ambassadeur, appelé à concilier désormais les actes et les destins associés de la France et de l'Autriche.

Mais de tels épanchements se trompaient d'adresse. Bernadotte tendait bien moins à une collaboration amicale avec une Autriche alliée, qu'à rendre difficiles les rapports austro-français et même à hâter la rupture. Tout au moins se conduisait-il à Vienne, d'une manière fort étrange. Il avait pris l'attitude d'un républicain intransigeant. Il se comportait avec fierté et même d'une manière un peu provocante. Il était en mauvais termes avec Thugut et, par contre, cherchait un rapprochement avec l'impératrice napolitaine; il s'immisçait dans des intrigues de cour, sans avoir la moindre idée du terrain glissant où il s'aventurait. En même temps, alors que les événements de Rome et de Suisse puis les querelles de Rastadt (où les Français insistaient pour l'amélioration de leur frontière rhénane, fixée à Campoformio) provoquaient à Vienne une vive animosité contre la France, il continuait, le plus tranquillement du monde, à expédier de la capitale une correspondance animée de l'esprit le plus hostile à la monarchie habsbourgeoise, sur une nouvelle guerre offensive contre l'Autriche ou la Russie, sur la Turquie qu'il fallait entraîner dans cette guerre, sur des troubles à provoquer en Hongrie et en Galicie. En attendant, chez lui, à l'ambassade, il faisait une vive propagande. Dans sa résidence de l'Hôtel Liechtenstein, il attirait secrètement des « frères », très douteux, des loges maçonniques autrichiennes; il recevait

aussi quelques libres-penseurs de Vienne, quelques écrivains, quelques artistes, comme le jeune Beethoven, quelques conspirateurs Hongrois, et quelques Polonais présentés par Maliszewski.

Bernadotte entretenait des relations particulières avec « la coterie polonaise, si influente à Vienne ». Ce petit monde polonais, dont l'influence, en réalité, était fort médiocre parce que purement mondaine, gravitait surtout vers l'Autriche, quoiqu'il regardât aussi avec une grande attention du côté de la Russie. Là, les Polonais commençaient à se débarrasser des illusoires espérances mises d'abord dans les sentiments prétendument favorables de l'Empereur Paul. L'on venait d'apprendre la mort soudaine et triste de Stanislas-Auguste à Pétersbourg (février 1798). Du reste, on détestait comme jadis le vieil ex-roi, et sa carrière pétersbourgeoise due à la faveur impériale.On le détestait, non seulement pour ses fautes envers la nation, mais encore à cause des vieilles rancunes que lui gardait l'oligarchie. On avait au fond de l'antipathie — sous les dehors de la cordialité — pour son neveu, le jeune ex-commandant en chef, Joseph Poniatowski, qui végétait alors dans la solitude d'un faubourg de Vienne. Dans son ensemble, toute la colonie des magnats polonais se tenait autour de la Hofburg. Cette haute noblesse polonaise, conformément à ses traditions, était divisée, et chaque famille vivait de sa vie à part. Il y avait bien des nuances et des degrés dans l'attitude de ces familles, depuis les éléments purement galiciens, les plus « progressifs », jusqu'aux grandes familles de magnats et à la noblesse de cour, purement viennoises. Ces dernières avaient évidemment une grande prépondérance. Elles étaient concentrées dans quelques nobles maisons, particulièrement dans celle de la vieille maréchale Lubomirska sur la *Bastei*. On y faisait montre, avec ostentation, de convictions nettement réactionnaires, contre-révolutionnaires, anglophiles. On y traitait largement tous les émigrés français titrés, agents des royalistes et de la Coalition, comme le sympathique Pozzo di Borgo, maintenant à la solde de

l'Angleterre, plus tard au service de la Russie, aimable, souple, bien pensant, ennemi mortel de ce « brigand sans éducation » qu'était Bonaparte, client assidu du salon de la princesse Lubomirska. Dans ces nobles salons polonais on parlait avec mépris de la France révolutionnaire et républicaine. On y partageait à l'égard de la France, comme à l'égard de la « capitulation de Campoformio », la profonde répugnance des salons de l'aristocratie féodale viennoise, et des ambassades d'Angleterre et de Russie.

Bernadotte, aidé de cet équivoque Mentor qu'était Maliszewski, s'efforçait, par les voies les plus diverses, d'atteindre cette puissante colonie polonaise du Danube. Il fréquentait une émigrée française, l'ex-amie d'Ignace Potocki, madame d'Etoubville; il voyait secrètement le jeune Stanislas Jablonowski, et Casimir-Nestor Sapieha, alors vieux et malade. Mais en même temps, il offensait personnellement, en refusant de lui demander audience, et, par cet affront même, forçait à quitter Vienne, l'archiduc Charles, peu aimé du couple impérial, favorable à Bonaparte, adversaire d'une reprise des hostilités, et patronné par Dombrowski et Bonneau pour la couronne de Pologne. Enfin à l'importante communication de Dombrowski, apportée à Vienne par Biernacki, et qui était le premier signe d'un rapprochement polono-autrichien, il n'avait fait aucune réponse. Le plus amusant, c'est que toutes ces subtiles démarches de Bernadotte, l'excellente police viennoise les suivait avec une paternelle sollicitude et les pénétrait avec une remarquable clairvoyance (40). Elle était, cette police, au courant des pourparlers, des visites, des réceptions, des lettres, des conversations. Elle avait même acheté le valet de chambre de confiance de l'ambassadeur. Sur chaque parole, sur chaque démarche de l'ambassade de France, la police rédigeait, au jour le jour, un rapport bien fait, et très complet. Ces rapports, le ministre de la police, le comte de Pergen les remettait entre les mains du confident de l'Empereur, Colloredo, ou bien les présentait chaque matin à François Ier lui-même, qui y inscrivait son sacramentel *dient*

zur Wissenschaft ou *zur Nachricht*. En même temps ces rapports étaient communiqués à Thugut, pour l'usage ultérieur des Affaires étrangères. Un intérêt spécial était témoigné par la police aux relations polonaises de Bernadotte.

Au même moment, en mars 1798, la police autrichienne arrêta à Prague deux patriotes polonais, revenus de Leipzig, Antoine Kochanowski et Rykaczewski. On saisit sur eux des papiers curieux, qui éclairaient et la mission parisienne de Michel Kochanowski, et celle de Woyczynski, et les projets relatifs aux Légions, à la Diète, aux insurrections qu'il s'agissait de fomenter, projets qui, en grande partie tout au moins, répondaient à des conceptions prussiennes. Or, ces affaires intéressaient doublement le cabinet viennois. D'une part, on pouvait, par elles, compromettre sérieusement la Prusse, et d'autre part — ce qui était plus important — agir d'une manière favorable sur la Russie. Là, en effet, à Pétersbourg, depuis un certain temps, depuis la découverte, en automne, l'année précédente, de sociétés secrètes patriotiques, propagées en Lithuanie et en Wolhynie par la Députation parisienne, le vent soufflait avec violence à la répression. Pour nouer une nouvelle coalition antifrançaise, avec l'aide active de la Russie, il n'était que d'exciter les craintes et les soupçons de l'empereur Paul. Les Autrichiens en avaient désormais le moyen. Il suffisait de révéler les dangereuses menées révolutionnaires qui tendaient au rétablissement de la Pologne, et qui étaient dirigées aussi bien contre l'Autriche que contre la Russie. La France, jusqu'alors, avait conduit ces intrigues avec l'aide de Berlin. Et à présent, par l'ambassade française, elles se développaient en pleine ville de Vienne.

Ainsi Bernadotte et ses complices, qu'ils fussent des exaltés naïfs ou des aventuriers politiques, qu'ils agissent en aveugles de bonne foi ou qu'ils fissent le jeu des provocateurs, favorisaient en tous cas la politique de la Coalition. Finalement, ils couronnèrent leur œuvre par un coup sensationnel. Vers le mi-avril 1798, au milieu des préparatifs que la Capitale, loyalement dévouée à l'Empereur, faisait pour

célébrer une fête patriotique, le jour anniversaire de l'armistice de Léoben, apparut tout à coup au balcon de l'ambassade de France, un immense drapeau tricolore qui pendait jusque dans la rue. Bientôt, une foule nombreuse s'attroupa. Cette foule, exaspérée par la provocation de Bernadotte, et certainement encouragée par des agents locaux du parti de la guerre, peut-être aussi par des Anglais ou des Russes, peut-être enfin par la police, insulta le drapeau français et pénétra de force à l'ambassade, au milieu de la fusillade des Français qui se défendaient. Ce fut une aventure de grand style, dans le genre de la récente affaire romaine, quoiqu'il n'y eût pas d'effusion de sang. Cependant, elle rappelait étrangement l'affaire valaque de l'année précédente (à la mise en scène de laquelle avaient participé, directement, des hommes qui faisaient partie, à présent, de l'ambassade de Bernadotte), et qui visait à déchirer l'armistice de Leoben, comme cette nouvelle provocation tendait à déchirer le traité de Campoformio. En effet, Bernadotte, la même nuit, envoyait à Paris l'un de ses secrétaires, accompagné de Maliszewski, pour dénoncer la violence inouïe faite en sa personne au droit des gens, l'insulte faite à la dignité de la France. Le lendemain, lui-même, avec toute l'ambassade, quittait Vienne, respirant la vengeance et la guerre.

La nouvelle de cet extraordinaire incident provoqua en France une forte émotion. La relation partiale présentée au Directoire par les émissaires de Bernadotte, et qui naturellement faisait retomber toutes les responsabilités sur l'Autriche, devait irriter l'opinion française, et entraîner le gouvernement à des mesures violentes, à la guerre. En effet, au premier moment, après la rupture diplomatique consommée de sa propre initiative par Bernadotte, on était près d'une reprise des hostilités. Le plus atteint par la surprise de Vienne fut celui contre qui elle était surtout dirigée, Bonaparte. Il s'apprêtait précisément à faire voile vers l'Egypte; et il était maintenant, presque à la dernière heure, forcé de révoquer les ordres donnés. Ceci portait à toute l'expédition un coup

peut-être irréparable. Mais bientôt, et ce grâce à son influence, les choses s'éclaircirent. Les procédés de Bernadotte furent mis à nu, ses rapports furent rectifiés. On réussit à calmer les premières alarmes et à écarter cette guerre qui avait paru imminente. Le Directoire n'y était nullement préparé, malgré le cliquetis d'armes d'une inoffensive propagande. Thugut n'y était pas préparé davantage; il avait besoin de temps pour organiser la nouvelle coalition, pour s'entendre avec l'Angleterre et pour gagner la Russie. Des deux côtés, on se montra disposé à entamer des négociations franco-autrichiennes, indépendantes du Congrès de Rastadt, pour assurer à la République des satisfactions de la part de l'Empereur. Et soudain tout se calma à la surface, bien que le feu continuât à couver sous la cendre.

Profitant de ce calme rétabli en apparence, Bonaparte put enfin, bien qu'avec un retard fatal à sa flotte et par là-même à toute l'expédition, réaliser son rêve égyptien. Dans la seconde moitié de mai 1798 il quitta le port de Toulon, pour l'Orient fabuleux, pour Malte et l'Egypte. Il emmenait environ 38000 hommes, dont les demi-brigades les plus solides, les plus éprouvées, de l'armée d'Italie; onze des meilleurs généraux de division; vingt généraux de brigade, parmi lesquels Zajonczek ; les plus savants ingénieurs, parmi lesquels le chef de bataillon Lazowski; les aides de camp les plus sûrs, et notamment le capitaine Sulkowski. Son absence allait durer un peu moins d'un an et demi. Pendant ce court espace de temps devait s'accomplir la catastrophe déjà menaçante au moment de son départ : la catastrophe de la France, de l'Italie, et des légions polonaises.

FIN

NOTES (1)

1. — (p. 3).

Napoléon et la Pologne : Lukasinski, ancien officier de l'armée du grand-duché de Varsovie, le grand martyr de la Pologne révolutionnaire, détenu pendant quarante-six ans, jusqu'à sa mort, dans la forteresse de Schlüsselbourg, parle avec enthousiasme de Napoléon dans ses Mémoires autographes (inédits), écrits à Schlüsselbourg de septembre 1863 à janvier 1864. Cf. Askenazy, *Lukasinski*, I (1908), p. 202.

2. — (P. 13).

Catherine aux braves Corses et au général Paoli (juin 1769) : *Recueil de la Soc. d'hist. russe*, X (1872), p. 342.

3. — (P. 15 et s.)

Rapports franco-polonais au temps du roi Poniatowski : Mottaz, *Stanislas Poniatowski et Glayre* (1897); Askenazy, *Polnische Koenigswahl* (1894); *Memorie della vita et delle peregrinazioni* del Fiorentino Filippo Mazzei... agente del Re Stanislas di Polonia I (Lugano, 1845); D'Ancona, *Scipione Piattoli e la Polonia* (1915), 21 sq. *Lettres de Paris du Prince K. N. Sapieha*, 1774-6, *Athenaeum* III (1851); Wengierski, *Voyage en France*, 1779-84; Askenazy, *Paris il y a cent ans*, dans *Et. hist.-crit.* (en polonais, 1897); Farges, *Instructions*, Pologne, II (1888); Dumouriez, *Mémoires* (1795) ; Vioménil, *Lettres sur les aff. de Pologne en* 1771-2 (1808); Chuquet, *Dumouriez* (1914) ; Rulhière, *Hist. de l'anarchie de Pologne* (1807), nouv. éd. (1864); Rapports et discuss. de l'Institut (nov. 1810). Bernardin de Saint Pierre se rend en Russie et de là à Varsovie, à l'époque de l'interrègne (1763-4); Aimé Martin, *Essai sur la vie de Bernardin de St-Pierre*, p. 90 sqq., et après lui tous les biographes rapportent erronément ce séjour en Pologne à l'année 1769 et à la confédération de Bar; il eut des relations avec la première femme du fameux prince Charles Radziwill.

Les philosophes en Pologne : Guillois, *Cabanis et les idéologues* (1894). Cabanis vint en Pologne en 1774. Baudeau, *Lettres hist.*

(1) Les notes de l'édition polonaise comprennent environ 300 pages de petit texte. On n'en pouvait donner, dans l'édition française, que quelques spécimens, particulièrement intéressants.

sur l'état actuel de la Pologne et l'origine de ses malheurs (1772) ; il séjourna en Pologne en 1768-9. Mably, *Du gouvernement et des lois de la Pologne* (écrit en 1770-1, publié sans nom d'auteur en 1781); il fut en Pologne en 1776; cf. sa *Situation de la Pologne* de 1776 ; *Banquet des politiques* (à Cracovie, 1776). *Lettres inédites* de Mably, publ. par Askenazy (1900). Voltaire, à cause de ses attaques fréquentes contre la Pologne et de ses flatteries à l'égard de l'impératrice, fut sévèrement jugé par les Français : cf. Thesby de Belcour, *Journal d'un officier français au service de la Confédération de Pologne, pris par les Russes et relégué en Sibérie* (1776); il dit de Voltaire que de la Russie « il n'a connu au vrai que les roubles ». Le jeune Mallet du Pan, correspondant des Confédérés de Bar, leur écrit, de Genève, 4 octobre 1772 : « Souvent, je vois le Nestor de Ferney qui est dans mon voisinage. Sa dévotion à Sainte Catherine de Pétersbourg et aux pèlerinages de ses brigands à Crevet, l'a rendu déraisonnable sur les affaires de Pologne. Il a sali sa plume à vous flétrir. Je tâche de lui rendre cet amour de la vérité qui le caractérise; j'espère qu'il cessera d'être injuste ». Rousseau, *Considérations sur le gouvernement de Pologne*, (écrites en 1772, publiées après sa mort, avec quelques coupures, en 1782, complétées en 1801). Cf. Askenazy, *Lettres inédites* de Rousseau (1898), réimprimées dans la *Revue d'hist. litt. de France*, V (1898), *Annales J. J. Rousseau* VII (1911). On possède le brouillon autographe des *Considérations* de Rousseau sur la Pologne, avec de nombreuses corrections et additions, à l'encre dans le texte, au crayon en marge. Sur le dernier feuillet, également de sa main, projet de lettre à Wielhorski : « J'ai obéi, M. le Comte, à vos ordres, et voici mon offrande à votre patrie. Mon cœur la lui fait encore plus que ma plume. Je ne voulais d'abord que vous offrir quelques réflexions que votre lecture m'avait suggérées; elles se sont multipliées en avançant, et ont enfin produit l'énorme cahier que je vous envoie ». D'Alembert à Catherine, 30 octobre, 31 déc. 1772, intercède pour des officiers français déportés; réponse sarcastique de Catherine, janv., 20 février 1773 : *Recueil d'hist. russe*, XIII (1874).

4. — (P. 24).

Relativement aux visées de Catherine sur l'Égypte, il y a, aux Archives de l'État à Moscou, une volumineuse correspondance de l'amiral Greigh, ainsi que des agents secrets de l'impératrice en Égypte, Rossetti et le baron Tonus, qui finit par être étranglé au Caire en 1789.

5. — (P. 32 et suiv.)

La France et la Constitution du 3 mai : *Moniteur* (1791), nos 144, 150, 182; Mottaz, *Poniatowski et Glayre*; Aulard, *Société des Jacobins*, II, III (1891-2); Condorcet, *Œuvres* (1847-9), I, 330, III, 258, X, 284; Cahen, *Condorcet et la Révolution* (1904). Sur la réception

de Potocki aux Jacobins, lettre du duc de Chartres, 25 déc. 1790 : « hier, au comité des présentations... j'ai endossé M. Potocki », *Corresp. de Louis-Philippe-Joseph d'Orléans*, II (1800), p. 239; Potocki à sa femme, Strasbourg, 13 janvier 1791. Mehée : *Affaire Philidor-Cavin* (Varsovie, juin 1788); *Mém part. sur la Pologne, extrait de la correspondance d'un voyageur avec feu M. de Beaumarchais, sur la Pologne, la Lithuanie, la Russie Blanche (Hambourg-Paris*, 1807). Son *Histoire de la prétendue révolution de Pologne, avec un examen de sa nouvelle constitution* (Paris, 1792); seconde édition, où le mot *prétendue* a été supprimé du titre (Paris-Lyon, 1792); trad. all. *Geschichte der vermeintlichen Revolution Pohlens* (Altenb., 1793) : ces éditions et ces traductions aux frais du trésor russe. Sur Mehée, cf. Masson, *Département des aff. étr.*; Caudrillier, *Le Complot de l'an* XII, *Rev. hist.*, LXXVIII (1902); Cussy, *Souvenirs* I (1909), p. 273.

6. — (P. 38).

Fureurs de Catherine contre la France révolutionnaire : « *Hoellenbalge*, *Koeter*, gueux»; elle voudrait «souffleter, fouetter» les Français dans les Lettres de Catherine II à Grimm, *Recueil d'hist. russe*, XXIII, XXXIII. Mémoire de Catherine « sur les moyens de rétablir en France le gouvernement royal », Archives Russes (1866), IV, 399-422. Catherine à Zoubov (1792) sur un démembrement de la France, *Recueil*, XLII (1885), 320. L'analogie entre les menaces de partage dirigées contre la Pologne et la France frappait les contemporains. Cf. *Lettres on the subject of the Concert of Princes and the dismemberment of Poland and France, by a calm Observer* (1793), parues d'abord dans le *Morning Chronicle* du 20 juillet 1792 jusqu'au 25 juin 1793; l'auteur était sans doute un membre de l'opposition, Lord Shelburne, marquis de Lansdowne. *Briefe über d. Fürstenbundniss zur Theilung v. Polen u. Frankreich, von einem stillen Beobachter* (Koeln, 1794).

7. — (P. 48).

Le second partage de la Pologne et la campagne de France : Herrmann, *Diplom. corresp.* (1867); Sybel, *Revolutionszeit*, II; Sorel, III; Chuquet, *Guerres*, VIII (1893), 178; Lord, *Second partition of Poland* (1915).

8. — (P. 59).

La négociation de Barthélemy et la Pologne : Kaulek, *Papiers de Barthélemy*, III (1888), 420, 478, IV (1889), 314, 323, 416, V (1894), 51; Sorel, *La Paix de Bâle*, *Rev. hist.* VII (1878); Barthélemy, *Mémoires* (1914), 125 : « le Comité de salut public n'a fait auprès de la Prusse aucune espèce de démarche en faveur de la malheureuse Pologne ».

9. — (P. 63).

Convention sur le partage définitif de la Pologne, Pétersbourg, 26 janvier 1797, article séparé et secret : « les hautes parties contractantes sont convenues et s'engagent de ne jamais faire insérer la dénomination... du Royaume de Pologne qui demeurera dès à présent et pour toujours supprimée »; Martens, II, IV. 51. Cet article, invoqué par Alexandre Ier à Tilsitt, influa sur le nom donné au Duché de Varsovie.

10. — (P. 79).

Mémoire des émigrés polonais à Lallement, Venise, 1er janvier 1795. Cacault, au Comité de Salut public, Florence, 7 février; Lallement au Comité de Salut public, mars 1795 : *Renseignements généraux sur les patriotes polonais réfugiés à Venise*. Laroche, adjoint à l'Agence de Pologne, Note au Comité de Salut public, 19 févr. 1795.

11. — (P. 82).

Garran de Coulon, *Recherches politiques sur l'état ancien et moderne de la Pologne* (Paris, an III). *Epître du vieux cosmopolite Syrach à la Convention nationale de France... sur les bases d'une paix durable* (en Sarmatie, 1795). Frédéric-Guillaume II, dans une lettre confidentielle à Souvorov, Berlin, 7 août 1795, informait le maréchal « que l'auteur de l'épître du cosmopolite Syrach n'est autre que le ci-devant conseiller de guerre Glave, connu depuis longtemps comme un libelliste de la première espèce ». Il s'agit d'un certain Glave-Kolbieski, personnage ténébreux, plus tard homme de confiance de l'empereur François Ier, agent secret autrichien, mêlé directement à l'attentat de Staps contre Napoléon en 1809, et enterré depuis, par précaution, dans la forteresse d'Olmutz où il finit ses jours.

12. — (P. 114).

Chose curieuse, à Berlin même, du côté anglo-américain, on entretenait secrètement, en même temps, des desseins polonais absolument opposés, dirigés contre la Prusse. Le ministre américain à Berlin, Governor Morris, écrivait à Grenville, Berlin, 5 août 1796 : « The plan I contemplated for reducing Prussia, was to erect a new, but hereditary kingdom of Poland, with a constitution as free and energetic, as the moral state of the people may admit; such kingdom to consist of the country ceded by the last partition to Austria and the whole of the Prussian acquisitions, together with Prussian Silesia, a corner of Lower Lusatia, the New Marche and that of Pomerania lying East of the Oder ». Governor Morris, *Diaries and letters*, II (1888), 191.

13. — (P. 119).

Dombrowski au milieu de l'armée française : Dombrowski à sa

femme, Düsseldorf, 16 septembre; à Jourdan, Bonn, 18 septembre 1796. Sur la situation où se trouvait alors l'armée de Sambre-et-Meuse; août-septembre 1796, Jourdan, *Mémoire sur la campagne de* 1796 (1818), p. 314; caractéristique de ses généraux d'alors, Chuquet, *Etudes d'hist.*, III (1911), 115 sqq. Kleber : sur son service autrichien il y a au *Kriegsarchiv* de Vienne les *Standestabellen* suivantes : « Kleber, Jean-Baptiste, aus Strassburg im Elsass gebürtig, 24 Jahr alt, catholisch, ledig, ohne Profession, den 11 Octob. 1777, als Privat-Cadet assentirt, auf 6 Jahr qua ex propriis und neu anhero den 19 Nov. 1777 von der Leib-Compagnie transferirt »; de là, il passe au 38e régiment autrichien d'infanterie (wallon), alors (1777) en garnison à Mons et à Luxembourg; avec ce régiment il fit la campagne de 1778 : « 1778 mit Beibehaltung der Leibesmontur zu Fähnrich, 1. Apr. 1779 zu Unterlieutenant avancirt, hat keinen Equipierungsbetrag empfangen, 1784 als beurlaubt zu Strassburg, 22 Febr. 1785 quittiert ». On peut se demander s'il n'essaya pas de passer au service de la Saxe; car on lit dans les mémoires manuscrits du général Kossecki: « Kleber et Dombrowski s'étaient connus dans leur jeunesse; ils avaient servi ensemble, peut-être même dans le même régiment, en Saxe; séparés, vivant chacun de son côté, dans un autre pays, ils entendaient parler mutuellement de leurs exploits; sans se voir, ils s'estimaient. C'est pourquoi plus tard, lorsqu'ils se retrouvèrent en pays étrangers, ils se traitèrent en vieux amis ».

14. — (P. 133 et suiv.)

Dombrowski à Paris : Passeport de Kleber pour Dombrowski, se rendant de l'armée à Paris : « Armée de Sambre et Meuse, au quartier général à l'abbaye d'Alteberg, le 23 fructidor an IV (9 septembre 1796), le général Kleber. Il est ordonné à tous les commandants de postes et militaires français, de laisser librement passer Mr Debrowski (sic) général polonais, se rendant à Paris avec son fils et l'aide-de-camp Tremo, et en cas de besoin de leur prêter secours et assistance. Mr Debrowski aura l'attention de faire viser ce passeport par les commandants des places où il passera. Kleber ». Dombrowski arriva à Paris le 30 septembre; il descendit à la Maison des Etats-Unis, rue des Filles St. Thomas. Le 1er octobre il alla voir Delacroix : Dombrowski à Delacroix, 2 octobre; à Petiet, à Clarke, 9 octobre; Petiet à Dombrowski, 13 octobre. Mémoire de Dombrowski sur les légions, à Petiet, à Clarke, 10 octobre, à Delacroix, 12 octobre 1796. Quelques-uns de ces documents sont publiés dans Chodzko, *Histoire des légions*, I (1829), mais avec des erreurs de date et d'autres inexactitudes.

Décision du Directoire : Dombrowski à Kleber, 30 octobre. Petiet à Dombrowski, 30 oct.; à Bonaparte, 1er nov. recommandant Dombrowski; Clarke à Dombrowski, 2 novembre; Dombrowski à Clarke, 2 novembre; à Kleber, à Caillard, 3 novembre (annonce de son départ pour l'armée de la Sambre); à Clarke, 4 novembre :

« Je me suis présenté chez vous, général, pour vous faire part de la résolution que j'ai prise de me rendre à l'armée d'Italie. Je me conforme en cela au conseil que vous et le ministre de la guerre Petiet avez bien voulu me donner; persuadé que près de cette armée, j'aurai plus de moyens de répondre à la confiance dont le gouvernement de la République daigne m'honorer... »

15. — (P. 136 et suiv.)

Différend initial entre Bonaparte et le Directoire, sur le sort de l'Italie : Bonaparte au Directoire, 28 avril 1796 : « Avant un mois j'espère être sur les montagnes du Tyrol... et porter la guerre dans la Bavière. Ce projet est digne de vous, de l'armée et des destinées de la France », 29 avril : « Je passerai l'Adige et j'entrerai en Allemagne par le Tyrol ». Réponse de Carnot, 7 mai, destinée à refréner ce zèle intempestif : « La nécessité impérieuse de terminer la guerre pendant cette campagne... Faites d'abord la conquête du Milanais, soit qu'il doive retourner à la maison d'Autriche, comme cession nécessaire pour assurer notre paix avec elle»; réplique de Bonaparte à Carnot, Lodi, 14 mai 1796. Différend ultérieur sur une force armée italienne : première et prudente allusion de Bonaparte à une formation militaire lombarde, Milan, 11 juin : « Peut-être serait-il utile de former un bataillon de Lombardie. Je ne ferai rien sur un objet aussi important et délicat sans vos ordres », 2, 14 Juillet, 7 septembre, 1, 10, 16, 24 octobre. Lareveillère à Bonaparte, 20 sept., 11, 17, 28 octobre, 28 oct. *bis* : *Corr. de Napoléon*, nos. 610, 709, 760, 968, 1055, 1059, 1076, 1085, 1095, 1106; Panckoucke, *Corr. inéd.*, II, 44, 106 sq, 180 sq.

16. — (P. 143).

Départ de Dombrowski pour Milan : passeport, Paris, 1er nov. 1796 : « Laissez passer le citoyen Jean Dabrowski, né en Pologne, département de Cracovie, âgé de 40 ans, taille 5 pieds 6 pouces, cheveux et sourcils châtains, front moyen, nez aquilin, yeux bleus, bouche moyenne, menton rond, visage plein, se rendant auprès du gén. Bonaparte, commandant en chef l'armée d'Italie au quartier général. Le ministre de la guerre Petiet ». Dombrowski quitte Paris le 11 novembre. Il est à Bâle chez Barthélemy, le 16; à Chambéry chez Kellermann, le 25 novembre; passage du Mont Cenis, le 26; Turin, le 29; arrivée à Milan, le 2 décembre 1796.

17. — (P. 149).

Œuvres inédites de la jeunesse de Napoléon, conservées en Pologne. Je les ai trouvées dans la bibliothèque de la famille Dzialynski, appartenant aujourd'hui au Comte Wladislas Zamoyski, à Kornik. C'est un recueil d'autographes de Napoléon, datant de sa première jeunesse, et comprenant 15 documents en 40 feuillets (*in-folio*) que je publierai en *fac-simile*, d'après les photographies que j'en ai

prises. Ce recueil, relié avec soin, fut acquis par le comte Titus Dzialynski, après la mort de l'Empereur, au début de 1822. On y trouve, encarté, un certificat d'authenticité rédigé à Paris, le 25 février 1822, par le duc de Bassano, en présence du comte Charles de Montholon, du baron Fain et du baron Charles Mounier.

Voici des extraits du nº 14 de ce Recueil, écrit entièrement de la main de Bonaparte, et portant le titre : *Clisson et Eugénie* (1). « Clisson était né pour la guerre. Encore enfant, il connaissait la vie des grands capitaines. Il méditait les principes de l'art militaire. Dès l'âge de porter les armes, il marqua chaque pas par des actions d'éclat. Il était arrivé au premier grade de son métier militaire, quoique adolescent. Le bonheur seconda constamment son génie. Ses victoires se succédaient, et son nom était connu du peuple, comme celui du fils le plus chéri du succès.

« Cependant son âme n'était point satisfaite. L'envie, la calomnie, ce sont les passions basses qui assaillent une grande réputation naissante, qui font périr tant d'hommes utiles et étouffent tant de génie. Le pouvoir, le sang-froid, le courage et la fermeté ne firent que croître le nombre de ses ennemis et offenser les hommes qui par leur place devraient régler l'opinion sur son compte. L'on appela orgueil sa grandeur d'âme. Dégoûté de triomphes qui accroissaient ses ennemis, Clisson sentit le besoin de rentrer en lui-même, et pour la première fois il jeta un coup d'œil sur sa vie, ses goûts et son état. Comme tous les hommes, il avait le désir du bonheur, et il n'avait encore trouvé que la gloire... Naturellement sceptique, Clisson devenait mélancolique. La rêverie avait remplacé chez lui la réflexion. Il n'avait rien à combiner, à craindre, à espérer. Cet état de quiétude, si nouveau pour son génie, l'aurait, sans le sentir, conduit en peu de temps à la stupeur. Il allait souvent au bains d'Alles, distants d'une lieue de sa demeure. Il y passait des matins entiers à observer, à parcourir la forêt ou à lire quelque bon auteur. Un jour que, contre l'ordinaire, il y avait un peu de monde, il y trouva 2 jolies personnes qui paraissaient beaucoup se plaire dans cette promenade, qui venaient de retourner à la ville avec la légèreté et la gaîté de 16 ans. Amélie avait une belle taille, de beaux yeux, un beau teint, de beaux cheveux, et 17 ans. Eugénie, plus jeune d'un an, était moins belle. Amélie paraissait vous dire en vous regardant dans les yeux : « sachez donc que l'on ne peut me plaire qu'en me flattant, j'apprécie les compliments et j'aime l'accent guindé ». Eugénie ne regardait jamais fixement un homme. Elle souriait avec douceur, pour faire voir les plus belles dents possibles. Si l'on lui offrait la main, elle la donnait froidement, sans sourire; pourtant, on dirait qu'elle provoquait de laisser voir la plus jolie main, où la blancheur de la peau contrastait avec le bleu des veines. Amélie était comme un morceau de musique française que l'on

(1) Voyez la revue *le Flambeau* (Bruxelles) du 31 mai 1921.

entend agréablement, parce qu'on saisit la suite des airs qui plaisent à tout le monde, parce que tout le monde en sent l'harmonie. Eugénie était comme le chant du rossignol, ou comme du Paësiello, qui ne plaît qu'aux âmes sensibles, dont la mélodie transporte et passionne les âmes faites pour la sentir, tandis que cela paraît du médiocre au commun. Amélie subjuguait la plupart des jeunes gens, elle ordonnait l'amour. Mais Eugénie pouvait seule plaire à l'homme ardent, qui n'aime pas par galanterie, mais avec la passion d'un sentiment profond. La première arrivait à l'amour par la beauté. Eugénie devait allumer dans le cœur d'un seul une passion forte et digne de l'admiration des hommes...

» ... Il est 2 heures après minuit. Tout est prêt pour la mort. Les ordres sont donnés. La bataille se prépare. « Demain, je quitterai peut-être ces endroits. Et toi, Eugénie, que diras-tu, que feras-tu, que deviendras-tu ? Réjouis-toi de ma mort, maudis ma mémoire et vis heureuse... » La générale battait à la pointe du jour. Les feux des bivouacs s'éteignaient. Les colonnes s'ébranlaient, le pas de charge se faisait entendre et la mort se promenait dans les rangs. « Que d'infortunés regrettent la vie et désirent de la garder. Moi seul, je veux l'achever; c'est Eugénie qui me la donnait ». L'on vint lui annoncer que l'aile droite était battue. Clisson repousse l'ennemi, il était aux prises, quand, peu après, on lui annonce que le centre était victorieux, mais que l'aile gauche est battue... « Adieu toi, que j'avais choisie pour l'arbitre de ma vie, adieu la compagne de mes plus beaux jours. J'ai goûté dans tes bras le bonheur suprême, j'avais épuisé la vie et ses biens »... Il plia sa lettre, donna ordre à un aide de camp de la porter à Eugénie sur le champ... Il se mit à la tête d'un escadron, se jeta la tête basse dans la mêlée... et périt perçu de mille coups ».

18. — (P. 150).

Intrigues russes en Corse : Catherine et Potemkine, depuis 1781 poussaient activement, par tous les moyens clandestins, le recrutement des insurgés corses pour l'armée russe, ainsi que l'enrôlement en masse des paysans corses, comme colons à destination de la Nouvelle Russie et surtout de Cherson, par l'intermédiaire de Dimitri Mocenigo, accrédité à Florence de la part de l'impératrice en qualité de « commissaire général maritime en Italie ». Ukaze de Catherine à Mocenigo, 27 novembre 1781 ; memorandum des Corses à l'impératrice, où ils déclament qu'ils sont prêts à l'émigration, joint au rapport de Mocenigo au vice-chancelier Ostermann, Florence 27 mai 1782; décision favorable de Catherine, 2 juillet; Ostermann à Mocenigo, 11 novembre 1782 : « l'engagement des colons est borné aux seules nations grecque et corse ». On recruta ainsi secrètement en Corse tout un régiment de soldats pour le service russe, outre de nombreux colons, pour lesquels le gouvernement russe payait d'avance 50 à 60 roubles par tête; les accords relatifs à ces opérations

comme la « convention » conclue par les colons corses avec le lieutenant général russe, Hannibal (1783), rappellent tout à fait les contrats pour la fourniture d'esclaves nègres. Vergennes, à cette occasion, formula en 1783 une violente protestation et menaça de la potence les recruteurs russes en Corse, ce qui modéra un peu leur zèle. Sur la mission de Zaborovski en Italie et en Grèce : ukaze du « Collège de la guerre », pour Zaborovski, 23 février; instructions, 18 mars; ukaze de Catherine aux consuls de Russie en Italie, concernant la collaboration avec Zaborovski, 28 mars; rapport du général-major Nerantchitch, 5 octobre 1788, *Recueil de matériaux pour l'histoire militaire*, *Papiers de Potemkine*, VI (1893), nos 218, 220, 256, VII (1894) no 45; Petkovitch, Makuschev, *Matériaux pour l'histoire des relations historiques de la Russie avec la République de Raguse* (1865); Skalovskij, *Vie de l'amiral Ouchakoff* (1856), 78 sqq. Mocenigo à Ostermann, Florence, 22 juillet 1788 : « M. le lieutenant-général Zaborowsky m'a écrit d'avoir envoyé M. le brigadier prince Mechtchersky d'aller en Corse pour lever un bataillon. Je lui ai écrit... que quelques Corses m'avaient proposé la formation d'un corps, un bataillon de 500 hommes ». Zaborovski était à Livourne, le 6 octobre, à Pise, le 1er novembre 1788; il revint de Florence à Vienne le 3 mai 1789. Après son départ encore, dans la correspondance ultérieure de Mocenigo et de Calamaj, de Pise et de Livourne, avec le prince Bezborodko, il est constamment question de recrutement des Corses pour la Russie.

Quant à l'intention qu'eut Napoléon lui-même d'entrer au service de la Russie, par l'intermédiaire de Zaborovski, les premières indications à ce sujet furent données par Ivantchine-Pisarev, *Spaso-Andronikov* (1842), 32 sq., 101, d'après une relation orale du vieux Zaborovski : Bonaparte aurait adressée une requête à cet effet, presque simultanément, au général Zaborovski et au comte Tamara, Ce récit de Pisarev fut répété par B(arteniev), *Archives Russes* (1866), 1373 sq., qui rapporte, en outre que, d'après une relation du secrétaire d'Etat, comte Bloudov, pendant le couronnement d'Alexandre Ier, à Moscou (1801), Zaborovski, questionné par l'empereur sur ses anciens rapports avec le Premier Consul confirma ce même détail à Alexandre. Ces deux récits sont simplement répétés, sans aucune addition importante, par le comte Paul Schérémétiev, dans une plaquette (1910), traduite en français par Cazalas (1911). Cf. le *Golos Moskvy* (1916), no 181; Chuquet, *Feuilles d'histoire* (1912), p. 110 sqq.; *Etudes d'hist.*, V (1914), p. 2 sq., lequel, comme avant lui Frédéric Masson, préfère reléguer toute l'affaire dans le domaine de la légende.

19. — (P. 154).

Note de Bonaparte sur la position politique et militaire de nos armées de Piémont et d'Espagne remise par Robespierre jeune, le

19 juillet 1794 : Krebs-Morris, *Campagne dans les Alpes* 1794-6 (1895), p. 283 sq.

20. — (P. 157).

Le mémoire sur Gênes, sans date, mais évidemment de l'été de 1794 (cf les réflexions sur Gênes dans une lettre de Bonaparte à Multedo, 23 septembre 1794, *Corr. de Nap.*, nº 37), autographe, se trouve dans le Recueil manuscrit de Kornik (v. plus haut le nº 6 de ce recueil).

Les fameux mémoires et projets de Bonaparte, pour l'armée d'Italie, ont été publiés dans la *Correspondance de Napoléon*, nºs 49, 50, 52, 53, 57, 60, pour la plupart d'après Coston, *Premières années de Napoléon*, II, 320 ssq., qui se fonde sur des copies, non sur les originaux. C'est pourquoi Krebs-Morris, *Campagne dans les Alpes*, p. 303, en général portés à déprécier Bonaparte, ont cru pouvoir affirmer que ces pièces, à vrai dire, ne sont pas de lui, que leur fond même, « l'idée (d'une campagne offensive en Italie) était devenue un lieu commun (depuis 1794) », et que notamment les plus célèbres de ces documents, « les trois premiers (nºs 49, 50, 52), paraissent être des ébauches dont la fusion a été opérée par un autre rédacteur que Bonaparte ». Or, cette affirmation gratuite tombe par le fait de la découverte dans le Recueil de Kornik de ces mêmes pièces sur l'armée d'Italie, sous forme de minutes entièrement écrites de la main de Napoléon.

21. — (P. 157).

Plan d'une mission en Turquie : note de Bonaparte du 30 août 1795, Coston, I, 397 sqq. Décision du Comité de salut public au sujet de l'envoi de Bonaparte à Constantinople, Coston I, 399 sqq., moins correctement chez Jung, *Bonaparte et son temps*, III, p. 408 sq., qui, de la décision simultanée du Comité de salut public, du 15 septembre 1795 (radiation fictive de Bonaparte des contrôles de l'Etat-major, précisément pour faciliter sa mission turque), tire la conclusion tendancieuse qu'il s'agissait d'une mesure disciplinaire prise contre Bonaparte, à son insu ; or, la preuve évidente du contraire, de l'initiative personnelle de Bonaparte, nous est fournie par l'existence, dans le *Recueil* de Kornik, de la minute de cet arrêté du Comité de salut public, avec additions dans le texte et notes marginales de la main de Bonaparte.

22. — (P. 162).

Les risques : Dommartin ajoute à ce propos : « Bonaparte est un habile ouvrier qui a fait beaucoup avec des outils insuffisants ». Besancenet, *Le portefeuille d'un général* (1877), p. 154. Cf. les paroles de Napoléon lui-même à Varsovie, le 10 janvier 1812, Askenazy, *Le Prince Joseph Poniatowski* (1904), p. 310.

23. — (P. 170).

General Rob. Wilson, *Private Diary* 1812-4, II (1861), p. 366 :

« Milan, 7 may 1814 : his (Napoleon's) conception of the French empire, his conquest of every capital in Europe, are lofty memorials, but his intentions to re-establish Poland, with the creation and nurture of the kingdom of Italy, are magnificent traits of policy and intelligence, which will secure him immortality and prevent his offences and faults from being dwelt upon by future generations ».

24. — (P. 175).

Premières notions de Bonaparte sur la Pologne : Extraits faits de sa main, du manuel de géographie de Lacroix : « la Pologne, la Hongrie etc. sont luthériens »; extraits, faits en déc. 1788, d'une *Vie de Frédéric*, peut-être de la *Vie de Frédéric roi de Prusse* (Strasbourg, 1787) : « en 1772, Frédéric, l'empereur Joseph et l'impératrice de Russie se liguèrent, et en conséquence de prétendus droits qu'ils disaient avoir sur une partie de la Pologne, firent entrer leurs armées... La Diète de Varsovie confirma le partage. La confédération s'y opposa... il y eut une petite escarmouche »: Masson, *Napol. inconnnu*, I (1895), 427, II, 48. La première mention de la Pologne par Bonaparte, dans un document officiel, le mémoire pour Robespierre le jeune, de juillet 1794, est citée plus haut, p. 154; la seconde, dans une lettre privée à son frère Joseph, Paris, 12 juill. 1795 : « le Nord se brouille et la Pologne conçoit des espérances », Corr., n° 44.

Markowski, « natif de Pologne, docteur en médecine, nommé professeur de pathologie externe dans l'université de Cracovie, en 1785, et médecin de toutes les prisons de Paris, en 1793 »; Commune de Paris, départem. de police, 29 mars, 7 août 1793 : « laissez entrer à toute heure le cit. Markowski nommé officier de santé des maisons d'arrêt, à l'effet de visiter les détenus malades ». Chlapowski à Markowski, juillet 1808 : « j'ai parlé de vous à l'impératrice... elle m'a dit : « ah, quel brave homme,... c'est la bonté même, un homme comme il n'y en a pas ».

Sur le flirt de Prozor avec Joséphine (1795) : Dubiecki, *Charles Prozor* (1897), p. 272.

Jablonowski : né le 2 octobre 1769, fils de Constantin, colonel de l'armée de la Couronne; entre à l'Ecole militaire de Paris, en qualité de pensionnaire (1783), en sort en 1785; sous-lieutenant au régiment Royal-Allemand (1786), renonce au service français 1792. Jablonowski à la Commision de la guerre, 7 mars 1792; à Descorche, 18 août 1794; Notice sur les services militaires du général Jablonowski, *Moniteur*, 12 avril 1803, n° 202. Jung, I, 323; Chuquet, *Jeunesse de Napoléon*, I, 449.

25. — (P. 176 et suiv.)

Sulkowski : né en 1770. Sa mère était probablement Marguerite-Sophie de Fléville, Française, maîtresse du prince François de Paule, qui épousa plus tard Théodore-Alexandre Sulkowski, père putatif

de Joseph. Premier séjour à Paris, 1779-82. Ordre de Catherine II, 6 juillet 1783, qui place Sulkowski dans le régiment à cheval de la Garde du Corps en lui accordant un congé de 3 ans. Presque en même temps, le 1er juin 1783, il est inscrit en Pologne, comme cadet, dans le 10e régiment d'infanterie (Dzialynski), où il sert successivement comme enseigne (1785), lieutenant (1786), capitaine (1791). Après la campagne lithuanienne de 1792, il arrive à Paris en janvier 1793. Mission en Orient, juin 1793-juillet 1794; on peut suivre la surveillance secrète qu'il subissait, sans s'en douter, pendant tout ce voyage, d'après les curieux rapports secrets de ses hôtes et dénonciateurs, conservés aux *State Papers* , *Levant Company*, *Supplements*, ainsi que dans les relations respectives des ambassadeurs anglais, autrichien, et russe à Constantinople. Il entre dans l'armée française, 1er janvier 1796; se présente à Bonaparte, à Livourne, le 28 juin 1796; devient son aide-de-camp, 26 septembre 1796. Papiers inédits de Jos. Sulkowski : Portrait fidèle de Jos. Sulkowski, écrit par son oncle et tuteur, le prince Auguste; Notice sur Jos. Sulkowski, écrite par son camarade et ami, le major Suchodolec. Cf. Saint-Aubin, *Joseph Sulkowski* (1832); Oginski, *Mémoires*, II (1826); Lavallette, *Mémoires* (1831).

26. — (P. 186).

Portrait de Bonaparte : *Quelques notices sur les premières années de Bonaparte ... par un de ses condisciples* (Paris, au VI) p. 31 sqq. : « Il est d'une stature moyenne, et cependant remarquable par la largeur de ses épaules; ses yeux d'un bleu foncé sont petits,.. les cheveux bruns, le front large... » Oginski, *Mémoires*, II, 300 sq. : « des cheveux plats et luisants... extérieur sincère et peu prévenant... voix rauque »; Roguet, *Mém. milit.*, I (1862), p. 213 sq.; Miot de Melito, *Mém.* (1873), I, 84 ; Bourrienne (Villemarest), *Mém.*, III, 205 sq.; relation du général Chlopicki sur sa première entrevue à Milan, dans l'été de 1797, *Voyage en Italie*, III (1861), p. 73 sq.; rapport de Trouvé sur une entrevue avec lui à Mombello, dans Laréveillère, *Mém.*, III, 201; Dimo et Nicolo Stephanopoli, *Voyage en Grèce*, I (Paris, 1799), 65, description d'un dîner à Mombello : « Bonaparte n'était ni joyeux ni triste, son esprit était sans cesse occupé »; Th. Wolfe Tone, *Journal*, II (1893), p. 278 : « He is about 5 feet 6 inches high, slander and well made, but stoops considerably, he looks at least ten years older than he is, owing to the great fatigues he underwent... his face is that of a profound thinker, but... it is rather the countenance of a mathematician than of a general, he has a fine eye and a great firmness about his mouth, he speaks low and hollow... his manner is cold and he speaks very little, it is not however so dry as that of Hoche,... he is perfectly civil »; Wilhelm Humboldt, *Tagebuch*, Paris, 26 déc. 1797 : « er ist klein und mager, hat einen kleinen Kopf, feine Hände, das Haar braun und dünn, die Augenknochen stark und rein, schon gewölbt, die Stirn über

der Nase hervorstehend, die Augen tiefliegend,.. das Kinn besonders sehr stark, die Oberlippe über der unteren vorstehend...», *Neue Rundschau* (7 Juli 1916); Naboula-el-Turk, *Mémoires* (1839), 14 : « petit de taille, grêle de corps et jaune de couleur, il avait le bras droit plus long que le gauche » ; *Dictionnaire biographique et historique des hommes marquants de la fin du XVIII*e *s.*, I (Londres, 1800), 243 sq. : « d'une petite taille, un peu voûté, mince, mais bien proportionné,... teint olivâtre,... front carré, joues enfoncées, sobre, silencieux, écrit mal et parle en public sans la moindre éloquence »; Verri, *Vicende memor.* (1858), 290 : « capace di lungo silenzio, prorompe qual torrente, se favella, che non ha sponde; impenetrabile nei suoi consigli, sembra aprirli tutti ragionando; lo sdegno suo è simile a furore; niuno affetto lo vince; amore non ha imperio in lui, è sobrio... vigilante, veloce nelle determinazioni, rapido in eseguirle, nemico della quiete; meno stima l'esser grato agli uomini che tremendo ».

27. — (P. 203).

Sur la mission en Pologne, en 1793, des recruteurs anglais, le colonel Senger et le major St-Genie, qui, munis d'une lettre de recommandation du duc d'York pour Gardiner, résident Anglais en Pologne, se rendirent à Varsovie et à Grodno, pour débaucher les soldats de l'armée polonaise menacée de réduction, en payant une prime de 50 ducats par tête de soldat ou sous-officier polonais enrôlé au service anglais, v. Blum, *Sievers* III (1858), p. 406. Sur le marché honteux conclu par le besogneux prince Martin Lubomirski avec le comte Coetbourg, sous forme de « capitulation », le 7 juin 1793, précisant la fourniture, au prix de 40 livres sterling par cavalier, « de 1000 uhlans ou lanciers polonais » au corps des émigrés français, cf. Bouillé, *Souvenirs et fragments*, II (1908), p. 132 sqq. Sur les services rendus par les émigrés français à l'armée prussienne contre Kosciuszko, à l'époque du siège de Varsovie (1794), et plus tard, lors de la défense de Dantzig contre Napoléon et les Polonais (1807), cf. Lescure, *Mémoires sur l'émigration* (1877), p. 317 sqq.

Les Polonais dans l'armée autrichienne : Teuber-Ottenfeld, *Die oesterr. Armee* (1895). Goethe vit passer en 1797 des Polonais dans le régiment Manfredini : Teuber, *Hist. Legionen Habsburgs* (1896); Wrede, *Geschichte der K. u. K. Wehrmacht* (la source la plus abondante), I-III (1898-1901). *Streffleurs Zeitschrift* (1897), VIII; Jedina *Gesch. des K. u. K. oest. 1. Uhlanen Rgts* (1845); Kielmansegg, *Schwarzenberg Uhlanen* (N° 2) 1790-1887 (1899); Riedl v. Riedenau, *Gesch. des K. u. K. Uhlanen Rgts Erzh. Karl N.* 3 (1901); v. Branko, *Gesch. des K. u. K. Inf. Rgts* (Belgiojoso) *N.* 44 (1875).

28. — (P. 230).

Sur l'aspect et la tenue des premiers légionnaires polonais :

encore prisonniers, Moody, *Letters by a Lady during a tour through France* 1796-7 (London, 1798) : Dijon, December 15, 1796. Lanckhard, *Leben und Schicksale*, II (éd. 1908), 323 sq.; incorporés dans la légion, *Journal* du canonnier Bricard (1891), 265 sq., à Mantoue, avril 1797 : « de très bonnes troupes, l'élite de la République cisalpine, ils portaient le costume de l'ancien régim. de Pologne, faisaient strictement leur service et étaient très aimés des Français. Ils se signalèrent dans différents combats »; Desaix, *Journal*, 47, à son arrivée à Milan, 27 juill. 1797, rencontre « d'une compagnie de Polonais » en uniforme national.

29. — (P. 241 et suiv.)

Le Directoire et Paul : la nouvelle officielle de la mort de Catherine, qui survint le 17 novembre, arriva à Paris seulement le 15 décembre 1796; cf. la curieuse relation d'Allonville, *Mémoires*, IV (1841), 172 sq., présent chez Barras à ce moment; rupture des négociations anglaises, à la conférence de Delacroix avec Harris, 17 décembre, ordre de départ pour celui-ci, 19 décembre. Harris, *Diaries*, III; Dropmore, *Pap.* III; Barras, *Mém.* III; Wolfe Tone, *Autobiogr.* II.

Premières tentatives françaises d'entrer en rapports avec Paul : Delacroix à Caillard, 17 décembre; dépêches de Caillard, 26, 31 décembre 1796, 3, 17 janvier 1797; mémoire rétrospectif et circonstancié sur la « Négociation qui a été entamée à Berlin pour le rétablissement des liaisons d'amitié et de commerce qui existaient entre la France et la Russie » approuvé par le Dir. exéc., Carnot, Barthélemy, Barras, Lareveillère, 13 août 1797. Parmi les premiers projets présentés au Directoire sur la Russie après l'avènement de Paul, il faut relever : Dorflans (longtemps consul de France à Pétersbourg), Mémoire, Paris, 28 déc. 1796, avec un projet d'alliance franco-russe; Soulavie (le fameux faussaire), Mémoire contenant un projet analogue, 25 déc. 1796; Darneville, secrétaire de la légation française, Genève, Mémoire, 5 février 1797; Flassan, alors chef de bureau, le futur historiographe du ministère des aff. étr. « Moyens de rapprochement de la France et de la Russie », et « Coup d'œil sur le nouveau cabinet de Pétersbourg », 12 janvier; Rapport de la 2e division des relations extér., 10 févr. 1797 : « Considérations générales s'il est temps de faire passer un agent en Russie et comment ? ».

La note de Caillard destinée à la Russie, par l'entremise de Haugwitz, est du 25 février 1797. Premières négociations secrètes de Caillard relatives à la Russie : Frédéric-Guillaume à Sandoz, 3 juillet; dépêche de Caillard, 25 juillet; intervention de Paul pour Panine, Pétersbourg, 16 juillet 1797; arrivée de Panine à Berlin, 21 août; les deux premières visites secrètes de Caillard chez lui, 5, 7 septembre, « entre chien et loup », d'après le rapport de Panine à l'empereur, 11 septembre. Propositions de traité franco-russe;

la dépêche de Talleyrand à Caillard, 24 septembre, contient le « projet de traité », approuvé par Lareveillère, Barras, Merlin, Paris, 24 septembre 1797 : « § 2... aucune (des deux puissances) ne pourra fournir aux ennemis de l'autre, tant extérieurement qu'intérieurement, et sous quelque prétexte que ce soit, aucun secours ». Troisième et quatrième conférences de Caillard avec Panine, 9 et 10 octobre; rupture des négociations par une lettre de Paul à Panine, Gatchina, 28 septembre 1797; cf. Tratchevski, *Relations dipl. entre la Russie et la France*, *Recueil*, LXX (1890), p. 635 sqq.; Brückner, *Matériaux sur N. P. Panine*, II (1890), nos 1 sq., 40, 53, 56; Milioutine, *Hist. de la Guerre de* 1799 ,I (1852), p. 365 sqq.; Guyot, *Directoire et la paix* (1911), p. 323 sqq. Sur le valet de chambre de Caillard, acheté par Panine, et qui lui livrait toute la correspondance française avec Berlin, Brückner, II, 207, Th. Martens, *Recueil d. trait. et conv.*, VI, 255; c'est de lui que Panine obtint la liste des Polonais fréquentant chez Caillard : Panine à Paul, 18 novembre 1797, Brückner, no 138.

30. — (P. 263).

Dombrowski à Hoche, Milan, 28 mai 1797; réponse de Hoche, commandant en chef de l'armée de Sambre et Meuse, à Dombrowski, au quartier général à Friedberg, 14 juin 1797 : « J'ai reçu, général, la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire pour me témoigner votre gratitude de la manière dont j'ai traité ceux de vos compatriotes, auxquels j'ai procuré les moyens de vous rejoindre en Italie. Il est des services qui portent avec eux leur récompense, tel est celui que je leur ai rendu. Pourrais-je faire moins en faveur des malheureuses victimes de leur amour pour la liberté? et ne suis-je pas trop heureux qu'ils m'aient procuré l'occasion de vous témoigner à tous l'intérêt que vous inspirez? » Autographe, dans les Papiers de Dombrowski; cf. Rousselin, *Vie de Lazare Hoche* (Paris, Brisson, an VI), II, p. 463.

31. — (P. 264).

Bonaparte à Dombrowski, au quartier général de Mombello, 9 prairial V (28 mai 1797) : « Citoyen général, comme le cit. Rymkiewiech n'est pas encore présent, et que je désire prendre des renseignements ultérieurs sur le cit. Wielhorski, je suspends toute nomination des chefs des 2 légions jusqu'à nouvel ordre. Les cit. Niemojevski et Strzalkovski commanderont chacun le 1er bataillon de chaque légion... Le cit. Axamitowski sera chargé de l'artillerie, avec le grade de chef de bataillon, mais cette arme ne fera pas un corps séparé de celui de l'artillerie lombarde, et les légions n'auront point des pièces de bataillon. Je nomme majors les cit. Lipczynski, Vierzbicki, Konopka, et je me réserve de remplir les trois autres places vacantes à l'arrivée des patriotes que l'on attend. Vous prendrez pour votre aide-de-camp un capitaine et un lieutenant. Les trois couleurs lombardes doivent faire partie de l'uniforme polonais, sans néan-

moins rien changer au total de l'habillement » (original, dans les Papiers de Dombrowski). Dombrowski à Bonaparte, Milan, 29 mai 1797 : « J'ai reçu la réponse que vous m'avez fait l'honneur de m'envoyer hier... elle n'est pas conforme ni à ce que vous m'avez promis la dernière fois que j'ai eu l'honneur de vous voir, ni aux articles de ma capitulation avec le gouvernement lombard ». Berthier à Dombrowski, 30 mai : « J'ai mis sous les yeux du général en chef l'affaire dont vous parlez dans votre lettre d'hier, et, suivant votre désir, j'ai présenté au général en chef le général Wielhorski... j'espère qu'il aura la solution qu'il mérite ».

32. — (P. 290).

Bonaparte à Dombrowski, au quartier général de Momtebello, 15 Messidor V (3 juillet 1797). Papiers de Dombrowski.

33. — (P. 293 et suiv.)

Bonaparte à Dombrowski, quartier général de Milan, 25 messidor (13 juillet 1797). Berthier à Dombrowski, Milan, 13, 14 juillet : « le général en chef me charge de vous prévenir que vous ayez à prendre sans délai des mesures pour qu'aucune gazette ou autre papier public tendant à porter le découragement dans l'armée, à exciter le soldat à la désertion,... ne s'introduisent parmi les troupes que vous commandez. Il sait que nos ennemis veulent employer cette manœuvre pour ébranler leur fidélité ». Cf. *Corresp.* de Napoléon, nos 2013-4.

Bonaparte à Dombrowski, au quartier général de Milan, le 29 messidor (17 juillet 1797). Dombrowski à Bonaparte, Reggio, 18 juillet.

34. — (P. 299).

Le terme « patriotisme » fut consacré dans l'usage littéraire en Pologne grâce au livre de Rossel, *Histoire du patriotisme français* (6 vol., Paris, Lacombe, 1769), très répandu alors et qu'on trouve encore dans presque toutes les bibliothèques polonaises du XVIIIe siècle, bien fastidieux, mais qui contient quelques passages frappants et presque prophétiques, un quart de siècle avant les guerres de la Révolution : « Notre nation reçoit tous les peuples dans son sein, les charme par ses manières... mais ose-t-on attaquer injustement ce peuple si doux, si humain, si poli, bientôt il devient terrible et redoutable, il ne connaît plus d'autres intérêts que celui de la patrie... que l'univers tremble alors à la vue de nos préparatifs, que tout citoyen soit soldat et tout soldat un héros ». — Par une coïncidence fort curieuse, la première strophe de l'hymne de l'évêque Krasicki, écrit en 1774, devenu le chant des cadets polonais, qui était gravée en lettres d'or dans la grande salle du Corps des Cadets à Varsovie : *Swienta milosc Oyczyzny* (Amour sacré de la Patrie) répond littéralement à la dernière strophe du chant de Rouget de Lisle de 1792. — L'hymne guerrier polonais à la Vierge Marie date du XIIIe siècle; la chanson du « soldat errant » du XVIe s. — Au

conseil aulique viennois on se rendait bien compte de l'entrain infernal de la *Marseillaise*, et c'est justement pour en contrebalancer les effets déplorables que l'on imagina de faire composer l'hymne autrichien *Gott erhalte Franz den Kaiser*, texte du jésuite Haschka, musique de Haydn d'après Lulli, chanté pour la première fois à la Hofburg, le jour de la naissance de l'empereur, le 12 févr. 1797, et immédiatement traduit et publié en polonais à Cracovie. — Cf. l'observation de Bonaparte au Conservatoire de la musique, Milan, 26 juillet 1797 : « de tous les beaux-arts la musique est celui qui a le plus d'influence sur les passions, celui que le législateur doit le plus encourager », *Corr.*, n° 2042.

35. — (P. 311).

Bonaparte à Talleyrand, Passariano, 7 octobre 1797, *Corr.*, n° 2292 : « du triomphe à la chute il n'y a qu'un pas ».

36. — (P. 327).

Les Czartoryski à Pétersbourg : le prince Adam à son père, Pét., 28 juin, 23 oct., 28 déc. 1795, 15 janvier, 13 février, 18 mars; à sa sœur, la duchesse de Wurtemberg, 25 mars 1796; cf. ses *Mémoires et corr.* I (1887); *Recueil d'histoire russe*, XVI (1875); sur les relations de Czartoryski avec la grande-duchesse Elisabeth, v. la lettre de S. Askenazy à M. Semiovsky, du 7 septembre 1916, publiée dans la revue *Golos Minuvszago*, nov. 1916, p. 211 sqq.

37. — (P. 338).

Sarrazin, ancien chef d'état major du général Bernadotte, Confession du général Bonaparte (Londres, 1811), 249 : « Un jour où il (Bonaparte) était environné d'une soixantaine de personnes, parmi lesquelles se trouvaient les généraux Friant, Mireur, Victor, il développait son plan pour rendre la liberté à la Pologne que les trois puissances du Nord s'étaient partagée; il divisait son armée en cinq corps... il supposait avoir à ses ordres 150.000 hommes ». Bien que Sarrazin, en sa qualité de traître, ne soit pas un témoin digne de foi, cette relation circonstanciée présente pourtant un certain intérêt.

38. — (P. 338 et suiv.)

Dombrowski à Bonaparte, Bologne, 17 septembre (sur la prochaine arrivée de Malachowski et de 20 députés de la Diète) : « Ils se réunissent pour pouvoir, sous vos auspices, protester devant toute l'Europe... Votre gloire leur servira d'égide, et, si vous les protégez, ils sont sûrs de réussir... Vous m'avez promis de vous communiquer mon plan en cas de guerre; je prends la liberté de vous le communiquer »; Mestre, 28 sept., 6, 7e octobre 1797, ces dernières lettres portées par Kniaziewicz.

Audience de Kniaziewicz à Passariano, 8 octobre; de Dombrowski, 17 octobre; relation de Kniaziewicz et de Dombrowski au sujet

de ces audiences, Mestre, 22 octobre 1797. Voilà ce que Kniaziewicz rapporte sur « l'injustice » de Bonaparte à l'égard de Wielhorski à cause de Joséphine : « Lorsque Wielhorski fut proposé pour commander la 1re légion, Bonaparte lui dit avec l'accent de la jalousie : Je sais que vous savez être aimable dans la société des femmes; mais je ne connais pas encore vos talents militaires ». Peut être, toutefois, faut-il voir ici l'influence de Sulkowski, hostile à Wielhorski.

39. — (P. 365 et suiv.)

Mémoire de Maliszewski, 9 frimaire VI (30 nov. 1797). Mémoire de Barss et Mostowski, décembre 1797; un texte peu correct de ce mémoire a été publié dans la *Revue Slave*, III (1907), 151 sqq. Bourrienne à qui ce mémoire fut confié, avait séjourné à Varsovie en 1790-1. A ses rapports avec Antraigues, j'ai trouvé une curieuse allusion dans une lettre d'Antraigues au ministre russe à Turin, le comte Stackelberg, Codelago, 29 août 1797, où en dénonçant les « trames de Bonaparte » il ajoute : « j'en avais été averti par son secrétaire de conférence qui est de la même province de France... sa tête serait exposée par la plus légère indiscrétion » (une des nombreuses relations inédites adressées par Antraigues aux agents russes et conservées aux Archives de Moscou).

40. — (P. 375 et suiv.)

Bernadotte surveillé par la police viennoise : rapports du secrétaire de la Cour, Ratoliska, chargé de cette surveillance, au comte Pergen, Vienne, 14, 22, 24 février et tous les jours suivants pendant le mois de mars et au début d'avril; Pergen à l'Empereur François, 17 février, 9 mars (sur le valet de chambre de l'ambassadeur, acheté par la police : « Kammerdiener Rost, ein Liebling des Botschafters Bernadotte, der vorhin unter seinem Commando als Soldat gedient, und beinahe mehr als die zwei Secretaire bei schriftlichen Ausarbeitungen verwendet wird »), 13, 17 (à propos des visites secrètes faites à Bernadotte par le prince Sapieha, le prince Jablonowski et par des seigneurs Hongrois), 19, 20, 23 (sur deux longues conférences avec Sapieha), 26, 31 mars, 3, 4, 5, 7, 11, 13 avril 1798 sur l'affaire du drapeau du 13 avril au soir il y a un rapport détaillé présenté par le chef de la police de Vienne, Erhard Ley à Pergen, 14 avril. Maliszewski et le deuxième secrétaire Fréville quittèrent Vienne le 13 avril dans la nuit; ils arrivent à Paris le 22, dans la nuit. Contre ordres de Bonaparte aux troupes destinées à l'expédition d'Égypte, 23 avril 1798. *Corresp. de Napoléon*, NN 2544 sqq.; cf. Barras, III 206. Maliszewski semble être l'auteur d'une brochure destinée à exciter l'opinion : *Détails officiels d'un courrier extraordinaire annonçant au Directoire le siège de l'ambassade de Vienne* (Paris, 1798); cf. sur son rôle dans cette affaire, Masson, *Deux diplomates de la Révolution*, 163, 182, 209; *Mémoires tirés des papiers d'un homme d'Etat*, II, 512; Hüffer, *Dipl. Verhandlungen*, II[, 248, 255; B(ourgoin), *Esquisse hist. sur le Maréchal Brune*, I, 289.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Avant-propos de M. Arthur Chuquet, Membre de l'Institut	V
Lettre-préface de M. G. Lacour-Gayet, Membre de l'Institut	XI
Note du Traducteur	XV
Avertissement de l'Auteur	1
Introduction	3
I. Le Premier partage	7
II. Le Second partage	21
III. Le Troisième partage	39
IV. Au lendemain des partages	63
V. Le Général Bonaparte	145
VI. La Formation des légions	175
VII. Léoben-Campoformio	235
VIII. Le Départ de Bonaparte	315
Notes	379

BIBLIOTEKA UNIWERSYTECKA W TORUNIU

Biblioteka Główna UMK

300000889262

ACHEVÉ D'IMPRIMER LE NEUF
JANVIER MIL NEUF CENT VINGT-CINQ
PAR L'IMPRIMERIE SAINTE-CATHERINE,
BRUGES, (BELGIQUE).

Cre. Gbr
Cofa. Gfa
Cof. Napoleon Bonaparte, cesarz Francuzów

TABLE ALPHABÉTIQUE DES NOMS DE PERSONNES (1)

Ahmed Khan, 181.
Albert de Saxe Teschen, 127, 128, 131.
Albert le Sarmate, voyez : Turski.
d'Alembert, 19, 85, 380.
Alexandre le Grand, 152.
Alexandre Ier, 33, 152, 316, 327-329, 363, 382.
Alexandre II, 316.
Alexandre III, 316.
Alfieri, 277.
Ali Pacha, 278.
Alvensleben, 114, 125.
Alvinzy, 161, 171, 184, 211, 218, 226.
d'Antraigues, 285, 319, 396.
Attila, 149, 319.
Aubert, 30, 32.
Augereau, 170, 278, 287, 308, 309-311, 335, 355, 367.
Augusta, princesse de Saxe, 247.
Auguste II, 179.
Auguste III, 127, 177.
Axamitowski Vincent, 260, 393.
Babeuf, 121, 282.
Bacher, 59.
Barbaroux, 41.
Barère, 43, 47.
Barras, 89, 93, 94, 97, 120, 156, 158, 164, 188, 279, 281, 283, 284, 285, 309, 335, 392-393.
Barss, 51, 53, 57, 58, 79, 82-84, 98, 105, 124, 133, 142, 182, 192, 197, 226, 243, 252, 290, 297, 324, 330, 335-336, 364, 367-369.
Bartek, surnom de J. H. Dombrowski, 302.
Barthélemy, 51, 59, 60, 143, 283, 334, 335-336, 308, 381, 384, 392.
Bassano, voyez Maret.
Battaglia, 255.
Baudeau (l'abbé), 16.
Baudry (ancien boutiquier, à la tête du 3e bureau), 42.
Beauharnais, 158.
Beaulieu, 95, 159, 164, 171, 211.
Beaumarchais, 30.
Beccaria, 30, 166.
Beethoven, 374.
Belgiojoso, 199, 208.
Bernadotte, 118, 253, 282, 284, 286, 309, 355, 362-363, 365, 367, 370-378, 395, 396.
Bernard de Saxe-Weimar, 109.
Bernardin de St-Pierre, 15-16, 379.
Berthier, 22, 190, 198, 212, 265, 293-4, 347-8, 353, 361-363, 370, 394.
Bezborodko, 64, 241, 387.
Bialowiejski, 262.
Biernacki, 372, 375.
Birago, 274, 299, 353.
Bischoffswerder, 114.
Bloudov, 387.
Boissy d'Anglas, 56, 59, 82, 85.
Bonaparte (famille), 146, 149, 150, 153, 158, 289-90.
Bonaparte (Joseph), 389.
Bonneau, 30, 32, 40, 252, 291, 297, 330, 335-336, 350, 364, 367, 373, 375.
Borgia, 149.
Borowski, 229.
Bottot, 178.
Bourbons, 33, 66.
Bourrienne, 147, 319, 368-369.
Branicki (François-Xavier), 15, 105.
Bréchainville, 208.
Brissot, 35, 43.
Brochocki, 205.
Browne, 208.
Brune, 363.
Bulgakov, 34.
Buonarroti, 154.
Burke, 32.
Cabanis, 16, 379.
Cacault, 79.
Caillard, 26, 95, 101, 112, 114-115, 117-118, 123-124, 134, 136, 242, 246, 319, 383, 392.
Calamaj, 150, 387.

(1) Les chiffres renvoient au numéro de la page.

Calvados, voyez Kosciuszko.
Cambacérés, 56, 88.
Carignan (princes de Savoie), 126.
Carnot, 54, 94, 97, 120-121, 126, 129, 131, 133, 136, 158, 164, 172, 281, 283-284, 308, 335, 384, 392.
Caroline, reine de Naples, 267.
Carra St Cyr, 35, 96, 285.
Catherine II, 10, 12-13, 19, 21, 23, 25, 28, 34, 38, 44, 47, 54, 62, 70, 75, 79, 86, 95, 96, 101, 103, 110, 116, 126, 152, 178, 204, 205, 215, 221, 222, 237-244, 246, 271, 278, 315-316, 328, 357, 366, 380, 381, 386, 389, 390, 392.
Cattaneo, 198.
Chamand, 291.
Championnet, 118, 263, 339.
Charles (archiduc), 68, 96, 118, 127, 128, 130, 142, 161, 208, 219, 223, 228, 267, 333, 368, 372, 373, 375.
Charles (prince royal de Pologne), 127.
Charles IV, 128.
Charles X, 128.
Charles-Emmanuel IV, 127, 160.
Charles-Théodore de Bavière, 131.
Chartres (duc de), voyez Louis-Philippe.
Chasteler, 113.
Chérin, 182.
Chlapowski, 389.
Chlopicki, 305, 346.
Choiseul, 13, 18, 359.
Choiseul-Gouffier, 26.
Choisy, 14.
Clarke, 97, 119, 126, 130, 132, 140, 142, 172, 173, 189, 197, 217, 224, 383.
Clément, évêque de Trêves, 128.
Cobenzl, 237, 268, 308-309, 312, 337, 340, 343, 354.
Cobourg, 208.
Cochon, 282-283.
Coetbourg, 391.
Colloredo, 126, 375.
Condé, 186.
Condorcet, 33, 43-44.
Conflans, 22.
Constantin le Grand, 23, 64.
Constantin Pavlovitch, 236, 247.
Crivelli, 262.
Cromwell, 52.
Czarniecki (famille des), 109, 304.
Czartoryska Isabelle, 15, 35, 327-328.
Czartoryska Marie, 326, 395.
Czartoryska Sophie, 329.
Czartoryski Adam-Casimir, 68, 118, 204, 206, 209, 250-251, 327, 395.
Czartoryski Adam-Georges, 15.
Czartoryski Constantin, 327.
Czartoryski (famille), 15, 68, 298, 316, 325, 327-328, 331-333, 395.
Dandolo, 258, 271.
Danton, 34, 36, 45, 47, 51.
Daudibert-Caille, 123, 125, 133, 142.
Deforgues, 49, 50.
Delacroix, 93-94, 97, 102, 131, 134, 139, 140, 248, 250, 263, 329, 383, 392.
Delessert, 32.
Del Turco, 150.
Dembowski, Jean, 90.
Denisko, 291, 298, 320, 330, 335, 339.
Derfelden, 113.
Descorches de Sainte-Croix, 30, 32, 40, 55, 95.
Diderot, 44, 85.
Diesbach, 80.
Dmochowski (l'abbé), 80, 84, 87, 88, 97, 100, 243, 248, 324.
Dombrowski Jean-Henri, 105, 107, 119, 123, 134, 136, 138, 174, 186, 189, 203, 212, 217, 225, 235, 244, 252, 253, 259, 260, 266, 289-290, 302, 304, 316, 322-324, 331, 334-338, 339-341, 342-343, 345-349, 350-352, 361, 364, 372, 375, 382-383, 393-395.
Dombrowski Jean-Michel, 117, 142.
Dombrowski Xavier, 75, 80, 98, 244, 320.
Dommartin, 162.
Doria, 276.
Dubayet-Aubert, 96, 98, 133.
Dumouriez, 14, 35, 37, 43, 46, 123.
Dupont, voyez : Mostowski, Thaddée.

Dupont de Nemours, 15.
Dupuy, 229.
Dzialynski, 178, 194, 384, 385, 390.
Dzieduszycki, 69, 82, 128, 244, 250.
Eisenberg, 125.
Elisabeth d'Autriche, 326.
Elisabeth Alexeievna (grande-duchesse) 327, 395.
Erdbach, 208.
Erdödy (c^te), 332.
Etoubville d', 375.
Fain (baron), 385.
Fantuzzi Joseph, 199.
Favrat, 113.
Ferdinand d'Este (archiduc), 208.
Ferdinand de Parme, 160.
Ferdinand (prince de Prusse), 71, 114.
Ferdinand (princesse de Prusse), 71.
Ferdinand III (g^d-duc de Toscane), 127.
Ferdinand IV (roi de Naples), 127, 160.
Fersen, 64.
Finckenstein, 114, 125.
Fiszer, 205.
Fitzgerald, 120.
Fleville (Marguerite de), épouse de Théodore-Alexandre Sulkowski, 389.
Forestier, 112.
Foscolo, 199.
Fouché, 34.
Fox, 22, 29, 32.
François, 308.
François Ier (II), 68, 71, 126, 131, 137, 155, 168, 218, 223, 224, 237, 261, 268, 271, 289, 290, 327, 328, 340, 360, 375, 382.
François Ier, roi de France, 360.
Frédéric II, 10, 17, 27, 52, 99, 150, 175, 178, 204, 238, 298, 321-322, 328, 389.
Frédéric-Guillaume (électeur), 116, 175.
Frédéric-Guillaume II, 27, 48, 52, 57, 66, 71, 101, 115, 116, 125, 192, 216, 234, 238, 240, 245, 328, 382, 392.
Fréville, 396.
Friant (général), 395.
Gallo, 271, 272, 289, 295, 306.
Garat, 99.
Gardiner, 391.
Garran de Coulon, 33, 82, 88, 180.
Gazzari, Luigi, 198.
Genet, 40.
Georges III, 121, 156, 270.
Giedroyc, 80, 84, 318, 324.
Gielgud, 71.
Gintowt, 204.
Glave-Kolbielski, 82, 382.
Glayre, 14.
Gliszczynski, 65.
Godebski, 277.
Goltz, 59.
Governor Morice, 382.
Grabinski, 298.
Grabowski Georges, 71.
Grabowski (lieutenant), 22.
Grégoire (abbé), 47, 60.
Greigh (amiral), 380.
Grenville, 122, 186, 382.
Grimm, 18, 65, 319, 381.
Gustave-Adolphe, 109.
Habsbourg (famille), 127, 218, 328, 372 et *passim*.
Haller, 167.
Hannibal, 387.
Hardenberg, 59, 60.
Harris (lord Malmesbury), 122, 125, 132, 240, 270, 392.
Haschka, 395.
Haugwitz, 114, 124, 392.
Hauterive, 26.
Hennin, 26.
Henri de Prusse, 52, 56, 71, 72, 99, 107, 114, 298.
Henri de Valois, 9.
Henri IV, 358.
Herault de Séchelles, 47.
Hercule III d'Este-Modène, 160.
Hilliers, 337.
Hoche, 120, 182, 199, 219, 222-223, 240, 263, 284, 288, 310, 339, 342, 347, 356, 393.
Hohenzollern (famille), 71, 321.
Hoym, 116, 321, 323, 324.
Huff, 208.
Hurwicz, 99.

Jablonowski (Ladislas), 90, 147, 176, 334, 337, 375, 389, 396.
Jablonski (voyez Mehée).
Jackowski, 255.
Jagellons, 317.
Jasinski, 180.
Joly, 42 (cf. Baudry).
Jordis, 208.
Joselowicz Berek, 325.
Joseph (palatin de Hongrie), 127.
Joseph II, 21, 23, 24, 178, 205, 207, 359, 389.
Joséphine de Beauharnais, 158, 176, 188, 278, 347, 365, 389, 396.
Joubert, 229.
Jourdan, 93, 96, 118, 206, 383.
Kalckreuth, 37.
Kalytchev, 241.
Kant, 72.
Karaiczay, 206.
Kellerman, 37, 143, 164, 212, 263, 384.
Kheul, 208.
Kilinski, 114.
Kilmaine, 353.
Kisielewski, 206.
Klebek, 208.
Kleber, 119, 130, 133, 136, 142, 215, 342, 383.
Kniaziewicz Charles, 205, 339, 340-345, 347, 350, 395-396.
Kochanowski Antoine, 298, 376.
Kochanowski Michel, 330, 336.
Kolbielski, 382.
Kollontay, 58, 343.
Kolysko, 77, 103.
Komarzewski, 25, 257.
Konopka Casimir, 194, 229, 256, 293.
Konopka Jean, 114, 194, 196, 200.
Koscialkowski, 118.
Kosciuszko, 22, 30, 41-42, 50, 52-53, 55, 58, 61, 65-66, 71, 74, 76, 84, 100, 102, 105, 108, 134, 153, 155, 180-182, 192, 195, 205, 236, 239, 248, 256, 260-262, 296, 302, 304, 316, 322, 324-325, 327, 339, 366, 391.
Kosinski, 193, 196, 198, 214, 225, 229, 265, 302.
Kossakowski (femme du staroste), 332.
Kossecki, 383.
Kotchoubéi, 320.
Krasicki, 71, 394.
Krasinska Françoise, 127.
Krasinski (famille), 15, 128.
Kretchetnikov, 104.
Lacroix, 43.
Lafayette, 22.
La Harpe, 363.
Lahoz, 200.
Lalande, 188.
Lallement, 79, 382.
Lanckoronski (famille), 128, 204, 325.
Landrieux, 188, 255.
Lannes, 170.
Lansdowne (marquis de), 381.
Laplace, 147.
Lareveillère, 93, 131, 138-139, 280, 283, 384, 392-393.
Laroche (secrétaire de l'Agence polonaise), 79, 382.
Latterman, 208.
Lauzun, 15, 22, 35.
Lavallette, 297, 355.
Lazninski, 77, 104, 263.
Lazowski, 359, 378.
Lebrun, 35, 42, 49.
Lecoulteux, 369.
Lefebure, 118.
Léopold II, 127, 204.
Lescure, 92.
Leszczynski, 359.
Letourneur, 93, 120, 131, 279.
Levenehr, 206.
Lewkowicz, 77.
Ley, 396.
Liberadzki, 77, 255-257.
Ligne (prince de), 209.
Linowski, 298.
Lipczynski, 77, 193, 393.
Lizakievitch, 319.
Lobkowitz, 206.
Louis (St), 17, 21, 35, 358.
Louis XIV, 210, 238, 368.
Louis XV, 9, 11, 14, 144.
Louis XVI, 14, 23, 30, 32, 34, 37, 105, 178.

Louis XVIII, 86, 128, 279.
Louis (prince de Prusse), 101.
Louis-Ferdinand, 73, 101.
Louis-Philippe, 33, 280, 381.
Leibnitz, 358, 359.
Lubienski, 245.
Lubiniecki (maréchale), 332, 374.
Lubomirska Rosalie, 43, 45.
Lubomirska (princesse), 375.
Lubomirski (famille), 15, 128, 316, 325, 391.
Lucchesini, 37, 52, 125, 247.
Lukasinski, 3, 379.
Mably, 16, 103, 150.
Macchiavelli, 150.
Madalinski, 46, 71, 334.
Mahmoud Pacha, 150.
Maillebois, 202.
Malachowski Stanislas, 76, 142, 235, 251, 292-293, 298, 323-325, 329-331, 333, 336, 338, 339, 341, 343-344, 347, 395.
Maliszewski, 43, 81, 180, 365-368, 370, 374-375, 377, 396.
Mallet du Pan, 33, 356, 380.
Malmesbury, voyez : Harris.
Manfredini, 127.
Manin, 257.
Manstein, 37.
Maraboulle, 125.
Marat, Henri, 44.
Marat Jean-Paul, 36, 44.
Maret, 385.
Marie-Antoinette, 21, 28, 37.
Marie-Caroline (reine de Naples), 126.
Marie-Christine (archiduchesse), 127.
Marie-Thérèse, 21, 205.
Marie-Thérèse (épouse de François Ier) 126, 267, 327-328.
Marius, 335.
Markowski, 158, 176, 389.
Massalski, 16.
Massena, 206, 253, 258, 262, 263.
Massenbach, 114.
Masson, 241.
Maudry, 47.
Maurice de Saxe, 108.
Mazarin, 52.
Mazzei, 14.
Mechtchersky, 387.
Méhée de Latouche, 30, 32, 34, 50, 180, 368, 381.
Mekler, 112.
Melzi-Eril, 166.
Menou, 33.
Merlin de Douai, 57, 60, 84, 88, 308, 393.
Merveldt, 211, 308.
Meszaros, 211.
Michel, 358.
Mier, 205.
Mieszkowski, 22, 35, 46.
Mionczynska Marie, 45.
Mionczynski Joseph, 35, 45, 46.
Miollis, 232.
Miot, 56.
Mirabeau, 45.
Mireur, 395.
Mniewski, 84, 243.
Mniszek, 316.
Mocenigo, 150, 151, 319, 386, 387.
Modena, 206.
Moellendorf, 114.
Monet, 14.
Montecucculi, 108.
Montesquieu, 85.
Montholon, 385.
Montmorin, 26, 30, 32.
Mordvinov, 319.
Moreau, 96, 118, 206, 219, 223, 262, 283.
Mostowski Joseph, 334.
Mostowski Thadée, 43, 298, 329.
Mostowski (famille), 333, 365, 367.
Moszynski (famille), 128.
Moszynski frères, 332.
Mounier, 385.
Morice (Governor), 382.
Multedo, 388.
Muraviev Apostol, 319.
Napoléon Bonaparte, *passim*.
Narbutt, 329.
Naryschkine Marie, 327.
Nassau, 34, 79, 257.
Nerantchitch, 387.
Neyman 228.

Nicolas I et II, 302.
Niemojewski, 263-264, 297, 302, 317, 331, 393.
Oginski (famille),
Oginski Michel, 77, 84, 90, 183-184, 245-250, 317, 367, 369.
Orlov, 12, 149, 278.
Ossolinski, 69, 128, 244, 332.
Osterman, 386-387.
Panine, 64, 242, 268, 319, 328, 392-393.
Paoli, 13, 146-147, 150, 152-153, 156, 272.
Parandier, 32, 49, 50, 52, 58, 83, 95, 100, 113, 118, 124, 319, 331, 335.
Parini, 176.
Pasvan-Oglu, 96.
Paul Ier, 73, 238, 240, 242-243, 246-247, 293, 268, 315-317, 319, 322-323, 328, 333, 358, 374, 376, 392.
Pellegrini, 208.
Peraldi, 152.
Pergen, 375, 396.
Petiet, 119, 134, 136, 140, 142, 183, 262, 283, 383, 384.
Piatoli, 34, 343.
Pie VI, 159, 219, 227, 361.
Pichegru, 93, 147, 262, 282, 284.
Pierre le Grand, 235, 237, 308, 333, 358.
Piller, 193.
Pitt (le premier), 22.
Pitt (le second), 22, 29, 122, 270, 358.
Platon, 150.
Plutarque, 147.
Podoski, 30.
Poniatowski (famille), 177.
Poniatowski André, 208.
Poniatowski Joseph, 33, 167, 177, 180, 205-206, 209, 266, 316, 374.
Poniatowski Michel, 81.
Poninski, 357.
Porro, 165, 168.
Potemkine, 22, 386.
Poterat, 94, 98.
Potocka Julie, 43.
Potocki (famille), 15, 177, 316.
Potocki Casimir, fils de Pierre, 331.
Potocki Félix, 34, 75.
Potocki Ignace, 28, 33, 46, 50, 54, 65, 76, 82, 236, 250, 251, 292, 297, 322, 325, 329, 331-332, 333, 334, 339, 375, 381.
Potocki Jean, 177.
Potocki Pierre, 77, 143, 209, 258, 262, 331, 372.
Potocki Stanislas, 77, 332.
Pozzo di Borgo, 152, 374.
Pradt, 281.
Preiss, 208.
Provera, 218, 226.
Prozor, 77, 79, 84, 89, 99, 142, 176, 193, 220, 389.
Puchala, 200.
Pulaski, 17, 22, 105.
Pyrrhis de Varille, 15.
Quesnay, 16.
Raczynski, 71, 245, 357.
Radziwill (famille), 329.
Radziwill Antoine, 71, 73, 100, 114, 115, 134, 298, 316-317, 323, 329.
Radziwill Charles, 379.
Radziwill Hélène, 71.
Radziwill Louise de Prusse, 71, 115.
Radziwill Marie, 15, 379.
Radziwill Michel, 71.
Ratoliska, 396.
Rayneval, 26.
Razumowski, 126, 319.
Régnier, 297.
Reinhard, 52, 56.
Reisky, 208.
Repnine, 64, 66, 328.
Reubell, 84, 93, 94, 97, 120, 131, 136, 164, 241, 280, 283, 284, 336, 356.
Reuss, 125.
Richelieu (cardinal), 56.
Robert, 45.
Robespierre, 35, 44, 47, 49, 52, 55, 57, 156, 187.
Robespierre le jeune, 154, 155, 389.
Rollin, 150.
Rosenberg-Orsini, 127.
Rossé, 119, 364.
Rossetti, 380.
Rost, 396.

Rouget de Lisle, 394.
Rousseau, 13, 18, 54, 148-149, 151, 380.
Rousselin, voyez : Saint-Albin.
Ruggieri, 299, 343.
Rulhière, 15, 26, 150, 175.
Rumiancev, 64, 125.
Rusca, Jean-Christpohe, 199, 200.
Rusca (l'abbé), 200.
Rustan, 358.
Rykaczewski, 376.
Rymkiewicz, 90, 265-266, 345, 393.
Rzewuski Stanislas, 204.
Saint-Albin, 180, 182.
Saint-Genie, 391.
Saint-Just, 53.
Saliceti, 166, 297.
Salvator, 165.
Sandoz-Rollin, 95, 101, 134, 141, 242, 247, 356, 392.
Sanguszko, 206, 209.
Sapieha, 105, 142, 317.
Sapieha Casimir-Nestor, 375, 396.
Sapieha (famille), 15.
Sarrazin, 395.
Sarmate (Albert le), voyez : Turski.
Schérer, 283, 335, 297.
Schiller, 109.
Schroeder, 208.
Schwerin, 110.
Ségur, 26, 28.
Selim III, 96.
Selis, 99.
Senger (Colonel), 391.
Serbelloni, 165, 168, 186, 274, 297-298, 348.
Serra Jérôme et Jean, 276.
Shelburne, voyez : Lansdowne.
Sierakowski, 204.
Siéyès, 56, 84.
Sniadecki, 30.
Sobieski (famille), 109.
Sokolnicki Michel, 333-334, 337.
Soltyk Stanislas, 46, 69, 77, 143, 262, 297, 331, 372.
Souvorov, 58, 64-65, 71, 96-97, 105, 110, 111, 113, 182, 206, 320, 322.
Stackelberg, 319, 396.
Stanislas-Auguste, 10, 14, 16, 25, 30, 33, 58, 62, 64, 75, 114, 205, 236, 246, 257, 260, 316, 326, 374, 379.
Stanislas Leszczynski, 31.
Staps, 382.
Starhemberg, 208.
Steins, 208.
Stephanopoli Dimo, 278.
Strassoldo, 208.
Strzalkowski, 193, 196, 229, 265, 393.
Suchorzewski, 103.
Sulkowska, 179.
Sulkowska (femme de Fr.), 177.
Sulkowski Alex., 177, 178.
Sulkowski Alex.-J., 176.
Sulkowski Antoine, 178.
Sulkowski Auguste, 177, 390.
Sulkowski Fr., 176.
Sulkowski Joseph, 46-47, 94, 176-177, 185, 189, 192, 193, 197, 228, 258, 259, 264, 266, 298, 302, 306-307, 339, 349-351, 354, 357, 359, 365, 367-369, 378, 389, 390, 396.
Sulkowski Théodore, 176.
Swirski, 193.
Sylla, 335.
Syrach : voyez Glave-Kolbielski.
Szaniawski, 247, 333, 335-336.
Talleyrand, 35, 126, 283, 288, 297, 310-311, 334-336, 354, 359, 371, 393, 396.
Tallien, 34, 57, 84, 87-88, 97.
Tamara, 150, 387.
Taszycki, 84, 243, 247.
Tauentzien, 125, 241.
Terzy, 208.
Thesby-de-Belcour, 17, 18.
Thugut, 78, 94, 126, 131, 267-268, 271-272, 279, 306-308, 319, 373, 376, 378,
Tippo-Sahib, 27, 181.
Tone-Wolfe, 120.
Tonus, 380.
Torstenson, 111.
Trauttmansdorf, 127.
Treilhard, 41, 57.
Trémeau, 194, 198, 212, 225, 229, 264, 295, 383.

Trzecieski, 262.
Turenne, 186.
Turski, 41, 43, 50, 57, 75.
Ubielski, 45.
Uzdowski, 22.
Van Praet, 99.
Venture de Paradis Jean-Michel, 82, 181.
Venture de Paradis (sa fille), 180.
Vérac, 25.
Vergennes, 25-26, 45, 241, 358-359, 387.
Vergniaud, 43.
Verninac, 95.
Verri, 166, 277.
Victor (général), 395.
Vignolle, 354.
Vioménil, 14, 22, 105.
Visconti Fr., 165-168, 198, 216, 226.
Visconti Giuseppina, 168.
Visconti Philippe, 168.
Voltaire, 17, 18, 380.
Vorontzov, 65, 268.
Walicki, 71.
Wallenstein, 186.
Wallis, 208.
Washington, 229.
Weissenhof, 298.
Wielhorski Georges, 16, 103.
Wielhorski Joseph (1), 16, 99, 102, 105.
Wielhorski Joseph, 289-290, 292, 296, 302, 306, 338, 344-345, 349, 350, 380, 393-394, 396.
Wielhorski Michel(2) (grand *Kuchmistrz* de Lithuanie), 102, 105, 204.
Wielhorski Michel (3) (général), 16.
Wielopolski, 204.
Wierzbicki, 194, 204, 393.
Wodzicki, 204.
Woroniecki, 204.
Woyczynski, 133, 143, 186, 190, 194-195, 215, 217, 230, 243, 248, 324, 329, 330, 336, 376.
Woyda, 280.
Wurmser, 161-162, 170-171, 183-184, 209, 211, 218.
Wurtemberg, 326.
Wybicki, 89, 100, 101, 105-106, 112, 114, 117, 124, 134, 142, 182, 192, 197, 209, 226, 243, 250, 252, 290-291-5-6-7, 301-302, 304, 306, 324, 329, 331, 364.
Wyszkowski François, 77, 104.
Wyszkowzki Xavier, 128.
York (duc d'), 391.
Zaborovski, 149, 387.
Zajonczek Joseph, 105-106, 112, 228, 291, 297, 299, 378.
Zamoyski, 244, 325, 329, 332, 384.
Zawadzki, 291, 297, 299, 335-336.
Zorycz, 34.
Zoubov, 64, 65, 75, 126, 381.

[1] Wielhorski Joseph, fils de Georges Wielhorski.
[2] Wielhorski Michel *Kuchmistrz* } fils de Georges Wielhorski.
[3] Wielhorski Michel (général) }

ERRATUM. — Lire : page 85, ligne 7 : de création de la Députation;
p. 215, l. 10 : confiée à ses soins;
p. 386, l. 29 : percé de mille coups.

Biblioteka Główna UMK
300000889262